

UNIVERSITÉ  
— PARIS-EST



VNiVERSiDAD  
D SALAMANCA

CAMPUS OF INTERNATIONAL EXCELLENCE



---

**APPARAITRE**

*Le statut de la parole du survivant et de la survivant des camps clandestins de détention, torture et extermination (disparition) dans la construction des mémoires du terrorisme d'Etat en Argentine*

---



THESE DE DOCTORAT INTERNATIONAL/ LABEL EUROPEAN  
DISCIPLINES : Langue, Littérature et Civilisation étrangère / Histoire

Auteure : MYRNA INSUA  
Dirigée par : PR GRACIELA VILLANUEVA  
PR GULLERMO MIRA DELLI-ZOTTI

**JURY:**


FREDERIQUE LANGUE – Chercheuse DR au CNRS/IHTP  
ERIC FISBACH – Université d'Angers  
EMILIO CRENZEL – Université de Buenos Aires /Argentine  
GUILLAUME LE BLANC – Université Paris 7  
KARINE BERGES – Université Paris Est-Créteil  
DIEGO SIMINI – Université de Salento / Italie  
GRACIELA VILLANUEVA – Université Paris Est-Créteil  
GUILLERMO MIRA DELLI ZOTTI – Université de Salamanque Espagne

Soutenance à Paris le 14 octobre 2022

*« Pour nous c'est inexplicable pourquoi ils l'écoutent, Scilingo, ce qu'ils ne nous ont pas écouté. Nous devons démêler le processus social qui fait que lorsque le répresseur n'avoue pas mais affirme qu'il a commis le crime, car pour moi ce n'est pas un aveu, c'est du cynisme, il affirme qu'il a commis des crimes et non pas parce qu'il est repentant mais pour s'excuser auprès de ses pairs Rolón et Pernías, ils l'écoutent et lorsque nous l'avons dit, cela a provoqué un rejet unanime. Lorsque nous avons parlé à l'Assemblée nationale à Paris en 1979 de la façon de tuer de la Marine, les trois femmes qui ont donné cette conférence de presse, ce premier témoignage, ont été absolument stigmatisées par les organisations de défense des droits humains et accusées de quelque chose comme le meurtre des disparus ».*

*Graciela Daleo, survivante de l'E.S.M.A., témoignage.*

Photo 1 (page suivante) : Image prise dans la « capucha », casino des officiers de l'E.S.M.A., septembre 2019. MEI.



«Para nosotros es inexplicable porqué le escuchan a él [Scilingo] lo que no nos escucharon a nosotros. Habrá que desentrañar ese proceso social que lleva a que cuando el represor no confiesa sino afirma que cometió el crimen porque para mí no es una confesión, es cinismo, afirma que él cometió crímenes y no porque esté arrepentido sino para disculpar a sus pares Rolón y Pernías; a él lo escuchan y cuando nosotros lo dijimos eso provocó un rechazo unánime. Cuando nosotros dijimos en el año 79 la forma de asesinar que tenía la Marina en la Asamblea Nacional de París, las 3 compañeras que dieron esa conferencia de prensa, ese primer testimonio, fueron absolutamente estigmatizadas por los organismos de Derechos Humanos y acusadas de algo así como de que estaban matando a los desaparecidos ».

Graciela Daleo, sobreviviente  
de la E.S.M.A, testimonio.

Foto 1: Imagen tomada en «capucha», casino  
de oficiales de la E.S.M.A., septiembre de 2019

*Á Dardo y Paco.*

*Á Elisa, María, Chela, Elvira, Porota, Elsita, Carmen y Juanita.*

*Á Graciela, Adriana, Nilda, Andrea, Víctor, Mario, Cachito, Eugenio.*

*In memoriam*

*Á ma mère.*

*Á ma fille.*

*Á Osvaldo y Susana.*



## Remerciements

*Apparaître (en vie)* est le résultat d'une première approche du monde de ceux et celles qui sont revenus et revenues, et le produit partiel d'une recherche effectuée principalement sur la base de témoignages et d'entretiens avec des survivants et des survivantes, ainsi que de documents et d'archives personnelles fournis par ceux-ci et celles-ci à l'auteure. Le dialogue avec certains et certaines des survivants et des survivantes a commencé en 1999. Dans le cadre précis de cette thèse, nous avons enregistré des rencontres avec ils et elles depuis mars 2016 à ce jour. Ce texte, qui ne peut être qu'incomplet, a été rédigé grâce à la générosité de mes interlocuteurs et des témoins. À ma demande, ils sont retournés et elles sont retournées dans les camps pour me raconter leur expérience de « disparus et disparues ». Ils ont compris l'urgence du temps qui nous glisse entre les doigts et la nécessité de laisser une trace sur laquelle les souvenirs de ma génération et de celles qui nous suivront pourront se construire. Ils et elles ont partagé avec moi leur douleur mais aussi leur rage de justice et leur faim de vie. Ils et elles m'ont fait comprendre comment sortir de l'horreur, ce que signifie *être vivant et apparaître* dans une société où la DISPARITION est une permanence qui enveloppe et définit. Certains d'entre eux et certaines d'entre elles ne sont plus là, ils sont partis, elles sont parties avant que je puisse leur montrer cette tentative de systématisation de l'évolution de leurs témoignages dans le contexte argentin. Leurs voix et leurs visages restent gravés dans ma mémoire, et de là, ils continuent à m'accompagner dans ce voyage qui ne fait que commencer. D'autres continuent à me fournir des données, des dates, des documents et aussi du respect et de la confiance, sûrement dans la certitude que le travail de mémoire s'étend ainsi du survivant au récepteur, le transformant ainsi en témoin du témoin-victime-acteur.

À tous, à toutes, MERCI.

Je remercie tout particulièrement mes deux directeurs, María Graciela Villanueva Berdot et Guillermo Mira Delli Zotti, pour m'avoir accepté comme thésarde, pour leurs précieux conseils et pour le soutien sans faille, intellectuel mais aussi humain, qu'ils m'ont apporté pendant toutes ces années. Je suis particulièrement reconnaissant pour les critiques et les recommandations qui m'ont guidée depuis le début, sans lesquels cette thèse n'aurait pas été possible, ainsi que la confiance constante en que j'avais d'arriver au bout. Je leur dois toutes les bonnes choses qu'elle contient, les moins bonnes sont de ma responsabilité. J'espère pouvoir leur rétribuer leur générosité en poursuivant – comme je le souhaite – cette recherche à l'avenir, en reprenant toutes les belles trouvailles issues du dialogue avec les survivants et les survivantes et en rétablissant leurs résultats afin que ces voix émergentes continuent de sortir de la clandestinité des camps.

Je ne voudrais pas oublier ceux qui ont été importants dans ma formation. À Yvon Le Bot (mon directeur du D.E.A.), Marie-Claire Lavabre, Philippe Joutard, Michel Wiewiorka, Daniel Pecault et Christian Delage, je les remercie de m'avoir initié à l'histoire orale et à la sociologie des mouvements sociaux, et surtout à maintenir la rigueur scientifique nécessaire dans des domaines sensibles et délicats. À Marie Claire Lavabre

je lui dois également d'avoir motivé ma candidature au concours de chercheurs de l'INA, grâce à laquelle j'ai obtenu l'accès au fonds *Memoria Abierta*.

Je remercie les professeurs Enrique Fernández Domingo, Guillaume Le Blanc, Elisabeth Kertesz-Vial, Daniel Mayer, Guillaume Marche et Karine Bergès, et à Francisca Noguerol Jimenes, Maria de los Angeles Péres López et Javier Sanches Zapatero pour avoir contribué, chacun à sa manière, à rendre cette thèse possible.

Je tiens également à remercier mon laboratoire IMAGER-CREER et, au nom de l'École doctorale Culture et Société, Marie Emmanuelle Plagnol et Claire Oger, successivement ses directrices, pour m'avoir aidé financièrement quand j'en avais besoin et pour avoir soutenu institutionnellement les séminaires, conférences, colloque et expositions photographiques que j'ai proposés et que j'ai réalisés, avec mes collègues, dans le cadre de ma thèse. Je tiens particulièrement à remercier Latifa Zeroual-Belbou pour son soutien administratif au fil des années et pour m'avoir encouragé à participer au concours *Ma thèse en 180*, Région Paris Est, pour lequel j'ai obtenu le prix du jury.

Je remercie tout particulièrement Miguel Ángel Jaramillo Guerreira, responsable des archives *Huellas* et du fonds *Juicio a las Juntas Militares*, ainsi que toute l'équipe des archives de la Bibliothèque centrale de l'Université de Salamanque, qui m'a accompagné pendant tous mes séjours avec chaleur et efficacité. Je remercie Tomás et Carlos, bibliothécaires de l'Institut ibéro-américain de l'USAL et de la Faculté d'histoire, pour leur collaboration dans la recherche de la bibliographie espagnole. A Irene Ippolito pour son aide avec les archives de l'AEDD et ses conseils lucides et nécessaires. Et à Natalia Molinaro pour sa première lecture de la préface et ses encouragements.

Je tiens également à remercier Mirta Amati, Ulises Gorini et tous mes collègues de l'UNAJ et de l'IUNMA pour les années d'enseignement partagé et pour m'avoir permis de « tester » les avancées de mes recherches.

Enfin, je remercie ma complice de toujours Silvina Stirnemann pour toutes ses contributions à la version française de cette thèse et Sergio Delgado pour sa lecture attentive et ses commentaires pertinents.

# SOMMAIRE

PRÉFACE	10
Les débuts de la fin (Fins bénits)	
INTRODUCTION	33
<i>Ombres et voix de l'état d'exception :</i> Le témoignage des victimes directes de l'extrême violence.	
PREMIÈRE PARTIE	87
Clés théoriques-méthodologiques pour la récupération de la parole des survivants apparus et des survivantes apparues dans le cas argentin	
DEUXIÈME PARTIE	205
Omniprésence de l'absence et apparition en vie : le témoignage des survivants et des survivantes de la disparition forcée pour des raisons politiques dans le cas argentin.	
CONCLUSION	335
Témoignage et limites de la parole du détenu disparu-apparu et de la détenue disparue-apparue	
BIBLIOGRAPHIE	345
Table des matières	381
ANNEXES	383
Table de matières / Annexes	745





# PRÉFACE

## Les débuts de la fin (Fins bénites)

« Mais dans la mesure où une étude historiographique (et la mienne n'échappe pas à la règle) montre que l'historien se reflète tout entier dans son histoire '(Marrou) et, par-delà, renvoie à son temps et à son milieu, il me paraissait équitable de me mettre 'en situation' avant de décrire celle des autres »

Philippe Joutard, *La légende des Camisards. Une sensibilité au passé*<sup>1</sup>.

Je termine le travail de terrain et, de façon inattendue, je commence à rédiger les premières ébauches de la thèse sur la table de cuisine en bois de l'une de « mes survivantes ». Juste comme ça, seule, tapant sur mon ordinateur, à la table de cuisine de quelqu'un d'autre. Presque instantanément, au moment même où je décide qu'il est temps de m'atteler une fois pour toutes au manuscrit que mes directeurs attendent patiemment, émergent dans mes pensées encore fragmentées, les discussions, les recommandations et les lectures suggérées par le professeur Philippe Joutard dans ses cours<sup>2</sup>. Je pense aussi au séminaire de Marie Claire Lavabre et aux réunions de travail sur la notion de mémoire, et je réalise maintenant, déjà en situation, que lorsqu'on entreprend de rencontrer le témoignage de victimes de violences extrêmes et inhumaines, la place du chercheur (la chercheuse dans mon cas) dans le processus même de la recherche n'est pas et ne peut pas être anodine ou dénuée de substance et de contenu. De même, son expérience historique, sensible et professionnelle conditionne la restitution de tout ce qu'il ou elle a observé, perçu, connu et probablement compris en cours de route.

Qui sommes-nous – eux/elles, « objet d'étude arbitrairement construit » et simultanément sujets de l'expérience et nous/moi « chercheuse à la première personne » – n'est pas étranger au début, au pourquoi de la recherche et à sa clôture (définitive ?). Face

---

<sup>1</sup> Philippe Joutard. *La légende des Camisards. Une sensibilité au passé*, Gallimard, Paris 1977. Introduction, p.9.

<sup>2</sup> En référence aux séminaires du professeur Philippe Joutard et du professeur Bogumil Jewsiewicki, «Mémoire historique d'ici et d'ailleurs : regards croisés », EHESS-Paris (2003, 2004, 2005, 2006)

aux témoins qui ont vécu l'infra monde des camps<sup>3</sup>, dont les récits sont contemporains de celle qui entend y entrer au moins pour les décrire, au plus avec la prétention de les expliquer, il n'y a rien de plus « normal » que des frontières intentionnellement diffuses et parfois incontrôlables. Il n'y a donc rien d'étrange à ce que maintenant, comme bien des fois auparavant, les faits, les témoins, décident de nos (mes) mouvements et, dans ce cas, marquent la « fin »<sup>4</sup> ou du moins, la clôture provisoire d'une recherche urgente, parfois boulimique et débridée, de voix dispersées et souvent inaudibles. Il n'y a rien de plus commun que le fait que la réflexivité scientifique s'abandonne temporairement au hasard, subjuguée par l'inspiration qui jaillit de la chaleur d'une bouilloire fumante dans la cuisine d'une interlocutrice qui vous accepte et qui attendait peut-être votre venue.

L'entretien avec Andrea Benites Dumond, la propriétaire de la « chaleureuse table familiale en bois », a été planifié presque dès le début de ma recherche. Dans les années 1990, nous nous étions rencontrées à quelques reprises lors d'événements et de manifestations, mais ce n'est qu'au milieu des années 2 000 qu'on me l'a présentée à Buenos Aires. Le temps a passé et nous nous sommes recroisées en 2016, alors que je commençais tout juste mon doctorat. Son histoire, ou le peu que je savais d'elle, avait toujours suscité ma curiosité et mon intérêt. Après plusieurs tentatives infructueuses, nous avons convenu de nous rencontrer chez elle, à Madrid. J'ai pris mon billet Paris-Madrid et j'ai commencé à réfléchir aux récits qui me semblaient centrales à chercher *en elle et avec elle*, consciente que le témoignage, lorsqu'il est réalisé, est une production entre deux acteurs, le témoin et le récepteur-initiateur-producteur de la parole, tous deux sujets

---

<sup>3</sup> Nous prévoyons ici d'utiliser la définition de camps pour désigner les lieux qui, suite à l'action de la Commission nationale sur la disparition des personnes (CONADEP), sont devenus populairement connus en Argentine comme des "centres de détention clandestins". Cette terminologie, née dans les années 1980, fait globalement référence aux lieux illégaux où les personnes enlevées ont été emmenées, également illégalement, par les forces répressives entre 1974 et 1983. Comme nous l'expliquerons plus loin, la manière de définir ces lieux d'enfermement a varié au fil du temps. Aujourd'hui, le terme "anciens centres clandestins de détention, de torture et d'extermination" est utilisé pour la plupart. En aucun cas, notre choix du terme "camps" n'implique une vision comparative simpliste et linéaire qui identifie les centres de détention clandestins du Cône Sud aux lieux utilisés pour la destruction d'êtres humains en Europe centrale et dans l'Union des républiques socialistes soviétiques, comme nous l'expliqueront ultérieurement. Le fait de prendre en compte les similitudes entre les différentes expériences dont l'objectif est la destruction de personnes servira précisément à marquer les différences et les spécificités du plan d'extermination appliqué dans la région sud de l'Amérique latine, et notamment à dessiner les contours du cas argentin. Nous nous concentrerons sur les spécificités de ces espaces de détention, leurs identifications progressives et leurs dénominations dans le corps de la thèse présentée ici.

<sup>4</sup> La référence que nous faisons ici à « la fin » n'a pas d'autre sens que celui qui renvoie au fait de « quitter durablement le terrain » ou, autrement dit, « le camp » - faisant sienne l'ambiguïté disproportionnée de ce substantif dans le contexte où il est utilisé - pour entamer le processus d'écriture. Plus tard, à la fin de cette préface, « la fin » perdra le signe avec lequel il est couramment utilisé et acquerra d'autres nuances.

historiques, pensants et volontaires. D'un point de vue méthodologique<sup>5</sup>, je ne m'étais jamais présenté devant un interlocuteur (ou une interlocutrice) potentiel armé d'un questionnaire préétabli, et bien que cette fois la tentation était grande étant donné la complexité de son expérience particulière, Andrea ne serait pas l'exception à la règle. Comme toujours, avant chaque rendez-vous, j'ai essayé de définir à l'avance les raisons pour lesquelles je « venais à l'entretien » – ou, en d'autres termes, pourquoi je voulais « écouter » son histoire – et d'établir à l'avance quelques lignes le long desquelles je pensais que la narration pourrait être développée afin que plus tard, en présence de « l'autre », SA présence, je sois libre de l'écouter et de dialoguer. Les sujets possibles défilaient dans ma tête et, dans ce cas précis, la liste était longue, si longue que je ne savais pas par où commencer, même si j'étais sûre qu'en fin de compte, ce ne serait pas un problème puisque, comme d'habitude, le chemin se ferait tout seul, simplement à partir du moment où la caméra enregistrerait la réponse à la première question : « Peux-tu me parler de ton expérience ? Commence où tu veux... ». J'étais intéressée par la vision d'Andrea en tant que membre du PRT-ERP (Partido Revolucionario de los Trabajadores-Ejército Revolucionario del Pueblo/ Parti révolutionnaire des travailleurs - Armée révolutionnaire du peuple). Je voulais lui parler de son militantisme politique, passé et présent, de sa participation aux procès contre les responsables du terrorisme d'État en Argentine et surtout de la manière dont elle avait vécu « en première ligne » les débuts de la juridiction universelle en Espagne, en soutenant la plainte déposée par son ex-mari Carlos (Carly) Slepoy, dans le procès mené par le juge Baltasar Garzón<sup>6</sup>, pour des crimes contre l'humanité commis en Argentine pendant la période 1976-1983. Bien sûr, je voulais aussi qu'elle me raconte comment, à tant de kilomètres de la ville de Buenos Aires,

---

<sup>5</sup> La méthodologie spécifique de ce travail sera abordée dans la deuxième partie de cette thèse.

<sup>6</sup> Le juge Garzón a permis que des accusations de crimes contre l'humanité soient instruites en Espagne contre des citoyens argentins pour la disparition de citoyens espagnols pendant la dictature civico-militaire argentine de 1976 à 1983. Pour ce procès, en avril 2005, Adolfo Scilingo, l'un des criminels qui ont exécuté les vols de la mort qui portaient de l'Escuela Superior de Mecánica de la Armada (ESMA) vers les eaux du Río de la Plata dans le but de jeter les corps des disparus, a été condamné par l'Audiencia Nacional à 640 ans de prison. Aujourd'hui, il est en liberté conditionnelle. Le cas de Scilingo était emblématique car son histoire, prétendant dans les médias être un bourreau, confirmait les déclarations des survivants. Un autre cas clé dans la mobilisation de nombreuses victimes-témoins de l'ESMA et de groupes de solidarité intercontinentaux est celui de Ricardo Miguel Cavallo. Ce répresseur a été extradé du Mexique vers l'Espagne en 2003 où il a été placé en détention provisoire dans la prison d'Alcalá-Meco. Le juge Garzón, afin de juger son affaire, a recueilli le témoignage des survivants et des survivantes qui se sont déplacés expressément pour témoigner. Nombreux témoins se sont déplacés en Espagne dont une partie importante de mon corpus. Avec la réouverture de la juridiction argentine, Cavallo a fini par être extradé et ensuite jugé pour crimes contre l'humanité dans le pays où les crimes ont été commis.

elle vivait son militantisme au sein de l'Association de Ex Détenus Disparus<sup>7</sup> et, surtout, je voulais parler avec elle – la mère de Natalia, l'une des fondatrices de l'organisation H.I.J.O.S<sup>8</sup>-Madrid – de la mémoire, de la transmission générationnelle, du futur..... Elle était sans aucun doute ce que, suivant les manuels habituels de méthodologie des sciences sociales, nous pourrions théoriquement définir comme « une informatrice clé » dont la valeur était aussi potentiellement amplifiée par le fait que la rencontre était prévue lors de la dernière étape du travail de terrain, c'est-à-dire à ce moment où l'interviewé/témoin nous permet de mettre en ordre ce qui a été construit tout au long de la recherche, presque comme mettre un visage sur une photographie déchirée en mille morceaux et assemblée avec du scotch.

Munie de ma caméra, mon enregistreur, mon appareil photo et mon ordinateur, je suis arrivée dans la ville de Madrid en milieu de matinée. Andrea est venue m'attendre à la station de métro Urgel et, portées par nos discussions, nous sommes arrivées dans un quartier populaire où tout le monde se connaît et partage ses fortunes et ses misères, où les gens se regardent de travers, mais où les accolades et les bonjours abondent. Nous avons parlé, beaucoup, de la première à la dernière minute de mon séjour. Nous avons traversés les chemins les plus différents. Nous avons parlé de la vie et de la survie. De silences et de douleurs. Du bonheur de remettre un diplôme à une fille et de voir grandir ses petits-enfants. Nous avons parlé de luttes, de continuités, de trahisons, des petits villages de Buenos Aires qui personne connaît et même de boutons jaunes cousus à la va vite. Nous avons bu du maté, fait des gâteaux, mangé, et continué à parler... Pendant deux jours, nous avons partagé un quotidien comme de vieilles amies qui se retrouvent après des années. Chacun de ses gestes était une attention, un soin à me faire sentir à l'aise, comme chez moi. Les histoires affleuraient sans cesse, l'une après l'autre, familières,

---

<sup>7</sup> Andrea est actuellement membre d'une organisation produit d'une rupture de l'AEDD appelée Espacio Militante Cachito. Fukman.

<sup>8</sup> L'organisation H.I.J.O.S. Fils et Filles pour l'Identité et la Justice contre l'oubli et le silence, née en Argentine en avril 1995 et mise en réseau avec des organisations de plusieurs pays d'Amérique latine et d'Europe, regroupe des fils et des filles de disparus, disparues, assassinés, assassinées, prisonniers politiques, prisonnières politiques et exilés de la période 1975-1984, auxquels s'ajoutent ceux qui se sentent représentés par leurs idées et leurs valeurs. (Voir le chapitre "Identité" dans Où sont les disparus ? H.I.J.O.S e HIJOS identidad y acción colectiva, Myrna Insua, mémoire de DEA de sociologie à l'EHESS-Paris, dirigé par le professeur Yvon Le Bot, 2001). Les enfants d'anciens détenus disparus et des anciennes détenues disparues ne sont pas une catégorie visible de H.I.J.O.S., ils et elles n'ont pratiquement pas été représentés dans les quinze premières années d'existence de l'organisation et s'ils et elles y ont participé, ce n'est pas cette variable identitaire qui a semblé marquer leur adhésion au groupe, d'où le duo Andrea-Natalia était un élément important à aborder dans cet entretien/témoignage.

denses, humoristiques, intemporelles, mais quand venait le moment d'aborder « l'histoire », il suffisait de deux ou trois mots pour que je réalise que *le camp*, centre de la société concentrationnaire, ce lieu de non-lieu, était aussi celui où je ne pouvais me rendre sans faire de mal. J'ai rapidement su que la première question que j'avais amené dans ma valise ne serait pas posée. Que l'appareil photo resterait dans son étui ainsi que le petit magnétophone utile pour « certaines occasions ».... Pour « mon témoin », le terrain fait mal. Je ne sais pas si c'est dans son corps ou dans son cœur (je doute qu'il croie à l'âme), mais on le ressent implacablement. La douleur est encore intense. La sienne et celle des autres. L'absence lui fait mal, les absences. La solitude de celui qui a « passé très près de la fin », de celui qui était aux bords et qui, chaque jour davantage, a besoin de se souvenir à voix haute de ceux et de celles qui ne sont plus là. Elle le dit et l'accepte. Elle appelle cela un traumatisme et pour l'illustrer, elle me raconte une infidélité – parmi d'autres – que j'hésite encore à écrire, mais que je fais finalement quand je me rends compte qu'en réalité, ce n'est pas une « infidélité », mais une histoire qui parle beaucoup plus de moi que d'elle. Une histoire qui en dit beaucoup plus sur mon caractère *d'étranger* que sur son intimité. D'une certaine manière, ce qui s'est passé ce jour-là entre nous décrit comment, à travers le dialogue avec mes témoins-interviewés, je me construisais professionnellement et humainement au cours de cette thèse. « Tu sais, m'a-t-elle dit au milieu de la conversation, ceux d'entre nous qui ont survécu sont tous un peu *chapita* (fous)<sup>9</sup> ». Son commentaire me semble ironique, presque drôle, et je ris de manière non dissimulée. Je ne peux pas m'en empêcher, il y a quelque chose dans la façon dont elle le dit qui me fait sourire instantanément. Étonnamment, Andrea me regarde fixement. Elle reste sérieuse pendant quelques secondes puis reprend la parole pour me dire d'un ton grave et sans équivoque : « Ne rit pas, ils m'ont donné du pentothal<sup>10</sup> et quand on me fait

---

<sup>9</sup> *Estar del tomate, chapita*, sont des expressions qui font allusion à une forme de folie ou d'« inadaptation » à l'environnement. Pour expliquer ces décalages ou inadéquations avec la vie quotidienne des personnes « normales », certains survivants disent qu'« il leur manque une pièce » que le camp leur a prise ou qui est restée à l'intérieur du camp.

<sup>10</sup> *Le pentotal* est un barbiturique généralement utilisé comme anesthésiant. Les forces répressives argentines (légales et illégales) ont abusé de cette substance médicinale en l'utilisant sur des détenus bien avant le terrorisme d'État. Entre 1975 et 1983, le pentothal a été utilisé pour endormir les personnes enlevées et les conduire à la mort, notamment lorsqu'il s'agissait de mettre les détenus disparus dans les avions qui les emmèneraient vers leur destination finale (les vols de la mort). À cette époque, ce médicament n'était pas utilisé dans les interrogatoires comme un "sérum de vérité", comme les forces répressives l'avaient utilisé avant et, dans certains cas, également après l'état d'exception. Par conséquent, il n'y a pas beaucoup de récits de survie à l'administration de pentothal. Dans nos recherches, la mention d'Andrea est la seule mention de ce fait par une victime-témoin dans mes entretiens, et il convient donc de noter que ce n'est pas la drogue elle-même qui cause la mort. Voir le chapitre trois de la Première partie de la thèse.

une anesthésie, je deviens folle. Je veux m'échapper, je ne connais personne, pas même mes enfants. Je crie, je crie, je crie qu'ils ne vont pas m'attraper, que je vais faire la révolution. Et nous devons expliquer aux gens que je ne suis pas folle ». Ce n'est pas notre « folie », c'est la folie *d'après*. C'est sa subjectivité qui parle et qu'elle met entre nous. Le camp lui revient de la manière la plus inattendue qui soit. Il est impossible de déchiffrer quelle part de ce sentiment correspond à la « réalité tangible de l'expérience » et quelle part à la narration que le corps s'est fait de lui-même. Le camp fait partie de son quotidien, comme c'est le cas pour chacun des autres survivants et de chacune des autres survivantes. Et dans ce cas, comme dans chaque interview-témoignage, les mots que nous utilisons tous au quotidien – *chapita* en l'occurrence – prennent une épaisseur particulière propre à ce type de récit. Comme nous le rappelle Charlotte Delbo, écrivaine et survivante d'Auschwitz-Birkenau et de Rabensbrück, ni la faim n'est la faim, ni le sommeil n'est un sommeil « comme les autres »<sup>11</sup>. Le *chapita* d'Andrea n'était pas, dans cette conversation précise, un simple mot utilisé pour le plaisir, comme quelqu'un qui plaisante, comme nous, Argentins de plus de quarante ans, pouvons le faire. Et ma réponse, celle de quelqu'un qui a été toujours *dehors*, à l'extérieur, venait de cet « autre registre », de cet « autre langage », comme dirait Barthes<sup>12</sup>, celui des « communs », celui des surnoms moqueurs. Mon rire ce jour-là, dans cet espace précis, ne pouvait pas y entrer. J'ai essayé d'argumenter, presque comme une excuse, que je ne riais pas d'elle mais d'un souvenir, d'une autre histoire similaire que « la Negra »<sup>13</sup> m'avait racontée. Ce qui était aussi vrai qu'inexplicable. Je ne sais pas pourquoi, mais j'ai immédiatement et instinctivement associé ces deux histoires. La vérité est que, même involontairement, il existe chez ceux et celles d'entre nous qui écoutent une tendance à mettre en relation différents récits avec l'intention inconsciente de mettre en place des parcours explicatifs. Je lui raconte alors qu'il y a quelques étés, « la Negra » a subi des études médicales qui appliquaient un courant électrique et que lorsqu'elle est arrivée à la fin de l'opération, l'instrumentiste, dans le seul but de la rassurer, l'a prévenue en disant : « ne vous inquiétez pas, madame, la torture est terminée ». Elle me regarde et son visage s'adoucit. Je sais qu'elle comprend

---

<sup>11</sup> Charlotte Delbo, *Mesure de nos jours, Auschwitz et après T. III*. Éditions de minuit, Paris, 1971.

<sup>12</sup> Cf. Roland Barthes, *Le degré zéro de l'écriture*, Editions du Seuil, Paris, 1972. Ces autres langues sont proches du concept de Doxa de Parménide dans la mesure où nous, non-survivants, avons une vision "confuse" de la réalité des camps qui s'exprime notamment par le langage.

<sup>13</sup> Susana Leiracha de Barros, la "Negra", une survivante de l'ESMA, était une camarade d'Andrea au sein de l'Association des anciens détenus disparus. Elle m'a permis de rétablir le contact avec Andrea.

ce que je dis. Je poursuis ma narration et détaille la réaction de « la Negra » à la phrase malheureuse de la technicienne : « Vous ne pouvez pas imaginer la tête de la fille quand je lui ai expliqué qu'il ne s'agissait pas de torture et qu'elle devait faire attention à ce qu'elle disait car on ne sait jamais à qui on peut avoir affaire ». Je citais ce souvenir pour me justifier en quelque sorte, peut-être même pour m'excuser et probablement pour exprimer un certain malaise. Avec le temps, j'ai perdu les détails de l'anecdote, dont je me souviens qu'elle était plus substantielle, mais que, racontée en dehors du registre du témoignage, je ne pouvais plus la retrouver telle qu'elle m'avait été racontée la première fois. En revanche, l'image du visage rieur et malin de la narratrice décrivant presque fièrement son combat contre l'insensibilité du professionnel de santé est restée indélébile dans ma mémoire. Ce qu'elle a remis en question, ce n'est pas que la technicienne ne savait pas ce qui s'était passé dans sa vie – comment aurait-elle pu le faire ? – mais qu'elle n'a pas tenu compte, notamment en raison de sa profession, du fait que dans l'Argentine de 2017, les mots portent le poids de leur histoire et que, dans ce cas, « torture » n'est pas et ne peut pas être une expression banale. L'image, cette image, revenait maintenant sortie de son contexte, précisément pour provoquer UN CONTEXTE : à nouveau celui de l'extranéité, des frontières, des intérieurs et des extérieurs, des groupes sociaux qui s'entremêlent sans savoir qu'ils ne se comprennent pas et qu'ils s'incommodent l'un l'autre. Après l'épisode, les yeux d'Andrea, terriblement pénétrants malgré l'épaisseur des verres de ses lunettes, me disent que « je suis pardonnée ». Maintenant, c'est elle qui prend la parole. Elle continue par à-coups. Elle poursuit son récit, de plus en plus complexe et solitaire. J'écoute et j'essaie de déchiffrer les fragilités et les fissures.

Chacune de ces histoires, chargées d'émotions presque intranscriptibles, sont de petits combats quotidiens contre des fantômes qui se bousculent et prennent forme de la manière la plus inattendue qui soit : une anesthésie, une ancre dessinée sur un coussin rappelant les uniformes de l'armée, une analyse médicale, une main dans le dos qui provoque un sursaut, le bruit des pas, l'insomnie et une vigilance constante. Des exemples d'une normalité qui ne finit jamais par être domestiquée et dont ceux et celles d'entre nous qui n'étaient pas « là », mais qui s'efforcent d'essayer de comprendre, de trouver une logique, de l'expliquer et de la transmettre dans un langage académico-scientifique, ne savent vraiment rien ou presque, même après plusieurs années de traversée des vestiges du monde souterrain en prenant des notes cahier en main. Cependant, si *les gris* et une certaine incompréhension sont une constante de la recherche, à laquelle nous pouvons



nous préparer si nous en sommes conscients, la proximité de ces bords poreux du centre concentrationnaire nous modifie et, je dirais presque, nous préserve sans que nous puissions nécessairement nous en rendre compte. Aujourd'hui, en récupérant cette anecdote et en l'inscrivant dans ces pages, je me demande comment j'ai pu rire avec « la Negra » avant et comment je peux encore rire avec elle, comment je peux entrer dans cette complicité qui est encore douloureuse. Mais surtout, je me demande à quel moment j'ai globalement incorporé l'humour noir – outil de survie de mes interlocuteurs et mes interlocutrices – dans ma propre vie, et à quel moment l'histoire de l'atrocité et du l'horreur est devenue une partie de « ma normalité ». Je suppose que les années passées avec les enfants des disparus au début de mes recherches sur les victimes et les personnes directement touchées par le terrorisme d'État n'y sont pas étrangères<sup>14</sup>. Mes pairs générationnels m'ont « modelé » et m'ont préparé à affronter le rire des survivants<sup>15</sup>. Probablement parce que chez les « enfants de »<sup>16</sup>, et particulièrement chez ceux et celles qui se sont organisés pour agir dans l'espace public, l'humour acide et corrosif a été, au stade de la conformation organisationnelle et l'est encore, une variable nécessaire pour assumer un présent inconfortable et douloureux. Cependant, si je peux voir quand cette « contagion générationnelle » a eu lieu, au contraire, je ne suis pas consciente du moment où la narration subjective de l'intérieur des camps a glissé de l'axe de signification de l'expérience, pour m'intéresser d'une autre manière et devenir un élément de plus d'un parcours diversement complexe, où, bien que le traumatisme soit persistant et refasse surface face aux événements les plus banals et impensables de la vie, comme en témoignent les exemples d'Andrea et de « la Negra », la résistance et les négociations avec le passé sont également persistantes et, dans ce contraste, qu'est-ce qu'être une ancienne disparue, a autant de transcendance que le fait de survivre. Je peux encore moins

---

<sup>14</sup> Je fais ici spécifiquement référence aux témoignages, entretiens et interventions sociologiques que, sous la direction du professeur Yvon Le Bot (CADIS-CNRS), j'ai commencé en 2000 dans le cadre de mon DEA de sociologie à l'EHESS à Paris.

<sup>15</sup> Un exemple clair de la manière dont l'humour noir peut être un moyen d'exorciser la douleur est la façon dont Adriana, une survivante de l'Enfer d'Arana, a parlé de l'Escuela de Mecánica de la Armada. Elle a qualifié l'ESMA d'"hôtel cinq étoiles". Cela signifie-t-il qu'un camp était moins inhumain que l'autre ? Non, pas du tout. C'était simplement une autre façon de faire la différence entre les mécanismes de torture physique et psychologique qui caractérisaient chaque lieu d'enfermement clandestin. Un style ironique et sarcastique de synthèse et de description des situations, des sensations et des projets criminels qui est réservé presque exclusivement aux survivants, à certains de leurs proches et à ceux qui entrent dans "la confidence".

<sup>16</sup> Je définis « les enfants de » pour faire référence en particulier aux enfants des détenus disparus, des détenues disparues, des assassinés et des assassinées.

identifier le moment où j'ai commencé à saisir les multiples facettes du survivant, où j'ai commencé à comprendre les « revenants » comme des hommes et des femmes profondément humains, perfectibles, avec des contradictions, loin du jeu antinomique des héros ou des victimes et loin aussi des implications politiques de leur forme associative. Je ne sais pas non plus quand le processus allant de *c'est parce qu'ils ont fait quelque chose qu'ils ont été emmenés et séquestrés / c'est parce qu'elles ont fait quelque chose qu'elles ont été emmenées et séquestrées* à *pourquoi nous avons survécu* a commencé à avoir un sens pour démêler les forces concurrentes qui construisent l'histoire du passé récent et pas seulement leurs mémoires. En d'autres termes, il est extrêmement difficile de distinguer avec certitude la circonstance précise dans laquelle le récit actuel du camp a commencé à donner un sens au pourquoi des souvenirs des témoins. Un pourquoi qui a autant de possibilités que les individus qui se souviennent et qui contiennent, mais dépassent, l'évocation de ceux et de celles qui ont été «enlevés et enlevées » pour, sur la base du récit, intervenir intentionnellement dans la reconstruction d'un tissu social qu'ils et elles espèrent différent de l'actuel, plus solidaire et collectif, conformément à l'esprit de transformation qui a parcouru l'Amérique latine dans les années 70 et dont ils et elles ont été les protagonistes. Un remodelage qui, selon nous, dévoile, présuppose que, de l'interaction volontaire de leurs propres voix, à l'avenir, les droits humains ne seront pas en embuscade et l'inhumain ne sera plus accepté comme inéluctable. Même si l'origine de ce travail académique est à chercher dans le passage du temps, je ne sais pas à quel moment précis s'est produit le changement de point de vue qui m'a permis de passer littéralement de « ne pas voir » les survivants et les survivantes, cachés par la prééminence de la figure du disparu et des leurs proches militants, à leur donner une entité indépendante du disparu et à les définir comme « apparus ». Je comprends cependant que malgré la douleur et les absences, malgré les implications de l'horreur sur ceux et celles qui l'ont subie, malgré ceux et celles qui sont morts et sont restés figés dans un enregistrement, chaque témoignage co-produit et chaque entretien partagé ont ouvert des portes vers l'avenir et ont été porteurs de vie, affirmant dans cette souffrance rebelle que si l'innommable et l'indicible peuvent être partiellement traduits aux générations post-concentrationnaires, il est possible d'espérer que ces sociétés puissent être capables de sortir de la violence illégitime et inhumaine. En ce sens, ce sentiment de vie après l'enfer me ramène aux enseignements de P. Joutard et à la complexité de ce qui est observé au-delà des réflexes conscients. Il est vrai que les récits mémoriels ne sont pas indolores,

incolores et aseptiques et ne peuvent donc pas être renoncés, corsetés et déplacés de leur place légitime. En ce sens, dans *Ces voix qui nous viennent du passé*, l'historien mettait en garde : « Ceux qui ne s'intéressent pas à l'historisation des mémoires nient les tortures, les disparitions et les génocides ». Cependant, le chercheur ou la chercheuse qui s'occupe de l'histoire du temps présent doit, pour sa part, accepter que les mémoires « en plus des informations précises qui doivent également être transmises » fournissent la clé de cette histoire: « la compréhension des mentalités et le ressenti de ce qui a été vécu (...) les images, les imaginaires et les symboles » qui l'identifient<sup>17</sup>. Et d'une certaine manière, il aura aussi d'accepter que si le passé du camp fait mal, aller « voir » ce qu'est ce passé laisse aussi des traces.

Tandis que je me pose des questions sans réponses précises mais qui expliquent comment et pourquoi l'enquête a été menée et glisse vers un point que nous pouvons définir comme de « culmination approximative », tandis que je suppose que récupérer les souvenirs des victimes/témoins uniquement comme récit de la barbarie et de la monstruosité aurait été insupportable même avec les armes de l'expérience de l'enquête scientifique, Andrea, « la Turca », fête l'anniversaire de son petit-fils aîné chez l'une de ses filles. Elle, qui ne peut pas parler de son expérience dans le camp et qui ne dit rien sur la raison de son refus (culpabilité ?, avoir passé un court moment en détention ?, suivre et répondre aux postulats idéologiques militants ?), avant de partir, elle me tend le livre d'Arnol Kremer Balugano (alias Luis Mattini), *Los Perros 2. Memorias de la rebeldía femenina en los 70* (*Los Perros*<sup>18</sup> 2. *Mémoires de la rébellion des femmes dans les années 70*), et me demande : « Tu l'as lu ? » Je réponds : « Pas encore, non. Je viens de l'acheter ». « L'introduction est très bonne. Il faut que tu lises le chapitre La Turca ». Ce livre, à la différence d'autres ouvrages consacrés aux femmes militantes et notamment à celles du PRT-ERP<sup>19</sup>, est un livre sur la vie des femmes dans l'univers multiforme et machiste du militantisme de gauche en Argentine, à une époque où la politique envahissait tous les pores de l'être humain, mêlant poésie et marxisme, rébellion et rêve, fraternité et érotisme,

---

17 Philippe Joutard, « Prefacio », *Esas voces que nos llegan del pasado*, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica, 1999, pp. 10-11. Primera edición en español.

18 Surnom donné aux militants et militantes du PRT.

19 À ce sujet, des témoignages peuvent être lus dans *Mujeres guerrilleras* de Marta Diana, Buenos Aires, Planeta, 1996, et sur l'analyse du militantisme des années 1970, *Mujeres del PRT-ERP* de Paola Martínez, Buenos Aires, Maipue, 2015 et *Las revolucionarias* d'Alejandra Oberti, Buenos Aires, Edhasa, 2015.

art et justice. La *semblanza*<sup>20</sup> de « La Turca », comme l'auteur définit ses histoires<sup>21</sup>, j'aurais pu le deviner. Je découvre des données que j'essaie d'intégrer à cette image lointaine qui court dans ma mémoire depuis les années 1990, mais elles ne m'aident pas beaucoup de toute façon. Mattini dit, en racontant l'entrée d'Andrea dans le PRT-ERP : « [...] rebelle (la Turca) deviendrait une révolutionnaire et vivrait une double rébellion comme jamais auparavant : contre le système et contre nous, les chefs »<sup>22</sup>. La vision de Mattini, évidemment partielle et orientée par le message politique global et, je dirais, presque héroïque, qu'il veut transmettre, n'apporte que des morceaux d'Andrea mal découpés et construit une image fixe basée sur quelques particularités qui soulignent l'effervescence de l'époque mais qui ne va pas beaucoup plus loin que ce qui est connu de tous. Bref, après la lecture qu'elle-même a suggérée, je ne sais toujours pas ce qu'était son militantisme. En revanche, je peux confirmer son esprit anticonformiste et rebelle. Le portrait ne dit rien de l'origine de ses discussions actuelles avec l'univers entier ni de son engagement, souvent idéalisé dans un excès d'empathie lorsqu'on parle des victimes du terrorisme d'État ou de leurs proches, mais dans ce cas aussi réel que son existence et sa démesure, sa frénésie, son obstination et son intransigeance. Peut-être parce que, comme le dit Miguel Benasayag en se souvenant de Patricia, sa compagne disparue, dans le même livre, nous ordonnons la vie des absents – et de ceux et de celles qui leur ont survécu, j'ajoute – à la lumière de *la fin* :

« Nada en la vida de esta mujer, que amé, puede 'tomar sentido' en este final. No, ni siquiera acepto que este final sea EL final. Después de todo ese era y es el proyecto de los asesinos, que haya un 'final'. Un final que, como en un trágico embudo, ordene todos y cada uno de los actos, los gestos de una vida »<sup>23</sup>

---

<sup>20</sup> On peut traduire *semblanza* pour *portrait* mais Mattini, l'auteur, lui donne un sens différent.

<sup>21</sup> Continuant avec la note précédente, il est frappant que Mattini appelle la compilation des mémoires des acteurs (vivants, disparus et morts) du PRT-ERP une *semblanza* alors que ce mot peut être utilisé comme synonyme de biographie, mais aussi de saints, voire d'autobiographies. Les traits d'héroïsme qui se dégagent de ces versions biographiques peuvent en quelque sorte contribuer volontairement à ce que l'auteur lui-même et son organisation prennent la place de héros.

<sup>22</sup> Arnol Kremer Balugano (Luis Mattini), *Los Perros 2. Memorias de la rebeldía femenina en los 70*, p. 83.

<sup>23</sup> « Rien dans la vie de cette femme, que j'ai aimée, ne peut 'donner un sens' à cette fin. Non, je n'accepte même pas que cette fin soit LA fin. Après tout, c'était et c'est toujours le projet des tueurs, qu'il y ait une "fin". Une fin qui, comme dans un entonnoir tragique, ordonne chaque acte, chaque geste d'une vie ». Arnol Kremer Balugano (Luis Mattini), *Los Perros 2. Memorias de la rebeldía femenina en los 70*, p. 83.

Pour le Miguel de 2 007 comme pour celui de 1 973, Paty est une des femmes qu'il a aimées, une « très belle jeune femme » avec laquelle il a partagé la vie et le militantisme, un univers fécond, multiple et contradictoire « irréductible à une seule raison » ou, en tout cas, impossible à ordonner « suivant le sens » (*final*, j'ajoute avec insistance) « de la folie criminelle »<sup>24</sup>.

Les « fins » ont marqué nos lectures du présent et brouillé notre mémoire. La disparition est un état, une phase, et une personne disparue ne peut être réduite à un état narratif « d'autres qui cherchent » ou à un destin planifié par « d'autres criminels ». Un survivant est aussi une définition, une catégorie qui peut prendre la forme de celui qui la façonne, un état en progression, un continuum : on est, on continue à survivre au camp, on apprendra à survivre, on survivra un jour. Les disparus et les survivants refusent d'être mis dans une catégorie. C'étaient des militants et des militantes de la guérilla, syndicalistes, étudiants, étudiantes, enseignants, enseignantes, catéchistes. Des hommes et des femmes avec des objectifs politiques et sociaux, des réalistes et des utopistes... Ils avaient des noms et des prénoms. Et ils sont indéfinissables à partir de moules si universels que, par leur propre poids, chaque individu tombe dans sa singularité. Paradoxalement, ces individualités sont inséparables du ou des collectifs d'appartenance.

Les survivants et les survivantes, par leur double condition de disparus/apparus, disparues/apparues, extraient à ceux et celles qui continuent à disparaître de cette abstraction constitutive et les complètent avec ces fragments manquants qu'eux seuls et elles seules sont en mesure d'apporter, et de cette façon ils et elles se singularisent. Cependant, en tant que société – et nous, chercheurs argentins et sud-américains et chercheuses argentines et sud-américaines, ne faisons pas exception, puisque nous en faisons partie – nous nous sommes habitués à ne voir en eux qu'un corps traversé par la torture et l'horreur. De plus, nous leur avons confié la tâche de le prouver judiciairement avec les règles et les limites du droit applicable dans un tribunal. Ce réductionnisme va à l'encontre de toute élucidation raisonnable, si tant est que la raison puisse s'appliquer aux crimes de masse, et cache ou occulte le fait qu'un survivant et une survivante est un parcours individualisé d'un de ces nombreux militants de la guérilla et de la base, syndicalistes, étudiants, religieux, journalistes, avocats... qui ne sont pas revenus et pareillement d'une des femmes militantes qui ne sont pas revenues. Un sujet qui, dans

---

<sup>24</sup> *idem*, Pag 83

son passage d'hier à aujourd'hui, nie, se souvient, parle, se tait, dessine des réalités inimaginables ou du moins indescriptibles dans leur totalité. Et si ces sujets étaient des hommes et des femmes acteurs de leur génération, il est également vrai qu'une rupture dans l'histoire les a faits uniques.

Un camp est un espace d'exception, le cœur d'un état d'exception. Les hommes et les femmes qui l'ont traversé partagent cette « exceptionnalité ». Ils et elles sont donc exceptionnels/extraordinaires, exceptionnelles/extraordinaires et à partir de là, ils et elles nous interrogent, nous chercheurs et chercheuses et nos méthodes, comme le soulignait Hannah Arendt<sup>25</sup>. Ils et elles exigent qu'il y ait aussi quelque chose d'« exceptionnel » ou d'hors du commun en nous. Quelque chose qui pourrait être défini comme une sensibilité ou une **empathie rationnelle** qui nous permet d'entrer dans les camps avec eux et avec elles, de raconter l'histoire, mais aussi de savoir quand ne pas entrer et quand observer de l'extérieur. Quand il est nécessaire de s'imprégner de l'expérience et quand, sans chercher une vérité qui ne peut être exigée du témoignage, il est nécessaire de contraster ce qui est dit avec d'autres dires et d'autres expériences et sources documentaires. Le témoignage n'est pas donné pour être cru mais pour être entendu, et l'acte d'écouter signifie, il est impossible de le nier, « prendre parti ». Chercher, détecter, approcher et travailler avec les voix des victimes directes et indirectes de l'action criminelle implique de tenter de défaire les nœuds de l'histoire de ce qui s'est passé du point de vue des victimes. Le choix de la « version » des victimes comme lieu d'énonciation et de pont narratif, écartant celle des bourreaux est un choix conscient et délibéré<sup>26</sup>. Ce choix ne nous dispense pas d'une

---

<sup>25</sup> Pour Hannah Arendt, le camp est le phénomène inattendu du vingtième siècle qui oblige les spécialistes des sciences sociales à reconsidérer leurs hypothèses de base et à concevoir de nouvelles façons d'aborder leur compréhension. Voir Hannah Arendt, *Humanité et terreur*, Payot, France, 2017.

<sup>26</sup> C'est un véritable choix qui présente aujourd'hui des caractéristiques très différentes de celles d'il y a vingt ans, lorsque j'ai interviewé pour la première fois des survivants et des survivantes. Dans les années 1980, les études en sciences sociales sur les acteurs de la transition considéraient les forces armées comme un corps et les voix individuelles des répresseurs n'étaient pas étudiées. À cette époque, le monde universitaire en général a adopté le point de vue du Mouvement des droits humains, et en particulier celui des Mères de la Place de Mai, comme axe de lecture. Quant aux témoignages des survivants et des survivantes, pour simplifier, on peut dire qu'ils ont été en quelque sorte intégrés dans l'analyse de leur incorporation dans le Procès contre les Juntas Militaires. Dans tous les cas, l'examen des effets sur les personnes directement concernées a été conçu comme le seul point de vue possible, et il n'y a pratiquement pas eu de questionnement dans ce sens. Au début des années 2000, la journaliste María Seoane, dont le premier livre, *La noche de los lápices* (La nuit des crayons), porte sur l'un des chapitres les plus sanglants de la répression dans la ville de La Plata, nuance cet axe en publiant, avec Vicente Muleiro, *El dictador*, une biographie de Jorge Rafael Videla qui oppose aux déclarations du président de facto de solides preuves documentaires et dont la publication est célébrée par Luis Matini de la manière suivante : "S'il est vrai que *Nunca Más* avait secoué le monde en montrant l'horreur, il n'est pas moins vrai que, involontairement peut-être, il a laissé un sentiment d'impuissance et d'effroi face à l'inexplicable et à l'irrationnel, comme s'il s'agissait d'un 'démon' extérieur à nous, à la société argentine et à l'homme lui-même". Le livre de María

juste distance analytique, qui, par le fait d'être présent à chaque moment de l'enquête, ne minimise pas pour autant la valeur du témoignage. Au contraire, en écoutant le témoignage, en le considérant comme émanant d'un acteur à part entière de l'histoire et en le confrontant à d'autres voix et aux documents qui attestent des événements qui, comme je l'ai soutenu, ont modifié à jamais la vie de nos témoins/victimes, nous exaltons sa hiérarchie et sa valeur cruciale pour la compréhension entre les générations et, en même temps, pour franchir les différences temporelles et culturelles.

Pour en revenir à Andrea, avec elle, je savais que « c'était fini », qu'aucun autre entretien ne serait nécessaire<sup>27</sup>. Ou en tout cas, que l'ajout de témoignages dans le but de réaliser un échantillonnage qui se veut représentatif ne justifie pas de revictimiser les témoins en les emmenant mille fois là où ils ne veulent pas retourner, et ce pour deux raisons : premièrement, parce que toute enquête qui implique, de près ou de loin, la présence et l'interaction avec des victimes directes de crimes aberrants, quel que soit leur type, a besoin d'un cadre éthique qui établit, avant tout contact, les limites précises que nous, chercheurs et chercheuses, sommes obligés de ne pas franchir<sup>28</sup>. Deuxièmement, parce que nous partons de l'hypothèse que la reconstruction de ce puzzle particulier sera toujours incomplète. Et les témoignages aussi. Écouter l'« apparu », l'« apparue », le survivant, la survivante, implique de respecter sa temporalité et son processus de recomposition, d'essayer de comprendre qui il était, qui elle était, dans les années 70 et comment il et elle continuent à vivre aujourd'hui. Les appréhender non pas à partir de cette fin qui semble les définir, mais à partir du pourquoi et du comment ils et elles en sont venus à être les « ennemis » du pouvoir qui *a fait disparaître*. Cela signifie les considérer comme des acteurs et des militants mémoriels de la société concentrationnaire.

---

Seoane et Vicente Muleiro, en revanche, nous ramène à la douloureuse réalité de la terreur sous le règne de la raison, la raison du marché métamorphosée en raison de l'État. Il explique comment et pourquoi il se peut que des êtres humains - et non des démons - argentins, pères de famille, catholiques pratiquants, aient systématiquement commis les crimes les plus aberrants afin de parvenir à la discipline sociale qui a jeté les bases de l'Argentine d'aujourd'hui » (Le Monde Diplomatique, édition Cône Sud, numéro 22, février 2001). Plus tard, sont venues les études de la vie quotidienne pendant les « années de plomb » et, en même temps, l'incorporation d'autres visions qui n'étaient pas aussi présentes. Enfin, au milieu des années 2010, commence à se développer une ligne de recherche qui prend spécifiquement en compte les voix des répressés, dont le meilleur exemple est celui de Claudia Feld, qui avait déjà participé à l'étude des procès de 1985, et qui aujourd'hui, dans sa coordination éditoriale avec Valentina Salvi, remet en question l'idée d'un pacte de silence militaire et propose une compilation de travaux universitaires sous le titre *Las voces de la represión (Les voix de la répression)*, Buenos Aires, Mino y Davila, 2019.

<sup>27</sup> Des mois plus tard, le hasard me montrait à nouveau que j'avais tort et que le début et la fin sont deux variables extrêmement aléatoires.

<sup>28</sup> Nous reviendrons en détail sur ce sujet et sur la citation ci-dessus dans le corps de la thèse, notamment dans son introduction et dans la deuxième partie.

Cela nous amène à assumer que ce qui nous est présenté comme **la fin**, l'après-camp, n'est paradoxalement que **le début de l'histoire à raconter par celui et celle qui a été, a disparu/disparue et est apparu/apparue**. Si nous commençons par la fin, nous nous ordonnons à partir du présent de notre mémoire défiant l'histoire. Et bien que cela puisse paraître contradictoire avec l'idée de tenter de reconstruire l'histoire à partir des variations du témoignage des victimes, ce n'est qu'en décrétant **la fin comme intenable** que l'on peut quitter l'ordre incontestable des états des disparus, des victimes et des proches pour entrer dans la cohérence du désordre des acteurs survivants. Et c'est à partir de là, toujours en controverse, en débat, en confrontation avec LA FIN, que nous pouvons nous ancrer dans les profondeurs du tableau construit par les voix omniprésentes des témoins de la violence du pouvoir concentrationnaire, afin qu'elles puissent afficher leur responsabilité dans l'écriture du passé récent. Je commence donc cette thèse en relevant le défi des gris qui nous situent entre l'indicible et l'inintelligible, ce que nous voulons entendre et ce que nous laissons de côté. Je commence cette thèse en ordonnant « tant de voix et tant de vies »<sup>29</sup> entendues, partagées et questionnées dans une ligne symbolique mais percutante qui place chaque fragment, chaque particule, chaque désir dans un parcours collectif qui nous conduit de la recherche de la vérité à la demande de justice pour finalement nous déposer sur le quai des mémoires<sup>30</sup>.

---

<sup>29</sup> J'emprunte ici le titre du magazine de l'Asociación de Ex Detenidos Desaparecidos.

<sup>30</sup> Avertissement au lecteur : cette préface n'est en aucun cas destinée à remplacer l'introduction de la thèse. Il peut même être lu indépendamment, mais en sachant qu'il n'est pas indépendant de l'ensemble des réflexions et des hypothèses de travail que je vais tenter d'exposer et d'expliquer dans les pages qui suivent. Cette préface était une nécessité. Un besoin de transparence et de rigueur scientifique qui entoure tous les travaux universitaires lorsqu'ils s'appuient sur le témoignage de victimes, quelle que soit la raison qui leur a donné ce statut, ou lorsque les voix de groupes vulnérables ou dissidents sont « manipulées ». Au risque de me répéter, il est important de rappeler que le sujet que j'ai choisi d'étudier présente l'avantage supplémentaire d'être au carrefour de plusieurs disciplines et implique la subjectivité de celui qui observe d'abord et écrit ensuite, peut-être plus intensément que dans d'autres cas. La méthodologie appliquée à la collecte des données, notamment centrée sur les témoignages, comporte également une forte composante subjective qui oriente les décisions prises « seule » sur le terrain. Comme je l'ai souligné dans les pages précédentes, la distance physique entre moi et mon/mes objet(s) d'étude a également intégré des nuances particulières liées à la prise en compte de la douleur de l'autre et de ma propre douleur, ce qui m'a fait comprendre la nécessité d'établir des limites très précises au moment de l'analyse et de les partager dans ce tiré à part. Par conséquent, pour que la thèse existe, il fallait que la fin soit le début et qu'elle précède les résultats du travail de recherche effectué et présenté pour examen.





Photo N° 2 : ERP. MEI<sup>31</sup>

---

<sup>31</sup> Photo de la pièce de travail d'Andrea à Madrid. L'un des cinq drapeaux du PRT-ERP qui a survécu à la dictature est conservé dans sa maison.

## GLOSSAIRE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS

**ABUELAS** : Abuelas de Plaza de Mayo / Grands-mères de la Place de Mai.

**AEDD** : Asociación de Ex Detenidos Desaparecidos / Association des ex détenus disparus.

**ANM** : Archivo Nacional de la Memoria / Archive National de la Mémoire.

**APDH** : Asamblea Permanente por los Derechos Humanos / Assemblée permanente pour les Droits Humains.

**CADHU** : Comisión Argentina por los Derechos Humanos / Commission Argentine pour les Droits Humains.

**CCDTyE** : Centro-campo clandestino de detención tortura y exterminio / Centre-camp clandestin de détention torture et extermination.

**CEG** : Centro de Estudios sobre el Genocidio / Centre d'Etudes sur le Génocide.

**CELS** : Centro de Estudios Legales y Sociales / Centre d'études juridiques et sociales.

**CHV** : Comisión de Homenaje a las Víctimas de Vesubio y Puente 12 / Commission d'Hommage aux Victimes du Vésuvio et Puente 12.

**CIA** : Central Intelligence Agency / Agence Centrale d'intelligence.

**CIDH** : Comisión Interamericana de Derechos Humanos / Commission interaméricaine des Droits Humains.

**CIJ** : Centro de Información Judicial / Centre d'Information Judiciaire.

**CONADEP** : Comisión Nacional sobre la Desaparición de Personas / Commission nationale sur la disparition des personnes.

**CONADI** : Comisión Nacional por el Derecho a la Identidad / Commission nationale pour le droit à l'identité.

**CONICET** : Consejo Nacional de Investigaciones Científicas y Técnicas / Conseil National de la Recherche Scientifique et Technique.

**EAFF** : Equipo Argentino de Antropología Forense / Equipe argentine d'anthropologie médico-légale.

**EASQ** : Equipo de Asistencia Sociológica a las Querellas / Equipe d'Assistance Sociologique pour les Plaintes judiciaires.

**EMVJ** : Encuentro Memoria, Verdad y Justicia / Rencontre Mémoire, Vérité et Justice.

**ESMA** : Escuela Superior de Mecánica de la Armada/ École supérieure de mécanique de la marine.

**FAMILIARES** : Familiares de detenidos y desaparecidos por razones políticas / Parents des personnes détenues et disparues pour des raisons politiques.

**FAP** : Fuerzas Armadas Peronistas / Forces Armées Péronistes.

**FAR** : Fuerzas Armadas Revolucionarias / Forces Armées Révolutionnaires.

**GIGET** : Grupo de Investigación sobre el genocidio en Tucumán / Groupe de Recherche sur le Génocide à Tucuman.

**GOR** : Grupo Obrero Revolucionario / Groupe Ouvrier Révolutionnaire.

**H.I.J.O.S** : Hijos e Hijas por la Identidad y la Justicia contra el Olvido y el Silencio / Fils et Filles pour l'Identité et la Justice contre l'Oubli et le Silence.

**IDAES-UNSAM** : Instituto de Altos Estudios Sociales de la Universidad Nacional de San Martín / Institut des Hautes Etudes Sociales de l'Université Nationale de San Martín.

**IDES** : Centro de Investigaciones Sociales-Instituto de Desarrollo Económico y Social, Núcleo de Estudios sobre Memoria / Centre de Recherche Sociale-Institut de Développement Economique et Social, Groupe d'Etudes sur la Mémoire.

**JG** : Juventud Guevarista / Jeunesse Guevariste.

**JP** : Juventud Peronista / Jeunesse Péroniste.

**LIGA** : Liga Argentina por los Derechos del Hombre - Liga Argentina de Derechos Humanos / Ligue Argentine pour les Droits de l'Homme désormais maintenant connue sous le nom de Ligue Argentine pour les Droits Humains.

**MADRES** : Madres de Plaza de Mayo / Mères de la Place de Mai.

**MADRES ASOCIACION** : Asociación Madres de Plaza de Mayo / Association Mères de la Place de Mai.

**MADRES LF** : Madres de Plaza de Mayo Línea Fundadora / Mères de la Place de Mai Ligne Fondatrice.

**MDDHH** : Movimiento de Derechos Humanos/ Mouvement des Droits Humains.

**MJDH** : Movimiento Judío por los Derechos Humanos / Mouvement Juif pour les Droits Humains.

**NIETES** : Nietes de los 70 e Hijes de la lucha de los 90 / Petits-enfants des 70 et Enfants de la lutte des 90.

**OEA** : Organización de Estados Americanos / Organisation des Etats Américains.

**ONU** : Organización de las Naciones Unidas / Organisation des Nations Unies.

**PJ** : Partido Justicialista / Parti Justicialiste.

**PR** : Partido Radical / Parti Radical.

**PRML** : Partido Revolucionario Marxista Leninista / Parti Révolutionnaire Marxiste-Léniniste.

**PRT** : Partido Revolucionario de los Trabajadores / Parti révolutionnaire des travailleurs.

**PRT-ERP** : Partido Revolucionario de los Trabajadores-Ejército Revolucionario del Pueblo / Parti Révolutionnaire des Travailleurs-Armée Révolutionnaire du Peuple.

**RUVTE** : Registro Unificado de Víctimas de Terrorismo de Estado / Registre Unifié des Victimes du Terrorisme d'Etat.

**SDH** : Secretaría de Derechos Humanos/ Secrétariat pour les droits humains.TOF : Tribunal Oral Federal / Tribunal Oral Fédéral.

**SDHN** : Secretaría de Derechos Humanos de la Nación / Secrétariat national pour les droits humains.

**SERPAJ** : Servicio de Paz y Justicia / Service de Paix et Justice.

**SIDE** : Servicio de Inteligencia del Estado / Service d'Intelligence de l'Etat.

**TRIPLE A** : Alianza Anticomunista Argentina / Alliance Anticomuniste Argentine.

**UBA** : Universidad de Buenos Aires / Université de Buenos Aires.

**UNTREF** : Universidad Nacional de Tres de Febrero / Université Nationale de Trois Février.

**VC** : Vanguardia Comunista / Avant-garde Communiste.



Dans la restitution académique de nos observations et dans la rédaction globale de la thèse, une thèse qui porte également sur la réception critique d'une parole – celle des survivants et des survivantes – parfois méprisée et détournée, nous avons néanmoins choisi de ne pas utiliser le langage inclusif actuellement en vigueur dans les organisations sociales et de défense des droits humains en Argentine, lieu où vit principalement notre sujet d'étude. En espagnol, remplaçant la lettre *o*, cette modalité du langage inclusif incorpore la lettre *e* à la fin d'un nom collectif afin d'englober les différentes subjectivités et diversités sexuelles que le nom représente et identifie<sup>32</sup>. En français, le langage inclusif s'exprime en ajoutant au mot neutre masculin un point suivi de la lettre *e* et d'un nouveau point plus la lettre *s* s'il s'agit d'un mot pluriel. Cette position écrite – nous le précisons – ne signifie pas que nous sommes contre leur utilisation, et encore moins que nous ignorons l'importance qu'ils ont au croisement des revendications des organisations féministes et de diversité sexuelle avec les organisations qui militent pour la mémoire du passé récent. Cela signifie simplement que nous nous distançons de son application locale argentine car nous considérons qu'il s'agit d'un domaine encore en construction et qui nécessite donc un espace de discussion et de réflexion qui dépasse notre travail, ou du moins nous pensons qu'il n'est pas pertinent de l'aborder ici par rapport aux objectifs qui ont guidé la recherche.

Nous avons choisi d'utiliser le masculin et le féminin ensemble lorsqu'il s'agit d'évoquer des personnes notamment les survivants et survivantes. Nous sommes arrivés à cette décision pour deux raisons. Tout d'abord, parce que nous pensons qu'elle facilite la lecture du texte<sup>33</sup>, même si elle l'alourdit en incorporant son pendant féminin au masculin, donnant ainsi une visibilité aux militants et militantes qui font partie de l'objet d'étude de cette thèse, une visibilité qui nous semble devoir être soulignée notamment parce qu'un pourcentage important des témoins sont des femmes.

---

<sup>32</sup> Dans la version de notre thèse écrite en espagnol latino-américain nous n'utilisons pas non plus la lettre *x* ou *@* comme cela a été le cas lors d'une étape précédente d'inclusion par le langage.

<sup>33</sup> En France l'utilisation du langage inclusif est mieux accepté par l'académie donc nous aurions pu choisir cette système expressif or nous pensons que la visibilité du sujet est plus nette en utilisant la paire masculin - féminin.

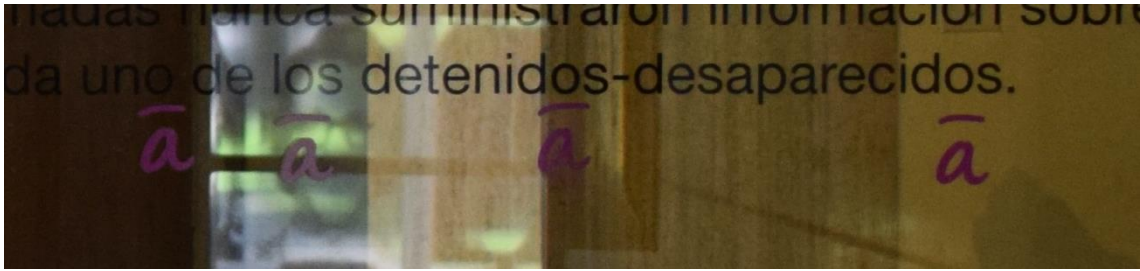


Photo N° 4 : Intervention *Etre femme à la ESMA. Détail.* 2019. MEI

Ensuite, parce que ce critère nous permet de restituer le langage que les survivants et les survivantes utilisent majoritairement aujourd'hui<sup>34</sup>, comme en témoignent les interventions muséologiques réalisées dans le camp clandestin de détention, de torture et d'extermination de « l'E.S.M.A. » et dans de CCDTyE « La Perla » à Cordoba (photos 3 et 4). Dans les deux expositions, les termes masculins ont été modifiés en plaçant à côté d'eux, en violet<sup>35</sup>, la lettre *a* correspondant à la paire féminine, insistant également sur l'incorporation dans ces espaces de mémoire d'images des femmes disparues.

---

<sup>34</sup> Il faut noter qu'il existe en Argentine un phénomène générationnel selon lequel les jeunes et les 40/50 ans ont rapidement intégré la lettre *e* dans leur discours, ce qui n'est pas le cas des plus de 60/70 ans, auxquels appartiennent les survivants et survivantes.

<sup>35</sup> En Argentine, la couleur violette identifie le mouvement « Ni una menos » et la lutte contre les féminicides.



Photo N° 5 : Exposition *Etre femme à La Perla*, mai 2 022. MEI

La réhabilitation des militantes, des camarades, des disparues, des apparues, à travers l'énonciation du féminin, est le produit d'une lutte de plusieurs années menée par les militantes mémorielles qui se sont battues pour montrer la différence de traitement des corps à l'intérieur et à l'extérieur des camps. Dans ce sens, nous pensons qu'il est justifié d'adopter ce type de récit, qui est à la fois un point d'arrivée dans l'évolution des témoignages et une position critique que, en tant que sujet, nous assumons dans la recherche.

Nous conservons l'utilisation de la lettre *e* que lorsqu'il correspond au discours d'une des personnes qui nous ont donné leur témoignage.

Il est important de souligner que les mots « répresseurs » et « tortionnaires » n'ont pas de féminin dans notre travail, car presque tous étaient des hommes. À ce jour, une seule tortionnaire du camp clandestin de détention, de torture et d'extermination D2 de la ville de Cordoba, Mirta Graciela Antón, « La Cuca », a été condamnée à la prison à perpétuité pour crimes contre l'humanité. L'utilisation du terme « appropriateur » est différente, car dans les faits il a un équivalent féminin : « appropriatrice ».

L'utilisation de certains concepts écrits au neutre (masculin) n'est pas une erreur de notre part mais le produit de la nécessité de maintenir la terminologie de l'époque telle

qu'elle apparaît dans les documents travaillés. Dans le même ordre d'idées, les citations ne sont en aucun cas modifiées.

Dans la rédaction de la thèse en français nous avons aussi gardé lorsqu'il était nécessaire le pluriel neutre.

## **Sur les NOTES**

Enfin, nous souhaitons anticiper la décision que nous avons prise concernant le traitement des notes. Nous renvoyons le lecteur à la bibliographie complémentaire lorsque cela est possible et laissons les ouvrages consultés pour la bibliographie générale. Cependant, ces notes qui font référence à des concepts qui nous semblent importants pour la thèse, qui renvoient à des notions utilisées simultanément dans le champ du militantisme des droits humains auquel participent les acteurs auxquels nous nous intéressons et dans la sphère académique argentine, ou qui ont évolué dans le temps, sont parfois longues, car nous avons choisi de faciliter la lecture du texte en plaçant dans les notes de bas de page les explications qui, bien qu'importantes, nous semblent rompre et couper le discours.

Cette décision n'a pas été facile à prendre, étant donné que cette thèse est écrite en tant que membre des écoles française et espagnole et en provenance de, et en dialogue avec, l'école argentine. Trois académies qui ont des traditions différentes en la matière et que nous essayons de concilier au mieux pour le bien de nos recherches.





## **INTRODUCTION**

***OMBRES ET VOIX DE L'ÉTAT D'EXCEPTION :***  
**LE TÉMOIGNAGE DE VICTIMES DIRECTES DE**  
**LA VIOLENCE EXTRÊME.**

**Elie Wiesel** : Combien d'histoires ne sont pas racontées parce qu'il n'y a pas de survivants ?

**Jorge Semprún** : Combien d'histoires ne sont toujours pas racontées aujourd'hui parce que certains survivants ne parlent pas ? Nous sommes une minorité ceux qui parlent. Quels que soient les efforts, quelles que soient les difficultés, nous sommes une minorité ceux qui parlent. La majorité des survivants, de ceux qui sont revenus, ne parlent pas.

**Elie Wiesel** : Ils parlent de plus en plus. Je pense qu'ils sentent maintenant que c'est la fin du siècle et c'est pourquoi ils parlent de plus en plus. Je reçois des dizaines de manuscrits à préfacer, pour que je leur donne des recommandations. Ils parlent davantage. Pour ma part, j'ai écrit mon premier livre pour eux. Pour leur dire qu'il faut parler. Nous n'avons pas les moyens, nous n'avons pas le vocabulaire, mais nous devons parler. Nous devons témoigner. Et maintenant, ils commencent à parler. Je le sens.

**Jorge Semprún** : Parce que c'est la fin. Parce que bientôt il n'y aura plus de survivants.

Conversations, 1er mars 1995<sup>36</sup>

---

<sup>36</sup> Elie Wiesel et Jorge Semprun *Se taire est impossible*, Paris, Arte éditions, novembre 1995. Transcription de l'Entretien entre Elie Wiesel et Jorge Semprun, émission de Klaus Wenger et Laurent Andres, produite par Stéphane Loison et diffusée par ARTE le 1er mars 1995, à l'occasion du 50e anniversaire de la libération des camps. La traduction nous appartient.

**Myrna Insua:** *¿Me puedes decir que es ser un desaparecido?*

**Susana Barros de Leiracha:** Yo creo que alguna vez te conté lo que era ser un desaparecido pero es difícil de contar

**Myrna Insua:** *No. Me hablaste, me contaste la sensación de oscuridad...*

**Susana Leiracha de Barros:** la sensación...

**Myrna Insua:** *...de un entorno de oscuridad.... Yo me quede con esa sensación....*

**Susana Leiracha de Barros:** La sensación tiene que ver con la capucha también. Es tan terrible la sensación... A mí una de las cosas que más... no lo analicé a fondo, pero es la indefensión... la indefensión, insisto porque no se me ocurre otra palabra, es el hecho de saber que yo estaba desaparecida, pero que el resto.... que el resto también sabía que yo estaba desaparecida pero de no poder decir « estoy acá ». Porque en realidad no estás desaparecida. Estás desaparecida para la sociedad, legalmente, jurídicamente, nominalmente, todo. Estás desaparecida pero vos estabas en un lugar concreto. Para colmo ese lugar concreto no era muy lejos, no era en otro país, en otra provincia digamos, de la casa de mi familia, era relativamente cerca, media hora. Eso es lo más difícil. Por eso cuando uno dice «yo estuve desaparecido» utiliza la denominación del delito, de lo que estaba ocurriendo en ese momento, pero cuando vos querés explicarlo hablás del secuestro... es difícil que digas hacia vos mismo que estabas desaparecido porque estabas ahí, estabas con otra gente, lo que pasa es que no lo podías contar afuera. Eso es terrible. Eso es terrible. Y saber que el de afuera no se va a enterar porque no va a adivinar que estás ahí. Eso es terrible. Y no pensás cuanto tiempo porque eso sí es desestructurante también. El pensar cuánto tiempo vas a estar en esa situación, cuánto tiempo va a durar la duda la angustia. Incluso el pensar en los de afuera desequilibra...

**Myrna Insua:** *¿Adentro?*

**Susana Leiracha de Barros:** Adentro, exactamente. Entonces lo hacés muchas veces porque incluso inicialmente es tu mecanismo constante pero después te vas dando cuenta... o solo..., o lo vas alejando ese pensamiento y te vas ubicando en cómo sobrevivir la próxima hora, las dos horas, la próxima guardia y el próximo día, en si podés ir al baño, en si te van a traer la comida, si te podés bañar, sacarte ese olor de encima que es penetrante, que es denso (Susana cierra los ojos mientras habla y con sus manos realiza gestos como si quisiera expulsar de su cuerpo un sentimiento de repugnancia que viene desde adentro y la invade)... entonces tu mente se ocupa en eso. Pero si tomas conciencia de que cuando lo pensás, de que estás desaparecido para el mundo, de que el mundo no sabe dónde estás vos.

Testimonio de Susana Leiracha de Barros, Ex detenida desaparecida en la Escuela de Mecánica de la Armada (E.S.M.A.), marzo de 2 000<sup>37</sup>.

---

37 **Myrna Insua** : Peux-tu me dire ce que cela fait d'être un disparu ?

**Susana Barros de Leiracha** : Je crois t'avoir dit une fois ce que c'était que d'être disparu, mais c'est difficile d'en parler.

**Myrna Insua** : Non. Tu m'as parlé, tu m'as dit que le sentiment d'obscurité...

---

**Susana Leiracha de Barros** : La sensation...

**Myrna Insua** : ...d'un environnement de ténèbres.... J'ai gardé ce sentiment....

**Susana Leiracha de Barros** : Le sentiment a aussi à voir avec la « cagoule ». C'est un sentiment si terrible... Pour moi, l'une des choses qui m'a le plus .... je ne l'ai pas analysé en profondeur, mais c'est l'absence de défense... l'absence de défense, j'insiste parce que je ne trouve pas d'autre mot, c'est le fait de savoir que j'étais disparue, mais que le reste .... que le reste savait aussi que j'étais disparue mais sans pouvoir dire « je suis là ». Parce qu'en réalité tu n'es pas disparue. Tu es disparue pour la société, légalement, juridiquement, nominalement, tout. Tu es disparue mais tu étais à un endroit précis. Pour aggraver les choses, cet endroit spécifique n'était pas très éloigné, ce n'était pas dans un autre pays, dans une autre province, disons, c'était relativement proche de la maison de ma famille, une demi-heure. C'est la chose la plus difficile. C'est pourquoi, lorsque tu dis « je suis disparue », tu utilises le nom du crime, de ce qui se passait à l'époque, mais lorsque tu voulais l'expliquer, tu parlais de l'enlèvement... il est difficile de se dire que tu étais disparue parce que tu étais là, tu étais avec d'autres personnes, ce qui s'est passé, c'est que tu ne pouvais pas en parler au monde extérieur. C'est terrible. C'est terrible. Et savoir que les gens à l'extérieur ne le sauront pas parce qu'ils ne devineront pas que tu étais là. C'est terrible. Et tu ne penses pas à la durée parce que ça aussi, c'est déstructurant. Penser au temps que tu vas passer dans cette situation, au temps que dureront le doute et l'angoisse. Même la pensée de ceux qui sont à l'extérieur est déséquilibrante...

**Myrna Insua** : A l'intérieur ?

**Susana Leiracha de Barros** : A l'intérieur, exactement. Donc tu le fais plusieurs fois parce que même au début c'est ton mécanisme constant mais ensuite tu réalises... ou tu... ou bien tu commences à repousser cette pensée et tu te concentres sur la façon de survivre à l'heure suivante, aux deux heures suivantes, au changement de garde et au jour suivant, sur le fait de savoir si tu peux aller aux toilettes, si on va t'apporter à manger, si tu peux te baigner, te débarrasser de cette odeur qui pénètre, qui est dense (Susana ferme les yeux tout en parlant et avec ses mains, elle fait des gestes comme si elle voulait expulser de son corps un sentiment de répugnance qui vient de l'intérieur et l'envahit)... alors ton esprit est occupé par ça. Mais si tu prends conscience, quand tu y penses, que tu es disparue pour le monde, que le monde ne sait pas où tu es.

Témoignage de Susana, ancienne détenue disparue à l'Escuela de Mecánica de la Armada (ESMA), réalisé en mars 2000.



Photo N° 6 : Ombres de l'enfer (tombe). Arrecifes, 2016. MEI



Dans les années 1970, plus de 8 500 personnes ont été emprisonnées en Argentine pour des raisons idéologiques et politiques. Environ un demi-million de personnes sont parties à l'étranger pour les mêmes raisons, un grand nombre d'entre elles entrant dans la catégorie des exilés et des exilées politiques et *opcionados* et *opcionadas*<sup>38</sup>. Un nombre important de personnes ont été assassinées<sup>39</sup> et environ 30 000<sup>40</sup> ont disparu. Qu'est-il

---

<sup>38</sup> On estime que 3000 familles ont trouvé refuge en France durant cette période, mais seules celles qui en ont fait la demande formelle sont prises en compte pour arriver à cette conclusion. Le nombre réel d'exilés argentins et d'exilées argentines est incertain. Sur l'impossibilité d'établir un nombre réaliste d'exilés et d'exilées, voir les travaux de Silvia Jensen et notamment "Una aproximación cuantitativa para el estudio del exilio político argentino en México y Cataluña (1974-1983)" dans Estudios demográficos urbanos, vol.22 no.2 Mexico mai/août 2007. 2007 <https://doi.org/10.24201/edu.v22i2.1284> . Pour le cas français, voir également María Oliveira-César, El exilio argentino en Francia, dans Les cahiers d'ALHIM, <https://doi.org/10.4000/alhim.67> et Marina Franco. Marina Franco, El exilio : argentinos en Francia durante la dictadura, Siglo XXI Editores, Argentina, Buenos Aires, 2008. Les *opcionados* et *opcionadas* sont ceux et celles qui ont fait l'usage de leur droit de choisir de partir en exil lorsqu'ils et elles étaient en prison, sont donc allés à l'étranger avec l'autorisation des forces répressives à condition de ne pas retourner dans le pays, alors en état de siège.

<sup>39</sup> Il n'a pas non plus été possible de parvenir à un accord dans l'historiographie argentine sur le nombre approximatif des personnes tuées, qui sont généralement comptées avec les disparus et disparues. Cependant, dans un document du début des années 1980 intitulé *Muertos por la represión*, les juristes du Centro de Estudios Legales y Sociales (Centre d'études juridiques et sociales) montraient déjà clairement que cette catégorie comprend différents actes criminels (assassinats de personnalités publiques - militants politiques, apparition de cadavres dans des lieux publics, décès attribués à des affrontements, décès à la suite de tentatives de fuite présumées et décès à la suite d'opérations de divers types) et devrait donc être considérée comme ne faisant pas partie de la catégorie des disparitions.

<sup>40</sup> Le nombre 30 000 est une construction politico-culturelle et un emblème qui symbolise le processus qui a conduit à la disparition forcée de personnes. Ce chiffre est basé sur les calculs effectués au sein du Movimiento de Derechos Humanos sur la base des dénonciations faites à l'étranger et dans le pays par les survivants et les proches des disparus, du nombre estimé de personnes qui sont passées par les camps clandestins et du fait que certaines familles ont été complètement décimées. Il a également été pris en compte que certains secteurs de la population disposant de moins de ressources ou isolés territorialement ne connaissaient pas ou ne signalaient pas l'absence de certains membres de leur entourage. Les chiffres fournis par les différents bureaux gouvernementaux ne comprennent que les cas qui leur ont été signalés et varient au fil des ans, pour atteindre environ 10 000. Le nombre de 30 000 a été discuté ces dernières années, mais nous maintenons le chiffre de 30 000 parce que nous le considérons comme important pour la reconstruction de l'identité de notre sujet d'étude, mais surtout parce que le temps a montré qu'il s'agit d'une construction proche de la réalité. D'une part, en raison des documents qui sont apparus ces dernières années et, d'autre part, en raison du nombre de **nouveaux survivants et survivantes** qui sont allés témoigner aux procès et ont fourni des informations qui n'étaient pas disponibles auparavant. Par exemple, dans le procès dit des *Brigades* qui a lieu à La Plata, trois nouvelles personnes disparues sont mentionnées. Quant aux documents, parmi les 400 documents retrouvés en 2002, celui dont la paternité correspond à l'agent secret chilien, agent de liaison entre la DINA chilienne et le bataillon 601, Arancibia Clavel (Luis Felipe Alemparte Días), condamné pour l'assassinat à Buenos Aires de Sofia Curthbert et de Carlos Prats, ex-ministre de l'Intérieur de Salvador Allende, permet de penser que le chiffre de 30 000 n'est pas exagéré et est bien plus qu'un symbole. Dans ce document, Arancibia rapporte que 22 000 décès et disparitions ont été recensés entre 1975 et le 4 juillet 1978 : « Je joins une liste de tous ceux qui sont morts pendant l'année 1975. La liste est classée uniquement par mois. En d'autres termes, ces listes comprennent à la fois les morts 'officielles' et les morts 'non-officielles'. Ce travail a été obtenu auprès du bataillon de renseignement de l'armée 601, situé à Callao et Viamonte dans la capitale, qui dépend du quartier général de renseignement



arrivé à ces personnes et où sont leurs corps ? Cette question reste sans réponse pour la grande majorité des proches et des camarades des disparus. On estime qu'il y a environ 2 000 survivants et survivantes des centres clandestins de détention, de torture et de disparition. Seule une infime partie de ce groupe est constituée de ceux et celles qui ont réussi à s'échapper des camps par leurs propres moyens et à survivre à leurs tortionnaires. Parmi les disparus, 500 étaient bébés ou enfants à l'époque. Parmi ces hommes et femmes, aujourd'hui adultes, seuls 130 ont eu accès jusqu'à présent à leur identité historico-biologique<sup>41</sup>.

Les événements que nous venons d'évoquer et qui donnent lieu à la thèse intitulée «*Apparaître. Le statut de la parole du survivant et de la survivante dans la construction des mémoires du terrorisme d'État en Argentine* », se sont déroulés il y a presque cinquante ans. Événements extraordinaires, actes de violence, terrorisme d'État, barbarie et horreur. Pour certains, ils sont encore synonymes d'un passé trop "frais" dans la mémoire collective, rendant impossible à la fois le détachement émotionnel du chercheur en sciences sociales et la nécessaire distance interprétative et temporelle que toute recherche suggère. Dans notre cas, cependant, nous pensons que ce passé très proche, cette coupure dramatique et douloureuse dans la vie quotidienne des sociétés du Cône Sud, est doté d'une urgence vitale qui exige une attention privilégiée de la part de l'académie : les témoins « totaux », « primaires », les « directement affectés », quelle que soit la façon dont nous choisissons de les mentionner, sont en *train de disparaître*. La mort, la maladie, la vieillesse, rôdent et bientôt l'histoire sera racontée à partir de quelques bribes éparées stockées de manière inégale sur des supports dispersés dans des territoires différents et ingérables. Avoir recours à cette source tant qu'elle existe devient presque une obligation historique.

On peut soutenir que cette hypothèse n'est pas exacte, et que le développement de l'historiographie du temps présent montre que cette urgence, que l'on décrit presque

---

de l'armée II du commandement général de l'armée et de l'état-major de l'armée. Ces listes correspondent à l'annexe 74888,75/A1.E.A. et à l'annexe 74889,75/id. Ceux qui apparaissent comme NN sont des corps impossibles à identifier, presque 100% correspondent à des éléments extrémistes éliminés 'illégalement' par les forces de sécurité. Il y a 22 000 morts et disparus, de 1975 à ce jour. Dans les prochaines dépêches, je continuerai à étoffer les listes ». Voir le document dans l'annexe générale.

Actuellement, le nombre 30 400 est également utilisé pour faire référence aux cas de personnes disparues appartenant à la communauté homosexuelle et à la diversité sexuelle, jusqu'à il y a quelques années invisible même au sein du Mouvement des Droits Humains.

<sup>41</sup> Voir dans l'annexe générale la section dédiée aux enfants disparus.

comme un déchirement de l'histoire, n'est pas telle. Et l'on peut dire que le passé récent, en tout cas en Argentine, a fait couler beaucoup d'encre. Beaucoup a déjà été écrit, recherché, créé, opiné, nié, caché et enterré depuis le début de l'état d'exception<sup>42</sup> jusqu'à aujourd'hui. Et en ce sens, nous pouvons illustrer cette position avec les mots de l'historien Daniel Lvovich lorsqu'il souligne « qu'il n'y a pas eu en Argentine de période de latence pendant laquelle l'expérience dictatoriale a été reléguée au silence »<sup>43</sup>. On peut également ajouter que, grâce à des revendications judiciaires persistantes et novatrices, des précédents ont été établis dans ce pays, qui sont uniques en Amérique latine et dans le monde. En outre, il est correct d'affirmer que l'exemplarité du modèle argentin dans le traitement des crimes contre l'humanité commis sur son territoire, inaugurée par la création de la Commission Nationale sur la Disparition des Personnes et le Procès aux Juntas militaires en 1985, s'est consolidée en 2004 lorsque l'État constitutionnel démocratique a reconnu sa responsabilité dans la répression et que le chef du gouvernement national a présenté ses excuses à ses concitoyens<sup>44</sup>. De la même manière, il est possible d'affirmer que d'autres pays s'inspirent de la tournure expressive que prennent les événements tragiques dans ces terres. En même temps, c'est un fait incontestable que notre société a été particulièrement réactive, ou du moins qu'elle a eu des acteurs très réactifs. En effet, chacune de ces déclarations contient un aspect de la réalité : les institutions judiciaires, les agences gouvernementales des trois branches du gouvernement, les organisations sociales et politiques, les artistes, les journalistes, les enseignants, les chercheurs et les chercheuses... chacun et chacune, dans son domaine de

---

<sup>42</sup> Compris comme un état de non droit dans lequel un système de règles propre est néanmoins en vigueur. Nous allons développer ce concept dans les pages suivantes.

<sup>43</sup> D. Lvovich, "Historia reciente de pasados traumáticos" dans *Historia Reciente. Perspectivas y desafíos de un campo en construcción*, Marina Franco et Florencia Levin comp., Buenos Aires, Paidós, 2007, p.116. Nous considérons *Historia Reciente* comme un livre clé sur l'état de l'art de la transversalité interdisciplinaire dans l'analyse du passé récent en Argentine.

<sup>44</sup> « Como Presidente de la Nación Argentina vengo a pedir perdón de parte del Estado nacional por la vergüenza de haber callado durante 20 años de democracia por tantas atrocidades. Hablemos claro: no es rencor ni odio lo que nos guía y me guía, es justicia y lucha contra la impunidad. A los que hicieron este hecho tenebroso y macabro de tantos campos de concentración, como fue la ESMA, tienen un solo nombre: son asesinos repudiados por el pueblo argentino »/ « En tant que président de la nation argentine, je viens demander pardon au nom de l'État national pour la honte d'avoir gardé le silence pendant 20 ans de démocratie pour tant d'atrocités. Soyons clairs : ce n'est pas la rancœur ou la haine qui nous guide et me guide, c'est la justice et la lutte contre l'impunité. Ceux qui ont réalisé cet acte sombre et macabre d'autant de camps de concentration, comme l'ESMA, n'ont qu'un seul nom : ce sont des assassins répudiés par le peuple argentin ». Discours complet du Président Nestor Kirchner à l'ESMA. <https://www.youtube.com/watch?v=IQORpg3Yb6A>. Nous revenons sur les effets de ce discours dans la deuxième partie de la thèse.

compétence, a donné une version – la sienne – de ce qui s'est passé pendant les soi-disant « années de plomb ou de terreur ». Ainsi, en suivant cette logique, on pourrait dire qu'il n'y a pratiquement rien de nouveau à ajouter et que, même si les conséquences du passé ont modifié de manière pérenne la matrice politique, sociale et culturelle de l'Argentine, il est temps de « tourner la page »<sup>45</sup> et de modifier l'agenda des intentions pour se concentrer sur le présent, sur les résultats désastreux de la débâcle économique de ces dernières années (notamment les coûts de la pandémie) et sur les nouvelles dynamiques socioculturelles liées, par exemple, à la place de la diversité dans la société. Ces questions semblent être les plus importantes aujourd'hui. Et sans aucun doute, elles le sont.

Mais le passé résiste et refuse de rester à l'écart. Il nous échappe à cause de la fragilité des lois naturelles et en même temps, chaque jour, *il change de vêtements* et se rejoue. En Argentine, de nulle part (ou presque), il est possible qu'un jour, sans aucune annonce préalable évidente, une voix, une maison clandestine, un juge... fasse irruption dans l'espace public...

---

<sup>45</sup> Nous utilisons ici l'expression « tourner la page » comme un clin d'œil à l'actualité. Dans l'agitation de la conjoncture politico-sociale, des épisodes apparemment mineurs sont souvent relégués au second plan, mais lorsqu'ils sont analysés dans le cadre de notre travail, ils prennent une importance particulière. La relation entre le MDDHH et l'État, quel que soit le gouvernement, est faite de rencontres et de malentendus constants où chaque pas franchi mesure le terrain du possible et les forces des acteurs. Cette phrase du langage courant a pris une dimension particulière lorsqu'elle a été utilisée par l'actuel président de l'Argentine, Alberto Fernández, le 20 février 2020, lors de la cérémonie d'adieu à un nouveau contingent de Casques bleus qui s'est déroulée dans les installations du Centre argentin d'entraînement conjoint aux opérations de paix (CAECOPAZ) situé dans le tristement emblématique Campo de Mayo. À cette occasion, Fernández a déclaré : « Je veux souhaiter la bienvenue aux nouveaux chefs et exprimer ma joie de voir qu'aujourd'hui tous les officiers et sous-officiers sont des hommes de la démocratie, qu'ils sont sortis de leurs écoles en démocratie et que cela mérite qu'une fois pour toutes nous tournions la page et célébrons ce fait », qualifiant dans une autre partie du discours « d'inconduite » les actions répressives des forces pendant la période de terrorisme d'État. (Le discours complet peut être consulté sur : <https://www.youtube.com/watch?v=9e06J72oBkI>). La cérémonie s'est déroulée en présence des dirigeants sortants et entrants des institutions militaires. Dans ce contexte, l'énonciation du terme « d'inconduite » dans la terminologie militaire, ou la simple idée de tourner la page et de recommencer à zéro en termes d'appréciation des forces armées, a été prise comme un affront. La réaction de militants des droits humains bien connus, tels que Nora de Cortinas, Madre de Plaza de Mayo Línea Fundadora, a été immédiate, obligeant le président à présenter des excuses via Twitter aux victimes et aux proches des victimes de violations des droits humains. Avec le discours d'ouverture de la législature en mars 2020, dans lequel aucune mention n'est faite des crimes contre l'humanité, cette expression donne le ton de la politique pré-pandémique des droits humains du gouvernement élu en décembre 2019 et au-delà des explications fournies par le président, elle témoigne de l'orientation de la politique des droits humains vers un éloignement progressif du passé récent qui est contesté par la grande majorité des organisations des droits humains.



*Audio 1.*

PODCAST · EL JUEZ RAFECAS IDENTIFICÓ UN NUEVO CENTRO CLANDESTINO DE DETENCIÓN EN FLORESTA <sup>46</sup>

«Hola, les habla Daniel Rafecas, juez federal en la Ciudad de Buenos Aires. En el marco de la causa del Primer Cuerpo del Ejército, que se tramita a mi cargo desde hace ya 15 años, veníamos desde hace muchos años con información y testimonios de que existía un centro clandestino que dependía de la Side, muy cerca de Automotores Orletti, respecto del cual hay ya más de 12 condenados, y que no podíamos descubrir dónde se encontraba, bueno finalmente gracias a un trabajo conjunto con el Equipo Argentino de Antropología Forense y con algunas víctimas del terrorismo de Estado, logramos identificar ese lugar que es una vivienda con sótano en la calle Bacacay en el barrio de Floresta. Indubitablemente funcionaba como una casa orgánica de la Secretaría de Inteligencia en la época de la dictadura donde fueron cautivos, torturados y luego desaparecidas víctimas de la dictadura. En este momento estamos haciendo una serie de citas testimoniales y de reconocimiento de muchas víctimas que posiblemente hayan pasado por allí. Creemos que es un descubrimiento muy importante porque suma un centro clandestino más a la larga lista de este tipo de recintos existentes durante la época de la dictadura ».<sup>47</sup>

---

<sup>46</sup> Note : pour écouter ce fichier et d'autres fichiers audio dans la version Office de la thèse, double-cliquez sur le texte avec la souris. Vous pouvez également obtenir l'enregistrement sonore en vous rendant directement sur le site: <https://soundcloud.com/user-961456406/el-juez-rafecas-identifico-un-nuevo-centro-clandestino-de-detencion-en-floresta>

<sup>47</sup> « Bonjour, c'est Daniel Rafecas, juge fédéral dans la ville de Buenos Aires. Dans le cadre du procès du Premier Corps de l'Armée de terre, dont je m'occupe depuis 15 ans, nous disposons depuis de nombreuses années d'informations et de témoignages selon lesquels il existait un centre clandestin dépendant de la Side (service de renseignements), très proche d'Automotores Orletti, pour lequel plus de 12 personnes ont déjà été condamnées. Finalement, grâce à un travail conjoint avec l'équipe d'anthropologie médico-légale argentine et certaines victimes du terrorisme d'État, nous avons réussi à identifier ce lieu, qui est une maison avec un sous-sol dans la rue Bacacay, dans le quartier de Floresta. Il a sans aucun doute fonctionné comme un des chefs-lieu du Secrétariat de renseignement à l'époque de la dictature, où des victimes de la dictature étaient retenues en captivité, torturées et ensuite disparues. En ce moment, nous procédons à une série de prises de témoignages et de reconnaissance du lieu de nombreuses victimes qui ont pu passer par là. Nous pensons qu'il s'agit d'une découverte très importante, car elle ajoute un centre clandestin de plus à la longue liste de ces lieux pendant la dictature ». L'information a également circulé sur le compte twitter de la journaliste Luciana Bertoia : « Le juge Daniel Rafecas a identifié un nouveau centre clandestin de la dictature. Il est situé sur la rue Bacacay et dans le même bloc que Automotores Orletti. Les deux centres étaient aux mains la SIDE. La référence à la maison du 3570 rue Bacacay apparaît dans les documents déclassifiés par les Etats-Unis. Il y est indiqué que la propriété était louée pour les opérations officielles de la SIDE et que la bande d'Aníbal Gordon y opérait. L'endroit aurait fonctionné comme un CCDTyE au moins en 1976. Ceux qui ont acheté la maison en 1977 ont dit qu'ils avaient trouvé des chaussures de femme dans le sous-sol, ce qui est compatible avec divers témoignages dans le procès judiciaire cité ».

Comme nous venons de l'écrire, le 2 juillet 2020, la nouvelle de l'identification de la maison du quartier de Floresta est connue et simultanément le monde des militants et des organisations de défense des droits de l'homme est en ébullition sur les deux rives du Rio de La Plata. Les messages s'entremêlent : « Une bonne nouvelle, bordel!!! (dixit) »<sup>48</sup> écrit Georgina, fille de survivants. « Nous avons enquêté sur la maison pendant un certain temps jusqu'à ce que nous puissions l'identifier », explique *El Turco*, responsable du site de mémoire CCDTyE « Automotores Orletti ». « Oui, une fois nous y sommes allés avec le journaliste Roger Rodríguez et c'est là que se trouvait le Dr Manuel Liberoff<sup>49</sup>, puis ils sont allés à Orletti, c'est dans la partie arrière à côté de l'école » se souvient Ana María, militante uruguayenne de l'Association des ex-détenus disparus<sup>50</sup>. Les émotions de ceux et celles qui rapportent la « bonne nouvelle » mêlent douleur, tristesse et joie. Une « nouvelle » maison clandestine est reconnue judiciairement et les anciennes déclarations de la survivante Emma Le Bozec<sup>51</sup> deviennent enfin d'actualité et sont certifiées du sceau de la « vérité corroborée ». C'est là, dans cet ancien lieu, que fonctionnait une maison clandestine de détention illégale. Un autre tentacule de Plan Condor fait irruption à la surface. Le présent interpelle le passé et demande des explications.

Cet exemple montre à la fois la persistance des événements passés et la force de chacune des constatations qui corroborent la véracité des intentions maintenues au fil du temps par les survivants et survivantes, mais il ne justifie pas en soi la réalisation d'une

---

<sup>48</sup> Nous profitons de cette citation pour annoncer que les témoignages qui constituent cette thèse sont transcrits sans aucune correction stylistique et sont présentés dans la langue dans laquelle ils ont été écrits, en conservant le registre original. En aucun cas nous n'allons « améliorer » la version originale pour l'adapter au lecteur. Nous considérons que cette méthode fait partie de l'exercice d'une traduction qui fait entrer dans la langue académique ce qui ne l'est pas. Pour cette raison, les codes du langage oral ou de l'expression familière à l'écrit sont transférés au texte tels qu'ils sont exprimés dans les entretiens ou dans les échanges de messages WhatsApp ou d'e-mails qui ont eu lieu entre nous et les témoins, les personnes interrogées et les informateurs. Nous reviendrons sur ce sujet lorsque nous aborderons la méthodologie des témoignages et des entretiens.

<sup>49</sup> Médecin communiste uruguayen disparu le 19 mai 1976.

<sup>50</sup> Ces propos ont été tenus par les personnes citées à cet enquêteur le jour même de la perquisition judiciaire de la maison de la rue Bacacay.

<sup>51</sup> En 1984, Emma Le Bozec a signalé à la Commission nationale sur la disparition des personnes qu'elle avait été séquestrée dans une maison proche du CCDTyE « Automotores Orletti » à l'automne 1976. Sur le témoignage de Le Bozec, voir l'article paru dans le journal *Página 12* le 3 juillet 2020. <https://www.pagina12.com.ar/276183-una-sobreviviente-del-centro-clandestino-de-bacacay-3570-y-s> consulté le 3 juillet 2020 ; sur le témoignage du propriétaire de la maison et de Beatriz et Delia Méndez, les deux autres survivantes qui ont contribué à identifier le site, voir : <https://www.pagina12.com.ar/276561-el-centro-clandestino-bacacay-en-primera-persona> consulté le 5 juillet 2020 ; <https://contraeditorial.com/delia-y-44-anos-que-nunca-pasaron/> consulté le 15 juillet 2020.

recherche telle que celle que nous avons menée au fil des ans et qui, comme nous l'avons souligné au début, était centrée sur les paroles des personnes détenues-disparues et libérées. Pour paraphraser Éric Conan et Henry Rousso, elle ne fait que confirmer et rendre plus évidente la présence d' « un passé qui ne passe pas »<sup>52</sup>. Un passé qui est lourd, inconfortable et qui, dans le contexte actuel, fait encore mal. Un passé qui renaît dans les années 2020, dans lequel l'indifférence, enveloppée d'un certain soupçon de négationnisme, est de plus en plus présente et essaye de s'imposer et de déplacer le souvenir obstiné. Pour cette raison même, le choix du thème central de notre thèse et son développement ultérieur répondent à d'autres motivations aussi importantes, sinon plus, que les répercussions sociopolitiques de l'exemple cité, qui, il faut le dire, n'est pas un cas rare ou isolé en Argentine<sup>53</sup>.

Si, comme nous l'avons dit, le passé récent est « vécu » et raconté, et que peu à peu, l'histoire, la sociologie et l'anthropologie reconstruisent ensemble et séparément des morceaux de ce qui s'est passé, il n'en reste pas moins que les récits mémoriels ont une plus grande importance par rapport aux tentatives d'établir une histoire ou des histoires de la violence politique et du terrorisme d'État des années 1970. Importance qui affecte même les catégories analytiques des chercheurs et chercheuses, et qui nous oblige à être particulièrement rigoureux dans nos définitions. Par ailleurs, l'inflation (excessive ?) des travaux mémoriels à laquelle nous assistons a longtemps occulté les forces qui nourrissent la lutte entre les récits politiques mémoriels eux-mêmes, voire excluent certaines mémoires collectives. Pour ne citer qu'un exemple, jusqu'à très récemment, les « petites mémoires », c'est-à-dire les mémoires de tous ceux qui ont vécu les pratiques répressives comme des événements extérieurs à eux, n'étaient pas prises en compte ni valorisées, ce qui a une certaine logique si l'objectif est de privilégier les dires des protagonistes de l'époque<sup>54</sup>. Également, si nous examinons l'action des « acteurs importants ou

---

<sup>52</sup> Éric Conan, Henry Rousso, *Vichy, un passé qui ne passe pas*, Paris, Gallimard, Folio histoire, 1994.

<sup>53</sup> La même semaine, le journaliste et survivant Sergio Bufano est interviewé dans un journal à faible tirage et, comme Le Bozec, il confirme l'existence d'une autre maison clandestine connue sous le nom de maison de la rue Franklin : <https://elgritodelsur.com.ar/2020/07/cid-campeador-franklin-centro-clandestino-dictadura.html> consulté le 15 juillet 2020. Plus connu est le cas de l'identification réalisée par un groupe de survivants de l'île *El silencio*, située dans le delta du fleuve Paraná, dans le district de la ville de Tigre. En 1979, des détenus disparus de l'E.S.M.A. y ont été emmenés dans le but de les cacher lors de la visite en Argentine de la Commission des droits de humains de l'Organisation des États américains.

<sup>54</sup> Voir : Mauro Greco, *Responsabilidades y resistencias. Memorias de vecinos de la dictadura*. Villa María, Edivim ; 2019 ; Gabriela Aguila, *Dictadura, represión y sociedad en Rosario, 1976-1983*, Buenos Aires, Prometeo, 2008 ; Mariana Caviglia, *Dictadura, vida cotidiana y clase medias*, Buenos Aires, Prometeo, 2006 ; Mariana Caviglia, *Vivir a oscuras*, Buenos Aires, Aguilar, 2006.

pertinents » tels que les organisations de défense des droits humains depuis leur naissance en tant que mouvement de défense des droits humains (1977) jusqu'à aujourd'hui, nous constatons que le développement de ce collectif a été reflété de manière incomplète dans les travaux universitaires réalisés au cours des années 80 ou 90, omettant l'action de certains acteurs de façon permanente ou pendant certaines périodes. Lorsque l'on commence à examiner la participation des mouvements sociaux dans la période post-dictature<sup>55</sup>, et lorsque les chercheurs et chercheuses considèrent l'importance de leur continuité dans la démocratie et la persistance de leurs revendications, les organisations sont présentées essentiellement sur la base de leurs différences et l'accent est mis sur les organisations *vocales* – comme Elisabeth Jelin les a définies à l'époque – c'est-à-dire sur les acteurs qui ont directement affronté le régime dictatorial et qui coïncident avec les groupes des parents des disparus et disparues. Cette place centrale correspond sans aucun doute à l'attention portée à la période de formation du Mouvement, c'est-à-dire à la recherche désespérée de mères, de pères, de frères et de sœurs, de conjoints, de conjointes, de compagnons et de compagnes, et à la primauté de l'« identité résistante » selon les termes de Castells<sup>56</sup>. De cette manière, l'hégémonie que les organisations des familles des victimes directes, notamment les Mères de la Place de Mai, avaient déjà dans la pratique a été confirmée par l'académie. Bien que les années 2000 et suivantes aient vu l'apparition d'une nouvelle bibliographie sur le Mouvement<sup>57</sup>, cette empreinte persiste et on sait encore peu de choses sur les liens entre ces organisations reliées par des liens biologiques et d'autres organisations telles que la Liga Argentina por los Derechos del Hombre ou le Movimiento Ecueménico por los Derechos Humanos, pour n'en citer que quelques-unes, dont les spécificités sont orientées vers des domaines plus complexes et divers. Certaines organisations telles que le Movimiento Judío por los derechos Humanos ou la Commission argentine des droits de l'homme sont pratiquement ignorées à cette époque.

---

<sup>55</sup> Voir : Elisabeth Jelin Comp. *Los nuevos movimientos sociales*, Buenos Aires, Centro editor de América Latina, 1985 ; Hector Ricardo Leis, *El movimiento de Derechos Humanos y el proceso de democratización política en Argentina*, Rosario, Cuadernos de la Comuna 12, 1987 ; Elisabeth Jelin, "La política de la memoria : el Movimiento de Derechos Humanos y la construcción democrática argentina" in VV.AA., *Juicos, castigos y memorias*, Buenos Aires, Nueva visión, 1995.

<sup>56</sup> Castells Manuel, *La era de la información. Economía, sociedad y cultura. Vol. 2, el poder de la "identidad"*. Alianza Editorial. Madrid, 1998. p.30

<sup>57</sup> Voir : Ludmila Catela Da Silva, *No habrá flores en la tumba del pasado. La experiencia de reconstrucción del mundo de los familiares de desaparecidos*, La Plata, Ediciones Al Margen, 2001, Ana Guglielmucci, *La consagración de la memoria. Una etnografía acerca de la institucionalización del recuerdo sobre los crímenes del terrorismo de Estado en la Argentina*, Buenos Aires : Antropofagia, 2013, Nadia Tahir, *Argentine Mémoires de la dictature*, Rennes, Pur, 2015.

Les organisations ont également été perçues comme des « blocs » qui s'expriment à travers un petit nombre de personnes, alors qu'en réalité, en leur sein, il y a toujours eu des positions différentes qui interagissent ensemble et qui ont rendu possible des alliances ou des accords plus ou moins larges dans la réalisation des différentes actions collectives qui ont été menées au sein du Mouvement. Lorsque les organisations « envahissent » l'espace public, elles ne le font pas toutes de la même façon, ni avec la même justification, ni avec la même conviction – même lorsqu'elles agissent de manière coordonnée – car la représentation du conflit et leur localisation dans celui-ci sont absolument hétérogènes. Nous ne devons pas nécessairement penser le problème (la gestion politique de la disparition et ses responsables) en termes de « concurrence des victimes pour la reconnaissance », une signification conceptuelle proposée par Chaumont<sup>58</sup> pour les victimes du génocide nazi, qui s'applique davantage à l'époque actuelle du Mouvement qu'aux périodes précédentes. En revanche, il est souhaitable de se doter des outils nécessaires pour mieux comprendre les interrelations profondes, changeantes et complexes qui composent le tout, étant donné que le Mouvement est en lui-même la conjonction de relations et de logiques d'intérêts inégaux entre ses composantes<sup>59</sup>, qui se déploient à cause des effets des processus internes des parties elles-mêmes, mais aussi comme produit de l'interaction avec l'environnement immédiat et avec les parties adverses, qu'il s'agisse du gouvernement (en vulgarisant le terme pour l'identifier au pouvoir exécutif), des forces répressives ou de l'appareil judiciaire. Au-delà de son intérêt, nous ne proposons pas ici de réaliser ce vaste travail d'analyse qui reste en suspens et qui suggère que la souffrance ne banalise pas le conflit et n'efface pas les différences entre les acteurs. Notre objectif n'est pas non plus de discuter de la question de savoir si la terminologie de (nouveau) mouvement social reste efficace dans l'état actuel des organisations, notamment si l'on tient compte du rapprochement ou de l'alignement de certaines d'entre elles avec certains acteurs politiques partisans<sup>60</sup>. Nous considérons

---

<sup>58</sup> Voir: J M Chaumont, *La concurrence des victimes. Génocide, identité, reconnaissance*. Éditions la découverte, Paris, 1997.

<sup>59</sup> Sur les différentes logiques qui se côtoient dans un Mouvement ou une organisation, il est plus qu'intéressant de se tourner vers l'analyse de Didier Lapeyronnie sur les "*Sans Papiers*" dans *Fragmentation sociale et action collective*, communication présentée au colloque « Subjects, actors and social Movements in the North and South » 26-27 février 2001, Rome, Italie. Au sein du MDDHH, et dans les organisations de survivants et survivantes, l'élément de tension le plus clair qui confronte les logiques inégales est représenté d'une part par les avocats et d'autre part par les activistes.

<sup>60</sup> Il convient de noter que cette terminologie est actuellement critiquée tant dans le milieu universitaire que par certaines organisations. L'Asociación Madres de Plaza de Mayo refuse d'utiliser la



qu'elle peut être maintenue aux fins de ce travail de recherche si, comme condition, nous lisons le Mouvement pour la Défense des Droits Humains en termes de réseaux et d'interdépendances et si nous tenons compte du fait qu'il a une dimension territoriale qui va au-delà de l'Avenida de Mayo à Buenos Aires et de l'emplacement actuel des principales organisations dans les locaux de l'E.S.M.A.<sup>61</sup>. C'est-à-dire que nous pouvons voir les divergences idéologiques et les leaderships personnels à travers lesquels les désaccords et les oppositions s'organisent et s'expriment, mais nous allons au-delà de ces échelles de sens, en partant de la surface à la recherche de ses racines. En déplaçant l'angle d'observation, d'autres aspects moins évidents apparaissent qui relient le Mouvement à d'autres acteurs sociaux tels que les organisations de quartier, les organisations féministes et de diversité sexuelle, les syndicats et même les partis politiques. L'extension de l'action des acteurs dans le domaine de la défense des humains au-delà des organisations traditionnelles n'est pas une nouveauté mais une évidence si l'on considère que ses militants ont agi depuis l'extérieur depuis l'époque dictatoriale jusqu'à aujourd'hui et que beaucoup ont quitté le militantisme strictement lié à la répression étatique de l'époque pour se concentrer sur ses conséquences ultérieures, sans cesser de contribuer aux actions du Mouvement. Cette vision que nous proposons complète les analyses précédentes de l'académie, permettant d'accéder à une compréhension plus juste de l'ensemble et notamment de son évolution constante. Dans cette dynamique, le récent travail de Luciano Alonso, *Qué digan donde están (Dites-leur où ils sont)* apporte une contribution fondamentale dans la mesure où il se concentre non seulement sur « l'ensemble traditionnel de 8 organisations »<sup>62</sup> qui ont joué un rôle de premier plan dans la résistance à la terreur, mais aussi sur ce qu'il appelle les « variations », prenant comme exemple

---

définition d'organisation de défense des droits humains pour se définir et utilise indifféremment la définition de mouvement social (d'un seul acteur) ou d'acteur politique.

<sup>61</sup> Nous évoquons ce thème dans Myrna Insua, « Pablo entre la tierra y el río. Políticas públicas de la memoria en el Río de la Plata » in *Cuadernos LIRICO*, 18, 2018. <https://journals.openedition.org/lirico/6070>

<sup>62</sup> Les organisations considérées comme traditionnelles sont la Liga Argentina por los Derechos del Hombre 1937, le Servicio Paz y Justicia 1974, l'Asamblea Permanente por los Derechos Humanos 1975, le Movimiento Ecueménico por los Derechos Humanos 1976, Familiares de Detenidos y Desaparecidos por Razones Políticas y Gremiales 1976, Madres de Plaza de Mayo 1977, Abuelas de Plaza de Mayo 1977 et le Centro de Estudios Legales y Sociales 1980. L'organisation Ex Detenidos Desaparecidos née en 1984 n'a jamais été considérée comme faisant partie de ce groupe, et l'apparition de nouveaux acteurs comme H.I.J.O.S. en 1995 n'a pas modifié cette limite initiale du mouvement, en le cristallisant et en lui conférant simultanément une « autorité morale » interne et externe.

concret le cas de Santa Fe et de Madrid, et par la même occasion il confirme au moins une partie des limites que nous venons de passer en revue :

« La gran variedad de aportes generados en el campo académico no puede ceñirse a un puñado de líneas interpretativas, so pena de simplificación. Pero es innegable que esa narrativa clásica conformó una visión típica y característica del agente colectivo basada en la hipertrofia de algunos elementos. Traspuso las experiencias –o parte de las experiencias– de una zona específica como Buenos Aires a la Argentina en su conjunto, de tal manera que investigaciones posteriores la entendieron muy “porteño céntrica”. La lista de ocho organismos sancionada por importantes investigadores, adquirió características canónicas e, incluso, incidió en quienes trataron de reflejar la complejidad del movimiento »<sup>63</sup>

Ceci est fondamental lorsque l'on se concentre sur les survivants et survivantes individuels et/ou les organisations que certains d'entre eux et d'entre elles choisissent pour se sentir représentés et représentées, étant donné que beaucoup d'entre eux et d'entre elles ont contribué à maintenir la vitalité de différentes organisations de défense des droits humains ainsi qu'à entretenir divers espaces de mémoire, y compris, parmi ces derniers, les sites de mémoire situés dans les locaux des anciens camps clandestins. En outre, et paradoxalement, si *les mémoires* des victimes directes et indirectes ont pris forme jusqu'au s'imposer au milieu des années 1990 comme un paramètre de lecture autonome, dans le même processus, une partie importante des mémoires de ceux et celles qui ont vécu la disparition dans le ventre même de la bête ont également été réduites au silence. Cela nous amène à nous demander, dans un sens large qui englobe à la fois l'Association des anciens détenus-disparus et les individus qui ont survécu, quel espace les survivants et les survivantes ont eu et ont actuellement au sein du Mouvement avec lequel ils partagent les demandes de vérité et de justice ; quels sont les acteurs mémoriels qui ont laissé leur empreinte et qui façonnent aujourd'hui idéologiquement et politiquement le

---

<sup>63</sup> « La grande variété des contributions générées dans le domaine académique ne peut être confinée à une poignée de lignes interprétatives, sous peine de simplification. Mais il est indéniable que ce récit classique a façonné une vision typique et caractéristique de l'agent collectif basée sur l'hypertrophie de certains éléments. Il transposait les expériences - ou une partie des expériences - d'une région spécifique telle que Buenos Aires à l'ensemble de l'Argentine, de telle sorte que les recherches ultérieures l'ont compris comme très 'porteño centrique'. La liste des huit organismes, sanctionnée par d'importants chercheurs, a acquis des caractéristiques canoniques et a même influencé ceux qui ont essayé de refléter la complexité du mouvement » Luciano Alonso *Qué digan dónde están.. Una historia de los derechos humanos en Argentina*. Buenos Aires, Prometeo, 2022.

passé qui sera transmis aux nouvelles générations, quelles sont les voix qui émergent et dominant dans la polyphonie des récits et, en particulier, quel est le statut de la parole des survivants et survivantes dans ce cadre particulier que nous venons de décrire.

Toutefois, il ne suffit pas de reconnaître les identités multiples des victimes de la politique de la disparition et d'affirmer que dans le jeu mémoriel, les voix des survivants et survivantes n'ont été ni choisies ni privilégiées. Inévitablement, il faut se demander si ce fait correspond en partie aux représentations que ces récits de la disparition apportent, c'est-à-dire s'ils sont lisibles ou si, au contraire, la traversée du camp clandestin, colonne vertébrale de cette politique, fait partie des horreurs indicibles. Si la disparition peut être une absence conjuguée au présent, qu'advient-il de ceux et celles pour qui elle a été la transition entre deux états : ils étaient disparus et ils sont apparus, elles étaient disparues et elles sont apparues. Est-il possible de revenir de la disparition, de survivre et de raconter la vie dans les *chupaderos*<sup>64</sup>, un lieu sans loi au-delà de tout langage ? Est-il possible de trouver un public capable ou désireux d'écouter ce témoignage ? Y a-t-il des mots qui peuvent faire comprendre à la société ce que signifie vivre l'expérience de la disparition ? Peut-on « écouter les cris » de ceux qui sont passés par les camps clandestins sans les rendre coupables de leur libération ? Le cas argentin révèle qu'il n'y a pas de crimes et de monstruosité qui ne puissent pas être racontés. Il existe cependant des limites à la parole d'un autre ordre et un conditionnement idéologico-politique à l'écoute. Ces limites empêchent ou entravent la compréhension de l'horreur et de la mesure dans laquelle les crimes ont affecté le tissu social dans son ensemble. D'autre part, l'expérience argentine montre également qu'il existe un langage qui naît avec la disparition, et bien que ce langage ne soit pas nécessairement compris, raconter l'extrême horreur est une tâche à laquelle, tôt ou tard, la plupart des survivants ont dû faire face. Au cours des dernières décennies, les marges du contexte de réception n'étaient certainement pas propices à l'expression d'une parole brute, blessée, désireuse d'être reconnue. Il y aura probablement toujours un fossé entre *ce qui pourrait être dit* et *ce qui est effectivement dit dans l'espoir d'être entendu*. Et il est certain que, jusqu'à ce que les derniers et dernières d'entre eux et d'entre elles, les survivants et les survivantes, cessent de respirer, ils et elles continueront à s'efforcer de construire des variantes du langage qui leur permettent de dire ce qui ne peut être dit. Le dilemme est en quelque sorte insoluble : comment parler de l'intérieur si

---

<sup>64</sup> Synonyme de camp clandestin de détention, de torture et d'extermination (disparition).

l'on est à l'extérieur, comment raconter le camp sans y rentrer à nouveau, comment sortir et raconter, comment vivre à l'extérieur si une partie de soi reste à l'intérieur pour toujours?

Cependant, malgré toutes les barrières qu'elle a rencontrées sur son chemin, l'expression de la parole des survivants et survivantes a réussi à survivre par elle-même, et la transmission de l'expérience de la barbarie racontée à la première personne est aujourd'hui une réalité. Incomplète, il est vrai, fragmentée et disloquée, mais elle existe. Ainsi, si le récit-témoignage naît, se déploie et s'offre à ceux et celles qui veulent se l'approprier, comment ce parcours se produit-il et évolue-t-il ? Comment un survivant, une survivante parvient-il/elle à témoigner et à transmettre son expérience ? Comment ceux et celles qui sont apparus et apparues transmutent-ils/elles de la condition de survivants et survivantes à celle d'acteurs individuels et collectifs qui assument leur survie et se sentent capables de révéler leur histoire ? Et d'autre part, quel statut est donné à cette parole par la société ou les groupes qui se sentent intéressés et attirés par ces « révélations » ? Ces questions ont constitué les principaux objectifs que nous avons cherché à atteindre dans notre recherche. Afin d'y répondre au mieux, il était nécessaire d'observer les conditions qui ont entouré et entourent actuellement les récits et témoignages des survivants et des survivantes et d'identifier les différents interlocuteurs qu'ils/elles ont rencontrés au cours du travail de mémoire qu'ils/elles ont entrepris. Cela a conduit à l'observation de la dynamique du processus de recomposition identitaire par lequel ils sont passés et à la vérification du degré de résilience individuelle et collective qu'ils/elles ont réussi à atteindre. Notre intérêt se porte sur l'intersection entre la dimension subjective individuelle et la dimension collective incarnée par les acteurs qui prétendent représenter l'ex détenu disparu et l'ex détenue disparue. À partir de ce point d'intersection, notre thèse tente de montrer **comment se révèle la parole du survivant et de la survivante du terrorisme d'État en Argentine, quelle est la temporalité de ce processus et quel impact il a eu et continue d'avoir sur la société**. Nous tenterons de contribuer à la réflexion sur le lien existant entre les modalités des manifestations des survivants et survivantes et les représentations qui agissent sur eux et sur elles, les cataloguant dans la catégorie des témoins nécessaires de l'histoire de la violence extrême. Avec notre travail, nous tenterons de contribuer à la compréhension de ce problème en présentant un échantillon de la diversité des variables expressives avec lesquelles se manifeste le discours des survivants et des survivantes, en exposant comment ces

différentes modalités sont insérées dans un répertoire d'actions et de discours partagés avec d'autres acteurs. A partir de là, nous tenterons de discuter de l'autonomie du récit post-concentrationnaire lorsqu'il émerge des victimes directes et nous verrons les traces qui ont été laissées simultanément dans les politiques publiques des droits humains et dans les mémoires qui servent de substrat à la réécriture du passé récent. Ainsi, l'étude de la parole du survivant et de la survivante ira de pair avec l'analyse de l'*universel vide* constitué par la disparition et rempli par les différentes figures du disparu, de la disparue, de l'assassiné et de l'assassinée puisque les absents et les absentes sont un élément essentiel de la triade disparu-survivant-apparu/disparue-survivante-apparue ou, pour le dire autrement, la disparition est une opposition constitutive de l'apparition.

*Apparaître. Le statut de la parole du survivant et de la survivante des camps clandestins de détention, torture et extermination (disparition) dans la construction des mémoires du terrorisme d'Etat* s'intéresse à une voix omniprésente mais souvent ignorée, à une parole transhumante, complexe, nuancée. Une voix qui jusqu'à présent, et peut-être à cause de sa grande dispersion, n'a pas fait l'objet d'une analyse académique de l'importance qu'elle a dans l'élaboration du passé et simultanément dans la construction du futur.

## **Les survivants et les survivantes en tant qu'" objet " d'étude.**

### **L'état de la question.**

Il existe relativement peu d'ouvrages qui se concentrent spécifiquement sur ceux et celles qui sont revenus et revenues des camps clandestins, et rares encore sont ceux qui proviennent exclusivement de l'activité des historiens et des historiennes. L'un des premiers textes à traiter de la figure du survivant et de la survivante est celui d'Ana Longoni, publié en 2007<sup>65</sup>, issue du domaine de la critique littéraire et de l'analyse des représentations. L'auteure y met l'accent sur la condamnation éthique à laquelle sont confrontés les survivants et les survivantes pour le simple fait d'être en vie. Son corpus est constitué de trois romans qui ont connu une grande diffusion publique à l'époque – *Recuerdos de la muerte (Le souvenir de la mort)*, de Miguel Bonasso ; *Los compañeros*

---

<sup>65</sup> Ana Longoni, *Traiciones. La figura del traidor en los relatos acerca de los sobrevivientes de la represión*. Buenos Aires, Norma, 2007.

(*Les compagnons*), de Rolo Diez ; et *El fin de la historia (La fin de l'histoire)*, de Liliana Heker<sup>66</sup> – et qui se situent sur cette ligne fragile qui sépare la non-fiction de la fiction. S'appuyant sur des événements réels, leurs auteurs et auteures, s'appropriant de l'univers des interprétations issues du militantisme révolutionnaire, mettent en cause le survivant et la survivante les associant à la figure du collaborateur et de la collaboratrice ou en s'interrogeant sur le comportement qui a donné lieu à la survie, supposant dans ce questionnement que celui ou celle qui a survécu a échoué en tant que militant et militante. Cette identification du survivant et de la survivante avec *le héros déchu, le traître*, est au centre de l'œuvre de Longoni. L'auteure s'interroge sur le rôle de la littérature lorsqu'elle s'érige en « tribunal disciplinaire contre les survivants »<sup>67</sup> et conclut sur la nécessité qu'au contraire, cet art prenne ses responsabilités en tant que support de stéréotypes et « répare » les représentations précédemment véhiculées, acceptant par cet acte la condition de victimes pour tous ceux et toutes celles qui ont été en contact avec le « Mal ». Ce premier travail, bien que précieux, laisse de côté les limites de la légitimité du survivant et de la survivante dans d'autres sphères telles que le mouvement des droits humains et le système judiciaire, sphères dans lesquelles cette discussion sur *la vie après les camps* a également eu sa place et son importance. Des années plus tard, Mariana Tello Weiss, dans plusieurs de ses articles, est revenue sur le thème de la collaboration et de la trahison dans l'expérience concentrationnaire, mais cette fois en prenant comme objet d'étude non pas une ou plusieurs œuvres littéraires, mais les témoignages des survivants du CCDTyE « La Perla »<sup>68</sup>. Dans le même ordre d'idées, le texte conjoint de Claudia Feld et Luciana Messina, « En torno a la palabra testimonial de los sobrevivientes : testigos legitimados y denegados de los centros clandestinos de detención en Argentina » (« Autour du témoignage des survivants et des survivantes : témoins légitimés et niés des centres de détention clandestins en Argentine »), met l'accent sur les facteurs qui ont fait que les voix de certains survivants et survivantes ont été plus légitimées que d'autres aux yeux de la société, et y suppose que la suspicion qui entourait la survie des anciens détenus disparus et des anciennes détenues disparues a été l'un des principaux obstacles à leur

---

<sup>66</sup> Miguel Bonasso, *Recuerdo de la muerte*. Buenos Aires, Planeta, 1984; Rolo Diez. *Los compañeros*. Buenos Aires, De la Campana, 2000, Liliana Heker, *El fin de la historia*. Buenos Aires, Alfaguara, 1996

<sup>67</sup> Longoni Ob.Cit. Page 204

<sup>68</sup> Mariana Tello Weiss, « Una vara con qué medirnos : una lectura antropológica sobre los sentidos de la transgresión y la 'traición' en las memorias sobre la militancia en 'los 70s ' ». Dans *Contenciosa*, année II, numéro 3, second semestre 2014. <https://doi.org/10.14409/contenciosa.v0i3.5076>

capacité à jouer un rôle significatif dans la sphère publique. Feld et Messina incluent ces survivants et survivantes sans voix dans la catégorie des *témoins niés*<sup>69</sup>. Dans le texte de Longoni, l'idée du survivant et de la survivante en tant que témoin est déjà présente, mais c'est dans le contexte de la réouverture des procès pour crimes contre l'humanité qu'émergera une série d'œuvres qui se concentreront sur cet axe, en l'analysant depuis des lieux et des perspectives très différents. Le plus emblématique, à notre avis, est le livre *El ex detenido desaparecido como testigo de los juicios por crímenes de lesa humanidad* (*L'ex-détenu disparu comme témoin dans les procès pour crimes contre l'humanité*), qui est issu du croisement entre le droit et la psychologie. Ses auteurs sont Eduardo Luis Duhalde et Fabiana Rousseaux<sup>70</sup>. Duhalde aborde deux catégories essentielles dans le domaine juridique. D'une part, il soutient que l'opacité de la définition de « témoin-victime », en ne séparant pas du groupe des victimes celles qui ont été retenus captifs et retenues captives dans un camp clandestin, les ampute de leur spécificité. Deuxièmement, il s'attaque à l'utilisation du terme « revictimisation », puisque selon cette logique, l'acte de témoigner équivaudrait à la détention illégale. Rousseaux, psychologue et fille de disparu, qui au moment de la publication de ce livre terminait ses fonctions de directrice du centre d'aide aux victimes de l'hôpital Ulloa, se concentre sur les seuils du discours et discute du rôle de la vérité dans la réparation possible des victimes, en supposant que, pour que cette réparation ait lieu, il est nécessaire que l'État reconnaisse la particularité constitutive de celui ou celle qui témoigne ainsi que la spécificité de chaque cas. Ainsi que le *Manual para víctimas y testigos en causas vinculadas al terrorismo de Estado* (*Manuel pour les victimes et les témoins dans les procès liés au terrorisme d'État*)<sup>71</sup>, publié par l'Instituto Espacio para la Memoria et coordonné par la psychologue, survivante et fille de disparu, Ana María Careaga, et une série de documents similaires<sup>72</sup>

---

<sup>69</sup> Feld, Claudia et Messina, Luciana. « En torno a la palabra testimonial de los sobrevivientes : testigos legitimados y denegados de los centros clandestinos de detención en Argentina », in *Tramas*, no41, pp.43-77, 2014.

<sup>70</sup> Eduardo Luis Duhalde y Fabiana Rousseaux, *El ex detenido desaparecido como testigo de los juicios por crímenes de lesa humanidad*, Buenos Aires, Fundación Eduardo Luis Duhalde, 2015.

<sup>71</sup> Instituto Espacio para la Memoria, *Manual para víctimas y testigos en causas vinculadas al terrorismo de Estado*, Buenos Aires, 2012. Ver también H. Schapiro, J. Noguera y E. Salatino, *Protección de víctima y testigos en procesos por delitos de lesa humanidad*, La Plata, Librería editorial platense, 2010.

<sup>72</sup> Série : Normas y acciones en un Estado de Derecho : SDHN, *Consecuencias actuales del terrorismo de Estado en la salud mental*, Buenos Aires, 2006; SDHN, *Acompañamiento a testigos en los juicios contra el terrorismo de Estado. Estrategias de intervención*, Buenos Aires, 2008 y SDHN, *Acompañamiento a testigos en los juicios contra el terrorismo de Estado. Primeras experiencias*, Buenos Aires, 2009.

destinés à être lus par les survivants, les survivantes, les militants, les militantes et le grand public, le texte de Duhalde et Rousseaux fournit une première analyse de la situation du survivant et de la survivante et des catégories qui le définissent, dont l'utilité dépasse la sphère judiciaire et complète ainsi les premiers concepts exprimés par Duhalde lui-même dans « La política detenciones-desapariciones como metodología central » (« La politique de détention-disparition comme méthodologie capitale »), un chapitre de l'ouvrage pionnier *El Estado terrorista argentino (L'État terroriste argentin)*<sup>73</sup>. Ces textes et documents ont été particulièrement pris en compte dans cette thèse lors de l'écoute des témoignages qui ont eu lieu dans les tribunaux et mis en relation avec les classiques de la théorie victimologique latino-américaine<sup>74</sup> et française<sup>75</sup>, deux traditions nettement différentes.

Comme nous l'avons expliqué, les multiples aspects à partir desquels on peut étudier l'époque des révoltes et de la répression, et ce qu'il en reste non seulement dans les mémoires mais aussi dans les pratiques sociales et militantes actuelles, ont fait que l'analyse de la figure du témoin-victime dans le champ des sciences sociales a pris différentes variantes. Tout d'abord, il faut dire qu'au cours de la dernière décennie, ce thème – celui du témoin-victime – s'est forgé une place dans le champ des études mémorielles, notamment pour rendre compte – comme nous l'avons dit au paragraphe précédent – de la présence des témoins dans les processus judiciaires, mais pas seulement. Différentes institutions académiques ont ouvert de nouvelles lignes de recherche qui incluent d'une manière ou d'une autre les témoins, les survivants et les survivantes et les témoignages. Il s'agit notamment de l'Institut de Hautes Études Sociales de l'Université Nationale de San Martín, de l'Institut de Développement Économique et Social, Noyau de Études sur la Memoria, de l'Institut de Recherche Gino Germani de la faculté des sciences sociales de l'Université de Buenos Aires, et du Centre de Études sur le Genocidio de l'Université Nationale de Tres de Febrero. L'Université de la Plata et l'Université de

---

<sup>73</sup> Eduardo Luis Duhalde, *El Estado terrorista argentino. Edición definitiva* (póstuma), Buenos Aires, Colihue, 2013, Página 137 et suiv.

<sup>74</sup> Nous nous référons aux ouvrages de Elías Neuman, *Victimología, Tomo I*, Buenos Aires, Editorial Universidad, 1994, *Victimología, Tomo II*, Buenos Aires, Editorial Universidad, 1994 et *Victimología, Tomo III*, Buenos Aires, Editorial Universidad, 1995 ; de Lola Aniyar de Castro, *Victimología*, Venezuela, Centro de Investigaciones Criminológicas, 1969 et de Hilda Marchiori, *La víctima*, Córdoba, Marcos Lerner, 1996.

<sup>75</sup> Voir: Gérard Lopez, *La victimologie*, Paris, Dalloz, 2014, Carola Damiani, *Les victimes. Violences publiques et crimes privés*, Paris, Bayard, 1997 y Guillaume Erner, *La société des victimes*, Paris, La découverte, 2006.



Cuyo sont également particulièrement prolifiques dans ce domaine, bien que dans ces deux cas l'accent soit principalement mis sur les trajectoires militantes et que les survivants semblent donc subsumés dans cette autre catégorie.

La superposition entre la figure du témoin et du survivant, ou du survivant en tant que narrateur des pratiques répressives, se reflète dans les travaux issus du courant de recherche "études des pratiques génocidaires", qui fait partie du Centre de recherche sur le génocide (UNTREF/UBA). En utilisant les travaux de Daniel Feierstein<sup>76</sup> comme matrice théorique, cette recherche met en relation les événements survenus en Argentine avec des génocides tels que les génocides nazi, turc et rwandais, entre autres, et analyse le rôle de ceux et celles qui ont survécu aux « pratiques sociales génocidaires » locales, en définissant ces dernières sur la base des similitudes structurelles qu'elles présentent avec d'autres modèles répressifs « génocidaires » :

« El concepto de prácticas sociales genocidas fue creado para dar cuenta de los elementos comunes presentes en el uso del dispositivo concentracionario en distintos casos históricos, y busca abarcar el conjunto de los genocidios que se propusieron la reorganización de las relaciones sociales en aquellos territorios en los que se implementaron, particularmente durante la segunda mitad del siglo XX »<sup>77</sup>

Ce courant d'études comparatistes discute de l'utilisation en Argentine de la terminologie des crimes contre l'humanité plutôt que celle du génocide, en privilégiant cette dernière comme norme pour comprendre l'histoire récente et pour exiger légalement la condamnation des responsables des disparitions forcées de personnes et des enlèvements et tortures infligés aux survivants et survivantes :

« La divergencia central en la utilización de ambos conceptos no pasa por el carácter político o no de los hechos, ya que no existen casos 'no políticos'. Por el contrario, el eje de la diferenciación jurídica radica en que el concepto de crímenes de lesa humanidad solo hace visible y comprensible el delito puntual cometido por el perpetrador (el asesinato, la tortura, la violación, etc.) ya que define acciones puntuales

---

Voir principalement: Daniel Feierstein *Introducción a los estudios sobre genocidio*, Buenos Aires, Fondo de cultura económica, 2016 y Daniel Feierstein, *El genocidio como practica social. Entre el nazismo y la experiencia argentina*. Buenos Aires, Fondo de cultura económica, 2007.

<sup>77</sup> « Le concept de pratiques sociales génocidaires a été créé pour rendre compte des éléments communs présents dans l'utilisation du dispositif concentrationnaire dans différents cas historiques, et cherche à couvrir l'ensemble des génocides qui visaient à réorganiser les relations sociales dans les territoires où ils ont été mis en œuvre, notamment au cours de la seconde moitié du XXe siècle » Daniel Feierstein *Introducción a los estudios sobre genocidio*, Buenos Aires, Fondo de cultura económica, 2016, página 31.

cometidas contra sujetos indiscriminados (población civil), mientras que el concepto de genocidio restablece la finalidad de la acción, dirigida al conjunto de la población en tanto grupo nacional, en tanto expresión de relaciones sociales, y, de esa forma, permite que dicha sociedad pueda interrogarse acerca de los efectos que el aniquilamiento ha generado en sus propias prácticas, quebrando la ajenización, lo que aparecería inicialmente como el sufrimiento de los otros (aquellos asesinados, desaparecidos, sobrevivientes o familiares). El concepto de genocidio restablece la intencionalidad en la elección de las víctimas, al arrancarlas del papel de "inocencia abstracta" al que las arroja el concepto de crímenes de lesa humanidad y pasar a entenderlas como un "grupo", elegido no aleatoriamente sino causalmente para que su desaparición genere una serie de transformaciones en el conjunto de la nación, la destrucción parcial del grupo nacional, la 'imposición de la identidad del opresor', tal como lo entendía Lemkin. »<sup>78</sup>

Sans trop nous avancer, étant donné que nous reviendrons sur l'utilisation du mot génocide et la discussion qu'elle entraîne dans la deuxième partie de cette thèse, nous pensons qu'il est opportun de signaler qu'au-delà des disquisitions théoriques que nous pourrions faire, l'utilisation politique et culturelle du mot génocide est un fait chez les militants argentins, au moins depuis le 24 mars 1976. C'est ce que l'on peut lire dans les premières pages du rapport IV de la CADHU : « Le génocide comme politique d'Etat »<sup>79</sup>. De cette sphère militante, le concept a ensuite été transféré au MDDHH, à la société dans son ensemble, et s'est reflété dans les demandes judiciaires, notamment dans les procès intentés par les associations de victimes directes. Il est donc nécessaire de prendre en compte ce que les survivants et les survivantes veulent dire lorsqu'ils et elles s'expriment de cette manière. Il ne s'agit pas nécessairement d'adhérer à un usage indiscriminé du terme ou de l'adopter comme un cadre de référence si général qu'en l'appliquant, d'une

---

<sup>78</sup> « La différence centrale dans l'utilisation des deux concepts ne réside pas dans la nature politique ou apolitique des actes, puisqu'il n'existe pas de cas "apolitiques". Au contraire, le cœur de la différenciation juridique réside dans le fait que le concept de crime contre l'humanité ne rend visible et compréhensible que le crime spécifique commis par l'auteur (meurtre, torture, viol, etc.), car il définit des actions spécifiques commises contre des sujets indiscriminés (population indiscriminée, population civile), tandis que le concept de génocide rétablit la finalité de l'action, dirigée contre la population dans son ensemble en tant que groupe national, en tant qu'expression des relations sociales, et permet ainsi à la société de s'interroger sur les effets que l'anéantissement a générés dans ses propres pratiques, en brisant l'aliénation, qui apparaîtrait initialement comme la souffrance des autres (assassinés, disparus, survivants ou proches). Le concept de génocide rétablit l'intentionnalité dans le choix des victimes, en les retirant du rôle d'innocence abstraite' auquel les cantonne le concept de crime contre l'humanité et en les comprenant comme un 'groupe', choisi non pas au hasard mais de manière causale, de sorte que leur disparition engendre une série de transformations de la nation dans son ensemble, la destruction partielle du groupe national, 'l'imposition de l'identité de l'opresseur', comme l'entendait Lemkin » Daniel Feierstein Ob.cit. página 456.

<sup>79</sup> CADHU, informe IV, Buenos Aires, novembre 1976. Page 3.

part, on perd de vue les spécificités du cas national et régional et, d'autre part, on écarte les expériences subjectives et le travail de mémoire que les survivants et les survivantes effectuent avec leurs difficultés.

La recherche de Christian Dür, *Memorias incomodas (Des mémoires incofortables)*, s'inscrit dans cette lignée, associant les témoignages des survivants et survivantes au mécanisme de la disparition, au centre duquel se trouvent les camps clandestins. Avec la Shoa comme toile de fond, Dür se propose spécifiquement d'analyser le fonctionnement du CCDTyE et « le type de pouvoir qu'il exerçait sur les prisonniers et ce que tout cela signifiait pour la société dans son ensemble »<sup>80</sup>. Dans un ouvrage beaucoup plus récent, *Tras las huellas del terror. El operativo independencia y el comienzo del genocidio en Argentina (Sur les traces de la terreur. L'opération indépendance et le début du génocide en Argentine)*, Ana Jemio reconstruit cette période en analysant les pratiques répressives de contrôle de la population et les politiques de légitimité utilisées par les militaires pour exercer la terreur. Ce livre n'est pas le premier à traiter de la gestation d'un nouveau mode d'exercice du pouvoir dont on sait qu'il se répandra ensuite sur tout le territoire, mais il a la particularité d'avoir été conçu à partir de l'activisme d'une survivante. Margarita Cruz, membre du Groupe de recherche sur le génocide de Tucumán, lorsqu'elle a demandé à Jemio de rejoindre cette équipe, a établi la ligne directrice suivante pour son travail : « Je veux savoir ce qui se passait à l'extérieur du camp, pas dans *l'Escuelita*<sup>81</sup> mais dans le village »<sup>82</sup>. C'est à partir de cette affirmation et en faisant siens les besoins d'une personne retenue en captivité que, comme elle le dit, l'auteure commence à entrevoir les problèmes qui donneront lieu à sa thèse de doctorat. Au-delà de la qualité manifeste et des contributions qu'elles apportent au domaine des études de la mémoire (Dür) et de l'historiographie (Jemio), les deux études que nous venons de mentionner – analysées du point de vue de la place qu'y occupent les survivants et survivantes – souffrent de l'aspect subjectif. Et, bien que légèrement plus présents dans Dür, tous deux réduisent en quelque sorte le survivant et la survivante à un simple chroniqueur de l'horreur et de ses circonstances. Nous trouvons également quelque chose de similaire dans les textes des contributeurs de la revue *Tela de juicio. Debates en torno*

---

<sup>80</sup> Christian Dür, *Memorias incómodas*, Buenos Aires, Trenenmovimiento, 2017. Page 18.

<sup>81</sup> Nom du CCDTyE dans lequel elle avait été sequestrée.

<sup>82</sup> Ana Jemio, *Tras las huellas del terror. El operativo independencia y el comienzo del genocidio en Argentina*, Buenos Aires, Prometeo, 2021, page 171.

*a las practicas sociales genocidas (Tela de juicio*<sup>83</sup>. *Débats autour des pratiques sociales génocidaires*), publié par l'équipe d'Assistance Sociologique aux Poursuites judiciaires. Dans l'article de Natalia Crocco, Ludmila Schneider et Malena Silveira, « La palabra de los sobrevivientes en el proceso de elaboración del genocidio argentino (1975-1983) »<sup>84</sup>, les auteurs décrivent le problème de la intégration de la voix du témoin dans le récit judiciaire et les inconvénients pour eux et pour la société dans son ensemble si, lorsqu'ils et elles témoignent, leur militantisme politique et leurs expériences personnelles à l'intérieur des camps clandestins sont omis. Les auteures insistent sur le fait que ce qu'il est souhaitable de connaître pour comprendre les faits historiques, ce sont les pratiques et les identités politiques antérieures à l'enlèvement, ce qui n'est pas totalement faux mais qui nous semble insuffisant. D'autre part, et c'est là le point le plus important, personne ne peut ni ne pourra jamais garantir que tous et toutes les témoins sont ou seront en mesure de parler de leur militantisme, ni qu'ils et elles veulent ou voudront le faire. Ce qui est demandé par certains survivants et certaines survivantes n'est pas le besoin de l'ensemble. En acceptant cette demande et en ignorant les autres, on s'adresse à un groupe particulier de survivants et survivantes et on confond la demande de justice avec l'externalisation publique du passé de ceux et celles qui la réclament.

Dans une toute autre perspective, accompagnant la plus grande visibilité du sujet, de nombreux articles sont parus et ont circulé, issus de thèses et de mémoires en cours ou de thèses achevées au cours des 5 dernières années et non encore publiées. Avec leurs particularités et leurs cadres territoriaux, ils se sont appuyés sur l'approche biographique. Ainsi, en focalisant leur intérêt sur la survie, ils ont tenté de rendre compte des subjectivités des victimes et surtout des survivants et survivantes. Les travaux les plus complets que nous ayons pu lire et qui correspondent à cette ligne analytique qui, il est important de le souligner, n'est pas totalement étrangère à nos propres recherches, sont peut-être ceux de Julieta Lampasona qui, à partir d'entretiens d'archives et des siens, rend compte du « caractère multiple, non linéaire et conflictuel de la sortie et/ou de la

---

<sup>83</sup> Jeu de mots qui met en valeur le fait que dernier un procès judiciaire il ya beaucoup de matière à observer.

<sup>84</sup> Natalia Crocco, Ludmila Schneider, Malena Silveira, « La palabra de los sobrevivientes en el proceso de elaboración del genocidio argentino (1975-1983) ». *Tela de juicio. Debates en torno a las practicas sociales genocidas. 2*. Buenos Aires, 2015

réinscription des survivants dans la sphère publique »<sup>85</sup>. Lampasona – en corrélation avec les silences, les ruptures et les prises de parole que l'on peut observer chez les survivants et survivantes – établit certaines étapes et esquisse une périodisation du discours des témoins, en utilisant l'idée de traumatisme importée de la psychanalyse comme schéma de compréhension et d'application dans ses propres analyses. Dans le cadre de ses études post-doctorales, et proche à la méthodologie de l'histoire de vie, l'article de Luciana Messina intitulé « Reflexiones en torno a la práctica testimonial sobre la experiencia concentracionaria en Argentina »<sup>86</sup> (« Réflexions sur la pratique du témoignage de l'expérience concentrationnaire en Argentine ») s'apparente au travail de Lampasona. Messina fonde son analyse sur deux entretiens approfondis avec Miguel D'Agostino, *témoin autorisé* et survivant du CCDTyE « El Atlético », qui – d'après notre propre expérience – pourrait être décrit comme un témoin verbeux et emblématique, reconnu par ses propres collègues comme « celui qui a toujours parlé ». La proposition de Messina est de déterminer comment une pratique testimoniale s'exerce par rapport à l'expérience du témoin. Cristian Rama, quant à lui, dans « La re-vinculación como problemática del proceso de reaparición de los sobrevivientes de los centros clandestinos de detención en Buenos Aires » (« La réinscription comme problématique dans le processus de réapparition des survivants des centres de détention clandestins de Buenos Aires »)<sup>87</sup>, propose de réfléchir au travail que les survivants et survivantes doivent effectuer pour renouer avec leur environnement en investiguant chez les témoins les aspects constitutifs de l'identité que l'on peut retrouver dans leurs biographies. De ses observations, Rama déduit que les survivants et les survivantes :

« En los primeros años de la dictadura se habrían encontrado con mayores niveles de aislamiento, ya que los antiguos lazos sociales

---

<sup>85</sup> Voir: Lampasona Julieta, (Re)apariciones: los sobrevivientes salen a la escena pública. *Revista Mexicana de Sociología* vol.82 no.3 Ciudad de México jul./sep. 2020, <https://doi.org/10.22201/iis.01882503p.2020.3.58499>

Lampasona, Julieta. « La temporalidad del testimonio. Inscripciones y registros temporales en los relatos acerca de la experiencia concentracionaria », en IX Jornadas de Sociología de la UBA, Facultad de Ciencias Sociales, 8 al 12 de agosto de 2011, <https://cdsa.academica.org/000-034/175.pdf>

<sup>86</sup> Messina, Luciana (2012). Messina, Luciana (2012). « Reflexiones en torno a la práctica testimonial sobre la experiencia concentracionaria en Argentina ». *Sociedad y Economía* 23: 37-58. <http://www.scielo.org.co/pdf/soec/n23/n23a03.pdf>

<sup>87</sup> Cristian Rama, « La re-vinculación como problemática del proceso de reaparición de los sobrevivientes de los centros clandestinos de detención en Buenos Aires », *Revista de Historia*, N° 18, Noviembre 2017, pp. 73-101 Departamento de Historia, Facultad de Humanidades, Universidad Nacional del Comahue. <http://revele.uncoma.edu.ar/index.php/historia/article/view/1769/html>

ligados a la militancia política fueron o estaban siendo cercenados por la represión en la fase más intensa, produciendo la mayor cantidad de desaparecidos y de exiliados. En cambio, hacia su ocaso, sobre todo después de la derrota de Malvinas, con los espacios ganados por el heterogéneo arco de sectores opositores a la dictadura, y a comienzos del periodo democrático, algunos se fueron reencontrando con compañeros que estuvieron en el exilio o que salían de prisión. De todas maneras, propongo el análisis en una temporalidad flexible, ya que si bien el *proceso de reaparición* comienza durante años de dictadura, sus problemáticas se extienden en el tiempo, algunas hasta el presente. [...] El concepto surge de las dificultades para poder nombrar lo que han padecido luego de reaparecer. [...] Dentro del marco del *proceso de reaparición*, la re-vinculación es un momento clave, porque en el armado o rearmado de relaciones hubo determinaciones en cuanto a la forma de abordar sus propias experiencias »<sup>88</sup>.

Si nous nous attardons sur cette citation, c'est parce qu'il y a dans ce travail une recherche parfois similaire à celle que nous avons menée tout au long de nos observations sur le terrain. Cependant, nous sommes en désaccord avec Rama sur deux aspects fondamentaux. Le premier est le concept de « réapparition » puisque ce que nous allons tenter de démontrer dans cette thèse est précisément le contraire : sa non-existence. Il n'est pas possible de réapparaître après la rupture subjective produite simultanément par le passage dans les camps clandestins et le changement sociétal que l'état d'exception a signifié. Le survivant, la survivante, ne revient pas « là où il s'est arrêté », au contraire, « en partant », il se situe d'une autre manière en marge de la société concentrationnaire, très différente de la précédente. Pensons au cas d'Oswaldo Barros, militant et frère de l'enseignant Guillermo Barros, un disparu dont le corps a été remis peu après. En tant que membre militant de sa famille, stigmatisé et vivant dans la clandestinité, il était déjà en marge de la société telle qu'elle était perçue par la majorité de la population. Cependant, lorsqu'à son tour il aussi disparaît, le passage par le camp clandestin l'empêche de

---

<sup>88</sup> « Dans les premières années de la dictature, ils étaient plus isolés, car les anciens liens sociaux liés au militantisme politique étaient ou étaient en train d'être rompus par la répression dans sa phase la plus intense, produisant le plus grand nombre de disparus et d'exilés. Par contre, vers son déclin, surtout après la défaite des Malouines, avec les espaces gagnés par l'arc hétérogène des secteurs opposés à la dictature, et au début de la période démocratique, certains ont retrouvé des camarades qui étaient en exil ou qui sortaient de prison. Dans tous les cas, je propose une analyse temporelle flexible, car bien que le processus de réapparition ait commencé pendant les années de la dictature, ses enjeux s'étendent dans le temps, certains jusqu'à aujourd'hui. [...] Le concept découle de la difficulté de pouvoir nommer ce qu'ils ont subi après leur réapparition. [...] Dans le cadre du processus de réapparition, le rétablissement des liens est un moment clé, parce que dans la construction ou la reconstruction des relations, il y a eu des déterminations sur la façon de traiter leurs propres expériences » Cristian Rama Ob.Cit.

réapparaître, même sur les bords. À ce moment-là, Osvaldo est un libéré sous surveillance, quelqu'un qui a survécu mais qui est inclus dans la machinerie du terrorisme d'État même contre sa volonté et qui devra vivre avec cette expérience à ses propres frais jusqu'à la fin de ses jours. *L'apparition* est un processus que l'on pourrait qualifier de manière simpliste d'unique et qui ne se déroule pas nécessairement dans son intégralité. **Tous ceux et toutes celles qui survivent n'apparaissent pas.** Par conséquent, le processus de rétablissement des liens va au-delà de l'expérience exprimée en mots et, pour nous, il est particulièrement associé à la survie et plus intensément aux premières années. Ce n'est qu'à un stade ultérieur, et en fonction des liens sociaux construits, que le processus de réinscription et de réintégration sociale et politique peut être associé à l'apparition de l'ex détenu disparu et de la ex détenue disparue. Ceci nous amène au deuxième désaccord que nous avons avec ce travail et avec ceux présentés ci-dessus. Les biographies, selon nous, permettent de comprendre comment le sujet vit et interprète son expérience, fournissant des éléments sur lesquels l'historiographie peut valablement s'appuyer, ce qui justifie l'énorme intérêt qu'elles suscitent et leur inclusion dans les archives mémorielles. Établir une temporalité implique de dépasser les individualités, même s'il s'agit d'« individualités de poids » dans l'espace public, pour envisager le jeu collectif de la mise en scène des différentes expériences.

En d'autres termes, l'inconvénient de ces travaux qui se concentrent uniquement sur la narration de subjectivités individuelles, et même s'ils rendent compte des obstacles sociaux auxquels le/la témoin est confronté lors de son témoignage, est qu'ils perdent, au moins en partie, la dimension collective qui se cache derrière la tâche de reconstitution identitaire, puisque le dialogue avec le survivant et la survivante ne s'établit pas seulement sur la base de l'écoute des différents groupes sociaux disponibles, mais aussi et surtout avec d'autres personnes dans la même condition. Celui du survivant et de la survivante est avant tout un **dialogue entre pairs qui renforce l'identité adoptée (ex détenu disparu, ex détenue disparue, survivant, survivante, ex détenu, ex détenue, ex séquestré, ex séquestrée, ex prisonnier, ex prisonnière, témoin, victime, militant, militante, apparu, apparue) et qui interroge ce qui est fait politiquement de cette identité.**

Les organisations représentatives de ceux et celles qui ont survécu apparaissent clairement dans l'identification par l'hispaniste Nadia Tahir de l'Asociación de Ex Detenidos Desaparecidos comme un organisation du Mouvement des droits de l'homme.

Tahir affirme que l'entrée de cette organisation produit simultanément un changement (dû au type d'organisation impliquée) et une continuité dans le travail des victimes. En *Argentine, mémoires de la dictature*, l'auteure consacre huit pages à l'AEDD dans lesquelles elle tente de montrer l'évolution de l'organisation depuis « les premiers pas » en 1984 pour devenir, selon sa définition, un « réservoir de témoignages »<sup>89</sup>. Bien qu'il s'agisse de l'une des premières analyses du MDDH à inclure de manière réflexive cette organisation, la manière dont elle aborde (principalement à partir de sources secondaires) la dimension politique contenue dans ses actions publiques, fait qu'en termes de gestion des conflits des subjectivités qui composent l'AEDD, les conclusions auxquelles Tahir parvient ne sont pas toujours entièrement heureuses. Et ce, pour deux raisons : premièrement, parce que les voix enregistrées sont uniquement celles que l'on connaît, et que *qui parle, quand et pourquoi*, fait partie de la discussion interne du groupe. En outre, le porte-parole est toujours quelqu'un qui, avec le soutien du collectif, décide de prendre les risques de l'exposition publique. Ensuite, parce que cette organisation, comme toutes les organisations de victimes, contient des acteurs qui n'appartiennent pas à la catégorie qui les rassemble mais qui viennent s'associer à cette identité et la soutenir. Cela nous ramène à notre affirmation selon laquelle une cartographie du mouvement ne suffit pas si nous n'allons pas voir dans les profondeurs de son tissu associatif.

L'AEDD fait également l'objet d'études dans d'autres travaux réalisés ces dernières années et qui relèvent du domaine de l'histoire du passé récent. Dans « *Porque sabemos la verdad, tenemos memoria, exigimos justicia : la trayectoria de la Asociación de Ex Detenidos-Desaparecidos (1984-2014)* » (« Parce que nous savons la vérité, nous avons la mémoire, nous demandons justice : la trajectoire de l'Association des anciens détenus-disparus (1984-2014) »), Marcos Tolentino, « remet en cause le silence sur l'histoire de l'AEDD » et vise à « retrouver ses revendications et ses pratiques dans son histoire de trente années de lutte pour les droits humains » dans le but d'apporter une contribution à ces connaissances. Tolentino considère qu'il est nécessaire d'aller dans ce sens et de régler cette dette, car l'incorporation de ces militants au Mouvement est pour lui l'un des moyens que les survivants et les survivantes ont trouvé pour pouvoir « vivre en liberté »<sup>90</sup>. A

---

<sup>89</sup> En « Constituer un vivier de témoins: l'Association de ex détenus disparus en Argentine », en *Carrières de témoins de conflits contemporains*. 3, Lorraine, PUN, 2015, Tahir conclut que le statut de l'AEDD est celui d'un "vivier de témoignages », une appréciation qui nous semble discutable.

<sup>90</sup> Tolentino, Marcos. « 'Porque sabemos la verdad, tenemos memoria, exigimos justicia': la trayectoria de la Asociación de Ex Detenidos-Desaparecidos (1984-2014) ». Ponencia presentada en el IX



l'instar de Nadia Tahir, l'auteur expose la configuration de l'association dès ses débuts, puis nous invite à penser ce militantisme particulier comme un choix. Notre thèse dialogue avec cet aspect spécifique du travail de Tolentino et aussi avec l'article de Cristian Rama « Trabajos para la Memoria : reflexiones de sobrevivientes de los CCD en Argentina durante los años de impunidad, breve historia de los primeros seminarios de la AEDD »<sup>91</sup>(« Travaux pour la Mémoire : réflexions des survivants du CCD en Argentine pendant les années d'impunité, une brève histoire des premiers séminaires de l'AEDD »). Rama, s'éloignant ici de la focalisation subjective que nous avons soulignée dans d'autres travaux dont lui est l'auteur, analyse les principaux contenus des deux séminaires ouverts organisés par l'AEDD et la Chaire libre des droits humains de la Faculté de philosophie et de lettres de l'Université de Buenos Aires en 1996 et 1997. L'auteur décrit les raisons de ces séminaires, et retrouve les déclarations faites par les militants de l'AEDD à l'époque. Les séminaires sont considérés par l'organisation comme l'acte de couper (ou du moins l'acte qui a l'intention de) avec l'étrangeté du survivant et de la survivante afin d'approcher ceux et celles qui prétendent que pendant le terrorisme d'état « rien ne leur est arrivé » dans le but que de la rencontre les deux récits<sup>92</sup> puissent être unis. Ce geste politique de l'AEDD est un geste majeur qui aura un impact dans le temps.

Liées à la préhistoire de l'AEDD, les textes de Rodrigo Gonzáles Tizón sont ceux qui, à notre avis, rendent le mieux compte de la complexité de l'action publique des survivants et des survivantes. Dans « La denuncia de la represión clandestina durante la dictadura en Argentina : el caso de los sobrevivientes de Vanguardia Comunista (1978-1983) » (« Dénoncer la répression clandestine pendant la dictature en Argentine : le cas des survivants de Vanguardia Comunista (1978-1983) »), Tizón se concentre sur les mesures accusatoires qui ont eu lieu dans le cadres judiciaire avant le retour du régime constitutionnel démocratique et qui ont été menées par les survivants et les survivantes

---

*Seminario Internacional Políticas de la Memoria*, Buenos Aires, 3-5 de noviembre, 2016. [http://conti.derhuman.jus.gov.ar/2016/11/seminario/mesa\\_29/tolentino\\_mesa\\_29.pdf](http://conti.derhuman.jus.gov.ar/2016/11/seminario/mesa_29/tolentino_mesa_29.pdf)

<sup>91</sup> Cristian Rama «Trabajos para la Memoria: reflexiones de sobrevivientes de los CCD en Argentina durante los años de impunidad, breve historia de los primeros seminarios de la AEDD » Ponencia presentada en el *IX Seminario Internacional Políticas de la Memoria*, Buenos Aires, 3-5 de noviembre, 2016 [http://conti.derhuman.jus.gov.ar/2016/11/seminario/mesa\\_29/rama\\_mesa\\_29.pdf](http://conti.derhuman.jus.gov.ar/2016/11/seminario/mesa_29/rama_mesa_29.pdf)

<sup>92</sup> Extrait de l'ouverture du deuxième séminaire de l'AEDD : "Au début du séminaire, nous avons perçu cette 'aliénation' sociale. Mais, en suivant le développement des rencontres, il semble que ce marquage d'une grande distance entre ceux qui ont été prisonniers et leurs familles, et ceux qui se considèrent comme 'il ne leur est rien arrivé', soit en train de s'effacer", Mimeo, 1997.

du CCDTyE « El Vesubio » (province de Buenos Aires) appartenant à l'organisation politique Vanguardia Comunista souligne Rodriguez Tizón :

« Lejos de asumir una actitud pasiva o limitada a la producción de relatos sobre el cautiverio clandestino, los sobrevivientes de VC desplegaron durante los años de dictadura, en el marco de un colectivo de denuncia más amplio, diversas iniciativas que incluyeron, entre otras, la publicación de solicitadas en la prensa local, la presentación de escritos judiciales y la difusión de los crímenes de la Junta Militar ante diversos interlocutores internacionales. De este modo fue posible acumular, en una época temprana, un conjunto de saberes sobre la represión en El Vesubio que resultarían fundamentales en los inicios de la etapa democrática. A pesar de las particularidades de la trayectoria de los sobrevivientes de VC, el abordaje de su caso ofrece claves de lectura para pensar recorrido general de este segmento de las víctimas de la represión en tiempos de dictadura »<sup>93</sup>.

Ce travail montre également les croisements permanents entre la face « légale » et visible du terrorisme d'État et sa phase clandestine, tout en problématisant l'appareil judiciaire qui, loin de l'image renvoyée aux gens ordinaires, ne s'est pas limité à rejeter l'habeas corpus. Dans le cadre de nos recherches, nous avons pu observer comment, à la sortie des camps clandestins, tout comme les militants et les militantes de la VC, les militants et les militantes du Parti communiste ont très tôt déposé des plaintes judiciaires, qui se sont poursuivies pendant la période dictatoriale et ont ensuite servi de précédent pour des nouvelles plaintes. Enfin, le travail de Rodriguez Tizón est également intéressant car il fournit des éléments qui anticipent l'influence des militants et des militantes de Vanguardia Comunista dans la création de l'AEDD et qui ont sans doute beaucoup à voir avec ces pratiques de dénonciations préalables qui ont façonné la stratégie politique de résistance de cette organisation pendant la période dictatoriale.

---

<sup>93</sup> « Loin d'adopter une attitude passive ou de se limiter à la production de récits de captivité clandestine, pendant les années de la dictature, les survivants de la VC, dans le cadre d'un plus large collectif de dénonciation, ont déployé diverses initiatives qui comprenaient, entre autres, la publication de pétitions dans la presse locale, la présentation de mémoires juridiques et la diffusion des crimes de la junte militaire auprès de divers interlocuteurs internationaux. De cette manière, il a été possible d'accumuler, à un stade précoce, un ensemble de connaissances sur la répression à El Vesubio qui s'avérerait fondamental au début de la période démocratique. Malgré les particularités de la trajectoire des survivants de la VC, l'approche de leur cas offre des indications clés pour réfléchir à la trajectoire générale de ce segment des victimes de la répression pendant la dictature » Rodrigo González-Tizón, La denuncia de la represión clandestina durante la dictadura en Argentina: el caso de los sobrevivientes de Vanguardia Comunista (1978-1983) Izquierdas no.43 Santiago dic. 2018 <http://dx.doi.org/10.4067/S0718-50492018000600023>

Enfin, il est nécessaire de tenir compte de deux autres façons d'analyser les témoignages des survivants et des survivantes, également assez récentes. La première provient des études féministes et sur la diversité sexuelle. Il s'agit de retrouver la spécificité de la femme victime et de se concentrer sur un aspect particulier : la répression politique et sexuelle qui a été infligée à ces corps. Dans *Y nadie quería saber : Relatos sobre la violencia politica contra las mujeres en el terrorismo de Estado (Et personne ne voulait savoir: Récits de la violence contre les femmes dans le terrorisme d'État en Argentine)*, Claudia Bacci, María Capurro Robles, Alejandra Oberti et Susana Skura, toutes enquêtrices de l'archive orale de l'association Memoria Abierta, également que dans la thèse de doctorat de Barbara Sutton et de ses travaux ultérieurs<sup>94</sup>, le corpus est constitué par les témoignages que différentes survivantes de tout le pays ont volontairement donnés à cette institution. L'objectif de Sutton et de l'équipe de Memoria Abierta de l'époque est de démontrer la sélectivité des conditions de détention et des punitions subies en captivité, mais aussi les formes de résistance qui ont eu lieu dans les espaces clandestins. Le point d'union de ces expériences est la lecture de toutes à partir d'une sensibilité féministe qui, nous pensons, en même temps qu'elle rend visibles des faits déjà dénoncés mais qui n'avaient pas été appréciés à son juste valeur, laisse de côté d'autres aspects non moins importants de l'identité de chacune des témoins<sup>95</sup>.

La dernière ligne de recherche qui traite des survivants et des survivantes et que nous voudrions signaler est celle qui, reprenant les publications les plus connues et les plus diffusées des victimes-témoins et autres militants des années 70, analyse le processus testimonial sous ses aspects les plus « littéraires ». Dans « Mujeres, escritura y terrorismo de Estado en Argentina : Una serie de relatos testimoniales » (« Femmes, écriture et terrorisme d'État en Argentine : une série de témoignages »), Victoria Daona s'appuie sur

---

<sup>94</sup> Voir, Claudia Bacci, Maria Capurro Robles, Alejandra Oberti y Susana Skura, *Y nadie quería saber: Relatos sobre violencia contra las mujeres en el terrorismo de Estado en Argentina*. Buenos Aires, Memoria Abierta, 2012 y Bárbara Sutton «Terror, testimonio y transmisión: Voces de mujeres sobreviviente de centros clandestinos de detención en Argentina» (1976-1983) *Mora*, (21), 5-23. [http://www.scielo.org.ar/scielo.php?script=sci\\_arttext&pid=S1853-001X2015000100001](http://www.scielo.org.ar/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S1853-001X2015000100001)

<sup>95</sup> Dans le même ordre d'idées, nous pouvons citer les travaux de Lorena Balardini, Ana Oberlin et Laura Sobredo, "Violencia de género y abusos sexuales en los centros clandestinos de detención" dans *Hacer Justicia : Nuevos debates sobre el juzgamiento de crímenes de lesa humanidad en Argentina*. Buenos Aires, Siglo XXI, 2011 ; par Analía Aucía, Florencia Barrera, Celina Berterame, Susana Chiarotti, Alejandra Paolini, Cristina Zurutuzay Marta Vasallo, Marta (Ed.) *Grietas en el silencio : Una investigación sobre la violencia sexual en el marco del terrorismo de Estado*. Rosario, CLADEM, 2011 et Viviana Beigel, *La violencia de género en los delitos de lesa humanidad en la Argentina*, Buenos Aires, Universidad Nacional de Quilmes, 2019.

un cadre féministe et travaille dans son corpus avec le témoignage individuel d'Alicia Partnoy dans *La Escuelita*, (*La Petite école*) et avec le témoignage collectif de cinq femmes de l'E.S.M.A. qui, édité par Actis et Lewin, a été reflété dans le livre *Ese Infierno* (*Cet enfer*). Dans le cadre des études culturelles, Ana Forcinito partage également une lecture féministe de ce sujet dans certaines de ses œuvres<sup>96</sup>. Dans *Los umbrales del testimonio. Entre las narraciones de los sobrevivientes y las señas de la posdictadura* (*Les seuils du témoignage : entre les récits des survivantes et les signes de la post-dictature*)<sup>97</sup>, son regard est toutefois général. Elle y décrit le besoin de parler et les limites de la parole que les survivants et les survivantes et les ex-prisonniers et les ex-prisonnières rencontrent à certains moments critiques, comme le procès des Juntas Militaires ou le vingtième anniversaire du 24 mars, et, en s'intéressant aux déclarations hors de l'arène judiciaire, elle tient compte d'un phénomène, que nous aborderons plus tard et qui est dû à l'apparition depuis le milieu des années 2000 d'un nombre comparativement important d'écrits à caractère clairement littéraire et d'autobiographies de survivants et survivantes, par rapport aux décennies précédentes.

Jusqu'à présent, l'état de la question que nous présentons ici se concentre sur les études qui placent le survivant et la survivante au centre de leurs préoccupations. Cela laisse de côté une bibliographie plus large qui parle tangentiellement des victimes-témoins et qui a été forgée au fil des ans. Une place privilégiée y est occupée par la réflexion qui a émergé au début des années 2000 sur les facteurs conditionnants qui ont encadré les premiers témoignages de survivants et de survivantes faits en démocratie dans un contexte de production de récits tendant à raconter une histoire particulière de violence politique et de politique de disparition, soutenue par le processus de dénonciations antérieur à 1983 et la gestion du paradigme du *Nunca Mas* (*Plus jamais ça*). Cet archétype, rappelons-le, se fonde sur les propos du procureur Julio Strassera dans le procès des Juntas Militaires et sur la manière dont est connu le rapport final de la

---

<sup>96</sup> Voir Victoria Daona, « Mujeres, escritura y terrorismo de Estado en Argentina: Una serie de relatos testimoniales ». *Moderna språk*, núm.107 (2), 2013, pp. 56-73. <https://ojs.ub.gu.se/index.php/modernasprak/article/view/2654> y para el caso uruguayo, Ana Forcinito, Lo testimonial y las poéticas de lo visible en <https://conosurconversaciones.files.wordpress.com/2016/10/conversaciones-del-conosur-2-2-forcinito.pdf>

<sup>97</sup> Ana, Forcinito *Los umbrales del testimonio. Entre las narraciones de los sobrevivientes y las señas de la posdictadura*. Madrid, Iberoamericana, 2012

CONADEP. Les œuvres d'Emilio Crenzel, Claudia Feld et Hugo Vezzetti<sup>98</sup> sont probablement les plus représentatives pour comprendre cette période.

La recherche locale a également eu un certain impact en France. Dans les ouvrages collectifs interdisciplinaires dirigés par l'historien Denis Peschanski *La vérité du témoin et Mémoire et mémorialisation*, ainsi que dans les trois volumes de *Carrières de témoins de conflits contemporains* codirigés par Béatrice Fleury et Jacques Walter<sup>99</sup>, le cas argentin est représenté par des auteurs tels que Gonzalo Conte, Luciana Messina et Claudia Feld. La thèse de doctorat en sciences politiques de la survivante Pilar Calveiro a également été traduite en français. *Poder y Desaparicion, (Pouvoir et disparition)*<sup>100</sup> est un texte central qui, lu très tôt, a accompagné le développement de cette thèse et a établi les limites du concept du pouvoir de faire disparaître.

## **Les *apparatus* et les *apparues*, l'intérêt et les fondements de notre recherche**

Nous avons jusqu'à présent exposé les questions fondamentales qui ont motivé notre recherche et la manière dont l'académie argentine a abordé le défi de concevoir la figure du survivant et de la survivante en incorporant son témoignage comme substrat nécessaire au développement de l'historiographie locale. Nous avons également vu comment les subjectivités blessées ont trouvé un espace dans les études culturelles et de genre et nous avons laissé de côté, sans aucunement suggérer un jugement de valeur, les

---

<sup>98</sup> Emilio Crenzel, *La historia política del Nunca más. La memoria de las desapariciones en la Argentina*. Buenos Aires, Siglo XXI, 2008; Emilio Crenzel, « La reconstrucción de un universo: los archivos sobre el sistema de desaparición forzada de personas en la Argentina » *From the Ashes of History: Loss and Recovery of Archives and libraries in Modern Latin America*, Carlos Aguirre y Javier Villa-Flores (eds.) A Contracorriente, North Carolina State University, Raleigh, Abril de 2015, pp. 145-196.; Feld, Claudia. *Del estrado a la pantalla: las imágenes del Juicio a los ex Comandantes en Argentina*, Madrid: Siglo XXI, 2002, Claudia Feld y Jessica Stites Mor (eds) *El pasado que miramos*, Buenos Aires, Paidós, 2009; Hugo Vezzetti, *Pasado y presente. Guerra, dictadura y sociedad en la Argentina*. Buenos Aires, Siglo XXI, 2002.

<sup>99</sup> Denis Peschanski ed, *Mémoire et mémorialisation*, Paris Hermann, 2013, Denis Peschanski y Brigitte Sion, ed, *La vérité du témoin*, Paris, INA-Hermann, 2018 y Béatrice Fleury y Jacques Walter ed. *Carrières de témoins de conflits contemporains*. 1. Les témoins interactifs, Lorraine, PUN, 2013, Béatrice Fleury y Jacques Walter ed. *Carrières de témoins de conflits contemporains*. 2. Les témoins consacrés, les témoins oubliés, Lorraine, PUN, 2014, Béatrice Fleury y Jacques Walter ed. *Carrières de témoins de conflits contemporains*. 3. Les témoins réflexifs, les témoins pollinisateurs, Lorraine, PUN, 2015.

<sup>100</sup> Calveiro Pilar, *Poder y desaparición* de, Buenos Aires, Colihue, 1998./ *Pouvoir et disparition. Les camps de concentration en Argentina*, Paris, La fábrica, 2006.

contributions que la psychologie a apportées dans le traitement de la violence extrême en tant que traumatisme. Il nous reste maintenant à expliquer, au moins partiellement, comment s'est éveillé notre propre intérêt pour la valorisation du témoignage de ceux et de celles qui ont survécu à des situations de violence pratiquement indescriptibles et quels ont fini par être les principaux objectifs qui nous ont guidés et qui se sont délimités au fur et à mesure que notre fascination pour le sujet nous amenait à rencontrer les protagonistes, transformant l'attraction initiale en un regard et une écoute critiques. Rendre compte simultanément de la dimension subjective des acteurs-victimes-témoins et de la dimension politique qui *expulse-stigmatise-rejette-soutiens-demande* pour établir l'émergence et l'évolution narrative de l'expérience des survivants et des survivantes du terrorisme d'État est le défi que nous nous sommes fixé comme un préambule nécessaire pour observer la place qu'ils et elles occupent dans la transmission des mémoires du passé récent. Pour illustrer ce processus de recherche, nous avons pris quelques exemples qui peuvent être compris comme représentatifs, non seulement de nos motivations et de l'analyse que nous voulons mener, mais aussi de la méthodologie utilisée pour atteindre nos objectifs. En tout cas, nous l'espérons. Ces éléments de nature et d'origines diverses que nous plaçons en ouverture de cette introduction sont : une conversation entre deux survivants européens tirée d'un documentaire, retranscrite et publiée par la suite, un fragment d'un témoignage réalisé par nos soins et une photo dont nous sommes également l'auteur. Ensemble, ils expriment une diversité de registres et d'intentions : diffusion publique, témoignages notoires, registre de témoignages professionnels et « de base », image et représentation, art et sciences sociales. Nous aurions pu en sélectionner d'autres à leur place, mais chacun d'entre eux s'est présenté à nous comme une évidence et, entrelacés, sont devenus de plus en plus pertinents au fur et à mesure des différentes étapes de notre travail. Nous les développerons dans les pages suivantes.

## 1. Singularité de l'événement, hypothèses universelles

On a beaucoup parlé de l'impossibilité pour les victimes de rendre lisible l'histoire du « désastre irréprésentable »<sup>101</sup>, et des difficultés à donner un sens à cette histoire, et surtout un sens compréhensible ou transmissible aux autres. Mais au-delà des difficultés, les victimes luttent contre leur propre cataclysme et les témoignages se multiplient. Cela a été particulièrement le cas au cours des vingt dernières années, pendant lesquelles, peut-être inspirées par des témoignages qui ont eu un impact mondial, chaque situation de barbarie et de sauvagerie a donné lieu à une série de tentatives de description. Par conséquent, la première raison qui nous a poussés à lire différents témoignages de victimes de situations de violence extrême, avant même de commencer cette thèse, a peut-être été de tenter de trouver une réponse à cet apparent paradoxe et aux questions centrales qui en découlent : **pourquoi ceux et celles qui parlent parlent, pourquoi de nouvelles voix apparaissent-elles continuellement ?** En d'autres termes, avant de nous intéresser à la *forme* d'apparition des témoignages – un outil de représentation de la parole étroitement lié au signe de l'époque – et à *la relation avec les destinataires* des facettes variées et complexes de l'acte narratif, notre intérêt s'est porté sur l'acte volitif, sur la raison de parler. Par la suite, nous avons voulu comprendre quelles sont les convictions qui poussent un survivant et une survivante à s'exposer publiquement et à assumer un récit qui appartient à un moment précis de sa vie, alors que le témoin est généralement conscient que ce récit et lui-même peuvent être remis en question, non crus ou incompris par ceux et celles qui l'écoutent, le lisent, le voient et le ressentent. En même temps, la visibilité du phénomène décrit par Annette Wieviorka dans *L'ère du témoin*<sup>102</sup> et résumé dans les questions précédentes a également donné lieu<sup>103</sup> à de multiples réponses et conjectures de la part des chercheurs et de chercheuses, des organisations sociales de défense des droits humains et des protagonistes des événements, tant en Europe qu'en Amérique latine. En outre, cette réflexion s'est également répandue, bien que dans une

---

<sup>101</sup> À cet égard, nous recommandons de consulter l'essai de Luba Jurgenson, *L'expérience concentrationnaire est-elle indicible ?*, Paris, Éditions du Rocher 2003 et l'ouvrage de Linda Pipet, *La notion d'indicible dans la littérature des camps de la mort*, Paris, L'Harmattan, 2000. Bien que ces deux textes, comme la plupart de ce qui a été écrit sur le sujet, se réfèrent au domaine de la littérature, ils mettent tous deux particulièrement l'accent sur les difficultés narratives du témoin à traduire son expérience.

<sup>102</sup> Annette Wieviorka, *L'Ère du témoin*, Paris, Plon, 1998.

<sup>103</sup> Dans le cas présent, ce phénomène est visible au cours des trente dernières années, coexistant avec la prolifération des témoignages déjà mentionnés.

moindre mesure, parmi ceux et celles qui se sentent concernés par les scénarios qui ont conduit à l'anéantissement des populations sur le continent africain. Pourtant, une plus grande visibilité des histoires et un nombre croissant de témoins ne signifient pas que tous ceux et toutes celles qui peuvent parler le feront ou voudront le faire. Dans ce cadre d'abondance et de pénurie simultanées, apparemment contradictoires, le dialogue entre J. Semprun, écrivain résistant, et E. Wiesel, écrivain juif, tous deux survivants des camps nazis, n'est qu'une goutte d'eau dans une mer agitée. Cependant, nous pensons que ce dialogue synthétise particulièrement bien <sup>104</sup>plusieurs des enjeux du pourquoi du témoignage en soulignant certaines des raisons qui motivent le discours des acteurs lorsqu'il devient évident que les faits de violence ne sont plus aussi proches, temporellement parlant, de leur interprétation narrative. Les acteurs/auteurs, dans ce fragment que nous avons choisi dans l'interview documentaire, se placent comme observateurs d'eux-mêmes et de leurs pairs et nous ramènent à *l'urgence* que nous avons signalée au début, en montrant comment les témoins (dans ce cas des figures notoires) la perçoivent au moment où ils traversent, et en sont conscients, les dernières années de leur vie. Semprun et Wiesel disent qu'il y a des histoires qui n'ont pas été racontées, ils disent que certains commencent courageusement à le faire, ils disent que tout le monde ne parlera pas, ils disent qu'il n'y aura pas le temps, ils disent qu'ils l'ont déjà fait... Et on se demande pourquoi ils l'ont fait et pas les autres ? D'autre part, la lecture de l'échange entre les deux témoins confirme que les réponses que nous cherchons ne sont pas et ne peuvent pas être données individuellement ou par un petit groupe. Inversement, à partir de leur spécificité, en l'occurrence des survivants-écrivains « à succès », comme dans tous les autres modes de discours, les témoignages doivent être considérés comme émanant d'un collectif beaucoup plus large et dans cette perspective, chaque réponse doit être correctement contextualisée, suivant le cas cité, plutôt que comme des écrivains à succès, ils doivent être vus comme des survivants singuliers en charge d'un récit du génocide nazi situé dans des camps de concentration spécifiques. Enfin, cet exemple expose la portée et les ramifications d'une narration libre, qui n'est présupposée que lorsque le locuteur est maître de son propre récit. Au bout du chemin, c'est la volonté de Semprun et de Wiesel, tous deux détenteurs d'un témoignage individuel prolifique, que leurs expériences les dépassent et favorisent d'autres récits. Ce sentiment est reproduit dans les paroles de

---

<sup>104</sup> Jorge Semprun et Elias Wiesel sont décédés respectivement en 2011 et 2016.



nombreuses autres victimes et a ses antécédents dans les actes de silence et d'écoute amputée du passé. C'est du moins ce que nous constatons chez les acteurs et les actrices que nous avons étudiés dans notre corpus et que, sans entrer dans les détails, nous appellerons sans plus de précisions « les survivants des camps clandestins du Río de la Plata ». En nous concentrant sur l'analyse de ce cas particulier et en soulignant précisément ce qu'il a d'unique, même en assumant les difficultés qui accompagnent une certaine généralisation dans l'analyse des expériences des témoins, nous considérons toutefois qu'il est possible de mener une réflexion beaucoup plus large et quasi-universelle à partir des aspects communs ou similaires des différentes expériences qui ressortent des témoignages des victimes. Les différentes modalités narratives de ces sujets constituent un type de récit dont les thèmes très précis sont séparés de la condition spécifique d'être un survivant ou une survivante de la violence extrême, qu'il s'agisse de génocide, de crimes de masse, de terrorisme d'État ou de pratiques répressives d'États totalitaires<sup>105</sup>. Proposer une réflexion qui nous amène à des questions universalisables implique, tout d'abord, d'accepter et d'argumenter théoriquement la possibilité qu'indépendamment des acteurs impliqués, du contexte historico-conflictuel, de l'ampleur de l'horreur et du

---

<sup>105</sup> Selon Hanna Arendt, le totalitarisme signifie la négation absolue de la liberté. L'auteur définit ce type d'État de terreur sur la base de pas moins de trois éléments caractéristiques qui lui permettent d'inclure le nazisme et le socialisme soviétique (stalinien) : l'exercice d'une domination qui détruit toute possibilité d'existence d'un espace politique, la transformation totale de la société par la destruction des frontières entre la société et l'État par le monopole moderne de la force de la part de l'État lui-même, coopté par un parti unique de masse, et enfin, l'extermination de ceux qui s'opposent à la réalisation des objectifs de ce type d'État, modèle supérieur de despotisme. Les camps de concentration ont ici pour but de servir la destruction totale de l'individu qui y est conduit et le conditionnement de ceux qui restent à l'extérieur (voir : Hanna Arendt, *La nature du totalitarisme*, Paris, Payot, 1996). Comme le rappelle Enzo Traverso, si le fascisme italien (1922-1945), le national-socialisme allemand (1933-1945) et le stalinisme russe (entre 1920 et 1950) sont à l'origine du concept de totalitarisme, la violence est un élément constitutif de ces États, mais pas leur exclusivité. D'autres régimes, comme l'Espagne franquiste ou l'Arménie victime d'un génocide, le confirment (cf. Enzo Traverso, *El totalitarismo, historia de un debate*, Buenos Aires, Eudeba, 2001). Dans cette thèse, sans nier l'utilité analytique du terme totalitarisme, que nous n'écarterons pas, nous utiliserons de manière opérationnelle le concept de pratiques totalitaires pour désigner celles qui - comme celles nées de l'État stalinien - ont dépassé la période totalitaire et se sont maintenues jusqu'à la dissolution de l'URSS dans l'exemple cité ou le changement de régime. Nous optons pour cette organisation théorique lorsque nous nous concentrons sur les conséquences sociétales de la persistance des camps. Ainsi, en suivant l'exemple donné, nous soutenons que lorsque la catégorie des survivants des pratiques totalitaires est mentionnée, elle fait référence aux survivants des camps de travail forcé et des colonies de travail pendant toute la période où ils étaient administrés par le Goulag, c'est-à-dire depuis 1934, ainsi qu'à ceux qui ont souffert sous le régime répressif de l'Union des républiques socialistes soviétiques jusqu'à sa dissolution. On y a emmené les criminels de droit commun, les opposants politiques ou les dissidents déclarés comme tels par le régime, certains groupes ethniques ou culturels considérés comme déloyaux ou différents de la norme, comme les homosexuels. Il faut ajouter que les premiers camps ont été ouverts à la fin des années 1920 et sont donc antérieurs à la création du Goulag. En 1991, Perm-35, le dernier camp de travail correctionnel, a été définitivement fermé. En d'autres termes, les pratiques totalitaires dépassent les limites de l'État totalitaire, quel qu'il soit.

nombre de victimes (des millions, des milliers, des centaines...<sup>106</sup>) résultant des pratiques totalitaires, des massacres et des génocides, du point de vue de l'être qui survit à la férocité répressive, un noyau d'éléments relatifs à la subjectivation de ce qui est arrivé peut être comparable et de cette comparaison peuvent être extraites des variables qui se répètent, alimentant par la suite des hypothèses et des lignes de travail. Pour cette raison, nous croyons qu'il est possible de détecter quelques indices qui nous amènent à penser à la possibilité d'établir un schéma dans le développement d'un type particulier d'identité qui naît du fait d'affronter le « mal extrême ». Cette confrontation avec l'inexplicable rend difficile, voire impossible, la consolidation dans le temps des identités qui en résultent, et elles restent dans un processus de reconstruction et d'évolution constante dont la volatilité est plus grande que celle des identités qui n'ont pas été marquées par ce type d'expérience. En d'autres termes, nous tenterons de montrer qu'en termes de subjectivités, et plus précisément de subjectivités narratives, le cas argentin confirme que, indépendamment de la sphère dans laquelle s'établit le faisceau de relations interpersonnelles et sociales dans lequel s'inscrit le récit (la sphère littéraire nord-américaine, l'académie française, les lieux de mémoire argentins...), lorsqu'on survit, il y a des traits propres à tous ceux et toutes celles qui reviennent qui rendent impossible pour le témoin de l'horreur de « se taire ». Et cette impossibilité, à son tour, n'est pas équivalente à l'action de parler.

## **2. Survivre à la disparition politique**

En reconstruisant les images que nous renvoient les témoins à travers le prisme forgé par les mots, nous ne pouvons manquer d'être sensibles à l'identification que nos témoins locaux font entre leurs récits de vie et ceux des survivants du nazisme en Europe. Comme nous l'avons mentionné précédemment, à partir de la délimitation d'un noyau de *reconnaissance identitaire du sujet survivant*, nous acceptons, non sans réserves, l'indiscutable dimension comparative qui peut être établie entre les victimes d'atrocités singulières. Parmi elles, celles qui témoignent d'Auschwitz constituent un exemple socio-

---

<sup>106</sup> Il faut garder à l'esprit qu'un massacre ne produit pas son impact par le nombre de victimes qui en résulte, mais par son objectif. Dans ce sens, lors d'un séminaire donné par le professeur C. Delage à l'EHESS-Paris, lorsque j'ai mentionné le nombre de 30.000 victimes comme nombre emblématique des disparus en Argentine pendant la période qui nous intéresse, un collègue né sur le continent africain m'a interrogé et a dit : « c'est le même nombre que le nombre de personnes tuées dans mon village en un seul jour ». Les répercussions ne sont évidemment pas les mêmes.

historique majeur qui nous permet de mettre clairement en évidence la dislocation ultérieure entre ce qui est montré et ce qui est caché dans un type particulier de crime collectif. Mais nous arrivons ici sur un territoire mouvant et à partir de là, nous ne pouvons avancer que si nous déplaçons notre attention et réalisons que l'envers d'une spéculation générique est la densité multiforme de l'individu situé dans un événement unique. Cela conduit donc au rejet d'une assimilation laxiste et négligente entre des événements catégoriquement différents<sup>107</sup>. Pour établir un dialogue entre un cas particulier et un enseignement généralisable, il ne s'agit pas, selon nous, de penser en termes d'analogies mais de relations et de similitudes, de correspondances et de disparités. Et nous sommes obligés de le faire, ne serait-ce que parce que le génocide<sup>108</sup> nazi n'est malheureusement pas le seul exemple de l'aberration criminelle de l'humanité, et qu'il n'a pas été possible d'empêcher la répétition d'abominables tragédies en le connaissant. Il suffit de citer en exemple les massacres commis la machette à la main dans diverses régions d'Amérique latine ou le viol des femmes utilisé comme arme de guerre au Rwanda. Tous les crimes collectifs et aberrants ne sont pas des génocides, tous les génocides ne sont pas analogues et tous les génocides ne sont pas reconnus de la même manière. Mais nous arrivons également à la même conclusion lorsque nous considérons que ce n'est qu'en comprenant un type particulier de crime que nous pouvons ensuite comprendre ses frontières, ses limites et le faisceau relationnel de ramifications qui en découle.

---

<sup>107</sup>Dans certains témoignages et même dans certaines analyses qui ont émergé dans la sphère universitaire, on trouve des analogies forcées ou hâtivement établies. Je me réfère ici aux communications lues lors de colloques et de conférences organisés dans les années 90 qui, dans certains cas, sans la distanciation critique nécessaire, ont reproduit dans la sphère académique des concepts nés dans l'espace militant du Mouvement des droits humains qui, identifiant les victimes comme des victimes innocentes, par exemple, a trouvé dans le mot génocide une manière de définir le type de crime qui a donné lieu à la douleur de l'absence. Ce premier moment auquel nous nous référons n'est pas comparable aux débats et analyses ultérieurs de l'utilisation du mot génocide qui ont eu lieu en Argentine, surtout dans les tribunaux, et dont nous avons parlé dans la section précédente lorsque nous avons signalé le courant d'études initié à la fin des années 90 et représenté aujourd'hui par le CEG. Quelque chose de similaire s'est produit avec le concept même de droits humains réduit à la défense du droit à la vie face à la disparition, ou avec les concepts de crimes contre l'humanité et de justice rétributive. Dans cette thèse, nous expliquerons leurs significations, en les contextualisant au fur et à mesure que nous raconterons les différentes applications du concept par les auteurs, en particulier lorsque nous nous référons à la relation entre le témoignage et la justice.

<sup>108</sup> Nous nous arrêtons ici un instant pour préciser que, conformément à la note précédente, lorsque nous utilisons le terme génocide avec le qualificatif "nazi", nous nous référons clairement à ce cas spécifique et que si nous ne citons pas spécifiquement les autres cas de génocide, c'est uniquement parce que nous donnons la priorité à leur correspondance avec le droit international des droits humains, notamment avec la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (résolution 230 des Nations unies du 9 décembre 1948) et avec la définition du crime contre l'humanité figurant à l'article 7 de la Cour pénale internationale de Rome du 17 juillet 1998.

En d'autres termes, jusqu'à présent, nous avons insisté sur la diversité des manifestations de barbarie qui se sont produites dans différents coins du monde, tout en soulignant, sur la base du texte de Semprun et de Wiesel, la puissante empreinte du nazisme et son cortège de victimes, ce qui nous oblige parfois à le garder à l'esprit presque en toile de fond, même si nos acteurs ont survécu à un plan de répression orchestré au niveau local et régional avec des caractéristiques clairement délimitées. Ce croisement permanent qui unit et sépare les expériences se produit naturellement indépendamment de la volonté du chercheur ou de la chercheuse, puisqu'il est évident que nos sociétés contemporaines ont, comme principal héritage des générations précédentes, la cruauté et la terreur qui ont entraîné la multiplicité des crimes inhumains dans un cadre général que nous pourrions définir comme « l'industrialisation de la mort ». L'histoire s'est construite à partir de ce patrimoine et c'est aussi un fait irréfutable. Le génocide nazi est une blessure profonde et douloureuse de l'humanité. Toutefois, si nous soutenons qu'il existe des parallèles possibles entre les expériences de ceux et celles qui ont été soumis à des situations de violence inexprimables, nous ne dédaignons pas d'affirmer que le caractère méthodique, organisé, planifié qui est dans l'ADN de ce crime spécifique de génocide le distingue des autres crimes de masse commis avant et après la Seconde Guerre mondiale. En même temps, l'ampleur, la forme, le moment où les événements se sont produits donnent à cet héritage macabre une marque indélébile, il lui attribue le caractère d'une frontière humaine, d'une ligne à ne pas franchir : Une horreur de cette nature ne peut être reproduite, entend-on dire *ad nauseam*. C'est en ces termes qu'elle a été transmise, et c'est ainsi que les générations successives l'ont assimilée. Nous avons également appris que l'exposition et la diffusion de ce qui s'est passé sont conditionnées comme la meilleure « barrière à la répétition » (mieux encore que la condamnation des auteurs et des responsables des crimes commis), transformant le témoignage en un drapeau que l'on lève pour que l'héritage prenne consistance. Couplé au « devoir de mémoire », le témoignage apporte avec lui des instructions sur la manière de l'aborder et se positionne dans l'académie et dans l'espace public en général comme une forme explicite d'avertissement de ce qui peut arriver quand les hommes cessent d'être des hommes, les femmes cessent d'être des femmes, pour devenir un bourreau dans la machinerie de la mort. C'est également un impératif qui prime sur la connaissance et le discernement des faits. Cela nous amène à considérer **la place prépondérante que le témoignage s'est forgé comme outil de compréhension dans la plupart des cas de massacres, de génocides et de**

**crimes contre l'humanité en Occident.** Cependant, grâce au temps qui a passé, nous savons aussi que les témoignages n'étaient pas auparavant, et ne sont pas aujourd'hui, un argument suffisant pour mettre fin aux abus et aux exterminations. Une prémisse qui nous amène à nous demander si la même chose s'est produite ou se produit dans le cas qui nous intéresse, et de quelle manière ce que Semprun et Wiesel, ainsi que Wiesenthal, Levy, Antelme, Delbo, Kertész<sup>109</sup>... et tant d'autres ont vécu et enregistré avec leurs voix et leurs pratiques, peut être associé aux expériences des survivants du Rio de la Plata.

Les témoignages des victimes n'arrêtent pas la folie criminelle à venir, mais ils transcendent les frontières et les époques. L'homme (femme) au grand « H » est une somme d'histoires, il faut donc s'attendre à ce que les acteurs-victimes qui nous intéressent ici, pour la plupart des militants et des militantes politiques et sociaux des années 1970, aient intégré dans leurs propres discours les récits de survivants et des survivantes (et pas seulement du nazisme) et qu'en les incorporant ils aient été porteurs de l'idéal politico-moral que ceux-ci portent en eux et qui implique en contrepartie d'agir pour empêcher le franchissement de la frontière entre l'humainement tolérable et le *infra* humain. Nous supposons également qu'après avoir succombé à la force des criminels argentins et/ou régionaux et s'être retrouvés confinés de l'autre côté de la barrière, au centre même de l'enfer de la répression clandestine, lorsqu'ils et elles sont revenus et revenues vivants de cet abîme, ils et elles ont apporté avec eux et avec elles une histoire qui leur est propre, mais qui, dans son élaboration discursive ultérieure, a fait appel à l'interprétation que d'autres sujets avaient faite auparavant de ce que signifie souffrir et sortir vivant d'une situation d'extrême violence. Ce jeu de double interprétation subjective se produit progressivement et plus ou moins consciemment pour l'acteur, et il appartient à l'observateur ou à l'observatrice, lorsque cela est possible, de séparer les composantes du témoignage en identifiant les facteurs et les enjeux communs et personnels dans un cadre où, pour discerner le statut du récit, il faut d'abord mettre en évidence la spécificité des identités narratives. Ces identités ont en commun d'avoir survécu à la férocité d'un type de répression spécifique, à savoir la pratique de la disparition forcée de personnes accompagnée de l'application de traitements cruels et inhumains. Notre deuxième citation, le témoignage de Susana, illustre clairement cette spécificité et nous met au défi de comprendre ce que signifie être une personne apparue après avoir été disparue. Susana

---

<sup>109</sup> Exemples de survivants dont les témoignages et les pratiques ont transcendé le temps et ont été diffusés dans le monde entier.

dit : « [être disparue], c'est le fait de savoir que je suis disparue, que le reste des gens savent aussi que je suis disparue, mais de ne pas pouvoir dire 'je suis là' parce que tu n'es pas vraiment disparue ». Une contradiction apparente dans laquelle le sujet perd sa matérialité, disparaît, étant et existant même malgré lui. « Tu es disparue pour la société, légalement, juridiquement, nominalement, tout. Tu es disparue mais tu étais dans un endroit précis », poursuit Susana. Être disparu, être sans que personne le sache, être entre les mains d'un autre, être captif mais ÊTRE... Être dans un lieu, séquentiellement, être avec d'autres, résister, souffrir, respirer, résister, céder, résister, survivre. Être absent, disparu, c'est être à la place de Susana. Être temporairement, être définitivement. **Apparaître, c'est amener l'autre à tâtonner, imparfaitement, avec les moyens du bord, vers ce non-lieu.** Le parcours de notre témoin, comme celui de beaucoup d'autres, nous introduit dans un autre type de cadre comparatif qu'il faut garder à l'esprit, lié cette fois à la politique de disparition des personnes<sup>110</sup> telle qu'elle s'est déroulée en Amérique latine, situant le cas argentin temporellement et culturellement dans le proximité de ce qui s'est passé dans les pays d'Amérique latine, en particulier dans les pays du Sud, c'est-à-dire les barbaries réalisées sous la protection de la doctrine de sécurité nationale et la structure répressive du plan Condor.

### 3. Comprendre aujourd'hui

Enfin, ayant passé un temps considérable depuis que les premières voix se sont élevées publiquement pour rendre compte de la violence étatique illégale, nous pouvons maintenant considérer que nous disposons des outils nécessaires pour construire une chronologie dans la production et la reproduction des témoignages qui nous permet d'établir des ruptures et des continuités dans le processus testimonial collectif et de spéculer sur les interactions possibles de l'acteur témoin-victime avec sa famille et son environnement local. En même temps, la coupe longitudinale facilite l'observation de la dimension socio-politique du témoignage et permet de souligner la relation conflictuelle établie entre la production de la parole et les politiques d'écoute générées par les appareils d'État au cours des différents gouvernements nationaux qui se sont succédé depuis l'époque des événements jusqu'à aujourd'hui. De même, grâce au temps qui s'est écoulé,

---

<sup>110</sup> Plus loin, nous décrivons ce que nous entendons par politique de disparition des personnes et définissons la portée de la doctrine de sécurité nationale et du plan Condor.

nous pouvons également visualiser plus clairement comment les survivants ont été liés à l'activité des militants du Mouvement pour la défense des droits humains. Accessoirement, cela nous aide aussi à établir le poids des pratiques concrètes et symboliques des acteurs (lettres de dénonciation, foulards blancs, photos, archives audiovisuelles...) en distinguant des formes et des contenus liés à des cadres d'opportunités et de possibilités politiques déterminés par des cycles temporels bien différenciés.

Traits universels, spécificité du survivant argentin et de la survivante argentine, contexte de réception de la parole encadré dans l'action d'un mouvement social de proches des disparus et disparues fort et réactif, réactivation constante du passé, suture impossible... la photo – dont nous sommes l'auteur – qui précède ces lignes et que nous avons intitulée *Ombres de l'enfer (tombe)*<sup>111</sup> réunit probablement tous ces éléments. Sans doute parce que devant une tombe privée dans un cimetière de village, les ombres apportent avec elles leurs questions, ne serait-ce que parce que nous, Sud-Américains, traversons les cimetières en portant un ensemble d'idées et de croyances sociales sur la mort qui confirment que, même dans la solitude, nous mourons parfois collectivement. Cela est vrai dans toutes les sociétés, mais pas dans toutes de la même manière. Mais en outre, si nous avons choisi cette photographie comme troisième élément de réflexion, c'est parce que nous croyons aux possibilités expressives de cet exemple de la multiplicité et de la diversité qualitative de l'expression artistique pour explorer d'autres éléments d'énonciation et pour nous rappeler la force expressive et l'immédiateté avec lesquelles l'image agit, en générant ou en alimentant des signes, des symboles et en attribuant le cadrage nécessaire à différentes représentations. En même temps, et c'est un trait très présent dans toute l'iconographie de la disparition, la photographie nous amène aussi à réfléchir sur le détachement de la littéralité du document et du témoignage. Ce glissement du vu vers l'élucidé, qui constitue un problème majeur pour les études socio-historiques, devient évident lorsque, dans l'acte même de transmission, le témoignage ou l'image – comme dans le cas présent – laisse sa place (intentionnellement ou non) de sorte que ce qui reste du témoignage ou de l'imaginaire évoqué est le fruit de l'interprétation de l'expérience vécue par un tiers. De plus, comme nous l'avons déjà évoqué, devant l'image

---

<sup>111</sup> La photo appartient au registre de ceux qui n'ont pas subi dans leur chair la violence du terrorisme d'État. Il s'agit d'une prise de vue de la tombe de mon propre père dans le cimetière de la ville d'Arrecifes lors que je suis retourné en Argentine en mars 2016 pour commencer le travail de terrain pour cette thèse.

en relief d'un visage imprimé sur une banderole tenue par un proche ou devant la tombe d'un « n'importe qui » qui a simplement vécu et est mort, pour ceux d'entre nous qui ont passé leur adolescence dans les années 80, par rejet ou imprégnation, la mort floue et non élucidée s'ajoute nécessairement à la mort prévisible, bouleversant les règles de la normalité biologique. Que les parents pleurent leurs enfants n'est pas une réalité étrange, plus maintenant, plus jamais. Les cimetières ne sont pas porteurs de paix. Les anciennes tombes ont été transformées en territoire du désir perturbé. Ici, le reflet froid et gris qui émane du marbre à demi enterré dans le parc d'un cimetière populaire de province et qui honore la vie-mort d'un homme parmi d'autres, converge avec les reflets de la mémoire collective. Le spectre difforme du survivant hante le marbre, nous privant de son image et anticipant l'impossibilité de l'emprisonner. Ce spectre, qui peut être individualisé, nous amène à penser à ces vagabonds, le plus souvent inconnus, qui tournent encore en rond à la recherche des tombes de leurs absents. Des spectres qui – comme Susanna – se croyaient morts (pour eux-mêmes, pour leurs familles) mais qui ont continué à vivre, se sentant coupables, reconnaissants, pleins ou vides mais en tout cas loin de la « normalité » et de la neutralité. Lorsqu'ils mourront « pleinement », une deuxième fois, corporellement, ils seront enterrés et des fleurs leur seront apportées. Leurs photos apparaîtront dans des manifestations et au-dessus d'elles, à côté de leurs proches, continueront de veiller sur d'autres animas qui les ont poursuivis dans la vie, errant, disparaissant. Sur ces tombes continueront à attendre (les attendre) les autres spectres (disparus) qui ne trouvent pas leur lieu de repos.

*L'entre-deux*, les limbes séculaires par lesquels passe le survivant et la survivante, et que nous avons essayé d'illustrer dans le paragraphe précédent, constituent pour l'observateur et/ou l'observatrice un problème historiographique, social, politique et éthique qui dépasse les canaux habituels de la science et oblige le dialogue interdisciplinaire, la créativité méthodologique et les décisions subjectives fortes de la part du chercheur et la chercheuse à chaque étape du processus de recherche. Ces exigences s'appliquent également aux différents domaines de travail qui se fondent sur l'histoire immédiate. Cependant, il est indiscutable que lorsque l'objet d'étude concentre son intérêt sur la manifestation sociale et publique des paroles des survivants et des survivantes de la politique de disparition des personnes, une difficulté supplémentaire s'ajoute, qui est le corrélat de l'évaluation individuelle de l'expérience traumatique qui se manifeste dans l'intervention de chaque survivant et survivante. Ceci, à son tour, se



combine avec les conséquences des ruptures et des transformations sociales qui ont détruit ou défiguré les liens sociaux préexistants, créant ainsi une nouvelle articulation socio-politique. De cette double condition il résulte que, **lorsque le récit de l'apparition émerge, il semble être soumis à la production synchronique des récits promus sur la disparition.** Il est donc nécessaire de dégager, à partir des pratiques expressives des survivants et des survivantes, le discours qui leur donne vie en tant qu'acteur spécifique, sachant qu'il ne s'agit ni d'un discours uniforme ni du positionnement public d'une organisation spécifique, mais d'une multitude de voix qui, « apparaissant » les unes à côté des autres, les unes loin des autres, les unes en opposition aux autres, constituent une polyphonie unique. Par l'écriture, la photographie ou la vidéo, nous nous engageons non seulement dans l'exercice de la rencontre avec ces voix, mais par notre participation directe, nous intervenons dans les discours que nous recueillons. À travers l'œil de la caméra, nous ajoutons également une interprétation personnelle de l'expressivité des acteurs qui, avec la nôtre, sont insérés dans un type particulier de dynamique de transmission du passé récent. Dans les deux cas, notre médiation, notre temporalité et notre connaissance font exister le document-témoin, lui attribuant une consistance, des failles et des lacunes qui ne peuvent être ignorées au moment de la réflexion et dont nous avons conscience.

Dans la lignée de ce qui a été dit jusqu'à présent, nous structurons notre thèse en deux parties. Le premier est composé de trois chapitres et le second de quatre. Dans les deux premiers chapitres de la première partie, nous présentons le cadre théorico-méthodologique sur la base duquel nous avons travaillé, en mettant l'accent sur la définition de la notion opérationnelle de survivant-apparu/ survivante-apparue et sur la manière dont la parole se produit chez les victimes de violences extrêmes, dont ces survivants et survivantes sont un exemple spécifique. Dans le troisième chapitre, nous présentons un lexique concentrationnaire que nous avons construit à partir du vocabulaire utilisé par les survivants et survivantes dans les témoignages que nous avons produits avec eux et avec elles. Comme nous l'avons fait jusqu'à présent, tout au long de la thèse, les survivants et les survivantes qui ont accepté de témoigner et qui font partie de notre corpus sont mentionnés et mentionnées par leur nom parce qu'ils et elles ont voulu le faire, en gardant la logique que le fait de se présenter et d'assumer cette marque identitaire

implique que leur parole soit reconnue. Cette identification est toutefois limitée à la présentation des résultats de nos recherches, tout en conservant le *droit de réserve* pour toute autre utilisation scientifique, qui, le cas échéant, devra à nouveau être soumise à l'autorisation de la victime-acteur témoin.

Nous commençons la deuxième partie en montrant spécifiquement la méthodologie appliquée à la production du témoignage. En complément de ce premier chapitre, nous accompagnons le corps principal de la thèse d'une annexe préparée pour montrer l'application de la méthodologie choisie. Il s'agit d'une liste des témoignages et des entretiens les plus importants (sans compter les événements et les manifestations au cours desquels nous avons accompagné les témoins en tant qu'observateurs/auditeurs) dans laquelle figure une liste de 6 témoignages qui peuvent être visionnés dans leur intégralité sur la plateforme Vimeo en accès restreint, une liste des centres clandestins de détention, de torture et de transit et des centres clandestins de détention, de torture et d'extermination (disparition) que nous avons pu identifier dans les témoignages produits pour cette recherche, un dossier consacré exclusivement à Miguel Angel D'Agostino dans lequel nous montrons l'évolution de son témoignage et la manière dont nous avons approché chaque victime-témoin-acteur afin d'établir la transmutation de son témoignage. Nous terminons cette annexe avec le premier modèle de témoignage pris par l'AEDD, avec un modèle de reconstruction d'un centre clandestin forgé collectivement par les survivants et survivantes dans le but d'organiser le travail dans les procès judiciaire et avec un modèle – celui de Guillermo Lorusso – de travail individuel et collectif de reconstruction préalable au témoignage judiciaire. L'annexe générale, qui englobe l'ensemble de la thèse, contient quelques documents qui permettent de développer les informations fournies dans le corps de la thèse et, dans une moindre mesure, de faire écho à la partie méthodologique.

Nous passons ensuite à l'analyse des observations que nous avons faites sur les différentes manifestations de notre sujet. Nous organisons nos résultats dans les trois derniers chapitres de la deuxième partie. Dans la première d'entre elles, nous revenons sur l'aspect méthodologique mais cette fois pour mettre en évidence les différentes sollicitudes du témoignage. Dans le deuxième chapitre, nous identifions les paroles du témoin comme une trace historique, associant le survivant à la reconstruction historico-matérielle du CCDTyE qu'il a traversé. Enfin, le troisième chapitre montre l'évolution du témoignage des survivants selon trois axes principaux que nous développerons

chronologiquement. Ces axes sont : Vérité (*Où sont les disparus ?*), Justice (*Procès et punition des responsables de la disparition*), Mémoire (*30.000 camarades disparus présents*). En ordonnant les trois notions mentionnées de cette manière, et non de la manière dont les utilise le Mouvement des droits humains qui, depuis plus de trois décennies, défile sous les bannières de la Mémoire, de la Vérité et de la Justice, la chronologie que nous proposons correspond à l'examen de l'action spécifique des survivants et des survivantes et, parallèlement à celle-ci, de l'action du collectif, qui comprend les associations d'anciens détenus disparus et de survivants en général. Ce chapitre jette les bases d'une analyse plus large, puisqu'il ne couvre que les principaux jalons de cinquante ans de témoignages et de confrontations mémorielles, sur la base des faits qui reviennent de manière récurrente dans les témoignages. Elle doit donc être considérée comme une base de classification, qui doit continuer à être explorée plus tard.



Photo N° 7 : E.S.M.A Chateau d'eau - Mémoire, Vérité y Justice. MEI. 2017

Cette décision théorique de structurer les principaux traits du discours du témoin et donc le statut qu'il acquiert socialement, que nous prenons et mettons à l'épreuve ne suggère pas qu'il y ait des étapes à épuiser au préalable pour donner naissance à celles qui

suivent. En considérant chaque étape comme la vitrine d'une notion en processus de construction, il n'est pas possible de se contenter d'une chronologie strictement linéaire. Au contraire, nos observations, entretiens et témoignages, qui constituent la base de cette position scientifique, montrent que si des bases différenciées se construisent en fonction des luttes pour le sens qui se développent dans un contexte donné, la coexistence des exigences de vérité, de justice et de mémoire s'affirme simultanément. La validité – et l'actualité – des slogans politiques auxquels nous nous identifions à chaque étape en est la preuve en soi. Cependant, si, dans le cadre de cette concomitance, les axes peuvent être analysés séparément comme nous le proposons, c'est parce que chaque étape a impliqué une modalité différente de manifestation et d'articulation de la voix des survivants qui permet aujourd'hui de leur donner un statut propre (non uniforme) dans la confrontation des regards sur le passé récent. Comme nous le verrons plus loin, le fait que les exigences de justice aillent de pair avec l'exigence de vérité et la revigoration de mémoires dissemblables ne doit pas nous faire perdre de vue qu'en marchant sur trois jambes, une manière d'entrer dans ce que nous appelons « l'ère de la transmission du passé récent » s'est cristallisée, et que cette entrée présente des caractéristiques spécifiques. C'est-à-dire qu'en Argentine, « ce qui peut être transmis » s'est organisé sur la base d'un engagement très particulier entre les histoires et les mémoires du terrorisme d'État qui commence au moment même où les premières dénonciations prennent une dimension publique et qui trouve sans doute sa marque d'abord dans les formes de dénonciations internationales et ensuite dans la légalisation punitive des demandes. C'est pourquoi, de notre point de vue, nous ne considérons pas que la transmission a les mêmes composantes que les étapes qui l'ont précédée et/ou qui coexistent avec elle. La transmission se distingue des trois autres axes d'analyse que nous proposons parce que c'est un résultat qui nous situe précisément dans le nœud central de la bataille entre mémoires et histoire/s, c'est-à-dire entre les expériences vécues et ce qui en est resté comme informations disponibles pour ceux et celles qui ne sont pas encore nés ou pour ceux et celles qui n'ont pas encore ressenti le besoin de comprendre le passé de la société dans laquelle ils sont insérés. En même temps, c'est à ce stade – qui coïncide avec le moment où notre recherche est envisagée – que les survivants mènent la dispute de sens la plus importante vis-à-vis du groupe d'activistes et de professionnels des droits de l'homme, revendiquant par leurs actions une re-signification de ce même domaine. En outre, dans la transmission, il y a deux phénomènes simultanés : le survivant et la survivante transmet l'expérience narrative à ses pairs et,

d'autre part, décide de la manière de socialiser cette expérience à des tiers, en étant l'auteur et l'auteure principal de la forme et de la manière de répondre à une sollicitation ou directement le créateur ou la créatrice de celle-ci, par exemple en publiant son autobiographie littéraire et testimoniale. Le dernier chapitre de la deuxième partie est consacré à l'étude d'un cas particulier de création - celui d'Ana Iliovich - qui vise à montrer comment s'effectue la transmission des mémoires du passé récent à l'époque actuelle.

Ces *voix apparues* dont nous parlons ont dû entrer dans le moule de la catégorisation des droits humains afin d'expliquer les aberrations commises à leur encontre. Sachant que bientôt ils ne pourront plus expliquer ce qui s'est passé, certains d'entre eux et certaines d'entre elles tentent de reprendre là où ils et elles en étaient, qui ils et elles étaient avant d'entrer dans les camps, et à partir de là, ils et elles essaient de *crier* un nouveau message. Un message qui semble être attentif à l'évolution des acquis, mais qui est également consterné par l'identification qui a été faite entre le discours de la violation des droits de l'homme et de la femme et la violence politique utilisée contre les corps qui sont les victimes directes de l'appareil répressif. Ce désarroi demeure chez les survivants et les survivantes lorsque, depuis le présent, des revendications du passé récent sont soulevées, les définissant d'une manière radicalement différente du contenu que les militants leur donnaient à l'époque. Comme le suggère Martin Caparrós dans la préface de l'édition 2013 de *La Voluntad*, il n'y a rien de plus changeant – et instable, ajoutons-nous – que le passé :

« En aquellos días, veinte años atrás, le pedí a un veterano de la izquierda peronista –mucho tiempo de militancia, mucho tiempo de cárcel– que me contara su historia para incluirla en *La Voluntad*. Él, entonces, se negó porque ‘lamentablemente, si uno quiere hacer política en la Argentina actual –dijo, y él quería– no puede hablar de esas cosas’. El otro día lo vi en un canal de televisión pública contando aquellas historias con lujo de detalles y pensé que ahora podría decir que si uno quiere hacer política en la Argentina actual, debe hablar de esas cosas »<sup>112</sup>.

---

<sup>112</sup> « À l'époque, il y a vingt ans, j'ai demandé à un vétéran de la gauche péroniste - longtemps militant, longtemps en prison - de me raconter son histoire pour l'inclure dans *La Voluntad*. Il a refusé parce que ‘malheureusement, si vous voulez faire de la politique dans l'Argentine d'aujourd'hui’, a-t-il dit, et il le voulait, ‘vous ne pouvez pas parler de ces choses’. L'autre jour, je l'ai vu sur une chaîne de télévision publique raconter ces histoires dans les moindres détails et j'ai pensé que maintenant je pouvais dire que si vous voulez faire de la politique dans l'Argentine d'aujourd'hui, vous devez parler de ces choses ». Eduardo Anguía y Martín Caparros, *La voluntad. Una historia de la militancia revolucionaria en la Argentina 1966-1973. Tomo 1* Edición Definitiva. Planeta, Buenos Aires, 2013, pág XIX

Comme dans l'exemple de l'ancien prisonnier cité par Caparrós, mais à un degré d'intensité plus élevé, comme le souligne la préface, les voix des survivants et des survivantes proposent de revendiquer une sortie du traumatisme individuel en dénonçant les raisons qui les ont conduits à être déclarés ennemis de l'État. Et c'est dans cette volonté de montrer que les causes pour lesquelles ils et elles ont milité dans le passé restent irrésolues dans le présent qu'ils et elles se confrontent à eux-mêmes et à elles-mêmes et à l'orientation qu'ils et elles donnent à leurs propres discours depuis des années. Des discours qui, en revanche, sont désormais largement archivés dans des institutions à caractère mémoriel et commencent à se cristalliser comme réponse aux questions qui leur ont été posées au début de ce siècle. Cette double lutte pour le contrôle de sa propre expérience et de son propre récit, que l'on commence à peine à entrevoir, ceux et celles d'entre nous qui observent la manière dont elle se manifeste savent que ce sera une lutte courte et inégale. C'est précisément pour cette raison que chercher à comprendre cette période est un devoir scientifique et moral impératif auquel nous ne pouvons nous soustraire en tant qu'observateurs et observatrices de nos contemporains et de nos compatriotes.





**PREMIÈRE PARTIE**

***CLÉS THÉORIQUES ET MÉTHODOLOGIQUES POUR LA  
RÉCUPÉRATION DE LA PAROLES DES SURVIVANTS  
APPARUS ET DES SURVIVANTES APPARUES DANS LE  
CAS ARGENTIN***







**N N**  
ADA ADA

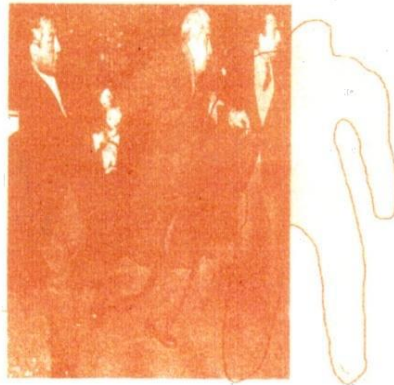
NADA MAS INTOLERABLE QUE ESTA GRAN AUSENCIA

**DESAPARECIDOS  
APARECIDOS**

Hay 500 jóvenes desaparecidos,  
que aún no conocen su identidad.  
**Vos podés ser uno de ellos;**  
vos podés conocer a uno de ellos.

HASTA LA VIDA LLEVA SIEMPRE

**PRESENTES**



Comisión hermanos (H.I.J.O.S) Alameda de Mayo  
hhermanos@siarme.cha.com Comisión: 3284 - 4º H  
Tel. 15-53 15-2266 Tel. 4864-3475

**H.I.J.O.S.**

**Hijos e hijos por la identidad y la justicia contra el olvido y el silencio**

Photo N° 8 : Enes, Composition. 2001. MEI

## A. APPARITIONS, CORPS INDOMPTÉS ET IDENTITÉS DISLOQUÉES

Le terrorisme d'État qui a eu lieu à la fin du siècle dernier en Argentine<sup>1</sup> est l'événement traumatique par excellence, la blessure la plus profonde de l'histoire contemporaine du pays. C'est un événement qui, en outre, lie de façon dramatique les expériences des Argentins à celles de leurs voisins uruguayens, chiliens, boliviens, paraguayens et brésiliens.

---

<sup>1</sup> La notion de *terrorisme* (d'État) que nous utilisons ici a une spécificité qui – comme nous l'expliquerons dans les pages suivantes – l'éloigne du sens que ce mot a acquis dans un grand nombre de pays car il a été associé aux événements tragiques du 11 septembre 2001 aux États-Unis. Nous la préférons à la notion de *répression* puisqu'il existe une relation de genre à l'espèce, la répression étant l'un des moyens par lesquels le terrorisme d'État se manifeste. Il s'agit à son tour d'une spécificité de *l'état d'exception* dans lequel, comme nous le verrons, l'imposition de la terreur à l'ensemble de la société et l'utilisation de l'armement de l'État sont des éléments essentiels. Lorsque nous faisons référence au concept de répression, nous le faisons en adoptant la définition de ce terme donnée par l'historienne Gabriela Águila lorsqu'elle affirme que « la répression est la mise en œuvre d'un ensemble de mécanismes coercitifs par l'État, quel que soit son contenu de classe, ses appareils ou les agents qui lui sont liés (cela inclut les organisations ou groupes paraétatiques), pour éliminer ou affaiblir l'action perturbatrice de divers acteurs sociaux et politiques ». Voir: Gabriela Águila, “Violencia política, represión y terrorismo de estado: a propósito de algunas conceptualizaciones para definir el accionar represivo en la historia reciente argentina”, en Patricia Flier (comp.), *Mesas de debate de las VII jornadas de trabajo sobre historia reciente*, La Plata, FAHCE, 2014. Nous écartons également l'utilisation du mot *contre-insurrection* comme définition du processus de violence qui a ravagé l'Argentine. De manière générale, la contre-insurrection peut être comprise comme l'ensemble des pratiques et techniques que les États appliquent pour contrer les *groupes insurgés* ou caractérisés comme tels. Ces pratiques, en grande partie illégales ou à la limite de la légalité, consistent en des opérations militaires, policières et de renseignement qui sont associées à des actions de propagande – guerre psychologique – visant dans certains cas la population dans le but d'affaiblir le soutien des groupes d'insurgés, ce qui réduit de fait le coût de leur élimination. Nous considérons que la terminologie de la contre-insurrection présente l'inconvénient d'être un terme dont l'utilisation peut être très générale et ambiguë puisqu'il s'applique à des conflits aussi disparates que les conflits colombien, vietnamien ou algérien. Nous convenons que le cas argentin nous permet d'identifier la stratégie répressive inspirée de la Doctrine de guerre révolutionnaire française, qui, mis à jour à la lumière de la Doctrine de sécurité nationale américaine, organisait les actions des forces armées à l'époque de la disparition. Voir le texte de Joseph Comblin, *Le pouvoir militaire en Amérique Latine. L'idéologie de la Sécurité Nationale*, Paris, Jean Pierre Delarge Editeur, 1977, et dans le même sens, plus récent : Marie Monique Robin, *Escadrons de la mort, l'école française*, Paris, La découverte, 2004. Cependant, nous considérons que cette notion présente un autre problème d'application, car son utilisation peut perdre de vue la projection politique et économique qui donne lieu à l'action répressive et être comprise dans le sens de la définition d'une pratique visant exclusivement à éliminer les mouvements révolutionnaires ou de guérilla, c'est-à-dire à contrecarrer une modalité de violence politique par une autre forme de violence, plus grave. Cela nous amènerait à soutenir l'idée de « l'ennemi intérieur » tel que le concevaient les militaires argentins, c'est-à-dire des groupes subversifs, armés et violents. Mais nous savons que les victimes étaient beaucoup plus nombreuses que celles qui ont pris les armes et que les victimes qui provenaient des organisations syndicales, étudiantes, professionnelles ou confessionnelles, pour ne citer que quelques exemples, n'étaient pas des victimes collatérales ou des produits d'un « excès de zèle » dans les actions des responsables de la répression, mais plutôt des cibles définies comme telles.

En utilisant la terminologie **Terrorisme d'État**, nous comprenons l'État comme un *Etat-système* au sens de Ralph Miliband :

« El Estado no es una cosa, no existe como tal. El término 'Estado' designa a cierto número de instituciones particulares que, en su conjunto, constituyen su realidad y ejercen influencia unas en otras en calidad de partes de aquello a lo que podemos llamar sistema de Estado»<sup>2</sup>.

En d'autres termes, une forme transitoire et historiquement déterminée de relations sociales, selon les termes de John Holloway<sup>3</sup>. C'est pourquoi nous considérons que l'État terroriste ne se caractérise pas en tant que tel au moment du coup d'État du 24 mars 1976, et qu'il ne commence pas non plus avec les premières disparitions qui portent les caractéristiques qui deviendront massives par la suite : les enlèvements politiques suivis de la disparition<sup>4</sup> du corps de l'opposant et de l'opposante enlevé. Selon nous, le terrorisme d'État a pris l'allure d'une puissance d'un **pouvoir qui fait disparaître** dans le cadre d'un processus qui a commencé par l'émergence de trois facteurs et qui a ensuite été consolidé par l'entrée en jeu d'autres éléments qui, ensemble, lui ont donné une forme définitive. Le premier facteur que nous pouvons signaler est l'apparition d'escadrons de la mort et de groupes paramilitaires (Concentración Nacional Universitaria ou CNU, La Alianza Anticomunista Argentina ou Triple A, et le Comando Libertadores de América, entre autres) soutenus par le pouvoir institutionnel mais qui pouvaient s'en différencier et dont la méthode d'action était la détention illégale et l'assassinat de militants considérés

---

<sup>2</sup> « L'État n'est pas une chose, il n'existe pas en tant que tel. Le terme "État" désigne un certain nombre d'institutions particulières qui, prises ensemble, constituent sa réalité et s'influencent mutuellement en tant que parties de ce que nous pouvons appeler le système étatique ». Ralph Miliband, *El Estado en la sociedad capitalista*. México DF, Siglo XXI, 1981, p. 50. Nous sommes d'accord avec la lecture que fait Horacio Tarcus de cet auteur qui, analysant la discussion historique entre Poulantzas et Miliband, rappelle que « bien que l'Etat soit une institution – ou plutôt un système d'institutions – séparée, relativement autonome de la classe économiquement dominante, dont les acteurs sociaux sont différents, la protection des intérêts de la classe dominante est assurée par le fait que le personnel de l'Etat est recruté dans les classes moyennes et supérieures, de sorte qu'il a des intérêts, une idéologie, etc. communs, et, fondamentalement, parce que la classe économiquement dominante possède une série de ressources pour imposer sa volonté au niveau politique » (Horacio Tarcus (ed.), *Débats sur l'Etat capitaliste*, Buenos Aires, Imago Mundi, 1991, p. 34). Dans le même ordre d'idées, Santiago Garaño, dans les traces de Boaventura de Sousa Santos, souligne qu'il faut « penser l'État comme un ensemble de bureaucraties, d'institutions, d'agents (tous imprégnés de la « qualité d'État »), mal articulés et même désarticulés, composés de différents groupes qui se battent et règlent leurs différends dans ces espaces que nous appelons l'État » (Garaño Santiago, « Notas sobre el concepto de estado terrorista » in *Question*, vol. 1, n° 61, janvier-mars 2019).

<sup>3</sup> John Holloway, *Marxismo, estado y capital*, Buenos Aires, Cuadernos del Sur-Tierra del Fuego, 1994.

<sup>4</sup> Comme celle de Luis Pujals, leader du PRT-ERP, en 1971.

comme « subversifs », « communistes », « gauchistes », généralement suivis de l'abandon des cadavres sur la voie publique. L'utilisation de la disparition par ces groupes correspond à l'utilisation d'une pratique sporadique, une méthodologie qui n'est pas généralisée. Le deuxième élément est l'action en Argentine de l'alliance répressive régionale connue sous le nom de **Plan Condor** ou **Opération Condor**<sup>5</sup>. Et enfin, la mise en place des directives du décret d'*anéantissement de la guérilla* en février 1975, qui a donné lieu à l'opération Indépendance à Tucumán et parallèlement au changement d'affectation des locaux policiers et militaires et à la multiplication des lieux qui serviront désormais de endroits clandestins pour la détention, la torture et la sélection de militants et de militantes politiques, sociaux/sociales et ecclésiastiques (guérilleros, guerrilleras, étudiants, étudiantes, syndicalistes, journalistes, avocats, avocates, enseignants, enseignantes, catéchistes, etc.) En d'autres termes, comme l'affirme l'avocat et journaliste décédé Eduardo Luis Duhalde dans ses nombreux ouvrages, **le terrorisme d'État est un processus graduel de consolidation d'un état d'exception<sup>6</sup> qui – ajoutons-nous – base son exécution sur une planification systématique et territoriale d'envergure nationale avec des connexions dans les pays voisins.**

Quant à l'état d'exception, il ne peut être identifié à la dictature comme le présupposait Carl Schmitt dans les années 1920, même s'il peut être l'une des formes dans lesquelles se manifeste l'« exception ». De même, l'état de siège est une simple modalité ou mécanisme de contrôle de la population, donc le concept d'état d'exception a une autre densité qui, dans ce travail, nous considérons être directement liée à la présence de non-lieux, de seuils de rationalité, de camps clandestins<sup>7</sup> à partir desquels s'exerce un nouveau

---

<sup>5</sup> Selon des documents déclassifiés en 1999, « l'opération Condor est le nom de code pour l'échange et le stockage d'informations de renseignement concernant les soi-disant gauchistes, communistes et marxistes, qui a établi une coopération récente entre les services de renseignement sud-américains pour éliminer les activités terroristes marxistes dans la région". Rapport des services de renseignements américains du 28 septembre 1976. Cela a été confirmé dans une deuxième série de documents déclassifiés et remis à l'Argentine entre 2016 et 2019. Dans l'un d'entre eux, il est indiqué que l'Argentine, le Brésil, la Bolivie, le Chili, le Paraguay et l'Uruguay, membres de Condor, se sont également mis d'accord en septembre 1976 sur un plan commun pour exécuter des objectifs subversifs dans des pays tiers, qu'ils ont appelé « Teseo » et qui impliquait une contribution mensuelle de 10 000 dollars pour son fonctionnement 10 000 dollars. Sur les documents déclassifiés, voir Francisco Martorell, *Operación Condor, el vuelo de la muerte*, Santiago du Chili, LOM Chile. Santiago du Chili, LOM, 1999. Et les sites <https://www.ippdh.mercosur.int/documentos-declassified-plan-condor/> et <https://desclasificados.org.ar>

<sup>6</sup> Cf Eduardo Luis Duhalde, *El Estado terrorista argentino*, Madrid, Argos Vergara, 1983, y *El Estado terrorista argentino*. Edition définitive (póstume), Buenos Aires, Colihue, 2013,

<sup>7</sup> Nous utilisons le terme « camps clandestins » pour désigner les lieux de détention (1974-1983); ce terme simplifié ne comprend pas les lieux par lesquels les détenus passaient afin d'être classés et dirigés

droit/non-droit, une loi illégale qui tente de remplir un espace vide de droit. Nous sommes ici d'accord avec Giorgio Agamben lorsqu'il souligne que :

« En verdad el Estado de excepción no es ni externo ni interno al ordenamiento jurídico, y el problema de su definición concierne precisamente a un umbral, o a una zona de indiferenciación, en el cual dentro y fuera no se excluyen sino que se indeterminan. [Paralelamente] la suspensión de la norma no significa su abolición, y la zona de anomia que ella instaure no está (o al menos no pretende estar totalmente escindida del orden jurídico). [En la zona de anomia] todas las determinaciones jurídicas y particularmente, la distinción entre público y privado, son desactivadas »<sup>8</sup>.

De cette façon, l'état d'exception peut être défini comme **la zone où la loi-force contrevient la loi-norme démocratique, constituant la loi comme un universel vide qui se nourrit des pratiques de contrôle de la société à travers la présence de camps clandestins de détention, de torture, de classification et d'extermination (disparition) et qui est contré par l'action de résistance des acteurs que cet état cherche à détruire.**

À partir de mars 1976, nous assistons donc à la consolidation d'un terrorisme d'État qui se débarrasse progressivement des groupes paramilitaires en organisant la répression par zones dans tout le pays, dont les principales caractéristiques, comme nous le dit Duhalde – et nous sommes d'accord – étaient le contrôle absolu de la répression, et, par conséquent, des postes clés du gouvernement et donc de l'appareil coercitif de l'État, y compris le pouvoir judiciaire<sup>9</sup>.

« La figura de la desaparición, como tecnología del poder instituido, con su correlato institucional, el campo de concentración-extermínio hicieron su aparición estando en vigencia las llamadas instituciones democráticas y dentro de la administración peronista de Isabel Martínez. Sin embargo, eran entonces apenas una de las tecnologías de lo represivo. El golpe de 1976 representó un cambio sustancial: la

---

vers une autre destination. Lorsque nous faisons référence à la réaffectation ou aux camps de transit, nous le disons expressément.

<sup>8</sup> « En vérité, l'état d'exception n'est ni externe ni interne à l'ordre juridique, et le problème de sa définition concerne précisément un seuil, ou une zone d'indifférenciation, dans laquelle le dedans et le dehors ne sont pas exclus mais indéterminés. [En même temps], la suspension de la norme ne signifie pas son abolition, et la zone d'anomie qu'elle instaure n'est pas (ou du moins ne prétend pas être) totalement détachée de l'ordre juridique. [Dans la zone d'anomie] toutes les déterminations juridiques, et en particulier la distinction entre public et privé, sont désactivées ». Giorgio Agamben, *Estado de excepción*, Buenos Aires, Adriana Hidalgo, 2003, p. 61 y subss.

<sup>9</sup> Eduardo Luis Duhalde, 2013, *op. cit.*

desaparición y el campo de concentración-extermínio dejaron de ser una de las formas de la represión para convertirse en la modalidad represiva del poder ejecutada de manera directa desde las instituciones militares. Desde entonces, el eje de la actividad represiva dejó de girar alrededor de las cárceles para pasar a estructurarse en torno al sistema de desaparición de personas, que se montó desde y dentro de las Fuerzas Armadas »<sup>10</sup>.

D'autres composantes de ce système étatique sont le démantèlement et la désarticulation de la société civile et politique par la suppression des libertés publiques, des partis politiques et des organisations syndicales et sociales, la prise de contrôle des médias, des organisations professionnelles et des universités. A cela s'ajoute, comme élément central du maintien du groupe dominant au pouvoir et de la réalisation de ses objectifs, **la forme clandestine de la répression illégale**. C'est cet aspect qui, à notre avis, marque la différence majeure entre l'État argentin et les autres États latino-américains de type bureaucratique-autoritaire<sup>11</sup> – selon la conceptualisation de Guillermo O'Donnell<sup>12</sup> – marqués par d'autres manifestations de la composante répressive.

Par conséquent, la période considérée, au cours de laquelle le terrorisme d'État a été exercé contre la population argentine, comprend **la décennie allant de la fin de 1973** (entre 1973 et 1974, 45 victimes de disparition forcée ont déjà été recensées) **jusqu'en 1983**, début de la période de démocratie constitutionnelle formelle ouverte par les élections libres du 10 décembre 1983, **prolongeant ses conséquences directes jusqu'en 1986**, date à laquelle les derniers prisonniers de la dictature civico-militaire (1976-1983)<sup>13</sup>

---

<sup>10</sup> « La figure de la disparition, comme technologie du pouvoir institué, avec son corrélat institutionnel, le camp de concentration-extermínio, a fait son apparition lorsque les institutions dites démocratiques étaient en vigueur et au sein de l'administration péroniste d'Isabel Martínez. Cependant, ils ne constituaient alors qu'une des technologies de répression. Le coup d'État de 1976 représente un changement substantiel : la disparition et le camp de concentration-extermínio cessent d'être une des formes de répression et deviennent la modalité répressive du pouvoir exécutée directement par les institutions militaires. Dès lors, l'axe de l'activité répressive a cessé de tourner autour des prisons pour se structurer autour du système de disparition des personnes, qui a été mis en place à partir et au sein des forces armées. » Pilar Calveiro, *Poder y desaparición*, Buenos Aires, Colihue, 1998, p. 27.

<sup>11</sup> Dans ceux-ci, non seulement la matrice sociale est excluante, comme ce fut le cas après le coup d'État de 76, mais elle favorise également la dénationalisation de l'économie.

<sup>12</sup> Voir Guillermo O'Donnell, *El estado burocrático autoritario 1966-1973*, Buenos Aires, Editorial Belgrano, 1981.

<sup>13</sup> Cette terminologie – qui, nous en sommes conscients, peut donner lieu à des discussions – n'a pas, à notre avis, sa place ici si elle est comprise comme un synonyme d'une alliance civico-militaire de type uruguayen qui a permis à un civil comme le politicien Colorado Bordaberry de fermer l'Assemblée législative et de rester au pouvoir comme la tête visible des premières années du gouvernement autoritaire. Nous proposons de lire cette qualification en termes de « réseau complexe d'intérêts, illégitimes et semi-clandestins, dans lequel une grande variété d'institutions et d'acteurs, publics et privés, sont imbriqués » et agissent de concert » Alfredo Pucciarelli (coord.), "Introduction", dans *Empresarios, Ténócratas y*

ont été libérés<sup>14</sup>. Au cours de cette période, il y a des moments de plus grande intensité répressive. Cette sous-période se situe entre 1976 et 1979 et est démontrée par le nombre de victimes au cours de ces trois années. Au cours des deux années allant de mars 1976 à la fin de 1977, la plupart des enlèvements et disparitions de bébés et d'enfants ont eu lieu. En ce qui concerne les survivants et les survivantes, une périodisation similaire ne peut pas être établie car chaque camp clandestin avait sa propre logique d'extermination ou de libération.

### **Récupérer l'histoire en faisant appel à la mémoire des acteurs-victimes**

Comme mentionné précédemment, durant les années 70, toute la région a succombé à l'horreur de la répression illégale et a vu naître des mouvements de résistance – plus ou moins importants – désireux de proposer et de construire une issue à la violence sur la base de leurs identités nationales, profondément marquées par la manière dont la répression a façonné les différents corps sociaux. En raison des caractéristiques de l'état d'exception, pour revisiter ces événements, si proches dans le temps et si présents dans leurs conséquences, il est nécessaire de placer au centre de l'analyse les voix de leurs protagonistes, ou du moins (l'option que nous avons prise dans cette recherche), les voix de ceux qui ont été soumis physiquement et psychologiquement par les forces criminelles étatiques et para-étatiques. S'il faut admettre que pénétrer dans les méandres de l'histoire

---

militaires, Buenos Aires, Siglo XXI, 2004, p. 15. Ce nom correspond donc à l'idée d'un système étatique que nous avons proposé précédemment et qui nous permet d'associer le caractère répressif de la dictature à la nature politique et économique de la dictature. D'autre part, la qualification de « civique-militaire » (avec participation ecclésiastique), bien qu'utilisée principalement par des acteurs militants, nous pensons que, depuis les nouvelles connaissances apportées par les procès contre l'humanité au cours des dix dernières années, elles peuvent être récupérées sur le plan académique, car il nous permet de mettre en évidence les principales responsabilités des groupes d'entreprises dans la politique économique libérale de la dernière dictature argentine, mais aussi dans les pratiques qui ont permis la disparition des travailleurs et des travailleuses. Deux exemples sont emblématiques de ce double rôle. L'un d'entre eux est le cas de la sucrerie Ledesma, qui a mis des véhicules et des hommes au service de l'enlèvement de plus de 300 personnes lors de « *la noche del apagón/ la nuit de l'obscurité* » (juillet 1976), tout en fournissant ses entrepôts pour la détention et la torture des séquestrés et des séquestrées. L'autre est celle de l'entreprise Ford qui, à son siège de General Pacheco, a utilisé une partie du site comme camp de détention. Ses administrateurs, dès que les militaires ont pris le pouvoir, ont remis aux forces armées une liste de noms et de photos de délégués et des déléguées syndicaux et de travailleurs militants et de travailleuses militantes de l'entreprise. 24 personnes de Ford sont portées disparues. Les deux affaires ont donné lieu à des procès qui jugent ou ont jugé la participation de civils à ces actes criminels. Des civils comme l'ancien juge Brusa à Santa Fe et l'ancien aumônier de la police de Buenos Aires Cristian Von Wernich ont également été jugés pour leur participation à la répression. Au-delà de ces cas emblématiques, les exemples sont nombreux.

<sup>14</sup> Certains des « prisonniers et prisonnières dits de la dictature » ont été emprisonnés avant le 24 mars 1976.



du temps présent n'apporte pas que des avantages, il est vrai aussi qu'il n'est pas si fréquent qu'un historien ou un sociologue puisse avoir le privilège de « rentrer dans l'histoire » à partir du témoignage de ceux qui l'ont forgée et de compléter ainsi les informations que peuvent fournir les archives documentaires et journalistiques<sup>15</sup>. Dans le cas de l'Argentine, comme dans la plupart des autres cas où l'on tente de recréer l'histoire des massacres de masse et des crimes aberrants en Amérique latine, les archives « habituelles »<sup>16</sup>, si l'on peut les appeler ainsi, de l'époque, bien que des témoins prétendent les avoir vues et que la bureaucratie militaire en permette la consultation, sont pratiquement inexistantes. Ceux qui peuvent être consultés (registres des cimetières, registres des prisons, registres de la police provinciale...), au-delà des progrès réalisés ces

---

<sup>15</sup> Selon Alessandro Portelli, ce dialogue simultané du chercheur avec l'archive et les témoins (dont beaucoup, comme nous l'avons vu dans nos propres recherches, sont ceux qui ont constitué ou intégré certaines de ces archives « corroborantes ») est l'ADN de l'histoire orale. Nous reviendrons sur cette question plus loin dans ce chapitre. Voir à cet égard les travaux de Portelli, notamment son ouvrage classique : *La orden ya fue ejecutada : Roma, las fosas Ardeatinas, la memoria*, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica, 2004. Economica, 2004. Ainsi que: Alessandro Portelli *Historias orales, narración, imaginación y dialogo*, La Plata, Protohistoria Ediciones-Facultad de Humanidades y Ciencias de la Educación, Universidad Nacional de La Plata, 2016/ *Storie Orali. Racconto, immaginazione, dialogo*. Roma, Donzelli Editore, 2017.

<sup>16</sup> Nous faisons référence au type d'archives documentaires qui permet de rendre compte du développement de la répression et du sort des victimes comme celles qui, par exemple, documentent le départ des déportés de France vers les camps de la mort nazis que l'on peut facilement retrouver dans le musée et le centre de documentation du Mémorial de la Shoah. (Dans ce musée, par exemple, il est possible de saisir un nom de famille et d'obtenir le nom du « convoi » dans lequel la personne a été déportée) ou les archives complètes de Yad Vashem, dont les collections, riches en témoignages, comprennent une grande quantité de documents officiels. Les deux sites ont été consultés pour la dernière fois en juillet 2020. <https://www.yadvashem.org/es/archive/about/our-collections.html>  
[http://ressources.memorialdelashoah.org/resultat.php?type\\_rech=rap&bool%5B%5D=&index%5B%5D=fulltext&value%5B%5D=brener&bool%5B%5D=AND&index%5B%5D=fulltext&value%5B%5D=&bool%5B%5D=AND&index%5B%5D=fulltext&value%5B%5D=&spec\\_date\\_naissance\\_start=&spec\\_date\\_naissance\\_end=&naissances\\_tous=&adresses\\_tous=&biographies\\_tous=&id\\_pers=\\*&spec\\_expand=1#](http://ressources.memorialdelashoah.org/resultat.php?type_rech=rap&bool%5B%5D=&index%5B%5D=fulltext&value%5B%5D=brener&bool%5B%5D=AND&index%5B%5D=fulltext&value%5B%5D=&bool%5B%5D=AND&index%5B%5D=fulltext&value%5B%5D=&spec_date_naissance_start=&spec_date_naissance_end=&naissances_tous=&adresses_tous=&biographies_tous=&id_pers=*&spec_expand=1#)

Les archives du plan Condor, retrouvées presque par hasard dans un commissariat de police paraguayen par l'avocat et ancien prisonnier politique Martín Almada et le juge José Fernández, ainsi que les deux séries de documents déclassifiés provenant des États-Unis, entreraient dans cette catégorie. A propos de ces derniers, la journaliste Stella Calloni déclare : « Les Archives de l'Horreur, comme on les appelle depuis lors, sont devenues une clé pour déchiffrer l'histoire récente de l'Amérique latine. Les archives détaillent le sort de centaines, voire de milliers, de Latino-Américains secrètement enlevés, torturés et assassinés par les régimes de droite des années 1970. Ils offrent également une trace écrite qui confirme l'existence d'une conspiration sournoise et sanguinaire entre les services d'Argentine, de Bolivie, du Brésil, Chili, Paraguay et Uruguay pour traquer et éliminer les opposants politiques sans tenir compte des frontières nationales. Il est maintenant possible de compléter les grandes lignes de l' "Opération Condor", tel que ce réseau illicite était connu ». Article disponible sur le site <http://www.derechos.org/nizkor/doc/condor/calloni.html>. Ces archives, protégées par l'UNESCO en tant que Mémoire du monde, sont conservées sous les auspices du ministère paraguayen de la justice dans le musée de la Justice, centre de documentation et d'archives pour la défense des droits de l'homme au Paraguay. Les données ont été traitées en réponse à des ordonnances judiciaires et une petite partie des documents est disponible pour le public.

dernières années<sup>17</sup>, sont encore difficiles d'accès pour le chercheur et, d'autre part, elles sont extrêmement dispersées sur le territoire et au-delà de ses frontières. En d'autres termes, on peut dire que l'État terroriste a enregistré ses actes criminels de manière à ce que l'enregistrement fasse partie de sa dissimulation. Par conséquent, les atteindre et les décoder, sans être impossible, n'est pas une tâche simple. Telle est la position de l'EAAF (l'équipe argentine d'anthropologues légistes), organisation qui a été et est toujours chargée de l'identification des corps non identifiés qui ont été trouvés et qui peuvent être liés à la période dont il est question. Pour l'EAAF, l'État terroriste, dans son aspect bureaucratique, donne sa version des faits, qu'il enregistre et laisse des traces éparses, comme s'il s'agissait des petites miettes du Petit Poucet :

« Reticentemente (lo menos posible), con una ineficiencia que mezcla sabiamente estupidez y formalidad (lo genérico y consecuentemente inútil para la diferenciación se repite como una ceremonia, los rasgos distintivos se ignoran, se esconden, se entierran), ciego, sordo y mudo a lo que no debía ver, oír o decir, pero tampoco pudiendo dejar de registrar, **el Estado burocrático escribió, a su manera, la historia**. Es muy fácil disgregarse en la aberración de sus eufemismos, pero eso ocurre cuando uno presupone que el Estado burocrático no miente (o no debe mentir) y puede superarse al comprobar que el registro es – cuando las cosas están sucediendo– también una forma de ocultarlas, de hacerlas parte del pasado. De hecho, es **la única forma en la que el Estado burocrático puede cumplir con sus dos imperativos, en orden de importancia: obediencia y registro**»<sup>18</sup>.

---

<sup>17</sup> Nous faisons particulièrement référence, en raison de leur contenu et de leur utilité, aux archives de la Direction des renseignements de la police de la province de Buenos Aires (DIPPBA), sous la garde de la Commission provinciale de la mémoire de Buenos Aires, aux archives des prisons du Paraná entre les mains du Registre unique de la vérité d'Entre Ríos et aux archives de la Direction de l'information de la Province de Santa Fe, à la disposition du secrétaire aux droits de l'homme de cette province.

<sup>18</sup> « "Rétiquement (le moins possible), avec une inefficacité qui mêle savamment stupidité et formalisme (le générique et par conséquent inutile à la différenciation est répété comme une cérémonie, les traits distinctifs sont ignorés, cachés, enterrés), aveugle, sourd et muet à ce qu'il n'était pas censé voir, entendre ou dire, mais aussi incapable de cesser d'enregistrer, l'État bureaucratique a écrit l'histoire à sa manière. Il est très facile de se désintégrer dans l'aberration de ses euphémismes, mais cela se produit lorsque l'on suppose que l'État bureaucratique ne ment pas (ou ne devrait pas mentir), et peut être surmonté en réalisant que l'enregistrement est – lorsque les choses se produisent – également une manière de les cacher, de les faire appartenir au passé. En fait, c'est le seul moyen pour l'État bureaucratique de satisfaire ses deux impératifs, par ordre d'importance : l'obéissance et l'enregistrement ». « ¿Qué significa identificar? », comunicación de Maco Somigliana y Darío Olmo, Integrants del Equipo Argentino de Antropología Forense, Córdoba, in *Sitios de memoria: experiencias y desafíos Cuaderno I*, Red Federal de Sitios de Memoria, s/f p. 55. Les surlignages nous appartiennent.

Ces déclarations deviennent beaucoup plus claires si l'on prend comme exemple l'enregistrement des décès dans les registres officiels, une activité centrale dans la recherche des personnes disparues :

« Como cualquier registro, este tipo de datos necesita ser decodificado. Esa decodificación invierte el orden de volcado: desecha los datos repetitivos y trata de recuperar los distintivos. Los tipos de datos con los que el Estado burocrático carga este orden tienen varias fuentes distintas, dichas fuentes son parciales y fragmentarias, lo cual produce un efecto de multiplicación de datos diversos muchas veces referidos al mismo hecho. La fuente u origen define una utilidad determinada del dato que ofrece. Por ejemplo, la más extendida fuente de registro de defunciones por causa de muerte violenta, en horas nocturnas, en parajes deshabitados o solitarios, son los distintos registros civiles, una de cuyas obligaciones primordiales es la de documentar los incidentes de las personas que viven (o mueren) en un determinado ámbito geográfico o municipio. Un lógico encadenamiento de trámites burocráticos obliga a registrar la defunción para poder inhumar en el cementerio (igualmente municipal). La forma de balancear las dos obligaciones señeras del burócrata es llenar el formulario respectivo con la menor cantidad de datos específicos posibles. La falta de información distintiva (individual) no puede ocultarnos la importancia de este registro: su extensión (la enorme mayoría de las personas “desaparecidas” cuyos cuerpos aparecieron se encuentra registrada mediante acta de defunción) y su precisión (primordialmente respecto del lugar y fecha en que la muerte sucedió, pero también de otros datos de las víctimas tales como el sexo de los involucrados, sus edades aproximadas, vestimenta, etc.) lo convierten en el más frecuente generador de ocurrencias en el conjunto de los *cuerpos sin identidad* ». <sup>19</sup>

---

<sup>19</sup> « Comme tout enregistrement, ce type de données doit être décodé. Ce décodage inverse l'ordre de ce qui est avancé : il écarte les données répétitives et tente de récupérer les données distinctives. Les types de données avec lesquelles l'État bureaucratique charge cet ordre ont plusieurs sources différentes ; ces sources sont partielles et fragmentaires, ce qui produit un effet de multiplication de données diverses se référant souvent au même fait. La source ou l'origine définit une certaine utilité des données qu'elle offre. Par exemple, la source la plus répandue d'enregistrement des décès par mort violente, la nuit, dans des lieux inhabités ou solitaires, sont les différents registres d'état civil, dont l'une des obligations premières est de documenter les incidents des personnes vivant (ou mourant) dans une zone géographique ou une municipalité donnée. Une chaîne logique de procédures bureaucratiques rend nécessaire l'enregistrement du décès afin de pouvoir être enterré dans le cimetière (également municipal). La façon d'équilibrer les deux devoirs importants du bureaucrate est de remplir le formulaire correspondant avec le moins de données spécifiques possible. L'absence d'informations distinctives (individuelles) ne peut nous cacher l'importance de ce registre : son étendue (la grande majorité des "disparus" dont les corps réapparaissent sont enregistrés par acte de décès) et sa précision (principalement en ce qui concerne le lieu et la date du décès, mais aussi d'autres données sur les victimes telles que le sexe des personnes impliquées, leur âge approximatif, leurs vêtements, etc.) en font le générateur le plus fréquent d'occurrences dans le décompte des corps sans identité ». *Idem*, p. 56.

Conformément à l'évaluation professionnelle de l'EAFF, les témoignages des proches des victimes montrent la méthodologie de la dissimulation par l'enregistrement. C'est le cas du disparu Mario Stirnemann, dont la fille aînée, María Laura, a réussi à trouver dans un livre de cimetière les données qui lui ont permis ensuite de retrouver ses ossements. Silvina, son autre fille, raconte l'histoire :

S.S.: Mi vuelta a Argentina es el entierro de papa. María Laura había hecho una búsqueda durante meses, ella estudiaba antropología prehistórica y empezó a buscarlo a papá. Y nosotros viajamos para desenterrarlo y para enterrarlo, ella trabajo con los antropólogos, y ahí ubican el cuerpo.

M.I.: ¿Dónde encuentran el cuerpo?

S.S.: En el cementerio de Lomas de Zamora. Estaba en una fosa con un bebé.

M.I.: Antes de desenterrarlo, ¿ya tenían la certeza de qué era tu papá?

S.S.: Si porque **estaba con su propio nombre, con un error en el apellido, pero estaba con su propio nombre. Lo que hacían los milicos en esa época era hacer errores en el apellido para que no salte en los habeas corpus.**

M.I.: ¿Y estaba anotado más o menos con la fecha que cayó? ¿Pudieron reconstruir algo de eso?

S.S.: Sí, sí, empezamos a reconstruir ahí y además la jueza después hizo una pericia y en ese viaje le abrimos un juicio al Estado argentino. Cuando lo fuimos a buscar años después se había perdido el expediente. Pero bueno, queríamos que el Estado nos dé una respuesta sobre qué había pasado con papá”<sup>20</sup>.

Quant à la presse de l'époque actuellement disponible dans les bibliothèques et les archives, il faut savoir que l'on ne dispose que de traces partielles. D'une part, parce qu'il

---

<sup>20</sup> « S.S. : Mon retour en Argentine est pour l'enterrement de papa. María Laura cherchait depuis des mois, elle étudiait l'anthropologie préhistorique et a commencé à chercher papa. Et nous avons voyagé pour le déterrer et l'enterrer, elle a travaillé avec les anthropologues, et là ils ont trouvé le corps.

M.I. : Où trouvent-ils le corps ?

S.S. : Dans le cimetière de Lomas de Zamora. Il était dans une tombe avec un bébé.

M.I. : Avant de le déterrer, étiez-vous déjà sûr qu'il était votre père ?

S.S. : Oui, parce qu'il portait son propre nom, avec une erreur dans le nom de famille, mais il portait son propre nom. Ce que les miliciens faisaient à l'époque, c'était de faire des erreurs dans le nom de famille pour que cela n'apparaisse pas dans l'habeas corpus.

M.I. : Et il était plus ou moins noté avec la date de sa chute ? Avez-vous pu reconstituer tout cela ?

S.S. : Oui, oui, nous avons commencé à le reconstruire et le juge a plus tard fait un rapport d'expertise et sur ce voyage nous avons intenté un procès contre l'État argentin. Lorsque nous avons cherché à le retrouver des années plus tard, le dossier avait été perdu. Mais, eh bien, nous voulions que l'État nous donne une réponse sur ce qui était arrivé à papa ». Témoignage de Silvina Stirnemann, mai de 2022. Le surlignage nous appartient.

s'agit de traces incomplètement conservées<sup>21</sup> et, d'autre part, parce qu'elles sont le résultat de publications réalisées sous la tutelle d'un gouvernement qui répond à un régime dans lequel prévaut une censure stricte (voire l'autocensure, fruit de la peur et de la terreur) et un ordre de surveillance quasi-total qui a provoqué, dans certains cas, non moins nombreux et importants, le contenu des articles qui déguisaient les événements qui avaient eu lieu sous l'apparence d'autres événements opposés à la réalité. Un exemple caractéristique de la falsification des informations est l'utilisation dans la presse nationale et locale des catégories « tué lors d'une confrontation » ou « suite à l'application de la loi sur les évasions » pour remplacer ce qui était en fait des « meurtres commis par les forces répressives ». Ce travestissement de la réalité signifie que les survivants et les proches sont contraints de prouver la vérité de chaque cas sur la base des quelques éléments disponibles. Lorsqu'il y parvient, comme dans le cas de la récupération des ossements et de l'inhumation qui s'ensuit, comme cela a été possible dans le cas de Mario Stinermann, le membre de la famille est en mesure d'inverser le stigmate attaché à la personne disparue en montrant à la société le crime par une preuve irréfutable : le corps<sup>22</sup>.

Dans d'autres cas, comme celui du photographe Gustavo Germano, le mensonge de la mort de son frère Eduardo, dit et écrit publiquement, *doit être controversé de manière visible et massive*, d'où que celui-ci soit le thème qui constitue la colonne vertébrale de son projet actuel *Contradesaparecido*<sup>23</sup>.

---

<sup>21</sup> Dans les grandes bibliothèques de journaux de la capitale fédérale ou de la ville de La Plata, nous avons remarqué que, par exemple, les numéros correspondant à des moments clés de l'histoire récente sont souvent absents, de même que de nombreux livres d'époque, ces derniers étant censurés ou détruits. Ce thème a été travaillé, entre autres, par Judit Gociol et Hernan Invernizzi dans *Un golpe a los libros*. Les auteurs affirment que l'enquête qu'ils ont menée révèle que « conjointement avec le plan systématique de disparition de personnes mis en œuvre par la dictature s'est accompagné d'un projet tout aussi systématique de disparition des symboles, des discours, des images et des traditions. Si, d'un côté, il y avait les camps de concentration, les prisons et les “grupos de tarea”, de l'autre, une infrastructure complexe de contrôle culturel et éducatif s'est mise en place : équipes de censure, analyses biographiques, notes de service, avocats, intellectuels, etc. » Hernán Invernizzi y Judit Gociol, *Un golpe a los libros*, Buenos Aires, Eudeba, 2010, p. 15.

<sup>22</sup> Jusqu'au milieu des années 1990, la famille a reçu des lettres disant que Mario était vivant dans un autre pays.

<sup>23</sup> Le photographe Gustavo Germano travaille à partir du processus de récupération de la vérité de ce qui est arrivé à son frère Eduardo (disparu avec le simulacre de la confrontation) pour élaborer le projet *Contradesaparecido*, non encore présenté au public. En mars 2022, avec le professeur Enrique Fernandez Domingo et dans le cadre des séminaires ALHIM Paris 8, nous avons co-organisé une pré-présentation de ce projet. Voir les photos des modèles en annexe. Gustavo Germano est également l'auteur du projet visuel Ausencias (Absences) dans lequel il raconte la disparition précisément à travers des distiques photographiques : une image du passé où la personne est vue vivante, et une autre du présent où la disparition, l'« absence », est enregistrée. L'un de ce distique a pour protagoniste son frère Eduardo. Il explore ainsi, sous l'angle de l'art, cette frontière qui sépare le disparu de ses « frères », « fils », « amis », que nous avons évoquée précédemment.

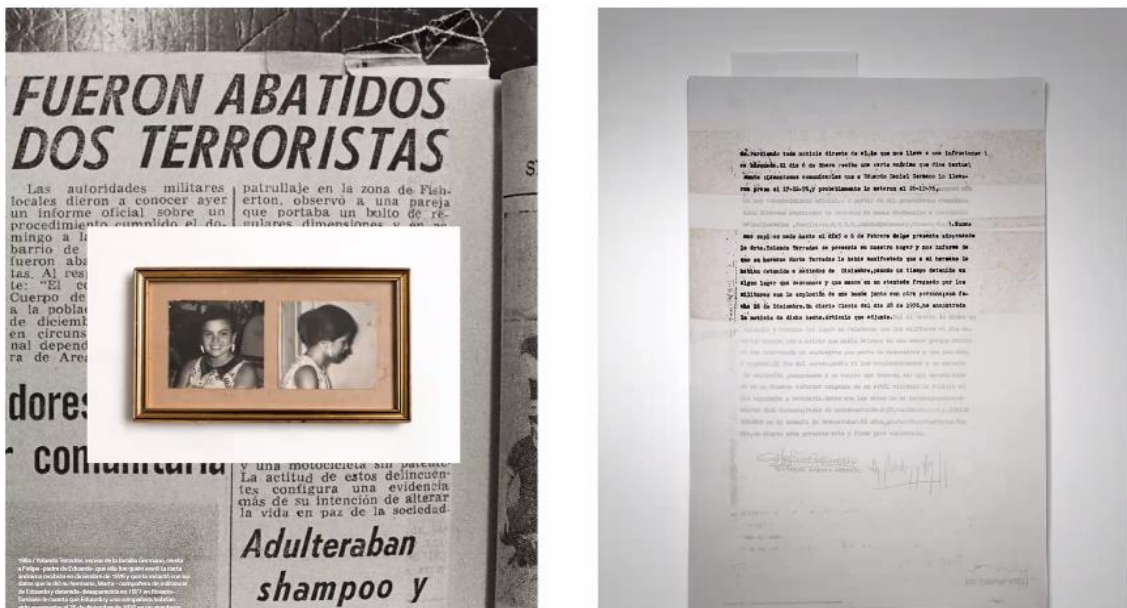


Photo 9 : Fragment du projet *Contra desaparecido* de Gustavo Germano. MEI

Pour ces raisons, entre autres, les voix des « vaincus » deviennent, sans conteste, non pas la seule mais la principale source socio-historique. Les collecter, c'est alors donner forme à l'événement, puisque, comme le disent Paul Veyne et Paul Ricoeur <sup>24</sup>, un fait historique ne se limite pas seulement à ce qui s'est passé dans un temps et un espace précis, mais aussi à ce qui peut être raconté ou aux quelques traces récupérables des événements passés. Face à ces faits limites, toute reconstruction de ce qui s'est passé sera donc une source de « connaissance mutilée »<sup>25</sup> et nécessitera une méthodologie complexe et systématique qui commence par l'identification des sujets de cette histoire. Un sujet qui, après avoir été reconnu comme tel, doit être défini en conséquence afin d'être inclus, au-delà de ses spécificités, dans une typologie objectivement délimitée qui, en le transformant en *objet de recherche*, permet de l'apprécier à la fois comme victime et comme acteur. C'est-à-dire dans son mouvement, dans son essence et dans son devenir.

Revenir sur le passé en accompagnant le processus mémoriel de ses acteurs implique donc de privilégier les identités multiples aux témoignages statiques, en associant les deux sans perdre de vue que ces derniers ont été produits par l'action des témoins dans des contextes sociopolitiques spécifiques. Il ne faut pas non plus oublier

<sup>24</sup> Paul Veyne, *Comment on écrit l'histoire*, Paris, Seuil, 1981. Por otra parte, ver : “Plaidoyer pour le récit” en Paul Ricoeur, *Temps et récit, I. L'intrigue et le récit historique*, Paris, Seuil, Points, 1983.

<sup>25</sup> Idem, p. 303.

que ce sont ces identités situées qui produisent des déplacements et des circulations simultanées de la parole, qui font coexister et se succéder différents flux et catégories de témoignages. Circulation errante de témoignages qui modifie la régularité chronologique et complète constamment la connaissance socio-historique de ce qui s'est passé. Ce dernier point nous amène à définir provisoirement deux catégories étroitement liées : le témoignage et le témoin. Une première définition du témoignage nous amènera à considérer comme tels les **échantillons d'un type particulier de récit basé sur l'expérience concluante d'un sujet qui a été le protagoniste direct des événements à analyser**. Par conséquent, dans tous les cas, il sera l'expression matérielle d'une narration faite à la première personne. **Les documents, quelle que soit leur forme, qui témoignent d'une manière ou d'une autre des mêmes faits** seront également considérés comme des témoignages, écartant en ce sens ceux qui se situent dans l'espace de la représentation de ces faits.

De ce point de vue, les documents que nous appelons ici témoignages peuvent servir de preuves dans un processus judiciaire ou – dans les mains de l'historien ou du spécialiste des sciences sociales – d'outil pour vérifier ce qui s'est passé. À la suite de l'historienne Florence Descamps, nous considérerons comme témoin « la personne la mieux placée par rapport à l'objet à analyser », c'est-à-dire « le meilleur informateur possible » ou – nous ajoutons – « la meilleure informatrice possible »<sup>26</sup>; cela signifie que **pour témoigner de l'apparition, nous considérons que les personnes indiquées sont celles qui ont d'abord disparu puis ont été libérées**, par opposition à celles qui témoignent de moments précis de ce processus de disparition-apparition en tant que témoin extérieur (témoin oculaire, mais pas toujours) de l'événement. C'est le cas des parents ou des voisins qui, par exemple, ont vu ou entendu quelque chose au moment où la personne en question est enlevée ou qui peuvent rendre compte du temps passé par une personne en état de disparition ou de l'absence définitive. Ceux-ci doivent être considérés comme des **témoins tiers**. Le témoin, tel que nous l'entendons, commence à être témoin à partir du moment où il n'est plus totalement affecté par les engrenages concentrationnaires qui lui rongent l'existence, établissant à ce moment précis le début de la distanciation temporelle nécessaire pour que, de l'expérience des faits, on puisse passer

---

<sup>26</sup> Dans le texte original : « La personne mieux placé vis-à-vis de l'objet visé », « le meilleur informateur possible », Florence Descamps, *L'historien, l'archiviste et le magnetophone. De la constitution de la source orale à son exploitation*, Paris, Comité pour l'Histoire Economique et Financière de la France, 2001, p. 286.

à l'exposition de la parole. Cela n'implique nullement que le point de départ du témoignage soit la libération du témoin, mais plutôt la récupération par le témoin de son humanité et, par conséquent, que l'enregistrement du souvenir du sujet soit le produit de l'émancipation consciente de l'acte d'appréhender les faits afin de pouvoir témoigner. Dans le cas argentin, comme le démontrent les témoignages recueillis et produits, les documents de l'époque et la bibliographie récente<sup>27</sup>, la parole de l'apparu et de la apparue commence à émerger pendant la période dictatoriale, c'est pourquoi le témoignage ne peut être associé à l'intervention de l'État démocratique constitutionnel. La spécificité du témoin et de la témoin, implique une relation unique entre la connaissance et l'expérience que la sociologue et survivante Pilar Calveiro décrit très clairement :

« El testimonio del sobreviviente relata una experiencia, su experiencia del terrorismo de Estado, de la que deviene un 'saber' de eso que sólo a posteriori designamos como 'terrorismo de Estado', pero que él reconoce como terror específico, inscrito sobre su cuerpo de manera cuidadosa y sistemática, mediante la tortura. El conocimiento de ese poder lo atraviesa aunque no encuentre 'categorías' para nombrarlo teóricamente, tal vez porque la experiencia excede siempre a su propia conceptualización. Pero aun así sabe, sabe de otra manera y sabe otras cosas que quienes encuentran el nombre que finalmente designa el fenómeno, sin haberlo experimentado »<sup>28</sup>.

Cependant, la connaissance par l'expérience ne se suffit pas à elle-même, mais constitue plutôt la base nécessaire sur laquelle peuvent se fonder la réflexion et l'interprétation de ce qui a été vécu. Ce sont deux conditions que le témoin et la témoin partagent avec le chercheur et la chercheuse social et qui sont nécessaires pour que le témoignage trouve un sens et entre dans l'histoire. Les témoignages sont des fragments. Et ils sont multiples et insondables. Dans l'ensemble, les témoignages doivent être considérés comme des pratiques sociales et politiques qui proposent des relations

---

<sup>27</sup> Nous nous référons aux ouvrages de Rodriguez Tizón cités dans l'introduction et aux nombreux travaux de Silvina Jensen et Marina Franco sur l'exil, qui sont répertoriés dans la bibliographie finale.

<sup>28</sup> « Le témoignage du survivant relate une expérience, son expérience du terrorisme d'État, d'où découle une "connaissance" de ce que nous ne désignons qu'a posteriori comme "terrorisme d'État", mais qu'il reconnaît comme une terreur spécifique, soigneusement et systématiquement inscrite dans son corps par la torture. La connaissance de ce pouvoir le traverse, même s'il ne trouve pas de "catégories" pour le nommer théoriquement, peut-être parce que l'expérience dépasse toujours sa propre conceptualisation. Mais il sait quand même, sait différemment et sait d'autres choses que ceux qui trouvent le nom qui désigne enfin le phénomène sans l'avoir vécu ». Pilar Calveiro, "Testimonio y memoria en el relato histórico" in *Acta Poética*, n° 27, otoño, 2006, pp. 65-86.



possibles avec le passé, comme le suggère Hugo Vezzetti dans « El testimonio en la formación de la memoria social » (« Le témoignage dans la formation de la mémoire sociale ») :

« ...Se trata de un testimonio de una experiencia muy particular, el *terrorismo de Estado*; es decir que no hablamos de condiciones 'normales' de la memoria y de la recuperación testimonial, sino de condiciones excepcionales, que tocan un límite de la experiencia. [...] se trata sobre todo de tomar a los testimonios como una *práctica social*, un modo de relación con el pasado que excede la función judicial (la formación de la prueba en los procesos penales); y como una *práctica política* en un sentido básico, que se refiere a la edificación de una agenda pública sobre ese pasado»<sup>29</sup>.

Conformément à ces définitions opérationnelles, les témoignages, les témoins et les pratiques de réception forment une triade indissoluble et nécessaire où chaque partie pousse dans des directions contradictoires, établissant des coordinations et des hégémonies qui permettent ou empêchent l'émergence de différents usages publics de la parole. Notre analyse du statut de la parole des survivants et des survivantes dans la construction des mémoires du terrorisme d'État en Argentine s'appuie sur cette triade.

---

<sup>29</sup> « ...Il s'agit d'un témoignage d'une expérience très particulière, le terrorisme d'État ; c'est-à-dire que nous ne parlons pas de conditions "normales" de la mémoire et de la récupération du témoignage, mais de conditions exceptionnelles, qui touchent une limite de l'expérience. [...] il s'agit avant tout de recueillir des témoignages en tant que pratique sociale, une manière de se rapporter au passé qui dépasse la fonction judiciaire (la formation de preuves dans les procédures pénales) ; et en tant que pratique politique au sens fondamental, qui renvoie à la construction d'un agenda public sur ce passé ». Hugo Vezzetti, « El testimonio en la formación de la memoria social », en Cecilia Vallina (ed.), *La crítica del testimonio*, Buenos Aires, Beatriz Viterbo, 2009, p. 23. Les italiques sont tirées du texte original

## Apparus survivants, apparues survivantes : délimitation opérationnelle d'une catégorie d'analyse

*Aparecido* : *apparu, revenant, fantôme.*

*Revenant* : *Aparecido, espectro*<sup>30</sup>.

Dictionnaire Larousse Français-espagnol/espagnol-français

*Aparecido, da*: *Del part. de aparecer. 1. f. Espectro de un difunto.*

Diccionario de la Real Academia Española

***Aparecido: Persona ex detenida desaparecida en los campos clandestinos de detención, tortura y/o exterminio (desaparición) o reasignación argentinos<sup>31</sup> que desde su fuga o liberación ha construido su identidad a partir del atributo mayor de sobreviviente y que desde entonces lucha por el reconocimiento social de su trabajo identitario<sup>32</sup>.***

En Argentine<sup>33</sup>, comme en France et dans toute l'Amérique latine, le mot « *aparecido* » était traditionnellement utilisé pour désigner une présence impossible et

---

<sup>30</sup> Le mot « spectre », du latin *spectrum*-image, est généralement utilisé pour désigner des « figures créées par l'imagination, présentant une apparence effrayante en raison de sa laideur et de sa ressemblance avec quelqu'un ou quelque chose de réel ». Source : <https://deconceptos.com/ciencias-naturales/espectro>. Selon le Diccionario de la Real Academia, le spectre est défini, dans son sens premier, comme un « fantôme », ou comme « l'image d'une personne morte ». Dans le folklore argentin, le spectre est l'apparition dans le monde des vivants d'une personne décédée par la matérialisation de son âme ou de son esprit. En français, « spectre » désigne également une apparition de nature fantastique et téméraire qui fait appel au monde des morts et, comme en Argentine, cette figure est associée à la couleur blanche au même titre que les animas des légendes urbaines ou paysannes : « Spectre, subst. masc. Apparition fantastique, généralement effrayante, d'un mort, d'un esprit. Par analogie : généralement une forme blanche, sinistre, aux contours irrésistibles ; une personne très pâle et très sombre ; une personne évoquant une apparition par son apparence. Au figuré : Ce qui n'a plus que l'apparence de quelque chose ; image effrayante, peur obsessionnelle » (d'après le registre du Centre National de ressources textuelles et Lexicales du CNRS). Dans la littérature et l'histoire françaises, ce terme est utilisé depuis le XVI<sup>e</sup> siècle, comme le montrent les exemples suivants : « 1586, P. Le Loyer, Des Spectres, p. 1 ds Gdf. Compl. : Spectre est une imagination d'une substance sans corps qui se présente sensiblement aux hommes contre l'ordre de nature, et leur donne frayeur ; 1665 'être humain mort dont on a l'image du corps' (Molière, *Don Juan*, V, 5) ; 1616 'illusion, apparence qui ne correspond pas à la réalité, faux-semblant' (D'Aubigné, *Hist. universelle*, t. 1, p. 209 d'apr. Littré) ; 1791 'le spectre de' (ici, de l'infortune), 'évoquant menaçante, pensée (d'une chose désagréable ou effrayante)' (Sade, *Justine*, p. 341) ». Source : <https://www.cnrtl.fr/definition/spectre#>

<sup>31</sup> Nous reviendrons plus loin sur la définition opérationnelle attribuée au mot « camps » dans cette recherche.

<sup>32</sup> Notre définition ***Apparu : personne anciennement détenue disparue dans des camps clandestins argentins de détention, de torture et/ou d'extermination (disparition) ou de réaffectation qui, depuis son évasion ou sa libération, a construit son identité sur la base de l'attribut majeur de survivante et qui, depuis, lutte pour la reconnaissance sociale de son travail identitaire.***

<sup>33</sup> Berta E Vidal de Battini associe l'apparition aux fantômes et leur consacre le chapitre 33 du volume VIII de *Cuentos y leyendas populares de la Argentina*, Buenos Aires, Ediciones Culturales Argentinas, 1984. À son tour, "Les **fantômes**, dans le folklore de nombreuses cultures, sont des esprits supposés ou des âmes désincarnées d'êtres morts qui se manifestent parmi les vivants sous une forme perceptible,

imaginaire. Une âme errante, un homme mort, incapable d'atteindre le repos éternel, un spectre sans but, une lumière émergeant inopinément de l'obscurité au milieu de la route. L'apparition était la muse inspiratrice de nombreuses histoires champêtres les nuits de pleine lune. Une vision, une anima, un compagnon des loups garous et des veuves vengeresses comme le racontent de nombreux contes et légendes du folklore local et national :

« *El Aparecido* »

Una noche oscura que iba por un camino en el monte, muy cerrado, vide un fantasma que se me venía encima. Me paré, sofrené el caballo que se me 'taba asustando, saqué mi faca y le preguntí si era de Dios o del diablo. Entonce me contesto que era un alma güena. Entonce con mi facón hice una cruz en el aire y nunca más lo vide. El facón conjura las cosas malas porque tiene la cruz entre la hoja y el cabo y porque es de acero. Supe después que a muchos les había salido este aparecido en el mismo lugar que a mí ».

*Juan Contreras, 75 años, Leones, Marcos Juárez, Córdoba, 1952.*<sup>34</sup>

A partir des années 1970, un changement de paradigme est intervenu dans la codification des significations issues de la culture traditionnelle, et le langage ordinaire est devenu impuissant face au répertoire de ces nouvelles significations. L'apparition perd son immatérialité absolue. L'apparition devient matière, chair et sang, et l'apparition entre dans le registre de **l'horreur possible**. Les spectres deviennent clairs et prennent un visage familier. Les fantômes reviennent, les hommes et les femmes aussi. Les corps fantasmagoriques sont connus pour être des entités qui ont traversé la mort, vécu avec elle, l'ont touchée du bout des doigts... et sont revenus. Quelque chose en eux est mort, les blessures qu'ils portent avec eux ne guérissent pas, mais ils sont « vivants » et essaient d'apparaître. Sensibilités insensibles, intangibilité intangible d'un corps lui-même qui

---

principalement dans les lieux qu'ils ont fréquentés de leur vivant, ou en association avec leurs proches. C'est l'un des types de superstition les plus connus » in : *¿Qué significa aparecido en español?*, <https://educalingo.com/es/dic-es/aparecido>.

<sup>34</sup> « L'apparition. Une nuit sombre, alors que je marchais le long d'un chemin dans la brousse, très fermé, j'ai vu un fantôme venir vers moi. Je me suis arrêté et j'ai ralenti le cheval qui me faisait peur, j'ai sorti mon épée et je lui ai demandé s'il était de Dieu ou du diable. Il m'a alors répondu qu'il était une bonne âme. Puis j'ai fait une croix en l'air avec mon poignard et je ne l'ai plus jamais revu. Le poignard évoque de mauvaises choses parce qu'il a la croix entre la lame et l'extrémité et parce qu'il est fait d'acier. J'ai découvert plus tard que de nombreuses personnes avaient vu cette apparition au même endroit que moi. Juan Contreras, 75 ans », Leones, Marcos Juárez, Córdoba, 1952. Berta E Vidal de Battini, *op. cit.*, p. 875. Le narrateur, Juan, est un ouvrier agricole. En raison du travail de terrain, les témoignages conservent les marques de l'oralité.

prend l'habit de cette « phénoménalité surnaturelle et paradoxale » que Jacques Derrida décrit comme « une visibilité furtive et inappréciable de l'invisible ou une invisibilité d'une chose visible... »<sup>35</sup>. Ces hommes et ces femmes, *ceux-là qui sont quelqu'un d'autre en soi*, sont les anciens détenus et les anciennes détenues qui ont disparu dans les camps clandestins argentins de détention, de concentration, de torture et/ou d'extermination (mort-disparition) ou de réaffectation.

Si ces misérables spectres existent et continuent à « apparaître », c'est qu'ils ont préalablement **franchi l'état de disparition et que, depuis cette plate-forme marécageuse, ils communiquent et s'adressent aux autres, à nous...**

**« Hay algo de desaparecido en la aparición misma como reaparición de lo desaparecido. [...] No se sabe lo que es, lo que es presentemente. [...] No se sabe: no por ignorancia, sino por porque ese no-objeto, ese presente no presente, ese ser-ahí de un ausente o de un desaparecido no depende ya del saber. Al menos no de lo que se cree saber bajo el nombre de saber. No se sabe si está vivo o muerto. He aquí –o he ahí, allí– algo innombrable o casi innombrable: algo, entre alguna cosa y alguien, quienquiera o cualquiera, alguna cosa, esta cosa, esta cosa y sin embargo no otra... »**<sup>36</sup>

---

<sup>35</sup> Jacques Derrida, *Espectros de Marx*, trad. de J. M. Alarcón y C. de Peretti, Madrid, Trotta, 1995, p. 21 (Jacques Derrida, *Spectres de Marx*, Paris, Galilée, 1993). Ce texte de Derrida, comme l'affirme José María Ripalda, n'est pas un livre sur Marx mais un défi à la vitalité de Marx, une position qui le conduit au sauvetage des spectres qui permettent de contrer « le dogmatisme capitaliste qui insiste sur la mort de Marx et du marxisme » (José María Ripalda dans "Préface" à Jacques Derrida, *Espectros de Marx*, Madrid, Trotta, 1995). Dans cette réflexion pratique et pleine d'espoir, le philosophe français propose des pistes qui permettent de conjurer les fantômes qui surgissent de la défaite afin que, de ce lieu, qui est le lieu même de la négation, ils puissent venir, en revenir et dialoguer avec les vivants (les héritiers du marxisme en l'occurrence). En faisant sortir ces spectres de la brume, Derrida propose à leur lecture un guide incontournable dans l'art du dialogue avec les vivants-morts. Outre ce texte fondamental et incontournable, il en existe d'autres que nous pouvons mettre en relation, dans lesquels le penseur traite du témoignage des survivants du génocide nazi (nous recommandons de consulter le volume de L'Herme qui lui est consacré : *Derrida*, Paris, L'Herme, 2004). Pour cette raison, et parce que nos survivants sont en partie privés des spectres d'une défaite où les idéaux marxistes, socialistes ou de justice sociale ont été réduits au silence par la force, nous reprenons ici l'essentiel de son raisonnement.

<sup>36</sup> « Il y a quelque chose du disparu dans l'apparition même comme réapparition du disparu. [...] On ne sait pas ce que c'est, ce que c'est actuellement. [...] Il n'est pas connu : non par ignorance, mais parce que ce non-objet, ce présent non-présent, cet être-là d'une personne absente ou disparue ne dépend plus de la connaissance. Du moins pas sur ce que l'on croit savoir au nom de la connaissance. On ne sait pas s'il est vivant ou mort. Ici – ou là, là-bas – quelque chose d'innommable ou de presque innommable : quelque chose, entre une chose et quelqu'un, qui que ce soit ou n'importe lequel, une chose, cette chose, cette chose, cette chose et pourtant pas une autre. » Derrida, *Espectros de Marx*, *op. cit.*, p. 20. Les italiques sont de l'auteur et les lettres en gras ont été ajoutées par nous.

L'état de disparition rend possible le retour ; au contraire, être disparu est une nature unimaginable, un retour presque impossible.<sup>37</sup> Cependant, tous ceux qui ont connu la disparition et en sont revenus ne sont pas des *apparus /survivants*<sup>38</sup> stricto sensu au sens de la terminologie que nous proposons dans cette thèse. Les filles et fils des opposants et des opposantes politiques au régime de facto qui ont été enlevés avec leurs parents et/ou leurs proches, ainsi que les enfants qui sont nés dans les camps pendant la captivité de leur mère, et qui ont ensuite été remis à des familles de répresseurs (ou de partisans du régime) qui les ont inscrits à l'état civil comme leurs propres enfants sont **disparus-appropriés et disparues appropriées**.<sup>39</sup> Dans cette catégorie doivent

---

<sup>37</sup> **Desaparecer**, souligne Perla Sneh, est un « vieux verbe intransitif de la langue espagnole, rendu transitif par la spécificité du langage de la Terreur nationale » (Perla Sneh, *op. cit.*, p. 330.). En français, comme en espagnol, la disparition « commune » est en principe transitoire, temporaire, réversible. On peut maintenant construire et utiliser trois formules linguistiques pour parler de la disparition en prenant comme point de départ trois combinaisons différentes de verbes auxiliaires avec le verbe **disparaître** : **avoir disparu** indique une action (*il a disparu rapidement*), **être disparu** indique le résultat d'une action (*il est disparu depuis 1976*), por último, **faire disparaître** indique à la fois l'action (enlever ou supprimer) exercée sur quelqu'un et le fait de cesser d'être ou d'exister. Dans le langage courant, il est également synonyme de tuer ou de prendre la vie de quelqu'un, et globalement, il peut être associé de manière analogue à l'idée de destruction. (« Action d'anéantir, de faire disparaître quelque chose comme par exemple la destruction de l'État. Action d'ôter la vie, d'anéantir quelqu'un, un groupe ; extermination, par exemple, la destruction de tout un peuple », <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/destruction/24711>). En ce qui concerne l'expression (**Être**) **porté disparu**, elle fait référence à une personne qui a disparu sans que son corps soit retrouvé. En français, le verbe *disparaître* utilise généralement l'auxiliaire avoir ; en espagnol ce sens est donné à partir du verbe estar et on y place les survivants (ils étaient disparus et ne le sont plus). *Être disparu* est équivalent à une personne disparue, à une personne qui est une personne disparue (verbe ser) mais aussi ceux qui sont indéterminés (verbe estar). Cette différence est importante car, en Argentine, dans le langage courant, la nature de l'être disparu est étatique, et l'état est admis comme provisoire, mais il ne l'est que dans une minorité de cas. *Faire disparaître* équivaut à la politique consistant à faire disparaître un groupe de personnes, alors que l'expression *il s'est fait disparaître* n'a pas d'équivalent direct car la traduction littérale serait *él se ha hecho desaparecer* et dans le cas d'une personne disparue, nous savons qu'il n'y avait aucune volonté de leur part de disparaître. (la volonté en français est exprimée en *il a disparu*) Au contraire, elle a été un acteur passif de l'action de ceux qui voulaient sa disparition. En guise d'équivalent, on pourrait proposer *fue desaparecido* (on suppose qu'un autre a agi sur lui). En annexe, vous pouvez voir en détail la signification de ces termes dans les deux langues sur lesquelles nous travaillons ici. Les précisions ci-dessus montrent également la pertinence de la prise en compte d'une troisième langue, c'est-à-dire la langue établie dans la société à partir du « moment de la disparition ».

<sup>38</sup> Au-delà de certaines subtilités qui ne modifient pas leur essence interprétative, les termes *superviviente y sobreviviente* se déplacent dans la langue vivante en faisant appel aux mêmes significations. En Espagne, on utilise le premier terme, et en Amérique latine le second. Nous conservons le terme « survivant » dans la version en langue espagnole de cette thèse car nous le considérons comme le plus approprié pour le récit des événements.

<sup>39</sup> Nous avons choisi d'écrire ici le terme *approprié* en italique pour marquer une différence par rapport au terme *disparition*, car nous considérons que les objets peuvent être appropriés, mais pas les personnes. Depuis l'enlèvement, ils restent en état de disparition. Cependant, nous sommes conscients que le mot *appropriation*, lorsqu'il s'agit de personnes enlevées, apparues ou nées avec un vol d'identité, comporte une composante de désignation culturelle qui renvoie à la représentation des significations attribuées à ces enfants déshumanisés et traités par les auteurs du terrorisme d'État comme des choses pouvant être envoyées d'un endroit à l'autre. Pour cette raison, nous n'écartons pas son utilisation mais nous marquons cette différence entre le droit pénal et l'application sociétale du terme. Au-delà du fait que la catégorisation *Enfants disparus* est présente dans toutes les communications publiques du MDDHH et notamment dans

également être inclus les rares cas de filles et fils de disparus ou d'assassinés et d'assassinées qui ont été laissés non identifiés dans des asiles ou des hôpitaux et ont été adoptés de bonne foi. Ce qui compte dans cette dernière situation, c'est la volonté du répresser de supprimer (« séquestrer ») l'identité d'origine et non l'intention de les adoptant. Nous les qualifions de *disparus/appropriés et des disparues appropriées* parce que, du point de vue de l'observateur, l'attribut principal de cette catégorie de sujets est qu'ils ont été dépouillés de leur identité biologique. Cela signifie que pour leurs familles, ils étaient, et sont encore pour la plupart, des disparus et des disparues<sup>40</sup> y leur identité *d'enfants disparus* – aujourd'hui adultes<sup>41</sup> – est même inconnu d'eux. Il faut tenir compte du fait que certaines femmes enceintes ne sont probablement pas arrivées à terme et que certains enfants ont probablement été tués avec leurs parents, de sorte que certaines des recherches seront, nous le savons, vaines. Mais il est également vrai que certains des jeunes qui ont été appropriés et adoptés, doutant de leur identité, se sont tournés vers des institutions relevant du ministère de la justice, comme la Commission nationale pour le droit à l'identité (CONADI) *et eux et elles-mêmes se sont retrouvés*. Quel que soit le moment où ils et elles retrouvent leurs origines, les enfants de personnes enlevées,

---

l'organisation des Abuelas de Plaza de Mayo ; L'utilisation du verbe « voler » a également été culturellement acceptée dans le MDDHH et dans la presse. C'est ce qu'on appelle le « vol d'enfants ». Nous rejetons cette terminologie. A partir des enseignements d'Elías Neuman, l'un des plus grands victimologues d'Argentine, et du mouvement abolitionniste de la langue inspiré par le sociologue norvégien Nils Christie, nous pensons que de telles simplifications nous conduisent à accepter la définition du crime par le criminel. Pire encore, la définition de cette dernière est constitutive de l'infraction. Si les enfants sont des choses appropriables, susceptibles d'être volées, le crime est soumis à la prescription et la peine est moindre. Si les enfants sont considérés comme enlevés et restent comme disparus, cela signifie que l'impunité pour ces actes est impossible, car il s'agit d'un élément constitutif du crime de génocide et du crime contre l'humanité et, en tant que tel, il est imprescriptible et peut être poursuivi à tout moment et même au-delà des frontières nationales. Le système judiciaire argentin a adopté cette approche en traitant les enfants comme des sujets de droits et non comme des objets sur lesquels un droit est fondé. Le droit à l'identité garanti en droit interne par le rang constitutionnel que lui a conféré la réforme de 1994, en adoptant dans ses articles la convention internationale des droits de l'enfant, a réaffirmé cette position. En outre, La recherche des enfants enlevés a été laissée de côté par les lois qui paralysent les poursuites pour les crimes commis contre leurs parents.

<sup>40</sup> Dans certains cas, les enfants enlevés ont été assassinés mais, comme l'État criminel a caché les corps et continue de nier la responsabilité du crime, les familles continuent de les rechercher dans l'espoir de les retrouver vivants. Sur la typologie des crimes qui ont été commis contre les enfants disparus voir *Niños desaparecidos en la Argentina entre 1976 y 1983*, Buenos Aires, Abuelas de Plaza de Mayo, sin fecha y Julio E. Nosiglia, *Botín de guerra*, Buenos Aires, Abuelas de Plaza de Mayo y Tierra Fértil, 1985.

<sup>41</sup> Au moment de la rédaction de cette thèse, sur les quelque 500 enfants signalés par les organisations de défense des droits de l'homme comme ayant disparu par appropriation, 130 ont retrouvé leur identité biologique. Notez que, comme mentionné dans la citation précédente, certains enfants ont été retrouvés assassinés, ce qui signifie que lorsqu'ils ont été récupérés par leurs proches, ils ont été considérés comme « disparus » et ne sont jamais passés par le statut d'« enfants appropriés ».

disparues, assassinées ou relâchées<sup>42</sup> qui sont apparus à la suite de l'identification judiciaire de leurs identités, sont passés par les camps mais ne peuvent réorganiser ce qu'ils y ont vécu comme le produit d'une expérience consciente. La plupart d'entre eux étaient des nouveau-nés, ce qui exclut qu'ils conservent des souvenirs précis et identifiables de ces lieux. Cependant, comme l'ont démontré les psychologues et les psychiatres qui ont collaboré avec les organisations de défense des droits humains depuis le début des mouvements de résistance, les traces de ce passage se sont gravées sur les corps et dans l'inconscient des enfants disparus, y logeant, sinon la matérialité du lieu, du moins le doute et le sentiment d'avoir traversé un espace non identifiable.

Comme le souligne la psychologue et enseignante Alicia Stolkiner<sup>43</sup> au milieu des années 80 :

« Estos niños portan de modo dramático la respuesta de cómo se articula lo social con lo subjetivo. No son casos especiales sino actores de situaciones extremas. No son portadores de una patología especial o de un síndrome definido, son sujetos particularmente vulnerables atravesados por los determinantes de un momento histórico donde se escenificó el conflicto más profundo de la sociedad »<sup>44</sup>.

Ces enfants, puis jeunes et plus tard adultes, sont revenus et continuent de revenir de la « **disparition par appropriation** ». Et selon les étapes de la vie dans lesquelles ils se trouvent, ils apprennent l'existence de leur famille et retrouvent judiciairement leur identité. Le travail identitaire de recomposition subjective auquel ils ont été contraints –

---

<sup>42</sup> L'Uruguayenne Sara Méndez, enlevée avec son fils Simón en Argentine, est l'un des rares cas où la mère ou le père réapparaît et où l'enfant reste disparu. Simón Riquelme a été retrouvé par sa mère et ses proches et a retrouvé son identité en mars 2001. Il est l'un des cas emblématiques d'enlèvements opérationnels dans le cadre du plan Condor. Pour en savoir plus sur cette question, voir Carlos Amorín, *Sara y Simón, historia de un encuentro*, Montevideo, Nordan Comunidad y Ediciones de Brecha, 2da edición, 2002; y el documental *Sara Méndez* dirigido por Sara Kochen, Argentina, 2020. <https://ladiaria.com.uy/cultura/articulo/2020/8/un-documental-recoge-el-periplo-de-sara-mendez-para-encontrar-a-su-hijo/> y <https://vimeo.com/user41810908/download/404402103/3152df0221>

<sup>43</sup> Alicia Stolkiner a été chargée de la coordination de l'équipe interdisciplinaire auxiliaire de justice de la Commission nationale pour le droit à l'identité (CONADI) pendant le gouvernement du président Mauricio Macri. Le CONADI a pour objectif de rechercher et de localiser les enfants disparus. Actuellement conseillère du président Alberto Fernández sur les questions de santé mentale.

<sup>44</sup> « Ces enfants portent de manière dramatique la réponse à la question de savoir comment s'articulent le social et le subjectif. Ce ne sont pas des cas particuliers mais des acteurs dans des situations extrêmes. Ils ne sont pas porteurs d'une pathologie particulière ou d'un syndrome défini ; ce sont des sujets particulièrement vulnérables, affectés par les déterminants d'un moment historique où a été mis en scène le conflit le plus profond de la société ». Cité par Laura Conte à l'occasion du Séminaire international de Abuelas de Plaza de Mayo publicado en *Abuelas de Plaza de Mayo, Filiación, identidad, restitución. 15 años de lucha de Abuelas de Plaza de Mayo*, Buenos Aires, El bloque editorial, 1995, pp. 92-93.

extrêmement enchevêtré dans tous les cas – a pris des caractéristiques différentes et, au fil des années, est devenu de plus en plus complexe et difficile. Ce processus est très différent de celui *des autres apparus et apparues*. Le camp agissant sur la victime, vécu par elle de manière réflexe, laisse une marque indélébile qui n'est partagée que par ceux qui sont passés par cet abîme et ont été confrontés à la même situation inconcevable et déchirante d'enfermement illégal et clandestin. Revenir et apparaître, *réapparaître...*<sup>45</sup>, émerger des camps est une expérience à la fois **unique** et **multiple**. Unique parce qu'extraordinaire (dans son sens littéral le plus large) et multiple et inégalée, on pourrait presque dire solitaire, en raison de l'impossibilité d'assimiler chaque expérience individuelle, au-delà de ses généralités, à celle d'un « autre égal ». Cette marque est tellement spécifique que, comme nous l'avons constaté tout au long de nos recherches, elle ne peut même pas être comparée à la marque portée par les anciens prisonniers politiques et les anciennes prisonnières politiques du même État répressif, c'est-à-dire ceux et celles qui ont été emprisonnés sans passer par un centre de détention clandestin.<sup>46</sup>.

**En prison, l'aberration est routinière, organisée et surtout collective et vécue à visage découvert.** Au milieu de la douleur et des tourments, le maintien du contact avec les compagnons et les membres de la famille – aussi minime soit-il – et la vie en confinement avec d'autres personnes qui sont là pour les mêmes raisons, organisent le temps, l'espace et aussi les traces et les blessures avec lesquelles le détenu et la détenue

---

<sup>45</sup> Dans l'oeuvre de Primo Levi, *Les naufragés et les rescapés. Quarante ans après Auschwitz*, dans les précédents et dans ceux de certaines des victimes du Lager nazi, lorsque le texte est traduit en français, le terme *réapparaître* peut être déployé dans plusieurs catégories: *réapparus* (apparu de nouveau), *rentrés* (qui revient à un endroit d'où il est parti), *revenus* (retourner à l'endroit d'où l'on vient, que l'on a quitté, que l'on occupe habituellement ou à un état antérieur), *rescapés* (qui a échappé à un accident, une catastrophe) et *engloutis* (qui a sombré, disparu brusquement ou est entré dans une zone d'ombre). Ces deux dernières significations sont construites en opposition l'une à l'autre. Avec le terme *survivant*, nous utilisons dans cette thèse *revenir* des camps comme une expression générique et ***réapparaître pour indiquer un état nécessaire du processus d'identité***. Quant à l'opposition entre les coulés et les sauvés, nous considérons qu'elle correspond à une vision subjective du survivant qui doit être comprise dans un contexte individuel précis (comme celui raconté par Primo Levi) et que dans le cas argentin elle n'est pas utilisée, du moins publiquement, puisque les coulés sont les faillis, les traîtres ou les collaborateurs, selon l'émetteur en question et l'idée qu'il veut transmettre à l'auditeur. En revanche, dans aucun de nos entretiens, le mot « **sauvé** » n'est apparu comme synonyme de sortie du camp. Dans ce cas, le mot utilisé par les acteurs est « **libéré** ».

<sup>46</sup> Parce que, entre autres variables, les témoignages ne sont pas comparables, comme nous le montrerons plus loin, nous sommes en profond désaccord avec Santiago Garaño et Werner Pertot qui, dans leur livre *Detenidos-Aparecidos*, qui rassemble les témoignages de prisonniers politiques de Trelew à la dictature, soulignent que les prisonniers politiques « sont apparus parce qu'ils ont survécu au terrorisme d'État, tout comme ceux qui sont passés par les centres de détention clandestins et faisaient partie de la même génération de militants politiques ». Santiago Garaño y Werner Pertot, *Detenidos-Aparecidos*, Buenos Aires, Biblos, 2007. (Cfr. l'« Introducción »).



devront continuer à vivre plus tard. En ce sens, la différence avec l'isolement subi par la personne enlevée dans presque tous les camps clandestins marque une différence substantielle entre les deux types de captifs. *La loi du camp* est ce qui provoque l'état d'impuissance, l'absence de défense. En prison, la loi perd toutes ses garanties et se contente de reconnaître l'existence du détenu et de la détenue. C'est l'une des questions soulevées dans l'entretien que nous avons réalisé avec Ernesto Villanueva, prisonnier politique de 1975 à 1983. Villanueva, le ton de sa voix accentuant les particularités de son enfermement, dit :

« ...estábamos en la cárcel, nosotros, no estábamos en un campo de concentración. Yo estuve legal siempre, casi siempre pude escribir; en algún momento recibíamos diarios, casi siempre pude leer libros... en algún momento no. Cartas creo que tuve siempre... »<sup>47</sup>

Dès que la conversation aborde ce sujet, notre interlocuteur nous prévient que même si la vie dans « sa » prison semble être la même que celle des prisonniers d'aujourd'hui, ce qu'il va nous raconter sur son séjour en prison « *est difficile à comprendre de l'extérieur* ». Dès cette phrase, il nous met en garde, annonçant que l'histoire qu'il va nous raconter ensuite rompt avec les canons habituels et contredit toute représentation que le chercheur et la chercheuse pourraient avoir de la vie d'un prisonnier dans ces circonstances. C'est vrai, depuis le panoptique de M. Foucault jusqu'à les asiles de I. Goffman<sup>48</sup> nous savons que toutes les institutions totales marquent un intérieur et un extérieur et que cela est inhérent à la nature de l'enfermement. Ce que la personne interrogée veut nous dire s'inscrit dans un autre registre. Il ne s'agit pas d'une limite punitive qui place les individus « à l'intérieur » dans le cadre d'une certaine légalité, mais

---

<sup>47</sup> « Nous étions en prison, nous n'étions pas dans un camp de concentration. J'ai toujours été légal, j'ai presque toujours été capable d'écrire ; à un moment donné, nous avons reçu des journaux, j'ai presque toujours été capable de lire des livres... à un moment donné, non. Des lettres je pense que j'en ai toujours eu » Premier entretien, août 2017. Ernesto Villanueva « tombe » en prison avec sa femme le 24 mars 1975. Ils viennent le chercher à la maison et de là, ils sont emmenés à la prison. Sa femme est libérée huit mois plus tard et part en exil avec son fils. Villanueva a été accusé de falsification de documents publics, de possession d'armes de guerre et « d'autres choses » qu'il n'a pas mentionnées dans aucune des deux témoignages que nous avons menés avec lui et qu'il a remplacées par un sourire malicieux. Condamné à 5 ans, en raison des changements intervenus depuis mars 1976, il a compris que son emprisonnement ne prendrait fin qu'avec la chute du gouvernement de facto. Les faits lui ont donné raison et il a passé un total de huit ans en détention. Villanueva a été détenu dans 4 prisons différentes et peut être considéré comme un survivant de l'unité de la mort de la prison de La Plata.

<sup>48</sup> Voir Michel Foucault, *Vigilar y castigar*, Buenos Aires, 1989, Siglo XXI (*Surveiller et punir. Naissance de la prison*, Paris, Gallimard, 1975, y Erving Goffman, *Asiles. Études sur la condition sociale des malades mentaux*. Paris, Les éditions de minuit, 1968.

d'un régime sans limites, un exemple de punitions particulières et de frontières poreuses dans lequel les sujets se déplacent en adoptant des stratégies de survie très différentes de celles des prisonniers ordinaires, même ceux de l'époque. Dans le caractère exceptionnel de ce type d'emprisonnement, sachant qu'il est littéralement entre les mains du gardien de prison, le prisonnier et la prisonnière savent aussi que chacun de ses pas peut avoir des corollaires indésirables. Cela apparaît clairement dans deux situations très différentes que notre interlocuteur a dû vivre. Le premier concerne l'organisation de la journée carcérale, le second comment rester en vie.

Pour expliquer comment les prisonniers politiques se sont organisés, Villanueva raconte un épisode qui peut sembler banal mais qui, comme nous l'avons dit précédemment, reflète la *non-banalité* de cette époque. Et dans cet exemple, il nous montre comment les plus petits aspects de la vie quotidienne étaient à l'époque le substrat d'une discussion politique collective. La présence de ces discussions a montré la possibilité de manifester une identité politique individuelle qui, dans un espace contrôlé par l'agent répressif, résiste du mieux qu'elle peut et avec les moyens dont elle dispose, provoquant des conséquences à l'intérieur et à l'extérieur des murs de la prison :

«Tenés mucho tiempo en la cárcel así que discutís sobre cualquier pelotudez que se te ocurra. Por ejemplo, en la cárcel de La Plata, nosotros tenemos posibilidad de entrar... en el pabellón de la muerte éramos en algún momento ponele veinte, y podíamos entrar tres libros por mes, o sea sesenta libros por año, una cantidad linda, tres libros cada persona, pero además uno puede prestar... ¿Cómo había que hacer esa compra? ¿Centralizada o descentralizada? Yo que soy un fanático de los libros era partidario de que sea centralizada, ¡por supuesto! Pero había discusiones. O sea, ¿nos guiamos por los gustos individuales o por las preferencias colectivas? Así logré que todo el mundo se hiciera fanático de las policiales porque a mí me encantan...»<sup>49</sup>

Dans ce cas, les disputes, l'organisation... tout conduit le militant à se raccrocher à « tout ce qu'il peut » pour survivre dans le cadre d'une certaine « normalité » et dans

---

<sup>49</sup> « Tu as beaucoup de temps en prison, alors tu discutes de tout ce qui te passe par la tête. Par exemple, dans la prison de La Plata, nous avons la possibilité d'entrer... dans l'unité de la mort, nous étions vingt à un moment donné, et nous pouvions entrer trois livres par mois, c'est-à-dire soixante livres par an, une belle somme, trois livres par personne, mais on pouvait aussi emprunter... Comment deviez-vous faire cet achat ? Centralisé ou décentralisé ? En tant que fanatique de livres, j'étais en faveur de la centralisation, bien sûr ! Mais il y a eu des discussions. En d'autres termes, faut-il se fier aux goûts individuels ou aux préférences collectives ? C'est ainsi que j'ai réussi à faire en sorte que tout le monde devienne fan de romans policiers parce que je les adore ». Premier entretien, août 2017.

l'appréciation de codes qui renvoient à ce que l'on peut plus ou moins attendre d'une prison quand on y est conduit en raison de sa condition de militant politique. On pourrait même se risquer à dire que l'expérience antérieure ait permis à ces sujets, en fonctionnant comme un collectif dans la poursuite d'objectifs communs, d'obtenir des avantages que les prisonniers ordinaires n'avaient pas. En d'autres occasions, la situation change radicalement et un dilemme central devient latent : quelle est la mission principale d'un militant emprisonné, résister ou maintenir le militant en tant que tel ? Dans ces cas, le détenu se protège et protège ses pairs, transgressant toute logique humaine et violant le fondement même de l'identité antérieure :

« E.V.: Nosotros llegamos a situaciones muy limites, ¿no?... Por ejemplo, el 5 de enero del 77 nos matan a dos compañeros, a Dardo Cabo y al "Palo", a Roberto Pirlés<sup>50</sup>... entonces nos reunimos los que dirigíamos el pabellón, que éramos poquitos, unos veinte creo... y entonces decidimos... la caracterización era que... ellos querían matarnos a todos... por ende no había que hacerles el juego, por lo tanto si venían a matar a otros compañeros ese compañero tenía que tratar de que lo mataran EN la cárcel, adentro de la cárcel, no afuera, hacer quilombo para que lo mataran ahí porque eso era un costo político para la dictadura horrible y a la vez el resto de los compañeros hacerse los distraídos... (*gran silencio*) Bueno, hicimos eso. Entonces vinieron a buscarlos al gordo Giorgiadis y a Urien, hicieron un quilombo en la cárcel impresionante. A ellos no los mataron, pero ese... y el resto nos quedamos leyendo como si no pasara nada. Terrible... tristísimo... Pero si hacíamos lío todos, nos mataban a todos juntos...

M.I.: *¿Cómo se recompone uno interiormente de todo eso?*

E.V.: *¿Cómo se recompone?*

M.I.: *Claro, cómo te reconstruís a partir de este tipo de situaciones, porque supongo que no es gratuito para vos quedarse escuchando lo que está pasando...*

E.V.: (*gran silencio*) No sé. Yo existo, no sé. Soy amigo de Urien que uno de los dos que sacaron que después salvó la vida... todos los compañeros entendían eso. No hay que hacer el juego de que nos maten a todos y hacer mucho hincapié en el tema de la publicidad, en la propaganda para afuera. La cárcel es un lugar muy débil para pelear.

M.I.: *Pero puede servir para el afuera...*

---

<sup>50</sup> Le mercredi 5 janvier 1977, Dardo Cabo et Rufino Pirlés, qui étaient détenus dans l'unité 9 de La Plata, ont été informés par l'exécutif national qu'ils allaient être transférés à la prison de Sierra Chica. Ils ont été sortis de la prison et, aux premières heures du 6 janvier, alors qu'ils s'apprêtaient à traverser le pont sur la rivière Samborombón Grande, ils ont été abattus lors d'une simulation de l'application de la loi sur l'évasion au kilomètre 56 de la route 215, près de la ville de Brandsen. L'ancien colonel à la retraite Orlando Miguel « Arcángel » Ruarte est celui qui a signé l'ordre de transfert et qui est considéré comme responsable de ces meurtres et de ceux des quatre autres militants tués à la même occasion. Pirlés était un membre de la direction de Montoneros. Cabo éditait le magazine officiel de l'organisation *El Descamisado* et avait 36 ans lorsqu'il a été assassiné.

E.V.: Claro, para que los de afuera peleen...

M.V.: *Porque esa estrategia decís, es para generar un costo político alto para que los de afuera sepan lo que está pasando.*

E.V.: Exactamente

M.I.: *Se podría englobar como una estrategia de resistencia...*

E.V.: Si pero una estrategia de resistencia muy amable para los guardacárceles (sonrisa). Pensar más en términos globales, lo principal no se hace desde acá sino desde afuera, etc., etc.

M.I.: *Con un costo personal importante, elevado...*

E.V.: No, no. Bajo. Dos muertos en lugar de veinte es bajísimo... (*gran silencio*) ¿No?

M.I.: *Vemos los costos de otra manera...*

E.V.: ¿Qué te parece? La idea de ellos era entrar a sangre y fuego y matarnos a todos.

M.I.: *En términos numéricos, obviamente, pero...*

E.V.: Si, es triste, pero es así»<sup>51</sup>.

---

<sup>51</sup> E.V. : Nous avons atteint des situations très extrêmes, n'est-ce pas... Par exemple, le 5 janvier 77, deux de nos camarades ont été tués, Dardo Cabo et « Palo », Roberto Pirlés... alors ceux d'entre nous qui dirigeaient le pavillon se sont réunis, nous n'étions que quelques-uns, une vingtaine je crois... et puis nous avons décidé... la caractérisation était que... ils voulaient tous nous tuer... Par conséquent, s'ils venaient à tuer d'autres camarades, ce camarade devait essayer d'être tué EN prison, à l'intérieur de la prison, pas à l'extérieur, pour faire du bruit afin qu'ils le tuent là, parce que c'était un coût politique horrible pour la dictature et en même temps le reste des camarades regarderaient ailleurs... Eh bien, nous l'avons fait. Puis ils sont venus chercher le gros Giorgiadis et Urien, ils ont fait tout un sacré bazar en prison. Ils ne les ont pas tués, mais celui-là... et les autres sont restés à lire comme si rien ne s'était passé. Terrible... très triste... Mais si nous foutions le bordel, ils nous tueraient tous ensemble...

M.I. : Comment se reconstruire intérieurement après tout ça ?

E.V. : Comment tu te reconstruits ?

M.I. : Bien sûr, comment se reconstruire dans ce genre de situation, car je suppose que ce n'est pas gratuit pour vous de rester à l'écoute de ce qui se passe... (*grand silence*).

E.V. : (*grand silence*) Je ne sais pas, j'existe, je ne sais pas. Je suis un ami d'Urien, l'un des deux qui ont été sortis et qui après a sauvé sa vie... tous les camarades l'ont compris. Nous ne devrions pas jouer le jeu selon lequel ils nous tuent tous et mettre l'accent sur la question de la publicité, de la propagande vers l'extérieur. La prison est un endroit très faible pour se battre.

M.I. : Mais ça peut être utile pour l'extérieur...

E.V. : Bien sûr, pour que ceux qui sont dehors se battent...

M.I. : Parce que cette stratégie, dites-vous, consiste à générer un coût politique élevé pour que ceux qui sont dehors sachent ce qui se passe.

E.V. : Exactement

M.I. : On pourrait appeler cela une stratégie de résistance ?

E.V. : Oui, mais une stratégie de résistance très sympathique pour les gardiens de prison (sourire). En pensant plus globalement, l'essentiel ne se fait pas d'ici mais de l'extérieur, etc, etc.

M.I. : A un coût personnel élevé...

E.V. : Non, non. Faible. Deux morts au lieu de vingt, c'est très peu... (*grand silence*) Non ?

M.I. : Nous voyons les coûts d'une manière différente...

E.V. : Qu'est-ce que tu en penses ? Leur idée était d'y aller avec du sang et du feu et de tous nous tuer.

M.I. : En termes numériques, évidemment, mais...E.V. : Oui, c'est triste, mais c'est comme ça. Idem.

Ce long extrait montre que même ce que les observateurs ont du mal à comprendre faisait partie de décisions collectives nécessaires. Et lorsque nous parlons d'obstacles à la compréhension, nous ne le faisons pas dans le sens anticipé par notre interlocuteur, mais parce que la situation soulevée nous confronte à des différences plus profondes, peut-être liées à la manière dont le militantisme était compris dans les années 1960 et 1970 et aujourd'hui. Sans mélanger l'analyse avec la morale ou la critique inopportune hors de sa temporalité, il faut tenir compte du fait que les options présentées à Villanueva et à ses camarades ne sont pas lisibles et reproductibles sans difficulté dans l'imaginaire des générations qui leur ont succédé. Alors que cinquante ans se sont écoulés depuis le massacre de Trelew (22 août 1972)<sup>52</sup> il est impossible d'ignorer le poids qu'il a eu sur le militantisme politique. Et encore plus pour ceux qui ont vécu la prison de ces années-là. Dans l'inconscient d'Ernesto Villanueva, les événements de Trelew sont bien placés et c'est de là qu'ils émergent lorsqu'il nous parle. Nous avons pu percevoir que, avec une incidence différente, la mémoire l'a également accompagné pendant son emprisonnement, l'alertant sur le fait que ce massacre n'était pas une exception mais une possibilité concrète qui pourrait l'avoir comme protagoniste. C'est dans ce cadre que le récit qu'il nous livre est peut-être plus lisible. Les décisions qu'il a prises face à la pression répressive, malgré les affirmations parfois contraires d'Ernesto Villanueva, ont impliqué le paiement d'un coût personnel généralement élevé. Ainsi, lorsqu'il dit « terrible, très triste », nous savons que la blessure est profonde et qu'elle n'est pas fermée, si tant est que la suture soit possible. Nous le savons également grâce à la façon très particulière de parler que nous retrouvons chez la plupart des personnes interrogées (sans faire de différence maintenant

---

<sup>52</sup> Pendant la présidence de facto du militaire Alejandro Agustín Lanusse, 16 militants de différentes organisations politiques de guérilla (FAP, ERP et Montoneros) ont été fusillés, ce massacre étant déguisé en tentative de rébellion : « Le 15 août 1972, pendant la dictature dirigée par Alejandro Lanusse, vingt-cinq prisonniers politiques de différentes organisations politiques se sont échappés de la prison de haute sécurité de Rawson et ont parcouru 21 kilomètres jusqu'à l'ancien aéroport de Trelew. L'objectif était de rejoindre le Chili, gouverné par Salvador Allende. Seuls six d'entre eux ont réussi à prendre le vol vers le pays voisin. Le reste du groupe n'a pas réussi à monter à bord de l'avion et s'est rendu aux autorités militaires, à la condition qu'il soit renvoyé à la prison et que la sécurité des prisonniers soit garantie. Au lieu de les emmener à Rawson, ils ont été transférés à la base aéronavale "Almirante Zar", appartenant à la marine, et au petit matin du 22 août, les gardes les ont forcés à sortir de leurs cellules et ils ont été tués ». Tiré des archives de la Commission provinciale de la mémoire de Cordoba, (<https://apm.gov.ar/em/la-masacre-de-trelew>). L'événement a été largement médiatisé : la conférence de presse des prisonniers évadés a été vue à la télévision, le pays a été pamphlétisé par les camarades des militants assassinés et l'écrivain Francisco Paco Urondo (assassiné en juin 1976) a interviewé les survivants (qui ont disparu des années plus tard) et a publié leurs récits des événements dans *La patria fusilada*, réédité plusieurs fois et dont la dernière édition date de mars 2022 pour le FCE. Nous recommandons de lire : Liliana Cheren, *La masacre de Trelew. Institucionalización del Terrorismo de Estado*. Buenos Aires, El corregidor, 1997.

entre les survivants des camps et ceux des prisons, bien qu'elle soit particulièrement perceptible chez les premiers) qui combine, dans la narration d'un seul événement, des événements présents, passés et parfois futurs, faisant ainsi comprendre que **raconter est l'acte de revenir à un endroit précis de la mémoire où se nichent les souvenirs, avec parfois l'impression qu'ils se produisent à l'instant où les mots émergent.** Pour l'acteur, il peut s'agir d'une grammaire presque imperceptible. Pour l'observateur, c'est un signe de la véracité inscrite dans l'histoire, qui est indissociable de la manière dont le récit se manifeste. Les silences qui composent chaque phrase, la tonalité changeante, contredisent le « non ? » que, dans son témoignage, il manie de manière pragmatique et consciente dans l'intention de faire tenir le poids du mot par lui-même. Villanueva n'était pas n'importe quel militant. Au moment de son arrestation, il était recteur de l'Université de Buenos Aires, et ce poids institutionnel, voire les codes de masculinité de la génération qu'il représente, l'amènent à tenter de dissimuler, même involontairement, ce qu'il a vécu exactement pendant que ses camarades étaient punis et que l'accord de non-intervention était exécuté afin d'éviter collectivement de s'exposer au tortionnaire comme une proie facile. Un accord dont, précise-t-il, il était l'un des responsables. Lorsque ses camarades sont brutalement battus et qu'il lit, notre interlocuteur entend les cris de la torture des autres et cela provoque inévitablement sa propre souffrance. C'est ce que veut l'état d'exception. Mais dans ce cas, les détenus peuvent anticiper, planifier, offrir une légère résistance. **Ils peuvent choisir avec les autres comment agir individuellement. Ils peuvent décider comment se tenir face au tourment. Ils peuvent même essayer de prendre en main la décision de mourir et, le cas échéant, la manière d'affronter l'ennemi avec cette mort.** Cette éventualité, le simple fait d'y penser, la possibilité de pouvoir la réaliser dans certains cas, est une possibilité qui se présente dans l'incarcération et qui est entravée dans les camps. De plus, la position de chaque personne à l'intérieur est délimitée : « Dans un même être humain, il y a un maximum de générosité et un maximum d'égoïsme », dit Villanueva. En d'autres termes, Eduardo Jozami, le codétenu de notre interlocuteur, résume une grande partie de ce que nous venons de dire dans *2922 jours, mémoires d'un prisonnier de la dictature* :

« En las cárceles legales podían pasar cosas tan aberrantes como las palizas, los castigos prolongados y hasta la muerte de los detenidos, pero había una rutina cotidiana que respetábamos tanto presos como carceleros, y para nosotros eran bastante precisos los límites de lo que considerábamos aceptable o no en la conducta de un compañero. Algo

me hacía pensar que en aquel espacio clandestino en el que estaba mi mujer las reglas podían ser otras»<sup>53</sup>.

La réflexion de Jozami n'oppose pas seulement l'impossibilité de penser les limites de la cruauté entre le connu et l'inconnu (dans les prisons des régimes totalitaires ou dictatoriaux, on s'attend à un usage illégal de la violence qui viole les droits des personnes) mais ouvre aussi la porte à l'idée que face à une violence inconnue et intolérable, face à l'impossibilité de prévoir ce qui pourrait se passer une minute, une heure ou un jour plus tard, l'être humain glisse entre des zones grises. Comme le commente Ernesto Villanueva à un autre moment de l'interview, Eduardo « el turco » Jozami a pu recevoir une lettre de sa femme Lila Pastoriza, qui était disparue à ce moment-là. Une lettre leur est parvenue d'un endroit qui semblait être une vue de l'esprit. Comment cela est-il possible ? Comment quelqu'un dont on ne sait ni où ni comment il se trouve, comment quelqu'un qui pourrait être mort peut-il communiquer ? Qui a accompli l'acte volontaire : le répresseur ou la détenue disparue ? Et si c'était la disparue, comment l'a-t-elle fait et pourquoi l'a-t-elle fait ? Rien n'est prévisible, ni à l'intérieur du camp, ni dans sa relation avec l'extérieur, et c'est donc dans cette spécificité que s'établit la différence et que se constitue le sujet survivant et apparu. Enfin, pour finir de définir la catégorie opérationnelle survivant-apparu, il faut préciser que dans notre travail de terrain nous avons trouvé des sujets qui, après être passés par les deux espaces de captivité, se sont définis différemment.

Pour certains, il semble que ce soit le temps qui décide. Ainsi, s'ils ont été détenus pendant une courte période dans des centres de transit et de détention clandestins, puis transférés dans des prisons, le fait qu'ils y soient restés pendant plusieurs années semble indiquer que la prison finit par imprégner physiquement la personne de telle sorte que le fait d'être un ancien prisonnier devient le trait caractéristique de son identité. Cependant, si nous allons un peu plus loin dans les récits des témoins et que nous lisons entre les

---

<sup>53</sup> « Dans les prisons légales, des choses aussi aberrantes que des coups, des punitions prolongées et même la mort de détenus pouvaient se produire, mais il existait une routine quotidienne que les prisonniers et les geôliers respectaient, et pour nous, les limites de ce que nous considérons comme acceptable ou non dans le comportement d'un codétenu étaient assez précises. Quelque chose m'a fait penser que dans cet espace clandestin où se trouvait ma femme, les règles pouvaient être différentes ». Eduardo Jozami, *2922 días. Memorias de un preso de la dictadura*, Buenos Aires, Sudamericana, 2014, p. 101. En janvier 2020, le Jozami a pris la direction des Droits Humains au ministère de la Défense de la République Argentine. La « formation démocratique » des forces armées entre dans les prérogatives du poste. *Journal Página/12*, 17 janvier 2020. La femme de l'histoire est Lila Pastoriza, survivante de l'ESMA. Voir en annexe le compte rendu de la présentation du livre à Paris.

lignes, nous pouvons voir que cette explication n'est peut-être pas suffisante. C'est le cas, nous semble-t-il, pour Elsa Chagra<sup>54</sup>. Elsa a été arrêtée le 4 août 1976 à Formosa et est passée par plusieurs lieux de transit et de détention clandestins (un poste de police et un régiment) jusqu'à ce qu'elle soit emmenée à la prison de Devoto de Buenos Aires en novembre de la même année. De là, elle a été emmenée dans un autre lieu clandestin et de nouveau, après avoir été traduite en cour martiale, emprisonnée à Devoto. Elle a été libérée le 12 décembre 1983 :

« Me levantan, me llevan en una furgoneta Citroën. En una cosa de esas. Yo me doy cuenta enseguida que me llevaban hacia lo que nosotros llamamos la Capilla San Antonio, porque tomamos un desvío y después me ponen la Capucha. Y me llevan al destacamento que tenían ahí de la policía, que incluso andaban en alpargatas, ¿viste? Y de ahí tenían como toda la cuadra de los animales, o sea, cuidaban caballos y todo. A mí dónde me llevan, me torturan muchísimo. [...] Me llevan a un destacamento de policía que era así tipo rancho, que estaba a las afueras de Formosa, que después le pusieron el mismo nombre de la escuelita, era un chupaderos que estaba ahí. Me torturan, pero a mí no me ponen picana porque no tenía luz. Después sí, pero a mí me detuvieron 12 horas con nada. [...] En esa zona eran muy salvajes, ¿viste? A mí me quedó la marca esta (muestra) en las muñecas. Me pusieron una esposa caliente hasta el hueso. Por eso te digo, sin contar las quemaduras de cigarrillo, entre otras cosas. Estuve bastante tiempo sin mover los brazos, me fui recuperando »<sup>55</sup>.

Son récit des camps est particulièrement dur. Les tortures lui ont laissé des séquelles physiques qui conditionnent sa vie quotidienne et peuvent être observées. Lorsqu'elle parle de la prison, en revanche, bien que les mauvais traitements et la torture

---

<sup>54</sup> Entretien collectif avec d'anciennes détenues et témoignage individuel, tous deux réalisés en août 2018.

<sup>55</sup> « Ils viennent me chercher, m'emmènent dans un van Citroën. Dans un de ces trucs. J'ai tout de suite compris qu'ils m'emmenaient à ce que nous appelons la chapelle San Antonio, car nous avons fait un détour et ensuite ils m'ont mis dans la Capucha. Et ils m'ont emmené au poste de police qu'ils avaient là, ils portaient même des espadrilles, vous voyez ? Et de là, ils avaient toute une écurie d'animaux, je veux dire, ils s'occupaient des chevaux et tout. Là où ils m'ont emmené, ils m'ont beaucoup torturé. [...] Ils m'ont emmené dans un poste de police qui ressemblait à un ranch, qui se trouvait à la périphérie de Formosa, qu'ils ont ensuite nommé d'après la petite école, c'était un "chupaderos" qui s'y trouvait. Ils m'ont torturé, mais ils ne m'ont pas battu parce que je n'avais pas d'électricité. Plus tard, ils l'ont fait, mais ils m'ont détenue pendant 12 heures sans rien. [...] Ils étaient très sauvages dans cette région, tu vois ? J'ai toujours cette marque (elle me montre) sur mes poignets. Ils ont mis une menotte chaude jusqu'à l'os, sans parler des brûlures de cigarettes, entre autres. Je n'ai pas bougé mes bras pendant une longue période, puis j'ai commencé à me rétablir » Témoignage d'Elsa Chagra, août 2018. On peut le voir dans la sélection préparée sur Vimeo, qui fait partie de l'annexe méthodologique.



aient existé, Elsa met l'accent sur les petits succès et la résistance collective. Elle souligne également son rôle concret dans l'action du groupe – Elsa s'est vu confier l'économat, c'est-à-dire le fonds commun de biens que les détenues distribuaient selon des règles convenues qui respectaient l'équité entre toutes et les besoins individuels – et la façon dont elle a mis les connaissances qu'elle a apportées de « son ancienne vie », en tant qu'enseignante et déléguée syndicale, au service du « microclimat généré par la nécessité de survivre ».

« E.C.: Y vos fijate que yo nunca había fumado ni fumé, pero a la hora de la cuota del pucho, la compañera venía a verme a mí. La otra compañera que estaba conmigo en el economato era durísima y ella fumaba, ¿viste? Entonces venían y me veían a mí para que le pasara un adelanto de la cuota.

M.I.: ¿Cómo sentías la vida en Devoto?

E.C.: Y mirá, lo que yo rescato siempre es la solidaridad de las compañeras y haciendo cosas, al punto que nos faltaba tiempo y todo »<sup>56</sup>.

Les mots clés de cette partie de l'histoire sont « vie organisée ». « Il y avait des assemblées pour tout », dit-elle en racontant comment ils décidaient collectivement de différents aspects de la vie en commun, de la quantité de cigarettes ou de fromage à laquelle chacune des détenues avait droit, aux pièces de théâtre ou aux thèmes des « classes » qu'elles voulaient organiser. Au-delà de l'espace carcéral spécifique (étage et groupe) dans lequel elles étaient placées en fonction de leur dangerosité (*irrecuperables, rebelles et subversives, récupérées*), l'organisation était vitale pour chacune d'entre elles. Si les décisions carcérales s'inscrivaient dans une politique de destruction, les détenues savaient – du moins c'est ainsi qu'elles l'expriment<sup>57</sup> – qu'elles ne pouvaient qu'opposer au « Sauve ta peau ! » son contraire, ce qui impliquait de mettre de côté certaines

---

<sup>56</sup> « E.C. : Et tu vois, je n'avais jamais fumé, je ne fumais pas non plus, mais quand c'était le moment du quota de cigarettes, la camarade venait me voir. L'autre camarade qui était avec moi à l'économat était très dure et elle fumait, tu vois ? Elles venaient donc me voir pour que je leur accorde une avance sur le quota.

M.I. : Comment as-tu vécu la vie à Devoto ?

E.C. : Et, écoute, ce que j'ai toujours apprécié, c'est la solidarité des camarades et le fait de faire des choses, au point que nous manquions de temps et tout ».

Témoignage cité.

<sup>57</sup> À ce sujet, voir Jorge Giles, *Así va la vida* de, Buenos Aires, Colihue, 2003; *Del otro lado de la mirilla*, Santa Fe, ediciones El Periscopio, 2003, del colectivo de ex presos de Coronda; *Nosotras presas políticas*, Buenos Aires, Nuestra América, 2006 del colectivo de ex presas de Devoto; y *Nosotras en libertad*, libro web de las ex presas de Devoto, 2021 <https://nosotrasenlibertad.com/libroweb/>

différences, notamment de parti et d'âge, et de travailler main dans la main. C'est ce que l'on peut lire dans le livre *Nosotras presas políticas*, un ouvrage collectif dont fait partie Elsa :

«Y así lo decían: '¡Las mezclaremos de tal manera que, en las celdas, las *erpias* y las *montos* se sacaran los ojos! Acá se van a matar, aunque sea por la disputa de un lugar, porque mecharemos en un pabellón de 92 personas 20 o 30 garrones o perejiles, y las subversivas tendrán que bajar la máxima resistencia para no quedar aisladas'. Nos amenazaban y sabíamos que 'hablaban en serio', que no iban a descansar hasta lograr lo que se habían propuesto. Sin embargo, a pesar de la inquietud que esto nos provocaba, sabíamos que no estábamos solas, que nuestra familia estaba junto a nosotras, que estábamos haciendo todos los esfuerzos para dirimir nuestras diferencias, para no quedar aisladas, ni con el afuera ni el adentro»<sup>58</sup>.

Même les mauvaises nouvelles, comme le décès ou l'arrestation d'un membre de la famille, étaient partagées. C'est pourquoi le récit d'Elsa, quelle que soit sa forme (témoignage individuel, témoignage collectif ou participation à un livre de témoignages) ne manque pas de nous apporter la présence de l'autre.

«Al principio a mí me costó un poco entender el lenguaje corporal carcelario. Tiene sus bemoles. Yo siempre digo en la cárcel es mejor no estar sola»<sup>59</sup>.

Probablement que le passage des lieux de détention précédents (petits espaces provinciaux) à un grand espace collectif et les règles que les femmes détenues s'y sont données pour contrecarrer celles de l'institution et de ses hommes et femmes, ainsi que les relations qui s'y sont forgées et qui persistent aujourd'hui, sont importantes dans le processus ultérieur d'identification. Il est probable qu'Elsa, en assumant les deux aspects

---

<sup>58</sup> « Et voici ce qu'ils ont dit : "Nous allons les mélanger de telle sorte que, dans les cellules, les militantes de l'ERP et les *montos* s'arracheront les yeux ! Ici, elles vont s'entretuer, même si ce n'est que pour la dispute d'une place, parce que nous allons mélanger 20 ou 30 *perejiles* dans un bloc cellulaire de 92 personnes, et les subversives devront baisser la résistance maximale pour ne pas être isolées. Ils nous menaçaient et nous savions qu'ils étaient "sérieux", qu'ils ne se reposeraient pas avant d'avoir atteint leur objectif. Cependant, malgré l'anxiété que cela nous causait, nous savions que nous n'étions pas seules, que notre famille était avec nous, que nous faisons tous les efforts possibles pour régler nos différends, afin de ne pas être isolées, ni de l'extérieur ni de l'intérieur". ». Collectif de 112 prisonnières politiques, *Nosotras presas políticas*, Buenos Aires, Nuestra América, 2006, pp. 215 et subss.

<sup>59</sup> « Au début, j'avais un peu de mal à comprendre le langage corporel de la prison. C'est un peu délicat. Je dis toujours qu'en prison, il vaut mieux ne pas être seule ». Témoignage de Elsa Chagra, août de 2018.

de son identité – ce qui se manifeste dans les dénonciations politiques et judiciaires qu'elle poursuit pour avoir vécu les deux expériences – et en choisissant néanmoins la position d'ex-prisonnière pour donner son témoignage intégral à partir de là, rende également compte de la manière dont elle a intérieurement « négocié » le fait d'être en vie. Dans cette négociation interne, le besoin d'apaiser le souvenir de la souffrance passée n'est pas non plus à exclure. D'autre part, la prison ne fait pas que « légaliser » l'ancien détenu disparu et l'ancienne détenue disparue, mais aussi sa « libération ». Elle permet également à la personne de s'appuyer ultérieurement sur les liens qui se sont créés à l'intérieur de l'espace carcéral, voire de rééditer à l'extérieur les mécanismes utilisés ou les places qu'elle occupait socialement à l'intérieur.<sup>60</sup> Cela est particulièrement vrai pour les femmes, car, à partir d'une certaine date, elles se sont toutes retrouvées ensemble dans la même prison et ont donc vécu une expérience différente de celle des hommes. Cette particularité exerce un poids différent sur la construction collective des récits de la prison.

La complexité du processus de re-subjectivation des victimes de la violence extrême nous avertit de l'importance de maintenir un concept opératoire en sachant que, comme nous venons de le démontrer, même si nous limitons sa configuration à l'extrême, cette catégorie envisage des cas très divers. Il ne faut pas oublier qu'individuellement la victime-témoin se reconnaît à la place qu'elle a choisi de prendre dans ce processus.<sup>61</sup>

## **Du NN à apparu : le processus d'identité du survivant et de la survivante**

Nommer les réapparus, c'est reconnaître, à travers les mots avec lesquels on les définit, l'existence de leurs identités multiples. Mais surtout, s'accorder sur le substrat fondamental de cette identité : rester vivant « à l'intérieur » et apparaître vivant « à l'extérieur ». Bien que souvent recherchée ou souhaitée, la survie n'a pas été obtenue par l'action directe des personnes en état de disparition. Survivre aux camps n'était pas

---

<sup>60</sup> Lors du témoignage collectif que nous avons organisé avec un groupe de femmes détenues, Elsa a prêté sa maison pour la réunion et s'est chargée du « maté avec des biscuits », reprenant ainsi son rôle dans l'économat. Cette « coutume » a été soulignée par ses camarades.

<sup>61</sup> Voir en annexe le témoignage extrait du livre déjà mentionné *Nosotras en libertad*, de Laura Franchi, survivante et ancienne prisonnière politique, épouse du disparu Mario Stirnemann, qui s'exprime dans cet ouvrage en tant qu'« exilée », ancienne prisonnière et militante. Elle ne fait pas référence à son statut de survivante.

l'exploit de la victime mais la décision de l'agresseur. Les survivants ont été en quelque sorte sélectionnés pour rester en vie parmi *les morts et les disparus, les mortes et les disparues*. La responsabilité de la survie est donc celle des responsables de la politique de disparition et non une conséquence logique de la collaboration des détenus avec l'action répressive. En d'autres termes, la libération est étrangère à la volonté et au choix des victimes. **Faire disparaître les victimes et les faire apparaître** doivent être compris comme deux politiques répressives complémentaires et indissociables. Dans un texte de 2010 destiné aux militants des droits humains basés en Espagne, Graciela Daleo, une survivante de l'ESMA, reprend cette double phase répressive et l'explique à partir de sa propre expérience :

« Los aparecidos de la dictadura no somos producto del error o el descuido. Ni siquiera de nuestra propia decisión. El plan de exterminio incluía también ese aparente 'desvío estadístico' que no lo es: que algunos quedaran vivos, pretendiendo hacer de ellos multiplicadores del horror y predicadores del arrepentimiento. Una resonancia, ese eco: 'vos vivís porque yo decido que vivas'. Modificar nuestro ADN –por decirlo de alguna manera– para atarnos una rueda de molino al cuello: el derecho a la vida no es nuestro derecho, es algo que otorgan o quitan aquellos que tienen el poder. Que por encima de nosotros decidirán nuestras vidas. No solo morir o vivir, no solo cuándo sino cómo morir y cómo vivir. Y para qué. En este experimento de alteración genética, no solo los sobrevivientes fueron cobayos. Fue una política dirigida a toda la población: no ya sujetos de derechos, sino pasivos receptores de aquello que los poderosos estén dispuestos a conceder ». <sup>62</sup>

Le pouvoir est absolu parce qu'il est sans appel, c'est un pouvoir de mort parce que c'est un pouvoir sur la vie. C'est le pouvoir de tuer et d'empêcher les suicides. Pilar Calveiro souligne :

---

<sup>62</sup> « Ceux d'entre nous qui sont apparus pendant la dictature ne sont pas le produit d'une erreur ou d'une négligence. Pas même notre propre décision. Le plan d'extermination comprenait également cette apparente "déviation statistique" qui n'en est pas une : certains ont été laissés en vie, dans l'intention d'en faire des multiplicateurs d'horreur et des prêcheurs de repentance. Une résonance, un écho : "tu vis parce que je décide que tu vives ». Modifier notre ADN – pour ainsi dire – pour nous attacher un boulet autour du cou : le droit à la vie n'est pas notre droit, il est donné ou retiré par ceux qui ont le pouvoir. Qui au-dessus de nous décideront de notre vie. Pas seulement pour mourir ou vivre, pas seulement quand mais comment mourir et comment vivre. Et pour quoi faire. Dans cette expérience d'altération génétique, les survivants n'étaient pas les seuls cobayes. Il s'agissait d'une politique visant l'ensemble de la population : il ne s'agissait plus de sujets de droits, mais de destinataires passifs de tout ce que les puissants étaient prêts à accorder » Graciela Daleo, « Escenarios del testigo » en *Entramados*, Barcelona, Asociación Argentina contra la Impunidad, 2012, p. 93.

« Suspendre la vida, suspendre la muerte; atributos divinos ejercidos no desde los cielos sino desde los sótanos de los campos de concentración. Desde este punto de vista se puede comprender por qué los campos impedían la posibilidad de suicidio, aun de aquellos que ya estaban como material de depósito esperando la muerte. En este sentido, el suicidio enfurecía a los desaparecidos; la existencia de la pastilla de cianuro entre los montoneros era concebida por ellos como una abominación, no por un supuesto código moral cristiano que se funda en el hecho de que sólo Dios tiene la autoridad para dar y quitar la vida, sino porque precisamente el suicidio, como un último acto de voluntad, les arrebatava la posibilidad de manifestar ese derecho de muerte que los convertía en 'dioses'. En este caso la muerte representaba la limitación y el fin de su poder ». <sup>63</sup>

Comme l'image des deux visages de Janus, l'entrée de l'enfer impliquait de la même manière la vie et la mort, et pour chaque homme enlevé et chaque femme enlevée, soit de vivre, soit de mourir. Les disparus-apparus et les disparues-apparues s'installent malgré eux dans cet entre-deux des camps clandestins et deviennent des apparus survivants et des apparues survivantes « grâce » au répresseur. Probablement, dans le paradoxe intrinsèque à sa signification, cet élément constitutif de l'identité post camps de ce qui reviennent, que nous identifions comme une libération, est la pièce la plus difficile à placer dans la nouvelle subjectivité induite par le fait d'« être dehors ». Ce conflit peut être perçu à la fois individuellement et collectivement : au niveau de la société, la libération s'accompagne de la question incessante de savoir *pourquoi ils ont été libérés (eux et elles et pas les autres)*. Individuellement, cette question devient un besoin d'expliquer *pourquoi c'est moi qui ai survécu ?* De manière associative, le collectif qui trouve sa raison d'être dans l'expérience commune du passage par les camps clandestins, et qui décide de s'exposer publiquement à partir de là, doit trouver une réponse à la question du *pourquoi nous avons survécu*, qui lui permette de « faire face » à la société. C'est le cas de l'Association des ex-détenus disparus (AEDD) :

---

<sup>63</sup> « Suspendre la vie, suspendre la mort ; des attributs divins exercés non pas depuis les cieux mais depuis les sous-sols des camps de concentration. De ce point de vue, on peut comprendre pourquoi les camps empêchaient la possibilité de se suicider, même pour ceux qui étaient déjà comme du matériel de dépôt attendant la mort. En ce sens, le suicide rendait furieux les disparaisseurs ; l'existence de la pilule de cyanure chez les montoneros était conçue par eux comme une abomination, non pas en raison d'une supposée morale chrétienne fondée sur le fait que seul Dieu a le pouvoir de donner et de prendre la vie, mais précisément parce que le suicide, en tant que dernier acte de volonté, leur enlevait la possibilité de manifester ce droit de mourir qui faisait d'eux des " dieux ". Dans ce cas, la mort représentait la limitation et la fin de son pouvoir ». Pilar Calveiro, *op.cit.* pp. 54-55.

« [...] Ignoramos la causa particular y la causa general de nuestra sobrevida, aunque sabemos que fue una entera decisión de los represores. En años de lucha y reflexión, a veces de desesperada reflexión, nos hemos preguntado ¿quiénes sobrevivimos? ¿por qué, para qué? Fuimos apuntando posibles respuestas que en modo alguno cierran el tema. Entre los sobrevivientes hay militantes de base de organizaciones políticas, barriales, sindicales y también dirigentes de organizaciones armadas y no armadas. Hay adolescentes y jóvenes y también adultos mayores, hay mujeres que tuvieron sus hijos en cautiverio (en los campos de concentración o en las cárceles ‘legales’) y mujeres que abortaron a causa de los tormentos, hay obreros de distintos gremios, profesionales, religiosos, estudiantes. Hay compañeros que soportaron espantosas torturas y mantuvieron silencio y compañeros que tras terribles castigos les fue arrancada una cita, una dirección o se auto inculparon, incluso, de hechos que no habían realizado. Todos ellos forman la categoría sobreviviente de los campos de concentración y sus identidades responden al ‘quiénes’ de nuestra formulación. Son los mismos, exactamente los mismos ‘quienes’ que, por miles, fueron desaparecidos tras su cautiverio en los centros clandestinos de detención»<sup>64</sup>.

Le positionnement de l'AEDD, que nous venons de citer, nous met face à un autre aspect incontestable de **l'identité de l'apparu et de l'apparue : cette identité se constitue dans la disparition et en miroir du disparu et de la disparue**. Par disparition, nous avons jusqu'ici fait référence au fait d'être disparu et disparue pour quelqu'un pendant une période où la personne, ayant perdu sa liberté, se trouve dans un espace

---

<sup>64</sup> « Nous ne connaissons pas la cause particulière et la cause générale de notre survie, bien que nous sachions que c'était entièrement la décision des répresseurs. Au cours d'années de lutte et de réflexion, parfois de réflexion désespérée, nous nous sommes demandé : qui a survécu, pourquoi, pour quoi faire ? Nous avons trouvé des réponses possibles qui ne résolvent en rien le problème. Parmi les survivants, on trouve des militants de base d'organisations politiques, de quartier et syndicales, ainsi que des dirigeants d'organisations armées et non armées. Il y a des adolescents et des jeunes, mais aussi des adultes plus âgés, des femmes qui ont eu leurs enfants en captivité (dans des camps de concentration ou dans des prisons "légales") et des femmes qui ont fait des fausses couches à cause des tourments, des travailleurs de différents syndicats, des professionnels, des religieux et des étudiants. Il y a des camarades qui ont enduré d'effroyables tortures et qui ont gardé le silence, et des camarades qui, après de terribles châtements, ont leur arraché un rendez-vous, une adresse ou se sont même attribués des actes qu'ils n'avaient pas accomplis. Ils forment tous la catégorie des survivants des camps de concentration et leurs identités répondent au "qui" de notre formulation. Ce sont les mêmes, exactement les mêmes "qui" qui, par milliers, ont disparu après leur captivité dans les centres de détention clandestins ». Pourquoi avons-nous survécu ? dicit AEDD, dernière version publiée sur le site de l'association. <http://exdesaparecidos.org/por-que-sobrevivimos/> (dernière consultation en décembre 2019). Au-delà de l'opinion des survivants qui se sont organisés pour agir en tant que tels dans l'espace public, selon la quasi-totalité des personnes qui nous ont livré leur témoignage, dans le cas argentin, le nombre de victimes qui ont collaboré dans le sens de « passer du côté du répresseur » est minime. Toutes ces personnes, qu'elles soient organisées ou indépendantes, s'accordent également à dire qu'il n'y avait pas de modèle de comportement qui leur garantissait de sortir du camp en vie. Ainsi, certains de ceux qui étaient considérés comme des « collaborateurs » par leurs codétenus sont aujourd'hui disparus ou ont trouvé la mort aux mains de leurs tortionnaires. Nous reviendrons sur ce sujet dans le chapitre VÉRITÉ.

clandestin, privée de sa capacité d'action et d'autonomie et sous le pouvoir total d'un système répressif qui se manifeste à travers un gardien, un tortionnaire, un médecin, un membre ecclésiastique ou tout autre type d'acteur pouvant être compris dans le genre « répresseur ». Cette première approche de la disparition des survivants est clairement reflétée dans le témoignage de Susana Leiracha de Barros, une ancienne détenue de l'ESMA qui a été disparue, comme mentionné dans l'introduction. Maintenant, à partir d'une approche plus générale et détaillée, le concept juridique de **disparition forcée de personnes pour des raisons politiques**<sup>65</sup> appliqué au cas particulier de l'Argentine<sup>66</sup> peut être défini comme l'action des forces armées, de sécurité, de police ou para-militaires argentines dans le cadre d'un plan continental systématique – la Doctrine de sécurité nationale – de désarticulation organisationnelle des associations enregistrées comme « révolutionnaires » et de répression institutionnalisée des opposants à l'ordre économique et politique dominant. Cette action n'était pas de nature indépendante, mais s'articulait régionalement à partir de la coordination répressive du Plan Condor et était

---

<sup>65</sup> Selon l'article 2 de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, adoptée le 20 décembre 2006 par l'Assemblée générale des Nations unies, la disparition forcée doit être considérée comme « l'arrestation, la détention, l'enlèvement ou toute autre forme de privation de liberté par des agents de l'État ou par des personnes ou des groupes de personnes agissant avec l'autorisation, l'appui ou l'assentiment de l'État, suivi du refus de reconnaître la privation de liberté ou de la dissimulation du sort réservé à la personne disparue ou du lieu où elle se trouve, qui soustrait cette personne à la protection de la loi ».

<sup>66</sup> Dans le rapport élaboré le 10 janvier 1981 pour le colloque « La politique des disparitions forcées de personnes » qui s'est tenu à Paris entre le 31 janvier et le 1er février 1981, Emilio Fermín Mignone, fondateur du Centre d'études juridiques et sociales (CELS), avocat et père d'une personne disparue, soutenait qu'« il est correct d'affirmer que le système de disparition de personnes, sous la forme dans laquelle il a été décrit à différentes occasions et dans différents forums, constitue une invention argentine, avec une autre découverte antérieure, qui était la gégène. Il s'agit de l'ultime contribution à l'histoire de la cruauté humaine qui ne fait d'ailleurs pas honneur au pays ou, du moins, à ses forces armées. Les disparitions qui se sont produites dans ce pays ne sont pas des épisodes marginaux ou des excès de répression, comme dans d'autres pays d'Amérique du Sud ; elles ne sont pas non plus la conséquence de batailles ou d'affrontements armés de quelque ampleur que ce soit ; elles ne sont pas non plus le produit du chaos, de l'anarchie ou de la confusion. À aucun moment la stabilité de l'État n'a été mise en danger, ni le contrôle du territoire par les forces armées. Les disparitions sont la pièce maîtresse, un instrument particulier du système de répression choisi et conçu par les forces armées argentines, que nous avons appelé parallélisme global et qu'elles qualifient de doctrine argentine dans la lutte antisubversive ». Le document complet rédigé par Mignone dans sa première version peut être lu dans les annexes de cette thèse. Le texte original se trouve dans les archives du CELS à Buenos Aires et a été republié dans les actes du colloque de Paris et à l'occasion du 30e anniversaire du coup d'État du 24 mars 1976 par la maison d'édition Colihue sous le titre *Estrategia represiva de la dictadura militar ; la doctrina del paralelismo global (Stratégie répressive de la dictature militaire ; la doctrine du parallélisme global)*. Cette dernière édition intègre, comme co-auteur, son compagnon de route, l'avocat, co-fondateur du CELS et père d'un disparu, Augusto Conte Mc Donnell. En raison de la clarté avec laquelle les données disponibles sont exprimées, du développement de l'argumentation et de l'époque à laquelle il a été rédigé, ce document est l'un des précédents les plus intéressants et les plus complets pour les fondements judiciaires sur la méthodologie particulière de la disparition forcée de personnes en Argentine et dans le monde.

également identifiable localement comme une pièce maîtresse du Terrorisme d'Etat. Il s'agissait, rappelons-le avec insistance, d'enlever avec une extrême violence les militants (hommes et femmes) sociaux, religieux, politiques ou de la guérilla – ou soupçonnés de l'être – et leurs familles, puis de les enfermer et de les torturer dans l'un des plus de 762<sup>67</sup> camps de détention, de sélection et/ou d'extermination qui existaient dans le pays et qui étaient connus sous le nom de **centres de détention clandestins**. Dans le même temps, les autorités militaires, politiques et ecclésiastiques ont nié aux proches qui les recherchaient l'endroit où se trouvaient les personnes enlevées, que l'acteur criminel qualifiait de *subversives*.<sup>68</sup> Comme corollaire et étape finale de l'action criminelle de

---

<sup>67</sup> La liste complète faite par le Secrétariat des Droits de Humains de la Nation et mise à jour jusqu'en 2015, peut être trouvée dans le Rapport d'enquête sur les victimes de disparitions forcées et de meurtres, en raison des actions répressives de l'État et des centres de détention clandestins et autres lieux de détention clandestins. [http://www.jus.gob.ar/media/3122963/6\\_anexo\\_v\\_listado\\_de\\_ccd.pdf](http://www.jus.gob.ar/media/3122963/6_anexo_v_listado_de_ccd.pdf). pp. 1573-1663

<sup>68</sup> L'historien François Berida rappelle que la genèse de cette méthodologie se trouve dans la note du décret nazi de février 1942 connu sous le nom de **Nacht un Nebel (Nuit et Brouillard)** ou simplement avec les initiales **NN Nomens nescio (nom inconnu)** qui stipulait que les prisonniers devaient être secrètement transportés en Allemagne, d'où ils disparaîtraient sans laisser de trace et aucune information ne serait donnée ni sur le lieu où ils étaient détenus ni sur leur sort ultérieur. Berida affirme que la naissance de cette technique d'extermination radicale a été intégrée dans l'ordre juridique allemand en 1941, en réponse aux attaques russes contre les membres de la Wehrmacht. François Berida dit dans *Dans les ténèbres du IIIe Reich : Nuit et brouillard* : « En riposte à cette vague d'attaques armées et sous prétexte d'étouffer ces 'mouvements insurrectionnels communistes', Hitler décide d'employer 'les moyens les plus brutaux' en vue de susciter la terreur dans la population. Autrement dit, il faut arrêter immédiatement 'ces terroristes' et prescrire aux tribunaux la peine de mort contre eux. Mais comme d'une part une telle répression exige un appareil judiciaire démesuré (comment disposer d'autant de juges, de greffiers, d'assesseurs ?) et comme d'autre part les jugements de tribunaux sont lents, aléatoires et de peu d'effet psychologique sur les populations occupées, l'idée germe dans l'esprit du Führer d'une solution radicale : ne juger dans le pays occupés que les accusés pour lesquels on peut escompter avec certitude une condamnation à mort dans les délais les plus brefs et faire disparaître tous les autres dans *la nuit et le brouillard* ». (Amnesty International, *Les disparitions*, Paris, Babel, 1994, pp. 76-87). Cette forme de disparition, qui visait à éliminer les terroristes présumés en terrorisant leurs collègues et leurs familles, les laissant dans l'incertitude quant au sort de leurs proches, impliquait également la possibilité de laisser des survivants qui seraient ensuite emmenés dans une prison ou un camp. Le regretté Rodolfo Mattarollo, qui fut juriste, journaliste, membre de la CADHU en exil et fonctionnaire dans le domaine des droits de l'homme à l'ONU et dans le gouvernement du président Néstor Kirchner, reconnaît dans *Nuit y Brouillard* la clé de la méthodologie répressive du terrorisme d'État latino-américain et lui consacre le premier chapitre de son livre sur les mécanismes de la justice dans le domaine des droits humains. Mattarollo considère que « la dissimulation de la détention et du sort ou de la localisation des victimes est juridiquement le noyau central du concept de disparitions forcées » et cite en ce sens le commentaire du 12 décembre 1941 qui exprime le but que Hitler voulait donner au décret du 7 décembre 1941 : « Le Führer a longtemps souhaité que, dans le cas d'attentats perpétrés dans les pays occupés contre le Reich ou la Puissance occupante, les coupables soient traités différemment de ce qu'ils ont été jusqu'à présent. Selon le Führer, les peines de prison et même la prison à vie pour de tels actes sont considérées comme un signe de faiblesse. Un effet de terreur efficace et durable ne pouvait être obtenu que par la peine de mort ou par des mesures visant à maintenir les proches et la population dans l'incertitude quant au sort des auteurs. Le transfert en Allemagne permet d'atteindre cet objectif (signé) Keiter ». Un troisième texte réglementaire composé de décisions prises par le chef d'état-major, Wilhelm Keitel, complète le cadre juridique de *Nuit et Brouillard*. Le décret nazi *Terreur et Sabotage* du 30 juillet 1944, qui abrogeait le décret *Nuit et Brouillard*, ordonnait au ministère de la Justice de renvoyer tous les prisonniers non nommés à la police en vue de leur internement dans des camps de concentration. Cependant, malgré cette directive, l'ordre selon lequel aucun NN ne devait tomber aux mains de l'ennemi a été exécuté avec beaucoup d'entre eux, et ils ont donc été tués. Pour en savoir plus



disparition, les archives dans lesquelles on pouvait trouver le compte-rendu des opérations, l'identité des personnes enlevées et leur séjour dans ces lieux clandestins ont été détruites au fur et à mesure de l'abandon et du démantèlement des camps, ainsi que la plupart des traces matérielles du passage des détenus et des détenues dans ces centres, rendant difficile l'investigation ultérieure des crimes en vue de garantir l'impunité des auteurs de l'action répressive criminelle.



Photo N°10 : E.S.M.A. Signalisation 1. MEI

Le premier nom donné aux camps clandestins était « *chupaderos* »<sup>69</sup>. C'est ainsi que les victimes directes et les militants et les militantes ont appelé le lieu où ils et elles

---

sur ce sujet, voir : *Le décret sur la nuit et le brouillard de l'Allemagne nazie, précurseur des disparitions forcées*, publié pour la première fois dans le supplément culturel « Las palabras y las cosas » del diario *Nuevo Sur* du 3 septembre de 1989 y réédité en Rodolfo Mattarollo, *Noche y niebla y otros escritos sobre derechos humanos. Dibujos de León Ferrari*, Buenos Aires, le Monde diplomatique, Capital intelectual, 2010.

<sup>69</sup> Synonyme de CCDTyE. Voir sa signification dans le lexique de la concentration présenté dans deux chapitres plus loin.

supposaient que leurs camarades pouvaient être « détenus » et « détenues ». Puis les familles et ceux et celles qui ont activé la recherche des absents ont commencé à les appeler Centres clandestins de détention et c'est le nom qui a été utilisé pratiquement partout jusqu'au cycle de réouverture des procès contre l'humanité. À partir de ce moment-là, et d'après les marquages effectués dans ces lieux, ils ont commencé à être connus sous le nom de Centres clandestins de détention et d'extermination. Après 2010, et nous risquons que cela soit dû à la présence de survivants sur les « sites de mémoire » ou dans leur gestion, le mot "torture" – que tous ceux et celles qui étaient là ont subi – est ajouté à la caractérisation précédente et ils sont connus maintenant sous le nom de Centres clandestins de détention, de torture et d'extermination. Ce changement est visible sur les deux photos prises dans les locaux de l'E.S.M.A.<sup>70</sup>



Photo N° 11 : E.S.M.A. Señalización 2. MEI

---

<sup>70</sup> La formule figurant sur le panneau indique : "C'est ici que le Centre de détention clandestine, de torture et d'extermination de l'E.S.M.A. a fonctionné pendant la dictature civico-militaire qui a ravagé le pays du 24 mars 1976 au 10 décembre 1983". Derrière la devise des organisations de défense des droits de l'homme "Mémoire, vérité et justice". En 2016, l'E.S.M.A. a également été marquée de l'emblème bleu des Nations unies, qui protège les biens culturels au niveau international. <https://www.youtube.com/watch?v=7KVH6RXXjh8>

Concernant **les disparus et les disparues**<sup>71</sup>, pour ceux qui l'ont été, ce sont leurs pairs, leurs camarades de militantisme et de captivité, des corps identifiables qui resteront indéfectiblement associés à leur propre histoire. Une image dans laquelle se reflète le libéré et la libérée. Nous avons évoqué une identité construite dans un miroir et dans ce sens, seul celui ou celle qui a été soustrait à l'être, et donc privé de la capacité d'*être visible*, peut apparaître. Invisible, face à l'état de disparition et invisible face à l'autre-disparu/disparue. Un autre qui, pour rester éternellement (ou presque) englouti en enfer, occulte du champ de vision du reste de la société ceux et celles qui percent la surface. Les disparus vivants et les disparues vivantes passent de la « disparition » à l'« apparition » dans l'acte de récupérer les restes disloqués du moi qui ont été laissés désorganisés en eux et en elles par le voyage forcé à travers les labyrinthes des camps. Ainsi, dans la lutte visibilité/invisibilité qui se déroule tout au long du processus d'*apparition*, l'altérité avec ceux et celles qui resteront à jamais « dedans », cesse d'être telle pour intégrer le corps émergent. Le survivant apparu porte en lui ses disparus et ses disparues, la survivante apparue porte en elle ses disparus et ses disparues. Du point de vue de cette même personne qui a eu la chance de survivre, le disparu, la disparue n'est pas une construction socio-affective basée sur la connaissance de l'individu qui est entré dans le camp mais la réinterprétation d'une expérience politico-affective très concrète, vécue à l'intérieur et particulièrement associée aux derniers moments partagés. C'est quelqu'un dont ils ont été dépouillés, mais dont ils conservent aussi une part que ceux et celles qui étaient « dehors » ne possèdent pas. Cependant, si jusqu'à présent nous avons dépeint la figure du « disparu et de la disparue » du point de vue de ceux et celles qui ne le sont pas, nous pouvons également parler de ce qu'est *l'entité disparue*, ou de ce qu'elle représente, et proposer une définition du disparu qui puisse être généralisée et qui *objective* cette figure au-delà de la perception et de l'émotivité des disparus survivants.

Historiquement, la notion de disparu est étroitement associée aux camps de la mort nazis et au décret **Nacht un Nebel (Nuit et brouillard)**. En même temps, comme l'a souligné Antonia García Castro, en se référant au cas chilien, en Amérique latine et en Espagne, la dénomination NN signifie également **Nomens Nescio, sans nom ou nom inconnu** :

---

<sup>71</sup> Rappelons ici la dualité de ceux qui étaient et de ceux qui sont mentionnés ci-dessus.

“Ces initiales sont utilisées au Chili pour enterrer des morts dont l’identité n’a pas pu être établie: corps retrouvés sur la voie publique sans documents, corps abandonnés que personne ne réclame, corps décomposés devenus méconnaissables. Deux lettres permettant à des fonctionnaires, policiers et médecins légistes, de faire leur travail : inscrites sur de formulaires administratifs –rapport d’autopsie, certificats autorisant l’enterrement–avant d’être peintes sur de croix par les employés des cimetières. Cette inscription relève d’une procédure routinière destinée le plus souvent aux vagabonds. C’est également sous cette inscription que des individus assassinés après le coup d’état du 11 septembre 1973 ont été enterrés de manière anonyme alors même qu’ils avaient été arrêtés parce qu’ils avaient un nom, une histoire, un parcours politique. Au Chili, “N.N.” est désormais synonyme de *disparu*”<sup>72</sup>

En Argentine, pendant le terrorisme d’État, les corps des victimes étaient généralement enterrés de manière expresse et non identifiée dans des cimetières clandestins ou dans des fosses communes dans les cimetières officiels. Lorsqu’il s’agit d’inhumations dans les cimetières officiels, dans les registres, à l’endroit prévu pour le nom, les victimes sont généralement inscrites sous le sigle NN ou, comme nous l’avons vu précédemment, avec des erreurs qui empêchent leur individualisation et leur identification. Ces sépultures irrégulières se distinguent des sépultures clandestines en ce qu’elles impliquent que les victimes ont été enterrées dans des lieux non prévus pour l’inhumation et que les corps sont donc difficiles à localiser a posteriori. Dans les deux cas, il s’agit de dissimuler, cacher la vérité. La technique varie. Quant aux NN enterrés irrégulièrement, des données autres que l’identité ont été enregistrées, telles que le sexe, l’âge approximatif, le lieu et la date du décès. Les registres d’état civil étaient également tenus de créer des « fiches décadactylaires » contenant les empreintes digitales des personnes non identifiées, puis de les transmettre au Registre national des personnes. À l’heure actuelle, ces dossiers ont également disparu et malgré les demandes insistantes formulées depuis 1982 par les associations de défense des droits de l’homme et le pouvoir judiciaire, et malgré les avancées du travail de l’EAAF et les résultats obtenus, aucune réponse n’a pu corroborer le fait qu’ils aient été détruits ou non, certains d’entre eux apparaissant de temps en temps.

---

<sup>72</sup>Antonia Garcia Castro, « Le sociologue face à l’intrigue » en *Où sont-ils ? Comprendre une intrigue. La permanence des disparus dans le champs politique chilien : enjeux mémoriels, enjeux de pouvoir (1973-2000)*, Paris, Thèse de doctorat en Sociologie de l’EHESS sous la direction de Marie-Claire Lavabre, 2001.



Photo N° 12 : Zona 134 del Cementerio de Avellaneda, Provincia de Buenos Aires. Allí se encontraron 338 cuerpos NN enterrados en 18 fosas comunes (vaqueras) y 19 individuales. Fuente: *Annual Report 2007 EAAF* <sup>73</sup>

Dans le même temps, alors que les cadavres encore chauds étaient cachés et que les preuves étaient détruites, les organisations du MDDHH, en particulier celles qui disposaient d'équipes juridiques, contournaient la clandestinité de l'action répressive et le déni de l'existence des victimes par le gouvernement en tentant d'établir une catégorie universelle qui engloberait ces cas et mettrait en mots les demandes de vérité. C'est ainsi qu'ont commencé à se dessiner les contours d'une définition de la victime globale, et donc

---

<sup>73</sup> Le secteur 134 du cimetière d'Avellaneda a fonctionné dès les premiers mois de 1976 jusqu'en 1983. Il occupait une zone isolée adjacente à la morgue d'environ 300 mètres carrés. Les corps des victimes de l'action répressive y ont été enterrés et cachés. Les corps étaient généralement amenés là la nuit ou au petit matin par les répresseurs dans des camions de la police ou de l'armée. Les fosses mesuraient 2 m de large, 4 m de long et 2 m de profondeur. Elles ont été creusées par les employés du cimetière. Ces fosses communes étaient appelées *vaqueras* et étaient creusées tous les 20 à 25 jours. Les tombes NN ont été découvertes en 1984. Dès lors, l'équipe argentine d'anthropologie légiste a commencé à travailler à l'exhumation et à l'identification des restes osseux, récupérant rapidement 338 corps. La première identification n'a eu lieu qu'en 1991-1992. D'autres moyens de faire disparaître les corps consistaient à les immerger et à les cacher dans des puits d'eau, comme ce fut le cas du « Pozo de Vargas » utilisé dans la province de Tucumán comme tombe clandestine depuis 1975, c'est-à-dire dans le cadre de l'« Operativo Independencia » : « D'après les témoignages recueillis dans les Archives de la Mémoire Nationale et dans les procès, la plupart des victimes étaient auparavant retenues en captivité dans les centres de détention clandestins 'La Escuelita de Famaillá', le siège de la police de Tucumán et l'arsenal Miguel de Azcuenaga, entre autres ». Cette découverte découle de recherches effectuées pour la série *Conquistas de la memoria, Espacio memoria y derechos humanos ex ESMA*, consacré à ce lieu de sépulture. Voir : Pozo de Vargas, <https://www.youtube.com/watch?v=XWc3HIBcKA8> Dernière consultation en janvier 2020.

plus complète que la singularité d'être le fils/fille, le conjoint, la conjointe, le compagnon, la compagne, le père et la mère de quelqu'un. On entre ainsi dans un processus de catégorisation qui finira par être irréversible et d'une transcendance universelle. Au début de la politique de disparition, la victime disparue était désignée comme « une personne séquestrée qui demeure dans une situation de détenu-disparu ». <sup>74</sup> Ces personnes enlevées qui « ont disparu » sont ces « milliers de personnes qui ont été détenues par les forces armées et de sécurité, et dont – depuis lors – on est sans nouvelles... ». <sup>75</sup> En même temps le NN, le disparu, la disparue, acquiert également une forme juridique. Dans ce cas, nous parlons de la **figure du détenu disparu** et le type juridique implique un rôle actif de l'État, étant donné qu'il suppose que la personne absente, avant de disparaître, a été détenue en dehors de la loi et sans reconnaissance officielle par l'une des forces de l'appareil répressif de l'État. Cette figure, pour laquelle les organisations argentines de défense des droits de l'homme se sont battues devant différents tribunaux internationaux depuis la fin des années 1970 et la Fédération latino-américaine des parents de disparus depuis sa création en 1981, est reconnue au niveau international depuis 1992 par la *Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées de l'Assemblée générale des Nations unies*. Elle a également fait l'objet d'une criminalisation universelle dans le Statut de Rome de la Cour pénale internationale en 1998 et, enfin, dans la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées de l'Assemblée générale des Nations unies en 2007. Au niveau régional, la figure du détenu-disparu est envisagée dans la *Convention interaméricaine sur la disparition forcée des personnes* de 1994. En bref, dès lors que l'on s'éloigne de la subjectivité des camarades et des proches, toutes les généralisations lient inévitablement les disparus à la typologie des crimes qui ont été commis à leur rencontre.

Si les disparus et les disparues ont été auparavant séquestrés et réduits à l'abnégation, emblématiques des victimes absolues, c'est parce qu'ils avaient « un nom, une histoire et une trajectoire politique » comme nous le lisons dans la citation d'Antonia García Castro invoquée plus haut. Ces deux phases sont nécessaires étant donné que l'une conduit aux actions de justice de ceux qui reconnaissent les disparus comme « les leurs » et l'autre au motif de ces actions, ou plus précisément à l'intentionnalité idéologique et politique

---

<sup>74</sup> CELS, *El secuestro como método de detención* en <https://www.cels.org.ar/common/documentos/elsecuestro.pdf>. Consulté en 2021. Le soulignement est le nôtre.

<sup>75</sup> *Idem*.

identitaire de la revendication des absents. En d'autres termes, *du refus de l'absence intolérable à la demande globale de présence*. Cependant, un autre aspect fondamental qui nous permet de combiner les personnes disparues avec celles qui ont été libérées est de considérer la raison de leur disparition et comment elle a été justifiée. Sans entrer dans une description des particularités des groupes sociaux et de guérilla qui ont joué un rôle important dans les années 60 et 70, il est possible de dire que les disparus formaient une force sociale de caractère populaire avec des intentions ou des sympathies révolutionnaires ou au moins anticapitalistes, avec la capacité d'agir, de provoquer un changement social qui se traduirait par des améliorations de la situation actuelle de la population, en particulier des secteurs les plus défavorisés. Pour Inés Izaguirre, qui analyse la disparition dans une perspective de lutte des classes, ce « camp populaire » avait construit un « réseau varié d'articulations sociales » reliant des « corps indomptés et inflexibles » aux directives du régime et aux besoins d'accumulation du capitalisme dans la région. Izaguirre dit :

« Estos cuerpos indóciles estaban constituyendo una nueva territorialidad no burguesa en una variada gama de relaciones sociales, de espacios de confrontación donde lentamente triunfaban los modos no competitivos, solidarios, cooperativos, de intercambio humano »<sup>76</sup>.

Ce positionnement est la genèse de la caractérisation de cette force active comme subversive, indépendamment de son appartenance ou non à des secteurs clairement identifiés à la gauche marxiste. C'est aussi la justification de son anéantissement par la pratique systématique de la méthodologie de la disparition. Et ce, parce que pour les forces terroristes de l'État, l'action subversive est toute action visant la lutte pour le pouvoir ou qui propose d'autres formes de pouvoir et des fondements du tissu social, comme l'a déclaré sans ambages le général Roberto Viola en avril 1977. En d'autres termes, ce n'est pas seulement et simplement ce qui est reconnu comme une lutte armée :

« La subversión es toda acción clandestina o abiertamente insidiosa o violenta, que busca la alteración o la destrucción de los criterios morales

---

<sup>76</sup> « Ces corps indomptés constituaient une nouvelle territorialité non bourgeoise dans un éventail varié de relations sociales, d'espaces de confrontation où triomphaient lentement des modes d'échanges humains non compétitifs, solidaires et coopératifs ». Inés Izaguirre, *Los desaparecidos: recuperación de una identidad expropiada*, Buenos Aires, Instituto de Investigaciones, Facultad de Ciencias Sociales, UBA, Cuadernos N°9, 1992. p 35.

y la forma de vida de un pueblo, con la finalidad de tomar el poder e imponer desde él una nueva forma basada en una escala de valores diferentes »<sup>77</sup>

Pour l'État répressif, le subversif « sapait les principes moraux de la société nationale » et « était partout ». L'ancien commissaire général, décédé il y a peu, Miguel Ángel Etchecolatz, condamné 9 fois à la prison à vie pour crimes contre l'humanité et connu pour son discours justifiant l'État répressif, a décrit la paranoïa de l'État terroriste de la manière suivante :

« El guerrillero no usó uniforme que lo distinguiera, sino el traje, la ropa de trabajo o deportiva, el hábito religioso o el uniforme policial o de las Fuerzas Armadas de la Nación. Ocasionalmente cuando ejecutaba sus operaciones usaba algún elemento distintivo que después ocultaba, excepto en Tucumán, cuando intentaron crear una 'zona liberada' (sustitución de gobierno, bandera, moneda). En las ciudades y en los pueblos volvían a sus lugares de trabajo o estudio, se ocultaban en las casas de sus familias (que en algunos casos desconocían sus actividades) o procuraban no llamar la atención en casas o departamentos alquilados o comprados; en hoteles o pensiones. En síntesis: las fuerzas del terrorismo urbano convivían con la población».<sup>78</sup>

---

<sup>77</sup> « La subversion est toute action clandestine ou ouvertement insidieuse ou violente, qui vise à modifier ou à détruire les normes morales et le mode de vie d'un peuple, dans le but de s'emparer du pouvoir et de lui imposer un nouveau mode de vie fondé sur une autre échelle de valeurs » Déclarations du général Roberto Viola le 19 avril 1977 dans le cadre de la conférence de presse donnée avec les généraux Jorge Rafael Videla et Jorge Olivera Rovere dans le cadre de l'affaire Graiver, Buenos Aires, diario *La nación* del 20/04/77. Viola a été chef d'état-major, membre de la junte du gouvernement militaire et commandant en chef de l'armée entre 1978 et 1979. Deuxième président de facto (mars-novembre 1981).

<sup>78</sup> « Le guérillero ne portait pas d'uniforme qui le distinguait, mais plutôt un costume, des vêtements de travail ou de sport, un habit religieux ou l'uniforme de la police ou des forces armées de la nation. Parfois, au cours de leurs opérations, ils ont utilisé un élément distinctif qu'ils ont ensuite dissimulé, sauf à Tucumán, où ils ont tenté de créer une "zone libérée" (substitution du gouvernement, du drapeau, de la monnaie). Dans les villes, ils retournaient sur leur lieu de travail ou d'études, se cachaient chez leur famille (qui, dans certains cas, n'était pas au courant de leurs activités) ou essayaient de passer inaperçus dans des maisons ou des appartements loués ou achetés, dans des hôtels ou des pensions. En bref, les forces du terrorisme urbain cohabitaient avec la population. » Miguel Angel Etchecolatz, *La otra campana del Nunca Mas*, Argentina, édition personnelle, sans date, probablement 1989, p. 19. Ce livre peut être classé comme une apologie du crime, car Etchecolatz ne se repent pas des crimes commis, mais, au contraire, les justifie. Cela explique pourquoi la publication n'a ni éditeur ni date d'édition. Etchecolatz a été commissaire général, directeur des enquêtes de la police de la province de Buenos Aires et bras droit du général répressif Ramón Camps jusqu'en 1979, date à laquelle il a pris sa retraite. Il a été condamné à 23 ans d'emprisonnement en 1986 et libéré en vertu de la loi sur l'obéissance due. Il a de nouveau été reconnu coupable de crimes contre l'humanité lors de six procès dont les jugements ont été rendus à partir de 2006. Le Tribunal oral fédéral (TOF-6) d'Argentine l'a assigné à résidence à l'âge de 88 ans. En 2018, la Cour suprême de justice de la nation a révoqué l'avantage indu et il est retourné en prison. Il purge actuellement une peine de prison à vie. Il est l'emblème de la répression illégale, responsable, entre autres crimes, de la disparition d'un groupe d'adolescents le 16 septembre 1976 lors de la "Nuit des crayons". Il est responsable de la première disparition de Julio López et est également tenu pour responsable de sa deuxième disparition en 2006. López était le principal témoin contre lui dans l'« Affaire Etchecolatz ». Sa fille, Mariana, le renie et fait



Pour démanteler le « corps indocile », la stratégie radicale de la terreur devait donc supposer la destruction des réseaux sociaux de son appareil actif (disparaissant) et la propagation de la terreur au reste de la société (apparaissant). Cela explique pourquoi, comme le montre le graphique suivant, la population de moins de 35 ans, majoritairement active, militante sociale, politique, syndicale ou étudiante, constituait la masse des détenus disparus et des détenues disparues mais aussi des détenus libérés et des détenues libérées.

Répartition des disparu(e)s par profession ou occupation	
–ouvriers	30,2%
–étudiants	21,0%
–employés	17,9%
–professionnels	10,7%
–enseignants	5,7%
–autonomes y divers	5,0%
–femmes aux foyers	3,8%
–conscrits y personnel subalterne des forces de Sécurité	2,5%
–journalistes	1,6%
–acteurs, artistes, etc.	1,3%
–religieux	0,3%

Tableau 1. Représentation des domaines d'activité des disparus selon les données obtenues en 1983.  
Source: Informe CONADEP Nunca Más.

En résumé, en reprenant la première définition donnée et à partir de ce qui a été dit jusqu'à présent, dans ce travail, le terme *apparu/apparue* est utilisé pour désigner **les acteurs qui, étant des adolescents, jeunes et adultes victimes de l'état d'exception, et ayant été détenus dans des conditions subhumaines subissant cette captivité dans des centres de détention clandestins, se sont échappés ou ont été libérés des camps et, une fois en liberté, ont reconstruit leur identité à partir du fait qu'ils avaient disparu dans un camp clandestin, reconstruit son identité sur la base de sa disparition dans un camp clandestin, que ces victimes-témoins soient ou non des acteurs qui luttent**

---

partie du groupe des fils et filles de répresseurs qui s'opposent à l'assignation à résidence et considèrent que leurs pères doivent être jugés pour les crimes commis (voir annexe générale). Il est décédé le 2 juillet 2022.

**publiquement (esthétiquement ou politiquement) pour la reconnaissance de cette identité recomposée et qu'ils soient ou non associés à une organisation qui les contient et les représente (associations de survivants, syndicats...).** Dans cette définition, les libérés et libérées sont assimilés à ceux et à celles qui ont pu échapper à la captivité et survivre, même si dans cette action il y a une volonté de la victime qui parvient à se réaliser, et dans le cas de la libération cela se produit au-delà de la décision du sujet. Dans le système des camps clandestins, il existe trois types d'évasion : l'évasion par le suicide ou par le combat (associée à « l'héroïsme de décider de mourir en combattant »), qui implique de ne pas arriver vivant au camp et donc de se protéger des tourments individuels et en même temps de protéger les structures de la guérilla des conséquences de la torture sur le corps du militant (« balancer un nom ou un rendez-vous avec des camarades »<sup>79</sup>) ; la fuite dissociative pendant la torture, au cours de laquelle la victime « s'échappe » loin d'elle-même, en évitant de prendre pleinement conscience des châtements illégaux et des dommages corporels qu'elle subit (c'est le cas de Blanca Buda, une survivante qui a été détenue à Campo de Mayo).<sup>80</sup>, et enfin l'évasion par la fuite de l'individu du lieu où il est détenu en profitant d'un oubli ou d'une opportunité. Ces cas sont peu nombreux et tendent à se produire lorsque le lieu de détention se trouve dans des maisons ou des lieux comparativement moins surveillés que dans les grands camps urbains, bien qu'il y ait également eu des cas dans ces lieux. Certains, comme Osvaldo López, qui s'est échappé du camp clandestin qui opérait dans la maison de Virrey Cevallos en passant par les toits, ont survécu. Il a été repris et emmené en prison où il est resté jusqu'en 1986. Dans d'autres situations, lorsque l'évadé était attrapé, il était tué pour servir d'« exemple » aux autres. C'est ce qui est arrivé à Horacio Maggio, qui s'est échappé du CCDTyE de l'« E.S.M.A. », a été assassiné et son corps a été exposé à l'intérieur du camp. D'autres, comme Claudio Tamburrini, détenu disparu dans le CCDTyE de la « Mansión Seré », ont réussi une évasion qui, après une période de clandestinité, a abouti à l'exil<sup>81</sup>.

---

<sup>79</sup> En espagnol « cantar una cita ».

<sup>80</sup> « La dissociation est un trouble ou une perturbation de la fonction intégrative normale de la conscience, de la perception de soi, de la mémoire et des actions. Une personne peut se sentir isolée ou incapable de percevoir certaines actions, ou encore se sentir coupée en deux, comme si elle s'observait de loin. ». Tiré de *La evaluación psicológica de alegaciones de tortura. Una guía práctica del Protocolo de Estambul para psicólogos*, International Rehabilitation Council for Torture Victims, 2007.

<sup>81</sup> Lors du procès qui a condamné les responsables du camp de la Mansión Seré, Tamburrini a déclaré : « Je suis sûr que j'étais dans la Mansión Seré parce que j'en suis parti à pied et j'y suis retourné plusieurs fois ». Son autobiographie a été publiée sous le titre de *Pase libre* et fait l'objet d'un film sous le titre *Crónica de una fuga* sous la direction du réalisateur Adrián Caetano en 2006.

Un cas particulier d'évasion est celui qui a conduit à la fermeture du camp clandestin de Buenos Aires dans lequel opéraient les réseaux répressifs du plan Condor. Graciela Vidailac a été enlevée dans le CCDTyE « Automotores Orletti » et après une séance de torture, pendant que ses bourreaux dormaient, elle a réussi à se libérer de ses liens. Étant donné que dans ce camp, « les cellules », la salle de torture et l'endroit où étaient stockées les armes étaient presque côte à côte, elle a profité du manque d'attention des gardes pour aller chercher son mari José Ramón Morales, qui avait également été enlevé, et ensemble ils ont pris des armes. Le couple a réussi à s'échapper en tirant sur ses tortionnaires. Cette évasion a donné de la visibilité au camp et, craignant que les évadés ne reviennent pour libérer les personnes enlevées, parmi lesquelles se trouvaient des membres de la famille de Morales, le Grupo de Tareas OT 1.8 à charge de ce lieu a pris la décision de quitter « Orletti » le 4 novembre 1976, le lendemain des faits<sup>82</sup>.



Photo N°13 : Orletti, *El último enfrentamiento*. Balas 1. MEI 2016

---

<sup>82</sup> Témoignage et entretien à Orletti avec Ricardo "el turco" Maggio, 2016, 2017 et 2018. Vidailac et Morales étaient membres de la FAL. Vidailac est mort du covid en 2021 et Morales est morte au Nicaragua de nombreuses années auparavant en combattant la dictature d'Anastasio Somoza en tant que membre du Front sandiniste de libération nationale.

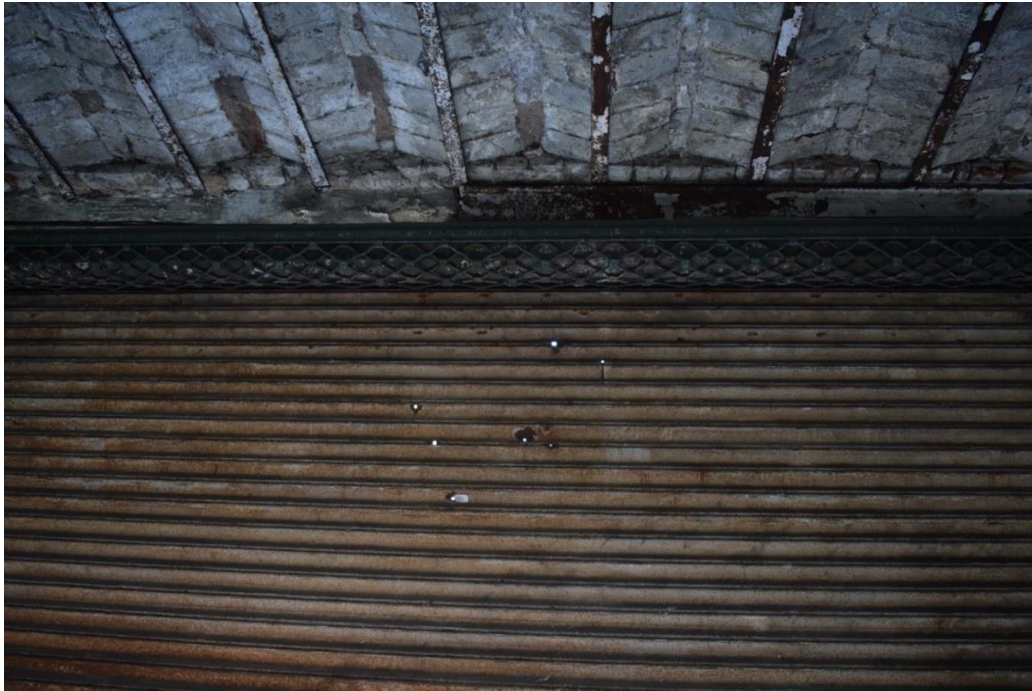


Photo N° 14 : *El último enfrentamiento. Balas 2.* MEI 2016

Certains survivants et certaines survivantes disent connaître des « évasions accordées » avec les gardes ou les *grupos de tareas* <sup>83</sup>. Dans ce cas, il ne s'agit pas conceptuellement d'une évasion. Nous ne pouvons pas non plus savoir comment les protagonistes l'ont vécu, puisqu'ils appartiennent aux « affaires grises » dans lesquels la proximité avec le tortionnaire est mise en doute et que ces personnes sont généralement réticentes à parler en dehors de la sphère judiciaire. Dans notre corpus de témoignages, le cas d'Oswaldo López montre que la manière dont il a quitté le camp ne fait pas de lui un « moins survivant » que les personnes libérées de ce lieu et nous le considérons donc comme un exemple qui nous permet d'inclure les évadés et les évadées dans la catégorie des survivants et survivantes/apparus et apparues.

La délimitation de la catégorie telle que décrite nous amène alors à considérer les acteurs et les victimes survivants – ceux et celles qui ont survécu à un événement dans lequel la plupart d'entre eux et d'entre elles sont morts – dans la lutte pour être apparus et

---

<sup>83</sup> Voir le lexique concentrationnaire deux chapitres plus loin.

apparues.<sup>84</sup> Le terme « apparaître » renvoie en premier lieu au fait d'être vu vivant, mais compte tenu de la définition du « apparu/apparue » que nous venons de proposer, nous verrons dans les pages suivantes qu'apparaître, notamment dans l'espace public, est le résultat d'un processus identitaire et d'un mouvement continu du survivant et de la survivante (*superviviente*) pour la reconnaissance de son identité particulière. C'est dans ce dernier sens que nous parlerons de *l'apparition*, tout en étant également conscients que pour le travail identitaire de la personne libérée, apparaître est en même temps le point de départ et le point d'arrivée.

## Les théories de l'identité et la « carrière » du témoin

Survivre est un fait. C'est être en vie. Apparaître n'est pas simplement venir à la lumière comme le font les corps sans vie des disparus et des disparues. Dans cette apparition, le travail d'identité appartient à l'autre, il appartient à ceux qui ont cherché sans relâche, en particulier aux fils et filles. C'est le parcours biographique que raconte la journaliste Marta Dillon dans *Aparecida* :

«Pero algo de ella había retornado. Los restos aparecidos empujaban ese texto que sentaba su muerte escrita, los detalles averiguados, las responsabilidades directas y las dispersas. Eso era lo que iba a publicar en el diario [Pagina 12] en el que trabajaba, el mismo que todavía sigue publicando los recordatorios. [...] Después un registro breve, una anotación en el orden del día, “parte Cdo Op”, dice en el casillero ‘recurrente’ en la fotocopia del libro que fui a buscar años después a La

---

<sup>84</sup> Nous souscrivons à la différence établie historiquement par le Dictionnaire de l'Académie Royale Espagnole lorsqu'il précise que : « Survivant est simplement celui qui survit et supervivant est celui qui survit à un événement ou à un fait dans lequel d'autres sont morts. En d'autres termes, tous les supervivants sont des survivants, mais pas l'inverse ». (Ver Sobreviviente: De *sobrevivir* y *-nte*. 1. adj. [superviviente](#). U. t. c. s. Real Academia Española: Diccionario De La Lengua Española, 23.ª Ed., [Versión 23.3 En Línea]. <<https://dle.rae.es>> [Diciembre 2019] y <https://educalingo.com/es/dic-es/superviviente>.) Nous avons déjà commenté qu'étant donné l'utilisation des deux termes comme synonymes culturellement acceptés dans le langage actif contemporain, et étant donné que cet usage indistinct est reconnu même par la version en ligne actuelle de ce dictionnaire et que, comme nous l'avons souligné, survivant est le terme choisi par les personnes que nous avons interrogées pour s'exprimer et dans certains cas pour se désigner elles-mêmes, nous utilisons exclusivement en langue espagnole le terme « sobreviviente » (survivant), mais cela ne nous empêche pas d'insister sur le fait que, pour nous, le sens qui définit le mieux ce concept est l'ancien usage espagnol du mot « sobreviviente », aujourd'hui délaissé pour toute l'Amérique latine, car il met l'accent sur **le caractère exceptionnel du fait d'être la seule personne ou l'une des rares à pouvoir dire ce qui s'est passé, comment cela s'est passé, et qui l'a séparé du reste, qu'il s'agisse de la famille, des pairs ou d'un groupe occasionnel.**

Plata, copia fiel del original obrante en la Dirección de Inteligencia de la Policía de la Provincia de Buenos Aires, folio 37, Dirección General de Promoción y Transmisión de la Memoria, Comisión Provincial por la Memoria. Y en el 'motivo' una línea manuscrita: 'Enfrentamiento con montoneros – abatidos 4 NN femeninos y 2 NN masculinos', todo en mayúscula. En una sola página con 28 asientos, hay enfrentamientos en La Plata (dos), Sarandí, Grand Bourg, Ciudadela (dos), Tigre y Bahía Blanca más dos hallazgos de cadáveres NN femeninos en Santa Teresita; todos pasados con la misma letra. El cuento del subversivo ya estaba aprendido, lo enseñaban en la escuela y en las revistas del corazón, lo aprendían los vecinos que se encontraban con la sangre en la vereda y el sepulturero que echaba tierra sobre las pruebas. Quién iba a cuestionar la estupidez de estar repartiendo panfletos con una o dos granadas en los bolsillos en un grupo de por lo menos diez entre los muertos y los que lograron escapar »<sup>85</sup>.

La mère de Marta revient en cinq pièces osseuses, deux autres qui pourraient lui appartenir et des restes de tissu provenant des vêtements qu'elle portait lorsqu'elle a été assassinée. C'est tout ce qui apparaît d'elle : "Quatre os et un crâne avec sa mâchoire inférieure encastrée".<sup>86</sup>, une dépossession, une image de toutes les victimes qui ne sont pas là. *Apparition de la disparition*. Apparaître sans vie.

*Apparaître physiquement en vie (survivre)*, avoir un corps oblige le revenant à se chercher intérieurement. En concevant l'apparition comme privilégiant l'expérience du sujet qui est apparu, il est légitime de se demander si tous ceux qui « reviennent » sont des survivants en quête d'une « nouvelle identité ». La réponse est certainement oui. Depuis sa sortie des camps, chacun des survivants et chacune des survivantes entame un long processus de recherche de son identité. Ce parcours s'est déroulé de manière inégale

---

<sup>85</sup> « Mais quelque chose d'elle était revenu. Les restes qui étaient apparus ont poussé le texte qui fixait sa mort écrite, les détails vérifiés, les responsabilités directes et celles dispersées. C'est ce que j'allais publier dans le journal [*Página 12*] où je travaillais, le même journal qui publie encore les hommages pour les disparus. [...] Puis un bref compte rendu, une annotation de l'ordre du jour, "partie Cdo Op", il est écrit dans la case "récurrence" dans la photocopie du livre que je suis allée chercher à La Plata des années plus tard, copie fidèle de l'original dont dispose la Direction des renseignements de la police de la province de Buenos Aires, page 37, Direction générale de la promotion et de la transmission de la mémoire, Commission provinciale de la mémoire. Et dans le "motif", une ligne manuscrite : "Affrontement avec des montoneros – Abattus et abatués 4 NN femmes et 2 NN hommes", le tout en lettres capitales. Sur une seule page de 28 écritures comptables, on trouve des affrontements à La Plata (deux), Sarandí, Grand Bourg, Ciudadela (deux), Tigre et Bahía Blanca, ainsi que deux découvertes de cadavres de femmes NN à Santa Teresita ; toutes avec la même écriture. L'histoire du subversif avait déjà été apprise, elle était enseignée à l'école et dans les tabloids, elle était apprise par les voisins qui trouvaient du sang sur le trottoir et par le fossoyeur qui jetait de la terre sur les preuves. Qui mettrait en doute la stupidité de distribuer des tracts avec une ou deux grenades en poche dans un groupe d'au moins dix personnes entre les morts et ceux qui ont réussi à s'échapper ». Marta Dillon, *Aparecida*, Buenos Aires, Suramericana, 2015; pp: 96 et 116.

<sup>86</sup> Marta Dillon, *op.cit.*, p. 58.

selon leur propre temps, la nature de leurs expériences, les apports des différents groupes auxquels ils et elles appartenaient et les marques d'affection de ceux et de celles qui les ont entourés (entourées) et soutenus (soutenues) à différents moments de leur vie. Certains et certaines ont choisi de se reconstruire en essayant de prendre de la distance par rapport à l'expérience concentrationnaire, en se taisant, en se cachant ou en mettant de côté ce qu'ils ont vécu dans cet univers concentrationnaire. D'autres, confrontés et confrontées à cette expérience, la récupèrent et se la réapproprient par intermittence, répondant dans ce cas aux demandes intermittentes de divers groupes sociaux et également aux besoins des membres de leurs familles et aussi ceux des autres : les enfants qui posent des questions, les nouvelles voix qui s'intègrent dans l'espace du MDDHH, les autres générations qui s'approchent de l'histoire.... Enfin, un petit groupe préfère faire de la survie un motif de vie et le centre de l'action publique, y compris l'action réparatrice et judiciaire, se reconnaissant comme porteurs d'un devoir de mémoire, ou plutôt de ce que l'on pourrait appeler une **responsabilité de mémoire**. Pour ces derniers, la création et la permanence au sein du MDDHH d'une association qui s'identifie comme une association d'anciens détenus disparus (l'AEDD) montre que ce processus identitaire et mémoriel peut être poursuivi collectivement au-delà de ses singularités et des divergences politiques anciennes et actuelles de ses membres. De plus, être interrogés individuellement ou collectivement, pour les membres de cette organisation qui sont aussi des survivants et des survivantes (il y a certains et certaines qui ne le sont pas), être un ancien disparu ou être une ancienne disparue, c'est incarner un nouvel être qui est apparu. *Apparaître* est l'un des objectifs centraux de la lutte post-concentrationnaire, et se nomme apparus et apparues, c'est retrouver intégralement sa liberté et, à travers cette reconnaissance sociale, faire reconnaître également ses demandes de justice.

Les différents parcours des survivants et des survivantes et des apparus et apparues, que nous avons séparés en trois grands groupes ou catégories imparfaits dans le paragraphe précédent, sont subsumés par certains auteurs dans ce que l'on appelle le « parcours des témoins des conflits contemporains ». <sup>87</sup> Cette conceptualisation donne à son tour lieu à diverses sous-catégories (témoin interactif, consacré, oublié, pollinisateur, etc.) qui permettent de « localiser » les témoignages individuellement. <sup>88</sup> Cette

---

<sup>87</sup> Cette terminologie est utilisée par les chercheurs français Béatrice Fleury et Jacques Walter, membres du Centre de Recherche sur les Médiations de l'Université de Lorraine.

<sup>88</sup> Au début des années 2010, B. Fleury et J. Walter ont réalisé un projet d'étude coordonnant le travail de douze collègues de différentes disciplines et de différents pays, dont l'Argentine. Dans cette étude, ils se

formulation trouve son origine dans le schéma interactionniste de la « carrière », qui selon les termes de Pierre Bourdieu<sup>89</sup>, est intrinsèquement liée à la notion *d'habitus* et au concept de reproduction du capital social, et prend forme grâce à l'analyse de l'inscription institutionnelle des biographies par le sociologue Jean-Claude Passeron. Ainsi, ce dernier définit la « carrière du témoin » comme suit :

« Le concept de 'carrière ' permet ainsi, lorsque son utilisation tient ce que promet son contenu théorique, de saisir, par une description à la fois interprétative et explicative, le sens indissociablement subjectif et objectif que prend après coup comme *carrière* (pour le sociologue mais aussi sous le regard rétroactif du sujet) une succession d'actions, réactives, défensives, tactiques, anticipatrices etc., que celui-ci a choisies *en son nom personnel* pour gérer ses rapports avec le pouvoir contraignant d'un appareil qui lui a imposé anonymement la gradation prédéterminée des sanctions ou des récompenses correspondant à ses réponses (ou à ses abstentions) choisies. [...] Du moins en va-t-il ainsi lorsque l'analyse de carrière parvient à montrer, en chaque point déterminant de la carrière, le pas décisif accompli dans cette carrière comme le produit logiquement croisé d'une décision subjective (transaction, négociation, conflit, abstention) et de l'objectivité d'une contrainte de cheminement (cursus pré-établi dans une institution). Montrant comment le produit de la 'praxis ' d'un sujet lui revient comme une chose, dès qu'il est médiatisé par une chose sociale, le concept de 'carrière ' est une application de la phénoménologie du pratico-inerte »<sup>90</sup>.

Tout en reconnaissant la force inestimable des apports de Pierre Bourdieu à la sociologie contemporaine – notamment ceux véhiculés dans son livre *La Misère du monde* – concernant la valeur ajoutée du témoignage d'hommes et de femmes ordinaires pour une meilleure compréhension de la société dans laquelle nous vivons, de son histoire, ergo de « l'Histoire » ; il est nécessaire de ne pas perdre de vue que ce sont les hommes et les femmes à qui nous entendons « donner la parole », ceux et celles qui nous ont confié

---

sont demandé quelles étaient les raisons pour lesquelles, à un moment particulier de la vie, une « personnalité » ayant vécu une expérience extrême témoigne. Cette recherche a centré son analyse sur la trajectoire d'un individu sur la base de la « carrière testimoniale ». Les résultats de ces travaux ont été publiés en trois volumes par les éditions PUR (2013-2015). Le premier est consacré au témoin interactif, le second au témoin consacré/témoin oublié et le dernier au témoin réfléchi/témoin pollinisateur.

<sup>89</sup> Voir Pierre Bourdieu y Jean Claude Passeron, *La reproduction*, Paris, Editions de minuit, 1970 ; Pierre Bourdieu *La distinción*, Madrid, Taurus, 1999.

<sup>90</sup> In Jean-Claude Passeron, « Biographies, flux, trajectoires », *Enquête* [En ligne], 5 | 1989, mis en ligne le 27 juin 2013, consulté le 28 décembre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/enquete/77> ; DOI : 10.4000/enquete.77



« le témoignage de leur existence et de leur difficulté à exister »<sup>91</sup>, en raison du contexte et de la manière dont ils et elles y ont évolué, ne sont pas, et n'étaient pas, des hommes et des femmes ordinaires. Et même si, en privilégiant non pas l'acteur mais l'esprit de l'époque, nous acceptons la possibilité qu'il s'agisse de personnes « comme tout le monde », partant ainsi de la conviction que les motivations qui les ont poussés à se battre pour leurs idées sont des marques de la génération qui a vécu le romantisme révolutionnaire engendré par la révolution cubaine, le simple fait d'avoir survécu à l'*extra-ordinaire* confère à leur biographie un poids différent de celui des personnes ordinaires. De plus, le récit du conflit social dans la bouche des survivants-militants et des survivantes-militantes est différent de celui des personnes que le chercheur et la chercheuse enregistrent comme provenant d'un groupe social positionné comme subalterne par rapport à la classe ou à la culture dominante puisque, dans l'action des survivants et des survivantes, on peut voir un entrecroisement de positions de classe et de profils idéologiques qui est loin d'être évident. De plus, les « maux » que nous essayons de démêler, *la misère* qui nous intéresse, ont une teinte criminelle et déshumanisante qu'on ne saurait trop souligner. Ces hommes et ces femmes ne sont extraordinaires ni parce qu'ils appartiennent à une classe sociale, ni parce qu'ils ont fait partie d'une époque intense et utopique qui laissait croire que le changement était à portée de main, ni parce qu'ils ont été l'objet d'une violence extrême. Pour l'observateur et l'observatrice, s'il y a une chose qui rend ces hommes et ces femmes extraordinaires, c'est ce qu'ils ont fait de leurs expériences cumulées. S'intéresser aux survivants et aux survivantes, ce n'est pas s'intéresser à l'horreur du camp mais au parcours qui, malgré eux et malgré elles, les a conduits là et leur a ensuite permis de se tenir debout.

Dans une autre perspective, et en se concentrant exclusivement sur la détention clandestine et ses effets dans le but de mieux approcher la singularité du camp de concentration, également en vue d'une meilleure représentation, il est possible de dire que, même si les différents points de vue des témoins peuvent être contrastés, la somme de tous les témoignages ne peut que modérément nous donner une connaissance globale des événements passés. En effet, le complexe et le multiple qui cherchent à être appréhendés par l'écoute des survivants et des survivantes doivent intégrer la composante

---

<sup>91</sup> Pierre Bourdieu, « Note au lecteur de *La Misère du Monde* » : « Nous livrons ici les témoignages que des hommes et des femmes nous ont confiés à propos de leur existence et de leur difficulté d'exister » (Paris, Seuil Points, 1993, p. 9).

exceptionnelle qui a signifié la rupture de la réalité sociale, modifiant ainsi la dynamique des institutions qui forgent, rendent possible et maintiennent la nouvelle réalité.

Pour toutes ces raisons, le concept de « carrière testimoniale » tel que formulé par Passeron présente un certain intérêt pour analyser le statut de la parole du survivant et de la survivante lorsqu'il et elle sont placés dans le rôle de témoin-victime et confrontés à l'institution judiciaire et aux acteurs qui y sont impliqués. Mais elle perd de son intérêt lorsque ce que nous mettons en évidence dans l'apparition, ce sont précisément les conditions et les modalités dans lesquelles se réalise (ou non) la recomposition subjective de l'identité du survivant et de la survivante, qui précède l'acte narratif et qui se situe en dehors des institutions.

De même, une perspective macro-sociale du duo disparus, disparues-apparus, apparues les désignant comme victimes de la politique de faire disparaître, expliquant celle-ci exclusivement par la nécessité d'imposer et de maintenir un modèle économique néo-libéral proche des mandats de l'école de Chicago (clairement appliqué dans le cas chilien), nous pensons qu'elle ne fournit que le contexte nécessaire à l'analyse de l'imposition de la terreur dont fait partie la stratégie de faire apparaître les gens. La mise en place de mécanismes de production de connaissances fondés sur la seule adhésion à ce guide d'analyse est insuffisante. Dans ce cas, les difficultés apparaissent à la fois dans l'étude des micro-histoires des acteurs survivants et dans l'observation des logiques d'action collectives. Tout d'abord, certaines cruautés à l'encontre des victimes et, par conséquent, leur vécu, ne peuvent s'expliquer par l'intentionnalité du modèle économique-répressif imposé par la dictature, mais ne sont pas non plus des actions menées en dehors de ce cadre. Le dispositif à l'intérieur des camps n'était pas abusif mais contrôlé.

Le plan systématique du terrorisme d'État et l'action criminelle de ses exécutants sont les deux visages qui ont « fait » le détenu disparu, la détenue disparue et le survivant et la survivante. D'autre part, cette approche macro simplifiée ou « ignore les processus qui permettent (ou empêchent) les acteurs de définir la situation comme se prêtant à une action commune », générant un répertoire de manifestations. En négligeant ces deux aspects, les actions collectives des organisations de survivants, dont l'AEDD, se diluent ou perdent de leur importance. En revanche, le concept de « processus identitaire » – que nous avons utilisé – et la logique attribuée à cette notion par Alberto Melucci, sont plus intéressants sur le plan opérationnel et sur le fond. Bien que Melucci ait concentré ses observations et ses travaux sur l'analyse de la formation des groupes et des phénomènes

collectifs corollaires de l'identification agglutinante d'un « nous », il est clair que pour que l'action collective ait lieu – comme il le suggère lui-même – une étape préalable est nécessaire :

« Los individuos que actúan colectivamente ‘construyen’ su acción mediante inversiones ‘organizadas’: esto es, definen en términos cognoscitivos el campo de posibilidades y límites que perciben, mientras que, al mismo tiempo, activan sus relaciones como forma de dotar de sentido a su ‘estar juntos’ y a los objetivos que persiguen ».<sup>92</sup>

Ainsi, pour que les acteurs puissent produire une action collective dans la sphère publique, ils doivent d'abord se définir eux-mêmes. En effet, grâce à une introspection réfléchie et à une prise de décision par rapport aux autres acteurs qui lui « ressemblent », les disparus, les disparues, les répresseurs, les MDDHH et l'État, entre autres, l'individu qui tente d'apparaître pourra évaluer ses ressources disponibles, l'éventail des opportunités et des obstacles à affronter, puis générer un récit ou décider de se taire. En d'autres termes, une théorie de l'identité qui met en scène les trajectoires multiples des subjectivités survivantes et qui permet d'évaluer les transformations narratives qui ont eu lieu en termes de parcours identitaire (c'est-à-dire un processus qui mobilise les capacités et les ressources différentielles des individus tout au long de sa construction et de sa réaffirmation)<sup>93</sup>, dans lequel l'altérité, c'est-à-dire la relation avec l'Autre répressif, l'Autre-disparu, l'Autre-famille..., intervient comme une composante nécessaire, comme la ressource analytique de la plus haute teneur explicative. Elle permet également de visualiser les différentes stratégies ou solutions qui ont vu le jour en réponse au conflit majeur de l'apparition et de l'analyser tant au niveau de ses variables individuelles et différenciatrices que de ses variables collectives et agglutinantes. Comme nous allons le démontrer, la personne apparue n'est pas seulement un témoin de la disparition et ne peut donc pas être réduite aux habits de témoin oculaire. **Le témoignage qui est fait sur la disparition, depuis l'être apparu, est précisément l'une des conséquences**

---

<sup>92</sup> Les individus agissants collectivement « construisent » leur action par le biais d'investissements « organisés », c'est-à-dire qu'ils définissent en termes cognitifs le champ des possibilités et des limites qu'ils perçoivent, tout en activant leurs relations pour donner un sens à leur "être ensemble" et aux objectifs qu'ils poursuivent. Alberto Melucci, "Asumir un compromiso: Identidad y movilización en los movimientos sociales", in *Zona Abierta 69. Movimientos Sociales, Acción e Identidad*, Marisa Revilla (comp.), Madrid, 1994, p.157.

<sup>93</sup> *Idem*, p.156.

**transformatrices de l'être et de sa persistance.** Et indéniablement, chaque action entreprise par le survivant et la survivante aura, de près ou de loin, des répercussions sur le MDDHH ou s'en nourrira, participant, même involontairement, aux luttes pour l'hégémonie d'une mémoire de la disparition, et donc, de la consécration de l'image perpétuelle des disparus. Le survivant et la survivante – suspecté et suspectée d'être en vie et pour la même raison devenu et devenue le moyen de preuve de la mort des Autres – s'est recréé pour *apparaître* avec sa propre histoire et ses fragilités. Curieusement, apparaître est associé au verbe *germer* et *fleurir*. Ces images, la métaphore d'un mot qui germe et naît pour fleurir, nous parlent du temps qui passe et de la transformation continue qu'implique la croissance. Nous pouvons donc supposer que ce qui a ses racines parmi les rochers, s'il est correctement entretenu, peut se développer correctement.

En accord avec Jean-Marie Benoist dans « Facettes de l'identité »<sup>94</sup>, la théorie de l'identité qui anime notre analyse se situe à la même distance d'une « singularité déconnectée » que d'une « unité globalisante peu respectueuse des différences ». Cela implique que pour nous, chaque survivant et survivante doit être traité d'abord en tant que sujet individuel, puis dans sa relation aux groupes auxquels il ou elles choisissent d'appartenir ou qu'il ou elle décident de rejeter, et enfin, en fonction du niveau d'invariance de son identité et du rôle qu'elle joue dans son développement subjectif. Nous tiendrons également compte de la relation entre ces trois facteurs, en comprenant que l'identité ne peut être considérée comme une essence en soi ou un vide qui se complète, mais comme une entité relationnelle qui se forge dans la différence et à partir de ses contradictions. Prenons très rapidement comme exemple certains aspects de l'identité qui ressortent du témoignage d'Ana Iliovich. En parlant de ses propres désirs, Ana nous dit :

« Siempre hice bien el laburo de base, siempre fue algo que me gustó. Sentí que tenía sentido desde que era muy chiquita. Iba a los barrios a alfabetizar a los chicos, a ayudarlos con apoyo escolar... Eso era lo mío, el trabajo de base como se llamaba entonces »<sup>95</sup>

---

<sup>94</sup> Jean-Marie Benoist, « Facetas de la identidad » in Claude Levi-Strauss, *La identidad*, España, 1981, pp. 11-22.

<sup>95</sup> « J'ai toujours été doué pour le travail de terrain, c'est quelque chose que j'ai toujours aimé. J'ai senti que c'était logique puisque j'étais très jeune. J'avais l'habitude d'aller dans les quartiers pour apprendre aux enfants à lire et à écrire, pour les aider dans leur soutien scolaire.... C'était mon truc, le travail de base comme on l'appelait à l'époque ». Cette citation et les suivantes sont tirées du témoignage produit avec Ana Iliovich en 2021.

Elle nous avait auparavant raconté le bonheur de son travail militant dans une usine et les difficultés à suivre les consignes de l'organisation :

«A.I.: Era todo o nada, no había grises, cada vez había menos grises posibles. Lo compartí hasta que ... A mí me hacía mucho ruido el tema de la violencia, ... sabía pero teóricamente, cuando eso se daba en situaciones concretas a mí me hacía mucho ruido...

M.I.: ...*Tucumán, ¿te anotás como voluntaria para ir a Tucumán?*

A.I. A pesar de todo me anoté. Inutilidad absoluta. Ni siquiera sabía manejar un arma. No lo podía decir ni explicar, era difícil militar, podría haber entrado en otra organización que no asumiera la lucha armada y hubiera sido mucho mejor pero ya está, ya pasó »<sup>96</sup>.

Contradictions d'antan et contradictions d'aujourd'hui. Malgré ses doutes, Ana reste dans le PRT-ERP et poursuit son militantisme jusqu'à ce qu'elle soit capturée et emmenée au CCDTyE « La Perla », où elle est séquestrée pendant deux ans.

« M.I.: *Ya hay una etapa de silencio que empieza en vos en esa época....*

A.I.: (silencio de su parte) Sí. Así fue, yo sentía, lo digo sencillísimo, que nos estaban haciendo bosta y que no había consciencia de eso. Que había como una especie de fanatismo, que se yo, no quiero ser despectiva con las palabras que uso, quiero ser muy cuidadosa, pero había como una especie de esta cosa de vamos a triunfar más tarde o más temprano, pero vamos a triunfar. Caigan los que caigan vamos a triunfar. Esa certeza de que la revolución iba a triunfar y que íbamos a poder construir una sociedad más justa. Era una especie de... bueno una fe. Una cuestión de fe. Este momento de la ideología fue así, la certeza absoluta de que la revolución se iba a dar.

M.I.: *¿Cuándo no se da que pasa con ustedes, que pasa con vos?*

A.I.: Yo no voy a hablar por nosotros. El nosotros se terminó en el momento que a mí me agarran ...se terminó el nosotros. Hay un nosotros que se va perdiendo, que por ahí se recupera, que por ahí se vuelve a sentir. Yo me destruyo totalmente. Yo el primer tiempo en La Perla estaba absolutamente destruida »<sup>97</sup>

---

<sup>96</sup> « A.I. : C'était tout ou rien, il n'y avait pas de gris, il y avait de moins en moins de gris possibles. Je l'ai partagé jusqu'à ... J'étais très préoccupée par la question de la violence, ... J'en savais quelque chose, mais en théorie, lorsque cela se produisait dans des situations concrètes, cela faisait beaucoup de bruit pour moi ...

M.I. : ...Tucumán, êtes-vous volontaire pour aller à Tucumán ?

A.I. Malgré tout, je me suis inscrite. Une inutilité absolue. Je ne savais même pas comment manipuler une arme. Je ne pourrais pas le dire ou l'expliquer, c'était difficile de militer, j'aurais pu rejoindre une autre organisation qui n'était pas dans la lutte armée et cela aurait été beaucoup mieux mais ça y est, c'est fini, c'est du passé ».

<sup>97</sup> « M.I. : Il y a déjà une étape de silence qui commence en vous à ce moment-là....

Deux ans de captivité et la nécessité de redécouvrir au moins un aspect de son identité immuable pour pouvoir survivre :

« M.I.: *¿Dónde te empezás a reconstruir, adentro o afuera? ¿Cómo comienza tu reconstrucción?*

A.I.: Yo creo que empieza adentro porque si no, no hubiera sobrevivido. Empieza adentro, básicamente con mis charlas con el Piero con quien, abajo de la venda y a riesgo de que los guardias nos reventaran porque no podíamos hablar entre nosotros, empezamos a hablar y a decirnos que creíamos en las ideas que teníamos en realidad. Es impresionante porque eso de decir 'che, pero lo del socialismo... el socialismo sigue estando bueno a pesar de que nos hayan hecho bosta' y que él me lo pudiera decir y que yo se lo pudiera decir a él y que bueno permitiéramos que el afecto empezara a fluir entre nosotros, me parece que eso fue como... como un soplo de vida »<sup>98</sup>

Dans ces fragments du témoignage, nous voyons certains hauts et bas de l'identité d'Ana et le passage de l'identité individuelle à un « nous militant » qui oscille entre un « nous d'appartenance » et un autre qui est rejeté et qui est récupéré avec encore plus de force. Ana est tout cela et plus encore. Elle est l'enseignante qu'elle voulait être et la psychologue qu'elle a pu être après « La Perla » ou comme elle le dit « La Perla en plus » :

« Cuando yo trabajo con las mujeres golpeadas o con los niños abusados. Me pregunto cómo se puede hacer daño así. ¿Cómo se puede golpear a un niño? Ese horror... el horror de la tortura. La escena de la

---

A.I. : (silence de sa part) Oui. C'était comme ça, j'avais l'impression, pour faire simple, qu'on nous malmenait et qu'on n'en avait pas conscience. Il y avait une sorte de fanatisme, je ne veux pas être désobligeante avec les mots que j'utilise, je veux être très prudente, mais il y avait une sorte d'idée de nous allons triompher tôt ou tard, mais nous allons triompher. Qui que ce soit qui tombe, nous allons triompher. Cette certitude que la révolution allait triompher et que nous allions pouvoir construire une société plus juste. C'était une sorte de... eh bien, une foi. Une question de foi. Ce moment de l'idéologie était comme ça, la certitude absolue que la révolution allait avoir lieu.

M.I. : Quand ça n'arrive pas, que vous arrive-t-il, que t'arrive-t-il ?

A.I. : Je ne vais pas parler pour nous. Le "nous" a pris fin au moment où ils m'ont attrapé... le "nous" a pris fin. Il y a un "nous" qui se perd, qui est parfois retrouvé, qui est parfois ressenti à nouveau. J'étais totalement détruite. Les premiers temps, à "La Perla", j'ai été absolument détruite ».

<sup>98</sup> « M.I. : *Où commences-tu à te reconstruire, à l'intérieur ou à l'extérieur ? Comment commence ta reconstruction ?*

A.I. : Je pense que ça commence à l'intérieur parce que sinon je n'aurais pas survécu. Cela commence à l'intérieur, essentiellement par mes discussions avec Piero avec qui, les yeux bandés et au risque que les gardes nous éclatent parce que nous ne pouvions pas nous parler, nous avons commencé à parler et à nous dire que nous croyions aux idées que nous avions vraiment. C'est impressionnant parce que dire 'hé, mais le socialisme... le socialisme est toujours bon malgré le fait qu'ils nous aient malmené' et qu'il puisse me le dire et que je puisse le lui dire et que nous puissions permettre à l'affection de commencer à circuler entre nous, je pense que c'était comme... comme un souffle de vie ».

tortura es absolutamente insoportable más allá del dolor, es insoportable».<sup>99</sup>

Cependant, l'identité étant bien plus que la simple différenciation, la contradiction ne se situe pas dans l'action spéculaire de l'identité et de la différence, mais est complétée par un autre axe de contradictions qui transfère au sujet ce que son identité apparente évoque chez les autres<sup>100</sup> et ce que les autres lui renvoient comme image significative de cette évocation, c'est-à-dire les contradictions résultant du cadre des représentations de son action identitaire. Dans le cas d'identités construites ou encore en construction, des sujets touchés par la violence infligée par l'état d'exception, l'identité antérieure aux camps subit une coupure brutale et radicale qui oblige à un réaménagement nécessaire. En ce sens, en prêtant attention à la narration de leurs expériences respectives de la situation limite qu'ils et elles ont vécue, ce que nous voyons, c'est, d'une part, ce qu'ils et elles ont décidé ou pu décider dans certaines conditions, en bousculant la ligne de ce qui est possible sur la base de leurs capacités spécifiques, afin que certains aspects de leur identité antérieure soient maintenus, et d'autre part, comment ils et elles construisent leur identité actuelle sur la base de ce réarrangement. Entre la jeune Ana qui voulait alphabétiser et l'Ana mûre qui vient en aide aux victimes de la violence domestique et institutionnelle, il y a à la fois un lien qui lui permet de se reconnaître et une infinité de marques de rupture. Un être disparaît avec la disparition et un autre apparaît avec la libération, mais il y a autant de continuité que de discontinuité entre les deux, et cela – il ne faut pas le perdre de vue – conditionne et structure les récits orientés vers le monde extérieur. Comme l'affirme Benveniste, « le langage sert à vivre ». L'identité commence donc par le langage. La construction réflexive de l'identité (comment se définir), la construction réciproque de l'altérité (comment nous reconnaissons l'Autre, les Autres et comment l'Autre, les Autres nous définit) et comment nous voulons que les autres nous définissent (reconnaissance de l'identité subjective), nécessitent, comme le soutiennent

---

<sup>99</sup> « Quand je travaille avec des femmes battues ou des enfants maltraités. Je me demande comment on peut blesser comme ça, comment on peut battre un enfant ? Cette horreur... l'horreur de la torture. La scène de torture est absolument insupportable au-delà de la douleur, c'est insupportable ».

<sup>100</sup> À cet égard, voir Slavoj Žižek, « La identidad y sus vicisitudes: la 'lógica de la esencia' de Hegel como una teoría de la ideología », en *Cuadernos de investigación de la Sociedad Filosófica de Buenos Aires*, Buenos Aires, Al Margen, 1996, pp. 181-243.

Paul Ricœur<sup>101</sup> et Marc Augé, une forme discursive spécifique qui reflète la présence du sujet dans le langage. *C'est dans le processus d'interrelation de l'identité personnelle avec l'identité narrative publique que se situent le témoignage, ses variations et ses transformations, puisque, comme l'affirme Claude Dubar, :*

« Le cœur du processus relationnel est bien d'abord l'intériorisation active de l'autre en soi, en même temps que la reconnaissance de 'soi-même comme un autre' au centre du processus biographique intime, médiateur du 'il ou elle' (qui est aussi parfois un 'tu') entre *le soi-même réflexif* ('avoir quelqu'un à qui parler') et *le soi narratif* ('se raconter à partir de l'autre'), dans un projet de vie partagée »<sup>102</sup>.

L'*autre* de Ricœur et Dubar ne se limite pas à l'interlocuteur connu, aux relations étroites que le sujet peut établir avec sa famille, ses amis et ses pairs, mais s'étend à l'humanité entière et à la confrontation avec de nombreux Autres qui ne sont pas nécessairement réceptifs. Et dans le cas de l'expérience des situations limites, indépendamment du cas particulier des survivants apparus et des survivantes apparues, on constate que, pour que le témoignage soit raconté, l'identité personnelle doit être confrontée à des situations de silence, de rejet, d'indifférence et de sollicitation du témoignage, c'est-à-dire à un cadre d'opportunités d'action narrative qui fait émerger le processus de « apparition ». Partant de la triade de l'identité, ce cadre d'opportunités est le résultat des luttes des groupes sociaux au niveau politico-idéologique et symbolique, ce qui signifie que, selon notre conception, **l'identité doit être considérée comme une dualité non-conformiste, mouvante et instable entre l'identité construite et l'identité représentée ou symbolique**. Ceci est confirmé par Marc Augé :

« ¿Qué soy yo? ¿Quién soy yo? ¿Qué es el otro? Estas tres preguntas a las cuales todas las iniciaciones responden de antemano, están en la base de todo dispositivo simbólico. Solo que no son, ni estables [...] ni independientes. La segunda pregunta es un avatar de la primera. La problemática de la identidad sustituye a la problemática del ser porque es más susceptible de ser dominada, y, de algún modo, es más natural a causa de la presencia de los demás. Asimismo, la tercera pregunta representa una respuesta a la segunda, por más

---

<sup>101</sup> Paul Ricœur, *Soi-même comme un autre*, Paris, Seuil, 1990; Marc Augé *Hacia una antropología de los mundos contemporáneos*, Barcelona, Gedisa, 1995. (*Pour une anthropologie des mondes contemporains*, Paris, Flammarion, 1997).

<sup>102</sup> Claude Dubar, *La crise des identités. L'interprétation d'une mutation*, France, Le lien social-PUF, 2000, p 213. Les italiques sont conformes au texte source.



que la primera tropezca, más allá del examen del cuerpo vivo, con la evidencia inerte de la materia bruta»<sup>103</sup>.

Pour Augé, la matière, l'identité et le rapport à l'Autre et aux Autres formalisent le dispositif symbolique. En transposant cette nouvelle triade au cas qui nous intéresse, toute apparition est déjà dans le fait d'apparaître tout homme/toute femme ; le corps en vie est matière et dans son apparition l'individu est simultanément un et tous les autres individus. En somme, la personne qui est apparue est elle-même, ses ancêtres, ses morts et ses disparus et disparues et le substrat sur lequel se fondera le travail de mémoire des générations futures.

---

<sup>103</sup> « Que suis-je ? Qui suis-je ? Qu'est-ce que l'autre ? Ces trois questions, auxquelles toutes les initiations répondent par avance, sont à la base de tous les dispositifs symboliques. Seulement, ils ne sont ni stables (...) ni indépendants. La deuxième question est un avatar de la première. La problématique de l'identité remplace la problématique de l'être parce qu'elle est plus susceptible d'être maîtrisée, et d'une certaine manière, elle est plus naturelle du fait de la présence des autres. De même, la troisième question représente une réponse à la deuxième, même si la première bute, au-delà de l'examen du corps vivant, sur l'évidence inerte de la matière brute ». Marc Augé, *Dios como objeto. Símbolos-cuerpos-materias-palabras*, Barcelona, Gedisa, 1996, pp. 140-141. Pris du texto en espagnol. La traduction nos appartient.

## B. DES CRIMES INHUMAINS ET DES TEMOIGNAGES. GENERALITES DANS L'EXPRESSION ET LA PRISE DE PAROLE DES VICTIMES DU GENOCIDE ET DU TERRORISME D'ETAT

«Un acontecimiento vivido es finito, o se encuentra al menos incluido dentro de la esfera de la vivencia, pero un acontecimiento recordado es, en sí mismo, algo ilimitado, porque es una clave de todo lo sucedido antes y después de él».

Walter Benjamin<sup>104</sup>

### Témoignage et expérience concentrationnaire

Comme nous l'avons suggéré, l'expérience concentrationnaire<sup>105</sup> est sans aucun doute une expérience narrative, même si elle n'est pas écrite. Le *degré zéro*<sup>106</sup> de la narration est le fait de survivre, puisque celui qui survit est la matérialité à partir de laquelle se construit le récit, le point de départ de l'expérience. Le récit est la vie, en conséquence l'anti-neutralité ou, en d'autres termes, l'expérience totalisante. Puisqu'elle est matière, elle perd sa transparence et puisqu'elle est présence, elle apporte avec elle l'absence recueillie dans l'expérience concentrationnaire. Celui qui survit à la terreur et aux situations de déshumanisation dont il est le protagoniste, est *un corps*. Un corps émergeant des camps

---

<sup>104</sup> Cité par Alessandro Portelli dans *Storie Orali. Racconto, immaginazione, dialogo*. Roma, Donzelli Editore, 2017, page 25 et repris de W. Benjamin, *Per un ritratto di Proust in Avanguardia e rivoluzione*, Torino, Einaudi, 1973, page 28. « Un événement vécu est terminé, ou du moins fermé seulement dans la sphère de l'expérience vécue, tandis qu'un événement mémorisé n'a pas de limites, puisqu'il est seulement la clé de tout ce qui s'est passé avant et après lui ». La traduction nous appartient.

<sup>105</sup> L'expérience des camps de concentration ne doit pas être identifiée simplement au fait d'avoir vécu « les camps ». L'expérience est une construction sociale de ce que le sujet a vécu et qui permet de donner un sens à ses propres sentiments, aux choses et au monde qui l'entoure en les associant à une représentation symbolique et socioculturelle spécifique. Pour plus d'informations sur ce concept, voir les travaux de François Dubet et Danilo Martuccelli, notamment le livre de F. Dubet, *Sociologie de l'expérience*, Paris, Seuil, 1994.

<sup>106</sup> Nous reprenons le concept de *degré zéro de l'écriture* de Roland Barthes pour affirmer l'impossible neutralité de l'acte d'écrire.

clandestins de détention, de concentration et/ou d'extermination ou de réaffectation qui – comme nous l'avons soutenu précédemment – dans le cadre des sociétés concentrationnaires<sup>107</sup> latino-américaines, ont constitué l'instrument central par lequel s'exerçait l'anéantissement de ceux désignés comme ennemis. Un corps qui a été reconstitué de manière réflexive sur la base de ce qui a été vécu, non pas de l'extérieur ou dans les alentours du système répressif, mais directement en tant que victime du pouvoir exterminateur. C'est le corps de « l'Homme [la femme] concentrationnaire »<sup>108</sup>: celui y celle qui a cohabité et fraternisé avec la mort pour revenir du monde des morts,

---

<sup>107</sup> Comme le rappelle Emile Copfermann dans la préface de *L'univers concentrationnaire* de David Rousset, écrite à la fin de la Seconde Guerre mondiale, ceux qui n'ont pas vécu l'expérience des camps de guerre, des camps de concentration destinés au travail forcé ou des camps d'extermination, ne peuvent même pas imaginer la réalité de ce qui y a été vécu. Rousset est un survivant, il « sait », il a « vécu ». Libéré en avril 1945, partiellement amnésique et gravement malade, il retrouve lentement, au cours de sa convalescence, la mémoire et avec elle les détails des horreurs qu'il a subies. Au même moment, Maurice Nadeau et un groupe de camarades créent le mensuel de gauche *Revue Internationale*, pour lequel Maurice Merleau-Ponty demande le témoignage de Rousset. *L'univers concentrationnaire* a été publié en 1946, très peu de temps après sa libération du camp de Buchenwald. Il s'agit probablement de l'un des premiers livres publiés sur les camps, dont le récit sanglant et direct vient « de l'intérieur ». La définition de **l'univers concentrationnaire** vient évidemment de ce texte et c'est de là que nous tirons l'expression, mais nous nous inspirons aussi de ce récit et de l'image que la définition de l'univers concentrationnaire apporte avec elle quand elle dit cela : **l'univers concentrationnaire est une société d'exclus dont les valeurs sont l'inverse de celles qui régissent l'ordre humain afin de soutenir que cette « nouvelle société », loin d'être le caprice de malades ou de quelques fous ou psychopathes, est le résultat d'une décision bien déterminée avec une conception très précise de l'ordre social dans lequel la mort et la terreur occupent une place centrale.** Ainsi, nous parlons de sociétés concentrationnaires pour nous référer à ces cas spécifiques, et nous ne nous limitons pas à l'expérience du génocide nazi, mais, laissant de côté les spécificités particulières, nous l'appliquons à toutes celles qui partagent ces grandes lignes et dont le développement et les relations sociales se produisent dans le cadre d'États totalitaires et terroristes. Dans le cas de l'Argentine, nous définissons **la société concentrationnaire comme la société qui se recrée en dehors de la légalité constitutionnelle et sans marges sous l'état d'exception.** Comme le terrorisme d'État, la société concentrationnaire ne se constitue pas avec le coup d'État, mais commence à se dessiner et à prendre du contenu dès le début du processus qui se cristallise avec le pic répressif des années 76-77. La fin de la société concentrationnaire et l'entrée dans une société transitoire post-concentrationnaire coïncident avec la fin de la surveillance spécifique des survivants par les répresseurs dans le cas de l'ESMA (1984) et la libération des derniers prisonniers politiques de la dictature (1986). Cependant, bien que cela semble évident, il est nécessaire de préciser que la « société » n'est pas une entité unique et uniforme, et qu'il faut donc considérer qu'à la fin de l'année 1974, les habitants de Tucuman vivaient déjà, et devaient confiner leurs actions dans les limites de certaines caractéristiques spécifiques du bond répressif que le reste du pays allait connaître après le 24 mars 1976.

<sup>108</sup> C'est également au militant politique et écrivain David Rousset que l'on doit la première mention de « l'homme concentrationnaire ». En novembre 1947, dans le cadre d'un colloque organisé par d'anciens déportés de Buchenwald sous le patronage de la Fédération nationale des déportés, résistants et patriotes (FNDIRP), Rousset s'interroge sur ce qui reste après la Seconde Guerre mondiale des valeurs de l'homme et de la société telles qu'on les connaissait avant les camps, et sur le rôle des survivants dans cette société. Dans ce contexte, reprenant des réflexions antérieures, il définit (et se définit lui-même) les survivants comme des « hommes concentrationnaires ». Soixante-dix ans plus tard, en maintenant le concept de Rousset, nous n'ignorons pas la possibilité d'une lecture genrée des camps, et nous ne nions en rien la présence massive des femmes, ni les violences spécifiques qu'elles ont subies, ni la cruauté particulière des tortionnaires envers les détenus homosexuels. Nous n'ignorons pas non plus leur propre manière de raconter et la place particulière que les femmes occupent dans la construction de la mémoire post-concentrationnaire, comme nous tenterons de le montrer dans les pages suivantes.

inexplicablement (pour lui et pour elle) en vie. Ainsi, pour que la matière, le corps-récit, devienne déchiffrable, transmissible et audible, **la décision de survivre** doit précéder l'acte de témoigner. Être celui ou celle qui nomme, décrit, énonce, accuse et non celui qui est nommé, étiqueté, victimisé, est une décision plus ou moins consciente, mais toujours nécessaire pour qu'il y ait un témoignage. Ainsi, être une victime qui a vaincu ses bourreaux en s'appropriant l'usage du langage, qu'il soit verbal ou toute autre forme d'expression, est le déplacement nécessaire dans l'espace spéculaire prévu, c'est-à-dire celui qui rend possible l'acte qui transforme le dessein déclaré du répresser – de les laisser en vie et de les libérer pour répandre la terreur – dans le fondement d'une possible mémoire exemplaire, c'est-à-dire une mémoire qui – comme le souligne Tzvetan Todorov – s'autorise à utiliser les leçons du passé de telle sorte que les injustices d'hier puissent servir à évaluer celles d'aujourd'hui<sup>109</sup>. C'est aussi le premier pas des victimes vers l'acteur qu'il était et vers l'acteur qu'il sera après les camps. L'« écrivain », en l'occurrence l'acteur et la victime-témoin, n'est pas emprisonné par la forme car elle n'existe pas. Son choix, l'expression de sa conscience, est le récit de la vérité, sachant qu'il n'y a pas ici de langage imposé et partagé, tout simplement parce qu'il n'y a pas de langage en dehors des camps adapté pour les raconter et pour raconter l'histoire de leur fonctionnement. Le langage est et doit être un langage concentrationnaire qui s'inscrit dans une réalité non formelle de l'écriture. Il n'y a pas non plus de « style » qui le précède simplement parce que le rapport à l'histoire qui avait forgé son style par rapport à son propre passé, caractérisé par une articulation spécifique avec le langage social et politique de son temps, que l'on pourrait dans certains cas associer à un langage militant, est remis en question dès le moment où l'« écrivain » est emmené dans les camps clandestins comme détenu disparu ou détenue disparue. Pour revenir à Ana Iliovich, c'est le moment où le « nous » se perd dans le camp et où le « je » essaie de ne pas mourir. L'écriture narrative du survivant et de la survivante va alors ouvrir la fenêtre sur une autre histoire et une autre société. Une fois encore, le sujet devra se référer à son expérience sociale pour que le récit acquière un sens pour lui et pour les autres.

Cependant, souvent, lorsque *la parole* est l'expression matérielle de cet être vivant, le survivant et la survivante – le sujet de l'expérience racontée – courent le risque d'être

---

<sup>109</sup> “J’ai ouvert le souvenir à l’analogie et à la généralisation, j’en fais un exemplum et j’en tire une leçon; le passé devienne donc principe d’action pour le présent”, Tzvetan Todorov, *Les abus de la mémoire*. Paris, Seuil, 2004, pp. 30-31.

traités comme un objet-mémoire. La représentation que les autres se font du témoin est celle du « conteur du passé » et peu importe quand et dans quelles conditions il est raconté, ce qui compte c'est l'objet-registre. Au contraire, dans la production des souvenirs, l'acteur victime-témoin ne se cristallise pas dans la mémoire, puisque la mémoire varie et avec elle, la place qu'il s'assigne dans l'histoire. La nature du témoignage est d'amener le passé dans le présent, mais le passé ne se calqué pas sur le présent. C'est l'expérience analysée et jugée du passé qui revient grâce à l'action interprétative du sujet narrateur. Elle se déroule dans le présent et s'incarne jusqu'à s'y fondre comme si elle représentait le passé. A son tour, à la suite de Walter Benjamin<sup>110</sup>, il est possible de dire que chaque trace, produit de l'action interprétative d'un narrateur particulier, est consolidée sur une narration précédente, de la même manière que sur la neige on voit les couches successives de traces laissées par des pas divers et consécutifs.

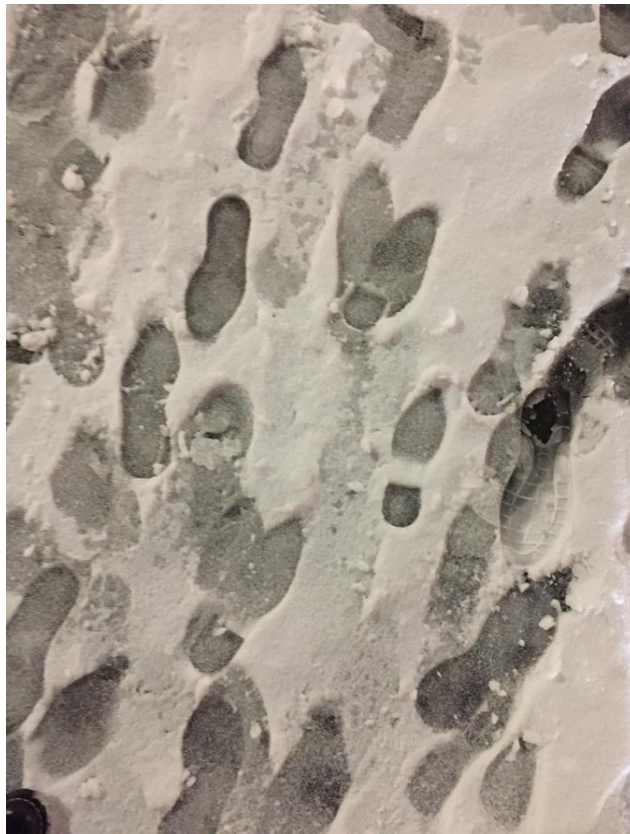


Photo N°15 : *Huellas*. MEI. 2017.

---

<sup>110</sup> Nous vous invitons à consulter Benjamin, Walter. « El narrador », dans *Para una crítica de la violencia y otros ensayos. Illuminations IV*, Madrid, Taurus, 2001, Benjamin, Walter. *Sur le concept d'histoire*. Préface de Patrick Boucheron, Paris, Petit Biblio Payot, 2013.

Cette métaphore nous conduit graphiquement à l'essence même du jeu mémoriel: il est impossible de superposer un pas sur un autre, la constitution physique, les caractéristiques de chaque personne rendent chaque empreinte différente même si elles peuvent être superposées. Aucun individu ne marche exactement sur les traces d'un autre individu. Aucune expérience n'est répétitive ou totalement transmissible, et elle ne peut être reproduite de la même manière par l'acteur lui-même, et encore moins par d'autres. Comme nous le rappelle Pilar Calveiro :

« En cada relato, la huella del narrador queda adherida a la narración previa, formando una serie de capas traslúcidas de las múltiples versiones sucesivas. Es decir, el narrador de Benjamin no piensa desde afuera de su experiencia sino que la hace jugar, la acopla con otras, dejando abierta la posibilidad de nuevas e interminables superposiciones y recreaciones ». <sup>111</sup>

L'action mémorielle, comme nous le savons depuis Maurice Halbwachs, partage cette nature du témoignage, puisqu'elle constitue sa base fondamentale, et c'est ainsi qu'elle active les souvenirs du passé dans le présent, en leur donnant l'espoir d'une persistance possible et imprécise dans l'avenir. Mais là s'arrêtent les similitudes. Le témoignage et la mémoire individuelle et collective ne sont pas des entités identiques. Il est évident que nous nous souvenons grâce aux autres : « c'est dans la société que l'homme acquiert normalement ses souvenirs, qu'il s'en souvient et, comme on dit, qu'il les reconnaît et les localise » <sup>112</sup>. Mais lorsque nous entrons dans le domaine de la mémoire collective, l'expérience de celui qui se souvient n'est plus nécessairement une expérience de l'événement, de ce qui a été vécu, mais peut-être (et par définition l'est généralement), la représentation de l'expérience de l'autre ainsi que le résultat de l'action de se souvenir avec les autres. Cette généralité devient plus tangible et prend une autre dimension lorsqu'il s'agit de la mémoire de *l'homme concentrationnaire*. Le survivant, la survivante est une dualité expérience-mémoire, qui se souvient pour lui-même et simultanément pour

---

<sup>111</sup> « Dans chaque récit, l'empreinte du narrateur reste attachée au récit précédent, formant une série de couches translucides de multiples versions successives. En d'autres termes, le narrateur de Benjamin ne pense pas à partir de l'extérieur de son expérience, mais il la fait jouer, en la couplant avec d'autres, laissant ouverte la possibilité de superpositions et de re-créations nouvelles et sans fin » Pilar Calveiro, « El testigo narrador », en revista Puentes, n° 24, Buenos Aires, agosto de 2008, p. 50.

<sup>112</sup> « C'est dans la société que l'homme acquiert normalement ses souvenirs, où il s'en souvient et où il les reconnaît et les localise ». Maurice Halbwachs, *Les cadres sociaux de la mémoire*, Paris, Albain Michel, 1996, p VI. La traduction nous appartient.

les absents, pour ceux et celles qui sont restés dans le non-lieu des camps, ceux et celles qui ne sont pas revenus, ceux/celles qui n'ont pas de voix. Cette remémoration ne se fait pas sans difficulté puisque le vécu réapparaît incomplet puisque la possibilité de se souvenir avec le disparu lui a été retirée. Pour qu'il y ait une mémoire, il faut qu'il y ait un appel pour qu'elle se produise et la possibilité d'une compréhension avec d'autres personnes qui partagent le même groupe de mémoires comme le suggère Halbwachs :

« Le plus souvent, si je me souviens, c'est que les autres m'incitent à me souvenir, que leur mémoire vient au secours de la mienne, que la mienne s'appuie sur la leur. Dans ce cas au moins, le rappel des souvenirs n'a rien de mystérieux. Il n'y a pas à chercher où il sont, où ils se conservent, dans mon cerveau, ou dans quels réduit de mon esprit où j'aurai seul accès, puisqu'ils me sont rappelés du dehors, et que les groupes dont je fais partie m'offrent à chaque instant les moyens de les reconstruire, à condition que je me tourne vers eux et que j'adopte au moins temporairement leurs façons de penser »<sup>113</sup>

La mémoire du camp pour chaque personne disparue est donc une mémoire fragmentée et dans certains cas illusoire, au moins partiellement, en raison de l'absence d'incitation de la part de ceux et celles qui ont partagé la captivité et de l'impossibilité d'entretenir la mémoire de leurs pairs disparus. Le disparu et la disparue, ne peuvent invoquer la mémoire qu'indirectement. C'est la croyance de ce que le disparu et la disparue voudrait se rappeler que le survivant et la survivante prétend se rappeler AVEC lui et AVEC elle. Ces difficultés font de la mémoire « de l'intérieur » une chimère lorsque le support de la mémoire est trouvé dans le travail mémoriel de groupes basés sur « l'extérieur ». Ce qui a été dit jusqu'ici explique le fait que les sociétés post-concentrationnaires ont des mémoires multiples et, par conséquent, différentes couches de mémoires qui, qu'elles soient vécues ou construites, tentent de transférer au présent les vies inachevées des absents. Mais aussi que dans le répertoire des récits mémoriels, seule celle des victimes-témoins et celle des bourreaux-exécutants peut être considérée comme une mémoire de l'expérience concentrationnaire. Ces derniers, dans le cas des sociétés du sud de l'Amérique latine soumises à la coordination répressive des forces du Plan Condor, et particulièrement dans le cas argentin qui est au centre de nos réflexions, ont presque unanimement décidé de se taire, comme nous l'avons mentionné précédemment en définissant la disparition, afin de bénéficier du silence comme garantie d'impunité face

---

<sup>113</sup> Maurice Halbwachs, *Les cadres sociaux de la mémoire*, op.cit., p. 98.

aux crimes commis. Ce contre-récit silencieux ou partiellement silencieux ne signifie pas pour autant qu'elle rende viable l'expression discursive publique de l'acteur victime-témoin. Il ne fait que « parler » de la manière dont le récit des bourreaux prend forme à travers un pacte de silence qui se présente à la fois comme une réaffirmation des actes accomplis et comme une menace de répétition, puisque dans ce récit pseudo-silencieux il n'y a ni repentance ni exposition publique dialogique et contradictoire<sup>114</sup>. **La société concentrationnaire produit et nourrit une confrontation souterraine de porteurs du la langue qui a émergé dans l'univers concentrationnaire, tandis qu'en surface, la parole de l'acteur-victime-témoin est consommée par des auditeurs individuels et collectifs codifiés par d'autres « langues ».**<sup>115</sup>

Le et la témoin-victime – et cela vaut aussi bien pour les survivants et les survivantes des camps clandestins que pour les détenus et détenues des prisons du régime répressif – n'est pas n'importe quel témoin, comme peut l'être l'observateur d'un crime ordinaire. Il et elle ne sont pas non plus une victime comparable à celle qui a subi la violence de crimes dont les auteurs portent une responsabilité individuelle, même si certains actes entrant dans la catégorie des « crimes de droit commun » sont des actes d'une horreur insoutenable qui défient l'intelligence humaine. Les crimes contre l'humanité ont par nature un support collectif et *l'homme concentrationnaire* est, comme nous l'avons dit précédemment, le producteur d'un témoignage individuel et collectif à la fois. Si nous définissons le récit testimonial des victimes-témoins comme celui qui apporte le cœur de la société concentrationnaire à ceux et à celles qui n'ont pas vécu directement la cruauté, nous voyons que le récit est sans doute le résultat d'un processus, lui aussi double (individuel et collectif) dont les moments sont difficiles à concilier et répondent à des logiques différentes qui peuvent parfois être en conflit ou du moins en opposition. Chaque survivant et survivante fait l'expérience de la parole d'une manière

---

<sup>114</sup> Dans la bibliographie générale de la thèse, on peut voir que certains répresseurs sont sortis du silence pour réagir au travers de l'écriture aux rapports et aux témoignages des survivants et des survivantes. Citons par exemple l'attaque d'Etchecolatz contre CONADEP et *Nunca Más*, et le livre de Ramón Camps qui vise le témoignage de Jacobo Timerman. Il convient également de noter qu'il existe un éventail d'essayistes qui viennent enrichir les productions des éditeurs militaires ou policiers, en donnant raison aux « victimes de la subversion » et à la « lutte antisubversive ».

<sup>115</sup> Nous revenons ici à notre lecture du texte de Barthes déjà mentionné et considérons que les langues sont celles qui constituent la supra-nature des langues sociales. Dans ce cas, le langage de la concentration est présenté aux acteurs non pas comme un choix mais comme une ligne directrice à partir de laquelle les victimes-témoins sont des points de fuite ou d'accommodation. En dehors de cette ligne se trouvent les multiples langues qui sont vécues, parlées et entretenues en même temps, mais situées à la périphérie du camp. Entre les deux, les frontières sont poreuses et paradoxalement imperméables.



qui lui est propre, et la société à laquelle il appartient, ou à laquelle il s'intègre après avoir quitté les camps, répond et écoute d'une manière changeante et particulière. Et bien sûr, ce sont ces cadres socio-politiques qui sont les cadres de référence à partir desquels l'expérience narrative se déroule ou non. Cette matrice, qui montre que la réception de la parole est un processus individuel, familial et sociétal, est commune aux différentes sociétés concentrationnaires. Dans le cas du témoignage, nous pouvons parler d'une relation genre/espèce. Pour cette raison même, certains survivants argentins, uruguayens ou chiliens, certaines survivantes argentines, uruguayennes et chiliennes trouvent, comme nous l'avons avancé dans l'introduction, des résonances particulières et identitaires dans les récits de Jorge Semprún ou de Primo Levi, au-delà du fait que les expériences des camps et les camps eux-mêmes (*Buchemwald, Auschwitz, ESMA, Orletti* ou *Villa Grimaldi...*) sont très différents les uns des autres. Cependant, si, comme le font les survivants sud-américains et les survivantes sud-américaines, nous nous plongeons dans certains des récits connus des survivants et des survivantes d'Auschwitz, par exemple, nous trouvons une explication à cela. Indépendamment du récit factuel particularisé, nous pouvons constater que, sur la base de questions communes qui apparaissent de manière récurrente dans les récits de tous les survivants et toutes les survivantes, il est possible que ceux et celles qui n'ont pas vécu cette expérience précise mais qui ont vécu une expérience similaire puissent trouver des consonances possibles dans la recomposition subjective de *l'homme concentrationnaire* européen et latino-américain.<sup>116</sup> En même temps, ces récits confirment aussi qu'au-delà de situations ou de dilemmes réitérés et similaires, il est impossible d'établir analytiquement une généralité propre au processus testimonial qui tienne compte de ses courbes d'ascension, d'immobilité et de descente.

En ce sens, nous ne pouvons aller plus loin sans apporter une précision nécessaire. Les militants argentins et les militantes argentines pour la défense des droits humains, y compris les survivants, font souvent des comparaisons et des extrapolations inadéquates en ce qui concerne « les narrations des camps européens » et « les narrations des camps

---

<sup>116</sup> Il existe des cas où ces expériences vont de pair, comme celui de Sara Rus, survivante du génocide nazi et Mère de la Place de Mai. Dans une interview qu'elle a accordée au journal *Página 12* en 2019, on peut lire : « Quand je raconte mon histoire, qui est marquée par mes expériences en tant qu'enfant à Auschwitz, et par la disparition de Daniel aux mains de la dictature militaire argentine, je ne ressens pas de douleur, au contraire, je ressens une libération. La vie m'a donné ce moteur. Si je suis encore en vie après toutes ces souffrances, ... Je veux le dire et je sens que je dois le faire parce qu'il reste très peu de survivants. Je me bats pour ne pas oublier. Je me bats pour la mémoire ». Pour l'interview complète, veuillez consulter l'annexe.

sud-américains ». Par inadéquat, nous ne faisons pas référence ici à la qualification des actes criminels, mais à la manière dont le mot émerge, s'impose et même se « contamine » par la coexistence avec d'autres événements historiques tout aussi dramatiques. Les premiers témoignages qui nous parviennent du génocide nazi, c'est-à-dire au moment du massacre ou immédiatement après la libération, relèvent de deux catégories qui ne peuvent être confondues et que l'historienne Annete Wiewiorka définit comme appartenant au cycle des témoignages d'un monde « englouti » (1942-1949). Ces catégories comprennent, d'une part, les témoignages qui ont survécu à leurs auteurs et, d'autre part, les témoignages de ceux et celles qui n'auraient pas dû survivre mais qui l'ont fait. Dans le premier cas, on peut citer comme référence le *Journal d'Hélène Berr*. L'auteure a commencé à l'écrire en 1942. Ses pages sont interrompues en 1944 lorsqu'elle est emmenée à Drancy puis à Auschwitz et finit ses jours à Bergen-Belsen en avril 1945. Ce livre n'a été publié qu'en 2008 en France. Beaucoup plus connu est le *Journal d'Anne Franck*, publié en 1947 en néerlandais. Dans le second cas, on trouve le livre précité *L'univers concentrationnaire* du militant communiste déjà cité, David Rousset, mais aussi le texte détaillé en deux parties de Georges Wellers *De Drancy à Auschwitz*, également publié en 1946 par le Centre de documentation juive contemporaine (CDJC) et le livre *Terminus Auschwitz. Journal d'un survivant* d'Eddy de Wind, publié pour la première fois par les éditions communistes De Republiek der Letteren en néerlandais en 1946 sous le titre *Eindstation Auschwitz* et à titre posthume en France par les éditions Michel Lafon en janvier 2020. Ce livre a la rareté d'avoir été écrit, comme les témoignages cachés de ceux et celles qui sont morts à Auschwitz, entièrement à l'intérieur du camp, et comme les deux autres, il donne des détails précis sur ce qui a été vécu et sur la machinerie criminelle. Enfin, cette catégorie comprend également certains témoignages publiés par la presse de l'époque, soit sous forme d'articles, soit sous forme de lettres. En France, c'est le cas de Pierre Mussetta et de « Souvenirs de la maison des morts ». Camp d'extermination d'Auschwitz, qui figure à la une du *Combat de la résistance à la révolution* du jeudi 7 septembre 1944, et d'un militant communiste déporté, auteur d'« Une lettre d'Auschwitz », dont le texte est reproduit dans le journal *L'Humanité* du 27 août 1944. Cette survivante témoigne « au masculin » et ne donne pas de détails sur son identité. A partir de là, la reproduction des témoignages, notamment en France, et l'importance qui leur est accordée, connaissent un développement particulier qui a été largement étudié et analysé, notamment en ce qui concerne la Shoah. Quant à la

circulation des témoignages en dehors de l'espace intellectuel européen et à la diffusion d'œuvres artistico-politiques inspirées du génocide nazi en Amérique du Sud, il convient de noter qu'elle s'est produite surtout à la fin des années 1990 et au début des années 2000, lorsque la circulation de la parole des survivants et des survivantes ne comprenait plus les récits directs et descriptifs des événements mais, surtout, ceux véhiculés par les survivants eux-mêmes et les survivantes elles-mêmes ou par d'autres, via la littérature et le cinéma. Il est important, selon nous, de tenir compte de ces différences résultant de la temporalité des événements et de leurs cycles narratifs afin de situer les citations dans leur contexte lorsque les acteurs qui nous intéressent mentionnent, s'identifient ou se comparent à leurs référents les plus notoires en Argentine, tels que Levi ou Semprun.

Pour résumer ce qui a été dit jusqu'à présent, paradoxalement, l'identité et la différence, le processus individuel et collectif, la parole et le silence, l'action mémorielle et l'oubli sont des couples complémentaires et inséparables. Du point de vue contextuel des sociétés post-concentrationnaires ou des sociétés qui tentent de sortir de la violence préexistante et de devenir des démocraties, il n'existe pas d'explications infaillibles quant aux raisons pour lesquelles le discours a lieu ou quels sont les cadres politico-sociaux les plus favorables pour que le témoignage ait lieu. Si a posteriori, comme nous le ferons dans les pages suivantes, une classification explicative de la multiplicité des témoignages dispersés peut permettre d'établir des phases de prise de parole, individuellement, il n'existe pas d'étapes incontournables par lesquelles un survivant ou une survivante doit passer pour devenir une victime-témoin. Il n'est pas non plus nécessaire que la mémoire soit traduite en narration, en langage ou en grammaire d'acteur pour que la vie post-camp de la victime ait un sens, comme semble le suggérer Javier Sánchez Zapatero lorsqu'il affirme que « ceux qui ont subi une expérience traumatique ressentent le besoin de la raconter aux autres pour essayer de lui donner un sens à travers leur récit »<sup>117</sup>.

Il n'existe pas non plus de catégorisations des témoins-victimes adaptées à la réalité sociétale antérieure, ni aux classes socio-économiques ou aux structures politiques antérieures au passage dans les camps. Bien que ces derniers soient peut-être plus pertinents dans certaines périodes que dans d'autres. Il n'y a pas de hiérarchies respectées qui indiquent qu'une certaine appartenance à une certaine strate sociale ou qu'un certain « type idéal » de victime, par exemple les victimes les plus « idéologisées » ou

---

<sup>117</sup> Javier Sánchez Zapatero, *Escribir el horror*, España, Montesinos, 2010. p 96.

religieuses, produisent un certain type de témoignage. D'où l'impossibilité de considérer le témoignage uniquement comme la reproduction d'un capital idéologique ou d'un mandat partisan. Et nous ne nous exténuons pas de dire qu'il en est ainsi simplement parce que la « réalité », l'histoire nationale et régionale, n'est plus ce qu'elle était avant l'exécution des massacres de masse, l'instauration du terrorisme d'État et la présence des camps clandestins dans la société ; et au présent du récit individuel, ces histoires collectives continuent d'en être marquées. Si Walter Benjamin avait raison, notre surprise face aux horreurs commises sous la normativité induite par l'état d'exception ne se situe pas au début de la découverte de ces horreurs mais « du fait que la représentation de l'histoire dont elle procède n'est pas soutenable »<sup>118</sup>, ce qui revient à dire que cette « non-réalité » à l'existence bien réelle, est incompréhensible lorsque la recherche de la connaissance emploie des outils d'analyse pré-camps et pré-prisons de la société concentrationnaire. De même que nous avons vu le contraste entre l'expérience et la représentation de l'expérience faite par un tiers, de même il y a une distance qui sépare l'expérience racontée à la première personne et la narration qui erre dans les limites d'un cadre de représentations extérieures à l'expérience. En d'autres termes, c'est à partir de la non-histoire que l'expérience est vécue de manière singulière : chaque témoin-victime est une subjectivité en construction-reconstruction, qui entraîne la confrontation irrémédiable entre une histoire vécue et celle qui est racontée de l'extérieur (proches, militants politiques et militantes politiques, organismes d'État...). Ainsi, chaque récit est l'expression d'une subjectivité en processus, qui a pour cadre les configurations que de multiples « autres » font de ce qu'ils pensent et imaginent être la réalité factuelle et la réalité historique de ce qui s'est passé. Le conflit entre le réel et l'imaginaire n'est pas la seule complication à laquelle est confronté le témoin-narrateur et la témoin-narratrice. On demande à un témoin d'attester de ce qui s'est passé. Ces acteurs témoins-victimes peuvent-ils attester de ce qu'ils ont vécu s'ils ont touché de leurs mains l'inconnaissable ? Peuvent-ils attester du cœur de l'événement lorsque ce qui s'est passé tel qu'imaginé collectivement est en contradiction avec ce que le sujet a vécu ? Quels compromis « avec » l'événement seront nécessaires ?

Un autre élément essentiel et problématique du témoignage est le suivant : pour le et la destinataire ordinaire, le témoignage n'est que le reflet du moment exact de sa mise

---

<sup>118</sup> Walter Benjamin, *Sur le concept d'Histoire*. Préface de Patrick Boucheron., paris, petite Biblio Payot, 2013, p 64.

en scène dans l'espace public. Mais les récits ne sont pas immuables, au contraire. Les témoignages sont modifiés, désincarnés, évoluent, se développent, se rétrécissent, se cristallisent et deviennent même indépendants de l'expéditeur. Si nous prenons comme exemple le cas de Sam Braun qui, comme Levi ou Semprum, a également survécu au génocide qui a produit la plus emblématique et la plus étendue des sociétés concentrationnaires, nous pouvons nous demander ce que le récit de son expérience nous dit de la temporalité de la parole et, reprenant l'une des paires d'éléments inséparables susmentionnées, nous pouvons nous demander s'il y a un temps pour commencer à parler ou, au contraire, un temps pour se taire. Pour Braun, l'impossibilité de révéler à ses concitoyens qu'il était un réapparu, quelqu'un qui revenait de déportation, s'enracinait dans le sentiment de culpabilité qu'il éprouvait à être en vie. Et bien que, dans le contact relationnel, personne ne lui ait reproché d'avoir survécu – ce qui est bien différent de l'accueil réservé aux réapparus argentins et aux réapparues argentines – il n'y avait personne pour lui montrer un minimum d'empathie qui lui permette émotionnellement de parvenir à une véritable « libération », c'est-à-dire de quitter définitivement le camp avec l'aide de « l'autre ». Pour cette raison, parler, raconter ce que l'on a vécu – écrit Sam Braun dans *Personne ne m'aurait cru, alors je me suis tu* – était une tâche impossible :

« J'étais assailli par trois sentiments : le sentiment de culpabilité, la difficulté à m'accepter comme juif, et la difficulté de vivre avec l'indifférence des autres. Cela fait beaucoup pour un bonhomme de dix-huit ans ! »<sup>119</sup>.

Si nous pouvons nous permettre d'analyser les obstacles que ce survivant a rencontrés dans son retour à la vie ordinaire, c'est le fait que, quarante ans après son retour de captivité, le silence, son silence, avait été brisé. Braun n'était plus une personne de plus parmi tant d'anonymes, mais une entité identitairement située, une victime hors de ce corset et qui, adaptant son identité au cadre des opportunités, répondait à l'appel des nouvelles générations exigeant des voix porteuses de la « connaissance » des faits. Au fil des ans, l'histoire est devenue possible, nécessaire et vitale pour continuer à exister. Ce

---

<sup>119</sup> Sam Braun *Personne ne m'aurait cru, alors je me suis tu*. Paris, Magnard, 2018, p. 80. Ce livre est un exemple en soi du processus que nous venons de décrire. Braun, survivant de la déportation comme tant d'autres, a gardé le silence pendant plus de quarante ans. Et vingt autres années de rencontres, de conférences et de dialogues avec de jeunes étudiants ont été nécessaires pour que son livre existe. De plus, il exigeait aussi la présence d'un autre récepteur-producteur qui, en écoutant et en provoquant la mémoire, lui faisait parler. Cet homme est Stéphane Guinoiseau, son ami et professeur de littérature.

qui apparaissait au départ comme une impossibilité difficile à surmonter finit, grâce au processus de subjectivisation de sa propre expérience, par devenir un support mémoriel pour ces jeunes étudiants du même âge que lui lorsqu'il a été déporté. Le cas de Sam Braun est similaire à celui de Denise Holstein. Dans les deux cas, la répression de l'oralité du discours était la première option :

« Pendant un demi-siècle, j'ai gardé le silence. Je ne voulais pas ressembler à ces poilus de Verdun qui irritaient les jeunes à force de raconter leur guerre. Pourtant, sur mon bras, le tatouage était toujours là : A 16 727 [...]. Pendant un demi-siècle, j'ai gardé le silence. Mais je n'ai pas oublié. Par pudeur à l'égard de mon mari, de mes filles, de mes amis. Par impossibilité d'en parler, de mettre en parole mes souvenirs. Quand je suis rentrée, on m'interrogeait mais je ne pouvais pas répondre. J'étais la rescapée. Une curiosité... »<sup>120</sup>

Mais en même temps, pour Holstein, la manière dont ce silence s'est installé laissait présager qu'à un moment donné, le besoin de parler deviendrait présent, et que l'extériorisation de ce qu'elle avait vécu par le langage serait à la fois un mécanisme de protection et un mécanisme de dénonciation. En 1945, sur la recommandation d'amis de ses parents déportés, la jeune Denise Holstein rédige un premier manuscrit composé de notes, de noms, de dates, d'événements... qu'elle ne montre à personne, pas même à ses proches, ce qui peut être vu comme une manière de sortir la mémoire d'elle-même pour pouvoir la reprendre avec plus de force le cas échéant, si jamais cela s'avérait nécessaire.<sup>121</sup> Pour Holstein, cet appel à la parole tarde à venir et ce n'est que le 18 décembre 1991 (près de cinquante ans après les événements) que, seule survivante des quarante et un enfants juifs déportés le 22 juillet 1944 de Louveciennes à Auschwitz, elle répond pour la première fois aux questions du journaliste de France Soir Dominique Rizet et livre son premier témoignage public.

Un autre exemple est celui de Ginette Kolinka, juive et athée. Arrêtée par la Gestapo en mars 1944 et déportée avec son père et son jeune frère, Ginette est emmenée de Drancy à Auschwitz-Birkenau, puis à Belgen-Belsen, Raguhn et Theresienstadt. Pendant son transfert à Birkenau, elle se lie d'amitié avec Simone Veil (Simone Jacob) et Marceline Loridan-Ivens (Marceline Rosenberg), des femmes témoins et militantes devenues

---

<sup>120</sup> Denise Holstein, *Je ne vous oublierai jamais, mes enfants d'Auschwitz...* Paris, Edition N°1, 2017, p. 5-6

<sup>121</sup> Ce manuscrit n'a été publié qu'en 2008 sous le titre *Le Manuscrit de Cayeux-sur-Mer. Juillet-août 1945*, Paris, Fondation pour la mémoire de la Shoah.

emblématiques. Mais contrairement à elles, probablement en raison de sa position sociale, depuis son retour des camps, elle préfère ne pas « ennuyer les gens » avec ses récits de l'horreur et pendant quarante ans, elle consacre sa vie à sa famille et, avec son mari, passe ses journées à travailler sur un stand de boutons dans un marché de la petite banlieue parisienne. Ce n'est qu'au début des années 2000, devenue veuve, que Kolinka se rapproche d'une association de déportés et commence à témoigner. De cet élan testimonial sont nés deux livres : *Ginette Kolinka : une famille française dans l'histoire* de Philippe Dana en 2016 et *Retour à Birkenau* de Ginette Kolinka écrit avec l'aide de la journaliste et romancière Marion Ruggieri en 2019. Dans ce dernier, la survivante, qui a déjà 94 ans au moment de l'écriture, retrouve ses souvenirs d'antan à partir d'une nouvelle expérience : celle de témoigner dans les écoles et de retourner à Birkenau plusieurs fois par an en compagnie de différents groupes d'élèves. Elle y transcrit ses décisions sur ce qu'elle veut raconter et pourquoi :

« Une grande baraque. Le sol est en terre battue, enfin c'est-ce que je crois. Ça sent si fort que même les portes ouvertes n'y font rien [...]. Et au milieu de tout ça, il y a la responsable du bloc qui cuisine. Elle est là, dans cet enfer de la puanteur, face à toutes ces fesses qui font leurs besoins, avec son petit fourneau. [...]

Moi-même, je le raconte, je le vois, et je me dis ce n'est pas possible d'avoir survécu à ça. Je vois et je sens.

Mais vous, qu'est-ce que vous voyez ?

Lorsque je retourne au camp pour accompagner des classes, je veux toujours montrer cet endroit aux élèves. Sinon, on passe devant sans s'y arrêter, ce n'est qu'une salle vide et propre. Pour les guides ça n'a pas grande importance, je crois. Ils ne réalisent pas.

Jusqu'ici, nous étions encore des êtres humains.

Nous ne sommes plus rien »<sup>122</sup>.

Ginette Kolinka a besoin, comme elle le montre dans son récit, que ses expériences et toutes les connaissances qu'elle a accumulées au fil des ans pour tenter de comprendre ce qui s'est passé là-bas ne soient pas perdues et, surtout, qu'elles ne soient pas banalisées. Mme Kolinka craint que les voyages scolaires à Auschwitz-Birkenau ne deviennent une sortie « touristique » comme tant d'autres. Sa peur est concrète et avec ses mots simples et directs, elle nous amène à une profonde réflexion sur les usages du passé et notamment sur la muséification des camps :

---

<sup>122</sup> Ginette Kolinka y Marion Ruggieri, *Retour à Birkenau*, Paris, Grasset, 2019, pp. 21-23.

« Lorsque je suis arrivée à Birkenau par le convoi 71, avec Papa et Gilbert, le train était à un kilomètre de l'entrée du camp, c'était une route à travers un champ gris cendré. Aujourd'hui, on peut visiter cet arrêt, la *Judenrampe*. Des pavillons ont été construits le long de la voie ferre. Je ne sais pas comment on a pu laisser faire ça, laisser des familles s'installer là où des milliers et des milliers d'enfants sont arrivés et ont été assassinés. Dans les jardins de ces maisons, se dressent des portiques, de balançoires, des toboggans ». <sup>123</sup>

Comme Holstein, Ana Iliovich a tenu un carnet de notes et d'essais pendant 15 ans avant de publier son livre *El Silencio. Postales de la Perla (Le silence. Cartes postales de la Perle)*. Comme Braun et Kolinka, Ana saisit toutes les occasions de parler aux jeunes et d'écouter leurs questions. Comme Braun et Kolinka, sa retraite, loin d'être un repos, a ouvert une nouvelle étape dans la co-construction de sa propre mémoire <sup>124</sup>. Les cas de Braun, Holstein et Kolinka, représentatifs de « l'ère de la transmission » en France, en termes de résultat produit dans l'élaboration de sentiments intimes, contradictoires et profonds, sont individuellement similaires aux sentiments de nombreux survivants dans les sociétés du Cône Sud. Par conséquent, comme en Europe, il n'est pas surprenant que des voix qui sont restées longtemps silencieuses continuent d'émerger aujourd'hui. Il n'est pas non plus surprenant que, des deux côtés de l'océan, les SURVIVANTS/LES SURVIVANTES sautent une ou plusieurs générations pour se tourner vers les écoles et, de là, reprendre la parole. La preuve la plus éclatante de cette relation d'urgence est l'œuvre de l'écrivaine Francine Christophe, déportée à Bergen-Belsen dans le convoi n° 80 le 23 juillet 1944. Dans *Vous parlerez pour vous, poèmes concentrationnaires*, elle raconte sa participation aux écoles. Ce livre contient les textes de Christophe sur les pages impaires et une sélection des réactions des élèves sur les pages paires <sup>125</sup>:

---

<sup>123</sup> *Idem*, p. 96.

<sup>124</sup> Je dois également souligner que mon approche au cas de Mme Kolinka, avec qui j'ai eu l'occasion de m'entretenir pendant quelques minutes à la suite d'une conférence, s'est produit pratiquement en même temps qu'un entretien avec Mme Iliovich dans lequel elle m'a parlé de son propre dialogue avec les jeunes dans les écoles. Pour toutes les deux, bien sûr, cette relation était et reste centrale et c'est là que se concentre leur énergie. Nous reviendrons sur le cas d'Ana Iliovich à la fin de cette thèse.

<sup>125</sup> Francine Christophe, *Vous parlerez pour vous, poèmes concentrationnaires*, Paris, L'harmattan, 2016.



<p>FEUCHEROLLES - Classes de 3ème Après votre intervention, nous, les grands, nous sommes descendus à la cantine, dire aux petits qu'on ne pouvait plus accepter de les voir laisser ou même jeter leur nourriture.</p>	<p><b>Le pain</b></p> <p>Le pain maudit qu'on mange chaque jour Qu'on voudrait manger chaque jour Car il y a les jours sans Les jours de représailles Le pain maudit des camps Qui brûle les entrailles Le pain si noir, si vert dedans Le pain moisi de la canaille Le pain si dur qu'on s'y casse les dents. Ah ! C'est que j'ai souvenance Du pain béni du temps de Paix Du pain blanc et sacré Du pain de France Qu'on mangeait chaque jour Le pain maudit qui pourrit mes entrailles Le pain maudit des camps. Ah! Je défaille</p>
---	---



Photo N°16. *Ginette Kolinka*. Paris, février de 2022, MEI.

Curieusement, ou non, il semble que ceux et celles qui commencent à parler tard dans la vie ont une avidité d'écoute difficile à contenir, une verbosité caractéristique et une volonté d'aborder les questions les plus difficiles qui laisse stupéfait. Cependant, le « nouveau » témoignage européen coïncide avec le besoin biologique de « laisser quelque chose pour l'histoire » et constitue généralement un discours structuré. L'émotion est présente, mais elle est plus contrôlée, on peut supposer qu'elle est due à l'influence du temps qui passe<sup>126</sup>

« Nous survivants et nous survivantes » sont prêts à parler, en particulier devant des jeunes. Même ceux qui ont « toujours parlé » – comme Osvaldo Barros – disent que « maintenant il faut tout raconter à nouveau » et cela ne les dérange pas particulièrement. Mais les survivants du Sud n'ont pas le même genre de réaction émotionnelle. Et cela, nous en faisons l'hypothèse, parce que cette parole, qui vient tardivement mais qui devient visible, est le produit de la lutte pour exister et le résultat de la perturbation du stigmaté et de sa décomposition jusqu'à ce que la voix devienne audible. Le survivant européen n'a plus « rien à prouver », le survivant argentin, la survivante argentine, oui.



Photo N°17. Ana, La Perla, los jóvenes. Source: archive A. Iliovich

---

<sup>126</sup> Nous pouvons le constater dans le cas de Kolinka en associant le récit du témoignage écrit à sa participation à des événements commémoratifs et à une conférence pour les lycéens qu'elle a donnée en février 2022, à laquelle nous avons pu assister. Là, à plus de 90 ans, le survivant a donné un aperçu historique et a ensuite été soumis à deux heures de questions. À aucun moment elle n'a « baissé sa garde » et exposé ses sentiments les plus intimes, même si elle a montré son tatouage et parlé de ses proches, également présents à ses côtés, émergeant de photos usées, soigneusement placées sur la table tout au long de la conversation. Voir l'annexe générale.

Dans le cadre de la polyphonie testimoniale, ces apparitions différées et suspendues sont rejointes par d'autres voix qui ont émergé très tôt et n'ont pas été entendues à l'époque ou, si elles l'ont été, elles ont été rapidement écartées, dévalorisées ou stigmatisées. Un exemple frappant est celui d'Eddy de Wind. Médecin juif néerlandais, faisant appel à la médiation entre les Juifs néerlandais et l'occupant nazi, il se porte volontaire pour travailler à Westerbork en échange que sa mère, prisonnière, ne soit pas déportée à Auschwitz. Lorsqu'il arrive, sa mère a déjà été transférée et, en quelques mois, il suivra ses traces. Une fois à Auschwitz, il est envoyé au bloc 9, une baraque réservée aux malades sous la responsabilité du Dr Menguele<sup>127</sup>. En 1944, lorsque, face à l'approche des soldats russes, les Allemands abandonnent les malades et obligent les prisonniers survivants à entamer des « marches de la mort »<sup>128</sup>, De Wind se cache et, dans l'« hôpital » du camp abandonné, avec les derniers malades, il note dans un carnet pendant trois mois tout ce qu'il a vu et entendu, sans ajout ni explication supplémentaire. Comme quelques paragraphes plus haut, ce livre a été publié en 1946 aux Pays-Bas sous le titre *Eindstation Auschwitz*. La maison d'édition a fait faillite, le livre n'a pas circulé dans la population et il est tombé dans l'oubli. Ce n'est qu'en 1980 qu'il a été réédité, et

---

<sup>127</sup> Dans le bloc 9, étaient installés les détenus en très mauvaise condition physique en raison de mauvais traitements, de la faim et de la maladie. Dans le bloc 10, les détenus (en bonne santé et malades) ont été soumis à d'horribles expériences dites médicales.

<sup>128</sup> Dans l'encyclopédie de l'Holocauste, les marches de la mort sont décrites comme suit : « A l'été 1944, une offensive massive de l'armée soviétique dans l'est de la Biélorussie orientale anéantit les forces allemandes et permit aux forces soviétiques de prendre le contrôle du premier des grands camps de concentration nazis : Lublin/Majdanek. Peu de temps après cette offensive, le Reichsführer SS Heinrich Himmler donna l'ordre d'évacuer vers l'intérieur du Reich tous les prisonniers des camps de concentration et des camps satellites. En raison de la rapidité de l'avancée soviétique, la SS n'eut pas le temps de terminer l'évacuation de Majdanek. Les médias soviétiques et occidentaux diffusèrent largement les atrocités perpétrées dans le camp, utilisant à la fois des images de la libération et des interviews de quelques prisonniers survivants. Les évacuations des camps de concentration avaient trois objectifs : 1) les autorités SS ne voulaient pas que les prisonniers tombent vivants aux mains des ennemis et qu'ils racontent leur histoire aux libérateurs alliés et soviétiques. 2) Les SS estimaient qu'ils avaient besoin des prisonniers pour maintenir, là où c'était possible, la production d'armements. 3) Certains chefs SS, dont Himmler, croyaient de façon irrationnelle que les prisonniers juifs des camps de concentration pouvaient être utilisés comme monnaie d'échange pour négocier une paix séparée à l'Ouest qui aurait permis la survie du régime nazi. Durant l'été et les premiers mois de l'automne 1944, la plupart des évacuations se firent par train ou, dans le cas des positions allemandes isolées dans les pays baltes, par bateau. Alors que l'hiver approchait, cependant, et que les Alliés atteignaient les frontières allemandes et contrôlaient totalement le ciel allemand, les SS firent de plus en plus évacuer à pied les prisonniers des camps de concentration de l'est et de l'ouest. Les gardiens SS avaient reçu l'ordre strict de tuer les prisonniers qui ne pouvaient plus marcher ou se déplacer. Dans les conditions extrêmement dures de l'hiver 1944-45, les évacuations se firent de plus en plus par des marches forcées, dans des wagons à ciel ouvert ou, en Baltique, dans de petites embarcations et le nombre de morts par épuisement et hypothermie, le long des routes, augmenta considérablement. Cela suscita de la part des prisonniers la perception, compréhensible, que les Allemands voulaient les tuer tous par ces marches. Le terme "marche de la mort" fut probablement inventé par les prisonniers des camps de concentration ». Voir : <https://encyclopedia.ushmm.org/content/fr/article/death-marches> dernière consultation en janvier 2020.

dans cette réédition, le médecin psychiatre, également auteur du *syndrome des camps de concentration*<sup>129</sup>, il écrit :

« En tout cas, il est sûr que je ressentais de manière impérieuse le devoir de faire savoir à tout le monde ce qui s'est passé ici. Si je consigne ça maintenant et que tout le monde l'apprend, ça ne pourra plus jamais se reproduire. En même temps, pour moi-même, je voulais tirer un trait sur tout cela, comme si je pouvais me libérer de ce qui me hantait en le projetant à l'extérieur – sur le papier. Une illusion. Je me suis procuré un très gros cahier – je l'ai encore – où chaque jour, sur le bord de mon lit dans l'ancienne chambrée des Polonais, j'ai écrit en tout petits caractères un récit sans fin. Personne ne peut mettre en doute les faits et situations que j'ai décrits, contrairement à ceux relatés dans d'autres livres et scénarios télévisés, auxquels des critiques peuvent reprocher d'être tirés de souvenirs altérés par le temps »<sup>130</sup>.

Eddy de Wind décrit le besoin d'être cru en raison de l'immédiateté avec laquelle le témoignage a été produit, arguant que la subjectivité de la mémoire n'est pas en jeu. Comme nous l'avons dit, même si sa vocation était d'être un texte massif et quelque peu éducatif, il est rapidement tombé dans le sac de l'oubli. D'autres ont été volontairement « mis » dans le sac de l'ignorance. Cette dernière situation est celle du survivant de Buchenwald, David Rousset, qui, comme mentionné ci-dessus, était un activiste politique et un résistant dont le témoignage fait partie du premier groupe de récits connus décrivant le système concentrationnaire nazi de l'intérieur. Son récit déchirant a rapidement perdu la pertinence et l'intensité qu'il avait au début. Au nom *du devoir de mémoire*, et comprenant que la société concentrationnaire devait être dénoncée partout où elle se produisait, Rousset a également élevé sa voix contre les aberrations des camps soviétiques, exemple frappant – à notre avis – de *la responsabilité de la mémoire*. Non seulement cette voix solitaire n'a pas été comprise, mais elle a été « rejetée ».

Rousset a compris très tôt que **la méthodologie de l'extermination n'est pas le propre de la société concentrationnaire, mais qu'elle est la planification même de l'extermination et de l'anéantissement de ceux et de celles qui sont politiquement définis comme l'ennemi, qu'il soit national, ethnique, racial ou religieux**. Dès lors,

---

<sup>129</sup> Dans "La confrontation avec la mort", sous son habit de psychiatre, De Wind conceptualise le "*syndrome des camps de concentration*". Publié en 1949, ce livre n'a pas encore été traduit en français ni en espagnol.

<sup>130</sup> Eddy de Wind, *Terminus Auschwitz*, Paris, Michel Lafon, 2020, p.288-289.

l'homme-survivant qui avait été respecté et apprécié pour son premier témoignage sur le génocide nazi, en dénonçant le Goulag avec la même véhémence, s'est trouvé très vite propulsé au centre des débats et polémiques qui ont eu lieu sur ce sujet en 1949 en France. Critiquée et quelque peu discréditée même par d'anciens compagnons de route, sa parole a perdu son statut initial de référence. Les deux cas, celui de De Wind et celui de Roussset, confirment l'affirmation d'Annette Wiewiorka selon laquelle, grâce au courage des éditeurs, de nombreux témoignages ont été publiés immédiatement après la Seconde Guerre mondiale. Cependant, dit l'historien, à l'époque, « la société ne voulait pas écouter »<sup>131</sup>

De ces exemples, nous pouvons conclure que, dans toutes les sociétés qui ont traversé des cycles de violence extrême, l'environnement politique est un facilitateur ou une limite à laquelle se heurtent ceux qui parlent et qui fait que la continuité et la persistance de la parole ne sont pas telles. Ceux et celles qui ont trouvé un espace d'accueil qui rendait possible les récits personnels, face à un changement de circonstances intimes ou sociales, peuvent ensuite se taire ou être ignorés. À l'inverse, ceux et celles qui ont choisi de se taire peuvent un jour être poussés à prendre la parole par un événement ou un interlocuteur occasionnel. L'occasion de la parole pour les survivants juifs et les survivantes juives, la manipulation politique du témoignage dans le cas du résistant et de la résistante... les réflexions d'Imre Kertész, qui est un écrivain professionnel, nous conduisent à un autre aspect de l'acte de témoigner, c'est-à-dire aux différentes stratégies de réapparition de la victime-témoin, en accord ou en opposition avec le contexte culturel dans lequel elles sont produites. Dans *L'holocauste comme culture*, l'écrivain et lauréat du prix Nobel de littérature<sup>132</sup>, analyse le destin tragique de Paul Celan, Tadeusz Borowski, Jean Amery et Primo Levi<sup>133</sup>, c'est-à-dire de ceux qui ont tenté de penser Auschwitz à partir du monde « libre ». De cette analyse, comparativement, il conclut que sa propre survie est paradoxalement due au fait qu'il est resté « enfermé » dans une société

---

<sup>131</sup> Témoignage enregistré pour l'exposition temporaire du Mémorial de la Shoah (Paris) La voix des témoins. Février 2020.

<sup>132</sup> L'« écrivain à sujet unique », comme se définit Imre Kertész, a été reconnu par l'Académie de Stockholm en 2002 pour son œuvre littéraire. Une œuvre dans laquelle l'Holocauste est raconté au présent, probablement parce que le témoignage est « raconté au présent ».

<sup>133</sup> En plus des œuvres de Levi citées ci-dessus, voir le poème *Fugue de la mort* de Paul Celan in *Pavot et mémoire*, (1952) Paris, Christian Bourgois, 1987 ; Tadeusz Borowski, *Le Monde de pierre*, Paris, Christian Bourgois, 2002 et le remarquable livre de Jean Amery, *Par-delà du crime et le châtimeut. Essai pour surmonter l'insurmontable*, Arles, Acte Sud, 1995 [éd. originale 1966]

totalitaire. Pour Kertész, qui revient d'Auschwitz dans la Budapest communiste, c'est le sentiment d'être encore un prisonnier qui l'a empêché d'espérer qu'une autre réponse de la société était possible et, par conséquent, l'a rendu incapable d'éprouver la moindre déception face à l'incompréhension d'un environnement qui contraint le *revenant et la revenante* à une existence condamnée au silence et à l'isolement, c'est-à-dire une existence pratiquement asociale et en marge des autres<sup>134</sup>. Ainsi, selon l'écrivain, ceux qui ne s'attendent pas à être compris ne sont pas désenchantés par le fait de ne pas l'être, même si le moteur de leur survie est de vivre pour raconter l'histoire. Kertész se considère comme un témoin imperturbable plutôt que comme un écrivain de renom. Mais c'est par l'écriture que le témoignage a pu prendre forme, et cet exercice d'association entre art et vérité, culture et « catastrophe structurante », quel que soit le contexte politico-culturel après la libération, seul un pourcentage exceptionnel de victimes-témoins a pu le vivre et le laisser en héritage. Et c'est une constante qui vaut aussi bien pour la Shoah que pour le Rwanda ou l'Argentine<sup>135</sup>.

En même temps, les réflexions de Kertész nous plongent dans un autre problème majeur qui apparaît avec plus de persistance comme conséquence des dépositions judiciaires des acteurs : les limites de la parole comme outil de guérison pour ceux qui la produisent. Nous ne parlons pas ici de la parole comme d'une arme de revictimisation, car nous ne croyons pas qu'il soit approprié de penser le témoignage donné dans ce sens. Au contraire. Nous pensons que la revictimisation, si elle existe, vient de la manière dont le témoignage est reçu ou de la manière dont le témoin est sollicité, notamment par le pouvoir judiciaire :

« Juicio a las Juntas Militares, 1985. El Juez Ledesma le pregunta al Susana Leiracha de Barros (E.S.M.A.):

“J.L: Señora, ¿con qué fin la sacaron?, ¿adónde la llevaron?”

S.L.B: Salimos de la ciudad, por la avenida, y me llevaron a la Caja de Ahorro. Había cuatro personas en el coche, una a una van bajando y llega un momento en que estoy sola en el coche frente a la Caja de

---

<sup>134</sup> Imre Kertész, « L'Holocauste comme culture » publié in Kertész Imre, *L'Holocauste comme culture*, traduction du hongrois de Natalia Zaremba-Huzsvai y Charles Zaremba. Arles, Actes Sud. 2017.

<sup>135</sup> Ces dernières années, nous constatons que les témoignages sont généralement des dialogues avec des journalistes ou des chercheurs. Voir la collection d'ouvrages témoignages sur la Shoah du Mémorial de la Shoah sur <https://www.fondationshoah.org/memoire/collection>. Pour le cas argentin, *Desaparecido, memorias de un cautiverio*, témoignage de Mario Villani co-écrit avec Fernando Rearte, Buenos Aires, Biblos, dernière édition 2021, est un bon exemple.

Ahorro... A los minutos vuelven las personas y con ese coche vamos hasta una playa de estacionamiento... ahí me dejan en la casilla del cuidador, veo que hay varios oficiales, a algunos los identifico, a otros no, veo que hay otro coche... empiezo a entender que lo que están haciendo es un seguimiento a una persona. Pancho me dice que tengo que ir con otro oficial, ese oficial me lleva caminando... vamos al subte.... subimos al tren hacia Liniers... no recuerdo en que estación nos bajamos todos... el oficial con el que yo estaba, estaba cerca de una persona que era una mujer embarazada

*J.L. ¿La detuvieron a esta persona?*

S.L.B: No no.....al volver a la noche a la Escuela de Mecánica traté de averiguar con los guardias si ese día o al día siguiente no había ... no hubo ninguna persona embarazada detenida...

*J.L. ¿Pudieron establecer el domicilio?*

S.L.B: Si me acuerdo que un oficial dijo en voz alta “tiene enanitos en el jardín la casa”

*J.L. ¿Hizo algún procedimiento similar con posterioridad?*

S.L.B. No, No, No!. »<sup>136</sup>

En adoptant la formule "Avez-vous effectué une opération similaire par la suite ? le juge Ledesma – qui représente la loi – part du principe que la victime fait partie intégrante de l'action répressive militaire. Elle l'a fait. A aucun moment quelqu'un dans le tribunal ne va corriger le juge ou faire mention du fait que la déclarante est séquestrée et

---

<sup>136</sup> Transcription du témoignage de Susana Leiracha de Barros dans le procès des commandants des juntas militaires, dossier remis par la chambre fédérale à la bibliothèque de l'USAL. Les caractères gras nous appartiennent.

« Procès des juntas militaires, 1985. Le juge Ledesma demande à Susana Leiracha de Barros (E.S.M.A.) :

J.L : Madame, dans quel but vous ont-ils emmenée, où vous ont-ils emmenée ?

S.L.B. : Nous avons quitté la ville, le long de l'avenue et ils m'ont emmené à la caisse d'épargne. Il y avait quatre personnes dans la voiture, elles sont descendues l'une après l'autre et à un moment donné je me suis retrouvé seul dans la voiture devant la caisse d'épargne... Après quelques minutes les personnes sont revenues et avec cette voiture nous sommes allés sur un parking... là ils m'ont laissé dans la loge du gardien, j'ai vu qu'il y avait plusieurs agents, certains que j'ai identifiés, d'autres non, j'ai vu qu'il y avait une autre voiture... J'ai commencé à comprendre que ce qu'ils faisaient c'était suivre une personne. Pancho me dit que je dois aller avec un autre officier, cet officier m'emène à pied.... nous allons au métro.... nous montons dans le train pour Liniers... je ne me souviens pas à quelle station nous sommes tous descendus... l'officier avec qui j'étais était près d'une personne qui était une femme enceinte.

J.L : Ont-ils arrêté cette personne ?

S.L.B : Non. .... Quand je suis retournée à l'Escuela de Mecánica la nuit, j'ai essayé de demander aux gardes si ce jour-là ou le jour suivant il n'y avait pas... il n'y avait pas de personne enceinte détenue....

J.L. Avez-vous pu établir l'adresse ?

S.L.B. : Oui, je me souviens qu'un officier a dit à haute voix "la maison a des petits nains dans le jardin"....

J.L. Avez-vous fait une opération similaire par la suite ?

S.L.B. Non, non. Non !

donc de l'impossibilité volitive de l'acte<sup>137</sup>. Pour Susana, qui, en raison de la disposition de la salle d'audience, reçoit les questions du tribunal par devant et celles provenant des avocats des accusés par derrière, quinze ans plus tard, ce moment est vécu et raconté comme traumatisant et est effectivement associé au sentiment d'être sans défense dans le camp. L'impuissance dans laquelle la laisse le « procès exemplaire », l'une des témoins qui l'a rendu possible, est telle que Susana ne témoignera dans aucun autre procès<sup>138</sup> et, pour se justifier, elle dira que, tant qu'il y aura quelqu'un qui pourra raconter ce qu'elle a vu (répresseurs, disparus, fonctionnement de l'E.S.M.A...) et que sa présence ne sera pas nécessaire, elle ne s'assiéra pas dans *le box des accusés*.

Dans de nombreux cas, les témoignages donnés en 1985 ont laissé les témoins avec la sensation décrite par Susana. C'est ce que rappellent Osvaldo Barros, Norma Cozzi, Alejandra Naftal et Claudio Niro dans les témoignages que nous avons produits avec eux. Mais la vérité est que la façon dont les témoins sont traités dans les procès a changé au fil du temps, en particulier dans les tribunaux de la capitale fédérale et de la province de Buenos Aires<sup>139</sup>. Mariano Ciafardini, ancien procureur fédéral dans les procès de restitution d'identité, affirme qu'Andrés D'Alessio, membre du tribunal dans le Procès des juntas militaires, lorsqu'il a soutenu le travail que lui et Anibal Ibarra faisaient en tant que procureurs, l'a fait parce qu'il était ému par la densité de ce qu'il avait entendu dans le procès des commandants. Pour Ciafardini, D'Alessio avait changé avec le procès, non pas idéologiquement mais humainement. Anibal Ibarra est du même avis que son ancien collègue<sup>140</sup>. Les changements sont venus de l'institution et des hommes et des femmes qui sont intervenus – notamment dans les différents parquets – dans la phase orale des procès après 2006. Ces changements se sont ensuite traduits par des accords et des modifications de procédure qui ont favorisé la forme que prenaient les déclarations des témoins. Pour Andrea Bello, il est impossible qu'il en soit autrement :

« A mí me parece que esos mismos jueces que tuvieron de alguna manera que fumarse muchísimas audiencias y escuchar lo que

---

<sup>137</sup> Nous l'avons relevé de l'enregistrement audiovisuel du procès.

<sup>138</sup> Susana, témoignage de l'année 2000.

<sup>139</sup> Ce n'est pas le cas dans tout le pays. Eduardo Lardies, qui a témoigné en 2022 dans le procès où le cas de son frère, enlevé et survivant comme lui, a été repris, a subi un traitement agressif et inquisitif de la part du tribunal de Mendoza. C'est ce qu'il nous dit dans le témoignage que nous avons produit en mai 2022 et nous avons pu le vérifier dans la vidéo de l'audition en cours de réalisation.

<sup>140</sup> Entretiens réalisés séparément avec Mariano Ciafardini et Anibal Ibarra en 2017. Entretien avec Mercedes Soiza Reilly en 2018.



escucharon, lo proyectan dentro del Poder Judicial. Me parece que cambió. Hay criterios distintos cuando ahora quieren que se vaya a testimoniar. Pero yo creo que cambia también la idea que tenés después de juzgar esto. Tu criterio cuando juzgas a un ladrón de gallinas tiene que haber cambiado, realmente ¿no? »<sup>141</sup>.

C'est pourquoi nous partageons la méfiance d'Eduardo Luis Duhalde à l'égard d'une terminologie excessivement généralisée parmi les opérateurs des droits de l'homme, notamment en Argentine, et qui, selon nous, ne se justifie pas nécessairement dans tous les contextes judiciaires et leurs similitudes :

« Mi objeción a calificar como re-victimización el efecto de comparecer al juicio de los testigos ex detenidos-desaparecidos está en que decir 'volver a victimizar' da, aunque ello no es el efecto buscado con tal conceptualización, dos ideas equivocadas: la primera y más grave es que la originaria victimización propia de la condición de detenido-desaparecido, cesó con su aparición y puesta en libertad. La segunda que el testimoniar tiene el mismo resultado que haber estado en el campo clandestino »<sup>142</sup>.

Le premier point évoqué par Duhalde est central : la victime ne cesse pas d'être une victime au moment de la libération et même si elle revient contrôler sa vie et y agir, survivre et par conséquent apparaître. En reprenant le témoignage de la survivante Andrea Bello, militante et cinéaste aujourd'hui décédée, il est évident que la peur de retourner à un état d'impuissance est latente chez ceux et celles qui survivent et que de ce sentiment, impossible à évacuer, émergent des habitudes d'autoprotection que l'acte de témoigner ne parvient pas à modifier ou à mettre de côté :

---

<sup>141</sup> « Il me semble que ces mêmes juges qui ont dû, d'une manière ou d'une autre, se taper beaucoup d'audiences et écouter ce qu'ils entendaient, le projettent au sein du Pouvoir Judiciaire. Il me semble qu'il a changé. Il y a différents critères lorsqu'ils veulent maintenant que les gens témoignent. Mais je pense que ça change aussi l'idée que vous avez après avoir jugé ça. Vos critères pour juger un voleur de poulet doivent avoir vraiment changé, non ? » Témoignage de Andrea Bello, 2017.

<sup>142</sup> « Mon objection à la qualification de revictimisation de l'effet de la comparution au procès de témoins qui sont d'ex détenus-disparus, est que dire 'revictimisation' donne, bien que ce ne soit pas l'effet recherché d'une telle conceptualisation, deux idées erronées : la première et la plus sérieuse est que la victimisation originale inhérente à la condition de détenu-disparu, a cessé avec leur comparution et leur libération. La seconde est que témoigner a le même résultat que d'avoir été dans le camp clandestin ». Eduardo Luis Duhalde, "El ex detenido-desaparecido como testigo de los juicios por crímenes de lesa humanidad : una aproximación al tema" in Eduardo Luis Duhalde, Fabiana Rousseaux et Carlos Rozanski, El ex detenido-desaparecido como testigo de los juicios por crímenes de lesa humanidad, Buenos Aires, Fundación Eduardo Luis Duhalde, 2015.

« [En el juicio] me hice la *re-canchera* y a los tres días estaba descompensada. Tenía un ataque de pánico, pero ataques que nunca había tenido. Con los ataques de pánico te sube una ansiedad que parece que tenés un infarto. Eso es verdad. Y el miedo... el miedo está consciente. Uno se hace el tonto a veces pero tenés miedo. Yo soy así. Antes de bajar a la calle miro por la ventana la composición de la cuadra... (se acerca a la ventana y muestra en qué consisten sus reflejos) El miedo dura mucho tiempo. Ahora ya no tanto, creo que lo perdí en alguna medida, pero yo me jactaba de que nunca me habían robado en la calle. Soy sumamente atenta. Entonces no soy una persona que probablemente roben porque creo que el ladrón lo percibe. No es que sea viva o que pueda decir qué suerte que tengo. Estoy tan atenta que me voy a dar cuenta »<sup>143</sup>

La parole peut être réparatrice même dans un tribunal ou surtout dans un tribunal car elle est considérée comme une preuve et on lui attribue une authenticité. Mais elle ne naît pas et ne se manifeste pas sans coût émotionnel, voire physique.

« En el juicio se va a dirimir si ese tipo va ir en cana o no va a ir en cana, independientemente de que sabemos que están bien, que van a domiciliaria y que se yo, les estas planteando una restricción, vos, vos que fuiste víctima de un poder omnímodo, como es el Estado, no de una asociación ilícita, digamos, fuiste víctima del propio Estado y te tuvo suspendido y en puntos suspensivos durante dos años con todos los alcances posteriores que eso te generó. Sí, sí, te dan miedo. SI. Uno se sobrepone, se sobrepone por las otras razones, por los compañeros que no están y porque uno quiere seguir, quiere seguir debatiendo, peleándose y por algo que es que uno puede militar. Y yo creo que de ahora a que me muera y en los años que precedieron hasta ahora, siempre milité en este espacio. Creo que es el espacio al que no puedo renunciar. Puedo elegir otros espacios, pero este espacio es un espacio en el que no me pueden reemplazar, es un espacio en el que de alguna manera estás, no sé si forzado, pero si obligado. Hay que encontrar los elementos para no sentirse mal y poder hacer las cosas y no convertirte..., ni convertir la situación en una *gozadera*, que no es otra cosa que ponerte en un lugar de víctima todo el tiempo, ni tampoco *canchearla* tanto que después termines pagando el costo. Hay que

---

<sup>143</sup> « [Lors du procès] j'ai fanfaronné et au bout de trois jours j'étais épuisée. J'ai eu une crise de panique, mais des crises que je n'avais jamais eues auparavant. Avec les crises de panique, vous êtes tellement anxieux que vous avez l'impression de faire une crise cardiaque. C'est vrai. Et la peur... la peur est consciente. Parfois, on joue les idiots mais on a peur. Je suis comme ça. Avant de descendre dans la rue, je regarde par la fenêtre la composition du pâté de maisons... (il s'approche de la fenêtre et montre en quoi consistent ses reflets) La peur dure longtemps. Plus maintenant, je pense que je l'ai perdue dans une certaine mesure, mais j'avais l'habitude de me vanter de n'avoir jamais été volé dans la rue. Je suis extrêmement attentive. Je ne suis donc pas une personne susceptible d'être volée parce que je pense que le voleur le sent. Ce n'est pas que je sois vive ou que je puisse dire combien je suis chanceuse. Je suis tellement attentive que je vais le remarquer ». Témoignage de Andrea Bello, 2017.

ponerla en un lugar que aporte y que resulte sanador para uno y sanador para los demás »<sup>144</sup>

Parfois, la « guérison » n'a pas lieu et la répétition constante de l'histoire peut même empêcher un retour à la « vie » et confiner la victime-témoin dans des limbes permanents proches de la survie. Graphiquement, ces acteurs-victimes ne finissent pas par quitter le camp clandestin et peuvent même s'y enfermer à nouveau physiquement. Ces survivants ne finissent pas par apparaître et le processus d'identité se prolonge (à jamais ?) dans le temps. Nous le voyons, par exemple, chez certains d'entre eux et certaines d'entre elles – pas tous et toutes, soyons clairs – qui travaillent aujourd'hui à l'intérieur des lieux où ils ont été détenus-disparus, ou dans d'autres CCDTyE, même si ces lieux ont changé de statut et sont devenus de sites de mémoire.

---

<sup>144</sup> « Le procès décidera si ce type ira en prison ou non, indépendamment du fait que nous savons qu'ils vont bien, qu'ils seront assignés à résidence et tout le reste, vous leur imposez une restriction, vous, qui avez été victime d'un pouvoir omnipotent comme l'État, pas d'une association illicite, disons, vous avez été victime de l'État lui-même et il vous a maintenu en suspension et en points de suspension pendant deux ans avec toutes les conséquences ultérieures que cela a générées pour vous. Oui, oui, ils vous font peur. OUI. On s'en remet, on s'en remet pour les autres raisons, pour les camarades qui ne sont pas là et parce que vous voulez continuer, vous voulez continuer à débattre, à vous battre et pour quelque chose qui est que vous pouvez être un membre de l'armée. Et je pense qu'à partir de maintenant jusqu'à ma mort et dans les années qui précèdent, j'ai toujours milité dans cet espace. Je pense que c'est l'espace que je ne peux pas abandonner. Je peux choisir d'autres espaces, mais cet espace est un espace dans lequel je ne peux pas être remplacée, c'est un espace dans lequel d'une certaine manière tu es, je ne sais pas si tu es forcée, mais tu es obligée. Il faut trouver les éléments pour ne pas se sentir mal et pouvoir faire des choses et ne pas devenir..., ou transformer la situation en une situation joyeuse, ce qui n'est rien d'autre que de se mettre en permanence en position de victime, et il ne faut pas non plus fanfaronner et finir par en payer le prix plus tard. Vous devez le placer à un endroit qui contribue à votre guérison et à celle des autres ». Idem. Andrea Bello est décédée peu de temps après ce témoignage, en raison de la santé fragile que lui avait laissée sa détention à l'E.S.M.A.

## Écriture, voix et actes narratifs

*“[...] il s’agit de littérature, d’une littérature qui est [...] un acte de témoignage, peut-être sera-t-elle utile à l’avenir et, si j’écoutais mon cœur, je dirais même plus: elle servira l’avenir. Car j’ai l’impression qu’en pensant à l’effet traumatisant d’Auschwitz, je touche les questions fondamentales de la vitalité et de la créativité humaines ; et en pensant ainsi à Auschwitz, d’une manière peut être paradoxale, je pense plutôt à l’avenir qu’au passé”*

*Imre Kertész*<sup>145</sup>

Avec le témoignage de *l’homme concentrationnaire*, l’histoire de la société post-concentrationnaire commence. En même temps, l’acte de témoigner est aussi complexe que les témoignages sont multiples, ce qui justifie la nécessité – comme on l’a déjà dit – de les appréhender dans leur contexte et d’essayer de s’approcher le plus possible de la compréhension des racines des intentions de la subjectivité qui les produit. Dans les lignes précédentes, nous avons seulement rendu compte d’un minimum de bords à partir desquels il est possible de commencer à s’approcher du témoignage, ou du moins qui ne peuvent être ignorés dans toute expression testimoniale. Beaucoup d’autres sont apparus et se sont révélés au cours de la recherche.

Si nous partons de l’affirmation que la société concentrationnaire est l’expression majeure de la terreur socio-politique et économique, et que par définition elle est une expérience que *l’homme concentrationnaire* vit collectivement dans une culture historiquement déterminée, chaque survivant apporte sa dimension de complexité interprétative. Aucune d’entre elles ne peut donner à voir la totalité du camp, et même si tout le monde parlait et que le récit était aussi fidèle que possible aux événements qui se sont déroulés pour que le récit soit complet, il manquerait toujours les voix capables de décrire le destin final, la disparition, le meurtre. Comme nous l’avons dit, le survivant ne peut se souvenir AVEC le disparu et la disparue. Si nous voulons aborder l’expérience concentrationnaire, nous devons être conscients qu’aucun des témoignages des survivants et des survivantes ne peut être pris séparément, si ce n’est pour l’intégrer comme un fragment imparfait dans une énigme dont nous ne connaissons pas la forme ni le nombre

---

<sup>145</sup> Imre Kertész, "Eurêka !", discours prononcé lors de la réception du prix Nobel de littérature, Stockholm 2002, publié dans Kertész Imre, *L’Holocauste comme culture*, traduction depuis l’hongrois de Natalia Zaremba-Huzsvai y Charles Zaremba. Arles, Actes Sud, 2017, p. 265.

de morceaux nécessaires pour pouvoir ne serait-ce que percevoir l'ébauche de son image.

**Un/Une survivante est une multitude de survivantes, tout comme les associations qui prétendent les représenter.**

« *M.I. Hay algo que me cuesta entender por mi manera de ver las cosas en este tiempo y, bueno, por ser de otra generación también... Yo no logro entender cuando me dicen que el horror es inenarrable porque yo tengo frente mío a alguien que me cuenta lo que le pasó, no me cuenta todo, pero responde a mis preguntas...*

–A.B. No te cuenta todo porque... el horror es inenarrable porque en el fondo hay muchas situaciones que uno no recuerda y que, si sabés, es más por el recuerdo del otro que por tu propio recuerdo. Hubo muchos años que omití que tuve un simulacro del fusilamiento. ¡Lo omití!, y me lo hizo recordar mi amiga, hermana de toda la vida: ‘¿Te acordás cuando nos sacaron del baño, nos llevaron, y empezaron con *las matamos, las matamos, las matamos...*?’ ¡Y yo lo había borrado! O sea que hay mucho de lo que yo recuerdo que le aporto a otros, que le hizo a los otros recordar. Y hay mucho de lo que yo evoco, que es mucho, de lo que yo recuerdo con... A ver... Siempre recuerdo, pero está el recuerdo que vos generaste, o sea aquel en el que vos pusiste en palabras la experiencia vivida y el recuerdo que el otro te evocó de la misma situación. Y ahí sí recordaste, lo pusiste en palabras, pero no lo recordaste vos. Además, hay muchas cosas que serían de las cosas que recuerdo, que son sensaciones, a las que todavía no le pongo palabras.

–*M.I. Como la imagen de la pollerita con las botas...* [La imagen es la que acompaña la narración que Andrea hace del momento en el cual a escondidas ella sacaba de la E.S.M.A. fichas con nombres de militantes para evitar que fueran a las casas a buscarlos/as y las colocaba al interior de sus botas].

–A.B. Esto que te dije hoy, es la primera vez que lo digo, no lo dije antes. Podes buscar todos mis testimonios y no lo dije, nunca. Esa salida, esa puerta vidriada, el pasillo que lleva al playón. Eso que te conté hoy es una imagen, como si lo viera, pero a la vez lo vivencio. Y si tuviera que filmarlo, sabría cómo hacerlo. No es una cosa que vengo contando como una *cantinelita*, es la primera vez que lo cuento. Conté que sacaba las fichas. Pero esta imagen que te transmití, no la había contado nunca, la viví ahora. En el juicio no me juego a esta locura porque trato de recordar y de ser más acotada, no voy a andar contando imágenes porque no tengo el grado de confianza necesaria... Porque ahí, la palabra me preocupa expresamente. »<sup>146</sup>

---

<sup>146</sup> « –M.I. *Il y a quelque chose qui est difficile à comprendre pour moi à cause de la façon dont je vois les choses en ce moment et, bien, parce que je suis d'une autre génération aussi... Je ne peux pas comprendre quand on me dit que l'horreur est indicible parce que j'ai quelqu'un en face de moi qui me raconte ce qui lui est arrivé, il ne me dit pas tout, mais il répond à mes questions...*

–A.B. *Il ne te dit pas tout parce que... l'horreur est indicible parce qu'au fond il y a beaucoup de situations dont on ne se souvient pas et que si on sait, c'est plus grâce au souvenir de l'autre que grâce à sa propre mémoire. Pendant de nombreuses années, j'ai omis de dire que j'avais eu droit à un faux peloton d'exécution, je l'ai omis, et mon amie, ma sœur de toujours, me l'a rappelé : "Tu te souviens quand ils nous*

En même temps, cette image floue, indisponible et difficile à saisir dans sa totalité, qu'est le témoignage fragmenté, en intègre une autre plus grande qui révèle un puzzle beaucoup plus vaste correspondant à la forme prise par chacune des sociétés (locales, régionales et nationales) issues de l'expérience extrême des camps, aussi proches et semblables que ces civilisations dans lesquelles, pour paraphraser Hannah Arendt<sup>147</sup>, le « mal » est banalisé au point de devenir le maître du jeu politique. En ce sens, lorsque nous agissons en tant que récepteurs des récits concentrationnaires et que nous y accédons à un moment précis de l'expression d'une subjectivité particulière, nous le faisons à partir de notre propre interprétation, qui est aussi effectivement construite à partir d'un cadre culturel social et politique donné et qui, temporairement, comme les souvenirs, est façonnée par l'existence d'autres récits antérieurs et simultanés qui ont fait des vestiges transmissibles de la société concentrationnaire une vérité post-concentrationnaire possible, instituant même des devises et des revendications comme des dogmes démocratiques. Individuellement, lorsque nous produisons un acte de lecture, notre contexte de production est éloigné de l'acte d'écriture original et aussi de l'acte d'édition, ce qui fait que notre interprétation apparaît tamisée – comme nous l'avons dit – par le temps, l'univers politico-culturel auquel nous appartenons et notre histoire individuelle.

Si nous supposons que le langage de l'expérience ne se limite pas aux mots, le substrat narratif qui sert de base à la transmission mémorielle de l'expérience vécue ne se

---

ont fait sortir de la salle de bain, nous ont emmené et ont commencé à nous dire nous allons les tuer, les tuer..." Et je l'avais effacé ! Il y a donc beaucoup de choses dont je me souviens que j'ai pu donner à d'autres, qui ont permis à d'autres de se souvenir. Et il y a beaucoup de ce dont je me souviens, ce qui est beaucoup, de ce dont je me souviens avec... Voyons... Je me souviens toujours, mais il y a le souvenir que tu as généré, c'est-à-dire celui dans lequel tu as mis en mots l'expérience vécue et le souvenir que l'autre personne a évoqué pour toi de la même situation. Et là, tu t'es souvenue, tu l'as mis en mots, mais tu ne t'en es pas souvenue toi-même. D'ailleurs, il y a beaucoup de choses dont je me souviens, qui sont des sensations, que je n'ai pas encore mises en mots.

–M.I. *Comme l'image de la petite chemise avec les bottes... (l'image est celle qui accompagne la narration d'Andrea du moment où elle a secrètement sorti des fiches de l'E.S.M.A. avec les noms des militants pour éviter qu'ils aillent dans les maisons pour les chercher).*

–A.B. C'est la première fois que je dis cela aujourd'hui, je ne l'ai jamais dit auparavant. Tu peux consulter tous mes témoignages et je ne l'ai jamais dit. Cette sortie, cette porte vitrée, le couloir qui mène à la cour de récréation. Ce que je t'ai dit aujourd'hui est une image, comme si je l'avais vu, mais en même temps je l'ai vécu. Et si je devais le filmer, je saurais comment le faire. Ce n'est pas quelque chose que je raconte comme un refrain, c'est la première fois que j'en parle. J'ai dit que j'enlevais les fiches. Mais cette image que je t'ai transmise, je ne l'avais jamais dit auparavant, je la vis maintenant. Je ne vais pas raconter des images parce que je n'ai pas le degré de confiance nécessaire... Parce que dans ce cas, la parole m'inquiète expressément ». Tiré du témoignage de Andrea Bello, 2h32, 2017. La vidéo peut être visionnée dans la pièce jointe Vimeo.

<sup>147</sup>Hanna Arendt, *Eichmann à Jerusalem*, Paris, Folio, 1997.

limite pas non plus à un récit « littéraire », même lorsqu'il prend cette apparence. D'abord, parce que qualifier de récit littéraire les récits issus ou inspirés de l'expérience concentrationnaire implique de redéfinir la littérature à partir de cette expérience limite. Nous ne prétendons pas que l'art n'est pas possible, et nous ne jugeons pas nécessaire de nous plonger dans plus de 70 ans de débats européens (il est impossible de ne pas évoquer ici Adorno et l'École de Francfort) et de répercussions et mises à jour latino-américaines. Nous disons que, en tant que lecteurs coproducteurs de l'art littéraire, notre façon de l'aborder est soumise à des règles, des exigences et des attentes particulières lorsqu'il s'agit de textes dont le noyau narratif est la description de la machinerie exterminatrice et des expériences extrêmes de ceux et celles qui y ont été piégés. La place du narrateur et de la narratrice a sans doute changé depuis l'apparition des premiers récits. *L'écrivain/acteur-témoin* de la concentration n'est pas un écrivain dont le style d'écriture personnel est laissé exclusivement à son imagination. Le fait de présenter au public des chroniques véridiques ne fait pas non plus nécessairement de lui un historien. Les frontières entre fiction et vérité sont floues. Et même le genre même de l'autobiographie entre en crise avec l'émergence de récits qui, d'un point de vue socio-historique disciplinaire et selon le support utilisé, pourraient être définis comme des documents ou des documentaires. Est-ce à dire qu'il n'est pas possible de réunir un ensemble de textes aux caractéristiques comparables et de les considérer comme faisant partie d'une « littérature des camps » ou d'une littérature issue de "la torture comme essence du pouvoir absolu", matrice des systèmes totalitaires ou dictatoriaux décrits par Kertész dans son œuvre<sup>148</sup> ou est-ce à dire que le traumatisme, l'expérience de l'horreur, la lutte pour humaniser la déshumanisation vécue, rendent la « Littérature »<sup>149</sup> impossible ? L'écriture soutenue par l'expérience de la victime-témoin transformée en acteur par l'acte de déclaration qu'est l'écriture transforme-t-elle le témoignage en une narration de l'inexplicable ou en une narration révélatrice ? La réponse est beaucoup plus complexe qu'un oui ou un non, ou qu'une prise de position en faveur d'une explication ou d'une autre. Et nous pourrions même nous demander dans quelle mesure ces questions ont un sens lorsque ce qui est présenté comme une nécessité pour les sociétés post-concentrationnaires de négocier leur passé est le fait qu'il existe des

---

<sup>148</sup> Imre Kertész, *L'Holocauste comme culture*, *op. cit.*, pp. 79-93.

<sup>149</sup> Cette question a été le point de départ du colloque "Traduire l'expérience-Écritures de la violence extrême après 1945" que nous avons co-organisé avec le professeur Daniel Meyer et Aleksandra Lenzinska, IMAGER en décembre 2021 et auquel ont participé des intervenants de dix pays.

témoignages et non pas que des accords soient conclus dans l'académie sur la manière de les classer. Les mêmes difficultés se révèlent lorsque nous nous demandons si le témoignage est une source d'histoire<sup>150</sup> et les débats sur son statut dans ce cas ne sont pas moins voraces que dans le domaine littéraire. Ainsi, de notre point de vue, en analysant les différentes configurations dans lesquelles les expressions testimoniales sont formulées, nous les laisserons répondre de ce qu'elles sont et de ce qu'elles signifient, ouvrant le champ, ici compris dans son double sens particulier et disciplinaire, à d'autres questions et possibilités.

Cependant, la difficile narration de l'inhumain côtoyant l'ordinaire n'est pas seulement un acte de parole, et les lectures possibles que l'on peut faire des différentes expressions qui laissent des traces d'une manière particulière de dire ne peuvent être séparées les unes des autres. La mise en scène publique du corps à travers des actions/démonstrations, une déclaration judiciaire, une pétition publique, une peinture, une exposition photographique ou un documentaire sont des exemples d'autres types d'actes d'apparition et de réapparition du survivant qui agissent sur eux-mêmes et sur elles-mêmes en appelant à la réflexivité, et en suscitant souvent le passage à l'écriture. En ce qui concerne ces autres types de narration qui ne prennent pas la forme d'un récit littéraire, il faut garder à l'esprit qu'ils impliquent également des temporalités de réception différentes. La première, la plus évidente, est consommée au moment même où l'action a lieu, mais ce n'est pas même dans ce moment d'immédiateté que nous pouvons dire que la réception est une réception complète et intégralement déchiffrable. Ici, il faut également tenir compte de la distance qui sépare la préparation de l'acte narratif (la décision de réaliser l'action, les éléments qui en sont à l'origine ou le poussent vers l'action, l'existence ou non d'une. L'acteur collectif derrière, qu'il soit lié ou non à l'AEDD ou à la MDDHH...), l'acte lui-même (manifestation, demande, déclaration judiciaire, documentaire...) et le moment de réception et d'analyse. Ces dernières, à leur tour, peuvent non seulement être très éloignés dans le temps, elles peuvent aussi être confrontées à la difficulté que représente l'absence d'éléments concrets pour rendre compte des différentes étapes de l'action menée. Par exemple, il est essentiel que, lors de la lecture d'un témoignage judiciaire, il soit possible de déchiffrer les éléments précédents de la préparation du témoignage. En bref, **une partie importante de la particularité de**

---

<sup>150</sup> On doit une excellente synthèse des débats en France et aux États-Unis aux apports de Philippe Joutard particulièrement dans sa conférence à l'EHESS, 2019.



**l'action testimoniale des situations limites est que les récits biographiques ou testimoniaux écrits et les récits qui sont façonnés par d'autres structures expressives ont besoin les uns des autres et doivent être "lus" ensemble.**

Une condition nécessaire pour lire/écouter le témoignage est de pouvoir entrer dans le langage qui nous conduit et nous éloigne des camps clandestins. Dans les pages suivantes – et avant d'expliquer notre méthodologie de production et de compilation des témoignages que nous avons cités – nous présenterons un glossaire que nous avons construit sur la base du dialogue avec les survivants et les survivantes.

## C. LEXIQUE CONCENTRATIONNAIRE

« Le désastre de juin 1940 va provoquer tant de réactions émotives et politiques que les mots et le langage s'en trouveront affectés pour longtemps. En temps de crise la Révolution française en fut un bon exemple), l'usage des mots devient une arme, un point d'appui pour ceux qui les entendent : ils n'ont plus la même signification qu'auparavant.

Dans le contexte de ces années-là, les mots se dégagent de leur sens usuel pour construire des espaces nouveaux, des lieux qui vont organiser une nouvelle rencontre entre le réel et l'intime. Le langage va faire les choses, comme les vocables vont porter de façon soudaine et immédiate les espérances les plus utopistes »<sup>151</sup>

Dans *Les mots pour résister*, Farge et Chaumont rappellent que la collaboration étroite qui existait entre le gouvernement de Vichy et l'Allemagne nazie pendant l'occupation a été combattue par l'action de la Résistance française, et que celle-ci a répondu à « l'appel des mots ». Des mots qui imprègnent la vie quotidienne et sont présents dans les manifestes politiques ainsi que dans les poèmes et les écrits de René Char, Paul Eluard et Louis Aragon. Dans cet essai, les historiens soutiennent également que ces mots ont changé de sens et modifié leur résonance aux oreilles des générations suivantes, affirmant qu'en masse, des termes tels que militantisme, lutte ouvrière ou classes sociales sont aujourd'hui utilisés sans le moindre sens critique<sup>152</sup>.

---

<sup>151</sup> Arlette Farge y Michel Chaumont, *Les mots pour résister*. Paris, Bayard. 2005, p. 19.

<sup>152</sup> Il en va de même, ajoutons-nous, pour d'autres termes opposés au lexique de la résistance, tels que les mots fascisme, dictature et génocide. Un phénomène étudié par M. Bakhtin dans le domaine de l'analyse du discours et des études littéraires. Nathalie Limat-Letellier résume l'idée dans "Historique du concept d'intertextualité" in *L'Intertextualité*, Annales de l'Université de Franche-Comté, n° 637, Besançon, 1998, p. 58-59. (<https://books.openedition.org/pufc/4507?lang=fr>) resume el aporte de Bajtín: « les concepts bakhtiniens de dialogisme et d'ambivalence opèrent un dépassement critique des Formalistes russes qui vaut également à l'encontre de l'influence prépondérante de la linguistique saussurienne voire jakobsonienne. Ils tendent à récuser "l'objectivisme abstrait" qui se borne à décrire le langage comme un système clos, neutre, préétabli et toujours réitérable. Au contraire, Bakhtine s'intéresse à la production des énoncés singuliers qu'il analyse comme l'interaction des interlocuteurs dans un contexte concret. Sous des modalités diverses, l'énonciateur renvoie toujours à la voix d'autrui et à l'arrière-plan social (au-delà des rapports intersubjectifs) : tantôt de manière explicite et directe, pour la comprendre ou la rejeter (dialogue), tantôt de manière plus cachée, ou ambivalente pour disqualifier un énoncé (parodie) ou l'imiter de manière détournée (stylisation, hybridation...). L'on ne saurait échapper au déjà dit omniprésent, même dans la création littéraire, car *tout discours rencontre à son insu le contexte culturel contemporain et la trace objective des usages antérieurs des mots dans la mémoire collective*" (souligné par nous) ».

Dans le cas de l'Argentine, l'avertissement des auteurs correspond parfaitement au chemin parcouru par le lexique de la résistance et du militantisme dans les années 1960 et 1970, au point qu'aujourd'hui, nous pouvons même trouver de sévères critiques de l'utilisation par certains secteurs de la gauche autochtone d'un langage considéré comme dépassé et inapproprié. De même, le passage du temps a fait que certains termes ont été oubliés et remplacés par d'autres, supposés être synonymes des précédents, mais qui en réalité leur enlèvent une partie de leur signification. C'est le cas lorsque le Mouvement des droits humains explique ce qu'a été le combat des détenus disparus et des détenues disparues :

« Tampoco basta decir *nuestros hijos querían cambiar la sociedad*, es tan genérico como que nosotros éramos militantes populares [...]. Salvo la excepción del reformismo, el resto [los militantes] apuntaba con mayor o menor acierto hacia cambios más centrales, cambios estructurales, concretamente, al socialismo [...] Esa palabra ha sido borrada, se habla de que queríamos un país más justo, un país mejor donde no hubiera hambre, donde no hubiera miseria... es cierto, o sea te han cortado, te han obligado a la autocensura y todavía sigue, porque decir algo más significa entrar en el terreno de lo que es catalogado todavía hoy como demoníaco »<sup>153</sup>.

Le problème n'est donc pas seulement de savoir de quoi on parle, mais comment on en parle, quels mots sont utilisés dans les récits collectifs et dominant la narration. Autrement dit, comment les mots se rapportent au sens qu'ils prétendent représenter. Or, ce qui est vrai pour *le lexique des militants combattants ou des résistants* l'est aussi pour *le lexique des militants-victimes* ou, en d'autres termes, pour *le langage concentrationnaire*. Qu'un type de langage particulier corresponde à une action répressive n'est ni une découverte ni une spécificité du Cône Sud. Avant même l'ouverture des premiers camps dans la région, de l'autre côté de l'océan, le poète et philosophe Jean Pierre Faye, dans son étude monumentale des discours totalitaires, a soutenu que le langage de l'extermination peut être distingué et identifié.

---

<sup>153</sup> « Il ne suffit pas non plus de dire que 'nos enfants voulaient changer la société', c'est aussi générique que de dire que nous étions des militants populaires [...]. À l'exception du réformisme, les autres [les militants] visaient, avec plus ou moins de succès, des changements plus centraux, des changements structurels, concrètement, le socialisme [...] Ce mot a été effacé, ils parlent de vouloir un pays plus juste, un pays meilleur où il n'y avait pas de faim, où il n'y avait pas de misère... c'est vrai, en d'autres termes, ils t'ont coupé, ils t'ont forcé à l'autocensure et cela continue encore, parce que dire autre chose signifie entrer dans le domaine de ce qui est encore aujourd'hui catalogué comme démoniaque » Témoignage de Susana Leiracha de Barros, 2006.

En tentant d'expliquer la naissance du nazisme et du fascisme en Europe à travers les discours de l'époque et notamment de l'entre-deux-guerres, l'auteur a montré comment le récit de l'action agit sur l'action elle-même et comment un ensemble de récits pouvait constituer la structure sous-jacente à partir de laquelle les discours d'acceptabilité du génocide se sont installés. Pour Faye, le langage est un *agissant* :

"Ces agissements de termes mouvants nos décrivent en effet le grand va-et-vient des choses, les déplacements des hommes, le maniement des 'mobiles', l'insaisissable mouvement des motivations. Et surtout ce moteur infatigable qui donne au pouvoir humain de conter la force d'agir sur et par ce qu'il conte et dont il entend, de surcroît, rendre compte."<sup>154</sup>

Au sens de Faye, en Argentine, la parole a également agi et a généré d'abord son propre discours sur l'acceptabilité de l'extermination, puis les termes de la sortie de la violence terroriste et de la transition vers la démocratie constitutionnelle.

Le camp clandestin de détention, de torture et d'extermination (disparition), en tant que source de sens pour la société concentrationnaire, a introduit sa propre terminologie et articulé celle qui existait déjà, créant un langage spécifique avec sa propre dynamique. Nous ne sommes pas d'accord ici avec la spécialiste littéraire et traductrice Margarite Feitlowitz, auteur d' *Un léxico del Terror (Un lexique de la terreur)*, lorsqu'elle affirme que « l'État terroriste a créé deux mondes, l'un public et l'autre clandestin, chacun avec son propre discours codifié »<sup>155</sup>. S'il existe deux langues distinctes, pour nous la circulation entre les deux « mondes » est rendue possible par la porosité de la langue. Les mots *de l'intérieur* avaient un corrélat dans les mots *de l'extérieur*, et les deux avaient besoin l'un de l'autre pour exister. Le langage concentrationnaire a fonctionné comme une arme de discipline et de contrôle et a été incorporé dans la vie quotidienne de l'époque, s'étendant au-delà de ses utilisateurs primaires et confirmant que le mot ne nous renvoie pas seulement au réel mais a également le pouvoir de le transformer, ainsi que d'articuler ses pratiques et de produire du social<sup>156</sup>. En 1944, Georges Orwell écrivait dans le magazine britannique Tribune que « l'histoire est écrite par les vainqueurs », et c'est

---

<sup>154</sup>Jean Pierre Faye, *Langages totalitaires*, Paris, Herman, 2004. Primera edición 1972. Ce texte est probablement la première étude française des origines du nazisme basée sur l'analyse linguistique.

<sup>155</sup> Margarite Feitlowitz, *Un léxico del terror*, Buenos Aires Prometeo, 2015, p. 55. Première édition en anglais : *A lexicon of terror*, Oxford, 1998.

<sup>156</sup> Nous recommandons la lecture du texte précité de Farge et Chaumont ainsi que de Michel de Certeau, *Arts de faire. I. L'invention du quotidien*, Paris, collection Histoire 10/18, 1980.

généralement vrai. Il n'est donc pas exagéré de dire que la langue a le pouvoir de conquérir l'avenir lorsqu'une société acquiert dans son vocabulaire et fait siennes les paroles des vaincus et procède ensuite au récit de l'histoire.<sup>157</sup> Ainsi, le conflit linguistique ne s'arrête pas à la dénonciation de l'existence réelle des camps clandestins en leur attribuant un nom et un sens ou en organisant un catalogue de leurs mécanismes. Elle persiste dans la manière d'expliquer progressivement le contexte dans lequel ces espaces répressifs ont été installés et ont fonctionné, et dans la manière de comprendre les témoignages de ceux et de celles qui les ont traversés.

Le meilleur exemple de ce qui a été dit jusqu'à présent pour le cas argentin est sans doute l'antagonisme expressif de deux énonciations qui, à elles seules, offrent une vision particulière de la période 1974-1983 : « lutte antisubversive » - « terrorisme d'État ». Si les protagonistes de l'époque et ceux qui s'intéressent professionnellement ou personnellement à l'histoire récente peuvent facilement opter pour l'un d'entre eux, la question est de savoir où se situe l'homme/femme ordinaire face à cette opposition : dans quelle mesure sommes-nous aujourd'hui conscients des termes que nous utilisons et de quelle manière reproduisons-nous, sans en être pleinement conscients, des parties d'un langage construit pour interpréter un moment historique particulièrement dramatique, attribuant des responsabilités et des excuses avec ses mots ? Il n'y a pas de réponse simple à cette question, et il est probablement nécessaire de se plonger dans l'étude du langage à travers l'utilisation d'outils sociolinguistiques pour trouver au moins quelques indices. Nous pouvons toutefois penser à quelques exemples.

Si nous cherchons le mot *interrogatorio* (interrogatoire) dans le dictionnaire de l'Académie royale espagnole, nous pouvons lire : « 1.m. Une série de questions, généralement formulées par écrit. 2.m. Papier ou document contenant une série de questions. 3.m. Le fait d'adresser une série de questions à la personne qui doit y répondre ». Nous pouvons également faire appel à une autre définition et dans ce cas, l'interrogatoire sera « l'action d'interroger quelqu'un de manière répétée, notamment pour

---

<sup>157</sup> Dans un album dédié à la mémoire d'Eva Perón, combiné avec des discours et d'autres thèmes musicaux, Lito Nebbia dévoile sa chanson populaire *Quien quiera oír que oiga* : « Si la historia la escriben los que ganan, eso quiere decir que hay otra historia, la verdadera historia, quien quiera oír que oiga. Nos queman las palabras, nos silencian y la voz de la gente se oirá siempre. Inútil es matar, la muerte prueba que la vida existe [...] »/ « Si l'histoire est écrite par ceux qui gagnent, cela signifie qu'il y a une autre histoire, la vraie histoire, que celui qui veut entendre doit entendre. Ils brûlent nos mots, ils nous font taire et la voix du peuple sera toujours entendue. Il est inutile de tuer, la mort prouve que la vie existe [...] » La traduction nous appartient. Récupéré d'abord par le militantisme péroniste, puis par le militantisme en général, il est devenu l'emblème de la voix des « vaincus » à la fin de la dictature.

clarifier un fait ou ses circonstances »<sup>158</sup>. Or, lorsque nous entendons parler d'interrogatoire, quelles sont nos références ? L'entendons-nous comme une tâche élémentaire, quasi administrative, effectuée dans un tribunal dans le cadre des règles de procédure ? L'entendons-nous comme la diligence effectuée dans un commissariat de police en respectant les règles de la fonction lorsque nous voulons obtenir des informations d'une personne détenue ou arrêtée pour un crime ou un délit ? Ou pensons-nous qu'il s'agit d'un acte de torture pratiqué dans une situation clandestine et sans défense, visant à tordre et à détruire la volonté d'une personne enlevée illégalement par des membres d'une force répressive agissant illégalement dans le cadre d'un plan systématique ? Quelle connotation lui donne-t-on aujourd'hui, l'une ou l'autre, aucune ou une troisième, ce qui montre que même dans une démocratie, un interrogatoire "normal" peut déboucher sur un autre, comme le suggèrent les nombreux cas de *policía brava* ou, pire encore, de condamnations à mort extrajudiciaires ( *gatillo fácil* )<sup>159</sup>?

Autre exemple, le mot *patota*. En Argentine, avant les camps, la *patota* était un groupe de garçons indisciplinés, insupportables, des amis qui pouvaient embêter les filles lors d'un bal ou d'une sortie. Si leurs intentions étaient criminelles, s'ils se réunissaient aussi dans un stade ou dans les environs, le groupe de garçons était alors regardé d'une autre manière et considéré comme dangereux :

« PATOTA. Grupo de muchachones, incluso jóvenes, que se reúnen para molestar. Algunas veces exteriorizan su agresividad contra quien ocasionalmente pasa próximo al grupo, y en ciertas circunstancias, aprovechando su superioridad numérica y la posibilidad del anonimato, atacan a las personas que salen de las salas de entretenimiento, canchas de fútbol y hasta en los trenes que transportan a los aficionados, arrebatando lo que pueden tratando de desaparecer luego ».<sup>160</sup>

---

<sup>158</sup> Définition de l'interrogation tirée du dictionnaire RAE <https://dle.rae.es/interrogatorio> et du dictionnaire Oxford Languages.

<sup>159</sup> Malheureusement, ces dernières années, ce problème de gravité institutionnelle s'est accentué. Selon le Comité de coordination contre la répression policière et institutionnelle (CORREPI), entre 2016 et 2021, il y a eu un total de 1 634 décès. 436 sont des meurtres à la gâchette facile et 1 198 correspondent à différentes catégories de personnes mortes en détention. 71 % des décès signalés sont survenus entre 2020 et 2021, c'est-à-dire pendant la pandémie.

<sup>160</sup> « PATOTA : Un groupe de garçons, même jeunes, qui se réunissent pour semer la zizanie. Parfois, ils manifestent leur agressivité à l'égard de toute personne qui passe occasionnellement près du groupe et, dans certaines circonstances, profitant de leur supériorité numérique et de la possibilité d'anonymat, ils attaquent les personnes qui sortent des lieux de divertissement, des terrains de football et même des trains transportant des supporters, arrachant ce qu'ils peuvent et essayant ensuite de disparaître" La traduction nous appartient. Dans: Felix Coluccio, *Diccionario folklórico argentino*, Buenos Aires, Plus Ultra, 1981. Primera edición: 1948.

Après les camps clandestins, la *patota* entre dans le dictionnaire avec un nouveau sens :

« PATOTA. t. 1. Grupo de personas unidas con un objeto determinado. 2. Grupo de personas que suele darse a provocaciones, desmanes y abusos en lugares públicos, integrado por lo general en su origen por miembros de la clase alta. 3. Grupo operativo de policías vestidos de civil. (Por alusión al esp. pato, animal que habitualmente se mueve en bandada.)

PATOTEAR. intr. Producir desórdenes y escándalos en patota. | 2. tr. Provocar, intimidar. (V. patota.) »<sup>161</sup>

Sans incarner des cas de violence comme ceux que suggère le mot *interrogatoire*, d'autres exemples comme celui que nous venons de mentionner montrent que la langue argentine a intégré des significations et des termes issus du langage des camps de concentration et que, cinquante ans plus tard, ils perdurent dans le langage courant. D'autre part, il n'est pas moins important que nombre de ces termes aient une signification différente pour ceux et celles qui ont été détenus et détenues et ceux et celles qui ne l'ont pas été, c'est-à-dire la grande majorité des utilisateurs. Par exemple, les mots *asado*<sup>162</sup> et *parrilla*<sup>163</sup>, qui sont courants dans la conversation dominicale d'une famille et qui résonnent comme des signes d'horreur dans la mémoire de ceux qui ont été libérés et pour celles qui ont été libérées.<sup>164</sup>

Il ressort également des témoignages que le langage courant, c'est-à-dire celui qui n'a pas été modifié, prend d'autres caractéristiques lorsqu'il s'agit de décrire le caractère exceptionnel de la vie dans un camp. Par exemple, lorsqu'ils décrivent la vie quotidienne,

---

<sup>161</sup> PATOTA. t. 1. Un groupe de personnes unies dans un but précis. 2. groupe de personnes qui se livrent habituellement à la provocation, au désordre et aux abus dans les lieux publics, généralement composé de membres des classes supérieures. 3. groupe opérationnel de policiers en civil. (Allusion au canard, un animal qui se déplace généralement en groupe).

PATOTEAR. intr. produire du désordre et des scandales dans une bande. 2. tr. provoquer, intimider. (V. patota.)

La traduction nous appartient. Dans: Oscar Conde, *Diccionario etimológico del lunfardo*, Buenos Aires, Perfil libros, 1998.

<sup>162</sup> Viande grillée

<sup>163</sup> Gril

<sup>164</sup> Voir en annexe de cette section la pétition *Los chicos de la ESMA* de Carlos Lordkipanidse au nom de l'Asociación de Ex Detenidos Desaparecidos, 20 octobre 2011.

<https://www.pts.org.ar/Los-Chicos-de-la-ESMA-II-nota-censurada-por-Pagina-12-19499>

certaines survivants de l'E.S.M.A. racontent une anecdote<sup>165</sup> sur un détenu disparu – libéré par la suite – qui y avait été séquestré. En résumé, cette anecdote raconte que pendant sa captivité, ce militant a refusé de manger le peu de viande qui se trouvait au milieu de deux miches de pain que lui avaient données des membres de la garde pour le nourrir<sup>166</sup>. Ce refus de manger avait pour origine le fait que pour ce détenu disparu, le contenu du sandwich était associé aux corps de ses camarades assassiné(e)s.<sup>167</sup> L'horreur quotidienne et l'imaginaire que ce survivant avait construit autour des limites de la perversité humaine l'exposaient à la famine ou du moins à un état d'extrême faiblesse peu propice à faire face à la situation d'enfermement. Pour cette raison, conscients de la dégradation de l'état du captif, lorsqu'ils ont vu qu'il ne se nourrissait pas, ses compagnons se sont organisés pour lui envoyer quelques oranges qu'ils recevaient dans leur portion de nourriture, qui était le seul aliment qu'il acceptait. En tant qu'acte de renoncement, de solidarité et de résistance, l'absence ou la présence de ces oranges rares a permis que dans l'acte de résignation et de réattribution collective du fruit, pour certains la faim partagée devienne un peu plus supportable et moins affamée, et pour celui qui a reçu cette « offrande », elle est devenue le moyen par lequel il était possible de tenir la folie à distance. Cette situation ne pouvait être comprise que par ceux qui la vivaient. C'est peut-être pour cela que, lorsqu'un *étranger* demande ce qu'ils mangeaient, ce que c'était que d'avoir faim là-dedans ? ceux qui sont passés et celles qui sont passées par là savent qu'un simple mot comme réponse ne suffit pas et ont recours à une « histoire » pour l'expliquer. Au-delà de l'anecdote, ce qui est clair, c'est que cette *faim* précise n'a pas une certaine référence dans la faim dont nous parlons tous et toutes banalement. En d'autres termes, si les mots utilisés pour raconter le passé récent sont fondamentaux, ceux et celles qui racontent et le lieu d'où ils le font, le sont également.

Chaque mot dans l'écoute d'une histoire est important. C'est ainsi que nous l'avons compris au fur et à mesure que s'additionnaient les témoignages que nous produisions et

---

<sup>165</sup> Cette histoire est restée gravée dans l'esprit des survivants de l'ESMA que nous avons pu interroger. Plusieurs d'entre eux l'ont mentionné et aucun n'a montré la moindre trace de condescendance ou de supériorité envers son camarade. Au contraire, tous ont mentionné qu'il s'est rétabli et que cette force l'a accompagné dans ses témoignages jusqu'à la fin. Le protagoniste de cette anecdote tragique était Victor Basterra, un témoin actif dans les procès contre l'humanité, aujourd'hui décédé.

<sup>166</sup> Souvent, ce sont les personnes enlevées elles-mêmes qui distribuaient la nourriture, mais ni le « menu » ni la quantité de la ration ne leur appartenaient.

<sup>167</sup> Cette crainte, pour irrationnelle qu'elle soit, peut être liée à la technique utilisée, notamment à l'ESMA, pour se débarrasser des cadavres des détenus en les « brûlant » ou en les « rôtissant ». Voir ci-dessous, dans le lexique, le terme ASADO.



que commençaient à apparaître les nombreux termes qui composent ce que – comme nous l'avons souligné précédemment – nous avons appelé le langage des camps de concentration ou la langue des camps clandestins. A titre d'exemple de ce système particulier, nous avons sélectionné certains des termes les plus fréquemment utilisés spontanément par les survivants lorsqu'ils parlent des traces laissées sur eux par le camp. Cependant, certains d'entre eux ont été transférés du camp et emmenés dans des prisons communes en tant que prisonniers politiques. La vie dans ces derniers avait également son propre lexique qui coexistait avec celui des prisonniers communs ou sociaux. Nous ne traiterons pas ici de ce langage qui nous parle d'autres survivies et d'autres survivants et survivantes, même s'il est possible de trouver tel ou tel terme similaire qui peut être utilisé dans les camps comme dans les prisons, comme par exemple dans le cas du *verdugueo* :

« Verdugueo : Acción y efecto de martirizar, molestar, embromar, hacerles la vida imposible a los presos, de cualquier modo (física o psicológicamente). Fulano de tal es un *verdugo* (en referencia a algún guardia que gozaba *jodiendo* a los presos). Es una *verdugueada* (ante la quita de algún beneficio). No seas *verdugo*, por no seas *jodido* »<sup>168</sup>.

Les mots choisis pour notre glossaire sont liés à la manière dont les témoins décrivent leurs expériences et font pour la plupart partie du lexique répressif<sup>169</sup>. Le but

---

<sup>168</sup> « *Verdugueo* : Action et effet de martyriser, d'ennuyer, de taquiner, de rendre la vie impossible aux prisonniers, de quelque manière que ce soit (physiquement ou psychologiquement). *Fulano de tal est un verdugo*/untel est un *verdugo* (en référence à un gardien qui aimait brimer les prisonniers). Es una *verdugueada*/C'est une *verdugueada* (face à la privation d'un avantage). No seas *verdugo*/ Ne soyez pas un *verdugo*, pour ne sois pas pourri ». La traduction nous appartient. Tiré du glossaire créé par les prisonniers politiques de la prison de Coronda. Voir : Ex presos políticos de Coronda, ouvrage collectif, Del otro lado de la mirilla, Rosario, Ediciones del Periscopio, 2003. Dans un autre contexte carcéral, les trois survivants du massacre de Trelew utilisent régulièrement le nom *verdugueo* ou *verdugueadas* et le verbe *verduguear*: "Francisco Urondo (interviewer) : El trato adentro había cambiado en esos días [après la tentative d'évasion], ¿había *verdugueadas* ? Alberto Miguel Camps (survivant) : Il y avait quatre équipes de gardes, mais il y en avait un qui commençait à se distinguer clairement comme bourreau" (Francisco Urondo, *La patria fusilada*, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica, 2022. La première édition de l'ouvrage date de 1973). Oscar Conde définit le terme *verduguear* comme suit : "Punir, maltraiter physiquement ou psychologiquement quelqu'un. 2. Agacer insidieusement. Se moquer " et considère qu'il s'agit d'un dérivé de *verdugo*, qui en lunfardo signifie également *geôlier* (*Diccionario etimológico del lunfardo*, Buenos Aires, Libros Perfil, 1998). Dans les premières définitions, cet argot argentin était considéré comme provenant du monde criminel et carcéral (lunfardo ou simplement lunfa signifie « délinquant »). Mais l'essayiste José Gobelo précise : « Nous n'appelons plus le lunfardo la langue ésotérique et frustrante des délinquants, mais la langue parlée par le porteño quand il commence à se sentir en confiance » (*Breve diccionario lunfardo*, Buenos Aires, Peña Lillo, 1959).

<sup>169</sup> Dans A lexicon of terror, Marguerite Feitlowitz établit une liste de 66 mots utilisés à l'intérieur des « centres de détention clandestins ». La même liste se trouve dans l'édition révisée de 2015. La sélection de Feitlowitz, qui présuppose qu'en plus d'une pratique interne au camp, le lexique qui compose ce discours est une torture en soi, provient de deux sources : des entretiens de l'auteure et essentiellement de ce qui a été entendu lors du procès des juntas militaires. Perla Sneh, une lectrice de Feitlowitz, construit dans

principal de cette sélection n'est ni d'être représentatif ni d'être exhaustif, mais modestement de montrer les spécificités et les ambiguïtés de la langue dans laquelle s'est établi le dialogue avec les témoins. Perla Sneh dans *Palabras para decirlo (Les mots pour le dire)* rappelle à juste titre que « citer, c'est parler avec les mots des autres, des mots que nous nous approprions même s'ils ne seront jamais les nôtres »<sup>170</sup>. Lorsque nous citons des témoignages, nous permettons à la subjectivité de nos témoins d'entrer dans notre raisonnement critique. Les récits dans la langue du survivant et de la survivante font appel à des concepts et remettent en question leur interprétation. Il nous a donc semblé important de nous attarder sur certains mots tacites ou explicites mais omniprésents dans les témoignages dans l'espoir qu'en les exposants, ils perdront au moins une partie de leur caractère énigmatique.

**Les définitions que nous proposons découlent de notre propre compréhension de la somme des témoignages que nous avons entendus.** Beaucoup d'entre elles sont reprises dans les témoignages, d'autres ne sont pas mentionnées et sont considérées comme sous-entendues. Dans le bref répertoire que nous présentons ici, nous incluons des exemples des deux<sup>171</sup>. Sur la base de leurs caractéristiques, nous avons décidé de diviser ces termes en trois catégories : La première est constituée de celles qui apparaissent avec la mise en œuvre de la nouvelle méthodologie répressive appliquée aux opposants politiques dans le cadre de la politique de disparition des personnes. La seconde regroupe des termes qui faisaient déjà partie du langage (commun ou répressif) utilisé dans le pays, mais qui ont acquis un sens différent en raison de l'usage qui en a été fait pendant l'exercice du pouvoir du faire disparaître. Enfin, nous pouvons identifier une troisième catégorie qui correspond à des dénominations préexistantes dans le langage répressif commun aux des dictatures précédentes et à la répression exercée dans les régimes constitutionnels antérieurs, mais qui a pris une autre dimension lorsque ces mots

---

*Palabras para decirlo* une liste de 50 mots dont un tiers ou plus diffère de ceux sélectionnés dans Un léxico del terror. Un autre type d'analyse du langage concentrationnaire, mais comprenant le discours comme agissant conjointement dans la sphère publique et à l'intérieur des camps, se trouve dans l'étude du document des forces armées « Contrainsurgencia a partir del accionar del partido revolucionario Montoneros », intitulée « El represor como antropólogo : apuntes para la lectura etnográfica de un manuscrito contrainsurgente » par Mariana Tello Weiss pour la revue Corpus en 2019, <https://doi.org/10.4000/corpusarchivos.3092>.

<sup>170</sup> Perla Sneh, *Palabras para decirlo. Lenguaje y exterminio*, Buenos Aires, Paradiso, 2012, p. 19.

<sup>171</sup> Nous laissons pour un travail ultérieur l'analyse différenciée du lexique des principaux camps clandestins. De cette analyse devrait émerger la méthodologie répressive avec ses particularités et ses similitudes ainsi que les résistances.

ont été appliqués en référence aux détenus disparus et détenues disparues et aux détenus libérés et détenues libérées. À ces catégories s'ajoutent des expressions communes, regroupant dans cette sélection certaines qui étaient utilisées au sein des camps clandestins et d'autres qui les transcendaient.

Les définitions proposées sont présentées et développées **au masculin en représentation de l'ensemble (le général)**. Ils ont tous leur paire féminine.<sup>172</sup>.

## Nouvelle terminologie

**CADENEO** : Il s'agissait d'une méthode de torture qui consistait à frapper les détenus et les détenues avec les chaînes avec lesquelles ils étaient « attachés ». Au CCDTyE « El Atlético », selon le témoignage de Miguel D'Agostino<sup>173</sup>, les chaînes se fermaient avec des cadenas que le détenu devait mémoriser, car s'il ne le faisait pas, il courait le risque, lorsqu'il était emmené aux toilettes, de ne pas pouvoir obtenir les clés pour les ouvrir.

**CHUPADERO** : Lieu de détention illégal et clandestin où les personnes enlevées étaient emmenées et retenues en captivité. Généralisation. Ce mot vient de l'utilisation métaphorique du verbe *chupar* (*chupadero* : une chose qui suce) lui attribuant le sens d'un espace qui aspire, engloutit, avale, dans certains cas, pour toujours.

**CHUPADO** : Séquestré et emmené dans un camp clandestin.

**LANCHEO** : Cela consistait à faire sortir les personnes séquestrées dans les camps et à les emmener à des réunions avec des camarades des organisations auxquelles elles appartenaient avant l'enlèvement. L'objectif était que les personnes enlevées identifient d'autres militants. Parfois, le *lancheo* était également utilisé pour identifier des maisons ou d'autres lieux. Dans le lunfardo, la *lancha* était appelée « voiture de police ». Il était appelé ainsi en raison de sa démarche sereine lors des patrouilles de routine<sup>174</sup>.

---

<sup>172</sup> Nous avons pris cette décision -qui va à l'encontre de notre choix d'écriture- seulement dans la version française de notre thèse. Cela pour des raisons d'espace car la langue française nous oblige à réécrire pratiquement toutes les définitions. Nous gardons donc la forme de style que l'on peut trouver dans des dictionnaires. Nous avons gardé la paire féminin-masculin pour les définitions en espagnol.

<sup>173</sup> Témoignage de mai 2022 et déclarations antérieures.

<sup>174</sup> Oscar Conde, *Diccionario etimológico del lunfardo*, op. cit.

## Termes tirés du langage courant auxquels s'ajoutent un nouvel objet et une nouvelle représentation

Les mots DESAPARECIDO, APARECIDO et SOBREVIVIVIENTE appartiennent à cette catégorie.

ABLANDE : Première section de la torture. Dans certains cas, on montrait à la personne enlevée un partenaire politique ou un proche vivant lui disant que le seul moyen de survivre « là-dedans » était de *chanter* (voir définition).

ANTOJITOS : Exemple de surnom que les répresseurs pouvaient donner aux séquestrés et aux sequestrés.

ASADO : Brûlure des corps des détenus-disparus et des détenues-disparues. Dans le CCDTyE « l'E.S.M.A. », elle était une méthodologie antérieure aux vols et coexistait avec eux.

CAER/CAYÓ : Militant qui a été capturé (emmené dans un camp clandestin ou mis en prison) ou tué par les forces répressives.

CANTAR : Communiquer une information sous la torture, dénoncer quelqu'un<sup>175</sup>. Grâce à ces informations, lorsqu'un militant était tué, il s'agissait souvent d'une maison opérationnelle où une activité spécifique était menée pour une organisation, une maison militante ou une partie de son groupe était également tuée. La personne enlevée essayait de *aguantar*, tenir, c'est-à-dire de résister, afin de laisser à ses compagnons le temps de quitter les lieux, mais ce n'était pas toujours le cas. Même lorsque la personne enlevée a réussi à gagner un peu de temps pendant les interrogatoires, en dehors du camp clandestin, les règles de prudence n'ont pas été respectées par les militants, et ils sont restés plus longtemps que nécessaire dans un endroit « compromis ». C'est dans ces deux situations que de nouveaux militants « tombaient ».

---

<sup>175</sup> Le DRAE reconnaît la première signification du terme : « colloquial / familier . Découvrir ou avouer quelque chose, généralement sous pression ». Oscar Conde, complète la définition pour la zone rioplatense : « Avouer un crime ; trahir » (*Diccionario etimológico del lunfardo*, op. cit.).

CAPUCHA : Lieu à l'intérieur du camp clandestin situé au troisième étage du casino des officiers de l'E.S.M.A. où la plupart des personnes enlevées étaient détenues. Là, *encapuchados/encagoulés* et menottés pieds et poings liés, ils ont été maintenus en isolement, couchés sur des matelas jetés à même le sol. Ils étaient placés dans des *cuchas* ou des compartiments en bois coupés à des dimensions non standard (2m x 0,70m), ce qui suggère qu'ils avaient été fabriqués spécifiquement pour l'usage qui leur était réservé dans le camp. De *Capucha*, on allait à *Capuchita*, un endroit plus petit situé dans le grenier et utilisé aux mêmes fins que la *capucha*. Ce dernier espace n'était pas seulement utilisé par les forces opérationnelles de la marine mais était également partagé par l'armée de l'air, l'armée de terre et le service de renseignement de la marine. Sur ses murs, il y a les marques des détenus qui y sont passés. En 2017, un message de Hernán Abriata à sa compagne a été découvert : "H.A. Mónica je t'aime"<sup>176</sup>.

CITA : Réunion programmée de deux ou plusieurs militants. Les citas étaient « protégées » pour éviter de mettre les militants en danger, en particulier lorsque l'un/l'une d'entre eux/elles était clandestin. Lorsqu'il s'agit d'un piège tendu par les forces répressives, on parle de *cita cantada* (*rendez-vous balancé*).

DUCHAS : Un endroit où les détenus étaient emmenés pour se laver. Ils ont été emmenés les uns après les autres dans un petit train, enchaînés et encagoulés ou les yeux bandés. De cette manière, ils étaient également emmenés aux toilettes. Les douches étaient collectives et les membres des forces répressives y voyaient l'occasion d'observer les corps nus à loisir.

EL TIGRE : Exemple de surnoms utilisés par les répresseurs ou donnés par les séquestrés. Le surnom *El Tigre* a été donné au capitaine de corvette Jorge Eduardo Acosta, chef de la force opérationnelle de l'E.S.M.A. sous le commandement du contre-amiral Rubén Chamorro.

EI VUELO/VUELOS DE LA MUERTE : La personne séquestrée était appelée par son numéro. Une fois qu'ils ont tous été identifiés et qu'ils ont formé un groupe, ils étaient emmenés en train à l'infirmerie où on leur injectait du pentothal ou du *pentonaval* (voir définition). Une fois endormis, ils étaient déshabillés et *chargés* dans des camions ou des

---

<sup>176</sup> D'après le témoignage de Carlos Loza et Monica Dittmar, 2018. Un entretien avec Monica sur ce sujet peut être lu à l'adresse <https://latinta.com.ar/2017/07/cartas-de-amor-y-huellas-en-las-paredes-de-la-esma/>.

camionnettes en direction d'un aéroport. Ils étaient ensuite embarqués dans des avions en attente et, de là, jetés dans la rivière.

ENFERMERÍA : Lieu où les torturés étaient emmenés pour vérifier leur état physique après avoir été soumis à la torture et aux sévices. Les « infirmiers » étaient également ceux qui administraient l'injection de pentothal à ceux qui devaient disparaître. Un survivant, Carlos Lordkipanidse, affirme que le surnom qu'ils donnaient à ces individus dans le CCDTyE « l'E.S.M.A. » était *seringue*<sup>177</sup>.

FORD FALCÓN VERDE : Cette voiture a été utilisée à grande échelle dans les opérations qui ont conduit à l'enlèvement de personnes. Les forces de sécurité de l'époque étaient équipées de ce véhicule car il était considéré comme une voiture fiable en raison de sa mécanique. Il était équipé d'un grand coffre dans lequel les personnes séquestrées étaient jetées afin qu'elles ne soient pas vues lorsqu'elles étaient conduites vers leurs lieux de détention illégale. Il y avait aussi des véhicules gris<sup>178</sup>.

HUEVERA : Salle de torture du CCDTyE « l'E.S.M.A. » Elle était située au sous-sol et jouxtait un bureau de documentation et de photographie, deux petites cellules et une salle à manger, tous construits de manière à pouvoir être montés et démontés. Cet espace était recouvert de carton afin de réduire le bruit causé par les cris, les pleurs et les coups de ceux qui y étaient emmenés. Malgré cela, ceux qui effectuaient les travaux forcés au sous-sol pouvaient entendre les torturés, comme ce fut le cas de Victor Basterra<sup>179</sup>.

INFIERNO : *Chupadero, pozo*. Identification générale des lieux clandestins de détention, de torture et d'extermination qui identifie également des camps spécifiques. Ainsi, *El infierno* est le nom donné au bâtiment situé dans la ville d'Avellaneda dans lequel, entre 1976 et 1978, le camp clandestin contrôlé par la brigade Lanús a fonctionné sous la direction des enquêtes de la police de la province de Buenos Aires. Il faisait partie du circuit Camps.

INTERROGATORIOS : euphémisme pour désigner les tortures infligées aux détenus en exigeant qu'ils donnent des informations sur leurs activités militantes ou associatives,

---

<sup>177</sup> Témoignage effectué en 2018.

<sup>178</sup> La mémoire collective ne parle que des Falcons ford verts. A titre d'exemple, en dehors du Mouvement des droits humains, on peut citer la chanson *Pensé que se trataba de cieguitos* composée par Pipo Cipolatti du groupe Los Twist. Cette chanson est également un exemple de la circulation du langage du camp clandestin dans la société. Voir l'annexe générale.

<sup>179</sup> Témoignage réalisé en 2018.

celles de leurs camarades ou de leurs proches. Les interrogatoires « verbaux » s'accompagnaient de tortures – généralement infligées à l'aide d'outils tels que la gégène électrique – tandis que le détenu était attaché à un lit en fer appelé *parrilla*. D'autres méthodes, comme le sous-marin, ont également été utilisées. Aucune considération n'a été accordée aux détenus, pas même lorsqu'il s'agissait de femmes enceintes, comme ce fut le cas d'Ana María Careaga<sup>180</sup> au CCDTyE « El Atlético ». Les hommes ont également subi des humiliations inhumaines et des pressions psychologiques, comme ce fut le cas pour Carlos Lordkipanidse au CCDTyE « l'E.S.M.A. », qui a été torturé avec son bébé sur la poitrine alors qu'il recevait des menaces contre sa femme<sup>181</sup>. Souvent, les tortionnaires savaient d'avance qu'ils n'obtiendraient aucune information importante de cet acte ou qu'ils n'en savaient déjà. En effet, l'interrogatoire est une méthodologie de torture psychologique et physique dont l'objectif principal est de soumettre le détenu.

LA CAPUCHA : Un morceau de tissu qui couvrait toute la tête de la personne enlevée et s'étendait jusqu'au début des épaules, généralement sale et malodorant en raison de l'usure du temps. En général, les cagoules passaient de détenu en détenu. Leur utilisation permanente ou temporaire dépendait des coutumes qui régissaient chaque camp clandestin. Dans certains cas, le détenu disparu avait un *tabique* (une bande sur les yeux) en dessous de la *capucha*. Dans d'autres, la personne enlevée n'était obligée de le porter qu'à certains moments de la journée, lorsqu'elle n'effectuait pas de travaux forcés sous les ordres du répresseur. *Les capuchas étaient grises ou sombres, mais au CCDTyE « l'E.S.M.A. », selon le témoignage de Carlos Loza<sup>182</sup>, lui et deux de ses compagnons – des dockers qui ont été enlevés, détenus et relaxés au même moment – ont eu des capuchas grises puis blanches. Ils l'ont appris par Hernán Abriata, un détenu aujourd'hui disparu, qui a pu les voir et qui leur a dit que le changement de capucha était le signe qu'ils allaient être libérés.*

LA CUADRA : Un endroit à l'intérieur du camp clandestin de La Perla, Cordoba, mesurant environ 20 mètres sur 70 mètres, avec un sol rouge et des fenêtres en haut, où les détenus étaient retenus. Les détenus y étaient maintenus couchés sur des paillasses les

---

<sup>180</sup> Les aberrations commises à l'encontre d'Ana María Careaga, enlevée alors qu'elle était âgée de 17 ans et enceinte, sont visibles dans ses déclarations lors du procès des juntas militaires et des procès ultérieurs. Témoignage réalisé en 2019.

<sup>181</sup> Témoignage produit en 2018.

<sup>182</sup> Témoignage réalisé en 2017.

uns à côté des autres, recouverts de couvertures militaires grises. Les détenus avaient les yeux bandés (*tabicados*) et étaient menottés. Il leur était interdit de parler.

MARCAR : Signaler une connaissance, un compagnon ou un lieu dans une sortie clandestine organisée par les répresseurs. Dans cette sortie, le détenu agit sous la surveillance et le contrôle de ses ravisseurs.

NUMÉRO : Un moyen d'identifier les détenus disparus dans les camps clandestins. Dans le CCDTyE « l'Atlético », situé dans la capitale fédérale, les détenus portaient également une lettre : K 35, c'est ainsi que Miguel D'Agostino était obligé de s'identifier<sup>183</sup>.

PAÑOL : C'était l'endroit où étaient stockés les biens volés – le butin de guerre – lors des raids. Il était fréquent que les détenus y voient leurs affaires ou qu'ils trouvent leurs vêtements sur les corps des gardes ou des captifs.

PECERA : Bureaux-box armés de panneaux acryliques transparents situés dans une aile du troisième étage du casino des officiers du CCDTyE « l'E.S.M.A. » où, depuis 1977, étaient emmenées les personnes séquestrées avec pour mission réaliser des traductions, des résumés, des analyses politiques et de la propagande. Avec les tâches de maintenance et de documentation, elles constituaient la triade du travail forcé dans ce camp. Certains de ceux qui étaient dans ce lieu ont pu extraire des documents ou des informations qui ont ensuite servi à alimenter les procès contre les répresseurs. C'est le cas de Víctor Bastera et Andrea Bello<sup>184</sup>.

PENTONAVAL : injection de pentothal utilisée par la Marine pour détendre et endormir les détenus emmenés sur des *vols de la mort* (voir définition).

POZO : *Chupadero, infierno*. C'est le nom donné à plusieurs CCDTyE situés dans différentes provinces. Dans la province de Buenos Aires, on en connaît principalement trois. *El Pozo* de Quilmes qui a opéré entre 1975 et 1979 à l'angle des rues Garibaldi et Allison Bell et était contrôlé par la Brigade d'enquêtes de Quilmes appartenant à la police de la province de Buenos Aires ; le dénommé *Pozo de Banfield* qui était sous le commandement de la Brigade d'Infanterie Mécanisée X, basée à La Plata, et appartenait à la zone 112 avec un quartier général dans le Régiment d'Infanterie Mécanisée 3 de La Tablada et dans lequel pendant la période 1974-1978 une maternité clandestine a

---

<sup>183</sup> Témoignage de mai 2022.

<sup>184</sup> Témoignages réalisés respectivement en 2007 et 2017.



fonctionné, et *El Pozo de Arana* qui a fonctionné pendant les années 1976 et 1977 dans la Délégation Vol de bétail de la Police de la Province de Buenos Aires à Arana, situé sur la 137ème rue coin 640 dans la ville de La Plata. Dans la province de Santa Fe, le service d'information (SI) de la police de Santa Fe est connu sous le nom de *El Pozo*, situé au centre de la ville de Rosario. Il a fonctionné entre 1976 et 1979. Comme *le chupadero*, *le pozo* est aussi une manière généralisée de désigner le camp utilisé par de nombreux survivants dans tout le pays. Par exemple, ce terme est fréquent dans les écrits d'Ana Iliovich, une survivante du CCDTyE « La Perla » à Cordoba<sup>185</sup>.

**QUEBRADOS** : Ceux qui ont dépassé la limite de la collaboration sous la torture ou la pression en participant à la torture ou à l'enlèvement de militants comme s'ils étaient membres du *Grupo de Tareas*. Ils sont également qualifiés de traîtres.

**QUEBRARSE** : Celui qui a donné des informations sous la torture.

**QUIRÓFANO** : Nom donné à la salle de torture dans certains CCDTyE comme « l'Atletico », « le Vesubio » ou « le Campo de Mayo ».

**SALIDA ou LIBERACIÓN** : Récupération de la liberté du détenu-disparu par décision du répresseur. Cette libération pourrait être soumise à des conditions telles que, par exemple, passer un appel téléphonique à l'endroit où ils ont été enlevés ou recevoir la visite d'un membre du *Grupo de Tareas* dans le lieu de travail.

**SALIDAS** : Les sorties étaient les visites que certains des séquestrés pouvaient faire à leurs familles sous la surveillance des répresseurs. Il en existe des exemples dans de nombreux camps clandestins, comme nous le racontent Ana Testa et Osvaldo Barros (CCDTyE « l'E.S.M.A. ») et Ana Iliovich (CCDTyE « La Perla »). Certains détenus portaient travailler et revenaient au camp clandestin la nuit, comme dans le cas d'Andrea Bello (CCDTyE « l'E.S.M.A. »)<sup>186</sup>.

**SECUESTRO** : Dans le code pénal, il s'agit du délit de privation de la liberté ambulatoire d'une personne, pour lequel le paiement d'une rançon ou l'accomplissement d'une action spécifique est exigé en échange de sa liberté. Il s'agit également d'un acte de procédure qui permet de retirer de la circulation une publication par laquelle un crime a été commis.

---

<sup>185</sup> On peut le lire dans son livre *El silencio* et il est repris dans les témoignages que nous avons produits entre juillet 2021 et mai 2022. Nous y reviendrons dans la deuxième partie de notre travail.

<sup>186</sup> Témoignages réalisés respectivement en 2017, 2021 et 2017.

Dans la société concentrationnaire, le *secuestro* est la première étape de la méthodologie de disparition forcée des personnes et consiste en l'action des *Grupo de Tareas* d'aller chercher une personne sur son lieu de travail, una cita (voir définition) ou le lieu où elle habite, de l'extraire par la force, de lui couvrir le visage ou de lui mettre une *capucha* (voir définition), de lui attacher les mains et les pieds et de la jeter violemment dans une voiture pour la conduire vers un camp de transit clandestin ou un camp de détention et d'extermination.

**SERVICIOS** : Infiltrés. Terme désignant les membres des forces de sécurité qui se comportent comme des militants et approchent ou rejoignent des organisations sociales et politiques.

**SÓTANO** : Lieu d'« entrée » du casino des officiers du CCDTyE « l'E.S.M.A. ». Toutes les personnes séquestrées sont passées par là lorsqu'elles sont entrées dans le camp. Il était utilisé comme lieu de torture et simultanément comme lieu de travail forcé. De là, les personnes enlevées sont également « sorties » au parking, où elles attendaient les véhicules qui devaient les conduire à la liste des personnes disparues ou à être libérées.

**STAFF** : Un groupe de détenus qui travaillaient sous le commandement de l'armée. Le mini-staff, quand il y en avait un, avait l'habitude d'identifier les *quebrado*. Les membres du staff se déplaçaient à l'intérieur du camp avec une plus grande permissivité et sans avoir besoin d'être les yeux bandés ou encagoulés en permanence. Beaucoup de ceux qui se trouvaient dans cette situation feignaient de collaborer et, dans le cas du CCDTyE « l'E.S.M.A. », d'être entrés dans le « processus de récupération ». Le sort de ses membres fut varié. L'appartenance au staff ne garantissait pas la vie dans aucun des camps. Certains ont été libérés tandis que d'autres sont toujours disparus. Un cas emblématique est celui du survivant décédé en 2021, Mario Villani, qui, en raison de ses connaissances préalables, a été chargé de réparer une picana/gégène<sup>187</sup>, ce qui ne l'a pas empêché de passer par cinq camps clandestins et quatre années de détention. Depuis sa sortie, il est devenu un personnage clé dans la dénonciation et la connaissance des camps clandestins.

**TABIQUE** : C'était un bandeau qui couvrait les yeux des personnes séquestrées pendant leur captivité. Comme la *capucha*, son utilisation dépendait de chaque camp. Dans le

---

<sup>187</sup> Témoignage effectué en 2006.

circuit Camps, la *capucha* était la règle ; dans d'autres circuits, les détenus étaient constamment maintenus les yeux bandés (*tabicados*).

TRASLADOS : Une façon de nommer la destination finale des détenus-disparus en Argentine. C'est un équivalent du mot « meurtre » et du mot « mort », puisque la personne qui a été transférée n'apparaît nulle part. C'est aussi un synonyme des expressions « [avant] qu'ils ne soient enlevés » ou « quand ils ont été enlevés ». Elles sont utilisées par ceux qui ont partagé la captivité avec la personne disparue pour indiquer la dernière fois qu'ils ont une trace que la personne était vivante. Bien que dans la « normalité » des camps clandestins il y ait eu des « jours de transfert », ils ne suivaient pas un chronogramme strict, mais les survivants décrivent qu'avant un transfert il y avait du « mouvement ». Il existe également des récits qui s'accordent à dire que ces éléments ont été notés sur des « formulaires ». Les corps transférés ont été pour la plupart cachés dans des fosses communes, brûlés ou jetés dans la rivière. Dans les camps clandestins, qui pouvaient contenir un grand nombre de personnes enlevées, il y avait des transferts hebdomadaires. En associant le chiffre et la lettre – lorsque c'était le cas – les survivants ont pu calculer approximativement le nombre de personnes qui sont passées par ces lieux.

TUBO : Espace minuscule, bas et étroit dans lequel les détenus étaient enchaînés les yeux bandés et où ils passaient la journée sans pouvoir bouger. Comparable aux *cuchas*, c'était le nom donné à ce lieu, par exemple, dans les CCDTyE « El Atlético » et « El Vesubio ».

Présenté par ordre alphabétique, l'ordre dans la pratique de l'enlèvement au transfert ressemble à ce qui suit : *Cita, Caer/Cayó, Secuestro, Ford Falcón Verde, La Capucha, Pozo, Sótano, Interrogatorios, Ablande, Cantar, Marcar, Quebrarse, Número, Capucha, La Cuadra, Tubo, Duchas, Huevera, Enfermería, Quirófano, Pañol, Pecera, Staff, Quebrados, El Tigre, Antojitos, Salidas, Asado, Traslado, El Vuelo/Vuelos de la Muerte, Salida o Liberación, Servicios.*

## Des termes répressifs re-signifiés

ALLANAMIENTO : En droit pénal procédural, il s'agit de l'entrée légalement autorisée de fonctionnaires compétents dans un domicile dans le but de faire avancer une enquête en cours. Il s'agit de la fouille d'un lieu à la recherche d'objets ou de personnes. Pendant le terrorisme d'État, l'*allanamiento/raid* était l'opération d'enlèvement. Les membres, du *Grupo de Tareas* habillés en civil et portant des armes, arrivaient dans plusieurs véhicules banalisés à l'endroit où ils étaient censés trouver un opposant politique. Au cours de ces *allanamientos*, des personnes ont été victimes de violences et des biens ont été détruits et pillés.

GRILLETES : Interdites par la règle 33 de l'Ensemble de règles minimum pour le traitement des détenus, elles sont utilisées depuis des temps immémoriaux dans diverses régions du monde. Des entraves aux mains et aux chevilles et des chaînes cadénassées étaient utilisées dans les camps clandestins pour assujettir les détenus.

LEONERA : Dans le jargon des prisons, des cellules collectives transitoires. Dans le CCDTyE « l'Atlético », la *leonera* était une cellule contenant des cases de 1,60 m sur 0,60 m séparées par des cloisons basses. De même, au commissariat IV de Santa Fe, la *leonera* abritait un nombre de détenus supérieur à ses dimensions<sup>188</sup>.

PICANA, MAQUINA : Élément de torture qui produit des chocs électriques. Introduit en Argentine dans les années 1930, il a été utilisé systématiquement dans les camps clandestins pendant la période du terrorisme d'État.

PRESO/PRISIONERO : Le prisonnier est le nom donné à l'auteur d'un crime qui a été jugé et condamné à purger une peine de prison. Dans les années 1970 et jusqu'à la libération des derniers détenus en 1986, le prisonnier de droit commun a été rejoint par le prisonnier politique, qui était généralement détenu illégalement, étant accusé d'avoir commis des crimes qui n'avaient pas été commis ou d'être l'auteur d'actions qui n'avaient pas été jugées dans le cadre d'un processus régulier conformément à la loi. Certains des prisonniers provenaient de lieux de détention clandestins. La prison signifiait alors être *legalizado o blanqueado/ légalisé ou blanchi*.

---

<sup>188</sup> Le terme existe dans le langage familier. El *Diccionario del habla de los argentinos* le définit comme suit : "Dans les prisons ou les commissariats de police, une cellule où sont enfermés de nombreux prisonniers ou détenus" (Academia Argentina de Letras, Buenos Aires, Espasa, 2003).

SUBMARINO : Méthode de torture. Elle se présente sous deux formes : le sous-marin sec qui consiste à placer la tête de la personne torturée dans un sac en plastique pour qu'elle se noie et le sous-marin humide qui consiste essentiellement à placer la tête de la personne torturée dans un seau d'eau ou d'urine jusqu'à ce qu'il lui soit impossible de respirer.

## **Expressions spécifiques**

AVENIDA DE LA FELICIDAD : Nom donné par les tortionnaires à l'itinéraire qui menait de l'entrée du sous-sol jusqu'à la salle de torture du CCDTyE « l'E.S.M.A. »

BOTÍN DE GUERRA : Biens volés aux séquestrés et à leurs familles. Non seulement des biens meubles ont été volés, mais aussi des maisons et d'autres propriétés.

GRUPOS DE TAREA/ PATOTA : Membres des forces armées ou des forces de police qui ont procédé aux enlèvements, aux tortures et aux opérations répressives.

MANO DE TRABARA DESOCUPADA : Nom donné aux membres des forces de sécurité ou de renseignement qui, après la période dictatoriale, se sont reconvertis dans la sécurité privée. On leur attribue également les menaces aux militants ou l'installation d'explosifs dans les chaînes de télévision ou d'autres lieux, faits qui étaient monnaie courante dans les premières années du rétablissement de la démocratie constitutionnelle.

TE VAS A IR PARA ARRIBA/ TE VAMOS A HACER BOLETA : Mourir. Les menaces proférées par les répresseurs à l'encontre des séquestrés.



**DEUXIÈME PARTIE**

***OMNIPRÉSENCE DE L'ABSENCE ET APPARITION EN VIE : LE  
TÉMOIGNAGE DES SURVIVANTS ET DES SURVIVANTES DE LA  
DISPARITION FORCÉE POUR DES RAISONS POLITIQUES DANS  
LE CAS ARGENTIN***





Photo N° 18. *Adriana Calvo et Susana Leiracha. « Secuestradas en Plaza de Mayo »,*  
Photo originale de 1986, archives de l'AEDD, retravaillée par MEI 2022.



## **A. LA PERTE ET LA RECONSTRUCTION DE L'IDENTITÉ COMME OBJET/SUJET D'ÉTUDE : UNE PROPOSITION MÉTHODOLOGIQUE POUR L'ANALYSE SOCIO-HISTORIQUE DES TÉMOIGNAGES DE SURVIVANTS ET SURVIVANTES**

Lorsque nous entrons dans le domaine de l'histoire du temps présent, celle qui se déroule presque en même temps que nous en vivons les conséquences, en plaçant au centre de notre attention la vie d'un être humain témoin et protagoniste de cette histoire, la passerelle qui nous conduit de la mémoire à l'histoire et vice versa est pour le moins glissante. Les frontières entre les deux sont floues. Il en va de même si nous fixons notre regard sur l'environnement de la victime-témoin-acteur.

Si nous nous attardons sur le travail des mémoires, l'idée de perte est un bon guide pour essayer de comprendre leur fonctionnement. L'historien Henry Rousso le souligne :

« La mémoire, sociale ou psychique, est d'abord une expérience de la perte. Elle est certes une présence du passé que l'on revit en partie par les souvenirs, mais elle est aussi une conscience de l'absence, du temps révolu, du temps qui altère »<sup>1</sup>.

Si nous ajoutons à la force de la perte et aux intentions que les demandes de justice apportent avec elles un passé qui, en raison de sa nature traumatique, est fortement ancré dans le présent<sup>2</sup>, nous voyons comment la mémoire brûlante et explosive débat avec elle-même pour occuper un espace encore vide. Un espace où l'histoire – qui se déplace plus lentement – n'a pas encore pu s'imposer. Comme nous le verrons dans le prochain

---

<sup>1</sup> Henry Rousso, *Face au Passé*, Paris, Belin, 2016, p. 32.

<sup>2</sup> La centralité des débats européens autour des mémoires de la Seconde Guerre mondiale occulte le fait que l'histoire du temps présent n'est pas une discipline, ou une sous-discipline, préoccupée uniquement par l'écriture d'histoires de tragédies et de massacres. Elle s'intéresse également à la reconstitution des histoires locales. Par exemple, les dockers de la ville de Bahia Blanca ont ouvert un musée basé sur le travail de récupération de l'histoire de leurs travailleurs. En France, la même chose se passe avec la mémoire des chemins de fer.

chapitre, alors que l'on tente de retrouver les traces et les voix des protagonistes, ainsi que les lieux qui les ont abrités pendant la consommation des crimes qui les visaient, en même temps, des archives émergent ou sont ouvertes qui doivent être révisées, de nouvelles voix sont incorporées et de nouvelles questions se posent. Nous assistons à une *inflation mémorielle* qui, tout en visant à reconstruire le « tout », en compromet paradoxalement de plus en plus l'interprétation globale. Cela présente l'avantage que, si l'ensemble reste l'horizon, de nouveaux aspects sont mis en lumière. A ce stade, le chercheur et la chercheuse en sciences sociales produit des connaissances en même temps que d'autres acteurs – journalistes, documentalistes, archivistes, muséologues – produisent d'autres modèles de compréhension qui, étant destinés au grand public, se caractérisent particulièrement par leur immédiateté et leur segmentation. Ces biens culturels sont « consommés » par les lecteurs et les lectrices ou les spectateurs et les spectatrices<sup>3</sup> au fur et à mesure de leur production et généralement peu après leur conception. Cela implique que le chercheur ou la chercheuse doit prendre une décision quant à l'incorporation ou non de ces biens commémoratifs et, le cas échéant, quant au statut à leur donner. Philippe Joutard, que nous avons pris théoriquement comme l'une de nos principales références méthodologiques, considère que les récits télévisés et documentaires, au même titre que les récits littéraires, ont la valeur d'un document entre les mains de l'historien et l'historienne. Joutard dit :

*« L'entretien réalisé à des fins de diffusion télévisuelle appartient-il à l'univers de l'histoire orale ? »*

Ma réponse est sans hésiter oui. J'ai montré qu'Hubert Knapp a certainement été l'un des premiers historiens oraux français grâce aux témoignages qu'il nous a offerts<sup>4</sup>. Deuxième élément : l'histoire orale est un domaine où divers acteurs peuvent intervenir à condition d'avoir été un peu formés à l'enquête. C'est le même genre de formation qui conduit le journaliste d'investigation à réussir l'émergence d'un bon

---

<sup>3</sup> Ces dernières années, nous avons assisté à l'émergence d'un public qui consomme cette littérature de témoignage ou ce matériel journalistique de témoignage. De grands groupes d'édition, tels que Planeta ou Random House Mondadori, ont créé des collections spéciales. Par exemple, la collection « Biografía y Testimonios » de Suramericana (qui appartient à Random House), dans laquelle figure le livre *Aparecida* de Marta Dillon. En outre, il existe d'innombrables éditeurs indépendants qui s'intéressent à ces sujets. Cette nouvelle centralité du témoignage est la raison qui nous a conduit à prendre sous notre responsabilité la préparation d'un dossier sur la littérature testimoniale pour un nouveau numéro monographique de la revue Cuadernos LIRICO (Cartografías literarias) à paraître en 2023.

<sup>4</sup> Dans différentes conférences, Philippe Joutard affirme que les débuts de l'histoire orale en France incluent *Le chagrin et la pitié* de Max Ophüls, un film de 1971, et la série télévisée *Ceux qui se souviennent* (1880-1939) d'Hubert Knapp, diffusée entre 1978 et 1984. Cette série raconte un siècle d'histoire à travers le témoignage de travailleurs.

témoignage. Il existe évidemment des différences qu'il nous faut aborder : je veux parler des contraintes propres aux journalistes et celles propres aux historiens. Les contraintes du journaliste, et encore plus du journaliste de télévision, sont bien connues: contraintes temporelles, rôle du montage. Tout le monde est obligé de faire des choix, les historiens comme les journalistes. Mais le papier permet à l'historien de bénéficier de plus de place. Un journaliste de télévision ne gardera quant à lui que quelques minutes d'un entretien qui aura peut-être duré une heure ou deux. Le problème du montage intervient également : c'est une œuvre, se pose alors la question du rapport entre œuvre littéraire (ou œuvre artistique) et histoire. Je considère l'œuvre artistique comme un document qui est parfois plus significatif que les écrits d'un historien de l'époque considérée »<sup>5</sup>.

Entre les mains des chercheurs, et chercheuses ces acquis d'autres champs culturels et disciplinaires, qui travaillent aussi avec des « témoignages comme matériaux », sont transformés en éléments de réflexion. Ceux-ci, il faut le préciser, méritent un traitement spécifique qui permet de les entrelacer avec les différentes manifestations des porteurs et porteuses de voix du passé. L'évaluation de Joutard constitue une première approche du problème. Lorsque le témoignage se produit en dehors du cadre de la recherche universitaire, il ne s'agit pas seulement d'une différence stylistique ou formelle résultant de variations dans le traitement du témoignage. Dans certaines situations, il s'agit également de points de vue approximatifs qui contiennent des erreurs historiques et sont diffusés de cette manière, ou d'approches qui contredisent le principe de ne pas forcer un témoin. Jean Vigo analyse le point de vue du documentaire social, qui comprend également les « documentaires de mémoire » et signale :

« Este documental exige que se tome postura, porque pone los puntos sobre las íes. Si no implica a un artista, por lo menos implica a un hombre. Una cosa vale la otra. El tomavistas estará dirigido a lo que debe ser considerado como un documento y que, a la hora del montaje, será interpretado como tal documento. [...] El personaje deberá ser sorprendido por la cámara, de lo contrario hay que renunciar al valor "documento" de este tipo de cine »<sup>6</sup>.

---

<sup>5</sup> Philippe Joutard, « Introduction à l'histoire orale », en Fabrice Almeida y Denis Maréchal (ed.), *L'histoire orale en question*, Paris, INA, 2013.

<sup>6</sup> « Ce documentaire exige une prise de position, car il met les points sur les i et les barres sur les t. Si cela n'implique pas un artiste, cela implique au moins un homme. Une chose en vaut une autre. Le viseur sera dirigé vers ce qui doit être considéré comme un document et qui, au moment de l'édition, sera interprété comme un tel document. [...] Le personnage doit être surpris par la caméra, sinon il faut renoncer à la valeur "document" de ce type de cinéma ». Jean Vigo, « El punto de vista del documental » cité dans Gustavo Aprea, *Documental, testimonios y memorias*, Buenos Aires, Manantial, 2015, p. 73.

Dans ce dernier cas, lorsque le témoin est pris comme un personnage, le témoignage documentaire à la télévision ou au cinéma peut fournir des informations qu'un historien et une historienne ou un ou une spécialiste des sciences sociales ne rechercherait pas nécessairement de la même manière, mais qui sont néanmoins précieuses. Pensons ici à la séquence anthologique de Claude Lanzmann et du coiffeur dans le magnifique *Shoah*<sup>7</sup>. Abraham Bomba, le coiffeur juif de Treblinka, s'émeut devant la caméra, suppliant qu'on arrête de filmer : « c'est très douloureux, c'est horrible », dit-il en essuyant ses larmes. Lanzmann insiste, s'excuse, mais continue à filmer. Le temps ne semble pas s'écouler. L'image est dure. Lanzmann lui demande de continuer encore et encore : « c'est nécessaire », répète-t-il. Le témoin est au service de la connaissance des faits. Plus près de nous, un autre exemple différent mais qui pose également le problème de ce qui peut être filmé est celui de la journaliste et cinéaste salvadorienne Marcela Zamora Chamorro. La documentaliste apprend que son père, Rubén Zamora, a été torturé en détention et elle cherche le responsable. Une fois que celui-ci a accepté de participer à son documentaire, elle l'emmène sur le lieu des événements et le place dans un carré marqué de lignes blanches au sol qui délimite l'espace où se trouvait la cellule de son père. C'est dans ce lieu précis que se déroule l'entretien entre elle, la fille et lui, le tortionnaire de Zamora<sup>8</sup>. Les déclarations du tortionnaire, qui ne nie pas sa responsabilité, sont le produit de la personne qui filme et de la manière dont elle le fait. Et cet élément ne peut être perdu de vue lorsque ces enregistrements sont pris comme documents d'analyse. Il en est de même lorsque Virginia Croatto, réalisatrice de *La guardería* (2016) et fille d'Armando Daniel Croatto, assassinée dans le cadre de la dite *Contraofensiva*<sup>9</sup>, qui depuis *Memoria Abierta* interroge les survivants et les survivantes pour constituer les archives orales de cette institution<sup>10</sup>. Leurs interviews-témoignages ne peuvent pas être considérées comme venant de « n'importe qui ». Dans d'autres situations, nous pensons

---

<sup>7</sup> Dans cette scène, Claude Lanzmann va à la rencontre d'Abraham Bomba, 35 ans après les événements. Lanzmann l'interroge pendant 18 minutes dans son salon de coiffure. À Treblinka, Bomba exerçait cette « profession » : il était le coiffeur juif que les nazis obligeaient à couper les cheveux des déportés avant leur entrée dans la chambre à gaz. Claude Lanzmann, *Shoah*, 1985.

<sup>8</sup> Marcela Zamora Chamorro a réalisé une série de documentaires sur la période la plus sanglante du Salvador. *Los ofendidos* (2016) et *El cuarto de los Huesos* (2015) appartiennent à cette série.

<sup>9</sup> Nom de l'action menée par les militants montoneros depuis l'étranger, qui consistait à rentrer en masse au pays et à poursuivre la lutte armée. Cette action s'est déroulée en deux étapes : La première en 1979 et la seconde en 1980. Les militants ont été décimés par les forces répressives.

<sup>10</sup> Virginia Croatto a fait partie du premier groupe de documentaristes qui ont recueilli les témoignages pour les archives orales *Memoria Abierta*.

que ce sont les codes éthiques qui sont en jeu, par exemple, lorsque l'enquêteur demande à un survivant : « Avez-vous tué quelqu'un ? »<sup>11</sup> et cet entretien fait partie d'une archive orale qui peut être consultée par un chercheur ou une chercheuse sur demande.

L'Argentine dispose d'un réservoir de films documentaires extrêmement riche. Le travail de Gustavo Aprea, Alejandra Figliola, Gerardo Yoel, Julio Flores et Lizeel Tornay est une référence très précieuse dans ce domaine, non seulement en raison de la systématisation de la création documentaire qui a eu lieu entre 1976 et 2015, mais aussi parce que les auteurs traitent l'information en l'incorporant dans une chronologie qui met simultanément en relation la production audiovisuelle avec la production dans les arts visuels en général et la vie politique nationale contemporaine des productions susmentionnées<sup>12</sup>. Explorer la manière dont les témoignages de survivants et survivantes apparaissent dans chacun des documentaires qui ont circulé depuis l'époque de la dictature jusqu'à aujourd'hui dépasse le cadre de cette thèse et ouvre une voie de recherche supplémentaire. Cependant, nous ne pouvons pas ne pas citer un exemple spécifique lié à notre propre travail de terrain. C'est le cas d'Ana Testa, une survivante du CCDTyE « l'E.S.M.A. », qui témoigne dans le film d'Andrés Di Tella, *Montoneros, una historia (Montoneros, une histoire)*. Ana participe largement au documentaire. Là, elle raconte son histoire avec beaucoup d'honnêteté et presque d'incrédulité, car elle n'a jamais conscience de l'impact que ses paroles peuvent avoir sur une société dans laquelle la théorie des deux démons est très présente. Elle n'est pas non plus consciente de l'impact sur ses pairs. À l'époque de sa réalisation, ce type de documentaire n'était pas courant, ce qui lui a valu d'être largement diffusé et commenté, notamment par des militants et des militantes. Ana parle de son compagnon, de sa capture, de son séjour au CCDTyE et ouvre les portes de sa maison pour raconter à Di Tella le contrôle et la torture exercés sur elle et sa famille par le tortionnaire Ricardo *Sérpico/ Marcelo Cavallo*, dont elle est l'une des accusatrices dans les procès de Madrid et d'Argentine et dont le témoignage a été l'un de ceux qui ont permis de le condamner à la prison à vie. Ana, comme d'autres détenus disparus et d'autres détenues disparues, avait eu la possibilité d'être libérée temporairement du CCDTyE « l'E.S.M.A » et de voyager sous la surveillance de la *patota* pour voir sa famille dans la ville de San Jorge, Santa Fe. Lors de ces voyages, Cavallo

---

<sup>11</sup> Cette situation a été vécue par Osvaldo Barros (AEDD) répondant à un membre du Centre d'études sur le génocide.

<sup>12</sup> Nous renvoyons à l'excellent travail de compilation présenté dans les dernières pages de l'ouvrage précité de Gustavo Aprea.

s'est « invité » et a passé le week-end au domicile familial avec elle, terrorisant son frère et sa sœur. Après avoir raconté l'histoire d'Ana, Di Tella interroge Rolo Miño, qui dit qu'il a été « soi-disant » arrêté parce qu'Ana Testa avait donné son nom et son adresse. Il ajoute également qu'il lui a pardonné et qu'ils sont amis. Le film ne donne pas à Ana la possibilité d'un droit de réponse ou, du moins, d'une explication concernant cette éventuelle dénonciation qui puisse être comprise par le public<sup>13</sup>. L'image d'Ana se résume alors à sa jeunesse (« les filles de l'E.S.M.A. »), aux « les avantages des sorties l'E.S.M.A. » en compagnie du tortionnaire et à la délation/trahison. Trois éléments qui la montrent comme une « collaboratrice » qui a survécu « pour une raison »<sup>14</sup>. Vingt-quatre ans après ce film, Ana nous a invités dans sa maison de San Jorge. Ce n'est que maintenant qu'elle a décidé de faire des changements. La chambre où dormait « Marcelo » existait toujours et continuait à la torturer. Silvina, la sœur cadette, que nous avons rencontrée à Paris, nous a raconté l'horreur qu'elles ont vécue à cette époque et comment, lors d'une de leurs sorties, elle a pu voir les marques qu'Ana avait sur tout son corps. Toutes deux ont parlé du courage de la famille, de la disparition du compagnon d'Ana et de la façon dont il a fait tout ce qu'il pouvait pour continuer à voir leur fille alors qu'il, dans la clandestinité, se cachait. L'histoire d'Ana pour le film d'Andrés Di Tella est réelle, mais son témoignage n'est ni soigné ni présenté dans sa complexité. Les informations données dans le documentaire construisent un personnage sans tenir compte de ce qui arrive à l'être humain après le montage et la diffusion. Interrogés sur cette séquence, les membres de l'AEDD expliquent que pour eux, elle était absolument négative car elle présentait un portrait du survivant et de la survivante contre lequel ils luttent socialement depuis qu'ils ont été libérés par les tortionnaires. Entre eux et elles, ils peuvent comprendre le fait de donner des informations sous la torture et savent que les liens entre camarades, «le délateur, la délatrice » et « le victime et la victime de délation" peuvent être recomposés par la suite. Ils ont vécu la même expérience et peuvent donc comprendre les réactions humaines et les limites de leurs pairs. Ils savent aussi que les sorties ne sont pas le résultat d'un accord avec le répresseur. A l'extérieur du camp, la société concentrationnaire établit les innocents et les coupables. Ana est tombée dans cette dernière catégorie. La relation avec les militants et militantes de l'AEDD mécontents et mécontentes du film s'est dégradée et a également eu des répercussions sur la relation avec sa propre fille. Ana

---

<sup>13</sup> Ce passage peut être vu à 1:06:45 minutes dans le film *Montoneros una historia*, 1994.

<sup>14</sup> En espagnol : « Por algo será ».

Testa participe actuellement au groupe de survivants et survivantes du CCDTyE « l'E.S.M.A. » et est étroitement impliquée dans les activités du site de mémoire du camp clandestin. Même si le temps a passé et que le problème central du film était peut-être de montrer ce que la société n'était pas encore prête à voir, les stigmates ont la vie dure et persistent. La générosité et la sensibilité d'Ana le sont tout autant<sup>15</sup>.

En tenant compte de la possibilité de recourir à des matériaux générés dans un domaine autre que l'historiographie, mais que l'historiographie accepte comme des documents qui aident à une meilleure compréhension, nous reconnaissons une fois de plus qu'il n'est pas impossible pour l'histoire d'expliquer les événements qui ont réellement eu lieu dans des cas de situations extrêmes et inhumaines. Et ce, malgré les difficultés de la contemporanéité et – ajoutons-nous – les efforts des criminels pour détruire les vestiges du passé. Il n'est pas non plus impossible que les différentes fractions de la société qui, à partir de sphères très différentes – comme nous l'avons vu – s'intéressent à cette étape de la vie du pays, élaborent les événements passés. Mais cela n'est possible qu'à condition de ne pas tomber dans le piège qui consiste à essayer de comprendre ce qui s'est passé en analysant ce qui aurait dû se passer mais qui n'est pas arrivé. Au-delà de cet avertissement, ce qui est certain, c'est que le processus – la recherche historique – ne s'arrête pas. Pour en revenir à Henry Rousso, nous constatons que la révélation de bribes *du passé qui persiste* est le seul moyen d'établir les segments sur lesquels se fonderont certainement les nouveaux travaux historiques :

« Si une histoire à chaud est toujours possible et même nécessaire, si les guerres mondiales ont permis de constituer l'histoire du temps présent en une sous-discipline légitime et reconnue, 'toute l'histoire' ne peut s'écrire tout de suite, quand bien même existent de traces et de témoignages. Il faut malgré tout un certain temps pour élaborer une connaissance, inventer de nouvelles questions, dépouiller les archives, sans oublier au demeurant que le processus ne s'arrête pas »<sup>16</sup>.

Or, après avoir analysé le passé très proche du présent, selon des perspectives différentes et changeantes, 75 ans ou plus après les événements, l'exercice auquel se

---

<sup>15</sup> En 2018, Ana nous a accueillis chez elle pendant deux jours et nous avons pu réaliser un long témoignage. Nous l'avons ensuite invitée à participer à un séminaire que nous avons organisé dans le cadre de l'"Atlas de la mémoire de la violence politique", équipe CREER/IMAGER, Université de Paris Est-Créteil, en décembre de la même année. Nous sommes toujours en contact avec elle.

<sup>16</sup> Henry Rousso, *op. cit.*, p. 58.

soumet finalement Rousso est celui de la construction d'une histoire des mémoires. Dans *Face au Passé*, l'un des derniers livres de l'historien, il nous apprend que, tout en continuant à affirmer les connaissances et à en intégrer de nouvelles, la progression de la mémoire peut être analysée en classant et en ordonnant les différentes questions que les différentes générations ont posées au passé. Dans le même ordre d'idées, l'histoire de l'évolution des témoignages qui ressort de l'exposition *La voix des témoins*, qui s'est tenue en 2020 au Mémorial de la Shoah à Paris, permet de percevoir les différentes coupes opérées en France dans le processus mémoriel du génocide nazi. Nous adhérons à cette lecture, qui associe doublement la mémoire à l'histoire – en la prenant d'abord comme source et ensuite comme objet d'étude –, bien que les faits dans le cas argentin soient beaucoup plus proches temporellement parlant que le génocide nazi et la déportation des Juifs de France vers les camps de la mort ne le sont pour des historiens français comme Annette Wieviorka, Henry Rousso, Denis Peschanski et François Azouvi. Il est clair, cependant, qu'une temporalisation du témoignage ne peut être copiée sur l'autre, puisque dans le cas argentin, les étapes de la temporalisation française sont superposées ou comparativement déphasées les unes par rapport aux autres.

Pour les historiens et l'historienne précités, il y aurait cinq étapes : le témoignage du monde « englouti », étape dont parlent les écrits enfouis qui ont survécu à leurs auteurs, ainsi que les récits de la description du monde des camps, que l'on pourrait définir comme un « contre-monde » ; le passage du témoignage au récit avec l'apparition d'œuvres littéraires et cinématographiques qui racontent une autre histoire de la destruction et de la barbarie ; l'« ère du témoin », dans laquelle l'accent est mis sur le témoin et, en particulier, sur le témoin juif, au-delà du témoin résistant qui était au centre de l'attention à la fin de la Seconde Guerre mondiale ; le combat de la mémoire, non seulement pour son émergence mais aussi contre les récits amnésiques ; et enfin l'étape du témoignage dont l'objectif principal est la transmission. Ces deux dernières étapes s'entremêlent maintenant comme conséquence de la troisième étape (« l'ère du témoin »). Notre temporalité, comme nous le verrons plus loin, présente d'autres caractéristiques et implications, à commencer par le fait que si les résistants et les survivants juifs n'ont pas été entendus à l'époque comme on aurait pu s'y attendre, ni eux ni aucun autre groupe social n'ont été accusés de survivre. Le silence s'est joué ici d'une manière très différente de celui imposé en Argentine. Le cas d'Ana Testa en est une preuve minimale. Non seulement en raison de la suspicion qui entourait les récits des survivants et survivantes



et parce qu'ils et elles étaient eux et elles-mêmes à l'objet de cette suspicion, mais aussi parce qu'il est impossible *d'écrire l'histoire* et de jeter les bases d'une mémoire lorsque ceux et celles qui peuvent raconter les faits vivent dans la peur et que les défis politiques qu'ils et elles doivent relever sont vitaux (pensons à la période des procès entre 1984 et 1987). *Faire l'histoire* dès le premier jour n'était pas une constante généralisée et la voix des survivants et survivantes est née en attribuant leur appartenance à une sous-mémoire.

Les batailles mémorielles en Argentine sont sanglantes et déchirantes. Dans ces luttes de mémoires, certaines voix résonneront fort tandis que d'autres, omniprésentes et souterraines – comme Michael Pollak<sup>17</sup> aurait pu les définir – seront éclipsées, réduites au silence, manipulées ou face à la dimension du combat finiront par se silencer elles-mêmes. Les voix des survivants et des survivante appartiennent à la catégorie de voix souterraines, et à partir de là, elles vont évoluer et devenir plus ou moins manifestes en fonction du moment historique qu'elles traversent.



Photo N°19 : *Mémoire*. Exposition Centro Cultural Recolecta. MEI. 2001.

---

<sup>17</sup> Michael Pollak, « Mémoire, oubli, silence », en M. Pollak, *Une identité blessée*. Paris, Métailié, 1993 Texte initialement publié en portugais dans Revista Estudos Históricos, Rio de Janeiro, Vol. 2, No 3, 1989, p. 3-15.

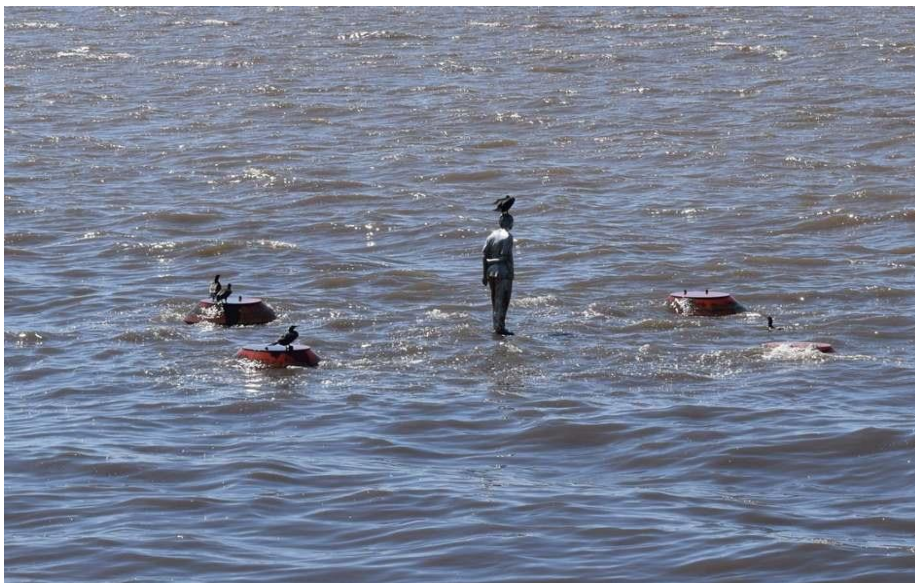
Ces voix *subversives/subverties* sont marquées par une histoire commune. Et en synthétisant tout ce qui a été dit jusqu'ici depuis le début, nous pouvons affirmer que la vie et la mort, la culpabilité et la libération sont passées par elles. Elles ont été incroyables comme Cassandre, écoutées comme Veritas émergeant du Léthé où peut-être elles finiront par être submergées à nouveau quand il n'y aura plus personne pour les entendre. Contrairement à l'image que nous avons tirée de l'exposition commémorant le 25<sup>e</sup> anniversaire du coup d'État, la mémoire ne se souvient pas de tout et, malgré tout, elle peut pardonner par omission. Dans le cas des victimes-témoins, ces voix de la mémoire – qui choisissent parfois le silence – lorsqu'elles se souviennent individuellement sont pleines d'oublis. Il y a des oublis ignorés, le sujet n'est pas conscient qu'il y a quelque chose dont il ne se souvient pas : le fait n'est pas retenu en raison de la force que le traumatisme a exercée sur l'être conscient et seule une sollicitation extérieure peut le sortir du recoin le plus intime dans lequel il s'est niché. C'est le cas du militant communiste José Schulman qui, lorsqu'il a été libéré du CCDTyE « Comisaria 4ta » son dernier lieu d'enlèvement, a constaté que ce qu'il avait vécu là-bas n'était plus qu'un « blanc » dans sa mémoire. Le peu qu'il savait était ce que ses propres camarades de captivité lui avaient dit, et c'est avec ces « morceaux des autres » qu'il a constitué son propre témoignage. Jusqu'à ce que la mémoire lui revienne soudain et lui révèle ce qu'il voulait refuser : ce que José voulait oublier, c'était le meurtre devant lui d'une femme détenue disparue.

Les autres oublis le sont moins, car ils sont forcés, intermittents et, dans bien des cas, nécessaires à la survie. Parfois, il ne s'agit même pas d'un véritable oubli mais plutôt d'un silence, d'un « je ne veux pas en parler » qui fait généralement référence à la torture, pas nécessairement la sienne mais celle subie par un ou une camarade. Ces oublis-silences sont aussi souvent liés aux dernières images d'un ou d'une autre détenu et détenue qui a été transféré et a disparu par la suite. Il semble que la logique qui sous-tend cette démarche soit la suivante : « Si ce n'est pas dit, nous pouvons prétendre que cela n'a pas eu lieu ». Mais, comme nous le savons, il n'y a pas de mémoire qui n'intègre pas ses oublis. Et ceci est vrai pour la mémoire individuelle comme pour la mémoire partagée. C'est pourquoi, en prêtant attention aux combinaisons de souvenirs qui se produisent dans une société donnée à un moment donné, certains oublis ne se manifestent pas comme le contraire de la mémoire – bien qu'ils puissent sembler l'être – mais de la vérité, et donc de la justice et de l'histoire. Si nous voulons connaître les faits, nous devons remettre en question le

silence et accepter le défi provoqué par les omissions de la mémoire. La question est de savoir quel oubli l'histoire peut supporter. Et par conséquent : à quelles mémoires devons-nous nous référer ? Pour paraphraser Pollak, l'intérêt est de savoir comment la mémoire devient un objet, comment cette institutionnalisation est réalisée et qui permet sa stabilité et sa consolidation dans le temps :

« Dans une perspective constructiviste, il ne s'agit plus de traiter les faits sociaux comme des choses, mais d'analyser comment les faits sociaux deviennent des choses, comment et par qui ils sont solidifiés et dotés de durée et de stabilité ? Appliquée à la mémoire collective, cette approche s'intéressera donc aux processus et aux acteurs qui interviennent dans le travail de constitution et de formalisation des mémoires. Comment se constituent les noyaux des interprétations contrastées d'événements donnés, comment gagnent-ils en importance et en force ? Comment fonctionnent les réseaux indissociablement sociaux et cognitifs qui s'appêtent à faire triompher leur vision du passé et qui, pour se faire, s'engagent dans des épreuves ? Comment finalement ce travail aboutit-il à des mémoires durcies qui s'imposent à tout le monde comme des points de passage obligés de la pensée sur le passé ? »<sup>18</sup>

Prenons comme exemple le travail de mémoire dont l'épicentre est le cas de Pablo Antonio Míguez Marquez, un adolescent enlevé et disparu (dossier CONADEP 7231) qui dispose aujourd'hui d'une sculpture, *La Reconstrucción del retrato de Pablo Míguez*, de Claudia Fontes, située dans le *Parc de la Mémoire* de la ville de Buenos Aires.



---

<sup>18</sup> Michael Pollak, op. cit., p. 18.

Cette sculpture est emblématique et a fait de Pablo, l'éternel adolescent qui marche sur les eaux des vols de la mort, le symbole de la victime innocente.

Le cas de Pablo Míguez a été exposé publiquement à la fin de la dictature et retenu comme preuve pour poursuivre d'abord les Commandants des Juntas Militaires et, par la suite, les autres personnes impliquées dans le méga-procès de « l'ESMA »<sup>19</sup>, un des CCDTyE où le jeune homme a été captif et où il a été vu par d'autres compagnons d'infortune, dont Lila Pastoriza, une survivante :

« L.P. Entre los detenidos de esa época había un chico que se llamaba Pablo, que era un chico de 13 años creo... que había estado previamente en un lugar que, según él me dice, estaba ubicado en las inmediaciones de Camino de Cintura y Richieri...

*Tribunal*– ¿Esto se lo dijo el chico Pablo?

L.P. El chico, sí, Pablo. A Pablo lo traen una tarde de agosto. Yo escucho un guardia que le dice a otro... los guardias eran muchachos muy jóvenes, también llamados ahí verdes. Un guardia le dice al otro: 'Mira a lo que hemos llegado' mientras que le levanta la capucha. Yo no sabía que era un chico y lo instalan en la cucheta al lado mío. Pablo se pega mucho a mí. Era un chico muy chico... »<sup>20</sup>

Pablo a été enlevé avec sa mère. Il a d'abord été emmené au camp clandestin « El Vesubio ». Il y est resté pendant trois mois, endurant des tortures cruelles. Il a ensuite été transféré seul à l'École de Mécanique de la Marine et a été vu vivant pour la dernière fois au commissariat de Valentín Alsina. Nous sommes en octobre 1977 et cinq mois se sont déjà écoulés depuis le début de son martyre. Vingt ans plus tard, le 24 mars 1998, Pastoriza publie l'histoire du jeune homme dans le journal *Página 12* et raconte cette petite partie de leur expérience commune. Le titre est éloquent et accusateur : « Ils ne

---

<sup>19</sup> Son cas a conduit à la condamnation des militaires, comme l'exprime le jugement du Tribunal pénal fédéral oral N°4, affaire 1487 du 23 septembre 2011.

<sup>20</sup> « L.P. Parmi les détenus à ce moment-là, il y avait un garçon appelé Pablo, qui avait 13 ans je crois... qui avait déjà été dans un endroit qui, selon lui, était situé dans les environs de Camino de Cintura et Richieri.....

*Tribunal* – C'est le garçon Pablo qui vous a dit ça ?

L.P. Le garçon, oui, Pablo. Pablo a été amené un après-midi d'août. J'entends un garde dire à un autre... les gardes étaient de très jeunes garçons, aussi appelés "verts". Un garde dit à l'autre : "Regardez où nous en sommes arrivés" en levant sa capuche. Je ne savais pas que c'était un garçon et ils l'ont mis dans la couchette à côté de moi. Pablo se colle très près de moi. C'était un très jeune garçon... »

Déclaration de Lila Pastoriza dans le procès des Juntas. Transcription littérale.

savaient pas quoi faire de lui ». Le sous-titre l'identifiait comme une victime particulière : « L'histoire de Pablo Míguez, disparu de l'ESMA alors qu'il avait quatorze ans ». Cet article, qui faisait la couverture de la journée commémorative du 22e anniversaire du coup d'État civique-militaire, racontait en détail le parcours malheureux du jeune homme dans les trois camps clandestins où il a été détenu, en s'appuyant sur les témoignages des survivants et des survivantes. En raison du caractère monstrueux de ce qui y était décrit, l'article s'est immergé imperceptiblement dans la mémoire des lecteurs pour faire resurgir des profondeurs de leur esprit une catégorie de victimes du terrorisme d'État qui semblait avoir été oubliée ou qui, du moins à cette époque, n'avait pas la visibilité sociale que la circonstance aggravante que la victime soit mineure et que son corps soit utilisé par le tortionnaire comme un outil d'extorsion-répression jusqu'au moment de perdre son efficacité aux yeux du répresser,<sup>21</sup> donne au crime. Pour que cela soit possible, les souvenirs de Pastoriza devaient quitter la sphère floue de l'intimité pour devenir clairs et trouver un espace de réception médiatique. Pour que Pablo prenne une dimension publique, Lila Pastoriza a forcé la mémoire, la sienne et celle de la société. Pastoriza a été le témoin de Pablo, de sa vie et de sa non-existence : réunis dans la zone appelée *capuchita*, les deux détenus se protégeaient mutuellement, se parlaient, se confiaient l'un à l'autre. Pablo voulait être emmené auprès de son père et cet espoir – partagé par Lila – l'a soutenu pendant l'enfermement.

« L.P. Él se despertaba a la noche llamando a su madre y entonces se arrodillaba frente al tabique. Yo siempre hacía lo mismo, es decir: lo acariciaba un poco... Inauguro una nueva manera de comunicarse en capucha, que estaba prohibido hacer eso, que era arrodillarse frente al tabique de las cucas...

*Tribunal. ¿Qué fue luego de este chico Pablo?*

L.P. Un día, no estoy muy segura, pero creo que fue a fines de septiembre, cuando volvía del baño, veo a través del... Bueno, yo volvía con lo que nos ponían en los ojos –que ahí le llamaban *tabique*, que era una especie de antifaz y que yo lo tenía medio levantado–, veo que a Pablo se lo llevan de la mano uno de los *Pedros*, que eran los jefes de guardia, y cuando llego a mi cucheta y voy al cuartito me entero de que acababa de haber un traslado. Me resultó muy extraño porque en general cuando había traslado, había muchas medidas de seguridad y nadie podía estar en el baño. Cuando vinieron a buscarlo a Pablo pregunto por mí y... Bueno, se lo llevaron. Y vi que se habían llevado a

---

<sup>21</sup> Par exemple, dans ce cas, selon Elena Alfaro, une survivante du CCDTyE « El Vesubio », lors du procès des Juntas, Pablo a été torturé devant sa mère pour la forcer à céder sa maison aux ravisseurs.

otra gente más, no solo a él, a tres o cuatro más. De todos modos, como había sido un traslado así, yo siempre tuve la esperanza de que lo hubieran llevado a su casa (Lila, visiblementement émue, se agarra con fuerza de los brazos de su asiento) pero no he tenido noticias de él ». <sup>22</sup>

Lorsqu'elle l'a vu partir, Lila Pastoriza ne savait pas exactement quel était le nom de famille de Pablo ni où il était emmené. Elle n'a pu associer un nom à l'image que lorsqu'elle a obtenu la confirmation de sa disparition en 1985, lorsque, à la sortie du Tribunal fédéral, après avoir témoigné dans le procès contre les Juntas Militaires, quelqu'un dans l'assistance lui a remis un tract avec la photo de Pablo et le texte : « Pablo Míguez, disparu ». Pastoriza a fait de cette histoire son « devoir de mémoire ». Elle a interrogé Juan Carlos Míguez, le père, d'autres survivants et survivantes comme elle, et l'équipe argentine d'anthropologues légistes. Il a fallu des années, plusieurs années, avant que les morceaux soigneusement assemblés soient publiés par Página 12 et que l'histoire soit diffusée <sup>23</sup>. Cet article était essentiel pour repositionner les fragments d'histoire de tous ceux qui y ont participé, y compris la partie de la société qui a décidé de ne plus être spectatrice. Claudia Fontes faisait partie de ce dernier groupe <sup>24</sup>.

---

<sup>22</sup> « L.P. Il se réveillait dans la nuit en appelant sa mère, puis il s'agenouillait devant la cloison. Je faisais toujours la même chose, c'est à dire que je le caressais un peu..... J'ai inauguré une nouvelle façon de communiquer en capuche, qu'il était interdit de faire, qui consistait à s'agenouiller devant les cloisons des *cuchas*.....

*Tribunal. Qu'est devenu ce garçon Pablo ?*

L.P. Un jour, je ne suis pas tout à fait sûr, mais je pense que c'était à la fin du mois de septembre, quand je revenais de la salle de bain, j'ai vu à travers le..... Eh bien, je revenais avec ce qu'ils avaient l'habitude de mettre sur nos yeux – ils appelaient ça un bandeau, qui était une sorte de masque et je l'avais à moitié relevé – j'ai vu Pablo être pris par la main par l'un des Pedros, qui étaient les chefs de la garde, et quand je suis arrivée à ma couchette et que je suis allé dans la petite pièce, j'ai découvert qu'il venait d'y avoir un transfert. J'ai trouvé cela très étrange car en général, lorsqu'il y a un transfert, il y a beaucoup de mesures de sécurité et personne n'est autorisé à se trouver dans la salle de bain. Quand ils sont venus le chercher, Pablo a demandé où j'étais et ..... Eh bon, ils l'ont emmené. Et j'ai vu qu'ils avaient emmené d'autres personnes, pas seulement lui, mais trois ou quatre autres. En tout cas, comme il s'agissait d'un transfert comme celui-là, j'ai toujours espéré qu'ils l'avaient ramené chez lui (Lila, visiblement émue, serre fort les bras de son siège) mais je n'ai pas eu de nouvelles de lui ».

Déclaration de Lila Pastoriza dans le procès des Juntas. Transcription littérale

<sup>23</sup> Lila Pastoriza, « No se sabía qué hacer con él. La historia de Pablo Míguez, desaparecido de la ESMA cuando tenía catorce años », dans le journal *Página 12*, 24 de marzo de 1998, Buenos Aires, p. 5.

<sup>24</sup> Nous traitons largement de la reconstruction de la mémoire de Pablo Míguez dans notre article « Pablo, entre la tierra y el río », dans Sergio Delgado et Enrique Fernández Domingo, *El río y la ciudad, Cuadernos Lirico*, N° 18, 2018. URL: <http://journals.openedition.org/lirico/6070>

A partir de cet exemple, et en suivant les réflexions de Halbwachs et Rousso<sup>25</sup>, il faut certainement penser à une *mémoire collective*, c'est-à-dire une mémoire qui retrace le passé à travers les opérations mémorielles menées par des acteurs collectifs. Cela implique de reconnaître les différents usages de la mémoire et, bien sûr, de ne pas exclure son instrumentalisation. Cependant, comme le souligne Marie-Claire Lavabre, la conception de la mémoire collective « n'exclut pas la mémoire du vécu mais ne la présuppose pas »<sup>26</sup> et en ce sens, si ce qui nous intéresse est la manière dont ils et elles gèrent leurs expériences concentrationnaires avec la société extérieure, définir les souvenirs des survivants et des survivantes de cette manière n'est pas satisfaisant. Comme nous l'avons dit précédemment, en examinant la reconstruction de l'identité, il ne s'agit ni de se concentrer sur la subjectivité individuelle des survivants et survivantes, ni de les considérer comme un groupe uniforme simplement parce qu'ils ont vécu une violence extrême, ni de considérer les associations qui rassemblent un groupe de survivants et survivantes comme la voix de tous les survivants et toutes les survivantes. La conception de la mémoire qui pour nous correspond le mieux à l'idée de l'interaction entre récit public du passé et expérience vécue est alors celle de *mémoire encadrée* qui nous vient de M. Pollak qui pour nous complète la notion de *mémoire partagée* de P. Joutard. A partir de l'expérience vécue à un moment donné par un groupe donné ou un certain nombre d'individus, on n'obtient donc pas une mémoire partagée. Comme le souligne Lavabre, citant Halbwachs, « la représentation partagée ne résulte pas de l'imposition d'un sens, mais de l'identification, de l'adhésion et de la communication au sein d'une communauté affective »<sup>27</sup>. Cette mémoire, ainsi comprise, suggère que les récits publics du passé ont un effet sur les souvenirs partagés. De même, l'utilisation de cette notion nous permet de confirmer que certains jalons historiques et mémoriaux tels que le procès des Commandants des Juntas Militaires ou le *Nunca Más*, qui ont apparemment le pouvoir de rester dans le temps, sont le résultat d'interprétations multiples et conflictuelles qui ont varié au fil des ans et continueront certainement à le faire à mesure que les nouvelles

---

<sup>25</sup> Nous nous référons à *La Memoria Colectiva* de M. Halbwachs et à *Face au Passé* de H. Rousso, les ouvrages déjà cités de ces auteurs.

<sup>26</sup> Conf. Marie-Claire Lavabre, « Michael Pollack et la mémoire collective » dans Liora Israel et Danièle Voldman, *Michael Pollak*, CNRS-IHTP, Paris, 2008.

<sup>27</sup> « La représentation partagée naît non de la contrainte ou de l'imposition d'une signification mais de l'identification, de l'adhésion et de la communication au sein d'une 'communauté affective' » cité en Marie-Claire Lavabre, *op.cit.*, p. 124.

générations<sup>28</sup> les remettront en question. Comme nous l'avons fait jusqu'à présent, chacune des pages que nous écrirons à partir de maintenant articulera des voix hégémoniques et d'autres, celles des survivants et survivantes, qui les accompagnent, parfois presque comme un murmure, parfois en forte opposition, mais toujours en construisant des chemins parallèles, alternatifs. Profondément dissemblables, ces voix existent et sont partiellement disponibles. Nous pouvons les retrouver dans des écrits judiciaires, dans certains livres autobiographiques ou dans des témoignages, dans des archives documentaires et même les reconnaître dans des textes de fiction. La manière dont nous abordons cette récupération est un aspect fondamental de notre travail qui nous permet de penser à une continuité après la conclusion de cette étape, sur laquelle nous nous concentrons actuellement et qui s'inscrit dans le cadre de la thèse de doctorat et de ses recherches.

### **La chercheuse, actrice et productrice de sa recherche**

Au début de notre recherche, nous nous sommes appuyés sur notre propre expérience de terrain – et notamment sur les observations faites lors de notre travail sur la reconstitution identitaire subjective des fils et filles de détenus disparus et détenues disparues, assassinés et assassinées et exilés et exilées<sup>29</sup> – pour établir un cadre de référence susceptible de rendre compte de la distribution de la parole des survivants et des survivantes. Si, comme nous l'avons dit à différents moments de cette thèse, la mise en lumière d'un témoignage nécessite bien plus qu'une décision individuelle, il est alors important d'établir certains des cadres sociaux et politiques dans lesquels le témoignage des survivants et des survivantes se manifeste ou s'est manifesté.

Ces cadres s'articulent avec de multiples appels au témoin provenant à la fois de la sphère privée et de la sphère publique. Les récits spontanés, lorsqu'ils existent, entrent ensuite dans l'une des catégories d'appel ou, pour reprendre l'expression de Pollak, dans l'un des « modes de sollicitation » du témoignage. Laissant de côté pour l'instant la

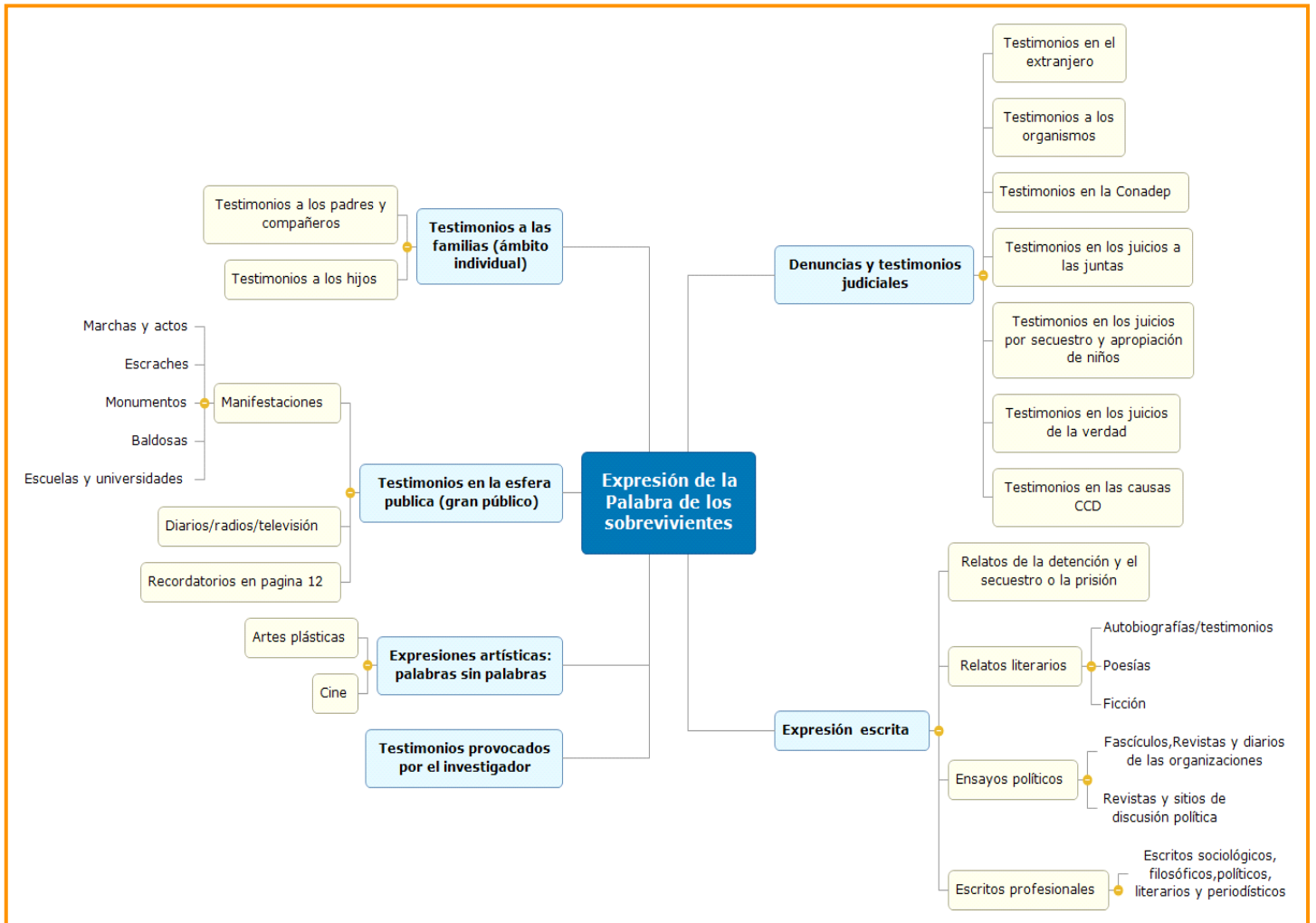
---

<sup>28</sup> À ce sujet, nous renvoyons aux travaux d'Emilio Crenzel et notamment à son livre *La historia política del Nunca Más*, cité plus haut.

<sup>29</sup> Nous renvoyons à la note que nous avons rédigée à ce sujet dans la préface où nous rendons compte de notre mémoire de DEA à l'EHESS-Paris.



temporalité des cadres socio-politiques du témoignage que nous analyserons dans le chapitre sur la transformation du témoignage, il nous reste à délimiter les différentes manières dont *la parole* du survivant et de la survivante est *sollicitée*.



Cadre N°2. Expression de la parole des survivant(e)s.

En 2016<sup>30</sup>, nous avons établi une organisation des manifestations de témoignage qui nous a permis de construire une typologie basée sur six grandes variantes que nous

<sup>30</sup> Nous avons présenté ce classement pour la première fois en 2016 : S. et O., survivants de l'ESMA. Le statut de la parole des survivants dans la construction de la mémoire de la violence politique et du terrorisme d'État en Argentine, Colloque international « Récits mémoriels et politiques contemporaines de la mémoire en Amérique Latine (1990-2015) », CRICCAL. Maison du Mexique de la Cité Universitaire de Paris. Puis, en 2017, au retour de notre deuxième voyage en Argentine, nous avons présenté leurs premières modifications dans Reflexiones sobre el status de la palabra de los sobrevivientes en la construcción de la memoria de la violencia política y del terrorismo de Estado en la Argentina (Réflexions sur le statut de la parole des survivants dans la construction de la mémoire de la violence politique et du terrorisme d'État en Argentine). Colloque international « America Latina oggi ». Consiglio Didattico di lingue culture et letteratura straniera de la Università del Salento. Lecce.

avons testées lors de notre premier voyage à Buenos Aires dans le cadre de cette thèse, réalisé à l'occasion du 40e anniversaire du coup d'État. Ces six groupes de mise en scène de la parole du survivant (voir tableau ci-dessus) pourraient être décomposés en plusieurs autres, mais nous avons choisi de les présenter de cette manière par souci de clarté.

La première manifestation du témoignage correspond au *témoignage proche, intime, pour lequel le survivant et la survivante est sollicité individuellement* : Il s'agit du témoignage aux familles et aux amis, qui comprend à la fois le témoignage donné aux parents et aux compagnons ou compagnes à la sortie des camps clandestins et le témoignage ultérieur donné aux enfants.

Le deuxième groupe de témoignages est celui qui se concentre sur *les dénonciations et les déclarations judiciaires*. Nous trouvons ici les témoignages donnés à l'étranger, les témoignages donnés aux organisations des droits humains pendant la dictature et dans la démocratie, tant dans le pays qu'à l'étranger, les témoignages dans la CONADEP, les témoignages dans le cadre du Procès des juntas militaires et plus tard dans les Procès pour la vérité et dans les méga-procès et autres processus judiciaires ouverts après l'annulation des lois de caducité d'instance dont la dernière étape de ces lois a eu lieu en 2003.

Un troisième groupe de témoignages est celui qui se déroule dans *la sphère publique* et là, en termes de manifestations, la diversité que l'on peut trouver est très grande, puisque cette catégorisation inclut les événements et les marches. Ils sont très différentes les uns des autres et comprennent également des démonstrations qui ont lieu dans les CCDDyE. Font également partie de ce groupe l'intervention dans les *escraches*<sup>31</sup>, la participation aux hommages et aux monuments, l'accompagnement dans la pose d'une dalle commémorative et les témoignages qui sont réalisés dans les écoles et les universités, notamment lorsque la journée de la mémoire est commémorée pour l'anniversaire du coup d'État du 24 mars 1976. Ce groupe de témoignages publics comprend des témoignages à la télévision et à la radio, des témoignages dans des journaux et des magazines, des souvenirs en hommage aux disparus et disparues dans le journal *Página 12*, la participation à des forums et à des colloques, et la présence sur différents sites web. Ce groupe d'expression testimoniale prend également en compte les

---

<sup>31</sup> Cette particulière action collective des H.I.J.O.S. sera définie plus loin.

*expressions institutionnelles des survivants*, dont les plus importantes sont les interventions parlementaires et les interventions dans les conseils municipaux.

Dans un autre ordre, complètement différent, nous avons *l'expression écrite des survivants et des survivantes*<sup>32</sup>. Cela inclut les expressions artistiques, professionnelles et académiques-professionnelles. Dans ce type de sollicitation, les récits d'enlèvement, de détention et de la prison apparaissent en premier lieu. Il y a ensuite les récits littéraires, qui comprennent les autobiographies et les témoignages, l'expression par la poésie et la fiction. Ce registre comprend également les essais et les réflexions politiques que l'on peut lire dans les brochures, les dépliants, les magazines et les journaux des organisations politiques et de défense des droits humains, ainsi que dans les écrits qui paraissent dans les magazines et les sites de discussion politique. Enfin, nous trouvons les écrits professionnels qui se manifestent à travers des études sociologiques, philosophiques, politiques, littéraires et journalistiques dans lesquelles le survivant et la survivante assume sa double identité de survivant et de spécialiste. L'exemple le plus notoire de réponse à ce type de sollicitation est celui de Pilar Calveiro et de son livre *Poder y Desaparición*.

Le cinquième groupe de sollicitations est celui qui provient directement de *l'art non écrit*, c'est-à-dire où la représentation occupe une place centrale. Nous voyons ici le survivant et la survivante se déplacer dans des domaines tels que le cinéma et les arts plastiques et visuels en général.

---

<sup>32</sup> Les principaux témoignages écrits sont les suivants : Munú Actis, et al., *Ese infierno. Conversaciones de cinco mujeres sobrevivientes de la ESMA*, Buenos Aires, Sudamericana, 2001; Celina Benfield, *17 días, entre El Banco y El Olimpo... y una vida para contarlo*, Buenos Aires, Astralib, 2003; Blanca Buda, *Cuerpo 1 – Zona 4. (El infierno de Suárez Mason)*, Buenos Aires, Editorial Contrapunto, 1988; María Consuelo Castaño Blanco, *Más que humanos...* Madrid, Cultura Hispánica, 1988; Gustavo Contepomi et Patricia Astelarra, *Sobrevivientes de La Perla*, Córdoba, El Cid Editor, 1984; Ana Iliovich, *El silencio. Postales de La Perla*, Córdoba, Los ríos, 2017; Miriam Lewin et Olga Wornat, *Putas y guerrilleras. Crímenes sexuales en los centros clandestinos de detención. Las historias silenciadas. Una guerra sin fin*, préface de Rita Segato, Buenos Aires, Planeta, 2020; Eugenio Mendez, *Confesiones de un Montonero (La otra cara de la historia)*, Buenos Aires, Sudamericana-Planeta, 1985; Emilce Moler, *La larga noche de los lápices. Relatos de una sobreviviente*, préface de Martín Granovsky, Buenos Aires, Marea Editorial, 2020; Alicia Partnoy, *La Escuelita*, Buenos Aires, La Bohemia, 2011; Susana Jorgelina Ramus, *Sueños sobrevivientes de una montonera. A pesar de la ESMA*, Buenos Aires, Colihue, 2000; Fernando Reati et Mario Villani, *Desaparecido. Memorias de un cautiverio: Club Atlético, El Banco, El Olimpo, Pozo de Quilmes, ESMA*, Buenos Aires, Biblos, 2011; Miguel Robles, *La búsqueda*, Buenos Aires, Sudamericana, 2016; Susana Romano Sued, *Pour mémoire (Argentine 1976-1983)*, éd. bilingue, trad. de Anne-Charlotte Chasset et Dominique Jacques Minnegher, Paris, Des femmes-Antoinette Fouque, 2017 (édition originale: *Procedimiento. Memoria de La Perla y La Ribera*, Córdoba, El Emporio Libros, 2007); Nora Strejilevich, *Una sola muerte numerosa*, Córdoba, Alción, 1997; Claudio Tamburrini, *Pase libre. La fuga de la mansión Seré*, Buenos Aires, Continente, 2005; Jacobo Timerman, *Preso sin nombre, celda sin número*, Buenos Aires, El Cid Editor, 1982 [1980]; Norberto Pedro Urso, *Mansión Seré, un vuelo hacia el horror*, Buenos Aires, Ediciones de la Memoria, 2002; Chacho Vásquez, *6 ejercicios de respiración*, Buenos Aires, AEDD s/f; Jorge Federico Watts, *Memoria del infierno. Relato testimonial de un sobreviviente del Centro Clandestino de Detención « El Vesubio »*, Buenos Aires, Continente, 2012.

Enfin, le sixième appel au témoin est constitué des *demandes narratives qui émergent des chercheurs et des chercheuses*.

Ce regroupement thématique structuré sur la base de grandes catégories, selon le moment où les témoignages sont recueillis, fera apparaître des contenus différents. L'exemple le plus frappant est celui du témoignage judiciaire qui, en fonction de l'importance du procès en question, de la localité dans laquelle se déroulent les procès et du moment historique dans lequel le témoignage est donné, peut prendre des caractéristiques très hétérogènes. Un autre élément important est la confiance que les témoins sont capables d'accorder à leur interlocuteur et interlocutrice. Mieux encore, les paroles des survivants ont toujours un but, un contexte et un destinataire. Ainsi, la combinaison de ces trois variables fait que lorsque l'environnement socio-politique change ou qu'un nouveau destinataire apparaît, le même objectif mobilise les survivants et survivantes pour qu'ils deviennent un témoin « banal » ou « le témoignage d'une apparition ». La sollicitation des chercheurs et chercheuses est un excellent exemple de cette triade.

Pour élaborer ce schéma, nous avons également puisé dans les informations que nous avons obtenues à l'époque auprès de survivants et survivantes que nous avons interviewés de manière informelle<sup>33</sup> dans les années 2000 et dans les témoignages que nous avons produits à l'époque. Ces témoignages avaient pour but de répondre à la question que notre génération se posait à ce moment-là. En d'autres termes, il ne s'agissait pas seulement de savoir où ils se trouvaient, mais aussi de savoir qui étaient les disparus et les disparues. Nous avons compris que ceux qui pouvaient nous dire qui ils et elles étaient avant d'entrer dans le camp et surtout pendant la captivité étaient leurs pairs survivants. De plus, dans ce temps-là, nous voulions savoir – s'ils et elles le faisaient – comment ils et elles expliquaient aux fils et aux filles des disparus et disparues ce qui était arrivé à leurs parents dans les camps clandestins. Nous prenons le cas de la famille

---

<sup>33</sup> Parmi eux et elles, Adriana Calvo de Laborde, qui a été une interlocutrice essentielle et que nous n'avons pas réussi à filmer ou à enregistrer car elle est décédée en décembre 2010, bien avant le début de cette thèse. Quelque chose de similaire s'est produit avec Enrique Mario *Cachito* Fukman, qui, étant le plus jeune, nous avons pensé que nous pourrions l'interviewer plus tard. Cachito a été surpris par la mort à l'âge de 59 ans en juillet 2016. Avec Víctor Basterra, nous avons un enregistrement du début de l'année 2000 et, après 2016, de petits enregistrements dans le cadre de différentes activités et de conversations informelles que nous n'avons pas enregistrées. Un nouveau témoignage n'a pas pu se faire. Victor a eu un cancer de la gorge qui a progressivement emporté sa voix et il est décédé en novembre 2020. Ces voix, qui manquent, font néanmoins partie de notre travail. Ils nous ont aidés à comprendre les mécanismes des paroles du survivant et de la survivante.

Villaflor et plus particulièrement de Laurita et Elsa Villaflor. Les sœurs ont été séparées lorsque leurs parents ont disparu, l'une a été confiée à la famille paternelle qui l'a élevée à Buenos Aires, en Argentine, et l'autre à la famille maternelle qui l'a emmenée vivre à Montevideo, en Uruguay. Toutes deux étaient membres de l'association H.I.J.O.S. C'est Laurita qui nous a conduits à Susana Barros de Leiracha et Osvaldo Barros, *ses oncles*<sup>34</sup>. C'est par elle que nous avons également rencontré Victor Basterra, son autre *oncle*. Tous trois avaient partagé leur captivité avec « Los Villaflor » et ils nous ont parlé des limites de la narration par rapport aux fils et filles, de l'attention et de la protection nécessaire dans lesquelles ce type de dialogue particulier doit avoir lieu. Ils ont également souligné qu'il est rare que ces rencontres aient lieu et qu'il n'y a que quelques fils et filles qui osent franchir le pas et s'approcher d'eux et, comme nous le verrons plus loin, pour ce faire, ils ont eu besoin d'un cadre social spécial de parole<sup>35</sup>. Avec Susana et Osvaldo, à partir de l'année 2000, nous avons réalisé des témoignages à différents moments et un lien de confiance s'est créé entre nous qui leur a permis de devenir nos interlocuteurs de référence et les « facilitateurs » de notre travail de terrain au sens large du terme, en nous donnant accès à d'autres survivants et survivantes, à du matériel de lecture, à des informations sur les activités... Pour cette raison, Osvaldo et Susana ont été les premières personnes que nous sommes allés chercher lorsque nous sommes revenus sur le terrain après dix ans d'absence. Précisons ici que quelque chose de très particulier s'est produit avec Susana et Osvaldo. Bien avant de commencer la recherche, nous avons partagé des activités sur la Plaza de Mayo et, de manière frappante, même si nous les avons toujours vus derrière la bannière de l'AEDD, nous ne les avons jamais considérés à partir de leur statut de survivant et survivante. La distance critique de la chercheuse par rapport à son objet d'étude était nécessaire pour qu'elle et lui puissent entrer dans cette catégorie spécifique de survivants qui trouve son fondement et sa spécificité dans l'univers des activistes des droits humains. Trouver la réponse à la question de savoir pourquoi ils étaient « là », au cœur de l'action politique, mais non visibles était au cœur de notre travail, en particulier lorsque nous avons réalisé que nous n'étions pas les seuls à être confrontés à cette

---

<sup>34</sup> Il est courant chez les MDDHH d'appeler « tantes/oncles » et « frères et sœurs » les pairs avec lesquels on partage affectivement une communauté de sens.

<sup>35</sup> Valentín Enseñat est l'un de ceux qui, bien qu'il ait essayé de connaître son père disparu, comme il le montre dans son documentaire *Todos somos hijos/ Nous sommes tous d'enfants* (réalisé par Esteban Barja et Carlos Conti, 2015), n'a jamais demandé beaucoup plus que le lieu où Miguel Ángel Rio Casas a été détenu et a disparu. Sachant qu'il est passé par le Pozo de Quilmes, il n'a jamais approché aucun survivant pour savoir si quelqu'un l'avait vu vivant.

invisibilité et, par conséquent, à ne pas pouvoir les voir. Une première réponse a été précisément l'organisation du MDDHH lui-même et l'hégémonie historique des Mères de la Place de Mai dont la relation avec les survivants n'a jamais été simple, et encore moins ouverte à leur égard.

La date choisie pour commencer le travail de terrain n'est pas anodine. D'une part, nous voulions voir les survivants et survivantes interagir dans le cadre des réseaux du Mouvement. D'autre part, à l'approche des moments clés du calendrier de la défense des droits humains, les survivants et survivantes réactivent leur volonté de parler mais aussi leurs méfiances ce qui fait de cette date un moment privilégié pour la production de témoignages. Le 24 mars, les survivants et les survivantes sont particulièrement recherchés car un nombre incalculable de manifestations commémoratives ont lieu au cours de cette semaine, voire de ce mois. En commençant le travail de terrain à ce moment-là, nous avons pu apprécier certaines différences entre le schéma de demandes que nous avons construit et les demandes auxquelles ils répondaient actuellement. Nous avons ensuite construit un second schéma de travail dans lequel nous avons expressément laissé de côté les associations de quartier, la participation aux syndicats et les associations féministes, auxquelles une grande partie des survivants et survivantes se consacrent. Malgré leur énorme ampleur, nous avons décidé de ne pas intégrer ces espaces car les survivants et survivantes n'y participent pas en tant que tels, à l'exception de ceux et de celles qui sont liés aux différentes commissions des droits humains qui existent au sein des associations susmentionnées. Le deuxième schéma comporte dix catégories conçues non seulement pour la production de témoignages mais aussi pour l'évolution qui s'y produit.

### Algunas modalidades de solicitud del testimonio de los/las sobrevivientes

- Testimonios a los compañeros/a.
- Testimonio a los familiares de los/las desaparecidos/as.
- Denuncia internacional.
- Declaraciones a organizaciones de derechos humanos y CONADEP.
- Presentaciones y declaraciones judiciales.
- Relatos testimoniales.
- Testimonios a los/las hijos/as de desaparecidos/as
- Relatos biográficos, literarios y artísticos en general
- Testimonios destinados a los archivos y a los/las investigadores/as
- Testimonios reservados a los sitios y museos de la memoria

Cadre N°3. Modalidades du témoignage 2016-2022

Comme dans le cas du tableau précédent, celui-ci n'est pas non plus exhaustif. Il tente seulement de montrer quelles sont les sollicitations les plus importantes au fil du temps ou du moins qui apparaissent comme telles dans le contexte des six dernières années. Comparativement, la grande différence entre les demandes de parole existant avant les années 2 010 et après cette date est le *registre provoqué* en référence ici à la terminologie de Philippe Joutard. Nous voyons comment depuis le début des années 2 000, avec la création de « l'Asociación Memoria Abierta », en prenant comme modèle les pratiques de « l'Archivo Biográfico Familiar de las Abuelas de Plaza de Mayo » créé en 1998, les voix des victimes ont commencé à être convoquées pour être conservées dans une archive. Parmi elles, on trouve les voix des survivants et des survivantes<sup>36</sup>. Mais ces importantes archives – qui comptent aujourd'hui près de 200 témoignages de survivants et de survivantes parmi les 2 355 enregistrements de témoins du terrorisme d'État – ne sont pas les seules. La bibliothèque nationale Mariano Moreno possède également des

---

<sup>36</sup> L'INA détient une copie d'une partie fondamentale du fonds destiné à la mémoire du terrorisme d'État. Cela nous a permis de visionner certains des témoignages des survivants. Nous avons eu l'opportunité de travailler avec ce fonds documentaire grâce au soutien d'une subvention accordée par l'INA en 2018. Les résultats de cette recherche font partie d'une publication en préparation.

archives de témoignages<sup>37</sup> et différents projets de recherche en sciences sociales utilisent cette méthodologie. Le CEG dispose d'un registre constitué des témoignages d'ex détenus disparus et détenues disparues militants et militantes de l'AEDD. L'archivage audiovisuel est devenu un élément central du travail des militants de la mémoire, aidé, entre autres, par la démocratisation des moyens d'enregistrement, qui sont désormais plus accessibles aux militants en général qu'il y a quinze ou vingt ans. La pandémie a également eu un impact sur le développement des archives audiovisuelles, étant donné qu'auparavant il n'existait que quelques archives judiciaires difficiles d'accès, auxquelles on ne pouvait accéder qu'avec l'autorisation individualisée des tribunaux respectifs, et qu'aujourd'hui ces procès sont disponibles en ligne à partir de captures de zoom réalisées par les tribunaux eux-mêmes ou par des médias alternatifs communautaires et militants comme *La retaguardia*<sup>38</sup>. Ce multimédia communautaire est devenu une source d'information inestimable sur le développement des procès et un acteur majeur de leur diffusion, plaçant les survivants et les survivantes au centre de son travail.

L'autre différence majeure est la sollicitation des survivants et des survivantes pour reconstituer la vie de la personne séquestrée à l'intérieur du camp clandestin. Logiquement, ils ont commencé à être demandés au fur et à mesure que des sites de mémoire ou des musées étaient installés dans les CCDTyE. L'expérience des survivants et survivantes a été recueillie pour former les scripts des visites guidées sur ces sites et surtout pour reconstruire l'espace qui ne peut généralement pas être vu sans explication car les traces visibles sont minimales ou nécessitent une aide pour être identifiées. C'est le sujet du prochain chapitre.

## **La production du témoignage oral : un travail à deux voix**

Dans notre travail du D.E.A., nous utilisons la méthodologie « boule de neige ». Cette technique méthodologique a été utilisée par Michael Pollak dans son ouvrage monumental *L'expérience concentrationnaire*. Logiquement, au début de notre recherche doctorale, nous avons décidé de continuer avec cette méthodologie car elle nous avait

---

<sup>37</sup> Les archives de témoignages de la Bibliothèque nationale comptent 195 témoignages au total et peuvent être consultées sur le lien suivant <https://www.bn.gov.ar/micrositios/multimedia/ddhh>.

<sup>38</sup> Pour accéder à ce support, rendez-vous sur <https://laretaguardia.com.ar>



donné de bons résultats auparavant. Cette technique consiste à demander à une personne interrogée ou à un témoin de nous dire avec qui nous pourrions poursuivre notre recherche. En général, les gens nous conduisent vers leur réseau d'amis ou de personnes proches d'eux. Et à mesure que l'on s'éloigne du premier témoin, des perceptions différentes des mêmes événements émergent en raison de la subjectivité et de la reconstruction identitaire dissemblables de ceux et celles qui se souviennent. Ce mode de fonctionnement permet de faire émerger progressivement les clés de notre objet/sujet d'étude. De même, lorsque certains noms émergent et d'autres non, nous sommes confrontés à un indicateur intéressant des relations tissées entre les survivants et les survivantes.

La reconstruction d'une identité sociale telle que celle des survivants apparus et survivantes apparues se reflète dans la manière dont ils et elles affrontent l'environnement dans lequel ils et elles interagissent et comment les liens s'établissent entre l'un et les autres. Ainsi, guidés par nos témoins, nous avons pu vérifier tout d'abord les relations qui se sont tissées à l'intérieur du camp clandestin, et de quelle manière elles ont été maintenues à l'extérieur. Nous avons également pu constater les accords généraux qui sont établis entre les survivants et survivantes et qui ne génèrent pas de divergences majeures. En ce sens, l'assignation à résidence est un exemple d'accord : tous les survivants et toutes les survivantes s'accordent sur son rejet.

Deuxièmement, en écoutant et en prêtant attention aux témoins, nous avons construit des cercles d'oppositions. La plus notable est celle que l'on peut observer dans les espaces où la revendication d'une mémoire *Montonera* (en référence à l'une des organisations de la guérilla et à ceux et à celles qui y ont adhéré, issus de différents secteurs du péronisme) apparaît comme excluant. Cette exclusion produit en fait une réponse négative de la part de ceux et celles qui se sentent laissés de côté par cette représentation. Un exemple très clair de ce conflit s'est produit lorsque le CCDTyE de l'île du Tigre « El Silencio » a été marquée comme un site de mémoire. C'est sur cette île du delta du fleuve Paraná que les personnes enlevées au CCDTyE « l'E.S.M.A. » ont été emmenées lorsque la Commission des droits humains de l'Organisation des États américains a effectué sa visite « in loco » dans le pays en 1979. Dans le groupe des quarante personnes enlevées sur l'île, il n'y avait pas seulement des *Montoneros* mais aussi des militants et militantes d'autres organisations péronistes comme les *Fuerzas Armadas Peronistas-Peronismo de Base* et aussi du trotskisme. Ils ont tous enduré la même

souffrance, entassés, *encapuchados*, *tabicados*, et boueux dans la partie basse d'une des deux maisons qui faisaient partie de ce lieu de détention clandestin. Un groupe hétérogène de survivants a identifié l'île et a accompagné en 2013 les magistrats en charge de la section E.S.M.A. III dans la reconnaissance préalable à l'intégration de ce CCDTyE au procès.



Photo N° 21 : *Sortir du silence. Reconnaissance.* Source : Archives Osvaldo Barros

Cependant, en 2019, les militants d'origine trotskyste n'ont pas été appelés à travailler sur l'organisation de l'événement et le jour de la signalisation, même s'ils étaient présents, ils n'ont pas été appelés à participer en tant qu'orateurs. Ils ont même été remplacés dans le discours par d'autres survivants est survivantes qui n'ont pas vécu cette expérience précise mais qui font partie de l'activisme mémoriel péroniste et particulièrement de celui qui a son rayon d'influence dans la zone nord du Grand Buenos Aires. Ainsi, les survivants du GOR ont assisté en tant que spectateurs et ont vu que, face aux questions des journalistes, d'autres répondaient à leur place.

Un autre exemple d'oppositions mémorielles et identitaires est l'expression de ceux et celles qui s'opposent à la représentation collective de l'AEDD. Nous avons

constaté, par exemple, que pour beaucoup, l'adhésion à l'AEDD était une étape presque obligatoire dans la formation de leur identité, mais que l'idée de faire partie de cette association générait – et génère – du rejet. Ce rejet n'est pas seulement une conséquence des décisions idéologiques et politiques prises par l'Association (un exemple frappant est la confrontation entre les membres de l'AEDD et d'autres survivants et survivantes du CCDTyE « l'E.S.M.A. » sur le sort du site, confrontation qui est toujours en cours de règlement judiciaire) mais aussi parce qu'après ce premier moment de besoin de trouver un lieu de refuge dans lequel chacun et chacune se sent compris et comprises, le fait de s'identifier comme un ex détenu disparu et une ex détenue disparue est un fardeau qui pour beaucoup est très lourd et qui pour d'autres implique que toute leur vie se résume à cet état de disparition/libération. Certains et certaines sont allés jusqu'à qualifier cette identité unique de *morbide*. Paradoxalement, il ressort aussi des témoignages que ceux et celles qui se disent « ex » détenus disparus et détenues disparues sont ceux et celles qui portent la responsabilité de récupérer publiquement l'identité du survivant et de la survivante du camp clandestin, et c'est cela qui facilite le travail identitaire de ceux et de celles qui ne se définissent pas ainsi.

Rappelons ici que notre notion opératoire nous permet de voir et de rassembler des subjectivités qui non seulement ne peuvent pas être incluses dans un « type unique » mais que, en témoignant, ces identités se défendent de tomber dans une catégorie spécifique. Chaque témoignage produit a été l'occasion de trouver une auto-désignation et une justification identitaire différentes. Alejandra Naftal, par exemple, ne s'est pas encore mise d'accord sur une terminologie qui la définisse, mais ce qui est certain, c'est que le terme « ex détenue disparue » ne la représente pas, pas plus que le terme « survivante », probablement parce qu'elle a su combiner sa vie professionnelle avec son rôle de témoin, témoignant non seulement de l'horreur mais aussi de la résilience et servant de passerelle pour d'autres survivants et survivantes qui ont besoin de reconnaissance ou d'un espace pour s'exprimer :

« Fueron muchos años con el tema, a cierta altura, aparte de haber sobrevivido a la dictadura, he sobrevivido al matrimonio, he sobrevivido a mis padres, he sobrevivido a mis jefes, he sobrevivido a tantas cosas. Digamos que de verdad ahora me siento en un momento donde me interesa más verme a mí misma como testigo. [...] Me corro del lugar de víctima, ahora que voy a cumplir 60 años siento que he sido la hacedora de este proyecto y siento que me preparé toda la vida para esto, desde todo lo que estudié y desde que salí de la prisión. Siento que

consciente e inconscientemente, casi todo lo que hice en mi vida fue para lograr este proyecto final. Estudié Museología, Antropología, trabajé en comunicación, en publicidad, en cine y escribí. El museo es un medio, un lenguaje, digamos, y bueno, entonces yo ya me puedo jubilar [...] ya di testimonio, estuve en todas las marchas, hice el archivo, hice el museo »<sup>39</sup>.

Alejandra a été enlevée et emmenée au CCDTyE « El Vesubio » alors qu'elle était adolescente, elle a été exilée et est rentrée au pays rapidement. Déclarante de la « première heure » et l'une des initiatrices des archives orales de Memoria Abierta, elle est également la principale responsable de la muséification de l'E.S.M.A. En tant que directrice exécutive de cet espace, elle a ouvert ses portes à de nombreux et nombreuses survivants et survivantes, notamment avec le cycle « La visite de cinq heures »<sup>40</sup>, qui réunit chaque semaine des survivants et survivantes, des proches et des militants et militantes avec le grand public, le temps d'une visite au casino des officiers.

Miguel D'Agostino, enlevé au même âge qu'Alejandra Naftal et emmené au « l'Atlético », camp clandestin – qui se trouvait à quelques rues de l'école secondaire où il était élève – a un autre point de vue. Pour lui, l'interlocuteur détermine en quelque sorte le nom qu'il prendra pour se définir. A propos d'une interview d'Ana Iliovich dans laquelle elle se définit comme une survivante, Miguel commente :

« Ana en la nota dice: 'me gusta presentarme con alguna de mis identidades más fuertes como hija, madre, compañera, psicóloga, maestra, alfabetizadora y sobreviviente'. Cuando está a mi alcance y me preguntan cómo presentarme en una charla o nota, evito eso de sobreviviente, prefiero que digan militante político, víctima del terrorismo de Estado, testigo del juicio de lesa humanidad. A mí nunca me gustó ni ex detenido ni sobreviviente. No es una cuestión de gusto. Me parece que yo soy más que eso. Creo que los sobrevivientes, no todos, capaz, pero casi todos, el 99%, son más que ser sobrevivientes.

---

<sup>39</sup> « De nombreuses années le sujet a été présent, à un certain moment, en plus d'avoir survécu à la dictature, j'ai survécu au mariage, j'ai survécu à mes parents, j'ai survécu à mes patrons, j'ai survécu à tant de choses. Disons que j'ai vraiment l'impression d'être à un moment où je suis plus intéressé à me voir comme un témoin. [...] Maintenant que je vais avoir 60 ans, j'ai le sentiment d'avoir été la créatrice de ce projet et je sens que je me suis préparée toute ma vie pour cela, à partir de tout ce que j'ai étudié et depuis que je suis sortie de prison. J'ai le sentiment que, consciemment et inconsciemment, presque tout ce que j'ai fait dans ma vie avait pour but de réaliser ce projet final. J'ai étudié la muséologie, l'anthropologie, travaillé dans la communication, la publicité, le cinéma et j'ai écrit. Le musée est un média, un langage, disons, et bien, alors je peux prendre ma retraite [...] J'ai déjà témoigné, j'ai été dans toutes les marches, j'ai fait les archives, j'ai fait le musée ». Extrait du témoignage d'Alejandra Naftal, 2018

<sup>40</sup> En espagnol : « La visita de las cinco ».

Es decir, claro, bueno, si vamos a charlar de esto, está bien. No reniego si mi conversación contigo es en foco de esa experiencia. Sí, pero también puedo hablar de mi secundaria, de mi militancia política, de mi familia. Es decir, he vivido, sí, he vivido, sigo viviendo. Y a veces lo digo, fueron 90 y pico de días que me marcaron, me anclaron en un momento de la historia, pero no me determinó. Soy mucho más que eso. Entonces trato de que no me estigmaticen, esa no es la palabra pero sino que me generen como esa identidad... »<sup>41</sup>

Alejandra et Miguel appartiennent à la même génération et refusent de se dire survivants. C'est là que les coïncidences s'arrêtent. C'est-à-dire que la seule caractéristique qui peut unir tous et toutes les survivants et survivantes, qu'ils se nomment victimes, témoins, ex-détenus disparus ou de toute autre manière qu'ils choisissent, est que tous et toutes, sans exception, revendiquent d'être traités comme une identité qui va au-delà de celle qui les associe à leur passage par le camp clandestin. Les Uruguayens qui sont passés par le CCDTyE « Orletti » parlent souvent de cette période d'enfermement clandestin comme d'un *passage*. Ce fait, donc, non seulement ils ne le nient pas, mais l'assument comme une partie essentielle de leur identité, et exigent que l'autre récepteur et réceptrice de la parole voie en eux et elles « ce qu'ils ont fait de ce morceau de vie ». C'est dans cet acte, dans cette demande, que l'on distingue un ou une survivant qui est apparu ou apparue.

Une autre conséquence avantageuse de l'utilisation de la méthodologie « boule de neige » a été de pouvoir « vérifier » naturellement certains éléments qui apparaissent pratiquement de la même manière dans divers témoignages et que nous avons pu encadrer en combinant cette technique avec les autres utilisées au cours de la recherche (nous faisons référence à l'observation/écoute participante, aux entretiens approfondis, à l'analyse documentaire et à l'exégèse juridique). Cela nous a conduit à analyser nos sources primaires à travers l'articulation de duos ou de groupes de personnes qui sont

---

<sup>41</sup> « Dans la note, Ana dit : J'aime me présenter avec certaines de mes identités les plus fortes en tant que fille, mère, camarade, psychologue, enseignante, alphabétiseuse et survivante ». Quand c'est à ma portée et qu'on me demande comment me présenter dans un intervention orale ou une note, j'évite le terme de survivant, je préfère dire militant politique, victime du terrorisme d'État, témoin du procès de crimes contre l'humanité. Je n'ai jamais aimé ni ex détenu ni survivant. Ce n'est pas une question de goût. Il me semble que je suis plus que cela. Je pense que les survivants, pas tous, peut-être, mais presque tous, 99%, sont plus que des survivants. Je veux dire, bien sûr, si on doit en parler, c'est bien. Je ne renie pas si notre conversation est axée sur cette expérience. Oui, mais je peux aussi parler de mon lycée, de mon militantisme politique, de ma famille. En d'autres termes, j'ai vécu, oui, j'ai vécu, je continue à vivre. Et parfois je le dis, ce sont ces 90 jours qui m'ont marqué, ancré dans un moment de l'histoire, mais qui ne m'ont pas déterminé. Je suis bien plus que ça. J'essaie donc de ne pas être stigmatisé, ce n'est pas le mot, mais j'essaie qu'on ne m'enferme pas dans cette identité... » Témoignage de Miguel D'Agostino, mai 2022.

passés par les mêmes lieux afin de comparer la manière dont ils relatent cette expérience. À cette fin, nous avons suivi les audiences du Procès des juntas militaires et, dans les cas auxquels nous avons eu accès, les audiences ultérieures. Nous avons également recueilli des articles de journaux et des documents d'archives pour chacun des survivants et survivantes qui font partie de notre corpus de témoignages. Le dossier méthodologique qui accompagne le corps principal de la thèse *Apparaître. Le statut de la parole du survivant et de la survivantes des camps clandestins de détention, torture et extermination (disparition) dans la construction des mémoires du terrorisme d'État* montre comment nous construisons le *parcours de l'apparition du survivant et de la survivante* en fonction de la prise de parole. A titre d'exemple, nous prenons la documentation rassemblée pour le cas de Miguel D'Agostino. En plus du témoignage, l'ensemble des documents et sources secondaires collectés permet d'établir une certaine véracité des déclarations du témoin. Cela ne signifie pas que nous cherchons la vérité derrière l'interprétation subjective que chaque témoin nous offre du passé. Ce n'est en aucun cas notre prétention. La tâche serait également infructueuse. En revanche, nous recherchons les coïncidences entre les différents témoignages, ainsi que la possibilité de vérifier les dates, les situations et les références afin de pouvoir apprécier l'évolution dans la production du témoignage et dans le recueil de la parole du témoin.

Parmi les différentes paires et groupes que nous avons pu réunir, le cas le plus frappant dans notre corpus correspond à ce qui s'est passé au CCDTyE de « l'E.S.M.A. » pour la période comprise entre fin 1978 et 1979. Osvaldo Barros, Susana Leiracha, Norma Cozzi, Cachito Fuckman, Victor Basterra, Ana Testa et « le Suédois » Carlos Lordkipanidse ont partagé la captivité à cette époque (Barros, Lordkipanidse et Basterra sont visibles sur la photo de « El Silencio »). La narration des événements et des lieux est pratiquement la même. Les origines politiques des témoins sont différentes, mais cela n'a pas une grande incidence sur le récit de la vie dans les camps clandestins, sauf pour déterminer les dates des *caídas* ou le mode de fonctionnement des *patotas*. A tel point que lorsqu'ils sont convoqués pour témoigner dans des procès, souvent Barros, Leiracha et Cozzi se succèdent<sup>42</sup> et apparaissent presque en bloc. Ce n'est pas surprenant car ensemble, ils peuvent témoigner dans les mêmes cas et inculper les mêmes personnes. Les différences apparaissent dans la façon dont ils témoignent au tribunal et en dehors.

---

<sup>42</sup> Au tribunal, Picinini (l'ex-mari de Cozzi et séquestré avec elle) est également appelé à témoigner au sein de ce groupe.

Cela peut se voir clairement dans les témoignages que nous avons produits : Osvaldo Barros organise son discours de manière idéologique et politique, il est concis, direct et clair. Il donne à voir rarement une émotion. Il ne refuse guère de répondre aux questions. Il ne cache pas son militantisme antérieur, mais il ne s'étend pas trop sur celui-ci. Le discours de Susana Leiracha est plus naturel mais analytiquement mieux construit du point de vue de la représentation de sa propre subjectivité. Elle est détaillée, directe et quand elle ne veut pas parler de quelque chose qui la dérange, elle le dit clairement, même si elle revient ensuite sur le même sujet de son propre chef. Le fait de témoigner la met mal à l'aise. La définition des « militants populaires » sert de base pour introduire son militantisme et au fur et à mesure que la confiance s'approfondit, elle élargit ses définitions. Avec le temps, ces traits, présents chez l'un et l'autre, se sont accentués, notamment parce que Susana a quitté son militantisme au sein de l'AEDD pour le transférer à la Commission pour la Mémoire de Boedo, son quartier, et s'est en quelque sorte éloignée de sa position de survivante, tandis qu'Osvaldo a pris la position de porte-parole de l'AEDD. Norma est la moins habituée des trois à apporter un témoignage individuel, bien qu'elle n'évite pas le sujet et qu'elle travaille sur cette question même au quotidien puisque, en tant qu'enseignante, elle participe aux *Encuentros de Jóvenes para la Memoria (Rencontres des jeunes pour la mémoire)* organisées par la Comisión Provincial por la Memoria. Son récit n'est pas structuré à l'avance, elle est très franche et l'émotion est très présente tout au long de sa narration, et les pauses émotionnelles sont donc importantes dans son discours. Ce que les histoires de Susana et de Norma ont en commun, si on les combine avec d'autres témoignages comme celui d'Ana Testa, c'est une manière de raconter qui est spécifique aux femmes. A cela s'ajoute une forme particulière de témoignage lorsque c'est une femme qui provoque le témoignage et l'écoute. Il ne s'agit pas ici de faire une lecture genrée des témoignages mais de pointer une différence incontournable qui répond à de multiples variables sociales, culturelles et politiques qui trouvent un écho dans l'expérience du camp, mais plus encore dans la vie du après. De même, nous pouvons voir que lorsque l'émotion émerge dans le récit des survivants masculins, elle est absolument déstructurante et dans de nombreux cas, elle rend impossible la poursuite du témoignage, en tout cas, c'est notre décision de le faire et de ne pas pousser le témoin-victime dans une situation de plus grande douleur ou angoisse que celle impliquée dans l'acte de témoigner. Victor Basterra nous a raconté une partie de sa captivité en nous tournant le dos, « le Suédois », se souvenant d'une mère qui ne l'a pas

rejeté au moment où il était soupçonné d'avoir survécu, ne pouvait plus parler. Si l'on prend le corpus dans son ensemble, les exemples se multiplient et s'accroissent.

## **Pacte éthique et enregistrement audiovisuel**

Les exemples évoqués certifient que l'horreur des camps est une réalité qui doit être prise en compte tant du point de vue du narrateur ou de la narratrice, qui en s'appropriant sa capacité narrative cesse d'être un témoin et devient un témoin-victime de l'histoire qui s'est déroulée dans ces non-lieux, que du chercheur-producteur ou de la chercheuse-productrice du témoignage qui prend la place de l'accompagnateur ou de l'accompagnatrice, de celui qui permet à ce voyage de se dérouler à nouveau, mais depuis le présent. Cette imbrication rend nécessaire que les limites subjectives de celui ou de celle qui provoque la parole soient conscientes et explicites. Dans notre cas, afin de nous concentrer sur notre interlocuteur, nous utilisons un tiers extérieur, un témoin impartial : une caméra vidéo. La caméra était notre médiateur dans la plupart des cas et subsidiairement, nous utilisons un magnétophone. Ce n'est qu'exceptionnellement que nous avons pris des notes. La caméra vidéo a changé plusieurs fois, mais elle a toujours été petite. Les témoins l'acceptent, mais ne l'oublient pas et y font souvent référence et l'indiquent en disant « tu ne vas pas laisser ça, n'est-ce pas ? », ou font des commentaires en riant de l'image enregistrée par rapport aux vêtements choisis, le lieu où les bruits de l'environnement. Les témoignages ont été menés selon un protocole ouvert mais contrôlé. Nous nous sommes dotés d'un ensemble de lignes directrices au préalable, sans les traduire en un questionnaire papier. Les questions à traiter ont toujours été laissées entre les mains du témoin, même si nous avions toujours en tête où nous voulions aller. C'est ainsi que nous l'avons expliqué à tous avant de commencer l'enregistrement : la phrase utilisée était : « Le témoignage est le tien, raconte ce que tu as envie de raconter, commence où tu veux ». Certains et certaines ont commencé par leur militantisme et d'autres par l'enlèvement. Nous avons également expliqué qu'il était de leur ressort de couper le témoignage ou de le poursuivre, et qu'ils et elles pouvaient exercer leur droit de non-réponse à tout moment. Cela a donné une moyenne de 2h/2h30 de témoignages, avec des exceptions dans lesquelles il a fallu plus de 4 ou 5 heures, en laissant de côté les témoignages en série (Susana Leiracha de Barros, Osvaldo Barros et Ana Iliovich), dont



chacun, cumulé, a pris environ 10 heures ou plus. Nous avons utilisé la relance pour aborder d'autres axes et avons admis les moments vides ou les moments qui n'étaient pas directement liés à ce que nous allions chercher dans le témoignage. En acceptant les digressions, nous avons constaté qu'elles sont souvent utilisées comme des « espaces de respiration », c'est-à-dire comme un moyen d'échapper au souvenir des choses qui font mal et de faire une pause avant de passer à autre chose. Nous avons laissé le témoin et la témoin nous « mettre dehors » et terminer son témoignage quand il le souhaitait. Dans certains cas, en raison du manque de temps et du désir du témoin et de la témoin de continuer à parler, nous avons été invités à revenir une autre fois. Le moment de la fin est généralement prévisible. C'est pourquoi, lorsque nous sentons qu'elle est proche, nous posons une question dont nous savons – pour en avoir été témoins – qu'elle est douloureuse. Notre question finale est la suivante : « Qu'est-ce que cela fait d'être un détenu disparu ou une détenue disparue? » Cette question fait référence à l'intérieur du camp et non à la survie. Et c'est peut-être le seul moment du témoignage où nous les emmenons expressément al *pozo*. Dans l'annexe méthodologique, vous pouvez voir comment Miguel D'Agostino résout ce problème et termine le témoignage :

« M.I.: Tomando tu propia definición –vos dijiste: soy un secuestrado de un campo de exterminio– ¿qué es ser, según vos, un secuestrado de un campo de exterminio?

M.D.A: Alguien que vivió una experiencia límite, es decir, alguien que estuvo al borde de la muerte de una manera consciente y el destino hizo que esto no fuera así, que no terminara en ese exterminio, en esa muerte previsible, posible, y que en algún momento hasta yo hubiera querido formar parte de ese grupo. Estando dentro de un campo de concentración, fue así. Es decir, como te lo cuento, a los 80 días, cuando empezaron a ser exterminados todos mis compañeros de militancia y otros tantos que había conocido dentro del campo de concentración yo me deprimí porque no me llevaban a mí. Y uno de los que repartía comida, Pascua, se da cuenta que mi actitud había cambiado, porque a pesar de que yo era consciente, yo vivía más o menos, no te digo alegre, lo sufría, pero no estaba derrotado, no estaba hecho mierda, lo vivía como una cuestión de que bueno la historia ya va a cambiar, la llevo... Había cambiado mi actitud porque yo estaba así desmoronado, porque me quedaba y ellos se habían ido y fuera donde fuera quería ir con ellos. Y Pascua, fue terrible esa conversación... ¿Qué te pasa petiso? Me acuerdo más o menos fue así... ¿Qué te pasa petiso? Le digo: ¿no viste que se fue Blanca... se fue Pepino, se fue Sebastián? Los llevaron, los trasladaron, me dice pero con vos puede haber otro destino. Por algo es que te quedás, y esto y aquel otro... Quedate tranquilo, no te preocupes. Esto es terrible, le digo yo. Sí, sí, claro que es horrible, me dice. Pero

seguramente con vos va a haber otro tratamiento. Vas a salir en libertad. Me dice Pascua. Le creí y me aferré a eso. Di vuelta, volví a mirar la posibilidad y simultáneamente le pregunto: ¿bueno, entonces, vos también? Y terrible fue la respuesta de Pascua. No, a nosotros a todos nos van a matar, a todos los *destabificados* nos matan, así. Y vos lo escuchabas cantar cuando repartía la comida, cuando limpiaba las celdas. Era terrible. Yo ya sabía que a él lo iban a matar porque él mismo me lo había dicho y a los diez días a mí me sueltan. Me liberan, me dejan en la calle. ¿Sabés que hay que ir cortando no?  
M.I: Sí, sí, sí »<sup>43</sup>.

La *torture oblique* apparaît constamment dans les témoignages, mais nous n'entrons pas dans les détails de la torture physique ou psychologique. Nous pensons que pour savoir exactement ce qui s'est passé, il y a les témoignages dans les procès et dans de nombreux cas les témoignages journalistiques. Lorsque l'émotion est venue envahir notre interlocuteur ou notre interlocutrice, comme nous l'avons dit, notre décision a été – et ce dans tous les cas – de demander si la personne voulait continuer ou décider unilatéralement d'éteindre la caméra en considérant les pleurs ou l'émotion de l'autre

---

<sup>43</sup> « M.I. : En prenant ta propre définition – tu as dit : je suis un séquestré d'un camp d'extermination – qu'est-ce que cela signifie, selon toi, d'être un séquestré d'un camp d'extermination ?

M.D.A : Quelqu'un qui a vécu une expérience limite, c'est-à-dire quelqu'un qui était au bord de la mort de manière consciente et le destin a fait en sorte que ce ne soit pas le cas, que cela ne se termine pas par cette extermination, par cette mort prévisible, possible, et qu'à un moment donné, même moi j'aurais voulu faire partie de ce groupe. Être dans un camp de concentration, c'était comme ça. C'est-à-dire que, comme je te le dis, après 80 jours, lorsque tous mes camarades militants et beaucoup d'autres personnes que j'avais rencontrées dans le camp de concentration ont commencé à être exterminés, j'ai déprimé parce qu'ils ne m'emmenaient pas. Et l'une des personnes qui distribuait de la nourriture, Pascua, s'est rendu compte que mon attitude avait changé, parce que même si j'étais conscient, je vivais plus ou moins, je ne dis pas heureux, je souffrais, mais je n'étais pas vaincu, je n'étais pas détruit, je le vivais comme une question de, bon, l'histoire va changer, je le prenais... J'avais changé d'attitude parce que j'étais tellement brisé, parce que je restais et qu'ils étaient partis et que où qu'ils aillent, je voulais aller avec eux. Et Pâques, ça a été une conversation terrible... Qu'est-ce qui ne va pas, petit ? Je lui dis : tu n'as pas vu que Blanca est partie... Pepino est parti, Sebastián est parti ? Ils les ont pris, ils les ont déplacés, me dit-il, mais avec toi il peut y avoir une autre destination. Il y a une raison pour laquelle tu restes, et ceci et cela... Sois tranquille, ne t'inquiète pas. C'est terrible, je lui dis. Oui, oui, bien sûr que c'est affreux, dit-il. Mais avec toi, il y aura sûrement un traitement différent. Tu vas être libéré. Me dit Pascua. Je l'ai cru et je m'y suis accroché. Je me suis retourné, j'ai de nouveau regardé cette possibilité et je lui ai demandé simultanément : alors, toi aussi ? Et terrible fut la réponse de Pascua. Non, ils vont tous nous tuer, ils vont tuer tous ceux d'entre nous qui sont les yeux débandés. Et on pouvait l'entendre chanter quand il livrait la nourriture, quand il nettoyait les cellules. C'était terrible. Je savais déjà qu'ils allaient le tuer parce qu'il me l'avait dit lui-même, et dix jours plus tard, ils m'ont laissé sortir. Ils me libèrent, ils me laissent dans la rue. Tu sais que va devoir arrêter n'est-ce pas ?

M.I : Oui, oui, oui, oui, oui ».

Témoignage de Miguel D'Agostino, 2022. La transcription complète du témoignage se trouve dans l'annexe méthodologique.

comme un aspect de son intimité qui n'a pas besoin d'être conservé dans une carte mémoire. Ce que l'utilisation de la caméra nous a permis, c'est la liberté d'écoute et la possibilité de revenir sur des aspects du témoignage que nous ne pouvions pas percevoir naturellement pendant que nous le faisons, soit à cause de l'émotion communicative entre le narrateur et l'auditeur, soit parce que les gestes ou les silences se produisaient de manière presque imperceptible. Enfin, elle a également permis d'atténuer les erreurs que le chercheur ou la chercheuse peut commettre lorsqu'il ou elle se fie uniquement à sa propre mémoire.



Photo N° 22 : *Composition. Pilar Calveiro. Source : Archives INA. MEI*

« C'était une situation d'hostilité à couper le souffle. Je dirais que les conditions de notre détention étaient atroces ». Au moment où elle prononce ces mots devant les documentaristes de l'archive orale Memoria Abierta, Pilar Calveiro est en train de se « décomposer ». Tout son corps en témoigne. Dans nos témoignages, nous voyons la même chose. Ce n'est pas la voix qui parle. C'est l'être, son inconfort et son inconscient, qui raconte l'histoire. Susana mélange les temps et a tendance à faire le geste de la repousser, en faisant glisser sa main le long de ses bras et de son corps, lorsqu'elle parle de « l'odeur âcre et pénétrante » du camp. Son visage change en un centième de seconde, passant du rire nerveux à la nervosité lorsqu'elle évoque sa « disparition ». Comme Susana Leiracha, chaque témoignage est un exemple de l'importance des gestes, non pas comme un complément mais comme un élément constitutif de la parole. Pour voir sans voir, le caméscope est un modeste allié. Et c'est ce qui explique que, dans les témoignages,

nous le plaçons à nos côtés, à hauteur des yeux et, si nécessaire, sans trop tenir compte du meilleur éclairage ou du meilleur cadrage<sup>44</sup>.

Chacun et chacune de nos témoins est contacté – comme décrit ci-dessus – grâce à une personne de leurs confiance. Mais parfois aussi, nous prenons des témoignages après avoir connu pendant des années les personnes que nous enregistrons. Dans le cas de Susana, comme nous l'avons dit, nous nous connaissions au préalable, mais une relation particulière s'est établie au fur et à mesure que nous enregistrons les différentes séquences de son témoignage. Ainsi, lorsque nous avons décidé de mettre fin à l'enregistrement, nous lui avons demandé ce qu'était le témoignage et ce qu'était produire un témoignage pour nous et avec nous :

« 1. Testimoniar es contar alguna experiencia personal en algún momento de nuestra vida. El caso de este testimonio se refiere a la experiencia traumática intransferible vivida en un campo de concentración de la Argentina durante el año 1979.

Contar esa experiencia de vida o de sobrevivida o de supervivencia es relatar los recuerdos más dolorosos, algunos más solidarios junto con los olvidos imperceptibles u obligados. Todo en una gama de recuerdos e imágenes que aunque más esfumados aún perduran en mi vida.

Contar esa experiencia a otras y otros para que sepan, comprendan y valoren las injusticias y aberraciones del genocidio.

Testimoniar para construir memoria, para contar nuestra verdad y en lo posible para lograr justicia.

2. Testimoniar ante Myrna, una joven militante, investigadora y amiga personal en poco tiempo y sobrina del corazón con los años tuvo varios momentos.

Al principio era el momento de contar, era una necesidad de transmitir información, contar hechos, actos de barbarie y también de los otros: los solidarios con compañeros al haber compartido juntos lo traumático y de haber sobrevivido o no.

Luego hubo otros momentos políticos de narrar y también de elaborar lo sucedido en principio a los sobrevivientes y su entorno familiar, laboral, social y político. Y elaborar su significado para la sociedad.

También hubo momentos de silencio, de callar, para curar heridas o no reabrir las o de tomarse un respiro, una tregua para elaborar el trauma no solo desde lo político sino desde lo psicológico.

Y ahora con 72 años aparece de la mano de Myrna, la 'sobrina' investigadora un nuevo momento político que marca la necesidad de trasvasar lo ocurrido a generaciones más jóvenes, no contaminadas con

---

<sup>44</sup> Voir l'annexe méthodologique pour des exemples de témoignages téléchargés sur Vimeo.

los prejuicios setentistas y quizás con la fuerza de nuestros mismos ideales »<sup>45</sup>.

Dans la réponse de Susana, nous voyons que le témoignage est un choix, qu'il passe par différentes étapes, volontairement et involontairement, et que, quel que soit le destinataire, l'objectif est de faire sortir le camp clandestin de l'obscurité et de faire savoir qu'une barbarie absolue y a eu lieu et qu'il y a des responsables qui doivent répondre de leurs actes. Le dernier paragraphe qui nous a été adressé nous a amené à repenser le rôle du producteur du témoignage et les liens qui se construisent naturellement entre le témoin-victime-acteur et l'auditeur ou l'auditrice, et comment la confiance établie qui implique, par exemple, de pouvoir partager l'humour noir si récurrent dans ces récits et dans les moments off de la production du témoignage, est non seulement nécessaire mais un élément essentiel recherché par les survivants et les survivantes à transmettre pour que « ça se sache ».

Parfois, avant de commencer, le témoin nous a fait passer une sorte de « test de confiance » et a voulu savoir qui nous étions et dans quel but nous allions utiliser notre témoignage, en s'assurant que nous n'allions pas le dénaturer. Cela peut être lu, au-delà des cas personnels, comme un reflet des différences politiques au sein du MDDHH et aussi du traitement journalistique du témoignage. Le lieu choisi pour la production du témoignage est toujours celui suggéré par le témoin, c'est pourquoi les témoignages ont eu lieu principalement au domicile et sur le lieu de travail des témoins lorsqu'ils étaient liés à leur propre histoire. Quelques-uns d'entre eux ont eu lieu dans des bars. Cela nous

---

<sup>45</sup> « 1. Témoigner, c'est raconter une expérience personnelle à un moment donné de sa vie. Le cas de ce témoignage fait référence à l'expérience traumatique non transférable vécue dans un camp de concentration en Argentine en 1979. Raconter cette expérience de vie ou de survie, c'est raconter les souvenirs les plus douloureux, certains plus solidaires, ainsi que les oublis imperceptibles ou forcés. Le tout dans un éventail de souvenirs et d'images qui, bien que plus effacés, persistent encore dans ma vie. Racontez cette expérience aux autres afin qu'ils connaissent, comprennent et apprécient les injustices et les aberrations du génocide. Témoigner pour construire la mémoire, dire notre vérité et, si possible, obtenir justice. 2. témoigner devant Myrna, une jeune militante, chercheuse et amie personnelle en peu de temps et nièce de cœur au fil des ans a eu plusieurs moments. Au début, c'était le moment de raconter, c'était un besoin de transmettre des informations, de raconter des faits, des actes de barbarie et aussi des autres : ceux qui sont solidaires des compagnons, ayant partagé ensemble les événements traumatiques et ayant survécu ou non. Puis il y a eu d'autres moments politiques de narration et aussi d'élaboration de ce qui s'est passé en principe pour les survivants et leur environnement familial, professionnel, social et politique. Et d'élaborer leur signification pour la société. Il y a eu aussi des moments de silence, de taire, de panser les blessures ou de ne pas les rouvrir, ou encore de faire une pause, une trêve pour travailler sur le traumatisme non seulement politique mais aussi psychologique. Et aujourd'hui, à 72 ans, Myrna, la "nièce" chercheuse, est à l'origine d'un nouveau moment politique qui marque la nécessité de transmettre ce qui s'est passé aux jeunes générations, sans être contaminés par les préjugés des années 70 et peut-être avec la force de nos propres idéaux ». *Réponses*, courriel de Susana Leiracha de Barros, juin 2018.

a amenés à parcourir plusieurs provinces, mais notre corpus contient essentiellement des témoignages urbains provenant presque entièrement de survivants de la classe moyenne.

Souvent, dans la grande majorité des cas, les témoignages se sont prolongés dans d'autres entretiens non enregistrés, et dans ces cas, ce qui a été dit dans ce contexte a été conservé comme faisant partie des éléments explicatifs observables.

Ce protocole<sup>46</sup>, que nous respectons strictement, est ce que nous considérons comme le pacte éthique entre le témoin-victime-acteur et nous-mêmes. Dans les témoignages, on entend souvent : « Je te le dis à toi », ce qui implique qu'ils ne peuvent être transférés ou retravaillés sans le consentement des témoins et que l'on parle de la production du témoignage ou d'un témoignage à deux voix. Il ne s'agit pas de témoigner avec l'autre mais de faire partie de son témoignage à partir des questions que nous pouvons lui poser. Il implique également que l'empathie rationnelle qui définit l'écoute du témoin signifie souvent que nous quittons la maison du témoin avec une « personne disparue sur nos épaules ». Les témoins-victimes-acteurs témoignent dans une large mesure pour leurs camarades qui ne sont pas revenus, c'est pourquoi ils et elles ont tendance à nous raconter ces histoires pour qu'elles soient connues, pour que la personne disparue ait aussi un interlocuteur, pour que nous devenions *les passeurs de récits*. Le fait d'effectuer nos entrées sur le terrain (et le camp) sur des périodes intenses mais courtes<sup>47</sup> nous a permis de prendre une certaine distance émotionnelle après la production du témoignage (sortie du témoignage). Cela était d'autant plus important que, dans notre cas, nous n'avons pas pu compter sur une équipe pour mener à bien cette recherche, comme cela aurait été possible si nous avions préparé cette thèse depuis l'Argentine. L'élaboration des témoignages – une tâche que nous croyons loin d'être terminée – loin du terrain nous permet de nous distancer de la situation politique du pays, de ses urgences et des tensions au sein du MDDHH, mais, d'autre part, elle peut devenir une tâche difficile, parfois angoissante et paralysante, un état dont nous sommes sortis grâce à l'exposition publique de l'avancement de nos résultats, mais surtout avec l'aide des témoins eux-mêmes, qui sont conscients de la dimension que revêt le don de la parole.

---

<sup>46</sup> Un tableau explicatif des étapes de la production du témoignage se trouve dans les archives générales.

<sup>47</sup> En réalisant mon travail de thèse tout en travaillant dans le domaine de l'éducation, nos visites sur le terrain se faisaient principalement pendant les vacances scolaires et pendant de courts séjours.

Il convient de mentionner que, sans exception, à la fin du témoignage, les survivants et survivantes nous ont dit « J'espère que cela t'aidera », ce qui peut également être lu comme « maintenant, c'est à ton tour d'être un témoin du témoin ».

La documentation de la subjectivité implique également une relation particulière avec les archives. Et dans ce cas, nous avons la possibilité d'accéder à des archives personnelles et publiques, mais nous avons également constitué nos propres archives documentaires et visuelles. Notre cartographie est intégrée par des images d'archives et par une archive de nos propres images<sup>48</sup>. L'utilisation de la photographie nous a continuellement aidés à réfléchir. Elles témoignent elles-mêmes. Hannah Arendt a parlé de la nécessité d'un regard interdisciplinaire et de la combinaison de techniques qui permettent d'accéder à la complexité d'un sujet comme celui-ci :

« Chaque science s'appuie nécessairement sur quelques présupposés peu articulés, élémentaires et axiomatiques, qui ne sont dévoilés et désavoués que lorsqu'on les confronte à des phénomènes totalement inattendus qui ne peuvent plus être compris dans le cadre de leurs catégories. Les sciences sociales et les techniques qu'elles ont mises au point au cours des cent dernières années ne font pas exception à cette règle. J'entends soutenir dans cet article que l'institution des camps de concentration et d'extermination – c'est-à-dire les conditions sociales qui régnaient en leur sein comme leur fonction dans l'appareil plus vaste des régimes totalitaires – est très susceptible de devenir ce phénomène inattendu, cet obstacle sur la route vers la compréhension adéquate de la politique et de la société contemporaines qui obligera les spécialistes en sciences sociales et les chercheurs en histoire à reconsidérer leurs présupposés fondamentaux, jamais remis en cause à ce jour, sur l'évolution du monde et le comportement humain<sup>49</sup>.

Notre corpus est multiple et incomplet, dense et cumulatif. Il reflète la singularité des identités qui partagent des mémoires plutôt que l'impossible représentativité des survivants et survivantes, sans parler des disparus et disparues. Nous avons choisi d'adopter cette transdisciplinarité, conscients du défi qu'elle implique et du caractère inachevé de la tâche. Mais aurions-nous pu procéder différemment ?

---

<sup>48</sup> L'archivage des images a commencé bien avant la thèse et le dossier couvre la période allant de la fin des années 1990 à aujourd'hui. En outre, des photos de la période précédente nous ont été données en cadeau par l'Asociación Madres de Plaza de Mayo et l'AEDD.

<sup>49</sup> Hannah Arendt, « Les techniques des sciences sociales et l'étude des camps de concentration », *Humanité et terreur*, Paris, Payot, 2017, p. 87.

## B. FRAGMENTS DE MEMOIRE, PRODUCTEURS D'HISTOIRE

« Le passé est irréversible » disait Julio Cortazar<sup>50</sup> à juste titre. Et, nous terminons : le passé est une histoire plus ou moins belle et intéressante que l'on nous raconte et que nous racontons à notre tour. Le passé, c'est se souvenir et, quoi qu'on fasse, la mémoire est indomptable, imparfaite et insuffisante et en même temps nécessaire. La mémoire est provocation et mouvement, parfois incontrôlé. C'est l'activisme du souvenir, du positionnement, du découpage et de la sélection subjective de « ce » dont il faut se souvenir.

L'histoire, en revanche – bien qu'elle soit le produit d'un point de vue donné, puisque la « vérité objective » n'existe pas et que nul ne peut prétendre que, quelle que soit la rigueur méthodologique de son travail, le chercheur et la chercheuse ne place pas sa subjectivité dans son objet d'étude – ne peut se nourrir de simples spéculations (mémorielles) ni s'exonérer de la recherche des fondements et des preuves qui justifient le récit des événements passés que l'historien entend faire connaître. Il n'y a pas de récit historique sans un substrat de traces vérifiables et reproductibles, même lorsque celles-ci semblent ne pas exister. Et dans la recherche des traces, le chercheur et la chercheuse en sciences sociales devra adapter ses instruments méthodologiques à la mesure du fait historique qu'il ou elle veut élucider.

Dans le travail de discernement des crimes contre l'humanité, nous devons accepter que le vieux principe historiographique qui a formé des générations d'historiens et qui veut que trois témoignages distincts pris séparément, lorsqu'ils sont concordants, justifient ou attribuent une réalité à un événement, ne soit pas toujours applicable<sup>51</sup>. Cela n'exclut cependant pas que, dans les cas de massacres de masse, un seul témoignage puisse faire émerger un fait inconnu qui, relié à d'autres (découverts plus tôt ou beaucoup

---

<sup>50</sup> Julio Cortazar, « Una maquinación diabólica: las desapariciones forzadas », document lu en novembre 1983, aux Nations unies, devant la Commission indépendante sur les questions humanitaires internationales, 1983.

<sup>51</sup> Charles Seignobos y Charles-Victor Langlois, *Introduction aux études historiques*, Paris, première édition 1898, edición Kime, 1992/édition électronique de la bibliothèque numérique Wikisource, Creative Commons, USA.



plus tard), donne une visibilité à l'ensemble et permet une nouvelle dimension analytique. Un exemple frappant en est le travail effectué ces dernières années sur ce qu'on appelle désormais la *Shoah par balles*<sup>52</sup>, un aspect du massacre des Juifs d'Europe dont la véritable dimension n'a pas été prise en compte durant des décennies. Dans la publication des résultats de la recherche menée à la demande du Père Patrick Desbois et de la Fondation Yahad-in Unum dans les colonies juives de Dniepropetrovsk, la sociologue Daniëlle Rozenberg, se référant aux difficultés et aux résultats méthodologiques de l'équipe, partage avec les lecteurs l'expérience suivante :

« A Khmel'nitské, un témoignage unique, celui de Maria G., a conduit les enquêteurs à la fosse commune, lieu d'exécution de Juifs et de Tsiganes du village 20 et des villages environnants. La découverte aux abords de celle-ci de nombreux objets abandonnés –mors en fer attribuable à un chariot de Tsiganes, douille de carabine Mauser datée de 1938, récipient en porcelaine (contenant probable d'une pommade médicale) attaché d'une grille de cimetière, éclats d'obus– atteste la véracité des tueries relatées »<sup>53</sup>.

Cette citation confirme ce que nous disions et le fait que ce n'est souvent plus plusieurs témoignages mais « un », « unique », de celui ou de celle qui est resté pour raconter l'histoire, qui permet d'atteindre les traces du passé meurtrier et de donner forme au vide. Ce processus n'est évidemment pas simple. Empruntant à Michel de Certeau l'idée de « manque », Henry Rousso reprend cette problématique de la trace et du vide et insiste sur le fait que le « manque » – que l'on pourrait aussi traduire par carence, en lui attachant la privation d'intentionnalité – est un indice de ce qui a été irrémédiablement perdu mais qui, en même temps, arrache et extrait de la perte le vestige de quelque chose qui a été, qui a existé un jour :

---

<sup>52</sup> Au début des années 2000, le père Patrick Desbois, cherchant à savoir ce qui s'était passé dans les derniers moments de la vie de son grand-père déporté et ce qu'il était advenu de sa dépouille, a entamé une recherche intense et méthodique pour retrouver les fosses communes des Juifs fusillés à Rava-Rouska où le corps de son ancêtre était censé être enterré. Cette recherche a permis de montrer l'ampleur des crimes contre les Juifs (fusillades) commis par les unités mobiles nazies tout au long de la Seconde Guerre mondiale. Des études ultérieures menées dans de nombreux villages ont révélé la généralité de ces événements. Cet aspect méconnu de l'extermination des Juifs d'Europe par fusillade a commencé à être connu en France dans les années 2010 sous le nom de Shoah par balles. Voir à ce sujet l'ouvrage pionnier du père Dubois, *Porteur des mémoires*, Paris, Champs Histoire, 2009 et plus récemment, *La Shoa par balles, la mort en plein jour*, Paris, Pion, 2019.

<sup>53</sup> Daniëlle Rozenberg, *Enquête sur la Shoah par balles*, Paris, Yahad-in Unum/Hermann, 2015, p.44.

« La trace est, par définition, l'indice de ce qui a été irrémédiablement perdu. D'une part, dans sa définition même, la trace est bien l'empreinte de quelque chose qui a été, qui est passé, et n'a laissé que le signe de son passage. D'autre part, cette trace conservée jusqu'à nous est, de manière implicite, un indice de tout ce qui n'a pas laissé de souvenir et a purement et simplement disparu... sans laisser de traces »<sup>54</sup>

Le rôle de *combler la carence* peut être rempli par le témoignage. Un seul témoignage entendu au bon moment peut dénouer une intrigue oubliée. Dans le cas argentin, nous pouvons trouver la situation inverse et constater les abondantes marques d'ingéniosité et de créativité qui conduisent des anthropologues, des sociologues et des historiens et historiennes à tenter de prouver, sur la seule base de nombreux témoignages incomplets, l'existence réelle des lieux de torture et d'exécution. La *politique de la terre brûlée* utilisée par les forces répressives comme tactique précise et déterminée de destruction des preuves, dans le cadre d'une stratégie plus large de dissimulation, fournit de nombreux exemples tels que les cas caractéristiques du CCDTyE « El Atlético » (ou « Club Atlético »), situés dans la ville de Buenos Aires, ou des CCDTyE « El Vesubio » et « El Campito » dans la province de Buenos Aires, tous complètement détruits par les répresseurs à la fin de leur « besoin d'existence ».

« En el caso del CCDTyE 'Club Atlético' se generó a partir del análisis de los testimonios una lista de expectativas precisas sobre los tipos de estructuras y materiales esperables de encontrar en las excavaciones arqueológicas y su posible ubicación espacial. En este relevamiento se prestó atención a la organización del espacio –áreas de circulación, confinamiento individual y colectivo, salas de tortura, baños y enfermería– y sus rasgos –tipo y colores de paredes y pisos–, entre otros elementos, y a los objetos mencionados por los sobrevivientes en sus testimonios »<sup>55</sup>.

---

<sup>54</sup>Henry Rousso, *Face au passé*, Paris, Belin, 2016, p. 67.

<sup>55</sup> « Dans le cas du CCDTyE "Club Atlético", l'analyse des témoignages a permis d'établir une liste d'attentes précises concernant les types de structures et de matériaux que l'on s'attend à trouver dans les fouilles archéologiques et leur éventuelle localisation spatiale. Dans cette enquête, l'attention a été portée sur l'organisation de l'espace – zones de circulation, confinement individuel et collectif, salles de torture, salles de bains et infirmerie – et ses caractéristiques – type et couleurs des murs et des sols – entre autres éléments, ainsi que sur les objets mentionnés par les survivants dans leurs témoignages ». In Laura Duguine, Silvina Duran et autres, *Experiencias desde la arqueología y la conservación para a recuperación material de los ex Centros Clandestinos de Detención Tortura y Exterminio (Ciudad Autónoma de Buenos Aires)*, Olavarría, IV Jornadas de Antropología Social del Centro, 2013.

Le type de témoignage dont parlent les archéologues du CCDTyE « El Atlético » est du type de celui que peut donner Miguel D'agostino, un témoin capable de fournir des détails, de décrire des sensations et de se situer dans l'espace <sup>56</sup>:

« M.D.A.: **Todo lo que estoy viendo y se va produciendo en este lugar contrasta con lo que yo fui relatando o escribiendo a lo largo del tiempo. Me deja tranquilo, me tranquiliza en el sentido de.... Yo esto no lo imaginé, esto es así como el hecho de que yo lo encontré, lo busqué, lo encontré, lo vi cuando moría y lo veo cuando lo destapan y digo: ahí están las celdas.** No tuve la capacidad de sacar fotos, me sentía perseguido, paranoico y en esa época no había celulares. Y no me dio para venir con una máquina de sacar fotos, pero yo vi todas las celditas y todo, todo lo que yo relaté en mi testimonio de la CONADEP a lo largo del tiempo, ya sea por personas vistas, por el sobrenombre, por la forma de funcionar, hasta el hecho de haberme dado con algo... En un momento determinado por los golpes, ya desnudo, voy a parar al piso y en el piso siguen pateándome, me siguen encadenando y me siguen haciendo de todo. Yo voy rodando, me refugio sin querer, sin ver –estaba tabicado– debajo de un mueble pesado. Así lo escribo yo. Bueno, eso es la cisterna que apareció. Aparte describo todo el recorrido desde la escalera hasta un lugar que había un mueble pesado donde yo quedaba abajo y resulta que es la cisterna de agua que está ahí. Y digo que ahí, en ese lugar me doy con la tumba de Víctor Fernández Palmeiro, del gallego Fernández Palmeiro. Bien, ¿Por qué digo esto? Porque el Turco [Simón, represor] que me tenía en los primeros día un encono particular, porque me atribuía ser del ERP22, y él tenía un encono con el ERP22, éste, entonces, me dice: ¿sabés con quién te diste? Yo escribí, no me acuerdo que escribí, pero escribí algo así con la tumba de Fernández Palmeiro o con los restos de Fernández Palmeiro. Y siempre lo llevo en mi cabeza y lo escribí en el 84, cuando esto estaba todo tapado. Cuando vinieron los arqueólogos en el mismo lugar que yo decía que me había dado con la tumba del gallego ahí estaba la placa de la tumba de Fernández Palmeiro.  
*M.I.: Que se habían robado de...*

M.D.A.: [del cementerio de] ¡Chacarita! [...] yo soy el único por ahora solamente que habla de esa placa; por ahí hay más, que no se animaron a hablar todavía... [...] Entonces en cada uno de sus hallazgos, yo vengo a reafirmar como no fue un sueño, yo lo viví, sabía que lo viví, pero en algún momento yo digo: ¿y si todo esto lo soñé?, porque eran como cosas, mis relatos... En el momento que yo empiezo a relatar sonaban increíbles. Cuando yo en el 84 en la CONADEP le digo a Carmen [Lapacó], le digo a Mónica Córdoba o le digo a Ana Careaga: el lugar estaba acá abajo de estos montículos en tierra y hay restos del edificio porque yo vi cuando lo demolían... Todos me miraban » <sup>57</sup>.

---

<sup>56</sup> Voir dans l'annexe méthodologique le plan du site dessiné par D'Agostino pour le CONADEP.

<sup>57</sup> " M.D.A. : **Tout ce que je vois et qui se passe dans ce lieu contraste avec ce que j'ai rapporté ou écrit au fil du temps. Ça me met à l'aise, ça me rassure dans le sens de ..... Je n'ai pas imaginé ça, c'est comme le fait que je l'ai trouvé, je l'ai cherché, je l'ai trouvé, je l'ai vu quand il était en train de**



Photo N° 23 : Plaque de marbre récupérée. CCDTyE Atlético.MEI

**mourir et je le vois quand ils le découvrent et je dis : voilà les cellules.** Je ne pouvais pas prendre de photos, je me sentais persécuté, paranoïaque et à cette époque, il n'y avait pas de téléphones portables. Et je n'ai pas eu le temps de venir avec une caméra, mais j'ai vu toutes les petites cellules et tout, tout ce que j'ai raconté dans mon témoignage à la CONADEP au fil du temps, que ce soit les gens que j'ai vus, les surnoms, la façon dont ils fonctionnaient, même le fait d'être percuté sur quelque chose.... À un certain moment, à cause des coups, déjà nu, je tombe au sol et sur le sol ils continuent à me donner des coups de pied, ils continuent à m'enchaîner et ils continuent à me faire tout ce qu'ils veulent. Je roule, je me réfugie sans le vouloir, sans voir – j'avais les yeux bandés – sous un meuble lourd. C'est comme ça que je l'écris. Eh bien, c'est la citerne qui est apparue. Je décris aussi tout le parcours de l'escalier jusqu'à un endroit où il y avait un meuble lourd où je me trouvais en bas et qui s'avère être la citerne d'eau qui se trouve là. Et je dis que là, à cet endroit, je percuté la tombe de Víctor Fernández Palmeiro, du galicien Fernández Palmeiro. Eh bien, pourquoi je dis ça ? Parce que le Turco [Simón, un répresseur], qui avait un ressentiment particulier envers moi au début, parce qu'il pensait que j'étais de l'ERP22, et il avait un ressentiment envers l'ERP22, il m'a dit : Savez-vous qu'est-ce que vous avez cogné ? J'ai écrit, je ne me souviens pas de ce que j'ai écrit, mais j'ai écrit quelque chose comme ça la tombe de Fernández Palmeiro ou la dépouille de Fernández Palmeiro. Et je l'ai toujours dans ma tête et je l'ai écrit en 84, quand tout était caché. Lorsque les archéologues sont venus au même endroit où j'avais dit avoir trouvé la tombe du Galicien, il y avait la plaque de la tombe de Fernández Palmeiro.

M.I. : Qu'ils avaient volé à...

M.D.A. : [au cimetière de] Chacarita ! [...] Je suis le seul jusqu'à présent à ne parler que de cette plaque ; peut-être y en a-t-il d'autres qui n'ont pas encore osé en parler... [...] Donc, dans chacune de ses découvertes, j'en viens à réaffirmer que ce n'était pas un rêve, je l'ai vécu, je savais que je l'avais vécu, mais à un moment donné, je me dis : et si j'avais rêvé de tout ça, parce que c'était comme des choses, mes récits... Au moment où j'ai commencé à raconter les histoires, elles semblaient incroyables. Quand je l'ai dit à Carmen [Lapacó] en 1984 au CONADEP, j'ai dit à Mónica Córdoba ou Ana Careaga : l'endroit était ici sous ces monticules de terre et il y a des restes du bâtiment parce que je l'ai vu être démoli... Ils m'ont tous regardé ".

Témoignage que nous avons produit en mai 2022. Les caractères gras nous appartiennent.

Face au manque, ici, restaurateurs et restauratrices et archéologues partent de l'image mémorielle, de l'esprit vivant du témoin pour établir les lignes de recherche dans un espace physique qui ne montre absolument rien. Rien de ce qui est dit dans le récit n'est visible et pourtant, littéralement, chaque mot, chaque souvenir sûrement douloureux a une réalité matérielle dans les profondeurs de la terre comme nous pouvons le voir sur les photos suivantes<sup>58</sup> et le lire dans les déclarations de l'équipe de travail citées ci-dessous. Le cas du CCDTyE « l'Atlético » est unique dans une double dimension qui est établie par l'association particulière de témoins prêts à témoigner dans n'importe quelle condition et d'un espace qui peut encore être « découvert » au-delà de sa démolition. Il n'en va pas de même pour le CCDTyE de « El Campito » ou « Vesubio ».

Au-delà de la disponibilité de survivants tels que Guillermo Lorusso du CCDTyE « El Vesubio » – dont la progression testimoniale est comparable voire supérieure à celle de Miguel D'Agostino puisqu'il a commencé ses dénonciations en pleine dictature et continue à ce jour à témoigner et à répondre à toutes les demandes qui lui sont faites – les témoignages rendent ici compte de lieux qui, indépendamment de la volonté des opérateurs judiciaires, ne peuvent qu'exceptionnellement être vérifiés au moyen d'un arbre de référence miraculeusement encore debout, d'une conduite d'eau, d'une mosaïque ou d'un objet extrait du sol grâce aux fouilles.

Au CCDTyE « El Atlético », la démolition a eu lieu à la vue des passants et des personnes libérées. Mais ces derniers ne se sont pas immédiatement rendu compte que le camp se trouvait précisément à cet endroit. Il a fallu l'obstination de Miguel D'Agostino et l'échange constant d'informations avec ses camarades – même ceux et celles en exil comme Ana María Careaga – pour qu'ils parviennent enfin à identifier collectivement le site<sup>59</sup>.

---

<sup>58</sup> Les photos sélectionnées montrent à quoi ressemblait le lieu lorsqu'il fonctionnait comme un centre illégal et clandestin pour les personnes enlevées, ce que l'on peut voir de la circulation et la face cachée, qui est aujourd'hui en train de trouver une autre visibilité. Dans l'annexe méthodologique, nous présentons une sélection plus large qui tente de démontrer l'évolution du travail effectué dans ce camp clandestin.

<sup>59</sup> Les survivants et survivantes ont parlé de deux endroits différents situés à proximité l'un de l'autre.



Photo N° 24 : Façade du CCDTyE Club Atlético, 2016. MEL.



Photo N° 25 : Façade du CCDTyE Club Atlético, 1977. Source: Memoria « El Atlético »

Ainsi, dès les premières dénonciations, les survivants et survivantes ont exigé l'excavation devant les tribunaux, soulignant que « là-dessous » se trouvait la preuve de la puissance du pouvoir de faire disparaître. Il a fallu attendre 18 ans après son inclusion dans le rapport de la CONADEP pour que les demandes des survivants et survivantes commencent à être satisfaites. Le 13 avril 2002, les premiers travaux archéologiques ont commencé sur le terrain et, à partir de ce moment, les signalisations que les militants génèrent à l'occasion d'un acte de commémoration ou d'une manifestation se structurent, prennent forme et se ritualisent. Apparaît alors – comme sortant des entrailles de la terre – « l'image des détenus-disparus »<sup>60</sup> entourée de noms. Cette image, emblème du camp clandestin, était illuminée une fois par an, selon le rituel de la *Marcha de las Antorchas* (*La marche des flambeaux*), organisée pour la première fois en mars 1996<sup>61</sup> par les voisins et voisines et les survivants et survivantes du quartier. Comme dans le cas du Service d'investigation de Rosario<sup>62</sup> et dans de nombreux autres cas, ce CCDTyE opérait sous la structure d'un service ouvert au public, en l'occurrence le Service des approvisionnements et ateliers de la police fédérale. Et c'était l'image connue de tous (Photo 25) jusqu'à ce que l'« appropriation » du site soit remplacée par une montagne de terre illuminée.

« Las excavaciones exploratorias realizadas en el 2002 dieron a luz las primeras evidencias materiales de la existencia del sótano que funcionara como centro clandestino de detención durante el año 1977. Se halló totalmente en pie, por debajo del nivel de vereda (en lo que fue el sótano del edificio), una habitación con un acceso, un ascensor, un par de “Celdas de Aislamiento” y parte de un sector identificado como ‘Sala de Guardia’. A nivel de vereda se descubrió un piso de mosaico calcáreo, el cual habría pertenecido a la entrada principal del edificio »<sup>63</sup>.

---

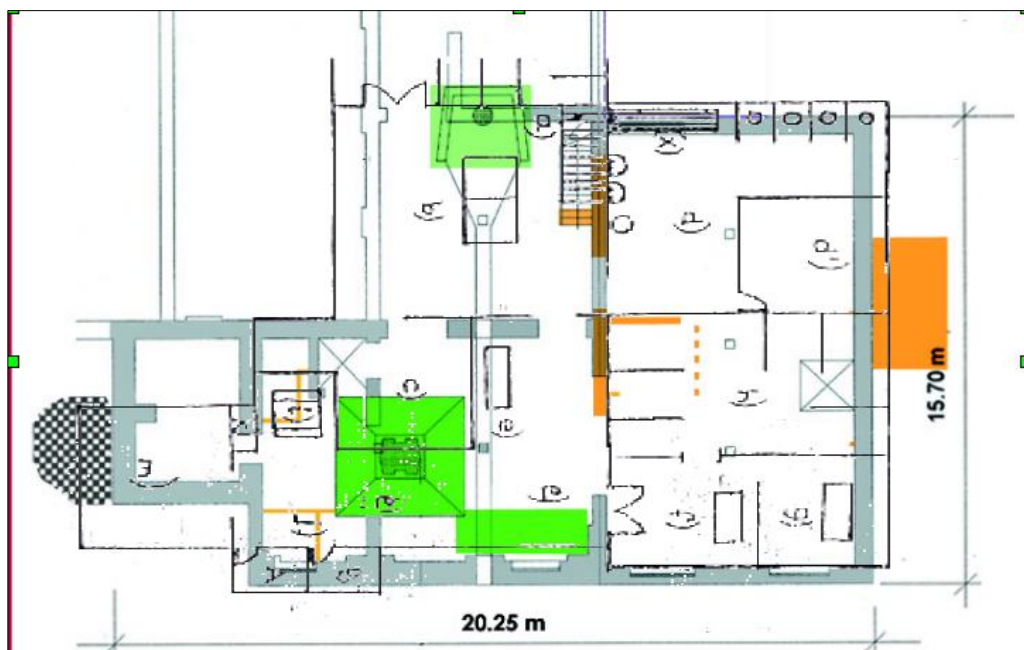
<sup>60</sup> Il s'agit de la silhouette d'une personne.

<sup>61</sup> La figure a été démantelée en novembre 2021, lorsque de nouvelles fouilles ont commencé. Une nouvelle figure temporaire a été installée à côté de l'emplacement initial dans un espace spécialement dédié à l'accueil des visiteurs et des écoles.

<sup>62</sup> Le SI de Rosario était situé au centre de la ville et on y venait pour effectuer les démarches habituelles d'un commissariat. En bas des escaliers se trouvait le camp, qui avait également des fenêtres donnant sur l'extérieur.

<sup>63</sup> « Les fouilles exploratoires réalisées en 2002 ont mis en évidence les premières preuves matérielles de l'existence du sous-sol qui a servi de centre de détention clandestin en 1977. Une pièce avec un accès, un ascenseur, une paire de ‘cellules d'isolement’ et une partie d'un secteur identifié comme la ‘salle de garde’ ont été trouvés entièrement en place sous le niveau de la chaussée (dans ce qui était le sous-sol du bâtiment). Au niveau du trottoir, un sol en mosaïque de calcaire a été découvert, qui aurait appartenu à l'entrée principale du bâtiment ». Cité dans <http://memoriaexAtletico.blogspot.com/p/excavaciones-arqueologicas-las.html> Dernière consultation en avril 2020.

Le camp avait une structure allongée et occupait un espace considérable dont seule une petite partie a encore été découverte. Les résultats confirment les dessins à main levée réalisés par les témoins pour la CONADEP. Lorsque le plan du témoignage et celui des archéologues sont superposés, les différences sont minimales. Il est intéressant de considérer que la superposition des traces expérientielles et scientifiques marque un dialogue au-delà de la dissemblance *des langues*. Ces croquis à main levée du témoin sont la seule occasion de prendre conscience des caractéristiques de l'espace global dans le passé. Des croquis qui synthétisent un savoir collectif <sup>64</sup>en cours d'assemblage dans le cadre de la mémoire partagée, en l'occurrence par un petit groupe de survivants qui se réunissent chaque semaine dans un bar pour « vérifier » les souvenirs. C'est ce dialogue qui permet le passage du croquis à la fouille (photos 26 et 27) et de la fouille à l'évidence de la parole.



Plan 1. Source: Memoria « El Atlético »

<sup>64</sup> Les survivants, Horacio Cid de la Paz et Oscar Gonzales, ont témoigné depuis leur exil en Hollande et ont également réalisé des croquis descriptifs. Ces témoignages ne sont pas toujours pris en compte car leur fuite est qualifiée de « suspecte ».





Photos N° 26 et 27 : Site archéologique : sous-sol, ascenseur et cellules. MEI. 2016

C'est la « confiance » des professionnels dans la parole des victimes-témoins qui rend possible la découverte de l'empreinte historique. Et ce pacte de confiance doit même être réitéré et perdurer afin que ces marques du passé aient un sens et puissent être confrontées à d'autres types de preuves (cadastre, registre des expropriations...). Enlisés dans le statut de preuve, les dires et les objets doivent correspondre et « parler à l'unisson ». L'appel au témoin est donc constant et exigeant. Mais tous les témoins ne sont pas comme Miguel D'Agostino, ni comme Ana María Careaga<sup>65</sup>, des témoins permanents et toujours disponibles. Il convient de noter que le fait de se souvenir n'est pas nécessairement un avantage, cela ronge aussi le moi intérieur et empêche d'avancer. Et

---

<sup>65</sup> Comme Miguel, Ana María a apporté son témoignage depuis sa libération jusqu'à aujourd'hui. En tant que psychologue, elle a écrit de nombreux articles sur le témoignage et, en tant que professionnelle et militante, elle a dirigé *l'Institut de la mémoire* et promu de nombreuses initiatives visant à encourager l'écoute des témoins. Sa mère, Esther Ballestrino de Careaga, est l'une des Mères de la Place de Mai qui a été enlevée avec d'autres personnes de l'église de Santa Cruz, suite à l'infiltration du répresseur Astiz. Esther a continué à assister à ces réunions même si Ana María avait été libérée et se trouvait hors du pays. Sa sœur est membre du collectif pour la mémoire des 12 de Sainte-Croix.

c'est tout simplement l'explication la plus évidente pour laquelle certains témoins, au-delà des différences idéologiques, étaient bien présents lorsque les travaux de mise en visibilité du site<sup>66</sup> ont commencé, et ne sont plus là aujourd'hui.

« Estaba el que decía: yo los escucho, yo estoy de acuerdo, pero estamos en una crisis, la gente no come, era el 2002 . Y bueno, sí, pero esto es tan importante como darle de comer a la gente. Ese era el planteo de Mario [Villani] y mío, de decidir construir la memoria del terrorismo de Estado cuando el Estado no lo hacía y ahora nos estaban dando una [primera] oportunidad. Nosotros no podemos no dar la cara, no darle la oportunidad al Estado que lo haga por más que era un Estado provincial. **Bueno, a la semana, o dos semanas después, cuando pusimos la primera máquina empezó a aparecer 'El Atlético'. En los hechos, se disolvió el debate.** Todos se alinearon que querían y querían y querían y querían recursos y querían más inversión. Recursos humanos, materiales y la puesta en valor y la divulgación del Espacio... »<sup>67</sup>

Pour un nombre important d'entre eux et d'entre elles, le consensus sur le « besoin de mémoire » obtenu au début des fouilles n'a pas été perdu, mais certains survivants et survivantes sont décédés ou ont quitté la capitale du pays pour la province ou l'étranger, laissant des espaces inoccupés de plus en plus perceptibles. Pour d'autres, ce besoin a été satisfait et il est temps de « passer la main ». Ils et elles affirment que « ça y est », les fouilles et les preuves ont été réalisées, les premiers procès ont eu lieu et les vestiges archéologiques ont confirmé de manière éloquente les affirmations des survivants et survivantes : quatorze répresseurs de la police, de la gendarmerie, du service pénitentiaire fédéral et un civil ont été condamnés à la prison à vie en mars 2011, sept accusés ont été condamnés en 2017 à des peines allant de la perpétuité à 20 ans et deux ont été acquittés. Dans la dernière partie du quatrième procès, deux policiers ont été condamnés, l'un à 20

---

<sup>66</sup> À cette époque, après la crise politique, sociale et économique de 2001, une petite brèche s'est ouverte dans le gouvernement local pour accorder les autorisations et les fonds nécessaires à la récupération du site, ce que les survivants demandaient depuis 1984.

<sup>67</sup> « Il y avait celui qui disait : je vous écoute, je suis d'accord, mais nous sommes en crise, les gens ne mangent pas, c'était en 2002. Et bien, oui, mais c'est aussi important que de nourrir les gens. C'était l'approche de Mario [Villani] et la mienne, de décider de construire la mémoire du terrorisme d'État quand l'État ne l'avait pas fait et qu'il nous donnait maintenant une [première] opportunité. Nous nous devions d'être là, nous ne pouvions pas donner à l'État la possibilité de le faire, même s'il s'agissait d'un État provincial. **Eh bien, une semaine, ou deux semaines plus tard, lorsque nous avons mis en marche la première machine, "El Atlético" a commencé à apparaître. Et dans les faits, le débat s'est dissous.** Ils se sont tous alignés sur le fait qu'ils voulaient et voulaient et voulaient et voulaient des ressources et voulaient plus d'investissements. Les ressources humaines, le matériel et la mise en valeur et la diffusion de l'Espace... » .Miguel D'Agostino, témoignage cité. Les caractères en gras nous appartiennent.

ans de prison et l'autre à 4 ans de prison. Le cinquième procès vient de commencer<sup>68</sup>. Les peines ont été réduites, les condamnations transformées en assignation à résidence, ce qui a également amené certains témoins à s'éloigner physiquement du site. Le « ça y est » a parfois la saveur de « on ne peut pas faire beaucoup plus ». C'est alors qu'il est évident que la répartition des rôles entre les survivants-témoins devient de plus en plus importante et nécessaire par rapport aux années précédentes. Un groupe nodal de survivants apparus et survivantes apparues ne conçoit pas de « rentrer chez eux », même si leurs corps vieillissent et leur donnent « leur lot de frayeurs »<sup>69</sup>. Mais au-delà de la volonté inébranlable d'être présents (et en toutes occasions), ils et elles commencent à se faire rares dans les activités, quelques-uns et quelques-unes peu nombreux devant prendre les plus grandes responsabilités. Miguel se définit comme un *entonnoir* par lequel passe quiconque veut obtenir des informations, des données ou vice-versa, quiconque veut transmettre quelque chose aux familles des disparus et disparues ou contribuer aux procès. Et cette place « de celui qui transvase », de celui qui transforme une information apparemment insignifiante en une pièce du puzzle du CDDTyE « l'Atlético », qu'il endosse, lui est donnée depuis le début :

« En un momento determinado yo era como el embudo del 'Atlético'. Todo venía a parar a mí. Mario Villani, Ana Careaga, Delia Barrera, yo, Tato Peidró, Gabriela Funes, Marcelo, Mónica Córdoba, Carmen Lapacó y alguno más que me estoy olvidando, ah si Luis Allega y Jorge Allega. Diez, once que estábamos así, nos juntábamos todos, los viernes en un bar abajo del CELS donde recibíamos fotos, seudónimos, militancias, característica física de gente que podía haber estado en 'El Atlético' y, a su vez, que veníamos a corroborar los recuerdos que teníamos de nuestras historias »<sup>70</sup>

---

<sup>68</sup> Quatre procès ont eu lieu pour le circuit ABO (Atlético, Banco, Olimpo) et cinq sections de l'affaire ont été jugées. « Depuis 2010, 25 répresseurs ont déjà été condamnés et trois ont été acquittés pour des crimes commis contre des centaines de personnes qui sont passées par ces centres clandestins pendant la dernière dictature civique-militaire ». Ministère de la Justice, <https://www.argentina.gob.ar/noticias/abo-v-dos-nuevos-condenados-por-crmenes-de-lesa-humanidad-en-el-circuito-Atlético-banco>

<sup>69</sup> Pendant la rédaction de cette thèse, en raison de la place que nous avons décidé de lui donner, l'échange avec Miguel D'Agostino et Ana Iliovich est devenu plus fluide. Entre-temps, tous deux ont dû faire face à des interventions médicales et à des problèmes de santé majeurs. Tous deux se sont excusés de « ne pas avoir pu m'aider comme ils l'auraient souhaité ».

<sup>70</sup> « A un moment donné, j'étais comme l'entonnoir de l'Atlético. Tout venait à moi. Mario Villani, Ana Careaga, Delia Barrera, moi-même, Tato Peidró, Gabriela Funes, Marcelo, Mónica Córdoba, Carmen Lapacó et quelques autres que j'oublie, oh oui Luis Allega et Jorge Allega. Nous étions dix, onze comme ça, nous nous réunissions tous les vendredis dans un bar en dessous du CELS où nous recevions les photos, les pseudonymes, le militantisme, les caractéristiques physiques de personnes qui auraient pu faire partie de " El Atlético ", en même temps, nous venions corroborer les souvenirs que nous avons de nos propres histoires ». Miguel D'Agostino, témoignage cité.

Comme celui de Maria G. à Khmel'nitske, le témoignage de Miguel est à bien des égards unique parmi tous les autres. « Je suis le seul jusqu'à présent à parler de cette plaque. Peut-être y en a-t-il d'autres qui n'ont pas encore osé parler... », dit-il dans l'une des citations précédentes. Le seul à pouvoir expliquer pourquoi la plaque mortuaire d'un militant assassiné a été retrouvée enterrée sous une autoroute. Il y a un certain espoir dans les paroles de Miguel D'Agostino qu'il ne sera pas toujours *le seul* – et les faits lui donnent raison quand on le voit arpenter les couloirs des tribunaux accompagné de Daniel Mercogliano, un survivant qui – comme Kolinka et Iliovich – « a mis 37 ans à parler ». Mais aussi, derrière les mots de Miguel, il y a un aperçu de la responsabilité qui vient avec sa condition singulière. C'est en raison de ce même *devoir de responsabilité* qu'il va là où d'autres ne vont pas et frappe à des portes qui souvent ne s'ouvrent pas et à d'autres qui finissent par céder à la pression. Par exemple, face à la possible libération conditionnelle du *Docteur K*, Eduardo Emilio Kalinec, D'Agostino a exigé – et obtenu – que les victimes soient entendues à l'audience où – en présence de Kalinec – la demande de l'avocat de la défense serait décidée. Il s'agit d'un cas rare étant donné que les tribunaux ont tendance à éviter cette confrontation et que les victimes et les proches, connaissant généralement la teneur de l'audience après qu'elle ait eu lieu et donc, se limitent à manifester aux portes du palais de justice.

« Vengo aquí a esta instancia a oponerme a la posibilidad concreta de algún tipo de reducción de pena a alguien que ha sido condenado por crímenes de lesa humanidad. No solo en particular y bueno sí, en el caso de Eduardo Emilio Kalinec. al que yo conocí como doctor K, sino abarcativo hacia todos aquellos que ya fueron condenados por crímenes de lesa humanidad. Bien como víctima, que en este momento usted me nombra como víctima, me presenta como víctima, yo estoy siendo re victimizado. La justicia, no ustedes en particular, que se entienda bien, mientras que se lucha por la re socialización del asesino, del criminal de lesa humanidad. Incongruencias desde mi punto de vista, no solo desde la subjetividad y la propia experiencia que en el siglo 21, y después de todo lo que hemos transitado como sociedad ...Yo he acompañado a lo largo de todo este tiempo, este proceso. Desde la denuncia de la CONADEP, desde el Juicio a las Juntas. De la declaración primera que hice acá en el 2004 para determinar quién era el jefe del campo de concentración 'Club Atlético', donde Eduardo Emilio Kalinec trabajaba como funcionario público, cosa que ustedes ya saben bien, pero me imagino que si me citaron aquí, es para darme la oportunidad de decirlo. Mejor dicho, no me citaron, yo me enteré. Esto es algo casi como una queja. Porque no nos enteramos con el tiempo suficiente, los sobrevivientes, las víctimas directas o familiares,

de que esta instancia existía y de que esta instancia de poder hablar se podía utilizar. Después de decir esto, quiero decir que me opongo en particular y en general, a la reducción de pena de cualquier condenado por crímenes de lesa humanidad. Que estas personas que cometieron semejantes crímenes tengan la oportunidad de igualarse con alguien que cometió otro tipo de crímenes y que tengan la posibilidad de una reducción de pena... ¿De qué valió todo lo que hicimos? ¿De qué valió la instrucción en el juzgado federal? ¿De qué valieron nuestras declaraciones?. Yo declaré 5 horas hablando de las treinta y pico de personas que vi con vida y de los ya no me acuerdo cuántos asesinos que vi funcionando en el sitio, golpeando, matando, asesinando como el doctor K . ¿De qué valió?. La verdad que me parece terrible »<sup>71</sup>

Un autre phénomène se produit ici, qui pousse simultanément dans deux directions opposées : *l'accélération de la perte des anciens survivants et survivantes expérimentés et l'arrivée de nouveaux survivants et de nouvelles survivantes* qui prennent ou partagent les espaces à l'insu de ceux et celles qu'ils et elles remplacent ou accompagnent et qui, étant à des stades différents du processus identitaire, sont également porteurs de récits très différents ou construits à partir d'autres perspectives, mais qui ont également été façonnées par les récits précédents.. Daniel Marcogliano raconte:

---

<sup>71</sup> « Je viens ici pour m'opposer à la possibilité concrète d'une quelconque réduction de peine pour une personne qui a été condamnée pour des crimes contre l'humanité. Non seulement en particulier, et bien, oui, dans le cas d'Eduardo Emilio Kalinec, que je connaissais sous le nom de Dr. K, mais aussi dans le cas de tous ceux qui ont déjà été condamnés pour crimes contre l'humanité. Eh bien, en tant que victime, et en ce moment vous me nommez comme une victime, vous me présentez comme une victime, vous me re-victimisez. La justice, pas vous en particulier, pour bien comprendre, tout en luttant pour la resocialisation du meurtrier, du criminel contre l'humanité. Incongruités de mon point de vue, non seulement à partir de la subjectivité et de ma propre expérience qu'au 21<sup>ème</sup> siècle, et après tout ce que nous avons traversé en tant que société ...J'ai accompagné ce processus pendant tout ce temps. Depuis la dénonciation de la CONADEP, depuis le procès des Juntas. Depuis la première déclaration que j'ai faite ici en 2004 pour déterminer qui était le chef du camp de concentration du "Club Atlético", où Eduardo Emilio Kalinec travaillait comme fonctionnaire, ce que vous savez déjà très bien, mais j'imagine que si j'ai été convoqué ici, c'est pour me donner l'occasion de le dire. Au contraire, je n'ai pas été convoqué, j'en ai entendu parler. C'est presque comme une plainte. Parce que nous, les survivants, les victimes directes ou les proches, n'avons pas découvert suffisamment tôt que cette instance existait et que cette possibilité de parler pouvait être utilisée. Cela dit, je voudrais dire que je suis opposé en particulier et en général à la réduction de la peine de toute personne condamnée pour des crimes contre l'humanité. Que ces personnes qui ont commis de tels crimes devraient avoir la possibilité d'être mises sur un pied d'égalité avec une personne ayant commis un autre type de crime et avoir la possibilité d'une réduction de peine... Quelle était la valeur de tout ce que nous avons fait, quelle était la valeur de l'instruction dans le tribunal fédéral, quelle était la valeur de nos déclarations ? J'ai témoigné pendant 5 heures en parlant de la trentaine de personnes que j'ai vues vivantes et des meurtriers - je ne me souviens plus combien j'en ai vu travailler sur le site, battant, tuant, assassinant comme le Dr K. Quel était le but de tout cela ? La vérité est que je pense que c'est terrible ». Audience d'assignation à résidence de Kalinec, février 2019 Voir la déclaration complète de D'Agostino dans le dossier méthodologique.

« En base a lo que decía Miguel, yo soy una de las víctimas que empezó a hablar 37 años después. Siempre que tenemos alguna actividad dentro del Poder Judicial uno nota como que molesta, uno nota como que no es tenido en cuenta como que uno no pudiera ejercer todos sus derechos. O sea, uno siempre piensa que está demás, tal vez sea porque fallaron y no nos mataron. Pero cuando escuchamos hablar a la señora Defensora sobre la caducidad de la pena, que es un derecho, es algo que a mí me hubiera gustado tener en la mesa de tortura. ¿Para qué? Para saber qué se podía terminar en algún momento. O tal vez el derecho de poder acallar los gritos de los compañeros que eran torturados las 24 horas del día o alguna violación, que uno terminaba escuchando. Yo me opongo como ciudadano a que esté sujeto el condenado, el reo pueda salir a compartir la sociedad junto a nosotros ». <sup>72</sup>

La lecture successive de ces deux témoignages réalisés le même jour, devant les mêmes juges et devant le même public réuni dans la salle d'audience, mais surtout avec le même objectif, met en évidence la différence subjective des témoignages. On pourrait presque dire qu'il montre l' « évolution » de ce type de témoignage. Ceux et celles qui témoignent publiquement pour la première fois ou qui n'ont été confrontés à des acteurs tels que le pouvoir judiciaire que depuis les années 2 010 – lorsque les « méga-procès » ont commencé à atteindre l'instance orale – ont tendance à exprimer leurs sentiments les plus intimes dans leurs déclarations. Dans le cas de Mercogliano, la douleur qu'il ressent encore à cause de sa propre torture et de la torture oblique, c'est-à-dire celle que le juge Daniel Rafecas<sup>73</sup> identifie comme la torture infligée à d'autres personnes qui partagent la captivité de la victime et à laquelle elle ne peut échapper, est manifeste et non dissimulée, et il faut qu'il en parle aux juges et au répresseur. Il ne pardonne pas au *Docteur K* et il est important qu'il le sache et que cela se sache. Au-delà de son intégration dans un collectif, la confrontation pour lui est encore au stade du un contre un. La blessure, réduite au silence, est toujours ouverte. Le mandat des tortionnaires « nous les avons libérés pour

---

<sup>72</sup> « D'après les propos de Miguel, je fais partie des victimes qui ont commencé à parler 37 ans plus tard. Chaque fois que l'on participe à une activité au sein du pouvoir judiciaire, on a l'impression que ça dérange, on a l'impression de ne pas être pris en compte, comme si on ne pouvait pas exercer tous ses droits. En d'autres termes, on pense toujours qu'on est laissé de côté, c'est peut-être parce qu'ils ont échoué et qu'ils ne nous ont pas tués. Mais lorsque nous avons entendu la médiatrice parler de l'expiration de la peine, qui est un droit, c'est une chose que j'aurais aimé avoir sur la table de torture. Pour quoi faire ? Pour savoir ce qui pourrait se terminer à un moment donné. Ou peut-être le droit de pouvoir faire taire les cris de camarades torturés 24 heures sur 24 ou un viol, que l'on venait d'entendre. En tant que citoyen, je suis opposé à ce que la personne condamnée, le condamné puisse sortir et partager la société avec nous ». Déclaration de Daniel Ricardo Mercogliano à l'audience Kalinec susmentionnée.

<sup>73</sup> Rafecas est responsable du tribunal fédéral n° 3 qui, depuis 2004, enquête sur les crimes attribués au personnel du Premier corps d'armée de terre.

qu'ils puissent raconter l'horreur » est maintenant loin et personne ne peut être effrayée par ses paroles. C'est précisément pour cette raison que, dans son témoignage, il a recours à des mots crus et directs que ceux qui ont témoigné dans les premières années ont, pour la plupart, évité d'utiliser en dehors du cadre des tribunaux. « L'Atlético était une terreur permanente », dit Mercogliano, et c'est vrai, tous les témoins sont d'accord, mais on l'« entend » d'une manière différente quand c'est D'Agostino qui parle. Tout d'abord, Miguel D'Agostino sort du rôle de victime pour accuser le tribunal – qui lui, le place dans le rôle de victime et le re-victimise – ainsi que le répresseur pour avoir revendiqué un droit qui ne lui correspond pas en tant qu'auteur de crimes contre l'humanité. Deuxièmement, bien qu'il ait été une victime directe du *Dr K*, et que cela soit sûrement important pour lui, il refuse par principe la demande de Kalinec, qui espère purger sa peine en résidence surveillée. « Les génocidaires doivent être en prison et sans privilèges », dira Miguel à de nombreuses reprises et de toutes les manières possibles. Son refus est exemplaire. En rejetant la demande d'un seul, il rejette la demande de tous. De même, en s'adressant aux trois juges en face de lui, il s'adresse au pouvoir judiciaire en général et le remet en question : « Quelle était la valeur de tout ce que nous avons fait, quelle était la valeur de l'instruction dans le tribunal fédéral, quelle était la valeur de nos déclarations ? » C'est ici que la dimension du *témoin entrepreneur*<sup>74</sup> qui s'attache au nom de Miguel D'Agostino prend tout son sens. Mercogliano et D'Agostino considèrent que les demandes de justice ne trouvent pas les réponses qu'ils attendent et ils se sentent individuellement et collectivement maltraités, mais D'Agostino fait également partie de ceux et celles qui, grâce à leur persévérance, ont réussi à faire en sorte que les procès se réalisent et s'impliquent (*pusieron el cuerpo*) pour que ils aient lieu. Cela se voit non seulement dans l'épaisseur de ses mots mais aussi dans le regard de ses *ennemis*. Dans la vidéo de l'audience, on voit comment le tribunal interrompt Miguel au milieu de son discours « pour des raisons de manque de temps ». Miguel, se plaint, s'affirme et continue. Pendant ce temps, tout au long de sa longue intervention, Kalinec reste immuable, observant et attendant. Et lorsqu'il est appelé à défendre sa position, alors qu'il ne fait pas partie du sujet discuté et n'apporte rien au débat, il réagit en discréditant la parole du témoin :

---

<sup>74</sup> Formule utilisée par Michael Pollak dans *L'expérience concentrationnaire*, Paris, Métailié, 2000, pour définir ceux qui prennent l'initiative dans la gestion des mémoires.

« Les ruego humildemente que se remitan al legajo del señor D'Agostino. Vean las variaciones que tuvieron sus testimonios a lo largo del tiempo. Su exposición inicial en la causa, que la hizo juntamente con otra persona de apellido Fernández... En el juicio dijo que me conoció porque lo saqué en un auto para localizar un inmueble de compañeros de militancia – que después se enteró que lo habían allanado –, pero no dijo que militaba. Pero acá la cuestión es otra señor Presidente en esta audiencia pública estoy tratando de poder lograr ver a mis nietos en mi domicilio particular ». <sup>75</sup>

D'Agostino a accusé Kalinec de torture par gégène dans le même procès pour lequel il est condamné et demande une modification de sa peine. Kalinec utilise le discrédit comme une arme. Ainsi, comme dans les années 1980, le « péché » de D'Agostino est à nouveau d'avoir été un militant, et la façon de le discréditer est de l'accuser de « marquer » ses propres camarades. Mais Kalinec lui fait également « payer » la dénonciation permanente : son témoignage varie, ergo le témoin ment. À cette occasion, le tribunal en a décidé autrement et l'assignation à résidence n'a pas été accordée. Deux ans plus tard, la Chambre fédérale de cassation pénale, qui était en service pendant les vacances judiciaires, a révoqué avec réserve la décision du Tribunal oral fédéral et Eduardo Emilio Kalinec, condamné à la prison à vie, a bénéficié d'une libération provisoire (bénéfice de sorties transitoires) et a quitté la prison pour commencer à passer la plupart de son temps dans sa propre maison <sup>76</sup>.

Pour en revenir aux exemples de D'Agostino et Mercogliano, et en suivant notre définition opérationnelle, ils sont tous deux des *survivants apparus*. Tous deux ont inversé la stigmatisation, mais se situent à des stades narratifs différents de ce processus. Et tous

---

<sup>75</sup> « Je vous demande humblement de vous référer au dossier de M. D'Agostino. Regardez les variations de son témoignage dans le temps. Sa déclaration initiale dans l'affaire, qu'il a faite avec une autre personne appelée Fernández..... Au cours du procès, il a déclaré qu'il m'avait rencontré parce que je l'avais emmené en voiture pour localiser une propriété appartenant à des camarades militants – dont il a appris plus tard qu'elle avait été pillée – mais il n'a pas dit qu'il était un militant. Mais ici, la question est différente, Monsieur le Président, dans cette audience publique, j'essaie de pouvoir voir mes petits-enfants dans ma maison privée ». Extrait de la déclaration du répresser Kalinec tirée de la vidéo de l'audience fournie par le tribunal à D'Agostino.

<sup>76</sup> Eduardo Kalinec a été condamné dans l'affaire ABO (CCDTYE Atlético, Banco et Olimpo) à « l'emprisonnement à vie et à la déchéance absolue et perpétuelle pour meurtre avec préméditation et intention, privation illégale de liberté aggravée pour avoir été commise par un fonctionnaire public abusant de ses fonctions et imposition de tortures ». Fin novembre 2021, le juge Enrique Méndez Signori du Tribunal oral fédéral 7 a autorisé Kalinec à prendre un congé temporaire afin de « resserrer les liens familiaux ». Le dernier jour des vacances, avant que la composition de la Cour ne change, la Chambre d'Appel Fédérale, composée des juges Eduardo Riggi, Juan Carlos Mahiques et Carlos Geminiani, a annulé la décision du Tribunal oral fédéral devant lequel D'Agostino et Marcogliano ont témoigné.



deux ont construit une relation particulière avec le camp clandestin. Ce n'est pas le cas pour tout le monde. Beaucoup viennent témoigner dans le cadre d'un procès ou se présentent pour réclamer les indemnités que l'État accorde aux anciens détenus et détenues des prisons de la dictature et aux survivants et survivantes des CCDTyE. Mais ce n'est pas la même chose de se reconnaître comme survivant dans ces cas-là que de *revenir à nouveau et volontairement dans le camp clandestin*. La relation que la personne survivante entretient avec le CCDTyE est différente des autres relations qu'elle peut établir avec son environnement ou dans le cadre des actions collectives de la MDDHH. Elle est également très complexe. C'est pourquoi ils ne peuvent pas toujours s'en approcher. Comme le raconte Susana Leiracha de Barros, après avoir été libérée, il lui a fallu beaucoup de temps pour regagner l'avenue Libertador et encore plus pour revenir devant le CCDTyE « l'E.S.M.A »<sup>77</sup>. Ce qui est intéressant, c'est que, malgré tout, chaque site de mémoire ou musée établi dans les locaux d'un CCDTyE reçoit régulièrement des « visites inattendues ». Parfois, il s'agit de la visite d'un parent qui ne s'est jamais manifesté auparavant, parfois d'un survivant ou une survivante qui commence tout juste à parler et qui, à ce stade, est encouragé à reconnaître l'endroit où il ou elle a été séquestré. Dans d'autres cas, il s'agit de survivants et survivantes exilés qui reviennent après de nombreuses années. Carlos Leibovich appartient à ce dernier cas. Son témoignage était essentiel pour donner un sens à un élément clé de la vie quotidienne de l'« Atlético » : la balle de ping-pong.

Dans ses déclarations testimoniales, Leibovich a toujours cité la torture causée par un bruit intolérable semblable à celui d'une balle de ping-pong frappant contre un mur ou une table de jeu. Mais rationnellement, le survivant ne pouvait pas imaginer qu'à l'intérieur du camp clandestin, les répresseurs pouvaient jouer au ping-pong en même temps que les personnes séquestrées étaient torturées. Mario Villani, qui pendant sa détention dans le CCDTyE « El Atlético » a par moments eu les yeux découverts, a affirmé que le bruit était en réalité celui d'une balle de ping-pong<sup>78</sup>. Lors de la première fouille, une petite balle a été récupérée dans les décombres et la question a été réglée, apportant une réponse à de nombreuses autres personnes qui, comme Leibovich, ont entendu ce bruit étrange depuis les *tubos* ou la *leonera*.

---

<sup>77</sup> Le site de l'E.S.M.A. est situé à Av. del Libertador 8151, dans la ville autonome de Buenos Aires. Cette avenue est très fréquentée et le *porteño/a* doit y passer à un moment ou à un autre.

<sup>78</sup> Témoignage de Mario Villani produit en 2003.

«También la pelotita famosa de ping pong. Esta me tuvo muchos años preocupado, porque al principio de la liberación no podía dormir con todo un cuarto oscuro, sino con un velador prendido y escuchaba todo el tiempo el tic toc de la pelotita. Efectivamente en uno de los viajes que hice de visita a la Argentina, me encontré con la pelotita en el Club Atlético, y quiero rescatar la extraordinaria labor que está haciendo la mesa de consenso y trabajo del Club Atlético, y el equipo antropológico, que hacen un esfuerzo maravilloso para desenterrar el lugar. Mi intención de desenterrar ese lugar, aparte de ser una porción de la historia, es una parte muy personal mía, porque quiero cerrar círculos. Cuando vi la pelotita fue la primera noche que pude dormir y no escuché su ruido ahí; en ese momento cerré un primer círculo muy importante. Me faltan los círculos de llegar hasta el tubo donde yo estuve, la celda y me faltaría ver a todos los genocidas presos, que es un poco más difícil »<sup>79</sup>



Photo N°28 : *La petite balle de ping pong*. Objets récupérés del « Atlético ». MEI. 2016

<sup>79</sup> « Et aussi la fameuse petite balle de ping-pong. Celle-ci m'a inquiété pendant de nombreuses années, car au début de la libération, je ne pouvais pas dormir dans une chambre noire, mais avec une lampe de chevet allumée et j'entendais tout le temps le tic-tac de la balle de ping-pong. En effet, lors de l'un des voyages que j'ai effectués en Argentine, je suis tombé sur la petite balle du Club Atlético, et je tiens à souligner l'extraordinaire travail réalisé par le groupe de consensus et de travail du Club Atlético, ainsi que par l'équipe d'anthropologues, qui font un merveilleux effort pour exhumer le site. Mon intention d'exhumer ce lieu, en plus d'être un morceau d'histoire, est une partie très personnelle de moi, car je veux fermer des cercles. Quand j'ai vu la petite balle, c'est la première nuit où j'ai pu dormir et où je n'ai pas entendu son bruit ; à ce moment-là, j'ai fermé un premier cercle très important. Il me manque encore les cercles pour arriver au *tube* où j'étais, la cellule, et je dois encore voir tous les génocidaires en prison, ce qui est un peu plus difficile ». Tiré du témoignage de Carlos Leibovich à Nueva Sion, 21 mars 2021. Transcription de la réunion « L'art de ne pas oublier » <http://www.nuevasion.com.ar/archivos/30783>

La balle de ping-pong occupe désormais une place centrale dans l'exposition d'objets récupérés du CCDTyE « El Atlético » et ses employés et employées ont récupéré cette histoire pour donner du contenu à l'exposition. Nous avons appris son existence par le récit de Delia Barrera. Cette survivante et épouse d'un disparu associé, dans son témoignage, la petite balle au sadisme, à l'antisémitisme, à la cruauté et à la « folie » généralisée avec laquelle la torture était pratiquée dans ce CCDTyE.

La folie criminelle programmée, qui n'a rien à voir avec la maladie d'un individu, s'est manifestée symboliquement dans ce CCDTyE par les objets qui ont été trouvés et qui faisaient partie de la vie quotidienne du camp : une petite balle et des douilles de balles, un morceau de cuir avec la croix gammée nazie et des morceaux d'une tasse. Le jeu, la mort et le mépris de l'être humain.

Le témoignage de Leibovich parle d'une guérison qui, pour se produire, réunit la parole elle-même et l'action collective. Delia Barrera, Mario Villani et Miguel D'Agostino, tous et toutes du CCDTyE « El Atlético », avec leurs différents témoignages, nous ont donné la même compréhension au fil du temps, et en cela nous voyons émerger avec une grande clarté un aspect vital de l'actualité des *réseaux étendus de MDDHH*, que nous avons mentionné dans le cadre théorique exprimé dans l'introduction. Les réseaux de soutien se manifestent notamment parmi les survivants et survivantes eux-mêmes, mais de plus en plus, ils sont soutenus par une nouvelle génération de professionnels engagés dans la défense des droits humains. Cela permet, par exemple, que les témoignages aboutissent à la récupération d'objets comme nous l'avons vu, mais aussi que l'administration quotidienne du site de mémoire « El Atlético » soit possible et que la diffusion de ce qui s'est passé au CCDTyE puisse continuer à être étudié, à servir de matériel pédagogique dans les écoles et les collèges, à être connu dans le quartier et, en somme, à être diffusé à tout ou partie de la société<sup>80</sup>. Il est important de mentionner que ces professionnels sont engagés par le gouvernement local dans le cadre des politiques nationales de l'État, mais en raison du système de recrutement lui-même, certains des travailleurs du site ont ou ont eu des relations directes avec les victimes. *La Mesa de Consenso (Le groupe de consensus)* mentionnée par Leibovich reproduit ce rapport de forces, mais il y a aussi un fait particulier par rapport aux autres CCDTyE : l'AEDD y est

---

<sup>80</sup> Les travailleurs et travailleuses du chantier participent à de nombreuses activités disciplinaires. À cela s'ajoutent les réunions organisées par le Réseau fédéral des sites de mémoire. Entretien avec Silvina Durante, archéologue, 2016.

expressément et naturellement représentée. Dans la lignée de la diminution de l'activité des survivants, le rôle que Delia Barrera a joué en tant que survivante du CCDTyE « El Atlético » et en tant que militante de l'AEDD, est maintenant repris par Osvaldo Barros, un survivant du CCDTyE « l'E.S.M.A. » La présence d'Osvaldo, voix de l'AEDD et militant convaincu et acharné, témoigne de la nécessité de couvrir tous les espaces dans lesquels se prennent les décisions concernant l'avenir des camps clandestins, tant pour cette association que pour les survivants et survivantes. Le CCDTyE « El Atlético » est l'un des cas emblématiques pour les organisations du MDDHH, puisque des proches de militants « historiques » y sont passés – parmi lesquels des proches des dirigeants de l'organisation H.I.J.O.S.-Capital Federal – et qu'en plus de ces derniers, des membres importants du MDDHH ont survécu, comme par exemple Carmen Lapacó, une Mère de la Place de Mai. Il s'agit donc d'un espace de discussion qui peut être considéré comme représentatif de la teneur des accords et des discussions qui s'établissent entre les organisations militantes, les représentants politiques du gouvernement et les travailleurs. La gestion des CCDTyE, loin d'être le résultat d'alliances développées sur la base de l'unanimité, est le centre de conflits nés d'interprétations différentes du passé et de visions contradictoires quant aux formes institutionnelles et éducatives qui permettent sa transmission.

Notre dernière affirmation nous amène à prendre en compte une autre propriété caractéristique de l'action des survivants et survivantes. Pour tout ce qui a été expliqué dans cette section, au-delà de la révision pratique des règles historiographiques en fonction des exigences de l'objet/sujet d'étude, les deux cas cités, celui des Juifs fusillés à Rava-Rouska et celui des survivants du camp CCDTyE « Club Atlético », montrent également un autre aspect qui n'est pas si évident et qui nous permet à son tour d'établir un pont entre histoires/l'Histoire et les mémoires. Nous faisons référence à la *Justice*, ou plus précisément à la recherche – par tous les moyens – de la justice pour les morts, mortes et les disparus, disparues. Par le terme de justice, nous ne faisons pas simplement référence aux mécanismes qui conduisent à un procès équitable (justice légale) pour les crimes commis, ni à un ordre moral. Dans cette équation, « le juste » apparaît comme un ensemble de valeurs qui sont façonnées par une dimension symbolique, représentative et matérielle ainsi que par la mise en œuvre d'une justice réparatrice et rétributive. Ainsi comprise, la justice se confond avec le besoin de « savoir » ce qui s'est réellement passé dans le passé. Et de cette façon, le *désir* devient un impératif capable de mobiliser

différentes manières de récupérer et de construire la connaissance qui interpellent et convoquent d'autres acteurs en plus des parties impliquées. En d'autres termes, **la recherche de justice et le besoin de savoir sont l'élément unificateur qui nous permet de passer des Mémoires à l'Histoire et de l'Histoire aux Mémoires.** Par conséquent, tous deux sont à l'origine de recherches anthropologiques, sociologiques et historiographiques, de la même manière qu'ils sont les moteurs des manifestations rituelles et performatives et qu'ils sont à l'origine de la gestion des manifestations mémorielles monumentales. De cette façon, « récupérer » le CCDTyE « El Atlético » n'est pas seulement un besoin identitaire des victimes directes ni du Groupe de Consensus et de Travail « Atlético », mais c'est aussi le moyen par lequel s'exerce la lutte pour la justice pour ceux et celles qui sont disparus et disparues, ce qui permet de réaliser ce travail historico-mémoratif en association avec d'autres acteurs.

## C. VÉRITÉ, MÉMOIRE ET JUSTICE. BASES ET FONDEMENTS D'UNE CHRONOLOGIE TESTIMONIALE.

La lutte pour la justice a d'abord été la lutte pour la vérité. Vouloir savoir *où sont les disparus ?* a été la force motrice qui a conduit les familles des disparus et des disparues dans les commissariats de police, les morgues, les ministères et les églises. C'est également la raison pour laquelle ils se sont organisés, distribuant des rôles au sein de ces familles et la justification qui a poussé les Mères à s'unir et à porter leurs revendications sur l'historique Plaza de Mayo, se transformant en l'espace de huit mois<sup>81</sup> en un acteur politique qui deviendra hégémonique au sein du MDDHH jusqu'au milieu des années 2 000 environ. Alors qu'aux abords des camps clandestins, les gens cherchaient désespérément des réponses, à l'intérieur des camps, les premiers témoignages commençaient à prendre forme. Laissons de côté les *biographies* écrites que les répresseurs de l'E.S.M.A. – par exemple – ont demandé aux séquestrés d'écrire à leur arrivée au CCDTyE, car nous ne pourrions pas appeler ces quelques lignes horriblement tracées sur du papier des témoignages, puisqu'il n'y a aucune volonté de la part de celui qui les produit. *Les vrais premiers témoignages sont ceux que les personnes séquestrées font à d'autres personnes séquestrées afin de les inciter à les « sortir » du camps*, en pensant qu'elles pourraient ne pas s'en sortir. Incomplètes, furtives, désespérées, ces données, mémorisées, protégées et soigneusement conservées, vont ensuite tenter d'être transmises à leurs destinataires. Et, avec le temps, ils deviendront le point de mire de tous les appels et procès internationaux. Les survivants et les survivantes témoignent de la matérialité de la disparition : la personne qu'ils recherchent existe, elle a disparu dans un CCDTyE spécifique, je l'ai vue, je lui ai parlé. C'est-à-dire que dès la libération, dans la plupart des cas, le premier récit était destiné aux proches des disparus qu'ils avaient vus dans les camps. Il s'agissait simplement de transmettre un maximum d'informations aux familles afin qu'elles puissent poursuivre les recherches des disparus et des disparues dans

---

<sup>81</sup> Nous comptons huit mois depuis qu'elles sont devenues une organisation le 30 avril 1977 et qu'elles ont décidé politiquement de poursuivre les recherches après l'enlèvement de trois d'entre elles entre le 9 et le 10 décembre de la même année, que nous avons pu identifier comme les leaders en raison de leur rôle dans l'organisation et de leurs expériences antérieures.

la bonne direction. Simultanément, la personne libérée a raconté aux membres de sa propre famille ce qui lui était arrivé. De cette façon, nous pourrions croire qu'il y avait un espace prévu pour la réception de la parole du survivant et de la survivante. Mais très souvent il n'était pas le cas, *et c'est dans cette complexité que réside la difficulté du survivant et de la survivante à initier le processus d'apparition*. Tout d'abord, les proches du survivant et de la survivante ne posaient pas toujours des questions. Il ressort de tous les témoignages que l'on pourrait plutôt affirmer le contraire. Le silence généré à cette époque a été maintenu dans les familles jusqu'à ces dernières années où l'on assiste à l'émergence de ce que l'on pourrait appeler « l'ère des questions ». L'« excuse » du moment était de « ne pas faire de mal à la personne libérée », qui à son tour ne se sentait pas avec les armes nécessaires pour raconter ce qu'elle avait vécu.

En ce qui concerne les proches des disparus, il faut dire que les survivants et survivantes n'ont pas toujours été bien accueillis. Un grand nombre d'entre eux ne les ont pas crus, d'autres étaient réticents à les écouter parce qu'ils se méfiaient du « messenger » et d'autres en revanche, ont trouvé dans les survivants et survivantes une partie de leurs propres fils et filles, même s'ils ne les connaissaient pas auparavant. Lorsqu'ils ont établi le contact, ils les ont serrés dans leurs bras, les ont touchés, les ont « soignés ». Ces relations qui se sont créées sont très particulières et dans de nombreux cas, après un certain temps, le lien existe toujours et l'ensemble peut être considéré comme une « famille reconstituée ». L'exemple de Hernán Abriata, disparu de l'E.S.M.A. est très singulier puisque les trois syndicalistes dockers qui étaient avec lui en captivité, dont Carlos Loza, ont décidé de nommer leurs enfants Hernán s'il ne survivait pas. Tous trois ont eu des fils et tous trois ont tenu la promesse qu'ils s'étaient faite alors qu'ils étaient encagoulés dans le CCDTyE « l'E.S.M.A. »<sup>82</sup>. La famille Abriata a accueilli les survivants en son sein et ces jours-ci, ils assistent ensemble au procès de Mario *Churrasco* Sandoval, responsable de la disparition d'Hernán.

Un des autre interlocuteur de ces premiers moments étaient les organisations auxquelles appartenaient les survivants et survivantes, mais là aussi, ils se sont heurtés à des réticences et à des refus. Quelques-uns, peu nombreux, ont voulu les écouter et les autres, les ont traités comme des « pestiférés », comme le dit Ana Iliovich. Elle raconte que lorsque les gens la voyaient, ils traversaient la rue ou faisaient semblant de ne pas la

---

<sup>82</sup> Témoignage de Carlos Loza et Odila Casella, 2017.

reconnaître. Certaines organisations politiques ont pris la mesure d' « accompagner » le survivant pour dénoncer son passage dans le camp clandestin dès qu'il retrouvait sa liberté, soit à la sortie d'un CCDTYE, soit à la sortie d'une prison. Ces organisations sont, par exemple, l'Avant-Garde Communiste ou le Parti Communiste. José Schuman, du PC, raconte que lorsqu'il a été libéré, « sa mission » était de se rapprocher du MDDHH, plus précisément de la LIGA, et là de prendre les plaintes et de répondre aux proches des disparus et disparues qui venaient chercher de l'aide. Si l'on tient compte de la population des personnes libérées et de la taille de ces deux organisations, on peut penser que la plupart d'entre elles ont vécu des situations plus proches de celles vécues par Ana que par José, comme on peut le constater dans les propos de Susana :

« Si entrabas en contacto con tu organización, encontrabas un muro o una especie de velo muy sutil que te separaba de los demás. Y esto tiene que ver con el grado de desconfianza o de miedo, porque venís del campo de concentración y lo pones todo sobre la mesa. Es ahora cuando me doy cuenta que el peso que tenía era tan grande. Ese peso fue tu papel como militante en los años sesenta o setenta, el hecho de que fueras secuestrada, el hecho de que hayas estado prisionera en un campo de concentración, que se supiera. Lo que significa que si vos lo conociste, existió realmente, y fue tan terrible e infernal como se lo describe. Además, estuviste con otros compañeros, estuviste en algún momento frente a otros desaparecidos, quizás el hijo o el familiar de alguien. Y esto provoca un choque bastante matizado. Hay para quienes el hecho de haber estado junto a un ser querido en esta situación les bloquea, mientras que a otros les empuja a seguir adelante. También hay quienes se aferran a vos, que te tocan o te escuchan porque fuiste alguien que ha estado cerca de otra persona que ha muerto. Pero hay a quienes todo esto les provoca una sensación de parálisis y no saben ni cómo explicarlo. Esto es así porque vos sos, tal vez, la prueba tangible de que todo esto existió de verdad, y de que vos estas acá y no el otro... »<sup>83</sup>.

---

<sup>83</sup> « Si tu entrais en contact avec ton organisation, tu découvrais un mur ou une sorte de voile très subtil qui te séparait des autres. Et cela a à voir avec le degré de méfiance ou de peur, car tu viens d'un camp de concentration et tu mets tout sur la table. Ce n'est que maintenant que je réalise que le poids que j'avais était si important. Ce poids, c'était ton rôle de militant dans les années soixante ou soixante-dix, le fait que tu aies été séquestrée, le fait que tu aies été emprisonnée dans un camp de concentration, que cela se savait. Ce qui signifie que si tu l'as connu, il a réellement existé, et il était aussi terrible et infernal qu'il est décrit. De plus, tu étais avec d'autres camarades, tu étais à un moment donné devant d'autres disparus, peut-être le fils ou le parent de quelqu'un. Et cela provoque un choc plutôt nuancé. Pour certaines personnes, le fait d'avoir côtoyé un proche dans cette situation les bloque, tandis que pour d'autres, cela les pousse à aller de l'avant. Il y a aussi ceux qui s'accrochent à toi, qui te touchent ou t'écoutent parce que tu étais quelqu'un qui a été proche de quelqu'un d'autre qui est mort. Mais il y a ceux qui sont paralysés par tout cela et ne savent même pas comment l'expliquer. Il en est ainsi parce que tu es, peut-être, la preuve tangible que tout cela a réellement existé, et que tu es ici et pas l'autre ». Premier témoignage de Susana, année 2000.



Cependant, le contact avec d'autres militants était vital pour transmettre ce qui se passait dans les camps clandestins. Lorsque les militants et militantes *tombent* à la fin de 1976, ou au cours de 1977, ils savent déjà ce qui se passe. Ils n'ont nullement dû attendre 1978 ou 1979, lorsque les voix des survivants et survivantes ont commencé à venir de l'extérieur, pour comprendre ce qui pouvait leur arriver s'ils étaient emmenés dans les camps clandestins. Ce qu'ils n'imaginaient pas du tout – et c'est une constante dans presque tous les témoignages – c'est l'ampleur de l'horreur des camps. Les survivants et survivantes parlaient entre eux et entre elles de *caídas*. Un peu plus tard, ils découvriront les conséquences de la disparition.

## **VERITE, Apparition en vie et apparaitre vivants**

Si le premier a lieu à l'intérieur des camps, le second témoignage, ou plutôt *la seconde étape testimoniale*, comme nous l'avons vu, *a lieu à la libération*. Cependant, les motivations qui ont poussé chacun et chacune d'entre eux et d'entre elles à tenter de se faire entendre n'étaient pas homogènes. Chacun a agi pour des raisons différentes et profondes :

« M.I. *¿Cómo empezaste a decir "he vuelto"?*

S.L.B. En primer lugar, superando el miedo. Superar no significa no sentir el miedo, porque el miedo permanece, sino superarlo y empezar a hablar.

M.I. *¿Miedo a qué, para ser más precisas?*

S.B.L. De tus torturadores. Primero el miedo que le tenés a tus torturadores. Después el miedo que tenés a la expresión de rechazo que encontrás en la cara de los demás. En otros, hay componentes políticos e ideológicos que empujan a algunos a declarar. A veces es un recuerdo. Un gran recuerdo, de compañeros que estuvieron encerrados con vos. Todo ello conforma un marco que yo llamaría ético, político, ideológico, que permite a cada persona salir de ella, desde su propia experiencia.

M.I. *¿Cuál fue tu caso?*

S.B.L. Creo que la mía se basó en el recuerdo de los compañeros que estaban conmigo »<sup>84</sup>.

---

<sup>84</sup> « M.I.". Comment as-tu commencé à dire "je suis revenue" ?

S.L.B. Tout d'abord, en surmontant la peur. Vaincre ne signifie pas ne plus ressentir la peur, car la peur demeure, mais la surmonter et commencer à parler.

M.I. *Peur de quoi, pour être plus précises ?*

Aux côtés des familles et des camarades, l'autre interlocuteur du moment était les associations de défense des droits humains. La réception de la parole ici et à ce moment précis n'a pas été facile, et il faut dire qu'elle n'a l'a jamais été. D'un point de vue affectif, cela peut être dû au fait que les survivants et survivantes leur rappellent leurs proches et matérialisent l'absence devant l'évidence du passé. En les regardant vieillir, les jeunes visages de leurs fils et filles, pères, mères, frères, sœurs, oncles et tantes deviennent de plus en plus distants. Mais le rejet est aussi dû au halo de suspicion qui accompagne les personnes libérées. Le sentiment de qu'ils et elles ont collaboré pour rester en vie a été une blessure à vif à la fin des années 70 et au début des années 80 se poursuit aujourd'hui, et est toujours présent chez les militants et militantes les plus radicaux du Mouvement. C'est le sentiment de Hebe de Bonafini, présidente de l'Association des Mères de la Place de Mai, citée par la plupart des survivants et survivantes comme un exemple de la méfiance dont ils ont fait l'objet. L'intolérance qu'on lui connaît à l'égard des survivants et survivantes a donné lieu à une réflexion dans le prologue du livre *Traidores (Traîtres)* d'Ana Longoni et à des discussions publiques ouvertes lorsque Hebe de Bonafini a soutenu Cesar Milani en tant que chef des armées sous la présidence de Cristina Kirchner, bien que cet officier militaire ait été accusé à deux reprises d'enlèvement et de disparition. La controverse s'est encore aggravée lorsque l'activiste a discrédité Julio López, qui a survécu et a disparu pour la deuxième fois le 18 septembre 2006 après avoir témoigné dans le procès contre le répresseur Etchecolatz. Il est vrai que les Mères ont connu une infiltration lorsque le militaire Alfredo Astiz s'est fait passer pour « Gustavo Niño, jeune frère d'un disparu » et que cette infiltration a entraîné la disparition de trois d'entre elles. Mais il est également vrai que les survivants et survivantes ont toujours été considérés avec suspicion, et qu'au sein de cette organisation, ils étaient appelés *servicios* et qualifiés de collaborateurs. D'autre part, un groupe de survivants a également milité à leurs côtés, et Inés Vásquez, survivante du CCDTyE « El Vesubio », a été une importante collaboratrice du *Diario de las Madres (Journal des Mères)* et a dirigé académiquement

---

S.B.L. De tes tortionnaires. D'abord la peur que tu as de tes tortionnaires. Puis la peur que tu as de l'expression du rejet que tu trouves sur le visage des autres. Dans d'autres, ce sont des éléments politiques et idéologiques qui poussent certains à témoigner. Parfois, c'est un souvenir. Un grand souvenir, des camarades qui étaient enfermés avec vous. Tout cela forme un cadre que je qualifierais d'éthique, de politique, d'idéologique, qui permet à chacun de s'en dégager, à partir de sa propre expérience.

M.I. Et dans ton cas ?

S.B.L. Je pense que le mien s'est basé sur la mémoire des camarades qui étaient avec moi.

D'après le témoignage de Susana cité plus haut.

l'Universidad Popular Madres de Plaza de Mayo (Université Populaire des Mères de la Place de Mai). Il est également vrai que pendant longtemps, pratiquement jusqu'à la mi-2 000 et la disparition de López, l'AEDD a partagé les mêmes positions politiques que l'Asociación Madres de Plaza de Mayo, notamment en ce qui concerne le rejet des monuments officiels et les réparations économiques pour les familles des victimes. D'autres membres du mouvement, moins provocateurs et peut-être moins écoutés, ne manquent pas de penser dans le même sens que Hebe de Bonafini. Par exemple, une militante de Familiares, aujourd'hui décédée, nous a dit qu'elle trouvait « intolérable » la simple présence d'une Association d'Ex Détenus Disparus. Ce sentiment où la haine et la douleur se confondent ne suit pas nécessairement les diktats de la logique rationnelle du discours militant.

Si l'on remonte aux années 1976-1980, alors que les survivants et survivantes qui le pouvaient s'adressaient aux instances du MDDHH, parallèlement et selon le mode de libération, certains et certaines déposaient des plaintes en exil auprès d'organisations comme Amnesty International ou Clamor au Brésil. Ces plaintes ont été standardisées selon les modèles adoptés après le coup d'État au Chili en 1973, ce qui signifie que ni le militantisme politique ni les actions armées ne sont mentionnés dans ces cas. La demande concernait une *personne disparue/victime*.

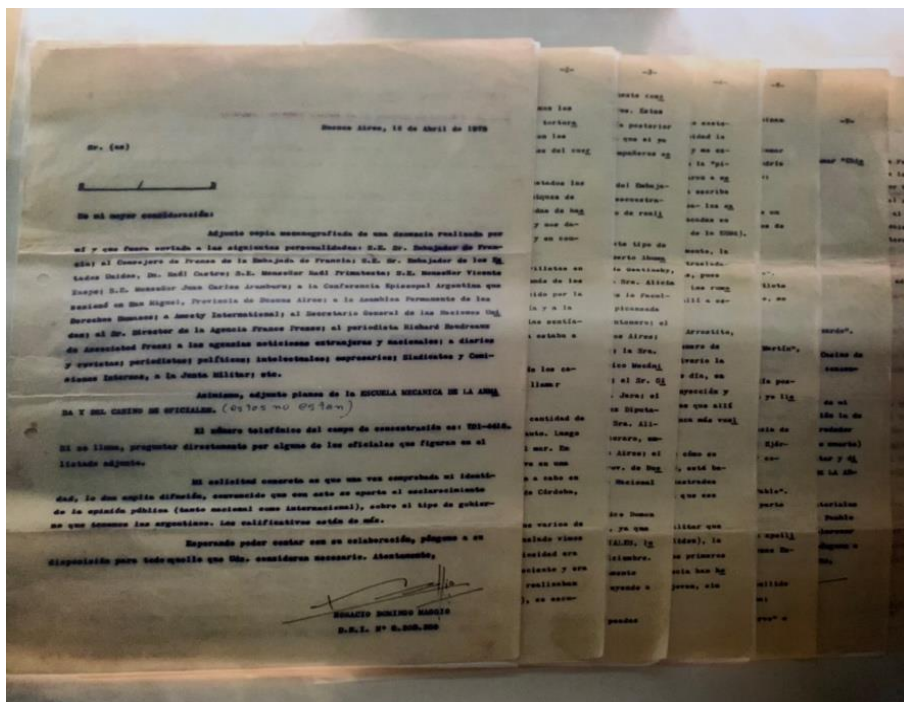


Photo N°29. Lettre de dénonciation de H. Magglio. Archive E.S.M.A. MEI

Si le silence sera une marque de l'époque pour la plupart des survivants, en 1979, une triade de voix crient à l'unisson. Trois voix féminines nous arrivent depuis Genève : Solarz de Osatinsky, Alicia Milia de Pirles et Ana María Martí. Leurs témoignages ont été bien accueillis, tant au sein de la communauté argentine en exil que dans leur pays. Publiquement, les trois survivantes sont venues témoigner devant l'Assemblée Nationale française le 12 octobre 1979. Ces trois femmes n'ont pas été les premières à faire connaître leur témoignage et à trouver une résonance. Nous avons déjà mentionné dans la première partie de cette thèse le cas de Horacio *Nariz* Maggio, qui a été recapturé et assassiné. Sa dénonciation a été adressée aux médias et aux organisations internationales<sup>85</sup>, et pour cela et pour sa triste fin, il est un emblème du CCDTyE « l'E.S.M.A. ». Mais également à peu près à la même époque que Maggio, c'est-à-dire en 1978, Jaime Dri, profitant d'un gardien « négligent » de l'École de Mécanique, réussit à s'échapper et à raconter ce qui se passait dans le CCDTyE de la « Quinta de Funes » et dans celui de « l'E.S.M.A ». La seule différence avec Maggio est que l'évasion a été réussie et lui a permis de rester en vie. Dans ces cinq histoires, la structure du récit change complètement et la colonne vertébrale du témoignage est la dénonciation du système répressif qui régné dans le pays à l'époque. Ces témoignages étaient destinés à susciter la solidarité internationale. Pour le monde entier, ces déclarations étaient la preuve concrète de l'existence de la dictature.

---

<sup>85</sup> Ces documents ont été conservés, diffusés parmi les militants et les originaux se trouvent dans l'Archive National de la mémoire. La photo a été prise lors de l'exposition qui a eu lieu à l'occasion du 40e anniversaire de la visite de la Commission interaméricaine des droits humains.

Nombre y Apellido	Apodo	Fecha secuestro	Destino	Observaciones
CAZORLA, Jorge Omar	Vasco	Jun. 76	Asesinado	Su cuerpo no fue entregado.
CISNEROS, Manuel	—	Dic 76/Ene 77	Trasl.	—
	Beto	Nov. 76	Asesinado	Apareció muerto en simulacro de enfrentamiento.
CONTEMPONI, Gustavo	Esposa de Beto	Nov. 76	Asesinada	Idem.
	Pablo	jun. 76	Liberado	Colaborador del Ejército.
	Cabezón	Jun. 76	Trasl.	Vivia en Barrio Yoffré Norte. Casado, Sindicato de Lecheros.
	Camacho (o Gabino)	Jun. 77	Trasl.	—
	Esposa del anterior	Jun. 77	Trasl.	Parturienta. Se desconoce el destino del niño.
	Chachi	Jun. 76	Liberada	Enfermera.
	Chelo	Dic. 76	Trasl.	—
DEMARCHI, Ma. Cristina	Cholo	Jul. 76	Liberado	—
	Gringa	Set. 76	Trasl.	—
DI MONTE, Piero	Héctor	Jun. 76	Liberado	—

Photo N°30: Informe del CADHU sobre el CCDTyE «La Perla»

Mais ces témoignages ont également eu d'autres conséquences. Tout d'abord, dans les rapports de la Commission argentine des droits humains de 1980<sup>86</sup>, qui a repris ces déclarations et d'autres nouvelles, certains survivants et certaines survivantes ont été identifiés comme des collaborateurs des forces répressives. Comme on peut le voir sur la photo ci-dessus, c'est le cas de Gustavo Contemponi, qui est étiqueté comme collaborateur. Cependant, c'est à lui et à son épouse que nous devons les témoignages écrits des CCDTyE « La Perla » et « La Ribera » qui ont fourni une matière précieuse pour le Procès aux juntas militaires.

Deuxièmement, les témoignages des survivants et survivantes exilés qui, depuis Paris et Londres, racontent les souffrances vécues à l'intérieur des centres clandestins de détention, de torture et d'extermination, montrent clairement que les soi-disant « traslados/transferts » étaient un voyage sans retour. La CADHU insistera pour reprendre mot pour mot les paroles des survivants et survivantes qui demandent que cette information ne soit pas refusée. Cela lui vaudra des critiques allant des plus modérées aux

<sup>86</sup> CADHU, *Informe del campo de concentración y exterminio de "La Perla"*, Madrid, 1980 et *Testimonios de los sobrevivientes del Genocidio en Argentina* Madrid 1980. Voir également VVAA, *Investigar en el Archivo. La Comisión Argentina de Derechos Humanos (CADHU)*, Archivo Nacional de la Memoria, Buenos Aires, 2022

plus virulentes, car si pour certains proches, cela commençait à être un fait probable, ce n'était pas le cas pour tous, et encore moins pour les Mères de la Place de Mai.

En 1980, le rapport de la CIDH a également été publié, indiquant dans son texte que « [...] la Commission est particulièrement préoccupée par la situation de milliers de détenus disparus qui, pour les raisons exposées dans le rapport, peuvent être présumés morts »<sup>87</sup>. Les militaires feront usage de cette présomption au niveau national et international, car pour clore la question des disparus et résoudre le problème, la meilleure option pour le gouvernement illégitime et illégal était de reconnaître leur mort. Cette position faisait déjà partie de la ligne d'attaque politique des militaires depuis le milieu de l'année 1979, période au cours de laquelle ils ont promulgué deux lois – la loi sur la mort présumée par disparition et la loi sur les prestations provisoires en cas d'absence de la personne – dans le but de forcer les proches à considérer eux-mêmes leurs êtres chers comme morts, portant ainsi un coup psychologique à ceux et à celle qui réclament pour les disparitions.

À peu près à la même époque, dans le monde des partis politiques, le discours associant les disparus à la mort commence à être utilisé fréquemment et intensément, et cela a beaucoup à voir avec les propos du leader radical Ricardo Balbín qui, interviewé en Espagne, affirme avoir parlé avec le ministre de l'Intérieur Albano Harguindeguy et partagé l'opinion selon laquelle « en Argentine, il n'y a pas de disparus mais des morts »<sup>88</sup>. Les déclarations des victimes n'étaient pas nouvelles pour les Mères ; ce qui était nouveau, c'était l'utilisation politique qui a commencé à en être faite dans les sphères du pouvoir, déformant l'objectif initial des témoignages. L'année 1980 sera donc une année au cours de laquelle les proches seront contraints de réagir à ce changement stratégique. Ils devront aller au-delà de la question « *Où sont-ils ?* » et donc dépasser le lieu de l'émotion pour confirmer et manifester le sens politique de leurs revendications. C'est dans ce contexte que la devise des Mères, reprise ensuite par l'ensemble du MDDHH, « *Aparición con vida de todos los detenidos desaparecidos* » (« L'apparition en vie de tous les détenus disparus ») a été énoncée pour la première fois dans un communiqué le 5 décembre 1980 à Stockholm à l'occasion de la remise du prix Nobel de la paix à Adolfo Pérez Esquivel<sup>89</sup>.

---

<sup>87</sup> « Conclusions », *Cas Argentin. Rapport de la visite sur place de la CIDH*, 1980.

<sup>88</sup> Voir « El Gobierno argentino considera zanjado el problema de los desaparecidos », *El País*, Madrid, 8 mayo de 1980.

<sup>89</sup> Le texte du communiqué était le suivant : « (...) Notre principale motivation est la recherche des détenus disparus et, après quatre ans, nous continuons à lutter pour qu'ils apparaissent vivants (...) Les

Que signifiait ce slogan politique ? Que ce ne serait pas elles, les Mères, qui décrèteraient la mort de leurs enfants : « Nous n'assumerons jamais ces morts, si elles ont eu lieu, tant qu'on ne nous dira pas qui les a ordonnées, qui a ordonné les enlèvements, les tortures, les meurtres, et tant que les responsables de crimes contre l'humanité ne seront pas punis »<sup>90</sup>.

Ainsi, la « vérité des survivants et survivantes » passe au second plan par rapport à la construction politique de la disparition et à l'exigence d'une *Apparition en vie*. Comme nous l'avons dit dans la première partie de la thèse, la construction subjective de l'apparue et apparue s'effectue en miroir du disparu et de la disparue, c'est-à-dire que si la mort n'existe pas, la vie du survivant et survivante apparue est en question. Sa parole trouve ici une nouvelle limite, une nouvelle coupure extérieure et donc un nouvel appel au silence.

## **JUSTICE. Procès et châtement des coupables**

À la fin de la dictature et dans les premiers mois de la période post-dictature, non seulement la voix des survivants et survivantes est remise en question, mais l'image que nous avons d'eux en tant que société est floue. Un exemple très parlant est le documentaire *Los tabicados* de Fernando Almirón<sup>91</sup>. *Los tabicados* est probablement le premier documentaire argentin qui aborde le sujet de la disparition et dans lequel une survivante témoigne.

Le film commence par ces mots : « *Tabique*, le bandeau qui couvrait les yeux des prisonniers dans les centres de détention clandestins du dernier régime militaire ». Pendant les 45 min 10 du documentaire, « le jeu » consiste à ouvrir les yeux et à commencer à voir ce que la société a prétendument ignoré ou n'a pas voulu savoir. Le voyage dans le passé est mené par les proches des disparus et disparues, dont la plupart sont des activistes connus. Rodolfo Cuenca, père d'un disparu, le couple Maroni, mère et

---

Mères de la Place de Mai n'acceptons pas qu'un secteur politique en Argentine tente de faire oublier le sort des milliers de détenus disparus et nous demandons, par solidarité humaine, éthique et justice, que cette cause soit poursuivie jusqu'à sa clarification définitive ». Cité par Ulises Gorini dans *La rebelión de las Madres*, Buenos Aires, Edulp, 2017, p. 360.

<sup>90</sup> *Nuestras consignas*, Madres de Plaza de Mayo, 1985, volante (archive personnelle).

<sup>91</sup> Fernando Almirón, *Los tabicados*, DOC, 1983.

père d'un disparu et d'une disparue et beaux-parents d'un disparu, Elisa Gandin, mère de deux disparus, et la grand-mère de Paula Logares, enfant restituée, y figurent. Les proches s'expriment devant la caméra, les plans (courts et de ¾) permettent au spectateur de se rapprocher des narrateurs et aux gestes d'être perçus correctement. Pour illustrer ces témoignages, des images de reconstruction sont utilisées comme transition. Dans le cadre de ce schéma narratif, une survivante raconte son séjour dans les CCDTyE « El Banco », « El Olimpo » et « l'E.S.M.A .». Pendant un instant, nous ne la voyons plus, sa voix est devenue une voix off, et à la place, nous voyons des images de torture dans ce qui est censé être un camp clandestin. La survivante raconte son enlèvement. Dans son récit, elle insiste sur la description des tourments physiques qu'elle a subis et sur les menaces répétées qui lui ont été adressées : « ils m'ont dit que si je ne parlais pas, ils allaient torturer ma fille de 10 ans ». Pendant qu'elle parle, le visage apparaît « dans l'obscurité » (on peut le voir dans la capture d'écran ci-dessous). Grâce aux vitraux, il est clair que le témoignage est donné à l'intérieur d'une église. Le témoin insiste sur le fait qu'elle n'a jamais pensé « qu'elle allait sortir vivante de cet enfer ». Elle se demande : « Pourquoi suis-je en vie ? Et elle répond elle-même : « Je ne sais pas. Personne n'est tombé derrière moi, absolument personne. Je vous le dis, heureusement que je n'étais dans rien et que je ne savais rien du tout ». A la fin, et toujours presque dans l'obscurité, la survivante demande justice et « pas de vengeance car ce serait recommencer ».







Photos N°31 et N°32 : Captures d'écran de *Los tabicados*.

Ce documentaire, nous pensons, capture l'image qu'on voulait donner du survivant en 1983, 1984, 1985, et même plus tard : le survivant est quelqu'un qui ne cède pas à la torture, qui ne *chante* pas, même si les répresseurs menacent sa famille et attaquent physiquement son corps ; c'est quelqu'un qui n'était pas engagé et qui ne cherche pas à se venger car « la violence de l'État revient quand la violence de la guérilla se manifeste ». En résumé, la noirceur de l'image documentée reflète le fait que le survivant idéal est celui qui ne fait que raconter l'horreur et qui laisse aussi la place aux parents « des victimes innocentes » pour s'exprimer. D'une certaine manière, cela reflète ce que le MDDHH considère comme la place des personnes libérées dans le cadre des demandes de justice qui ont commencé à prendre forme à ce moment-là.

Avec l'arrivée du gouvernement constitutionnel, alors que la société commençait à montrer quelques signes de la manière dont elle allait intégrer les survivants, les deux catégories de témoignages post-libération mentionnées ci-dessus ont continué à s'exprimer et sont devenues plus répandues, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur du pays. De nouvelles dénonciations judiciaires se sont ajoutées à celles déjà effectuées pendant la période de terrorisme d'État et dans le cadre de la politique des droits humains annoncée par le président récemment élu Raúl Alfonsín. Les trois principaux axes de cette politique

ont été la création d'une Commission nationale sur la disparition des personnes, l'ouverture d'un procès exemplaire pour les chefs des Juntas militaires, et la persécution des chefs des mouvements de guérilla. Ils sont littéralement partis à la recherche de ceux et celles qui pouvaient corroborer l'existence des CCDTyE et déclarer qu'ils et elles y avaient vu les disparus et disparues de leur vivant. À ce moment-là, le besoin d'un groupe de survivants et survivantes de raconter leur histoire s'est combiné au besoin des organisations et du pouvoir judiciaire de trouver une source sur laquelle fonder leurs accusations contre les militaires. Les témoignages et les plaintes adressés aux organisations de défense des droits humains se sont multipliés, notamment ceux déposés auprès de l'APDH. Ce fut le prélude aux récits testimoniaux qui ont eu lieu dans le cadre des groupes de travail de la CONADEP<sup>92</sup>. L'objectif de cette commission, composée de treize personnalités et de nombreux collaborateurs et collaboratrices, était de recueillir des témoignages et d'autres preuves pour décrire le processus de répression depuis 1976, d'identifier les victimes, y compris les bébés et les enfants enlevés, de signaler toute tentative de destruction des traces de la répression et de sélectionner les « meilleurs cas » afin qu'ils puissent être jugés. Ceux qui disposaient de preuves et décrivaient le mieux le plan criminel de l'État terroriste étaient considérés comme les plus précieux. À cette fin, pendant les 280 jours de fonctionnement de la Commission, celle-ci a visité les CCDTyE avec les survivants, les survivantes et les membres de leur famille, a collecté une quantité importante de données et a systématisé ces informations. Les survivants et survivantes qui avaient déjà été rencontrés et qui avaient déjà fait des dénonciations ont participé activement à cette étape. D'Agostino raconte :

«Ya en la Conadep nos tomaban como consultores por así decirlo, es decir, apareció un sobreviviente que tenía cadena, letra y número. Bueno, si no fue del Olimpo, fue del Banco, fue del Atlético y si tiene letra y número no fue de la ESMA, pero sí tiene cadenas y si bajo un sótano guarda que puede ser de la ESMA. Entonces precisaban más info que diera el testimonio para poder ubicarlo. Ayudábamos a los sobrevivientes que venían llegando para que se ubiquen y eso fue todo 84. El juicio a las juntas donde bueno [el fiscal] Strassera seleccionó a dos o tres testimonios, dos o tres no, fueron Ana [Careaga], yo, Delia [Barrera], Mario [Villani] y no sé quién más por Atlético ».<sup>93</sup>

---

<sup>92</sup> Sur la CONADEP, le travail qu'elle a effectué, son rapport final et la relation avec le procès des commandants, nous nous référons à nouveau au travail d'Emilio Crenzel.

<sup>93</sup> « Déjà à la CONADEP, nous étions pris comme consultants, pour ainsi dire, c'est-à-dire qu'un survivant qui avait une chaîne, une lettre et un numéro est apparu. Eh bien, si ce n'était pas d'Olimpo, c'était de Banco, c'était d'Atlético et si ça a une lettre et un numéro, ce n'était pas de l'ESMA, mais s'il a des

Tout cela a donné lieu à un rapport final connu sous le nom de rapport *Nunca Más* ou « rapport Sabato », du nom de l'écrivain Ernesto Sabato, président de la Commission et auteur du prologue. Le rapport a été transmis au Président Alfonsín le 20 septembre 1984. Sur la base d'un formulaire élaboré à partir du modèle de plainte de l'APDH, inspiré à son tour du formulaire de plainte utilisé au niveau international, les témoignages soumis à la CONADEP ont été réduits à la mention de quatre types de données qui structureront à l'avenir le style de présentation de l'ex détenu disparu et de l'ex détenue disparue : a) la date et les caractéristiques de leur détention, les camps par lesquels ils sont passés ; b) les disparus et disparues vus dans ces camps ; et c) les informations disponibles sur les tortionnaires. Ces récits étaient très simples, plutôt courts et ne faisaient généralement pas référence à des sentiments personnels ou à la manière dont ils avaient vécu le camp clandestin. Néanmoins, le message à transmettre était toujours contrôlé d'une certaine manière par le sujet émetteur au-delà des limites imposées par les formulaires. Ce message visait essentiellement à faire connaître le nom ou le surnom du disparu et de la disparue et les tortionnaires vus sur place.

Les déclarations à la CONADEP, pour certaines les premières, n'ont pas été simples, ni pour les survivants et survivantes ni pour ceux qui ont recueilli les témoignages. Miguel D'Agostino mentionne que lorsqu'il est allé faire son témoignage, la personne qui l'a reçu ne pouvait plus l'écouter et que pour cette raison, seul dans un bureau, il a écrit à la main tout ce qu'il avait à dire à ce moment-là<sup>94</sup>.

« El momento en que más preguntas me hago es cuando tengo que hacer un testimonio de Conadep, cuando yo hago el testimonio, lo hago yo. Si vos mirás este testimonio te vas a encontrar que, claro, no estaban preparados, nadie estaba preparado del otro lado. Del otro lado, te preguntaban cómo te llamas, el número de documento, donde vivís, un teléfono cuando te secuestraron, ponías la fecha, cuando te liberaron, ponías la fecha, sabés dónde estuviste, a quién vistes... dos hojas. Cuando yo empiezo a hablar, la chica me dice: ya vuelvo, y se fue. Me di cuenta de que se había conmovido, pero me quedé esperando. No venía, no venía, no venía. Saqué un bloc de hojas cuadriculada que yo tenía, que llevaba siempre, en esa época se escribía mucho, y empiezo

---

chaînes et si c'est sous une sous-sol, ça peut être de l'ESMA. Ils avaient alors besoin de plus d'informations de la part du témoin afin de le localiser. Nous aidions les survivants qui arrivaient à s'orienter et ça était durant toute l'année 84. Le procès des juntas où bien [le procureur] Strassera a sélectionné deux ou trois témoignages, pas deux ou trois, c'était Ana [Careaga], moi, Delia [Barrera], Mario [Villani] et je ne sais pas qui d'autre pour l'Atlético ». Témoignage de Miguel D'Agostino déjà cité.

<sup>94</sup> Une copie du texte intégral du manuscrit se trouve dans l'annexe méthodologique.

yo a hacer mi testimonio, lo escribo, lo escribo, lo escribo y empiezo yo a hacerme preguntas. Y es ahí donde yo pongo una frase que está en el *Nunca más*, que Anita la escribe en su libro, que yo la vomité ahí, en ese ejercicio de preguntarme y buscar la respuesta, donde pongo que si al salir del campo de concentración me hubieran preguntado –y cuando digo me hubieran preguntado, me preguntaba, pero creo que pongo me hubieran preguntado– ¿te torturaron mucho?, yo hubiera dicho: sí los tres meses sin parar. Si me lo preguntaran hoy, llevo siete años de tortura. Pero todo yo mismo preguntándome y respondiendo, como sabiendo que eso no iba a suceder, y no sucedía, ¿viste? »<sup>95</sup>

Graciela Rosemblum, une militante de la LIGA aujourd'hui décédée, était l'une de celles qui se trouvaient de l'autre côté et qui « posaient les questions figurant sur la fiche ». Elle a dit que pendant tout le temps où elle était chargée de recevoir les plaintes des membres de la famille et des survivants et survivantes, elle vivait dans la peur au point de dormir avec ses enfants loin des fenêtres de la maison par crainte qu'une bombe explose ou que l'on tire sur sa maison. Il faut dire que ces jours-là ont été très tendus pour les militants : ils ont reçu des menaces régulières, des personnes ont été attaquées et les sièges des organisations ont été dévalisés ou « visités ». Graciela nous a également raconté que, curieusement, elle qui, à l'époque, se souvenait de tous les détails et pouvait relier un cas à un autre, une personne à une autre, quand sa tâche s'est achevée, elle a définitivement tout oublié. Quand nous avons fait son témoignage avec elle, elle était encore incapable de se souvenir d'un récit, si ce n'est de façon vague. Dans ces années-là, même si les survivants et survivantes s'efforcent de ne pas susciter la peur ou la consternation chez leurs auditeurs et auditrices, c'est presque impossible. Certains ont de la peine pour les

---

<sup>95</sup> « Le moment où je me pose le plus de questions, c'est quand je dois témoigner pour la CONADEP, quand je fais le témoignage, je le fais moi-même. Si tu examines ce témoignage, tu peux voir que, bien sûr, ils n'étaient pas préparés, personne n'était préparé de l'autre côté. De l'autre côté, ils te demandaient ton nom, ton document d'identité, où tu habites, un numéro de téléphone quand tu as été enlevé, tu mets la date, quand tu as été libéré, tu mets la date, si tu sais où tu étais, qui tu as vu... deux feuilles de papier. Quand je commence à parler, la fille dit : "Je reviens tout de suite", et elle part. Je pouvais voir qu'elle était émue, mais je suis resté à l'attendre. Elle n'est pas venue, elle n'est pas venue, elle n'est pas venue. J'ai sorti un bloc de papier millimétré que j'avais, que j'avais toujours sur moi, à cette époque on écrivait beaucoup, et j'ai commencé à écrire mon témoignage, à l'écrire, à l'écrire, à l'écrire, à l'écrire et j'ai commencé à me poser des questions. Et c'est là que j'ai mis une phrase qui se trouve dans *Nunca más*, qu'Anita écrit dans son livre, que j'ai lancée là, dans cet exercice de questionnement et de recherche de la réponse, où j'ai mis que si on m'avait demandé quand je suis sorti du camp de concentration - et quand je dis qu'on m'avait demandé, je me suis demandé, mais je pense qu'on m'aurait demandé - s'ils t'ont beaucoup torturé, j'aurais dit : oui, pendant trois mois sans arrêt. Si vous me le demandez aujourd'hui, j'ai été torturé pendant sept ans. Mais tout seul, en me demandant et en répondant, comme si je savais que ça n'allait pas arriver, et ça n'est pas arrivé, vous voyez ? » Miguel D'Agostino, témoignage cité. Il est fait référence à Ana (Anita) Iliovich et à son livre *El silencio*, dont il est question ci-dessous.

survivants et les survivantes, d'autres sont simplement horrifiés. Dans les deux cas la réception du message est une atteinte à l'apparition et invite à une retraite silencieuse ou à rester enfermé dans le rôle de victime-témoin. C'est aussi arrivé à ceux et celles qui étaient mieux équipés sur le plan émotionnel et qui bénéficiaient d'un environnement favorable et d'une vie professionnelle épanouie comme ce fut le cas d'Adriana Calvo de Laborde, l'un des rares visages visibles à l'époque en raison de sa participation au documentaire télévisé *Nunca Mas*<sup>96</sup> et ainsi qu'à la série documentaire qui accompagnait le *Diario del Juicio (Le journal du procès)*, un document qui, semaine après semaine, relatait tout ce qui se passait dans le Procès des commandants. L'histoire d'Adriana était en soi douloureuse car, en plus de tout ce qu'elle avait vécu en commun avec les autres personnes enlevées dans les CCDTyE « Las brigadas », « Comisaría 5ta de La Plata » et « Pozo de Banfield »<sup>97</sup>, elle avait donné naissance à sa plus jeune fille sur la banquette arrière d'une voiture de police<sup>98</sup> alors qu'elle était enchaînée et sans aide. C'est peut-être pour cette raison que, pour faire face au silence auquel elle a été poussée et pour faire face à son propre silence, comme Miguel, elle a fait de la parole un mode de vie. Cependant, certaines limites établies dans cette première période de narration publique demeurent : Adriana parlait de son militantisme syndical mais pas de son militantisme politique. Et cette structure discursive, malgré les changements qui ont eu lieu dans les écoutes, est restée jusqu'en 2010, date de sa mort. Ce qui est arrivé à Adriana Calvo de Laborde est probablement directement lié à la continuité de l'idée de *l'ennemi subversif* que, sous certains aspects, la démocratie constitutionnelle a apportée avec elle. Avant même l'ouverture des procès, les survivants et survivantes avaient rencontré un obstacle difficile à surmonter dans la « Théorie des deux démons » – une tentative d'expliquer et de justifier officiellement le conflit politique et répressif à l'origine de la « disparition » – clairement

---

<sup>96</sup> La chaîne 13 de la télévision d'État a produit, avec la CONADEP, le documentaire et, malgré les menaces et l'inquiétude manifeste des forces armées, l'a diffusé le 4 juillet 1984 en avant-première du futur rapport de la Commission. Il a été réalisé par Gerardo Tarantulo et Magdalena Ruiz Guiñazú et présenté par Sergio Villarruel.

<sup>97</sup> Voir l'annexe méthodologique pour les détails des camps appelés Brigades.

<sup>98</sup> À l'époque du Procès des juntes, nous n'avons pas prêté attention à cette histoire séparément, mais nous l'avons fait plus tard, lorsque Adriana Calvo de Laborde est venue donner une conférence à la Faculté des sciences sociales de l'Université de Buenos Aires. À l'époque, nous envisagions de faire des recherches sur le thème de la répression, mais en l'écoutant, nous avons compris qu'une certaine maturité était nécessaire, non seulement sur le plan intellectuel mais aussi sur le plan émotionnel, pour s'approcher de la douleur provoquée par les témoignages qui relatent l'expérience des camps clandestins et - sans perdre l'empathie - pour établir une distance critique avec les témoins. Nous n'avons pu le faire que vingt ans plus tard et depuis un autre pays.

détaillée dans le prologue de *Nunca Más*, mais également présente dans la campagne présidentielle du candidat Alfonsín de l'époque. Antonio Troccoli, ministre de l'intérieur du premier gouvernement radical de l'après-dictature, a été l'un des principaux porte-parole de cette théorie. Lors de la diffusion de l'émission *Nunca Más*<sup>99</sup>, le gouvernement était témoin d'une crise militaire qui s'est terminée le même jour que la diffusion de l'émission, avec le remplacement du chef d'état-major de l'armée et du chef du troisième corps d'armée basé à Cordoba, les généraux Jorge Arguindegui et Pedro Mansilla, respectivement. Sous cette pression, le gouvernement, qui était confronté au dilemme d'accepter les exigences des militaires, qui craignaient notamment que les listes des responsables des crimes commis soient rendues publiques et que le programme soit annulé, mais de s'exposer au mécontentement des organisations de défense des droits humains et de la population, ou prendre la décision d'accepter la diffusion, mais encadrer par le gouvernement, les révélations du documentaire qui présentait des témoignages forts et choquants. Alfonsín a finalement opté pour la seconde option et a autorisé la diffusion du programme, mais l'ouverture et la clôture de l'émission ont été laissées aux mains d'Antonio Troccoli, accompagné à la fin par Ernesto Sabato. Ernesto Sabato. Le documentaire a été visionné par 1.640.000 personnes. Au cours du programme, nous écoutons les histoires de membres de familles de différentes organisations (APDH, Mères, Grands-mères) et trois survivants : Jorge Watts (CCDTye « El Vesubio »), Estela Berastegui (CCDTye « La Perla ») et, comme nous l'avons déjà mentionné, Adriana Calvo de Laborde (« Brigadas »).

---

<sup>99</sup> Au sujet du programme *Nunca Más*, nous renvoyons à l'article d'Emilio Crenzel : "Nunca Más. La investigación de la CONADEP en la televisión", dans *Question/Cuestión*, 1 (18), récupéré sur <https://perio.unlp.edu.ar/ojs/index.php/question/article/view/591>, 2008 ; et aux travaux de Claudia Feld : *Del estrado a la pantalla. Las imágenes del juicio a los ex comandantes en Argentina*, Madrid, Siglo XXI Editores, 2002 ; "Estrategias de construcción de testimonios audiovisuales sobre la desaparición de personas en Argentina : el programa televisivo *Nunca Más*", in *Documentos Lingüísticos y Literarios*, n° 30, 2007. Disponible à l'adresse : [http://www.humanidades.uach.cl/documentos\\_linguisticos/document.php?id=1324](http://www.humanidades.uach.cl/documentos_linguisticos/document.php?id=1324) ; "La representación televisiva de los desaparecidos : del Documento final... al programa de la CONADEP", in Mirta Varela et Mariano Mestman (coords). *Masas, pueblo y multitud en cine y televisión*, Buenos Aires, Eudeba, 2013 ; et "La prensa de la transición ante el problema de los desaparecidos : el discurso del 'show del horror'", in Claudia Feld et Marina Franco (eds). *Democracia, hora cero. Actores, políticas y debates en los inicios de los postdictadura*, Buenos Aires, FCE, 2015.



Photo N°33. *Nunca Más*, Adriana Calvo de Laborde. Capture d'écran.

Les victimes directes et leurs proches racontent la douleur qui les a traversés et, cette fois, ils le font publiquement, en accusant les responsables. Troccoli, représentant le gouvernement, affirme que la mission de CONADEP était de présenter les violations des droits humains commises par le gouvernement de facto, mais que cela ne signifiait pas qu'il fallait oublier toute l'histoire, à savoir « l'irruption de la subversion et du terrorisme [...] qui ont fini par déclencher une orgie de sang et de mort »<sup>100</sup>, à laquelle l'État a répondu à la demande de la société sans que celle-ci puisse imaginer que ce même État utiliserait des méthodologies aberrantes. Emilio Crenzel résume clairement ce contrepoint:

«Todas las intervenciones apelaron a la Justicia y a la ley al caracterizar tanto la ilegalidad de las desapariciones como al reclamar su juzgamiento y castigo. Pero mientras Tróccoli las identificó con el castigo a las cúpulas, los familiares y sobrevivientes plantearon responsabilidades precisas, pero también extendidas. Watts describió su cautiverio en un predio 'del I Cuerpo de Ejército', acusó a oficiales del

---

<sup>100</sup> Extrait du documentaire *Nunca Más*.

Ejército de asesinato y de violar mujeres embarazadas; Berastegui imputó al Ejército el asesinato de su familia; Laborde a la policía bonaerense su cautiverio; Carlotto a Bignone conocer el asesinato de su hija, y Mariani al general Camps. También, todos invocaron la frase 'nunca más' para referirse al pasado rechazado. Pero mientras los familiares y sobrevivientes la usaron para exponer una demanda de justicia extendida, Tróccoli la asoció a un imperativo histórico de reconstruir el país y a un castigo ejemplar »<sup>101</sup>

Les survivants et survivantes sont alors obligés de garder le silence sur toute indication qui pourrait les associer à des terroristes subversifs. Et cela a été immédiatement dénoncé par le journaliste et dramaturge Vicente Zito Lema dans sa colonne d'opinion du journal *La Voz del Mundo* :

«Los victimarios no son una minoría. Constituyen por desgracia una mayoría dentro de las FF.AA. al menos hoy. A esto responde la designación del doctor Tróccoli para que, en el inicio y al final del programa, intentara justificar o minimizar el terror de Estado ligándolo a una violencia política previa. (No fuera que exacerbados los jinetes del Apocalipsis galoparan otra vez por la pampa húmeda). No es justo ni tampoco verosímil o eficaz poner en una misma balanza a quienes, pese a sus errores, procuraban modificar la sociedad guiados por un ideal de justicia, con los que hicieron de la rapiña, la violación y la muerte su culto personal. Es obligación, en un momento histórico tan difícil, asumir a fondo el compromiso con la realidad por dura y peligrosa que sea ».<sup>102</sup>

---

<sup>101</sup> « Toutes les interventions ont fait appel à la justice et au droit en caractérisant à la fois l'illégalité des disparitions et en appelant à leur poursuite et à leur sanction. Mais alors que Tróccoli les identifiait avec la punition des dirigeants, les parents et les survivants ont soulevé des responsabilités précises, mais aussi étendues. Watts a décrit sa captivité dans un complexe du « 1er Corps de l'Armée », a accusé des officiers de l'armée de meurtre et de viol de femmes enceintes ; Berastegui a accusé l'armée pour le meurtre de sa famille ; Laborde, la police de Buenos Aires pour sa captivité ; Carlotto, Bignone sur le meurtre de sa fille, et Mariani, le Général Camps. De même, tous ont invoqué l'expression "plus jamais ça" pour faire référence au passé rejeté. Mais alors que les proches et les survivants l'ont utilisé pour exposer une demande étendue de justice, Tróccoli l'a associé à un impératif historique de reconstruction du pays et à une punition exemplaire » Emilio Crenzel, *op. cit.*

<sup>102</sup> « Les bourreaux ne sont pas une minorité. Ils constituent malheureusement une majorité au sein des forces armées, du moins aujourd'hui. C'est pourquoi le Dr Tróccoli a été désigné pour tenter de justifier ou de minimiser la terreur d'État en la reliant aux violences politiques antérieures au début et à la fin du programme. (De peur que les cavaliers exacerbés de l'Apocalypse ne galopent à nouveau dans la pampa humide). Il n'est ni juste, ni plausible, ni efficace de placer sur la même échelle ceux qui, malgré leurs erreurs, ont cherché à changer la société en étant guidés par un idéal de justice, avec ceux qui ont fait du viol, du viol et de la mort leur culte personnel. C'est une obligation, à un moment historique aussi difficile, de s'engager pleinement dans la réalité, aussi difficile et dangereuse soit-elle ». Vicente Zito Lema, « Luz y sombra del drama, El doctor Troccoli debe formular su autocrítica », *La voz del Mundo*, Buenos Aires, 8 de julio de 1984.



De son côté, en adoptant cette théorie comme la sienne, la société se voyait dans une position de contemplation irresponsable face à la lutte irrationnelle des militaires et des guérilleros, les deux démons en question. La société a considéré comme une hypothèse valable le fait qu'elle n'était pas au courant de tout ce qui s'était passé à l'intérieur des CCDTyE pendant ce temps car, logiquement, si elle l'avait su, elle n'aurait pas pu l'accepter<sup>103</sup>. L'objectif de cette théorie, qui, comme nous l'avons vu, était fortement soutenue par l'État national, était de jeter les bases du tissu social de la *transition* et de la « nouvelle démocratie ». Cela rendait impossible un récit complet de la disparition car si la victime-témoin reconnaissait appartenir ou avoir appartenu à une organisation politique, d'une part, elle perdait sa crédibilité en tant que victime et, d'autre part, elle pouvait être emprisonnée comme terroriste et jugée en conséquence. Norma Cozzi ne se souvient plus très bien de son premier témoignage devant la Commission, mais elle fait part de ses émotions à ce sujet :

« M.I. *¿Qué recordás de tu testimonio en CONADEP?*

N.C. Casi nada, no recuerdo nada porque no tengo ninguna constancia y además fue una cosa recién instalada la democracia y era narrar los hechos con mucho temor, con mucho temor no solo de lo que habíamos vivido, sino de toda la gente que teníamos adelante. Es decir, no estaba tan claro, como lo tenemos hoy en día, qué lugar tenía uno, si nos iban a acusar también a nosotros. Esos temores eran muy concretos, ya teníamos esa sensación. No con la gente de la CONADEP. No con ellos que son (dixit) normalmente gente encantadora, pero mucho temor del momento y de que es lo que iban a hacer después con ese testimonio. Es que en aquel momento no se creía mucho en que veríamos el juicio, en que los juicios pudieran desarrollarse y tener una condena efectiva, dudábamos de la justicia y tanto no nos equivocamos porque las condenas fueron irrisorias. Sí, había un deber fuerte, deber moral, político, de hacer condenar a los comandantes por todos aquellos que no han podido sobrevivir. Tampoco se sabía cuál iba a ser la suerte de nosotros en tanto testigos. Es decir, era volver a ponerse en la mira y sabíamos que el aparato represivo no se había desmantelado todavía. Entonces era volver a asumir un lugar de mucho riesgo.

M.I. *¿Y por qué se asume este riesgo?*

N.C. Y porque creo que cuando uno sale del campo sabiendo que habían pasado por ahí 5000 personas y que sobrevivimos 450 o 500 lo menos que uno puede hacer es dar testimonio de lo que vivió. Es así y está fuera de toda discusión. Lo que sí es cierto es que eran posturas, eran

---

<sup>103</sup> Nous reviendrons sur ce fondement idéologique, difficile à soutenir historiquement, dans le prochain chapitre lorsque nous aborderons le cas d'Ana Iliovich.

posicionamientos que implicaban un fuerte riesgo, desde la represalia hasta el ser juzgado por asociación ilícita ».<sup>104</sup>

Le témoignage de Norma Cozzi nous montre la transition entre le témoignage à la Commission et le témoignage judiciaire, qui se déroule dans un climat loin d'être serein, où la plupart des membres des forces répressives du terrorisme d'État sont encore actifs et refusent de comparaître devant le tribunal lorsqu'ils sont convoqués. Comme nous l'avons dit et le répétons, dans ce contexte, les témoignages judiciaires des survivants devaient être « apolitiques ». C'est ainsi que les témoignages ont été orientés et formulés au cours du Procès des juntas militaires, en étant coupés de leur « engagement politique ». Et c'est ainsi qu'ils ont été enregistrés dans la mémoire sociale partagée. Le témoin, quant à lui, a été partiellement réduit à représenter un tiers-victime et son récit a fini par prendre la forme d'une narration contrôlée de l'horreur.

Il convient également de noter que les témoignages dans ce procès partageaient toutes les caractéristiques des témoignages que l'on retrouve dans tous les déclarations ordinaires des tribunaux pénaux. À l'époque, il n'y a pas eu de prise en compte particulière de la nature de la violence extrême subie par celui et celle qui devait témoigner. Cela s'est manifesté tout d'abord parce que dans l'antichambre de la salle d'audience, les survivants et survivantes étaient accompagnés par la police, un fait qui, selon les victimes-témoins, a rendu cette attente particulièrement stressante et pénible. Ensuite, parce que cela

---

<sup>104</sup> « M.I. Que tu te rappelles de ton témoignage à la CONADEP ?

N.C. Presque rien, je ne me souviens de rien parce que je n'en ai aucune trace et en plus, c'était quelque chose qui venait de s'installer dans la démocratie et je devais raconter les événements avec beaucoup de peur, avec beaucoup de peur non seulement de ce que nous avons vécu, mais aussi de toutes les personnes que nous avons en face de nous. En d'autres termes, il n'était pas aussi clair, comme c'est le cas aujourd'hui, quelle place on avait, si nous allions être accusés aussi. Ces craintes étaient très concrètes, nous avions déjà ce sentiment. Pas avec les gens de la CONADEP. Pas avec eux qui sont (dixit) normalement des gens adorables, mais très effrayés par le moment et par ce qu'ils allaient faire ensuite avec ce témoignage. A cette époque, on ne croyait pas trop que l'on verrait le procès, que les procès pourraient avoir lieu et avoir une sentence effective, on doutait de la justice et on ne s'est pas trompé car les sentences étaient dérisoires. Oui, il y avait un devoir fort, un devoir moral, politique, de faire condamner les commandants pour tous ceux qui n'ont pas pu survivre. On ne savait pas non plus ce qui allait nous arriver en tant que témoins. En d'autres termes, il s'agissait de nous remettre sous les projecteurs et nous savions que l'appareil répressif n'avait pas encore été démantelé. Il s'agissait donc de prendre à nouveau une position très risquée.

M.I. Et pourquoi tu prenais ce risque ?

N.C. Et parce que je pense que lorsqu'on quitte le camp en sachant que 5000 personnes sont passées par là et que 450 ou 500 d'entre nous ont survécu, le moins que l'on puisse faire est de témoigner de ce que l'on a vécu. C'est comme ça et ça ne se discute pas. Ce qui est vrai, c'est que c'était des postes, c'était des postes qui impliquaient un risque fort, de représailles à être jugé pour association illicite ». Témoignage de Norma Cozzi. Il peut être consulté dans l'annexe méthodologique en Vimeo..

signifiait que les témoignages des survivants et des survivantes étaient sélectionnés pour leur efficacité et leur capacité à faire bouger le tribunal, qu'ils étaient sous le contrôle des avocats – même ceux de la défense des dictateurs – et des juges, qu'ils étaient limités à un nombre spécifique de faits, que les réponses devaient être formulées de manière très précise et déterminée, que les émotions étaient censurées et, surtout, que la défense était autorisée à mettre en doute la véracité de la parole et à tenter d'amener le témoin à s'imputer. Comme nous l'avons mentionné dans le chapitre méthodologique, lors de l'enquête, les « blocs de témoignages » sont assemblés et ce qui n'a pas besoin d'être mentionné est écarté. Norma Cozzi nous raconte comment il a été travaillé son cas :

« M.I.: *¿Cómo llegaron ustedes a la CONADEP?*

N.C.: En realidad el que fue el vehículo para que fuéramos a CONADEP fue Víctor Basterra. No diría que fue obligado, pero casi, porque el presenta todo el material filmado y fotográfico que tenía en la época. Nos nombra a nosotros, a mí y a mi ex compañero.

M.I.: *¿Ustedes están en las fotos de él?*

N.C.: Y yo no sé si nosotros estábamos en las fotos, lo que sí colaboramos con él en muchos aspectos porque el valor de las fotos era el de que estaban quienes habían sido secuestrados y no habían sobrevivido. Ese es el valor de las fotos de él. Por un lado, y por otro lado, él empieza a escrachar porque todos se llamaban Pepito Lagarto y él es el primero que empieza a descubrir que esta gente tiene tal apellido y ese es el valor de todo el testimonio y de todo lo que él recopila.

M.I.: *Te preguntaba puntualmente porque después en el juicio a las juntas a ustedes le muestran fotos y en algunos casos, como en el caso de Susana, están en las fotos.*

N.C.: Claro. Yo creo que cuando me nombran, cuando me muestran las fotos, una de ellas soy yo, porque esas fotos las sacaba Nelson, la sacaban los milicos cuando llegábamos, digamos, por así decirlo, cuando arribamos al sitio. Entonces seguramente... yo sí recuerdo alguna vez que me llevaron y me sacaron fotos de frente y perfil, la típica foto de prontuario. Si a lo mejor en toda la tanda estaban entremezcladas y creo que sí, si no lo recordaba eso me parece que la primera vez que yo declaré en algún momento me mostraron una foto que es mía. [...] Ellos cruzan los testimonios y empieza a armarse toda una trama con las cuales van afinando las cosas que preguntan, porque a pesar de que uno lleva una estructura armada para lo que va a decir, el tiempo es acotado y además la situación es muy traumática. Entonces por más que vayas repitiendo todo tu esquema por ahí hay un detalle que no te acordás que es importante, entonces en general conocen nuestros testimonios, ya van haciendo preguntas más y más precisas. »<sup>105</sup>

---

<sup>105</sup> « M.I. : Comment êtes-vous arrivés au CONADEP ?

N.C. : En réalité, celui qui nous a permis d'aller à la CONADEP était Víctor Basterra. Je ne dirais pas que c'était forcé, mais presque, car il a présenté tout le matériel filmé et photographique dont il disposait à l'époque. Il nous nomme, moi et mon ancien compagnon.

Le témoignage de Norma nous éclaire non seulement sur l'aspect préalable du témoignage, c'est-à-dire le montage méticuleux qui a conduit à la preuve du plan systématique, mais aussi sur le fonctionnement des oublis de la mémoire. Elle ne se souvient pas de s'être vue sur les photos car sa photo n'a pas été prise par un camarade mais par un répresseur. Au contraire, cela met en valeur le courage de Basterra et l'importance du matériel photographique lorsqu'il certifie le passage par le CCDTyE de ceux et celles qui n'en sont pas revenus. Dans la composition qui suit, on voit en haut la photo de Norma prise à l'intérieur du CCDTyE et ensuite les photos des disparus et disparues qui ont été montrés aux deux couples qui ont témoigné le même jour : Norma et son ex-mari et Osvaldo Barros et Susana Leiracha de Barros.

Un autre élément de preuve important ressort du témoignage de Norma : l'existence réelle du *tabique*. Lors d'une des visites à la famille, Norma a prétendu avoir perdu le bandeau avec lequel elle se déplaçait jusqu'à ce qu'on l'amène à la porte de la maison et qu'elle le remette à sa famille pour qu'elle le cache. Ce bandeau est celui qu'elle apporte au tribunal et qui est entre les mains du juge León Arslanian, qui l'observe de près (première photo de la deuxième ligne).

---

M.I. : Vous êtes sur ses photos ?

N.C. : Je ne sais pas si nous étions sur les photos, mais nous avons collaboré avec lui sur de nombreux aspects, car la valeur des photos était que ceux qui avaient été kidnappés et n'avaient pas survécu étaient là. C'est la valeur de ses photos. D'une part, et d'autre part, il a commencé à les dénoncer parce qu'ils s'appelaient tous Pepito Lagarto et il a été le premier à découvrir que ces personnes portaient tel ou tel nom de famille et c'est la valeur de tous les témoignages et de tout ce qu'il a recueilli.

M.I. : Je te demandais précisément parce que plus tard dans le Procès des juntas, on vous montre des photos et dans certains cas, comme dans le cas de Susana, ils sont sur les photos.

N.C. : Bien sûr. Je pense que lorsqu'ils me nomment, lorsqu'ils me montrent les photos, l'un d'elles c'est moi, parce que ces photos ont été prises par Nelson, elles ont été prises par les militaires lorsque nous sommes arrivés, pour ainsi dire, lorsque nous sommes arrivés sur le site. Je me souviens d'une fois où ils m'ont pris en photo de face et de profil, la photo d'identité typique. Oui, peut-être que dans l'ensemble du lot, elles étaient mélangées et je pense qu'elles l'étaient, si je ne m'en souvenais pas, il me semble que la première fois que j'ai témoigné, à un moment donné, ils m'ont montré une photo qui est la mienne. [...] Ils croisent les témoignages et toute une intrigue commence à se développer avec laquelle ils affinent les choses qu'ils demandent, car bien que l'on ait une structure pour ce que l'on va dire, le temps est limité et la situation est aussi très traumatisante. Donc on a beau répéter tout le schéma, il peut y avoir un détail dont on ne se souvient pas et qui est important, donc en général ils connaissent nos témoignages, et ils commencent à poser des questions de plus en plus précises » . Témoignage de Norma Cozzi cité plus haut.



Photo N°34. Procès aux juntas militaires. Le GOR dans la E.S.M.A. Composition. MEI

Mais nous insistons, il ne s'agit pas d'écouter une victime, il s'agit avant tout de prouver les faits. Les règles de la loi sont suivies à tel point qu'au moment de jurer « de dire la vérité » pendant le procès et qu'il n'y a aucune animosité contre l'accusé, la règle de base de toutes les déclarations de témoins dans lesquelles l'individu est supposé être un tiers ou un témoin oculaire, la victime-témoin est « obligée » de mentir. Seuls quelques-uns et quelques-unes ont refusé de suivre le rituel comme prévu. C'est le cas de Guillermo Lorusso :

« Tribunal: *¿Nombre y apellido?*

G.L.: Guillermo Alberto Lorusso.

Tribunal: *¿Edad?*

G.L.: 43 años.

Tribunal: *¿Estado civil?*

G.L.: Casado.

Tribunal: *¿Ocupación?*

G.L.: Contador Público.

**Tribunal: *¿Es usted pariente, amigo o enemigo de los ex-comandantes procesados?***

G.L.: Con respecto a los ex-comandantes, en primer término soy querellante en una causa que se tramita ante el juzgado N 7 de Morón, el Dr. Ruiz Paz. **Por otro lado, lo considero máximo responsables de las atrocidades cometidas en estos últimos años, de las que fueron víctimas igual, de las que fue principal víctima el pueblo argentino de la que soy parte.**

Tribunal: *Sr. No obstante eso...*

G.L.: **Salvo esta acotación no tengo nada personal contra ellos, lo cual no me impide decir la verdad en lo que usted me pregunte.**

Tribunal: *¿Fue usted privado de su libertad?*

G.L.: Así es ». <sup>106</sup>

Le cas de Guillermo est particulièrement atypique car il appartient à la catégorie que nous avons évoquée précédemment de militants qui, dès le moment des faits, ont activement dénoncé l'horreur des camps clandestins et qui n'ont à aucun moment renié leur appartenance politique. Dans ce cas, il y a une combinaison d'accompagnement politique, de forte conviction idéologique et aussi d'âge. Guillermo Lorusso se situe dans la tranche d'âge supérieure des survivants et survivantes et donc des disparus et disparues.

---

<sup>106</sup> « Juge : Nom et prénom ?

G.L. : Guillermo Alberto Lorusso.

Juge: Âge ?

G.L. : 43 ans.

Juge: : état civil ?

G.L. : Marié.

Juge: : Profession ?

G.L. : Comptable.

Juge: : Êtes-vous un parent, un ami ou un ennemi des ex-commandants jugés ?

G.L. : En ce qui concerne les ex-commandants, tout d'abord, je suis plaignant dans une affaire instruite par le Dr Ruiz Paz au tribunal n° 7 de Morón. En revanche, je les considère comme le principaux responsables des atrocités commises ces dernières années, dont ils ont également été victimes, dont le peuple argentin, dont je fais partie, a été la principale victime.

Juge: : Mr. Nonobstant cela...

G.L. : A part cela, je n'ai rien de personnel contre eux, ce qui ne m'empêche pas de dire la vérité dans ce que vous me demandez.

Juge: : Avez-vous été privé de votre liberté ?

G.L. : oui en effet ».

Témoignage de Guillermo Lorusso dans le Procès des commandants. Voir dans l'annexe méthodologique, la transcription complète avec les modifications apportées ultérieurement au témoignage.

Cette articulation particulière des identités fait de lui l'un des rares cas où l'« engagement politique » qui, comme nous l'avons souligné, a été soigneusement et craintivement dissimulée chez les survivants et survivantes, est soulevé comme un signe que même les vaincus n'ont pas été vaincus, assumant ainsi entièrement la place de l'accusateur :

« G.L.: [...] a la pregunta que usted me hace concretamente, en principio soy interrogado sin sufrir una tortura directa, una persona de sexo femenino en la sala de torturas, sin capucha, me hace preguntas que traían ya impresas en un formulario, me hace una serie de preguntas y toma anotaciones, posteriormente, los primeros días de setiembre soy llevado no a esa sala de torturas sino a una sala de torturas correspondientes a una construcción auxiliar, digamos y allí soy torturado con golpes y picana, le estoy haciendo breve el relato, sino tendría que decirle que era una tortura ir al baño, por ejemplo, que está ubicado en otra casa, porque sabíamos indefectiblemente que el pedir ir al baño además, de hacerlo a primera hora a las siete de la mañana cuando había cambio de guarida, significaba recibir una terrible golpiza, especialmente en la guardia de este integrante del Servicio Penitenciario Federal, “Paraguay”

Tribunal: *¿Cómo le consta a usted que era integrante del Servicio Penitenciario Federal?*

G.L.: Me consta porque desde que salgo prácticamente de ese chupadero estoy investigando las circunstancias de esta experiencia por eso es que me dedico muy especialmente a contactarme con la gente que no conocía anteriormente y con la que encuentro en los distintos lugares de detención, y apenas salgo de la cárcel me contacto con los familiares de la totalidad de los detenidos y desaparecidos y de muchos de los liberados, participo por ejemplo en la reunión de los familiares que se lleva a cabo en septiembre de 1979, en la OEA con motivo de la visita de la Comisión al país, sigo esta cuestión en distintas causas, por ejemplo, la tramitada ante el Dr. OLIVIERI y la del Dr. Ruiz PAZ, 35040 y 1800, y como querellante tengo acceso además a la información que se acumula en esta causa, por lo cual entre otros elementos, sé que la guardia interna del Vesubio estaba compuesta por integrantes del Servicio Penitenciario Federal.

Tribunal: *¿Las torturas a las que Ud. hizo referencia acompañaban algún interrogatorio?*

G.L.: Exacto.

Tribunal: *¿Sobre qué le interrogaban?*

G.L.: Sobre mi militancia política anterior, nombre de compañeros, domicilios, lo atinente a cuestiones políticas hasta un determinado momento y después cambia el cejo de la cuestión, voy a tratar de ser breve pero sin embargo creo que es conveniente aclarar que yo hasta ese momento era simpatizante del Partido Comunista Marxista Leninista, no era simpatizante porque sintiera una lejana simpatía, yo era un simpatizante activo de ese partido, estaba de acuerdo por

ejemplo, con su consigna de parar en la fábrica, ocupar y resistir ante el golpe de marzo del 76, estuve de acuerdo con el trabajo de Derechos Humanos del partido, que le costó en el año 77 que cinco camaradas cayeran el día 8 de diciembre en la iglesia de Santa Cruz, Orane, Oviedo, Bullit y otros dos que en este momento no recuerdo.

Tribunal: *¿Sobre todo eso fue interrogado?*

G.L.: Exacto. Vinculaciones políticas que tenía en el partido, sobre todo». <sup>107</sup>

Pour résumer cette étape : pour ceux et celles qui sont revenus des camps clandestins, témoigner au procès de 1985 a été l'une des principales épreuves qu'ils ont dû surmonter. Tout d'abord, ils et elles soulignent le sentiment de culpabilité auquel ils et elles ont été confrontés pour le simple fait d'être en vie et de témoigner de la disparition de ceux et de celles qui n'ont pas pu le faire. Il y a ensuite le sentiment de contradiction produit, d'une part, par la peur de témoigner et, d'autre part, par la satisfaction de savoir que, grâce à leur témoignage, il a été possible de tenir le procès et d'obtenir certaines condamnations. La plupart ont également mentionné un fort sentiment d'abandon, de

---

<sup>107</sup> « G.L. : [... A la question que vous me posez concrètement, au début j'ai été interrogé sans subir de torture directe, une personne de sexe féminin dans la salle de torture, sans cagoule, me posait des questions qui étaient déjà imprimées sur un formulaire, elle me posait une série de questions et prenait des notes, plus tard, dans les premiers jours de septembre, je n'ai pas été emmené dans cette salle de torture mais dans une salle de torture correspondant à un bâtiment auxiliaire. Sinon, je devrais vous dire que c'était une torture d'aller aux toilettes, par exemple, qui sont situées dans une autre maison, parce que nous savions que demander à aller aux toilettes à sept heures du matin, lorsqu'il y avait un changement de garde, signifiait recevoir une terrible correction, surtout sous la surveillance de ce membre du Service pénitentiaire fédéral, qui était un "Paraguayen".

*Juge : Comment savez-vous qu'il était membre du service pénitentiaire fédéral ?*

G.L. : J'en suis conscient car depuis que je suis sorti de la prison, j'enquête sur les circonstances de cette expérience, c'est pourquoi je me consacre spécialement à contacter les personnes que je ne connaissais pas auparavant et celles que je rencontre dans les différents lieux de détention. Dès que je sors de prison, je prends contact avec les parents de tous les détenus et disparus et de beaucoup de ceux qui ont été libérés, je participe, par exemple, à la réunion des parents qui a lieu en septembre 1979 à l'OEA à l'occasion de la visite de la Commission dans le pays, je suis cette question dans différents cas, par exemple, le cas porté devant le Dr. OLIVIERI et celle du Dr. Ruiz PAZ, 35040 et 1800, et en tant que plaignant j'ai également accès aux informations accumulées dans cette affaire, et donc, entre autres éléments, je sais que la garde interne du Vesubio était composée de membres du Service Pénitentiaire Fédéral.

*Juge : Les tortures auxquelles vous faites référence ont-elles accompagné un interrogatoire ?*

G.L. : Exactement.

*Juge : Sur quoi étiez-vous interrogé ?*

Je vais essayer d'être bref sur mon militantisme politique antérieur, les noms des camarades, les adresses, les questions politiques jusqu'à un certain point et ensuite le sujet change, mais je pense qu'il est utile de préciser que jusqu'à ce moment-là j'étais un sympathisant du parti communiste marxiste-léniniste, je n'étais pas un sympathisant parce que je ressentais une sympathie distante, J'étais un sympathisant actif de ce parti, j'étais d'accord, par exemple, avec son mot d'ordre d'arrêt dans l'usine, d'occupation et de résistance au coup d'État de mars 76, j'étais d'accord avec le travail des Droits de l'Homme du parti, qui lui a coûté en 77 que cinq camarades tombent le 8 décembre dans l'église de Santa Cruz, Orane, Oviedo, Bullit et deux autres dont je ne me souviens pas pour le moment.

*Juge: C'est sur cela que vous avez été interrogé ?*

G.L. : Exactement. Les liens politiques que j'avais dans le parti, surtout".



vulnérabilité et, surtout, de frustration. La représentation la plus claire de ces sentiments est fournie par la presse et la télévision lorsqu'elles diffusent les quelques images des audiences. On y voit les visages des juges, de l'accusation, des avocats, des tortionnaires, mais on ne voit pas les visages des témoins. Nous entendons parfois leurs voix et nous les voyons toujours de dos. **Ce sont les témoins sans visage.**



Photo N°35. *Procès aux Juntas. Alejandra et les Mères.* Composition. MEI

Le témoignage de Lorusso, synthétisé dans les deux fragments cités ci-dessus, est le contre-exemple de tout ce que nous avons dit, c'est-à-dire de « l'angélisation du militant et du survivant », comme le résume Norma Cozzi. Déjà en 1985, et avant, il dénonçait la torture psychologique avec une force égale ou supérieure à la torture physique et, surtout, il montrait que la construction collective du témoignage est nécessaire pour façonner le témoignage individuel et que cela ne signifie pas, comme le disent les avocats de la défense, « falsifier le témoignage ». Les caractéristiques du témoignage de Guillermo sont celles que l'on retrouve dans les instructions de 2 004-2 005 et dans les auditions, notamment celles réalisées après 2 010. Entre-temps, nous avons l'émergence de demandes de justice et le travail de collecte de données et d'étayage des témoignages effectué par l'AEDD.

*L'Asociación de Ex Detenidos Desaparecidos* commence de manière informelle avec la rencontre entre Jorge Watts et Adriana Calvo dans les travaux préliminaires de la

CONADEP. Dans ce même circuit, d'autres réunions et rassemblements ont eu lieu. Ainsi, associés au CCDTyE « El Vesubio », Guillermo Lorusso et la famille Vásquez les ont rejoints, dont Chacho le père et Inés, la plus jeune des filles. A proximité se trouvent également les survivants de l'ABO (CCDTyEs « Atlético », « Banco », « Olimpo ») dont Mario Villani, Miguel D'Agostino, Delia Barrera et Ana María Careaga ; et Víctor Bastera du CCDTyE « l'E.S.M.A ». En raison de ses origines, au cours des premiers mois, la voix majoritaire provenait du « Vesubio » mais elle a rapidement changé de physionomie avec l'entrée d'Oswaldo Barros et Susana Leiracha CCDTyE « l'E.S.M.A » puis un peu plus tard de Graciela Daleo et Carlos el Sueco Lordkipanidse, également de « l'E.S.M.A. », et de Margarita Cruz de « La escuelita de Famailá ». Dans un premier temps, il a été difficile pour ce groupe de concilier l'objectif, partagé par tous ceux et toutes celles qui se déclaraient survivants, avec la structure organisationnelle, car cela impliquait non seulement de déterminer qui serait à la tête de l'organisation, mais supposait également que « certains » survivants plus fortement stigmatisés que d'autres – principalement Mario Villani et Victor Bastera – ne devaient pas représenter l'association. Bien qu'ils reconnaissent « que personne ne sonnait la cloche des camps pour y entrer », comme le dit D'Agostino, les survivants et les survivantes eux et elles-mêmes admettent la difficulté qu'ils et elles avaient à l'époque à assumer la libération et, d'autre part, ils et elles acceptent aussi que la question de la « collaboration » n'était pas encore résolue entre eux et elles.

L'empreinte que les répresseurs ont apposée sur le fonctionnement de chaque camp a marqué certains malentendus initiaux. La condition de mise à l'écart de certains camarades n'a pas été acceptée par certains des survivants et survivantes qui ont fini par quitter l'Association, avant même qu'elle n'existe en tant que telle. Il n'est pas possible de parler de rupture ici, puisqu'une construction commune n'a pas été réalisée. En outre, dès le début, comme dans d'autres organisations, il est évident que « plus de personnes ont été exclues qu'intégrées ». La différence ici est que les personnes déjà mobilisées qui n'ont pas rejoint l'AEDD sont restées très actives sans s'organiser en parallèle comme un autre groupe de survivants. Cela viendrait bien plus tard. Il s'agissait plutôt d'« électrons libres » orientés simultanément vers la reconstruction historique du CCDTyE qui les a retenus en captivité, en participant à des commissions spécifiques, et orientés vers l'exigence de jugement et de condamnation des responsables de la disparition. En

conséquence, les membres et les non-membres de l'AEDD ont travaillé et continuent de travailler ensemble, notamment dans la préparation des procès.

La création de *l'Asociación de Ex Detenidos Desaparecidos* en 1984 ne change pas les choses publiquement car, comme nous avons déjà tenté de le justifier, en tant que groupe de personnes suscitant la « méfiance », elle ne trouve pas sa place dans le mouvement des droits humains. Elle ne compte pas non plus un nombre important de survivants et son existence est presque ignorée par la majeure partie de la société argentine. Cependant, Susana dit que le fait que l'AEDD existe en tant que tel était nécessaire :

« Cuando nos referimos a lo que ocurrió a principios de los años 80, tenemos que hablar del rechazo que provocó en todas partes. No sólo por parte de la sociedad, ya que es un sentimiento muy vago. Me refiero al rechazo que encontramos en los activistas de las organizaciones de derechos humanos o estas organizaciones en su conjunto. Era algo inevitable en los primeros tiempos y creo que esta configuración que tuvimos que hacer para superar ciertas situaciones como sobrevivientes es muy importante tanto ética como moralmente »<sup>108</sup>

L'Association n'est pas née uniquement pour trouver une visibilité sociale en tant que survivants. Dans ses statuts, les objectifs sont essentiellement la reconstruction de la vérité par la récupération de données sur les disparus et disparues et sur les CCDTYE dans le but d'organiser un corpus et l'amener à la justice sous la forme d'une plainte. L'art. 2 du statut de l'AEDD détaille clairement les missions qui se sont données :

« 1. Reunir la más amplia información sobre las personas detenidas-desaparecidas durante el autodenominado 'Proceso de Reorganización Nacional 'y lo ocurrido a cada una de ellas, y sobre los centros clandestinos de detención y tortura que funcionaron durante dicho período, su organización y dependencia, sus métodos, su acción, sus responsables y su personal; 2. Exigir que la personas detenidas-desaparecidas que estén con vida sean restituidas a sus familias, y que se determinen las circunstancias, los responsables y los ejecutores de las que fueron asesinadas; 3. Reclamar la acción de los poderes constitucionales nacionales: Judicial, legislativo y Ejecutivo para el

---

<sup>108</sup> « Lorsque nous évoquons ce qui s'est passé au début des années 1980, nous devons parler du rejet qu'il a provoqué partout. Pas seulement par la société, car c'est un sentiment très vague. Je fais référence au rejet que l'on retrouve chez les militants des organisations de défense des droits de l'homme ou de ces organisations dans leur ensemble. C'était inévitable au début et je pense que cette configuration que nous avons dû faire pour surmonter certaines situations en tant que survivants est très importante sur le plan éthique et moral ». Entretien avec Susana, 2006.

establecimiento de las culpas y las penas los incursores en los delitos ocasionados por la acción de dichos centros; 4. Exigir el total desmantelamiento del aparato estatal de represión a los militantes en las luchas del pueblo argentino por la liberación nacional y la justicia social, como garantía básica para preservar la democracia; 5. Hacer propia y difundir la Carta Universal de los Derechos Humanos, y promover y defender su vigencia por todos los medios lícitos; 6. Difundir las múltiples formas históricas de resistencia popular al terrorismo de estado; 7. Prestar permanente testimonio ante el pueblo argentino y la opinión pública mundial sobre las aberrantes violaciones a los derechos humanos cometidas en los centros de detención y tortura; 8. Generar la solidaridad mutua entre los ex detenidos-desaparecidos, prestar asesoramiento para su recuperación física, psíquica y social, y para la recuperación de sus bienes y sus empleos y el resarcimiento de los daños causados a ellos y a sus familias; 9. Promover la incorporación de los ex detenidos-desaparecidos al trabajo por la vigencia de los derechos humanos; 10. Coordinar la acción con las otras organizaciones defensoras de los derechos humanos; 11. Promover la legislación de la desaparición de personas como delito de lesa humanidad, con el máximo de pena; 12. Impulsar la investigación multidisciplinaria de la condición del desaparecido y el ex desaparecido». <sup>109</sup>

Le langage utilisé tient compte du soin apporté à l'époque, notamment parce que l'approbation de l'objectif social d'une association par l'Inspection générale de la justice dépend de la manière dont il est délimité. Ainsi, par exemple, le mot « génocide », qui

---

<sup>109</sup> « 1. recueillir le plus d'informations possible sur les personnes détenues-disparues pendant le so-disant "processus de réorganisation nationale" et sur ce qu'il est advenu de chacune d'entre elles, ainsi que sur les centres de détention et de torture clandestins qui ont fonctionné pendant cette période, leur organisation et leur dépendance, leurs méthodes, leur action, leurs dirigeants et leur personnel ; 2. Exigez que les personnes détenues-disparues qui sont en vie soient rendues à leurs familles, et que les circonstances, les auteurs et les responsables de ceux qui ont été tués soient déterminés ; 3. Appel à l'action des pouvoirs constitutionnels nationaux : le judiciaire, le législatif et l'exécutif pour établir la culpabilité et les peines des personnes impliquées dans les crimes causés par les actions de ces centres ; 4. Exiger le démantèlement total de l'appareil étatique de répression des militants dans les luttes du peuple argentin pour la libération nationale et la justice sociale, comme garantie fondamentale pour la préservation de la démocratie ; 5. S'approprier et diffuser la Charte universelle des droits de l'homme, promouvoir et défendre sa validité par tous les moyens légaux ; 6. Diffuser les multiples formes historiques de résistance populaire au terrorisme d'État ; 7. **Témoigner en permanence devant le peuple argentin et l'opinion publique mondiale des aberrantes violations des droits de l'homme commises dans les centres de détention et de torture** ; 8. susciter la solidarité mutuelle entre les anciens détenus disparus, leur fournir des conseils pour leur rétablissement physique, psychologique et social, ainsi que pour la récupération de leurs biens et de leurs emplois et la réparation des dommages causés à eux et à leurs familles. 9. Promouvoir l'intégration des anciens détenus-disparus dans le travail sur les droits humains ; 10. Coordonner l'action avec d'autres organisations de défense des droits humains ; 11. Promouvoir la législation de la disparition des personnes comme un crime contre l'humanité, avec la peine maximale ; 12. Promouvoir la recherche multidisciplinaire sur la condition des disparus et des ex-disparus ». Voir le document complet dans l'annexe générale. Les caractères gras nous appartiennent.

fait partie du vocabulaire habituel des survivants, n'apparaît pas dans les statuts. Cependant, les missions sont claires et précises et, si elles sont énoncées de manière différente en fonction des changements socio-politiques, elles seront maintenues dans le temps : le rôle d'un militant et d'une militante de l'AEDD est de ne pas de taire son expérience, de la nommer et de dénoncer le terrorisme d'Etat et ses conséquences. L'AEDD répond ainsi à un besoin d'établir une identité inexistante résultant de l'expérience des camps clandestins. A travers elle, ses membres ont conjointement initié un processus de reconstitution identitaire dans lequel ils avaient besoin de se retrouver parmi des personnes identiques ou similaires. Ceux et celles qui ont partagé l'indicible et avec qui ils et elles peuvent commencer à répondre à la plus importante de leurs questions: pourquoi ont-ils et elles survécu ? Pourtant, il leur a fallu 12 ans pour rédiger une réponse et la diffuser massivement. Ce n'est qu'en 1996 qu'ils ont consacré un bulletin de 4 pages à la raison de leur apparition en vie<sup>110</sup>. L'AEDD a donc décidé d'organiser une réunion à laquelle ont participé un grand nombre de survivants, dont Rufino Almeida et Nilda Eloy, et à partir de là, l'association a eu un nouvel élan et de nouveaux interlocuteurs, ainsi qu'une revue: *Tantas voces, tantas vidas (Tant de voix, tant de vies)*. Et, surtout, une nouvelle façon de se présenter : « Parce que nous nous sommes battus, ils nous ont fait disparaître, parce que nous sommes apparus, nous continuons à nous battre ». Dès les premiers jours, les questions d'identité, qui pouvaient répondre à une demande subjective individuelle, ont pris le dessus sur les discussions lors des réunions hebdomadaires de l'Association. Certains ont écrit pour les militants, d'autres ont mis leurs expériences en poèmes - comme Chacho Vásquez, dont le livre *6 ejercicios de respiración* a été publié par l'AEDD en 1986<sup>111</sup> – mais pendant les 12 années qui se sont écoulées entre le 24 octobre 1984, date à laquelle l'Association a été créée sur la base du groupe qui fonctionnait déjà, et l'appel à débattre publiquement de la place du survivant dans la société en septembre 1996, l'activité de l'AEDD consistait principalement à contester publiquement l'impunité engendrée par les lois Punto Final et Obediencia Debida, puis par les grâces présidentielles. De la période 1986-1987, le souvenir le plus fort qui leur reste au sein du MDDHH est celui des deux ou trois fois où ils se sont « mis en scène » pour attirer l'attention des membres du MDDHH élargi, des passants de la Plaza de Mayo

---

<sup>110</sup> Voir l'annexe générale pour le livret complet.

<sup>111</sup> Voir en annexe générale le poème dédié aux camarades disparus et le carnet d'un militant de l'Association dont les membres actuels n'ont pu identifier le nom.

et de la Plaza de los Dos Congresos et surtout des membres de l'Assemblée nationale. À cette fin, ils ont pris la mesure de porter des cagoules, de s'enchaîner et de manifester de cette manière. C'est ainsi qu'ils ont assisté aux discussions des lois au Congrès et manifesté dans les marches des Mères. Susana Leiracha<sup>112</sup> explique qu'il leur a été très difficile de se mettre dans cette position, mais qu'il était nécessaire de faire prendre conscience aux gens qu'en empêchant les procès que mènent les survivants et survivantes et les familles, ils laissent les tortionnaires en liberté. Cette manifestation d'un genre particulier n'a pas été répétée parce qu'ils et elles ne pouvaient pas l'assumer collectivement. Chaque action provoquait une douleur émotionnelle que peu pouvaient supporter.



Photo N°36. L'AEDD dans la place des Deux Assemblées contre la loi de Punto final. Archive AEDD

Le fait qu'une tortionnaire « se promène dans les rues » et qu'on puisse la croiser à tout moment n'étaient pas des mots mais des faits concrets dont seuls les survivants et les survivantes, c'est-à-dire les uniques qui avaient vu les répresseurs et pouvaient les reconnaître, pouvaient avoir une image concrète de la dimension de l'épouvante. Plus d'un

---

<sup>112</sup> Voir la photo au début de la deuxième partie et l'annexe générale.

ont eu ce triste privilège. Miguel D'Agostino résume bien la « normalité » à laquelle les survivants et survivantes ont été confrontés :

« MDA: Te subís a un colectivo y el único asiento vacío es al lado del torturador que había estado en el Atlético, que yo reconocía, que yo denunciaba y la cabeza así... Y ¿me siento, no me siento?, ¿me quedo parado, me bajo del colectivo? Fui a un bar, acá en Salta y en San Juan, la esquina de un canal de televisión, para encontrarme por mi actividad laboral con un productor de televisión. Estábamos charlando los dos que estaban conmigo, conocían a Victoria. Estábamos hablando de producir algo y entra el turco Julián... ¿Me entendés? Y ellos se dan cuenta y me dicen: ¿qué hacemos? Nos quedamos, el que se tendría que ir es él, el que no tendría que estar acá es él, sigamos. Y bueno, seguí, pero sabía que estaba ahí. Otra vez hablando por teléfono, tal vez te acuerdes que había como unos huevitos en el teléfono público. Termino de hablar. Me doy vuelta atrás, otro represor también del Atlético, a lo largo de todos esos años, también me tocó ir a una pizzería y encontrarme cuatro juntos comiendo pizza. Y ahí sí pegué media vuelta con mi pareja. No le dije nada, detalle, no lo dije... Vamos nos...

*MI: Cuatro juntos... Seguían teniendo vinculación después de los campos...*

MDA: Sí.

*MI: ¿Quiénes eran?*

MDA: Miara, Colores, Doctor K y el Turco. Se ve que estarían preparando o hablando acerca de una estrategia. Y yo sabía que el Turco Julián andaba por acá. Sí, siempre. Eso sí sabía. Tenía dos puntos, uno era Corrientes, la zona de Corrientes y cerca de Tribunales...»<sup>113</sup>

La liberté accordée aux répresseurs par la législation s'est accompagnée d'actions concrètes de la part de ceux qui, par ailleurs, avaient déjà menées des manifestations

---

<sup>113</sup> « MDA : Tu montes dans un bus et le seul siège vide est à côté du tortionnaire qui avait été à l'Atlético, que j'ai reconnu, que j'ai dénoncé et ma tête faisait comme ça... Et je m'assieds, je ne m'assieds pas, je reste debout, je descends du bus ? Je suis allé dans un bar, ici à Salta et San Juan, le coin d'une chaîne de télévision, pour rencontrer un producteur de télévision à cause de mon travail. On discutait, les deux d'entre eux qui étaient avec moi, ils connaissaient Victoria. Nous parlions de produire quelque chose et le turc Julián est arrivé... Vous voyez ce que je veux dire ? Et ils réalisent et me disent : qu'est-ce qu'on fait ? On reste, c'est lui qui devrait partir, c'est lui qui ne devrait pas être là, on continue. Et bien, j'ai continué, mais je savais qu'il était là. En parlant au téléphone, vous vous souvenez peut-être qu'il y avait des petits œufs sur le téléphone public. Je finis de parler. Je me retourne, un autre répresseur aussi de l'Atlético, pendant toutes ces années, je suis aussi allé dans une pizzeria et nous nous sommes retrouvés à quatre à manger une pizza. Et c'est là que je me suis retourné avec ma compagne. Je ne lui ai rien dit, détail, je n'ai rien dit... Allons-y...

MI : Quatre ensemble... Ils étaient encore connectés après les camps...

MDA : Oui.

MI : Qui étaient-ils ?

MDA : Miara, Colores, Doctor K et le Turc. On dirait qu'ils préparaient ou parlaient d'une stratégie. Et je savais que Julián le Turc était dans le coin. Oui, toujours. Je le savais. Il avait deux points, l'un était Corrientes, le quartier de Corrientes et près de Tribunales... ». Miguel D'Agostino, témoignage cité.





Il y a également eu des menaces constantes et des actes moins graves : la mère d'Ana Iliovich a été menacée pour que sa fille ne témoigne pas dans le procès de « La Perla », Miguel D'Agostino a été violemment attaqué et blessé à son arrivée à son domicile suite à un témoignage judiciaire. Ces événements et les nombreux autres qui ont suivi n'ont pas empêché les survivants et les survivantes d'être présents au tribunal. Ni réussi à que, lorsque les voies judiciaires possibles ont été fermées, ils arrêtent de tenter d'obtenir justice par d'autres moyens, comme l'accompagnement des proches dans les procès de la Vérité – qui se sont ouverts en 1998 et se sont poursuivis jusqu'à l'annulation des lois d'impunité et l'ouverture des procès pénaux – ou le témoignage dans les procès en Espagne et à Rome dans le cadre de la justice transnationale.

Concernant les procès de la Vérité, ce n'était pas la volonté des survivants de l'AEDD mais, comme nous l'avons vu dans les statuts, une des missions qu'ils se sont donnés est de témoigner là où ils sont appelés. Rufino Almeida a déclaré en mai 2001 devant la Cour d'appel fédérale de La Plata : "Dans mon cas, je sais ce qui s'est passé, je veux que les personnes que je vais citer comme auteurs des crimes dont je suis témoin soient punies ». Même en sachant qu'ils n'y seraient pas condamnés, Rufino, comme les autres, a continué à réitérer publiquement haut et fort les slogans des Quatrième et Cinquième Marches de Résistance des Mères<sup>114</sup> : *Procès et châtement des coupables, Non au Point Final, Prison pour les génocidaires*.

En ce qui concerne le procès mené par le juge Baltazar Garzón en Espagne, après que les déclarations d'Adolfo Scilingo ont été rendues publiques en 1994, les autocritiques du commandant de l'armée Martin Balza, de l'Église catholique et d'autres responsables militaires, ainsi que l'impact de la mobilisation lors du 20e anniversaire du coup d'État, les témoignages montrent qu'il s'agissait d'un moment important pour tous ceux et celles qui y ont témoigné, car ils ont trouvé dans cet espace une oreille attentive et ont également vu la possibilité d'obtenir un résultat. Si jusqu'alors ils avaient le sentiment de ne pas avoir été crus lorsqu'ils parlaient des *vols de la mort* ou d'avoir été contraints au silence, ils devaient maintenant accepter que le fait que ce soit l'autre voix venant des camps clandestins qui parle et qui soit cette fois écoutée, pouvait leur permettre d'avancer sur le

---

<sup>114</sup> La "Marche de la Résistance" est un événement organisé par les Mères de la Place de Mai qui consiste à occuper la place pendant 24 à 36 heures. La marche se termine par un rassemblement et une manifestation dans les rues. Ces slogans sont complétés par ceux de la sixième marche de 1986 : "Basta de milicos" (Assez des militaires) et en 1987 : "Contra el autoritarismo cívico-militarismo" (Contre l'autoritarisme civique-militaire).

chemin de la justice. En fait, la réalité est que ce procès a eu un impact plus important sur l'ordre symbolique et la représentation de la peine due que sur les faits. Dans le cas du marin susmentionné, la Cour suprême espagnole l'a déclaré responsable de crimes contre l'humanité à l'encontre de plus de 280 personnes et l'a condamné à 1 064 ans de prison. Cependant, il est actuellement en liberté. De même, et au-delà des espérances, cette étape judiciaire a considérablement aidé à l'évolution de la collecte de données qui avait lieu dans tous les espaces du MDDHH. L'AEDD a particulièrement reçu et systématisé beaucoup d'informations qui ont été ajoutées à ses archives<sup>115</sup>, étant donné que c'est une constante que chaque préparation d'un procès apporte de nouveaux noms de personnes disparues et que de nouveaux survivants et de nouvelles survivantes sont connus. De plus, dès le début, l'AEDD a intentionnellement recherché ces informations en appelant les survivants à s'adresser à l'Association et en préparant des dossiers pour organiser les contributions reçues. Les formulaires ont été modifiés et de nouvelles lignes ont été ouvertes, mais la procédure est restée la même. Tout comme la structure de ce que le témoin-victime-acteur veut témoigner, que Norma Cozzi résume par « les noms des personnes que nous avons vues dans le camp ». Ce qui a partiellement changé, c'est le traitement du témoin victime dans les nouvelles déclarations. Norma Cozzi dit :

« La pregunta de si usted tiene algo en contra, esa primera pregunta 40 años después resulta un poco absurda. Como absurda era la respuesta. Y sí, un juego, era la escena que se estaba jugando ahí. Éramos todos santos »<sup>116</sup>

En effet, cette première question disparaît à partir des procès de 2003, comme on peut le voir dans le témoignage d'Oswaldo Barros du 11 avril 2010 dans le procès E.S.M.A. (Affaire 1270, Tribunal oral fédéral N°5).

«Tribunal. Se reanuda la audiencia. Se invita a pasar al testigo. ¿Su nombre?  
O.B.: Arturo Oswaldo Barros

---

<sup>115</sup> Nous vous invitons à lire l'exemple que nous avons inclus dans le dossier méthodologique. Vous pouvez y voir comment, sur la base d'une liste, des ajouts sont effectués à partir du souvenir des survivants et des survivantes ou de la vérification d'un ensemble de données provenant de différentes personnes.

<sup>116</sup> « La question de savoir si vous avez quelque chose contre eux, cette première question 40 ans plus tard est un peu absurde. Aussi absurde était la réponse. Et oui, un jeu, c'était la scène qui se jouait là-bas. Nous étions tous des saints ». Témoignage de Norma Cozzi cité.

Tribunal: Buenas tardes. Se le informan cuestiones sobre la causa, cargas y penas de la ley. ¿Presta juramento o promesa de verdad?

O.B: Prometo.

Tribunal: le pide sus datos personales.

O.B.: Mi nombre Arturo Osvaldo Barros, DNI 7.609.473, nací el 16 de octubre de 1947, padres Arturo Osvaldo Barros y Maria Delia de Barros, ambos fallecidos. Soy comerciante.

Tribunal: Le exhibieron dos listas en la secretaría. Como estuvo privado de su libertad en circunstancias similares a los hechos que aquí se investigan, esto lo coloca en condiciones generales de la ley. Primero comenzara la Dra Varsky, perdón Bregman que es querellante en esta causa, la fiscalía, querellantes, defensas y los jueces.

Bregman: le vamos a pedir que relate los hechos de los que fue víctima en la pasada dictadura militar, comenzando por su privación.

O.B.: Fui secuestrado el 21 de agosto de 1979 en mi domicilio de Tres Arroyo 1256 de Capital Federal, por la noche...»<sup>117</sup>

Les changements dans l'audience judiciaire ont également apporté la possibilité d'une assistance et d'un soutien psychologique pour les victimes pendant la période précédant et suivant immédiatement la déclaration. Des mesures ont été prises pour qu'un témoin ne doive pas témoigner à nouveau, sauf pour des faits nouveaux ou pour apporter une amplification de la première déclaration. Cependant, le traitement du témoin-victime et de la témoin-victime reste complexe lorsque l'on oppose *le droit individuel à l'oubli*, que tout individu possède, et *le droit collectif à la mémoire*, qui est une nécessité dans toute société démocratique. Certains témoins sont contraints de témoigner même s'ils souhaiteraient éviter de le faire, d'autres ne sont pas informés des questions de procédure qui pourraient leur être émotionnellement favorables, comme le fait qu'ils peuvent exiger que le répresser ou le tortionnaire chargé des poursuites ne soit pas présent dans la salle

---

<sup>117</sup> « Juge :. *L'audience est reprise. Le témoin est invité à s'avancer. Votre nom ?*

O.B. : Arturo Osvaldo Barros.

*Juge : Bonjour. Vous êtes informé de l'affaire, des charges et des sanctions prévues par la loi. Faites-vous le serment ou la promesse de la vérité ?*

O.B. : Je le promets.

*Juge: il vous demande vos données personnelles.*

O.B. : Je m'appelle Arturo Osvaldo Barros, DNI 7.609.473, né le 16 octobre 1947, de parents Arturo Osvaldo Barros et Maria Delia de Barros, tous deux décédés. Je suis un commerçant.

*Juge : Deux listes lui ont été présentées au greffe. Comme il a été privé de sa liberté dans des circonstances similaires aux faits qui font l'objet de la présente enquête, cela le place dans les conditions générales de la loi. Le Dr Varsky commencera, suivi du Dr Bregman, qui est un plaignant dans cette affaire, de l'accusation, des plaignants, de la défense et des juges.*

*Bregman : Nous allons vous demander de nous raconter les événements dont vous avez été victime pendant la dictature militaire, en commençant par votre privation de liberté.*

O.B. : J'ai été enlevé le 21 août 1979 à mon domicile de Tres Arroyo 1256 dans la capitale fédérale, dans la nuit ..... » Tiré du témoignage d'Osvaldo Barros dans le procès 1270.

d'audience pendant que la victime-témoin témoigne. Dans d'autres cas, on demande au témoin de déclarer des faits qu'il ne souhaite pas déclarer. Miguel D'Agostino nous apporte un exemple de ce dernier cas et pratiquement de l'évolution du témoignage judiciaire en contrastant les expériences du procès des juntas militaires avec l'enquête de 2005 et le procès oral de 2010 :

« MDA: En todo juicio, creo yo, me planteé qué debo decir, qué no debo decir, qué puedo decir, qué no puedo decir, si bien a uno cuando está ahí le cuesta controlar las palabras. Esto yo sabía que en el juicio a las juntas me estaban preguntando los defensores con los informes de inteligencia a la mano, que si me preguntaban por uno de los cualquiera de las 33 personas que yo había visto con vida en el campo de concentración, me preguntaron por qué sabían que tenían que ver con mi militancia. Me preguntan de dónde lo conocía usted. Entonces tenía que hacer un cuentito, un partido de fútbol que hicimos entre el colegio... Era mi responsable político, pero no podía decir, responsable político ¿de qué? de una cédula, no podías decirlo, no me podía enredar, entonces tenía que tener una coartada rápida y tomar distancia. Y así y todo cuando nombraba una persona, una chica en particular, sabiendo que podía estar la madre ahí, no podía decir que le habían ofrecido salvarse de la tortura si tenía una relación sexual y que la chica llorando había aceptado tener una relación sexual, una violación. Entonces tampoco eso podía decir, pero ya no porque yo corría riesgo, sino porque corría algún riesgo la salud de esa persona que estaba escuchando, que era la madre

*MI: ¿y la chica está desaparecida ?*

MDA: Sí. Ahora en la instrucción del 2005, me acuerdo que lo conté cuasi con lujo de detalle, estaba declarando con una integrante del Juzgado de instrucción y al lado estaba Alejandra Naftal declarando por Vesubio. Y cuando empiezo a contar, Alejandra me escucha, me dice “¡Miguel!” y le digo no invento, esto pasó, ¿no pasaba en el tuyo? “Sí”. Bueno, fue momento de empezar a contar en esta reapertura del juicio del crimen de lesa humanidad, porque había sucedido un montón de cosas afuera antes y teníamos un gobierno, el poder legislativo, el poder judicial, que había cambiado. Todo a la par y, entonces me parecía que ese momento uno podía decir que militaba en la Juventud Guevarista, militaba en la juventud del PRT, lo conocía de este lugar, era militante del PRT, era militante de juventud guevarista, porque era poder darle identidad, la justicia a cada uno de los que yo había visto que a partir de ahí uno podría decir abandonemos el concepto de subversivo. Era un militante político. Los defensores ahora casi no me repreguntan porque saben que uno tiene la consistencia suficiente como para darla vuelta. En el segundo ABO, en 2012 creo que fue, había un represor que le decían Calculín que yo no lo podía identificar visualmente, entonces cómo sabe que esa persona era ésta y que estaba allí. Y digo... Bueno, por los sentidos. Es decir si nos proponemos acá apagar la luz, taparnos los ojos, quedarnos no les pido 90 días, 30 días, en esa situación vamos

a empezar a reconocer los dolores de cada uno, vamos a empezar a reconocer el volumen de aire que desplazamos al caminar, vamos a reconocer la pisada y vamos a reconocer las voces. Es decir Calculín estaba allí, ya está porque fue así.[...] En una oportunidad en el juicio de plan sistemático, el defensor quería saber justamente si Patty la había torturado a Liliana, entonces yo daba vuelta porque estaba la abuela Chela, estaba Silvia y yo todavía no había llegado a tanto con la familia como para contar este tipo de cosas. Me forzaron a contarlo y entonces llegó un momento que yo les digo algo así, 'pero bueno, yo estuve hablando todo el tiempo de tortura es decir, digamos, no sé si hay un catálogo de tortura, pero no sé si no es tortura estar encadenado 90 días, incomunicado de la familia, comiendo lo que uno no quiere comer y no pudiendo comer lo que uno quiere comer, encarcelado en un sótano húmedo, en una celda de determinadas características con la amenaza constante de que lo pueden matar a uno, no sé. Entonces, si todo eso no es una tortura'. La jueza Roqueta que quería acomodar la cosa y me repreguntaba. Y en un momento la saco, me doy cuenta de que la saco. Señor D'Agostino hace así con la manito (gesto de amenaza de pegar), como diciendo vamos no rompas más las pelotas y entonces ahí cuento. Bueno, si le sirve que les cuente que una madrugada cuando él viene a repartir agua a ella y a mí no nos dan agua porque habíamos pasado por la tortura, la picana eléctrica, si es eso lo que alcanza para que yo cuente y confirme que a ella la torturaron. Esto fue así, porque lo vengo contando y es así. Esto es verdad, y listo. ¿Para qué voy a entrar en detalles? Pero la justicia... el código te lleva y yo trato de resistirme a contar eso que tuve que contar que ya era como sabido pero yo no acepto ese lenguaje, esa necesidad ».<sup>118</sup>

---

<sup>118</sup> « MDA : Dans chaque procès, je pense, je me suis demandé ce que je devais dire, ce que je ne devais pas dire, ce que je pouvais dire, ce que je ne pouvais pas dire, même si c'est difficile de contrôler ses mots quand on est là. Je savais que lors du procès des juntas, les avocats de la défense me demandaient, avec les rapports de renseignement à portée de main, que s'ils m'interrogeaient sur l'une des 33 personnes que j'avais vues vivantes dans le camp de concentration, ils me demandaient pourquoi ils savaient qu'elles avaient quelque chose à voir avec mon militantisme. Ils me demandent d'où vous le connaissez. Ensuite, j'ai dû faire une petite histoire, un match de football que nous avons joué à l'école...J'étais politiquement responsable, mais je ne pouvais pas dire, politiquement responsable de quoi ? pour une carte d'identité, vous ne pouviez pas dire, je ne pouvais pas m'empêtrer, donc je devais avoir un alibi rapide et prendre mes distances. Et pourtant, lorsqu'il a nommé une personne, une fille en particulier, sachant que la mère pouvait être là, il ne pouvait pas dire qu'on lui avait proposé de se sauver de la torture s'il avait une relation sexuelle et que la fille en pleurs avait accepté d'avoir une relation sexuelle, un viol. Je ne pouvais donc pas le dire non plus, mais pas parce que je courais un risque, mais parce que la santé de la personne qui écoutait, qui était la mère, était en danger.

MI : Et la fille a disparu ?

MDA : Oui, maintenant, lors de l'enquête de 2005, je me souviens que je l'ai racontée presque en détail, je témoignais avec un membre du tribunal d'instruction et à côté de moi se trouvait Alejandra Naftal qui témoignait pour Vesubio. Et quand je commence à raconter l'histoire, Alejandra m'a entendu, elle a dit "Miguel !" et je lui ai dit "Je n'invente rien, c'est arrivé, ce n'est pas arrivé chez toi ? « Oui". Eh bien, il était temps de commencer à compter dans cette réouverture du procès du crime contre l'humanité, parce que beaucoup de choses s'étaient passées à l'extérieur avant et nous avions un gouvernement, la législature, le pouvoir judiciaire, qui avaient changé. Donc il m'a semblé qu'à ce moment-là on pouvait dire qu'il était militant des Jeunesses guévaristes, que j'étais militant des Jeunesses du PRT, je le connaissais de cet endroit, j'étais militant du PRT, j'étais militant des Jeunesses guévaristes, parce que c'est pour pouvoir donner une identité, une justice à chacun de ceux que j'avais vus qu'à partir de là on pouvait dire

Ce long extrait du témoignage de Miguel D'Agostino marque les limites de tous ceux qui parlent devant le même type d'écoute, en l'occurrence le pouvoir judiciaire dans ses différentes manifestations. Il n'y a pas de différence ici entre ceux et celles qui ont l'expérience de la parole et de l'action et ceux et celles qui ne l'ont pas. Tous et toutes sont confrontés à des limites qu'ils et elles ne peuvent franchir et qui, une fois de plus, conditionne la volonté qui doit accompagner toute narration pour qu'elle puisse correspondre à la subjectivité du narrateur et de la narratrice. Et cela continue à avoir des coûts émotionnels importants pour les témoins-victimes-acteurs, y compris des conséquences physiques. Au-delà des changements dans la réception de la parole, aller témoigner au tribunal reste un moment de grande intensité pour lequel le témoignage est « préparé ». Les témoins nous ont appris que cela implique, par exemple, de demander à la cour de faire une brève déclaration avant de commencer à répondre aux questions et d'assembler son propre témoignage en articulant les connaissances apportées par d'autres personnes qui ont été dans la même situation. C'est une des tâches de l'AEDD et cela concerne ses membres ainsi que tous ceux et celles qui veulent être accompagnés de cette manière. À cette fin, les militants et militantes passent en revue les témoignages qui ont déjà été faits, puis ajoutent ce qui n'a pas été mentionné auparavant, de nouvelles

---

abandonnons le concept de subversif. C'était un militant politique. Aujourd'hui, les défenseurs ne me contre-interrogent presque jamais, car ils savent que vous êtes suffisamment cohérent pour retourner la situation. Dans le deuxième ABO, en 2012 je crois, il y avait un répresseur qui s'appelait Calculín et je n'ai pas pu l'identifier visuellement, alors comment savoir que cette personne était cette personne et qu'elle était là. Et je dis... Eh bien, par les sens. C'est-à-dire que si nous proposons d'éteindre la lumière, de nous couvrir les yeux, de rester pendant 30 jours, et non 90 jours, dans cette situation, nous commencerons à reconnaître la douleur de l'autre, nous commencerons à reconnaître le volume d'air que nous déplaçons lorsque nous marchons, nous reconnaitrons nos pas et nous reconnaitrons nos voix. C'est-à-dire que Calculín était là, c'est tout parce que c'était comme ça...] Une fois, lors du procès du plan systématique, l'avocat de la défense a voulu savoir si Patty avait torturé Liliana, alors je me suis retourné parce que grand-mère Chela était là, Silvia était là, et je n'avais pas encore appris à connaître suffisamment la famille pour leur dire ce genre de choses. Ils m'ont forcé à en parler et il est arrivé un moment où je leur ai dit quelque chose comme ceci : "mais bon, je parlais de torture tout le temps, je veux dire, disons, je ne sais pas s'il existe un catalogue de torture, mais je ne sais pas si ce n'est pas de la torture d'être enchaîné pendant 90 jours, coupé de sa famille, de manger ce que l'on ne veut pas manger et de ne pas pouvoir manger ce que l'on veut, d'être emprisonné dans un sous-sol humide, dans une cellule avec certaines caractéristiques avec la menace constante d'être tué, je ne sais pas". Donc, si tout cela n'est pas de la « torture ». La juge Roqueta, qui voulait accommoder l'affaire, et elle n'arrêtait pas de me poser des questions. Et à un moment, je l'ai fait sortir de ses gonds, j'ai réalisé que je la faisais sortir de ses gonds. M. D'Agostino fait ce geste avec sa petite main (menaçant de frapper), comme pour dire, allez, ne me casse plus les couilles, et puis là je raconte. Eh bien, si ça lui est utile de vous dire qu'un matin, quand il est venu livrer de l'eau, ils ne nous ont pas donné d'eau à elle et à moi parce que nous avons été torturés, la gégène électrique, si ça lui est utile de vous dire et de confirmer qu'elle a été torturée. C'était comme ça, parce que je l'ai raconté et c'est comme ça. C'est vrai, et c'est tout. Pourquoi est-ce que je vais entrer dans les détails ? Mais la justice... le code t'emmène et j'essaie de résister à l'envie de dire ce que j'avais à dire qui était déjà connu, mais je n'accepte pas ce langage, ce besoin ». Nous vous invitons à lire cette partie du témoignage de Miguel D'Agostino dans son intégralité dans l'annexe méthodologique.

informations qui ont été mises en lumière, ou changent la perspective des parties qui leur semblent nécessaires. Cet accompagnement, diraient les témoins, c'est pour « ne rien oublier »<sup>119</sup>.

Dans ces nouveaux procès – il faut le mentionner brièvement – il y a aussi une demande dans les plaidoiries que les affaires présentées soient jugées pour génocide et non pour crimes contre l'humanité ou selon le code pénal. Cette notion accompagnait les revendications et les expressions du Mouvement, mais depuis la réouverture des procès, elle est apparue dans pratiquement tous les argumentaires des plaintes de l'AEDD et dans de nombreuses autres plaintes collectives et individuelles demandant la reconnaissance juridique, plutôt que politique, du concept de génocide. Ce revirement est dû – en partie – aux directives d'Eduardo Luis Duhalde lorsqu'il était en charge du Secrétaire aux droits humains, elle-même plaignante dans les procès, mais aussi à la participation de l'équipe de Daniel Feierstein dans l'accompagnement des plaintes. Cette requête n'était pas nouvelle. Déjà dans le procès des juntes militaires, l'avocat Eduardo Barcesat avait fait cette demande au nom du procès de la disparue Teresa Israël. L'objectif à l'époque n'était pas de demander une peine plus élevée, mais de montrer le plan systématique d'extermination et l'imprescriptibilité de l'action en justice. Le fait est que la Cour d'appel fédérale de l'époque a fait référence à la *Convention sur le génocide* mais ne l'a pas appliquée, non pas parce qu'elle considérait que les choses s'étaient passées autrement (cela ne faisait pas partie du débat) mais parce que cette convention ne faisait pas partie du droit interne argentin. Dans l'affaire Scilingo, le tribunal espagnol a considéré que l'application de la conception sociale du génocide était viable, et Baltazar Garzón dans ses considérations ultérieures renforce cette ligne et détermine que la disparition a eu lieu parce qu'il y a eu une extermination sélective (groupe national) contre les collectifs ou secteurs opposés au "Processus de Réorganisation Nationale ». Sur la base de ces arguments, le pouvoir judiciaire argentin, qui adopte des positions diverses mais qui, pour la plupart, ne qualifie pas les actes criminels de génocide, a déjà rendu plusieurs décisions en ce sens, considérant que c'est le pouvoir qui fait disparaître qui détermine le groupe de victimes. Les premières décisions ont été rendues à La Plata : celles du Tribunal pénal

---

<sup>119</sup> Dans l'annexe méthodologique nous joignons la première étape de la préparation du témoignage oral de Guillermo Lorusso dans le premier procès ABO. Il s'agit d'un document confidentiel qui m'a été remis par la personne concernée pour être utilisé uniquement dans le cadre de cette thèse. Il montre clairement les doutes politiques du passé et les nouvelles connaissances qui doivent être ajoutées. Le témoignage doit également être l'occasion d'exprimer la ligne politique par rapport à la compréhension des droits humains par l'AEDD.

fédéral oral N°1 de La Plata, composé de Carlos Alberto Rozanski, Horacio Alfredo Insaurralde et Norberto Lorenzo, et l'affaire NE 2251/06 du Tribunal fédéral N°3 de la ville de La Plata, suivie par Miguel Osvaldo Etchecolatz en septembre 2006. Un autre exemple est l'affaire contre Christian Federico Von Wernich N° 2506/07 novembre 2007. Pour synthétiser, de la fin des camps jusqu'en 1994-1996, l'identité des revenus et revenues a continué à être stigmatisée et niée. En 1996, une rupture s'est opérée dans la perception de la situation par une partie de la société, constituée principalement de la génération des fils et filles de disparus et disparues. Cet espace de diffusion progressive a permis de renouveler le noyau des survivants apparus et de survivantes apparues qui s'étaient manifestés, entraînant d'autres personnes sur ce chemin de l'apparition. L'ouverture de nouveaux procès les a mis sur le devant de la scène. Pourtant, elle les réifie à nouveau, cette fois en lieu et place de la preuve. Même après la mort physique, les survivants continuent de témoigner par le biais de la vidéo. Le procès des CCDTyE « Brigades » qui a débuté fin 2020 en est un exemple clair, puisque les premières audiences ont permis de visionner les témoignages d'Adriana Calvo et de Nilda Eloy, entre autres survivants et survivantes décédés. Ainsi, le grand défi du témoignage en dehors du corset judiciaire apparaît comme le grand défi de l'identité.



## **MÉMOIRE : Le travail identitaire du survivant et de la survivante dans la récupération de la figure du militant disparu et apparu et de la militante disparue et apparue**

La récupération de l'identité militante des survivants et survivantes a été facilitée par l'entrée dans le MDDHH de la génération des fils et filles des disparus et disparues et des assassinés et assassinées. Cette entrée était également encadrée par des survivants-apparus, des survivantes apparues et des militants politiques et sociaux, comme nous pouvons le constater si nous remontons aux origines de l'organisation H.I.J.O.S. (Fils et Filles pour l'Identité et la Justice contre l'Oubli et le Silence).

La reconstruction de l'antécédent le plus immédiat de la formation de l'organisation en Argentine, installé comme tel dans le récit collectif du groupe et relayé depuis lors de cette manière aux nouveaux entrants, nous amène aux derniers mois de 1994. À cette époque, un groupe d'anciens étudiants de la Faculté d'Architecture et d'Urbanisme de l'Université Nationale de La Plata s'est fixé pour objectif de construire une œuvre artistique durable dans cette faculté, qui témoignerait du passage dans celle-ci de près de 90 étudiants, enseignants et personnels non enseignants qui ont disparu ou ont été exécutés pendant la dictature qui a débuté le 24 mars 1976 et également pendant la période immédiatement antérieure, ou qui, après avoir été emprisonnés et libérés, sont morts en exil. Ces derniers n'avaient pas fait l'objet d'une telle commémoration jusqu'alors. L'événement s'est déroulé sous le slogan "*Mémoire, souvenir et engagement*". Parallèlement à l'appel public à projets pour le concours d'idées architecturales susmentionné, le réseau de militants, parmi lesquels des survivants et survivantes, a entamé le travail ardu de recherche et de reconstruction historique qui les amènera à rencontrer d'autres survivants et survivantes et les familles des absents, y compris les fils et les filles des disparus et disparues. Les organisateurs ont accordé une attention particulière à ce dernier groupe de personnes et, comme élément central de la tâche commémorative, ils ont fait en sorte que la grande majorité des fils et filles localisés puissent voyager depuis les différentes régions du pays et de l'étranger où ils vivaient – Mexico, Cordoba ou Buenos Aires – pour être présents dans la ville de La Plata le 3 novembre 1994, une année qui, rétrospectivement, mérite le nom d'«année des

hommages » en allusion aux nombreux qui ont eu lieu et à l'effet de chaîne provoqué par celui dont il est question ici<sup>120</sup>.

La date a été choisie pour coïncider avec le 20e anniversaire de l'assassinat par la Triple A<sup>121</sup> de Carlos Alberto « Fabiolo » de la Riva, la première des victimes dans ce milieu universitaire, et a donné lieu à une journée entière de rencontres et de reconnaissance intergénérationnelles continues au cours de laquelle les fils et les filles ont pu interagir dans le même territoire - la faculté – que leurs parents avaient partagé avec ceux et celles qui avaient été les amis, les amies, les camarades de classe ou de militance. Dans de nombreux cas, cette interaction a fourni des données importantes pour reconstituer certaines zones floues ou combler des lacunes dans la vie personnelle des fils et des filles<sup>122</sup> – des données que les familles ne pouvaient pas fournir mais qui pouvaient être fournies par ceux et celles qui avaient vécu le militantisme ou la captivité avec eux. Chaque fils et chaque fille a pu, s'ils et elles le souhaitaient, assister à une présentation émouvante des descriptions physiques, politiques et personnelles des absents. Des descriptions qui n'avaient pas été entendues, du moins de cette manière, ou qui devaient encore être ratifiées, ce qui, dans cet acte d'écoute, avait un double impact sur l'image instituée du disparu et de la disparue. D'une part, ce jour-là, un « murmure » brise le silence social et familial vécu par les fils et les filles jusqu'à ce moment-là. D'autre part, l'individualisation des absents par l'émergence d'un nouveau récit (celui des survivants et de la génération des absents, porté par l'interrogation des fils et des filles ainsi que par la

---

<sup>120</sup> La Faculté des Sciences Humaines de La Plata a organisé l'hommage suivant celui de l'Architecture le 20 avril 1995. Presque un an après cette date, le 14 septembre 1995, une autre réunion a eu lieu à la Faculté d'Architecture et d'Urbanisme au cours de laquelle H.I.J.O.S. a inauguré le monument aux 89 absents, en le plaçant à côté de chacune des plaques gravées du nom des disparus, assassinés ou morts. Ensuite, H.I.J.O.S. La Plata a joué sa pièce de théâtre "Bla, bla, bla" et à la fin de la journée, toute l'organisation a participé activement à la cérémonie de clôture à laquelle ont également assisté la Mère de la Place de Mai de La Plata, Hebe de Bonafini et l'écrivain Osvaldo Bayer, entre autres. En juin 1997, il y a eu une autre réunion similaire au cours de laquelle Juan Gelman a présenté son livre sur le H.I.J.O.S. *Ni el flaco perdón de Dios*.

<sup>121</sup> L'escadron de la mort appelé Triple A (Alianza Anticomunista Argentina) était une force répressive para-policière illégale fondée par José López Rega en 1973. On estime qu'au cours des deux années pendant lesquelles cette organisation criminelle a exercé terreur et brutalité, près de 2000 personnes ont été tuées par ses membres. (Pinetta:1986) Parmi eux, Carlos Alberto "Fabiolo" de la Riva, professeur à la faculté d'architecture de l'UNLP, militant du Partido Revolucionario de los Trabajadores et plus tard de la Fracción Roja, enlevé, disparu et assassiné à l'âge de 30 ans. Son corps a été jeté dans les environs du parc Pereyra Iraola. L'un des responsables de ce meurtre était Carlos (a) el Indio Castillo, membre de la Concentración Nacional Universitaria, une organisation para-policière et paramilitaire née en 1971 et territorialement installée dans les villes de La Plata et Mar del Plata jusqu'à son unification avec la Triple A en 1973.

<sup>122</sup> À titre d'exemple, nous pouvons prendre le cas de Carlos qui, à cette occasion, a découvert le surnom que ses parents lui avaient donné – « cascote » – et a récupéré une vidéo avec des images d'eux.

parole de la « nouvelle » génération ) a conduit à la rupture du récit jusqu'alors hégémonique chez les proches des victimes directes. La « génération des disparus », référence courante dans le langage argentin, n'est pas seulement une allusion aux 30 000 victimes du crime de disparition forcée, mais aussi à la disparition historique d'une génération qui se perd dans l'abîme de la rupture du lien social. C'est pourquoi, pour toutes les générations confondues des survivants et survivantes et dans toutes les catégories possibles (fils et filles, militants exilés, militantes exilées et survivants exilés, survivants exilés, ceux et celles qui ont été exilés à l'intérieur du pays ou réduits au silence), même s'ils et elles vivaient dans le pays, cet appel n'était pas seulement une action de plus parmi les nombreuses faites par les organisations de défense des droits humains<sup>123</sup>, car cette fois-ci, ils et elles n'étaient pas seulement appelés par leurs propres camarades, mais aussi beaucoup revenaient après 18 ou 20 ans dans les mêmes salles de classe qu'ils et elles avaient été forcés de quitter face à la persécution politique de l'époque, se retrouvant dans ce retour particulier avec le vestige brûlant de l'absence de leurs camarades disparus et morts, dans de nombreux cas condensés dans l'image de leur descendance. Cet aspect a été particulièrement graphique et mobilisateur lorsque, dans le cadre de la cérémonie de clôture, les organisateurs ont appelé un par un sur scène tous les fils et filles présents, en les nommant ainsi : "**il est le fils d'untel**", "**elle est la fille de...**". Et ce "**untel fils et fille**" reconnaissait explicitement le militantisme, s'il y en a un, du père ou de la mère disparus. Spontanément, les fils et les filles ont commencé à parler. Jusqu'à présent, les adultes avaient parlé, maintenant ce sont eux et elles qui le font, chacun et chacune racontant publiquement sa propre histoire et ses propres représentations de ses parents. On peut donc dire que la journée a été configurée comme une cérémonie rituelle de quadruple réintégration dans l'espace ou le lieu où la mémoire serait ensuite reconfigurée : a) celle des disparus/disparues, assassinés/assassinées et morts/mortes, b) celle des exilés-retournés, exilées-retournées y compris les survivants et les survivantes, c) celle des fils et filles des disparus, des disparues et des exécutés, des exécutées d) celle des organisateurs eux-mêmes, c'est-à-dire des survivants et militants des années 1970. Reprenant l'exemple du « pari » d'Erving Goffman dans son ouvrage *Rites d'Interaction*, les organisateurs ont attribué à l'action-hommage une valeur subjective imposante dont les effets surpassent néanmoins l'enjeu car elle a la « capacité de dépasser les limites du

---

<sup>123</sup> La plupart d'entre eux étaient présents le jour même, mais ils n'étaient pas les principaux organisateurs.

moment où les effets (de l'action) sont distribués pour influencer objectivement la vie ultérieure (de l'acteur) »<sup>124</sup>

Cette entrée générationnelle a ouvert la possibilité d'un nouveau récit du survivant et de la survivante, orienté cette fois vers la récupération de sa propre parole, coupée par le moule judiciaire qui a accompagné les premiers récits, et vers la reconstruction mémorielle intégrale de la figure du disparu et de la disparue. Comme nous l'avons mentionné plus haut, un espace d'écoute a été généré, qui a atteint son apogée en 1996 lorsque les survivants de l'AEDD ont incorporé de nouveaux militants et de nouvelles militantes et réaffirmé leurs positions identitaires<sup>125</sup>.

Ce dialogue intergénérationnel est là pour rester et s'il s'est maintenu dans le temps, c'est grâce à la volonté des fils et des filles qui, à un moment ou à un autre de leur propre parcours identitaire, ont eu besoin de l'histoire du survivant et de la survivante. Carlos Pisoni, fils de parents disparus vu pour la dernière fois dans le CDDTyE « El Atlético », aujourd'hui principal dirigeant du H.I.J.O.S.-Capital Federal, a déclaré à l'époque :

«Hay mucha gente que no quiere hablar o no puede hablar. Considero que es su obligación que me hablen de mis padres. Algunos hijos tienen fotos, ropa, algunos escritos de sus padres. Lo quiero todo, hasta el más pequeño trozo de papel»<sup>126</sup>

C'est-à-dire que lorsque la génération des enfants de disparus entre dans l'espace public et donne naissance à un nouvel acteur du mouvement des droits humains, l'identité des survivants et survivantes est remise en question. Cette jeune génération doit se reconstruire et rassembler les pièces du puzzle historique et familial, et pour ce faire, elle doit briser les préjugés et les conjectures de la génération des Mères et rompre le silence de la génération des anciens camarades des disparus et disparues. La plupart ont très peu de souvenirs de l'absent. Ils veulent tout savoir. Ils ont besoin de la parole des survivants et survivantes dans les deux dimensions : publique et intime. Cependant, briser les

---

<sup>124</sup> Erving Goffman, *Rites d'interaction*, traduit par Alain Kihm, Paris, 1974, p. 130.

<sup>125</sup> Pour poursuivre cette réflexion, nous vous invitons à lire dans l'annexe générale le document expliquant pourquoi l'AEDD a été créée et, comparativement, le document *Pourquoi avons-nous survécu ?*

<sup>126</sup> « Il y a beaucoup de gens qui ne veulent pas ou ne peuvent pas parler. Je considère que c'est leur devoir de me parler de mes parents. Certains enfants ont des photos, des vêtements, des écrits de leurs parents. Je veux tout, même le plus petit morceau de papier ». Témoignage de Carlos Pisoni, 2000.

frontières solidement construites au fil des ans n'est pas une tâche facile. Certains se limitent à demander les éléments nécessaires à une reconstitution intime de la personne disparue, d'autres s'interrogent également sur la raison de leur disparition, y compris le militantisme politique et social des disparus et des disparues et un troisième groupe enquête jusqu'à connaître les aspects susmentionnés et ce qui s'est passé les derniers jours dans les camps clandestins, comme nous l'avons brièvement mentionné dans les pages précédentes. Nous revenons sur cette question car lorsque toutes ces enquêtes mettent face à face le survivant et survivante et le descendant direct du disparu et de la disparue, les premiers sont obligés de *se laisser embarquer*. Cette fois, ils n'ont pas non plus le contrôle total du témoignage. C'est le fils ou la fille qui choisit le moment, qui dirige et dicte la mesure dans laquelle il est capable d'écouter. Les survivants et survivantes, quant à eux, sont chargés de retravailler les témoignages afin de rendre possible cette nouvelle écoute. Ils et elles s'interrogent au plus profond de leur être pour tenter de trouver les mots qui « ne blessent pas mais parlent ». Et peut-être pour la première fois le lendemain, ils et elles se retrouvent avec un sentiment proche de la satisfaction, car les entretiens montrent la spécificité de ces dialogues et des liens qu'ils créent ou recréent. Dans certains cas, le résultat de ces conversations se matérialise plus tard par un véritable lien, à mi-chemin entre l'amitié et l'affection familiale, surtout lorsque ces jeunes ont perdu une partie importante de leur famille. C'est là qu'est instituée la « famille reconstituée » mentionnée plus haut.

Si le dialogue intergénérationnel fait avancer le travail identitaire des deux parties d'une manière différente, il a aussi son importance sociale puisqu'il change le regard que l'on peut porter sur la notion de Vérité et aussi sur la notion de Justice. La vérité est élargie et la Justice s'incarne dans l'action dans les rues à laquelle H.I.J.O.S. et les survivants seront associés.

La figure blanche des « disparus » symbolise la construction sociale qui a fait du nombre 30 000 l'axe de la lutte pour l'apparition des « disparus ». 30.000 n'est pas seulement un indicateur politico-culturel du nombre de victimes directes et primaires de la « disparition », mais aussi – comme nous l'avons vu – le résultat d'un consensus dans l'espace public établi dans le contexte du terrorisme d'État entre les parents des « disparus » et les organisations d'aide aux victimes auxquelles les survivants et les survivantes ont participé depuis l'ombre, en acceptant le conditionnement de la parole du survivant. De cette manière, tous les absents ont été mis sur un pied d'égalité, ce qui a

permis de surmonter artificiellement les antagonismes des organisations politiques des années 1970 et de s'opposer en même temps au discours officiel du « ils ont bien dû faire quelque chose ». Sans aucune affiliation politique, ni Montoneros ni l'Armée révolutionnaire du peuple, ils ont tout simplement disparu. Par la suite, un nouveau consensus s'est établi lorsque les mères de l'Association des Mères de la Place de Mai ont décidé de socialiser la maternité, et que certaines d'entre elles ont retiré de leurs foulards blancs les noms de leurs fils et filles disparus. Dans ce contexte, suite aux lois dites d'impunité, les photos classiques des disparus ont commencé à être exposées avec une petite phrase ou un slogan sans les noms en bas dans le cadre des activités de l'Association des Mères, tandis que les mères de la Ligne Fondatrice ont commencé à porter des bannières avec l'histoire familiale de leurs fils et filles lors d'événements publics et sur la Place de Mai. Dans les deux cas, les disparus et les disparues restent dépouillés de leur identité militante et, par conséquent, cet aspect de la vie des survivants et survivantes doit également rester caché. La revendication de la lutte de leurs parents, que H.I.J.O.S. fait sienne, ouvre ainsi la possibilité d'une revendication des survivants et des survivantes et une nouvelle étape dans le processus de recomposition subjective de l'identité des apparus et apparues. Ce dialogue s'étend aux demandes de justice, étant donné que le H.I.J.O.S. pendant la période de « clôture judiciaire » construira son action collective sur la base de l'exécution du slogan « S'il n'y a pas de justice, il y a de l'escrache ». L'escrache est une méthodologie d'action qui était déjà présente dans le MDDHH à travers l'Association des Mères et les survivants eux-mêmes, mais avec H.I.J.O.S. elle prendra une autre dimension et atteindra une autre physionomie. L'escrache de H.I.J.O.S. peut alors être définie comme suit : **Identifier, désigner, marquer publiquement un responsable direct du Terrorisme d'Etat des années 70, en le confrontant dans son propre espace d'action et en l'opposant dans la confrontation avec le corps même de ses victimes et des personnes directement affectées.** Par définition, les survivants et survivantes ont donc été intégrés à cette action collective dès le début de la manifestation de l'action de rue. Si nous considérons cette action en déplaçant le prisme de l'action elle-même pour nous concentrer sur l'acteur qui l'exécute, nous pouvons la caractériser comme faisant partie intégrante des différentes stratégies testimoniales de condamnation sociale des *filis et filles de* et du MDDHH. De ce point de vue, il convient donc de se demander qui sont les témoins dans ce cas et quels rôles ils occupent dans la dynamique de l'action. Les premiers témoins sont ici les *filis et les filles de*. Non seulement vis-à-vis des institutions, mais aussi

vis-à-vis des médias qui, au moment de la création de l'organisation, se battaient pour une sortie du passé par la réconciliation et la clôture des processus judiciaires. Les premières actions, surprenantes et peu préparées, révèlent la nécessité quasi vitale pour ce nouvel acteur de quitter les espaces habituels de manifestations, comme les places centrales des principales villes, pour aller à la rencontre du répresseur dans son propre environnement. Face à un répresseur qui circule librement dans l'anonymat de ses actions passées, *les fils et filles de* ne peuvent rester indifférents. Lorsque les fils et les filles s'organisent, le passage du temps a rendu les visages des criminels pratiquement méconnaissables pour quiconque autre que ceux et celles qui ont été soumis à leur barbarie. Rendre ces visages à nouveau visibles est une tâche essentielle pour laquelle ils ont besoin d' « aide ». H.I.J.O.S. utilise l'émotion<sup>127</sup> comme instrument pour rendre la confrontation possible et le corps lui-même comme moyen d'exprimer l'antagonisme et la lutte contre l'impunité. Et ce, parce que sa propre existence est la corroboration de l'existence de ses parents. Dans l'action offensive, l'acteur quitte le rôle de victime pour devenir l'accusateur et le protagoniste de sa propre histoire et s'associe à l'autre acteur qui lui « ressemble » et garantit le fait de « mettre son corps dans la confrontation ». Ainsi, cette stratégie a commencé par deux escraches au répresseur et au médecin Bergés, dans lesquelles H.I.J.O.S. a accompagné des survivants des CCDTyE et d'anciens prisonniers politiques qui manifestaient contre l'ouverture d'un centre politique dirigé par le médecin de la police. La première escrache chez un répresseur, entièrement organisée par H.I.J.O.S., a eu lieu contre Jorge Magnacco en 1996, et il faudra 18 nouvelles manifestations de ce type, établissant une routine de confrontation directe avec le répresseur, pour que la méthodologie gagne la visibilité nécessaire pour devenir une action symbolique représentative du groupe à la mi-1999. Cela a eu un coût pour le H.I.J.O.S., car au sein du MDDHH, les militants et les organisations ont montré une forte dissidence tout au long de la période précédente à 1999 quant à l'adoption de cette pratique, jugée trop risquée et violente. Dans l'exemple de la photo ci-dessous, nous voyons comment les enfants ont invité le répresseur, et la police qui gardait en permanence la maison de l'accusé, à se voir à travers des miroirs. C'est ainsi que le jeu de mots en langue espagnole « *vete y vete* » (vois-toi et va-t-en) a été utilisé. Contrairement à la majorité des MDDHH, les survivants et survivantes de l'AEDD, ainsi que d'autres survivants, survivantes et

---

<sup>127</sup> Les émotions auxquelles nous faisons référence sont multiples et vont des sentiments d'impuissance et de là au chagrin et à la haine.

militants et militantes qui ont participé « à titre individuel », ont soutenu l'initiative et étaient présents. Ils étaient également des témoins vivants du terrorisme d'État, accusant le répresseur et dénonçant le fait qu'ils étaient libres et marchaient dans les rues sans être inquiétés.

En même temps, l'association *des fils et des filles de* avec les survivants et survivantes a eu une importance substantielle à deux moments spécifiques et fondamentaux du développement de l'escrache : tout d'abord, dans l'enquête sur les détails du répresseur et dans la corroboration des informations contenues dans les accusations judiciaires, une étape préalable à la décision de l'assemblée du groupe d'entreprendre ou non l'action. Ensuite, pendant le déroulement de l'événement. Les survivants et survivantes ont eu tendance à intervenir au moment précis du discours pour dénoncer le passé criminel de la personne dépeinte, en particulier s'ils avaient été leurs victimes directes. Ainsi, à plusieurs reprises, la lecture a été partagée par les fils et les filles et les survivants et les survivantes.



Photo N°38. *Vete y vete, escrache x2*, 2003. MEI.



De ce qui a été dit ci-dessus, il est clair que même si ici les victimes-témoins-acteurs sont appelés à intervenir dans l'action de H.I.J.O.S., elles, et dans une moindre mesure l'AEDD et les survivants des CCDTyE, ont été les deux piliers fondamentaux sur lesquels s'est basée la stratégie testimoniale de condamnation sociale conçue pendant le règne des lois d'impunité et au centre de laquelle se trouve l'escrache comme principale action collective publique politico-esthétique.

Si nous avons vu jusqu'ici comment la mémoire et l'action collective s'entremêlaient pour récupérer des aspects de l'identité et réclamer justice, un tournant copernicien se produit lorsque c'est la reconnaissance des survivants eux-mêmes qui est en jeu, et de là, la mémoire même des ex détenus disparus et détenues disparues. Cette tournure des événements a eu lieu en 2004, lorsque le 19 mars, quelques jours avant la remise du CCDTyE « l'E.S.M.A » par le Président Néstor Kirchner à la ville de Buenos Aires pour garantir un espace de mémoire, les survivants et survivantes de l'Escuela de Mecánica de la Armada ont été invités à visiter le casino des officiers où ils ont été détenus disparus et détenues disparues, –et où seulement certains d'entre eux et certaines d'entre elles sont retournés dans le cadre des visites de la CONADEP–, accompagnés par le président de la nation, son épouse, le ministre des droits humains Eduardo Luis Duhalde, le maire de la ville Aníbal Ibarra et d'autres fonctionnaires. Lors de la cérémonie du 24 mars qui s'est tenue à la porte du CCDTyE « l'E.S.M.A », Néstor Kirchner, au nom de l'État national, s'est adressé principalement aux Mères, aux Grands-mères et aux fils et filles, renforce paradoxalement le chemin de l'apparition du survivant et ouvre de nouveaux espaces pour cette parole, assumant –comment nous l'avons anticipé dans la première partie de notre thèse– la responsabilité de l'État dans les crimes commis contre eux et elles et demandant le pardon :

« Queridos Abuelas, Madres, Hijos: cuando recién veía las manos, cuando cantaban el himno, veía los brazos de mis compañeros, de la generación que creyó y que sigue creyendo en los que quedamos que este país se puede cambiar. (Aplausos) [...]. Las cosas hay que llamarlas por su nombre y acá si ustedes me permiten, ya no como compañero y hermano de tantos compañeros y hermanos que compartimos aquel tiempo, sino como presidente de la Nación Argentina vengo a pedir perdón de parte del Estado nacional por la vergüenza de haber callado durante 20 años de democracia por tantas atrocidades. (Aplausos). Hablemos claro: no es rencor ni odio lo que nos guía y me guía, es justicia y lucha contra la impunidad. A los que hicieron este hecho tenebroso y macabro de tantos campos de concentración, como fue la

ESMA, tienen un solo nombre: son asesinos repudiados por el pueblo argentino. (Aplausos) »<sup>128</sup>

La légitimation des survivants et des survivantes par l'État est comprise comme une forte contestation et mise en cause de la théorie des deux démons<sup>129</sup> et cette légitimation va au-delà des survivants et survivantes de CCDTyE « l'E.S.M.A. » pour s'étendre à tous et toutes, indépendamment du CCDTyE par lequel ils et elles sont passés. Cela a marqué un avant et un après dans la prise de parole, a ouvert l'espace d'écoute et a rendu possible de nouvelles expressions.



Photo N°39. *De retour à la E.S.M.A.* MEI

---

<sup>128</sup> « Chers grands-mères, mères, fils : lorsque j'ai vu les mains pour la première fois, lorsqu'ils ont chanté l'hymne, j'ai vu les bras de mes camarades, de la génération qui a cru et continue de croire en ceux d'entre nous qui restent que ce pays peut être changé. (Aplaudissements) [...]. Les choses doivent être appelées par leur nom et ici, si vous me le permettez, non pas en tant que collègue et frère de tant de collègues et frères qui ont partagé cette époque, mais en tant que président de la nation argentine, je viens demander pardon à l'État national pour la honte d'avoir gardé le silence pendant 20 ans de démocratie pour tant d'atrocités. (Aplaudissements). Soyons clairs : ce n'est pas la rancœur ou la haine qui nous guide et me guide ; c'est la justice et la lutte contre l'impunité. Ceux qui ont réalisé cet acte sombre et macabre de tant de camps de concentration, comme l'ESMA, n'ont qu'un seul nom : ce sont des assassins repudiés par le peuple argentin (applaudissements) » .Extrait du "Discours du Président de la Nation, Dr. Néstor Kirchner, lors de la cérémonie de signature de l'accord pour la création du musée de la mémoire et pour la promotion et la défense des droits de l'homme" <https://www.casarosada.gob.ar/informacion/archivo/24549-blank-79665064>

<sup>129</sup> En 2006, un nouveau prologue a été ajouté au Nunca Más dans le but de « démolir » la théorie des deux démons. D'autres gestes symboliques importants ont également eu lieu à cette époque, comme le retrait des photos des militaires de la galerie des présidents.

Comme nous l'avons déjà mentionné, les survivants et survivantes ont été invités à participer aux archives de témoignages oraux et à la mise en place de sites de mémoire dans les CCDTyE. Certains d'entre eux et d'entre elles font partie de ces mêmes sites, non seulement en tant que membres des commissions qui les gèrent mais aussi en tant qu'employés, comme c'est le cas d'Osvaldo López, survivant et coordinateur du CCDTyE « Virrey Cevallos ».

A cela, il faut ajouter un bémol. Alors que l'E.S.M.A. commémore cette journée par une grande photo à l'entrée du site montrant les survivants et les survivantes et le Président se promenant sur le site dans le casino des officiers, le dépliant accompagnant les visites du CCDTyE, devenu musée, parle des disparus et disparues mais ne mentionne qu'elliptiquement les survivants<sup>130</sup>.

Enfin, ces dernières années, nous avons assisté à une mémoire spécifique du survivant militant. En d'autres termes, on se souvient de Julio López et Silvia Suppo à l'occasion de l'anniversaire de leur mort et de leur disparition, mais on se souvient aussi d'autres membres du Mouvement morts de maladie, comme Nilda Eloy et Adriana Calvo. En outre, certains membres de l'AEDD se sont séparés de l'association ces dernières années et ont formé un autre groupement appelé *Encuentro Militante Cachito Fukman* en l'honneur du camarade décédé. Les photos des survivants et survivantes commencent à apparaître dans les marches comme un signe de continuité dans les revendications et la transmission d'un héritage de lutte publique et occupent une place particulière dans la mémoire.

---

<sup>130</sup> Le flyer peut se visionner dans l'annexe générale.

## D. PÉDAGOGIE DE L'INHUMAIN : RACONTER DANS ET DEPUIS LES ABIMES DES CAMPS CLANDESTINS.

### Le cas d'Ana Iliovich



Photo N°40. *Générations*. MEI

La difficulté la plus importante à laquelle sont confrontés les survivants apparus et les survivantes apparues dans cette étape, dans laquelle ils et elles espèrent pouvoir transmettre aux nouvelles générations leur expérience des camps, mais aussi les luttes mémorielles qu'ils et elles ont entreprises, est peut-être de trouver une forme narrative appropriée à chaque personnalité et spécificité identitaire. Ce travail de transmission a aussi une partie interne qui se fait entre pairs et qui doit se poursuivre jusqu'au dernier moment. L'exemple de Miguel D'Agostino est éclairant :

« Yo me sentí en mi lugar cuando apareció, cuando Luis Zamora del CELS, y me dice mirá Miguel, vení, te voy a contar una historia. Hay un muchacho así, me describe a Mario Villani. Era todavía dictadura, 83. Dice Zamora: 'Tené en cuenta que a Mario lo están controlando, por este motivo de control, está en contacto, lo están haciendo ir o llamaban o no sé qué desde la ESMA. A mí me parece, sería bueno que se encuentren por él, por vos, por su historia'. Le digo: 'si, no tengo

problema'. Cuando yo escucho el relato de Mario, digo yo estuve 90 días, este tipo estuvo dos años en 5 lugares y mi no tiene sentido, es así, frente a un elefante, después recapacité, me dije no, yo tengo cosas para dar que él no la tiene. Nombres, datos, momentos. A él lo secuestran en noviembre, a mí me secuestran en julio, así que él no puede contar ni julio de agosto y septiembre, que yo sí lo puedo contar. Ahí me tomé, recobré, por así decirlo, el sentido de mi testimonio, entre otras cosas frente al avasallamiento de escuchar un testimonio, no es la palabra, avasallamiento pero, bueno, sí el hecho de sentir disminuido mi testimonio frente a semejante testimonio. Después, cuando empecé a entrar en contacto con Daniel, con todos estos testimonios que estoy contando, me di cuenta y me lo han dicho, que a ellos les pasó lo mismo conmigo »<sup>131</sup>

Comme nous l'avons dit, de « nouveaux » survivants émergent continuellement et prennent la parole. S'ils et elles parlent, les prochaines générations auront un récit. C'est pourquoi, pour atteindre ceux et celles qui viendront, la parole doit continuer à circuler entre pairs et vers le monde extérieur. Dans l'espace dédié à l'extérieur, différentes manières créatives et expressives de solliciter et de produire la parole des survivants ont été produites, comme nous l'avons montré dans le chapitre consacré aux modes de sollicitation et de production de la parole des survivants, que nous ne pouvons analyser ici en raison de leur dissemblance et leur volume. Nous avons pris l'exemple d'une forme particulière que nous n'avons pas recherchée mais qui nous est parvenue précisément en raison du besoin de la témoin de trouver un interlocuteur ou une interlocutrice qui s'engage en quelque sorte à prendre le relais. Sachant que nous enquêtions sur cet aspect du passé récent de l'Argentine, Ana Iliovich nous a contactés et un dialogue s'est instauré, avec l'envoi de documents, de photos et d'intenses discussions par zoom qui commençaient par la question clé : avez-tu lu mon livre ? J'ai répondu que je l'avais acheté

---

<sup>131</sup> « Je me sentais à ma place lorsque Luis Zamora du CELS est apparu et m'a dit : " Regarde Miguel, viens ici, je vais te raconter une histoire. Il y a un garçon comme ça, il me décrit Mario Villani. C'était toujours la dictature, 83. M. Zamora a déclaré : "N'oubliez pas que Mario est contrôlé, pour cette raison de contrôle, il est en contact, ils le font partir ou ils l'ont appelé ou je ne sais quoi de l'ESMA. Je pense qu'il serait bon qu'ils se rencontrent, pour lui, pour vous, pour son histoire". Je lui ai dit : "Oui, je n'ai aucun problème". Quand j'écoute l'histoire de Mario, je me dis que j'étais là pendant 90 jours, ce type a passé deux ans dans cinq endroits et ça n'a aucun sens pour moi, c'est comme ça, devant un éléphant, puis j'ai repris mes esprits, je me suis dit non, j'ai des choses à donner qu'il n'a pas. Noms, données, moments. Il a été kidnappé en novembre, j'ai été kidnappé en juillet, donc il ne peut même pas compter juillet, août et septembre, que je peux compter. C'est là que j'ai pris, j'ai retrouvé, pour ainsi dire, le sens de mon témoignage, entre autres face à la subjugation d'écouter un témoignage, pas le mot, subjugation, mais, bien, le fait de sentir mon témoignage diminué face à un tel témoignage. Plus tard, lorsque j'ai commencé à entrer en contact avec Daniel, avec tous ces témoignages que je raconte, je me suis rendu compte et ils m'ont dit que la même chose leur était arrivée ». Témoignage de Miguel D'Agostino.

lors de la publication de la première édition (la quatrième édition est en cours d'édition) mais que j'avais cessé de le lire. Je lui ai également dit que cela faisait écho à d'autres témoignages, notamment de femmes, que j'avais entendus. Ensemble, nous nous sommes replongés dans ce livre et Ana m'a raconté son expérience, sa reconstitution subjective et ses souhaits.

### « La perle » c'était le Brésil

Como casi todo, esto no es lo que parece.  
Una telaraña cubre y devela la realidad.  
Y la realidad, la verdadera, es inasible para nosotros, los pobrecitos humanos.  
Tan positivistas y científicos.  
Sin embargo, seguimos intentándolo: ordenar, clasificar, descubrir, recordar, entender...  
De eso se trata esto. Sabemos que la memoria, como una telaraña cubre y devela, olvida algunas sombras, ilumina otras.  
Nunca podremos asir la realidad entera de lo que pasó en el Campo de Concentración de La Perla, ni siquiera de lo que nos pasó a cada uno.  
La memoria trae en retazos escenas, olores, imágenes, voces, gritos. Los retazos se unen y arman una colcha (como esas que tejen las abuelas).  
La colcha no es perfecta, tiene agujeros, pero abriga.  
Sirve para sobrevivir.

Ana Iliovich, *El silencio*

Dans les années 1990, dans le contexte des études sur la Shoah, l'historienne Annette Wieviorka anticipait déjà ce qui allait être l'étape après l'ère du témoin, une étape qui reprend la lutte pour la mémoire qui s'est déroulée dans les années précédentes et se concentre sur le témoignage comme outil pédagogique et comme base pour le transfert des événements qui ont eu lieu. Wieviorka souligne, précisément :

« Aujourd'hui, malgré la confusion qui règne dans le grand public quant à la connaissance du système concentrationnaire ou du génocide des Juifs [...] le témoignage n'est plus assigné à une fonction de connaissance, le temps est passé [...]. La mission qui lui est assignée

n'est plus de rendre compte des événements, mais de les garder présents. Elle doit être un vecteur de transmission pour les générations futures ». <sup>132</sup>

Dans le Sud, ce cycle a commencé à se consolider ces dernières années. Dans le cas argentin, la différence avec le processus testimonial européen est particulièrement claire : ici, les étapes testimoniales sont accumulées et enchevêtrées, opposées et distantes. Si la « connaissance de la vérité » est en jeu dans les tribunaux, simultanément, en dehors des tribunaux, le témoin-victime-acteur met en scène sa subjectivité, offrant une autre palette de récits plus ou moins libres. Le témoin-victime-acteur, en réponse à ses propres demandes ou à celles d'autres personnes, récupère les morceaux qui ont été mis de côté, incorpore la mémoire vue à la lumière du présent, et de cette façon la transmission devient plus complexe, fusionnant des histoires de nature très différente. *El Silencio*, le livre-témoignage d'Ana Iliovich, nous semble être un bon exemple de la récupération du passé en dehors du corset du tribunal. Rien dans ce livre n'a apparemment de logique. Dès le premier contact avec ses pages, il est évident que rien de ce qui y est écrit ne nous permet de nous référer à notre propre logique confortable de lecteur. Dès le début, l'écriture d'Ana nous déstabilise. Dans ses 160 pages, nous ne pouvons utiliser aucune béquille pour éviter de perdre pied. Dans son texte, il n'y a ni ordre factuel ni ordre chronologique, ce n'est pas une écriture purement intime, ni exclusivement de dénonciation, elle ne parle pas seulement d'elle, ni des autres, elle nous a comme destinataires et en même temps « c'est un peu une cure », sa propre cure. Ana ne nous offre que (seulement ?) des cartes postales, des fragments, des échardes, des lacérations, des souvenirs, des constructions, des états d'âme, de la contradiction, de l'honnêteté. Entre les lignes, on peut lire la force d'un cri étouffé : *Esta soy yo, me bancas ? (C'est moi, m'acceptes-tu?)*

La présentation du livre-témoignage, en tant qu'objet, est austère. Juste trois lignes imprimées sur la couverture : « El silencio. POSTALES DE LA PERLA. Ana Iliovich ». L'illustration, en revanche, est à première vue banale. Juste une photo sans grande netteté. Une des nombreuses photos de famille classiques que les Argentins avaient l'habitude de prendre dans les années 1970 : les enfants devant, les adultes derrière, trois générations ensemble, serrées l'une contre l'autre pour que personne ne sorte du cadre. Quelqu'un

---

<sup>132</sup> Annette Wiewiorka, Déportation et génocide. Entre la mémoire et l'oubli, Plon, Paris, 1992, pp.162-163

regarde de l'autre côté, les enfants sourient, les adultes un peu moins... Ana est à l'un des extrêmes. Exemple de trivialité, la photo de famille sépia est dans ce cas tout sauf banale.

La composition de l'image reproduit sur un papier cartonné gris ce qui peut être compris comme une fenêtre ou un mur de briques avec une profonde fente, et c'est de là, de cette fenêtre blessée, qu'émerge l'image de la famille Iliovich-Penfold. Sur le bord supérieur, une minuscule écriture gravée en rouge sang sur la photo originale passe presque inaperçue : F-B JUL 77. La photo a été prise à Bell Ville, Córdoba, en juillet 1977. Ana, enlevée le 15 mai 1976, était toujours entre les mains de ses tortionnaires. Le mur était bien réel et fait de béton, le mur s'appelait "La Perla".

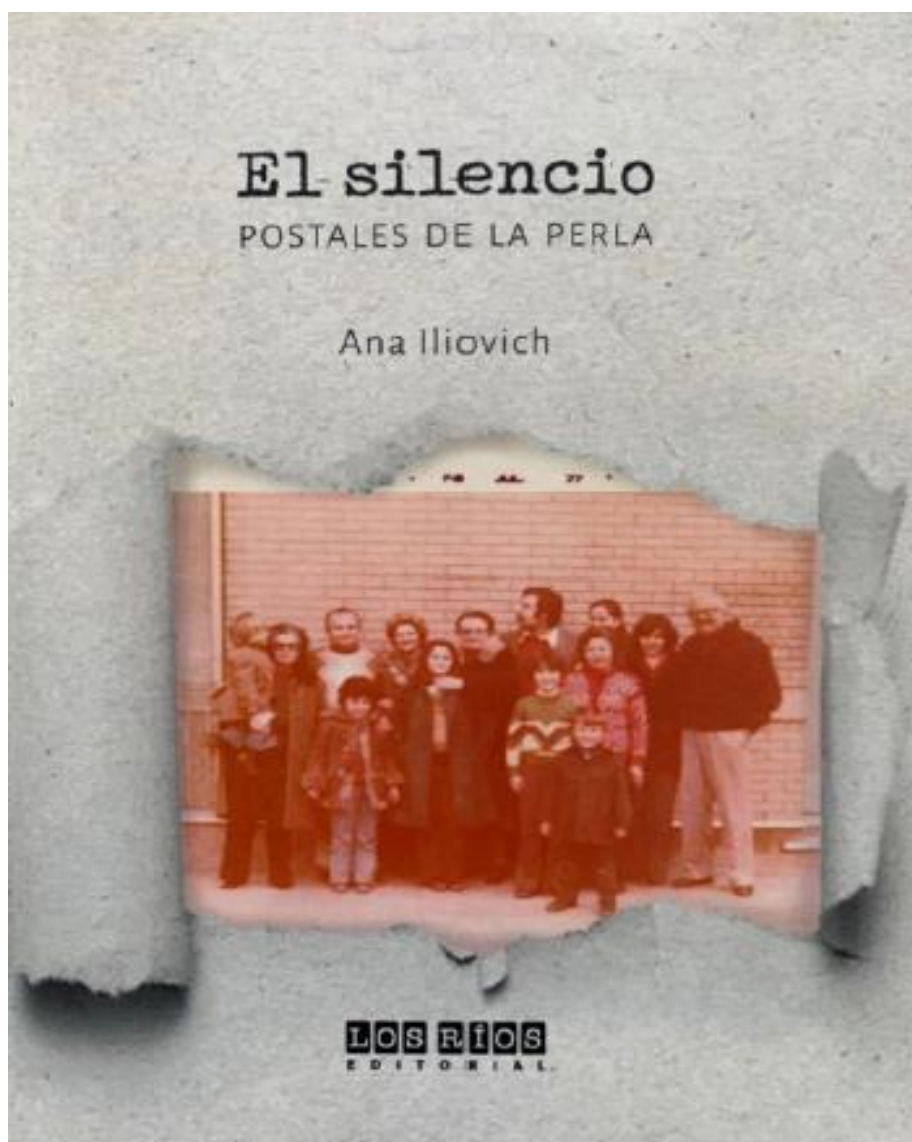


Photo 41. Couverture de « El silencio » de Ana Iliovich.



Dans le camp clandestin de « La Perla », Ana Iliovich a été retenue en captivité pendant deux ans et a passé la majeure partie de sa détention dans *la cuadra*<sup>133</sup>. Le reste de son temps est consacré à des « sorties » sous surveillance tous les quinze jours :

« A.I. Nos dejaban salir, pero teníamos que volver, era una situación absolutamente surrealista, espantosa, enloquecedora, en-lo-que-ce-dora.

M.I. ¿La salida?

A.I. ¡Claro! Imagínate salir, estar dos días en tu casa, comer, estar con tu papá, con tu mamá, con tu abuela, con tu hermanito... Que te mimen, que se yo... y ¿volver a la Perla? Era absolutamente enloquecedor. Yo en ese periodo me fui enloqueciendo, sentía que me estaba enloqueciendo... Primero que no podía dormir nunca, después que me apretaba las manos así (gestos de desgarrarse con las uñas la piel de los brazos) me lastimaba todas las manos y después que no... no podía respirar. Me faltaba el aire todo el tiempo »<sup>134</sup>.

La jeune Anne sur la photo, entourée de ses proches, est aussi solitaire qu'elle l'est dans le camp. Elle ne pense même pas à s'enfuir. Et même si elle le faisait, elle ne peut pas. Aucun détail n'a été laissé au hasard. Ils n'ont jamais été libérés tous en même temps<sup>135</sup>. Elle et les autres « élus pour durer » étaient les otages à la volonté du répresseur, des *Ellos*<sup>136</sup>. Isolée, réduite au silence, assise dans un bus interurbain, entrant et sortant de l'horreur avec l'enfer sur le dos. Pour son jeune frère, Ana était au Brésil et tous les quinze jours, elle faisait le voyage pour le voir. Père, mère et frère aîné ont participé à ce

---

<sup>133</sup> *La cuadra* était l'endroit où les détenus disparus passaient le plus clair de leur temps. Voici comment les survivants Pusseto, Cotepomi et Astelarra le décrivent : « Nous, les disparus, passons notre temps dans un enclos d'environ 20 mètres sur 70 mètres. Allongés sur des paillasses. Nous avons les yeux bandés. Il nous était interdit de parler ou de bouger. Gardé par la gendarmerie nationale. Sous-alimentés. Malade, sans savoir quand la journée a commencé ou s'est terminée. Constamment effrayé par les cris des torturés ou par les gémissements agonisants de ceux qui ont péri [...]. Isolé, seul. Naviguer dans le noir, dans l'horreur, dans l'incertitude absolue, vers la folie. Transformés en choses, en objets avec un numéro ». Témoignage de Carlos Pussetto, dans le fac-similé de *Familiares de Desaparecidos y Detenidos por Razones Políticas de Córdoba*, Córdoba, décembre 1983. Archivo Provincial de la Memoria de Córdoba. « La lumière de *la cuadra* était toujours allumée la nuit. Il n'y avait pas beaucoup de différence entre le jour et la nuit. Le jour, il y avait les interrogateurs qui effectuaient leurs tâches administratives, prenaient des déclarations écrites, etc., et la nuit, c'était terrible parce que nous écoutions les préparatifs d'une nouvelle chasse : un climat d'excitation croissante, des mouvements de voitures, des essais d'armes, des tirs, des cris et le départ ; nous étions gelés parce qu'ils allaient bientôt revenir avec de nouveaux otages » (Gustavo Contepomi et Patricia Astelarra, *La Perla*, El Cid Editor, Buenos Aires, 1984).

<sup>134</sup> « Ils nous ont laissé sortir, mais nous devons revenir, c'était une situation absolument surréaliste, effrayante, exaspérante, exaspérante ». Témoignage d'Ana Iliovich auprès nous, novembre 2021.

<sup>135</sup> Ana Iliovich dit que si elle décidait de ne pas revenir, la moitié des 17 détenus disparus choisis « pour durer » qui avaient été laissés en garantie à *la cuadra* en subiraient les conséquences.

<sup>136</sup> Nom qu'Ana donne aux bourreaux.

grand silence, aux bords du CCDTyE « La Perla » pour tomber dans *le trou* avec Ana. Pour le reste de la famille, Ana dit : « La Perle c'était le Brésil ». Quel voyage imaginaire dans une Argentine qui était, à l'époque, un immense *camp* sans frontières et où sortir et entrer sont des mots équivoques.

Dans l'une de ces sorties au-dessus de la dévastation et de la déshumanité, la confiance en l'autre, la confiance de «Piero»<sup>137</sup> en elle, la confiance dans le socialisme et le besoin de compter tant que l'on peut, a pris le dessus. Peut-être une autre folie a-t-elle prévalu, celle de la dignité du risque. Dès lors, à chaque sortie, Ana mémorisait et emportait avec elle une dizaine de noms qu'elle notait soigneusement dans un petit cahier orange Gloria que ses parents protégeaient dans l'incertitude et la terreur. Un nom, une date de *caída*, une organisation... Quelques informations précieuses sur la présence des absents dans les profondeurs du camp confirment que les forces répressives bureaucratiques ont tenu un registre détaillé de leurs crimes<sup>138</sup>. Dans cet acte de résistance, la victime-témoin-acteur se métamorphose, selon ses propres termes, en « cafard de l'écriture » et, dans l'acte d'écrire, l'être s'abandonne à la chose et le chemin individuel de la sur-vie commence. Le petit cahier a résisté avec elle et a voyagé de La Perla à Bell Ville, de Bell Ville à Chaco, de Chaco au Pérou, du Pérou à Tucumán, de Tucumán à Buenos Aires. Ana Iliovich est rentrée de son exil forcé le 13 décembre 1983, trois jours après le 10 décembre, date de l'investiture du Président constitutionnel Raúl Alfonsín, journée universelle des droits humains. Et, bien qu'elle n'ait pas témoigné lors du procès des juntas militaires en 1985, elle s'est rendue à Buenos Aires pour remettre le petit cahier orange devenu document à la CONADEP.

« A.I. Así que me fui a Buenos Aires, hice mi testimonio allá, entregué el cuadernito y todo eso...

*M.I. Pero no testimoniaste en el juicio a las Juntas ...*

A.I. No. No porque ya lo hice [entregó el cuaderno]. Ojo, eh, lo hice anónimo. Después dije que eso era mío. Yo tenía mucho miedo ahí, mucho miedo. [...] [El cuaderno] había servido muchísimo pero no sabían de quién era. No, yo no fui a testimoniar al juicio de las Juntas. Lo seguí absolutamente como hice siempre con todas estas cosas, pero no fui. Y esas eran de las cosas que me hacían sentir peor porque como

---

<sup>137</sup> Piero di Marco et Ana Iliovich étaient compagnons de captivité et faisaient partie de ceux que le répresseur avait sélectionnés pour survivre.

<sup>138</sup> Nous nous souvenons qu'Andrea Bello a vécu une expérience similaire en sauvant des noms de l'E.S.M.A. et bien sûr, c'est aussi le cas de Víctor Bastera qui a pris une copie des photos des disparus, des disparues, des militants et des militantes et des militaires qu'il a été forcé de prendre dans le CCDTyE « l'E.S.M.A ».

no me animaba, me sentía más culpable... Ese conflicto permanente entre lo que puedo o no puedo hacer y lo que me da culpa y no »<sup>139</sup>

La culpabilité, un sentiment si présent dans de nombreuses déclarations de survivants et survivantes, est un thème également abordé dans le texte d'Ana Iliovich. Dès la première page, Ana assume ses peurs, ses contradictions et surtout cette culpabilité qui « va et vient, et se promène dans chaque mot, qui ne vous laisse presque pas de répit »<sup>140</sup>. En contrepois, pour réaliser l'acte d'écriture, la victime-témoin-actrice se sert d'un moteur qui se nourrit des affections familiales et de la maternité. Ainsi, les histoires qui composent l'ensemble forment un fil conducteur qui nous conduit à travers différents processus historico-politiques et se combinent avec les décisions personnelles qui ont encadré son positionnement en tant que témoin de sa propre expérience et, par substitution, de celle des autres qui ont été réduits au silence pour toujours. Se taire, parler, alternatives irrégulières au silence que l'écrivaine-témoin entend rompre avec ses fragments de vie. La question qui se pose est la suivante : de quel silence Ana Iliovich parle-t-elle ? Du silence de sa famille ?, de ses camarades militants ?, des groupes sociaux qui ont interagi avec elle ?, des organisations de défense des droits humains ?, de la société dans son ensemble ?, des *ELLOS*, comme elle appelle ses bourreaux ?, ou de son propre silence ? Sans doute le sien est-il celui qui pèse le plus lourd et celui qui, de son point de vue, doit être brisé. Le *devoir de mémoire* se manifeste non seulement comme le devoir de se souvenir mais aussi comme le *devoir de dire* : non, je n'ai pas oublié, il n'y a pas d'oubli possible. Parler, étrangement, permet d'énoncer le silence. Et dans le cas du texte proposé par Ana Iliovich, le fait de dire illustre que la gestion de la parole est un processus dans lequel il n'y a pas de narration sans écoute. Le récit de la violence extrême a besoin d'un contexte d'écoute capable de percevoir ce qui se cache derrière le discours, la fragilité et le courage de continuer à vivre *malgré tout*.

---

<sup>139</sup> « A.I. Je suis donc allé à Buenos Aires, j'y ai fait mon témoignage, j'ai remis le petit carnet et tout ça.....

M.I. Mais vous n'avez pas témoigné dans le procès des Juntas.....

A.I. Non. Non, parce que je l'ai déjà fait [remise du carnet]. Je l'ai fait anonymement. Plus tard, j'ai dit que c'était le mien. J'ai eu très peur là-bas, très peur. [...] [Le carnet] avait été très utile mais ils ne savaient pas à qui il appartenait. Non, je ne suis pas allé témoigner au procès des Juntas. Je l'ai suivi absolument comme je l'ai toujours fait pour toutes ces choses, mais je n'y suis pas allée. Ce conflit permanent entre ce que je peux ou ne peux pas faire et ce qui me fait sentir coupable et ce qui ne me fait pas sentir coupable ». Témoignage d'Ana Iliovich déjà cité..

<sup>140</sup> Ana Iliovich, *El silencio*, op. cit., p. 12.

Dans *Le silence*, la survivante est jugée par elle-même comme n'ayant pas été une survivante loquace, une survivante « comme les témoins sont censés l'être ou agir », c'est-à-dire comme ceux qui, comme ses amis Piero ou Miguel, depuis leur sortie du camp, parlent publiquement à chaque demande. La vérité est que cette exigence est une voie pour laquelle très peu des survivants et survivantes ont opté et n'est pas simplement due à des décisions politiques ou idéologiques volontaires. Qui sollicite le témoin, comment, quand, qui l'a accompagné avant et après le camp, comment a-t-il pu reconstruire sa survie ? Ce sont des éléments, comme nous l'avons déjà dit, qui rendent impossible la généralisation de l'acte de parole. Et si l'idéal type « témoin des camps » est une illusion qui est démontrée lorsque nous observons que beaucoup de ceux et de celles qui se sont exprimés au début ont cessé de le faire ces dernières années. D'autre part, beaucoup de ceux qui se taisaient ou se limitaient à parler à leurs proches s'expriment maintenant. Le cas d'Ana se situe quelque part entre ces deux extrêmes si l'on considère que témoigner est un acte qui peut prendre de nombreuses formes différentes et qui ne s'exprime pas toujours uniquement par des mots. Le cahier Gloria, avec ses listes de noms, a témoigné avec elle (ou pour elle) à la CONADEP et dans d'autres instances judiciaires. À différents moments, sa voix a raconté l'histoire de plusieurs de ses camarades disparus et a répondu aux questions des proches, dont beaucoup sont restées sans réponse. Son témoignage a été entendu lors du procès organisé en Espagne sous l'impulsion de l'avocat argentin Carlos Slepoy et lors des deux grands procès consacrés aux horreurs des camps de La Perla et de La Ribera<sup>141</sup>. Mais, surtout, son témoignage se trouve dans ce qui n'est pas expressément dit, c'est-à-dire dans la réappropriation interne du passé pour l'intégrer et le transformer en pratiques socioprofessionnelles de l'après, ce qui, dans le cas d'Ana Iliovich, a eu lieu dans l'enseignement, la psychologie et surtout dans la prise en charge des femmes victimes de la violence quotidienne. La diversité de ses *champs de bataille* se reflète dans *El Silencio*, même s'ils n'y sont que tangentiellement mentionnés. Si cette

---

<sup>141</sup> En 1996, le juge espagnol Garzón a ouvert une enquête sur les crimes commis pendant la dictature militaire argentine et dans lesquels des victimes espagnoles étaient impliquées. De nombreux survivants sont venus en Espagne pour témoigner dans cette affaire. En mars 2008, le tribunal oral fédéral n° 1 de Cordoba a jugé l'affaire "Menendez/Brandalisis", dans laquelle le meurtre de Humberto Brandalisis, Carlos Enrique Lajas, Ilda Flora Palacios et Raúl Cardozo a été enquêté. Le 31 juillet 2008, Luciano Benjamín Menéndez, chef du IIIe Corps d'Armée, responsable de La Perla, a été condamné, entre autres, à la prison à vie. Le 4 décembre 2012 a débuté la phase orale de la Megacausa de La Perla, au cours de laquelle 581 témoins ont témoigné et dans laquelle Menéndez et Ernesto Guillermo Barreiro figurent parmi les principaux accusés. Le 26 août 2016, la sentence pour les crimes contre l'humanité commis dans les centres de détention clandestins de La Perla et La Ribera a été annoncée. Trente-huit accusés ont été condamnés.

recomposition n'avait pas été possible, si Ana n'était pas entrée dans le monde des vivants en conjurant la violence par l'évocation de la singularité sensible de ces idéaux qui lui ont valu d'être désignée par les répresseurs comme subversive, le témoignage que l'on peut lire dans *El silencio* n'aurait probablement pas eu lieu, ou bien le témoignage aurait été réduit au cadre de l'attendu, c'est-à-dire à une déclaration accusatoire devant un tribunal.

Dans le récit d'Ana, ce qu'elle nous ramène des tribunaux, c'est ce qui lui arrive à elle, le témoin, et à sa famille, avant, pendant et après. De cette façon, Ana ne complète pas seulement son témoignage mais établit également un dialogue de reconnaissance entre elle et ceux et celles qui l'ont accompagnée et accompagnent dans sa vie quotidienne, partageant menaces, peurs et joies, la forgeant ainsi en tant que témoin. Avec son texte, Ana Iliovich rompt le silence dans l'espace privé au moyen d'un livre-objet public. Ce livre-objet se déploie en trois niveaux d'écriture : deux d'entre eux correspondent à une série de textes propres qui, en alternance, s'organisent et se différencient simultanément les uns des autres. Un groupe rassemble une série d'écrits dirigés par des chiffres romains et présentés en italique. L'autre contient une série de textes, cette fois-ci identifiés par un chiffre arabe et un titre. Enfin, l'auteure inclut un annexe consacré à « Otras voces que arropan » (*Autres voix qui protègent*), dont la paternité correspond à différentes personnes qui ont été présentes aux différentes étapes des quinze années qu'il a fallu pour écrire *El silencio*. Cette section singulière fait la synthèse. Parce que la parole est désormais possible pour elle et nous renvoie à la communauté des affections partagées qui font les mémoires. Ana écrit pour les autres. Ana écrit avec les autres.

Les chiffres arabes ordonnent les cartes postales-traces-histoires-mémoires du CCDTyE « La Perla » écrites depuis l'après. Un après avec « La Perla ». Les chiffres romains organisent les petits textes qui donnent un aperçu de qui est la personne qui écrit aujourd'hui. Là, Ana justifie ses souvenirs, explique ses positions politiques et récupère tout ce qui est humainement possible de son humanité déchirée.

Écrire, dit Ana c'est « el armado del cuerpo desarmado... Y ¿desalmado? ». <sup>142</sup> Dans *El silencio*, nous entendons la douleur et lisons le désespoir qu'engendre le geste brutal, inattendu et persistant « ...con vos vamos a hacer jabón de tocador » <sup>143</sup>, l'horreur

---

<sup>142</sup> "Armer le corps désarmé... Et sans âme ? Tiré de Ana Iliovich, *Mujeres en la perla*. Los estigmas, texte lu lors d'une activité organisée à La Perla. Non daté.

<sup>143</sup> « ...avec toi nous allons faire du savon de toilette » Ana Iliovic, *El silencio*, op. cit., p. 47.

est sous-entendue et à un moment donné la lecture est brusquement interrompue. Si le passage à la parole nous met face au quotidien du CCDTyE « La Perla » et à ses stigmates, jusqu'où nous, lecteurs, lectrices, nous autorisons-nous à entrer dans le tunnel, à passer par *el pozo* et à retenir notre regard ? Malgré les efforts pour protéger le lecteur et la lectrice par un style d'écriture qui n'abuse pas des coups bas, par ce qu'il suggère plutôt que par ce qu'il dit, *El silencio* a besoin d' « intervalles ». Le voyage qu'Ana nous propose vers ce « dedans » est ensuite interrompu au bord par le temps nécessaire pour respirer et entrevoir les interstices par lesquels nous, Argentins et Argentines, circulons constamment depuis le début du massacre :

« Allí en ese lugar, en esa calle de Alta Córdoba, frente a esa señora que quiso ayudarme, empezó la muerte, empezó La Perla. El campo de concentración estaba instalado en esa calle de Alta Córdoba: el poder. Esa escena ES el Terrorismo de Estado... es la señora que barre y no puede defender a una chica de 20 años que golpean delante de ella, son hombres apuntándola en una mañana de sábado sin ley, sin amparo»<sup>144</sup>

La lecture reprends sans faille. En tant que lecteurs et lectrices, nous ne pouvons pas refuser de suivre l'impulsion et d'aller plus loin. Des rebondissements nécessaires si nous voulons savoir et demander à ces pages restantes comment sur-vivre. « La question est nécessaire » dit la témoin et nous ne pouvons que l'accompagner dans son voyage intérieur et porter un nouveau coup au silence.

Les répresseurs avaient dit : « personne ne les croira », « ils diront qu'ils sont fous ». Toutes les personnes libérées sont unanimes à ce sujet et ces phrases apparaissent dans chaque récit. Les séparer de la société pour les y ramener était le substrat du pouvoir qui fait disparaître : l'expansion de la terreur et de la méfiance à travers ces corps vivants. « Ceux et celles de dehors » ont généré/avons généré la fiction d'une frontière dense et consistante entre les camps et la société, presque comme une excuse pour l'exercice soulagé de la vie quotidienne : ils et elles étaient là, ceux et celles qui « ont dû faire quelque chose » pour mériter leurs sort, et de l'autre côté il y avait nous, ceux et celles qui

---

<sup>144</sup> « Là, à cet endroit, dans cette rue d'Alta Córdoba, devant cette dame qui voulait m'aider, la mort a commencé, La Perla a commencé. Le camp de concentration a été installé dans cette rue d'Alta Córdoba : le pouvoir. Cette scène c'EST le Terrorisme d'Etat... c'est la dame qui balaye et ne peut pas défendre une jeune fille de 20 ans qui est battue devant elle, des hommes la visant un samedi matin sans loi, sans protection » Tiré des " Palabras introductorias" qui font partie du témoignage d'Ana Iliovich devant le Tribunal pénal fédéral oral n° 1 de Cordoba, le 27 mars 2014.

ne savaient rien. Pourtant, les récits des survivants crient le contraire : « nous ne sommes pas fous, ce que nous disons est arrivé, cela nous est arrivé et cela vous est arrivé ».



Photo N°42: Capture d'écran des essais de la oeuvre de théâtre *El silencio, testimonios del testimonio*.

*El silencio* nous interpelle et réaffirme le postulat selon lequel la société post-concentrationnaire doit se souvenir collectivement. *El Silencio* nous invite à ajouter des mémoires. Mais ses pages nous avertissent que dans cette société mutante où les faits s'éloignent chaque jour un peu plus, *l'homme concentrationnaire* est contraint de construire la mémoire, luttant pour l'imposer dans le jeu constant et inégal des luttes mémorielles qui dominant (encore) les mémoires des proches des victimes directes et, dans la période récente, celle de certains groupes politiques centraux de la période pré-concentrationnaire. Personnel, direct, courageux, l'acte d'écriture d'Ana Iliovich refuse l'indifférence. Et cela est évident dans la façon dont il est lu dans les écoles et même dans la pièce de théâtre qu'il a inspirée. La transmission de l'histoire, en somme, circule sur les chemins de « La perla » par la main d'Ana.

**CONCLUSION :**

**TÉMOIGNAGE ET LIMITES DE LA PAROLE DU  
DÉTENU DISPARU-APPARU  
ET DE LA DETENUE DISPARUE-APPARUE**





Photo N°43. Eduardo Lardies, E.S.M.A. mai 2022. MEI

Déplacement, absence, transfert, fuite, évasion, exode, départ...Où et quand commence un « voyage » de retour ? Voyage-t-on vers l'extérieur ? Quel extérieur ? Vers l'intérieur ? Quel intérieur ? Voyage-t-on seul, à deux, collectivement ? Quand sait-on que l'on traverse une frontière ? Perçoit-on le changement ? Revient-on jamais au point de départ ? Qui est celui qui revient ? Y a-t-il quelqu'un qui attend ?

Dans son sens premier, le mot rivage évoque la relation ambiguë, changeante et nécessairement symbiotique entre la terre et le cours d'eau qui l'entoure, l'accompagne et le nourrit. En ce sens, que ce soit dans le périmètre de la littérature ou dans celui des sciences sociales, sa simple évocation nous fait glisser du centre vers les bords, les périphéries, la marginalité, "los orilleros" (ceux qui sont en marge de la société) les

riverains<sup>145</sup>. Le rivage est un rudiment récurrent, une inspiration ancestrale en redéfinition permanente. De Borges aux frontières migratoires, du local à l'universel, de l'égal au différent, du dialogue au conflit... C'est « la fin, la limite ou le terme de l'extension superficielle de certaines choses [...], la limite, la fin ou le terme de quelque chose de non matériel »<sup>146</sup>. Les bords rassurent, invoquent, organisent un intérieur et un extérieur jusqu'à ce que la limite expire et que ils deviennent poreux et indéfinissables, jusqu'à ce que, paraphrasant Juan José Saer, « le fleuve sans bordures » se perde, se débride, et que « la mort et la volupté » coexistent de manière attachante, que les cadavres et les fleurs s'entremêlent<sup>147</sup>. La rive débordante devient un bord praticable qui mène du paradis à l'abîme, au point exact où commence le voyage vers le ventre de la terre, vers le creux<sup>148</sup> inhospitalier et clandestin, vers la rive opposée d'un fleuve qui a perdu sa mobilité et son horizon.

La société concentrationnaire est une société sans marges et, paradoxalement, une société des marges. *L'homme [la femme] concentrationnaire* est défini sur les bords. La société post-concentrationnaire n'a pas encore pu en entrevoir les contours.

Rivage, marges, bordures, ou son équivalent : les bords. Les limites de l'humain/inhumain. Démarcation imposée *de l'extérieur vers un intérieur* qui nous contient socialement. De vastes zones sans limites, de multiples lieux de *non-lieu* dans lesquels *le pouvoir* a positionné le cœur de la politique de la disparition. De là, dans l'espace précis de l'intersection entre les camps clandestins et l'Argentine, énorme camp à ciel ouvert, on peut supposer que se construisent les rudiments de la relation subjective entre le disparu-apparu/survivant, la disparue-apparue/survivante et la société locale/nationale avec laquelle ils ont interagi depuis leur libération jusqu'à aujourd'hui. Se déplacer dans le camp, voir ce qui s'y passe, écouter les voix qui continuent d'en émerger quarante-sept ans plus tard, met mal à l'aise et oblige à reconnaître que personne n'a été laissé complètement à l'extérieur, ou en dehors de l'« histoire ». Par conséquent, même en croyant être à la périphérie de ce qui se passait, personne ne pouvait éviter d'être contaminé par ce qui se passait là-bas. D'autre part, sortir du camp, raconter ce que l'on a

---

<sup>145</sup> En ce sens, les "orilleros" sont ceux qui habitent les marges boueuses du centre. Les "orilleros" qui nous intéressent ici ne distinguent ni n'opposent la campagne et la ville. La campagne de ces rivages n'est ni fertile ni accueillante ; au contraire, elle enlève la vie et sème les fantômes.

<sup>146</sup> "Orilla", Diccionario de la Real Academia Española, <https://dle.rae.es/orilla>. Dernière consultation, janvier 2022.

<sup>147</sup> Cfr. Juan José Saer, *El río sin orillas*, Sex Barral, 1991

<sup>148</sup> Façon de mentionner le camp clandestin utilisée par certains et certaines survivants et survivantes.

vécu, confirme à ceux qui reçoivent ce récit que ceux qui étaient dans les enfers y sont toujours. Peut-être pas tous et toutes, peut-être seulement un petit morceau d'eux-mêmes, mais cette « partie d'eux-mêmes » est toujours en enfer, cherchant sans cesse une issue. Ce sont des survivants et survivantes – libérés et libérées par la volonté du répresser – otages de l'écoute difficile de ceux qui n'étaient pas là et, surtout, de leurs propres silences.

Bien que certains et certaines ne se reconnaissent pas dans la disparition incomplète de celui qui était autrefois disparu/disparue et a cessé de l'être, celui qui, ayant disparu, est apparu, n'est ni totalement vivant ni totalement mort, mais simplement libéré.

« Ellos cometieron errores. ¿Y saben cuáles son? Los errores. Somos nosotros los vivos. Somos los únicos que pueden denunciar realmente lo que paso y nosotros somos fruto del error de ellos... Y nosotros somos los desaparecidos que están vivos, nosotros somos los hijos que están buscando, pero tenemos el defecto de estar vivos [respiración profunda, silencio], nosotros somos los que cuando denunciemos ahora pertenecemos a los servicios [sonrisa irónica, gesto de amargura], nosotros somos los seres más incómodos que existen para esta sociedad, para los victimarios y para los que están buscando un poquito también a las víctimas. Y claro, nosotros somos el símbolo de lo que no se tiene que ser, nosotros quisimos que nos mataran y no nos mataron, por eso yo digo que ellos eran dioses »<sup>149</sup>.

Piero di Monte, lorsqu'il prononce et profère gestuellement ces paroles au tribunal, en accusant face à face les prévenus des crimes aberrants commis dans le camp clandestin de torture et d'extermination (disparition) de « La Perla », assume dans cet acte même sa lourde charge d'être ce qu'il ne doit pas être, ce qu'il n'était pas censé être, et il saisit ainsi la force symbolique de ce statut et revendique le fait d'être *l'erreur des dieux*. Si l'on revient à Arnold Van Gennepe, on peut en déduire que Di Monte s'approprie le stade liminaire<sup>150</sup>, qui dans ce cas se déploie comme un stade dévalorisé, non désiré (après être

---

<sup>149</sup> « Ils, les tortionnaires, ont commis des erreurs, et tu sais lesquelles ce sont ? Les erreurs. Ce sont, nous, les vivants. Nous sommes les seuls à pouvoir réellement dénoncer ce qui s'est passé, et nous sommes le fruit de leur erreur...Et nous sommes les disparus qui sont vivants, nous sommes les enfants qu'ils cherchent, mais nous avons le défaut d'être vivants [grande respiration, silence], nous sommes ceux qui, lorsque nous dénonçons, appartenons maintenant aux services [sourire ironique, geste d'amertume], nous sommes les êtres les plus inconfortables qui existent pour cette société, pour les bourreaux et pour ceux qui cherchent aussi un peu les victimes. Et bien sûr, nous sommes le symbole de ce que nous n'avons pas à être, nous voulions être tués et ils ne nous ont pas tués, c'est pourquoi je dis qu'ils étaient des dieux ». Déclaration de Piero di Monte, un survivant de La Perla, faite en juillet 2008 devant la Cour fédérale de Cordoue dans le cadre du procès pour crimes contre l'humanité, affaire Luciano Benjamín Menéndez y/otros. Ce procès est connu sous le nom de Brandalisis, le nom d'une des quatre victimes.

<sup>150</sup> Arnold Van Gennepe, *Les rites de passage*, Paris, Picard, 1981.

passé par les camps), alors qu'en même temps – tâche difficile s'il en est – il poursuit son agrégation à la société des ceux et celles de l'extérieur, faisant un pas de plus vers la visibilisation du stigmate de survivant du CCDTyE « La Perla ». Di Monte franchit la frontière qui le conduit à la justice des hommes.

La parole – quand elle éclate – déploie toute sa teneur énigmatique devant celui et celles qui observe et reçoit le discours. S'il n'y a pas de clarté, alors il n'y a pas de limites ou de frontières, seulement de l'égarement. Un flou entre le sommeil et la vigilance. Seulement une « suspension de l'existence », comme l'a crûment décrit la poétesse et survivante d'Auschwitz Charlotte Delbo :

« Comment pourrais-je m'habituer à un moi qui était devenu si détaché de moi-même que je n'étais pas sûr qu'il n'ait jamais existé ? Ma vie d'avant... ? Avais-je une vie d'avant ? Ma vie d'après ? Étais-je assez vivant pour avoir un après, pour savoir ce qu'était l'après ? Je flottais dans un présent sans réalité». <sup>151</sup>

Le témoin victime raconte, mais d'où le fait-il, quels sont les non-lieux qu'il apporte avec lui ? Et qu'est-ce qu'il nous « rapporte » d'eux ? Quels sont les mots qui pourront traduire cette expérience que nous énonçons comme limite ou extrême ? Faute d'une meilleure définition : faim, sommeil, douleur, peur, terreur, menstruation, viol, loi, transfert, humain... « Il est presque impossible, d'expliquer avec des mots ce qui s'est passé quand il n'y avait pas de mots »<sup>152</sup>, nous répond Charlotte Delbo .

Le battement de cœur sépare la vie de la mort et, par ce fait très naturel, le corps reconnaît la différence. Le battement de cœur est notre limite, notre référence de sens. Maintenant, quelle est la référence de la vie quand la mort est moins terrifiante que la vie elle-même ? Y a-t-il des bords en enfer ?

« Aduce que las torturas fueron feroces, que la viola por primera vez el jefe de la patota, llamado 'Ramiro o Cacho', resaltando que si hoy lo escuchara lo reconocería sin ninguna duda. Narra la tortura y violaciones, destaca que eran distintos tipos de violaciones a ambas, no va a precisar detalles porque están sus hijas presentes. [...] En este estado Su Señoría deja constancia que la ratificante cuando relata los episodios cierra reiteradamente los ojos y narra con los ojos cerrados »<sup>153</sup>.

---

<sup>151</sup> Tiré de Charlotte Delbo, *Spectres mes compagnons*, Berg International, Paris 1995, p. 55.

<sup>152</sup> *Idem*, p. 54.

<sup>153</sup> « Elle affirme que la torture a été féroce, qu'elle a été violée pour la première fois par le chef de la patota, appelé "Ramiro ou Cacho", soulignant que si elle l'écoutait aujourd'hui, elle le reconnaîtrait sans aucun doute. Elle raconte les tortures et les viols, soulignant qu'il s'agissait de différents types de viols pour les deux, elle ne précisera pas les détails car ses filles sont présentes. [...] Dans cet état, Votre Honneur

Quelles sont les limites insoutenables de l'existence : la torture ou l'impossibilité de la comprendre et de la relater ? De l'acteur à la chose, de la chose au sujet, dans cette transition il apparaît. Le survivant reconquiert le son des battements de son cœur, se détache de l'inhumanité qui lui est attribuée et la rend à son oppresseur. C'est dans le Ellos<sup>154</sup> que se situe le monstrueux. Témoin du témoin absent, la victime-témoin-acteur témoigne pour elle-même et pour les autres. B.G.P.<sup>155</sup>, la témoin qui fait l'objet du récit ci-dessus, parle parce que « c'est sa responsabilité », comme le justifie Isabel Traba, une survivante de la brigade d'investigation de Santa Fe<sup>156</sup>, et comme nous l'avons entendu dans nos autres témoignages. Ce n'est pas son devoir. Elle n'est pas non plus obligée de s'en souvenir. L'oubli lui est impossible, comme pour ses pairs. Assise devant le banc des témoins, face à ses bourreaux, la victime-témoin ferme les yeux, se tait, respire et reprend le fil de sa déclaration autant de fois que nécessaire. Cependant – comme c'est le cas pour tous les témoins – elle n'est pas la véritable propriétaire de sa parole. Et cela n'a pas totalement changé au fil du temps. Ce qui peut être dit se heurte à des barrières expressives et interprétatives : le temps à *l'intérieur* ne se mesure pas de la même manière que le temps à *l'extérieur*. L'enfermement n'est pas une perte de liberté, ni un lieu d'enfermement spécifique, mais un sentiment d'impuissance qui traverse les maisons, les détachements militaires, les prisons, les écuries... L'affection fait mal dans la douleur des camarades. La précision des données requises dans un dossier clôt l'individualisation de l'expérience.

Comme nous l'avons vu dans les chapitres précédents, la Cour attend du témoin qu'il ou elle fournisse des preuves et que, par son récit, il ou elle passe du statut de victime à celui de moyen de preuve, à celui de preuve *apparue* de la disparition. La sphère judiciaire dicte les contours de ce qui peut et ne peut pas être dit.

« Los diálogos con los liberados y toda la información obrante sobre la vida de los campos, son altamente ratificatorios del carácter de *situación límite* que revistió para todos ellos esta experiencia profundamente padecida. Nadie salió ni mucho menos indemne de la misma, y por el contrario, las huellas de este descenso a los infiernos, son de alguna manera imborrables, no ya por el enorme poder conmocional de este trauma

---

prend note que la témoin, lorsqu'elle raconte les épisodes, ferme les yeux à plusieurs reprises et raconte les yeux fermés ». Tiré du témoignage de B.G.P. devant la Chambre fédérale du Paraná le 31 octobre 2014.

<sup>154</sup> Ana Iliovich utilise cette terminologie pour désigner les répresseurs, établissant une séparation morale et éthique entre Eux - capables de la plus grande brutalité - et les victimes.

<sup>155</sup> Nous utilisons ici les initiales car il s'agit de sources documentaires. Nous n'avons pas l'autorisation du témoin de mentionner son identité.

<sup>156</sup> Témoignage à l'autrice. Santa Fe, septembre 2019.

capitis, sino porque todos los prisioneros desaparecidos fueron sometidos estructuralmente a un proceso tendiente a la destrucción de su identidad personal, el cual afectó a cada uno de ellos de manera diferente, pero que es posible re-sistematizar, aunque no con la necesaria eficacia como para reproducir intelectualmente este proceso disociador producto de un esquema racional »<sup>157</sup>

Dans ce qui est connu comme le premier travail théorique qui décrit simultanément le terrorisme d'Etat en Argentine et les techniques de désintégration de la personnalité du prisonnier-disparu, l'avocat et journaliste Eduardo Luis Duhalde, en exil en 1983, a rendu compte de l'énorme malaise généré par la définition des contours de l'accusation et l'appropriation de l'expérience de l'autre pour la lui rendre enveloppée dans une logique juridico-sociale qui ne lui correspond pas. Vingt ans plus tard, Pilar Calveiro, sociologue et survivante des CCDTyE « Mansion Seré » et de « l'E.S.M.A. », affirme que « le procès des commandants est le coup le plus grave subi par le pouvoir du faire disparaître »<sup>158</sup>, justifiant du pas de côté que les déclarants ont dû faire pour formaliser ce processus par la possibilité de systématiser la répression et condamner les responsables. En fait, pour porter ce coup aux dictateurs, le survivant a dû se précipiter pour parler, sacrifier son temps et ses besoins personnels, se faire violence et apprendre à dire ce qui avait été absorbé et disparu avec lui ou elle dans les camps de la manière dont on l'exigeait. Dès les premiers témoignages publics à l'étranger, chaque récit, chaque expérience a dû être décomposé, expliqué de manière sélective, dépouillé de son individualité afin de composer les techniques de l'action criminelle et de préparer l'acte d'accusation. La justice des tribunaux a exigé des « frontières » afin d'attribuer des garanties. L'univers concentrationnaire devait avoir des limites mesurables où tout tendait et tend à (dé)montrer sa non-existence.

Il s'agissait de traduire le récit du corps, là où Duhalde caractérisait *la présence de la mort* pour le survivant, c'est le camarade d'à côté qu'il ou elle n'a jamais revu; *la rupture avec le monde extérieur*, l'isolement, la disparition, l'enfermement clandestin, les

---

<sup>157</sup> Les dialogues avec les personnes libérées et toutes les informations disponibles sur la vie dans les camps confirment largement le caractère de situation extrême que cette expérience profondément douloureuse a eu pour tous. Au contraire, les traces de cette descente aux enfers sont en quelque sorte indélébiles, non pas en raison de l'énorme puissance de choc de ce traumatisme capitis, mais parce que tous les détenus disparus ont été structurellement soumis à un processus tendant à la destruction de leur identité personnelle, qui a affecté chacun d'entre eux de manière différente, mais qu'il est possible de re-systématiser, bien que pas avec l'efficacité nécessaire pour reproduire intellectuellement ce processus dissociatif, produit d'un schéma rationnel. Eduardo Luis Duhalde, *El estado terrorista argentino*, El caballito, Buenos Aires, 1983.

<sup>158</sup> Pilar Calveiro, *Poder y desaparición*, op. cit., p 166.

transferts, la séparation familiale ; *la perte de la vue et de la notion du temps*, la capucha, el tabique, les entraves, le silence, l'isolement ; *la chosification*, un visage caché sous un tissu sale, les médicaments de cheval comme antidouleurs ; *abus psychophysique*, perte de l'estime de soi, humiliations et offenses, abus sexuel, torture, pleurs, douleur, odeur insupportable, faim, sommeil, insomnie ; *la situation extrême, la tension constante*, simplement l'expérience de perdre le contrôle de sa vie entre les mains de l'autre, de Ellos.

Les témoignages de B.G.P. et de Di Marco sont relativement récents, et bien que les temps aient changé et que, depuis les premières dénonciations, la parole se soit libérée et soit plus présente dans la sphère publique, notre recherche montre que l'incompréhension entre ceux et celles qui sont tombés dans l'abîme et qui en sont revenus et ceux et celles d'entre nous qui sont restés à la surface est encore difficile et mutuelle. Le malentendu demeure : que peut-on entendre sans supposer à tort, que peut-on évoquer sans provoquer de rejet ? Piero di Monte gesticule son impuissance et son courage. Ana Iliovich travaille *El silencio*. B.G.P. parle à voix haute, ferme les yeux et ne voit pas, ne nous voit pas, retourne dans l'obscurité. B.G.P. protège ses filles. Elles imaginent l'imaginable et acquiescent. L'expérience devient mémoire et ce qui a été dit au tribunal ne suffit plus. La transmission du passé récent passe donc nécessairement par ce qui peut être dit et entendu en dehors d'une audience.



Photo N° 44. Objets. MEI

Nous espérons avoir montré dans le développement de cette thèse que la voix des détenus disparus apparus et des détenues disparues apparues qui se sont manifestés n'est ni uniforme ni progressive, et encore moins permanente. On ne peut donc pas dire que ces voix forment un tout qui se présente à nous comme un élément donné. Au contraire, c'est à partir de l'articulation de notre corpus, construit dans le cadre de la diversité que nous avons énoncée tout au long de notre travail, que nous pouvons trouver des lignes directrices, des comportements répétitifs, des paramètres communs et des niveaux généraux de compréhension : en résumé notre fil d'Ariane. Ce n'est qu'en reliant des espaces de parole aussi différents et dispersés que nous pourrions avoir une visibilité du sujet survivant, du contexte de production de la parole et du cadre de réception. Et ce n'est qu'ainsi que nous pourrions nous risquer à esquisser un développement explicatif : quel statut ce mot a eu dans le temps, comment il s'est transformé et a pris différentes épaisseurs, et surtout, comment il a imprégné la société en forgeant les bases d'une mémoire collective du terrorisme d'État.

Dans ce parcours, nous pensons avoir pu fournir un fondement théorique qui nous permet de proposer une notion opérationnelle incluant différents types de subjectivités constitutives du survivant et de la survivante et du processus de subjectivation identitaire qui accompagne leurs luttes pour laisser une trace dans les mémoires du passé récent et qui, ils et elles l'espèrent, sera reçue par les générations futures. Nous avons également apporté un lexique et une méthodologie spécifiques au traitement des victimes de la violence extrême, en l'occurrence les survivants et survivantes argentins, mais qui peuvent être appliqués à d'autres types de situations dans lesquelles l'usage de la parole par les victimes est violé ou dans lesquelles elles contestent les espaces discursifs depuis une position de subordination par rapport à une mémoire officielle ou hégémonique.

Avec ces deux outils, nous espérons avoir esquissé une cartographie de l'évolution des témoignages de survivants et survivantes qui pourra jeter les bases d'un développement futur nécessaire.

Pendant le travail de terrain, nous avons privilégié le registre, même si nous savions que la densité des sources primaires que nous avons collectées (et que nous continuons à collecter) dépassait le cadre d'une thèse de doctorat. Nous avons forgé notre propre archive, alimentée par des enregistrements filmés, photographiques et sonores, auxquels nous avons joint des documents que nous avons conservés au fil du temps, ainsi que des documents provenant d'archives personnelles et institutionnelles. Nous l'avons



fait motivés par la nécessité de préserver les voix des témoins, convaincus que ces voix ne doivent pas être perdues. Mais nous sommes également convaincus que nous ne pouvons pas ignorer les autres voix qui proviennent de ceux qui ont accompagné ces récits et qui peuvent expliquer l'origine des documents qui ont été conservés. Au cours de ces six années, nous avons assisté à la mort de sept de nos témoins et à celle de nombreuses mères, grands-mères et même filles et fils des disparus et disparues. Nous avons également vu comment les associations ont été démantelées et les récits diminués.

La cartographie que nous présentons ici laisse de côté deux aspects que nous souhaitons approfondir dans le cadre d'études post-doctorales : tout d'abord, le corpus de témoignages littéraires, qui n'a pas encore été analysé dans son ensemble et pour lequel nous pensons disposer des outils et du substrat matériel pour pouvoir le faire, comme en témoigne notre bibliographie. Au fil du temps, nous avons pu compiler des témoignages autobiographiques, des fictions et des chroniques dans diverses publications, qui méritent d'être classées et comprises selon leur spécificité, leur style et leur mode d'expression.

D'autre part, n'ayant fait qu'esquisser les différents aspects des témoignages de survivants et survivantes, nous avons mentionné les témoignages les plus représentatifs de notre corpus, mais il nous reste un pourcentage très important de témoignages à intégrer dans cette polyphonie que nous commençons à construire. C'est ce à quoi nous entendons nous consacrer l'année prochaine, dans le but de publier nos résultats de manière plus exhaustive et contrastée. Parallèlement, les documents photographiques ont commencé à s'organiser presque d'eux-mêmes, et nous avons organisé des expositions et des conférences à Salamanque et à Paris en les utilisant comme source. La prochaine exposition de photos sera une exposition sur les bords des camps dans laquelle nous montrerons quarante photos de sites de mémoire. Cette exposition aura lieu à la Casa Argentina à Paris pendant tout le mois de décembre. Fin octobre, nous donnerons également une conférence sur la méthodologie du témoignage lors de la réédition de l'exposition "Hors Cadre" organisée par l'Institut des Amériques à Paris. Nous considérons que cette étape de diffusion de la recherche est importante au même titre que la production de textes académiques, car nous y voyons un moyen de restituer une partie des contributions reçues au cours des années de recherche.

Pour conclure, cette thèse contredit les fins. Elle est partie à la recherche des débuts, de l'humanité derrière l'horreur, et se trouve maintenant au début de l'avenir.

## **BIBLIOGRAPHIE**

## Survivants-Témoignages

### Écrits avec ou sur des survivants

#### ARGENTINE

AA.VV, *Posdata. Escritos de los sobrevivientes de Banco y Olimpo*, prologue Daniel Constantini, Buenos Aires, Ediciones Boabab, 2018.

ACTIS Munú, ALDINI Cristina, GARDELLA Liliana, LEWIN Miriam et TOKAR Elisa, *Ese infierno. Conversaciones de cinco mujeres sobrevivientes de la ESMA*, prologue de León Rizitchner, Buenos Aires, Sudamericana, 2001.

ANGUITA Eduardo et CAPARROS Martín, *La Voluntad. Una historia de la militancia en la Argentina*, 5 tomos (tomo 1, « El valor del cambio », 1966-1969; tomo 2, « El cielo por asalto », 1969-1978; tomo 3, « La patria socialista », 1973-1974; tomo 4, « La patria peronista », 1974-1976; tomo 5, « La caída », 1976-1978, 1973-1976), Buenos Aires, Editorial Random House, 2021. Cette édition est considérée comme l'édition « définitive ». Le projet *La Voluntad* a débuté en 1994, lorsque les témoignages ont commencé à être recueillis, et la première édition a été publiée par Grupo Editorial Norma entre 1997 et 1998 en trois volumes : I : 1966-1978, II : 1973-1976 et III : 1976-1978.

BARCO DE SURGHI Susana, *Corredores de la memoria. Del Campo de la Riera a los Juicios*, Villa María, Eduvim, 2015.

BASABE Omar (comp.) *Memoriales a pura tripa: pretéritos que se resisten a ser pasado*, prologue de Nora Dóttori, Buenos Aires, Catálogos, 2003.

BENFIELD Celina, *17 días, entre El Banco y El Olimpo... y una vida para contarlo*, Buenos Aires, Astralib, 2003.

BENITES-DUMONT Andrea, *Andares y venires*, Madrid, Confederación Sindical Solidaridad Obrera, 2018.

BONASSO Miguel, *Diario de un clandestino*, Buenos Aires, Planeta, 2000.

BUDA Blanca, *Cuerpo 1 – Zona 4. (El infierno de Suárez Mason)*, Buenos Aires, Editorial Contrapunto, 1988.

CACOPARDO Ana (ed.), *Historias debidas. Conversaciones y testimonios*, avec Juan B. Duizeide, Buenos Aires, Editora Patria Grande, 2016.

CALVEIRO Pilar, « El testigo narrador », revista *Puentes*, n° 24, Buenos Aires, août de 2008, p. 48-53.

CALVEIRO Pilar, *Política y/o violencia. Una aproximación a la guerrilla en los años 70*, Buenos Aires, Grupo Editorial Norma. 2005. (*Pouvoir et disparition. Les camps de concentration en Argentina*, Paris, La fábrica, 2006).

CALVEYRO Pilar, *Poder y desaparición. Los campos de concentración en Argentina*, Buenos Aires, Ediciones Colihue, collection « Puñaladas, ensayos de punta », 1998

CAMPS Sibila, *Tucumantes. Relatos para vencer el silencio*, Buenos Aires, Editorial Marea, collection « Historia Urgente », 2019.

- CARABALLO Liliana, CHARLIER Noemí et GARULLI Liliana, *La Dictadura (1976-1983). Testimonios y documentos*, Buenos Aires, Oficina de Publicaciones Ciclo Cultural Básico, Universidad de Buenos Aires, 1997.
- CASTAÑO BLANCO María Consuelo, *Más que humanos*, Madrid, Ediciones de Cultura Hispánica, 1988.
- CHABABO Rubén, NARDONI Viviana, FERNÁNDEZ LAMOTHE Daniel et BUDASSOFF Elizer (comp.), *El caso Chomick*, Rosario, Museo de la Memoria-Editorial Municipal de Rosario, 2015.
- CONTEPOMI Gustavo et CONTEPOMI Patricia, *Sobrevivientes de La Perla*, Córdoba, El Cid Editor, 1984.
- DEL BARCO Oscar (et al.), *Sobre la responsabilidad: no matar*, compilado por Pablo René Belzagui, Córdoba, Ediciones La Intemperie-Ediciones del Cílope-Editorial de la Universidad Nacional de Córdoba, 2014.
- EISENSTAEDT Eva, *Sobrevivir dos veces. De Auschwitz a Madre de Plaza de Mayo. Relato testimonial de Sara Rus*, prologue Rabino Daniel Goldman, Buenos Aires, Editorial Milá, collection « Testimonios », 2007.
- FIGARI LAYÚS Rosario (comp.), *Los juicios por sus protagonistas. Doce historias sobre los juicios por delitos de lesa humanidad en Argentina*, Villa María, EDUVIM, 2015.
- GALARÁ Delia, *Rehenes de Nuestros Sueños*, San Luis, Nueva Editorial Universidad Nacional de San Luis, 2006.
- GASPARINI Juan, *La pista suiza*, Buenos Aires, Editorial Legasa, 1986.
- GASPARINI Juan, *Manuscrito de un desaparecido en la ESMA. El libro de Jorge Caffatti*, Buenos Aires, Grupo Editorial Norma, 2006.
- GOMEZ Susana, *Diario de amor y militancia*, Villa Allende, Córdoba, Los Ríos Editorial, collection « Condición humana », 2019.
- HOCHEN Adrián, LEIBLANG Alain et TEILLARD D'EVRY Claire, *Moi, Tomas, enlevé, torturé, évadé d'Argentine*, Paris, Lieu Commun, 1987.
- ILIOVICH Ana, *El silencio. Postales de La Perla*, 3éme édition, Córdoba, Los ríos Editorial, 2017. Première édition : 2017.
- LEVAGGI Nahuel, *El fogón de la memoria. Historias de vida y de luchas de los 70 hasta hoy, rupturas y continuidades*, Buenos Aires, Editorial El Colectivo, 2007.
- LEWIN Miriam et WORNAT Olga, *Putas y guerrilleras. Crímenes sexuales en los centros clandestinos de detención. Las historias silenciadas. Una guerra sin fin*, prologue de Rita Segato, Buenos Aires, Planeta, 2020.
- LEWIN Miriam et WORNAT Olga, *Putas y guerrilleras. Crímenes sexuales en los centros clandestinos de detención. La perversión de los represores y la controversia en la militancia. Las historias silenciadas. El debate pendiente*, Buenos Aires, Planeta, 2014.
- LEWIN Myriam, *Skyvan. Aviones, pilotos y archivos secretos*, Buenos Aires, Sudamericana, 2017.

- MATTINI Luis (Arnol Kremer Balugano), *Los perros*, 2 vol. (vol. 1: *Memorias de un combatiente revolucionario*, 2006; vol. 2: *Memorias de la rebeldía femenina en los 70*, 2007), Buenos Aires, Peña Lillo-Ediciones Continente, 2007.
- MENDEZ Eugenio Benjamín, *Confesiones de un Montonero (La otra cara de la historia)*, Buenos Aires, Sudamericana-Planeta, 1985.
- MERO Roberto, *Contraderrota. Montoneros y la revolución perdida. Conversaciones con Juan Gelman*, Buenos Aires, Sudamericana, collection « Biografías y Testimonios », 2014. Première édition : 1988.
- MOLER Emilce, *La larga noche de los lápices. Relatos de una sobreviviente*, prologue de Martín Granovsky, Buenos Aires, Marea Editorial, 2020.
- MORELLI María, *Leyendas contemporáneas de un triste lugar*, Buenos Aires, Ediciones boabab, 2001.
- MORELLO Raúl, *Fuera de foco. Amor tenaz bajo tortura. Autografía desde la militancia social de los 70*, Buenos Aires, Editora Patria Grande, 2010.
- OBIOLS Guillermo, *La memoria del soldado. Campo de Mayo (1976-1977)*, presentación de Gonzalo de Amézola, introduction de Juan Ruibal, Buenos Aires, EUDEBA, 2003.
- PARTNOY Alicia, *La Escuelita. Relatos testimoniales*, prologue de Osvaldo Bayer, Buenos Aires, Editorial La Bohemia, 2011.
- PERNAS MARTINO Graciela, *Pájaros rojos, poemas*, prologue de Ayelén Oliva, La Plata, Editorial de la Universidad Nacional de La Plata, 2008.
- RAMÍREZ Ana Julia et MARBILHAÁ Margarita (eds.), *Memorias del BIM: biografías. Las víctimas de la Fuerza de Tareas 5 en La Plata, Berisso y Ensenada*, 2ème édition révisée et augmentée, La Plata, Universidad Nacional de La Plata-Facultad de Humanidades et Ciencias de la Educación, collection Memorias del BIM, 2019. Un travail d'équipe, avec la collaboration de survivants, de familles et d'amis, rassemble 120 biographies de victimes du FT5, qui opérait dans la zone du Bataillon d'infanterie de marine n° 5 (BIM). Première édition : 2015.
- RAMUS Susana Jorgelina, *Sueños sobrevivientes de una montonera*, prologue de Horacio González, Buenos Aires, Colihue, 2000.
- ROBLES Miguel, *La búsqueda. Charlie Moore, el testimonio que desnudó el aparato represor del siniestro D2, la « Gestapo cordobesa »*, Buenos Aires, Sudamericana, 2016.
- ROMANO SUEDE Susana, *Pour mémoire (Argentine 1976-1983)*, éd. bilingue, trad. de Anne-Charlotte Chasset et Dominique Jacques Minnegher, Paris, des femmes-Antoinette Fouque, 2017. Première édition : *Procedimiento. Memoria de La Perla y La Ribera*, Córdoba, El Emporio Libros, 2007.
- SALISCHIKER Saúl F., *Des-aparecido*, Buenos Aires, Libros del Zorzal, 2019.
- SCHULMAN José Ernesto, *Los laberintos de la memoria. Relatos de la lucha contra la dictadura y la impunidad*, prologue de Rubén Naranjo, Rosario, Manuel Suárez Editor, 2002.
- SCHULMAN José Ernesto, *Un vaso de agua*, prologue Fabiana Rousseaux, Buenos Aires, Edition d'auteur, 2014.

STREJILEVICH Nora, *El arte de no olvidar. Literatura testimonial en Chile, Argentina y Uruguay entre los 80 y los 90*, Buenos Aires, Catálogos, 2006.

STREJILEVICH Nora, *El lugar del testigo. Escritura y memoria (Uruguay, Chile y Argentina)*, Santiago, LOM Ediciones, 2019.

STREJILEVICH Nora, *Un día, allá por el fin del mundo*, Santiago, LOM Ediciones, 2019.

STREJILEVICH Nora, *Una sola muerte numerosa*, prologue de Edurne Portela, Madrid, Editorial Sitara, 2018.

TAMBURRINI Claudio M., *Pase libre. La fuga de la Mansión Seré*, Buenos Aires, Ediciones Continente, 2002.

TAVANI Eduardo (dir.), *Ex Centro Clandestino de Detención, Tortura y Exterminio « Olimpo »*, 2ème édition, Buenos Aires, Instituto Espacio para la Memoria, 2012.

TIMERMAN Jacobo, *El caso Camps, punto inicial. Preso sin nombre, celda sin número*, Barcelona-Caracas-Buenos Aires, 2ème édition, El Cid Editor, 1982. Première édition : 1982. Edition en français : *Mémoires d'un « disparu »*, trad. De Benito Pelegrin, Paris, Éditions Mazarine, 1981. Edition en anglais : *Prisoner without a name, cell without a number*, trad. De Toby Talbot, New York, Penguin Books, 1981.

URSO Norberto Pedro, *Mansión Seré, un vuelo hacia el horror*, Buenos Aires, Ediciones de la Memoria, 2002.

UZIN OLLEROS Angelina, *Genealogía del recuerdo (Hacer aparecer las siluetas)*, prologue Eduardo Jozami, Goya, Corrientes, Arandu, 2015.

VALES José, *Ricardo Cavallo. Genocidio y corrupción en América Latina*, Buenos Aires, Grupo Editorial Norma, 2003.

VILLANI Mario et REATI Fernando, *Desaparecido: memorias de un cautiverio. Club Atlético, El Banco, El Olimpo, Pozo de Quilmes y ESMA*, prologue Eugenio Raúl Zaffaroni, Buenos Aires, Editorial Biblos, 2011.

WATTS Jorge Federico, *Memoria del infierno. Relato testimonial de un sobreviviente del Centro Clandestino de Detención El Vesubio*, Buenos Aires, Ediciones Continente, 2009.

## CHILI

AA.VV, *Una experiencia para no olvidar. Casa de tortura José Domingo Cañas 1367*, introduction de Ángel Cabeza Monteiro, Corporación José Domingo Cañas 1367, 2003.

BITAR Sergio, *Isla 10*, 6ème édition, Santiago, Pehuén Editores, 1989.

CODEPU (Equipo de Salud Mental de Denuncia, Investigación y Tratamiento del torturado y su núcleo familiar), *Chile: Recuerdos de la guerra. Valdivia. Neltume. Chihuío. Liquiñe*, Santiago, CODEPU, 1997.

DE ARTEAGOBEITÍA Rodrigo (dir.), *Parque de la Paz Villa Grimaldi. Una deuda con nosotros mismos*, Santiago, Ministerio de Vivienda y Urbanismo, sin fecha.

ESPAÑA Aristóteles, *Dawson. Poemas escritos en el Campo de Concentración de Isla Dawson, septiembre 1973-septiembre 1974*, prologue de Jorge Narváez, Santiago, Editorial Bruguera, collection « Documentos », 1987.

FLORES DURÁN Jorge J., *Londres 38 (Un número desaparecido)*, Illapel, Chile, Editorial AUCO, 2003.

GEMBALLA Gero, *Colonia Dignidad*, Santiago, Ediciones CESOC, 1990. Première édition en allemand : *Colonia Dignidad. Ein deutsches Lager in Chile*, 1988.

LAWNER Miguel, *Isla Dawson, Ritoque, Tres Álamos... La vida a pesar de todo*, Santiago, LOM Ediciones, 2003.

MARIN MILLIE Gladys, *Regreso a la Esperanza. Derrota de la « Operación Cóndor »*. *Documentos, testimonios y entrevista*, prologue de Pedro Lemebel, Santiago, Ediciones ICAL, 1999.

MERINO VEGA Marcia Alejandra, *Mi verdad: « Más allá del horror, yo acuso... »*, Santiago de Chile, Edition d'auteur, 1993.

MONTEALEGRE ITURRA, Jorge, *Frazadas del Estadio Nacional*, prologue de Armando Uribe, Santiago, LOM Ediciones, collection « Septiembre », 2003.

PALMA SALAMANCA Ricardo, *El gran rescate. Desflorando al viento*, 9ème édition, Santiago, LOM Ediciones, collection « Septiembre », 1998.

VALDÉS Hernán, *Tejas verdes. Diario de un Campo de Concentración en Chile*, prologue de Manuel Antonio Garretón M., Santiago, LOM Ediciones, collection « Septiembre », 1996. Première édition : Editorial Ariel, Esplugues de Llobregat, 1974. Deuxième édition : Barcelona, Editorial LAIA, 1978.

VERDUGO Patricia (ed.), *Chile 1973. « Así lo viví yo... »*, prologue de Jaime Hales, Santiago, Universidad Nacional Andrés Bello, collection « Cuadernos universitarios », 1994.

## **URUGUAY (survivants des prisons)**

AA.VV, *De la desmemoria al desolvido*, Montevideo, Taller Vivencias de ex presas políticas, collection « Memorias para armar », Montevideo, 2002.

AA.VV, *Memorias para armar, 1. ¿Quién se portó mal? Selección de testimonios coordinados por el Taller de Género y Memoria-ex Presas Políticas*, Montevideo, Editorial Senda, 2002.

AA.VV, *Memorias para armar, 2. Selección de testimonios coordinados por el Taller de Género y Memoria-ex Presas Políticas*, Montevideo, Editorial Senda, 2003.

AA.VV, *Memorias para armar, 3. Selección de testimonios coordinados por el Taller de Género y Memoria-ex Presas Políticas*, Montevideo, Editorial Senda, 2003.

AA.VV, *Palabras cruzadas*, Montevideo, Editorial Senda-Taller de Género y Memoria-ex Presas políticas, collection « Memorias para armar », Montevideo, 2001.

DE LEÓN Walter, *El sentido de las proporciones. Cuentos*, Montevideo, Edition d'auteur, s/d.

FERNÁNDEZ HUIDOBRO Eleuterio et ROSENCOF Mauricio, *Memorias del calabozo*, prologue de Eduardo Galeano, Montevideo, Ediciones de la Banda Oriental, 2006. Première édition : 1988.

GONZÁLEZ BERMEJO Ernesto, *Las manos en el fuego*, Montevideo, Ediciones de la Banda Oriental-Grupo editor, s/d.

MASCI Luis (dir.), *Las palabras olvidadas*, Montevideo, Taller Ex Presar, 2017.

PHILLIPPS-TREBY Walter et TISCORNIA Jorge, *Vivir en libertad*, Montevideo, Ediciones de la Banda Oriental, 2003.

## ESPAGNE

De GUZMAN Eduardo, *El año de la victoria. Testimonio de los campos de concentración franquistas*, prologue de Manuel Blanco Chivite, Madrid, El Garaje Ediciones, 2008.

GALPARSORO Etxahun, *Bilbao en Mauthausen. Memorias de supervivencia de un deportado vasco*, prologue de Benito Bermejo, Barcelone, Crítica, 2020.

MATA MAESO Ignacio, *Mauthausen. Memorias de Alfonso Maeso, un republicano español en el holocausto*, prologue de Jordi Évole, Barcelone, Crítica, 2020. Première édition : 2016.

VIVES I CLAVÉ Pere, *Lettres des camps de concentration*, prologue de Agustí Bartra, traduction de Bernard Sicot, Perpignan, Edition mare nostrum, 2013.

## Mémoires et essais de militantisme et de prison

AA.VV, *Del otro lado de la mirilla. Olvidos y Memorias de ex Presos Políticos de Coronda. 1974-1979. Obra colectiva testimonial*, prologue de Adolfo Pérez Esquivel, Santa Fe, El Periscopio, 2003.

AA.VV, *La risa no se rinde. Humor como resistencia*, prologue de Norma Barbagelata, Paraná, Colectivo « Humor como resistencia », 2010.

AA.VV, *Nosotras, presas políticas. Obra colectiva de 112 prisioneras políticas entre 1974 y 1983*, Buenos Aires, Nuestra América, 2006. Réimpressions : 2006, 2008 et 2012. Le livre est accompagné d'un CD contenant : cinq cents lettres écrites depuis la prison, transcrites à partir de l'original ; le document « Normas y Procedimientos carcelarios impuestos a presos por razones políticas : de 1974 a 1983 » par Carlos Guillermo Suárez Mason, Major Général, Commandant Z1 ; et des photos de la prison de Villa Devoto.

AMBORT Gladys, *Algo se quebró en mí. De cómo terminó mi adolescencia en una celda de castigo. Relato de una presa política bajo la dictadura cívico-militar argentina*, prologue de Osvaldo Bayer, 2ème édition, Buenos Aires, Ediciones Continente, 2012. Première édition : 2011.



- BAZÁN Avelino, *El por qué de mi lucha. 30 años en la vida gremial del pueblo Aguilaeño*, Buenos Aires, Presidencia de la Nación, collection « Memoria en movimiento, voces, imágenes, testimonios », 2011.
- BENASAYAG Miguel et SORRIBES VACA Francisco, *Transferts. Argentine, écrits de prison et d'exil*, trad. Michel Rovere, Paris, La Découverte/Maspero, 1983.
- BENASAYAG Miguel, *Abécédaire de l'engagement*, Paris, Bayard, 2004.
- BENASAYAG Miguel, *Le mythe de l'individu*, trad. Anne Weinfeld, Paris, La Découverte, 2004.
- BENASAYAG Miguel, *Malgré tout. Contes à voix basse des prisons argentines*, trad. de A. Toussaint, préface David Rousset, Paris, François Maspero, 1980.
- BENASAYAG Miguel, *Parcours. Engagement et résistance, une vie*, entretiens avec Anne Dufourmantelle, Paris, Calmann-Lévy, 2001.
- BERNETTI Jorge Luis et GIARDINELLI Mempo, *México: el exilio que hemos vivido. Memoria del exilio argentino en México durante la dictadura 1976-1982*, prologue de Ernesto López, Bernal, Universidad Nacional de Quilmes, collection « Política, Economía y Sociedad », 2003.
- CESARONI Claudia (coord.), *Masacre en el Pabellón Séptimo*, Buenos Aires, Tren en Movimiento, 2015.
- D'ANDREA MOHR José Luis, *Memoria De(v)ida*, Buenos Aires, Ediciones Colihue, 1999. Édition accompagnée d'un CD-ROM contenant des témoignages, des documents et des informations croisées sur les « desaparecidos » et les « desaparecedores ».
- DE IPOLA Emilio, *Ser preso político en los años setenta. Memoria sociológica de la vida en las cárceles de la dictadura*, Buenos Aires, Siglo XXI Editores, 2021.
- EL KADRI Eniar et RULLI Jorge, *Diálogos en el exilio*, prologue de Fermín Chávez, Buenos Aires, Editorial Foro Sur, collection « Testimonios », 1984.
- ENZ Daniel, *Rebeldes y ejecutores. Historias de militancia, violencia y represión en Entre Ríos en la década del 70*, prologue de Jorge Riani, 2ème édition corrigée et augmentée, Paraná, Edition d'auteur, 2008. Première édition : 1995.
- GARAÑO Santiago et PERTOT Werner, *Detenidos-aparecidos. Presas y presos políticos desde Trelew a la dictadura*, prologue de Pilar Calveiro, épilogue de Alcira Daroqui, Buenos Aires, Editorial Biblos, collection « Latitud Sur », 2007.
- GARRAZA, Ana María, *Las esquinas de la vida*, San Luis, Editorial de la Universidad Nacional de San Luis, 2005.
- GILES Jorge, *Siempre fueron libres. Cartas de presos políticos a las Madres de Plaza de Mayo (1979-1994)*, prologues de Hebe de Bonafini et Florencia Saintout, introduction de Ana María Sabio, La Plata, EDULP, 2018.
- GORINI Ulises et CASTELNOVO Oscar, *Lilí, presa política. Reportaje desde la cárcel*, Buenos Aires, Editorial Antarca, 1986.
- GUILLARD Amandine (comp.), *Palabras en fuga. Poemas carcelarios y concentracionarios de la dictadura argentina*, Córdoba, Alción Editora, 2016.
- JOZAMI Eduardo, *2922 días. Memorias de un preso de la dictadura*, Buenos Aires, Sudamericana, 2014.

- KAUFAM Félix et SCHMERKIN Carlos, *La colombe entravée. Récits de prison. Argentine 1975-1979 (édition bilingüe)*, trad. Jean-Pierre Tailleur et Annie Escoda, Paris, Tiempo Editions, 2004.
- KOZAMEH Alicia, *Pasos bajo el agua. Cuentos*, Buenos Aires, Editorial Contrapunto, 1987.
- LA LOPRE (LO PRETE Graciela), *Memorias de una presa política. 1975-1979*, prologue de Cristina Feijóo, épilogue de María Moreno, Buenos Aires, Grupo Editorial Norma, 2006. Deuxième édition : Buenos Aires, Ed. Paso de lo libres, 2017. Une introduction de Virginia Feinmann est incorporée.
- LISCANO Carlos, *Le fourgon des fous, récit*, trad. de Jean-Marie Saint-Lu, Paris, Belfond, 2006. Première édition : *El furgón de los locos*, Montevideo, Planeta, 2001.
- MANEIRO María, *Como el árbol talado. Memorias del genocidio en La Plata, Berisso y Ensenada*, La Plata, Ediciones Al Margen, 2005.
- NARI Marcela M. A. et FABRE Andrea M. (comp.), *Voces de mujeres encarceladas*, Buenos Aires, Catálogo, 2000.
- PAOLETTI Mario, *Memorias de un renegado. Historias de la cárcel. Y del exilio. Y del desexilio*, Bernal, Editorial de la Universidad Nacional de Quilmes, collection « Textos y lecturas en ciencias sociales », 2021
- PITTUELLI Daniel Esteban, *Ni olvido ni perdón. Diario de un prisionero político*, Unquillo, Córdoba, Narvaja Editor, 2004. Première édition : *Né oblio né perdono*, Torino, Italia, EGA Editore, 2003. Troisième édition, avec un prologue de Nora Cortiñas et Quique Pesoa, Buenos Aires, Editorial Marat, 2019.
- SAMOJEDNY Carlos, *Psicología y dialéctica del represor y el reprimido. Experiencias en la unidad carcelaria 6 Rawson*, prologue de Fray Antonio Puigjané, Buenos Aires, Roblanco, 1986. Deuxième édition : *Rawson (1974-1984). Testimonios de la unidad penitenciaria n° 6. Psicología y dialéctica del represor y el reprimido*, Rosario, Puño y letra, 2014.
- SILLATO María del Carmen, *Diálogos de amor contra el silencio. Memorias de prisión, sueños de libertad (Rosario-Buenos Aires, 1977 a 1981)*, con la participación de Chary Sillato, 2ème édition, Córdoba, Alción Editora, 2013. Première édition : 2006.
- TAIANA Jorge, *El país que quiero. Conversaciones con Horacio González*, Buenos Aires, Colihue, 2015.
- TORO Isabel Norma, *Prisioneras políticas. Estrategias de resistencia*, Buenos Aires, SB Editorial, 2021.
- VASQUES Ana et ARAUJO Ana María, *Exils latino-américains. La malédiction d'Ulysse*, Paris, Editions L'Harmattan, collection « Migrations et changements », 1988.
- VOLPE Miriam L., *Geografías de exilio: Mario Benedetti*, Montevideo, Ediciones La Gotera, collection « Hermes Criollo », 2004.
- ZAMORANO Carlos M., *Prisionero político. Testimonio sobre las cárceles políticas argentinas*, prologue de Gilles Bataillon, Buenos Aires, Ediciones Estudio, 1984.

## Camps de concentration. Répression. Disparition

AA.VV, *Desaparecidos. El movimiento sindical uruguayo ante el tema de los ciudadanos uruguayos secuestrados-desaparecidos en Argentina. La coordinación represiva*, Montevideo, Editorial Espacio, 1998. Documento presentado por el PIT/CNT el 16 de marzo de 1998 ante el juzgado de instrucción n° 5 de la Audiencia Nacional de Espala a cargo del juez Baltazar Garzón.

AA.VV, *La desaparición forzada como crimen de Lesa Humanidad. El « Nunca más » y la comunidad internacional. Instrumentos jurídicos internacionales para la prevención y contra la impunidad*, prologue de Mons. Jorge Novak (Obispo de Quilmes), Buenos Aires, Edición Paz Producciones, 1989. Actas del coloquio organizado por el Grupo de Iniciativa para una Convención contra las Desapariciones Forzadas de Personas, Buenos Aires del 10-13 octubre 1988.

AA.VV, *La desaparición. Crimen contra la humanidad*, prologue de Raúl Aragón, Buenos Aires, Edición de la Asamblea Permanente por los Derechos Humanos, 1987. Actas de las jornadas sobre el tratamiento jurídico de la desaparición forzada de personas organizadas por el Grupo de Iniciativa para una Convención contra las Desapariciones Forzadas de Personas, Buenos Aires, 24-25 mars 1987.

AGEITOS Stella Maris, *Historia de la impunidad. De las actas de Videla a los indultos de Menem*, prologue de Osvaldo Bayer, épilogue de Rafael Bielsa, Buenos Aires, Adriana Hidalgo editora, 2002.

ALMIRÓN Fernando, *Campo santo. Los asesinatos del ejército en Campo de Mayo. Testimonios del ex-sargento Víctor Ibáñez*, Buenos Aires, Editorial 21, 1999.

BIANCHI Silvia (dir.), « *El Pozo* » (*ex Servicio de Informaciones*). *Un centro clandestino de detención, desaparición, tortura y muerte de personas de la ciudad de Rosario, Argentina. Antropología política del pasado reciente*, Rosario, Prohistoria Ediciones, 2008.

HALAC Gabriela, *Visitas a La Perla. Ensayo sobre lo que no desaparece*, Córdoba, Ediciones Documenta-Escénicas, 2016.

IZAGUIRRE Inés, *Los desaparecidos: recuperación de una identidad expropiada*, Buenos Aires, Centro Editor de América Latina-Instituto de Investigaciones de la Facultad de Ciencias Sociales de la Universidad de Buenos Aires, 1994.

JOUBE Edmond (dir.), *Un tribunal pour les peuples*, avant-propos de Julio Cortázar, prologue de François Rigaux, postface de Linda Bimbi et Gianni Tognoni, París, Berger-Levrault, collection « Mondes en devenir », 1983.

MIGNONE Emilio F et CONTE Mc DONNELL Augusto, *Estrategia represiva de la dictadura militar*, presentación de Rodolfo Mattarollo, Buenos Aires, Ediciones Colihue, 2006. Includ « Negación del olvido » de Julio Cortázar. Textes du colloque de Paris sur la politique de disparition forcée des personnes. Sénat et Chambre des Députés français, 31 janvier-1er février 1981.

PONCE Ana María, *Poemas*, prologue de Néstor Carlos Kirchner, Buenos Aires, s/éditeur, 2004.

PAOLETTI Alipio, *Como los nazis, como en Vietnam. Los campos de concentración en Argentina*, prologue de Hebe P. de Bonafini, Buenos Aires, Edición Cañón Oxidado, s/d.

ROBIN Marie-Monique, *Escuadrones de la muerte. La escuela francesa*, Buenos Aires, Sudamericana, 2005.

SEOANA María et RUIZ NÚÑEZ Héctor, *La noche de los lápices*, Buenos Aires, Penguin-Random House, 2011.

VERBITSKY Horacio, *Medio siglo de proclamas militares*, Buenos Aires, Editora/12, collection « Presente », 1988.

## Mémoire et études sur l'exil

DUTRÉNIT BIELOUS Silvina (coord.), *El Uruguay del exilio. Gente, circunstancias, escenarios*, Montevideo, Ediciones Trilce, 2006.

FRANCO Marina, *El exilio. Argentinos en Francia durante la dictadura*, Buenos Aires, Siglo XXI editores, collection « Historia y cultura, serie El pasado presente », 2008.

GABETTA Carlos, *Todos somos subversivos*, prologue de Osvaldo Soriano, Buenos Aires, Editorial Brujuna, 1983. Première édition en français : *Argentine: Le Diable dans le soleil*, M. Jullian, 1979.

GELMAN Juan et BAYER Osvaldo, *Exilio*, Buenos Aires, Planeta, 2006.

GOMEZ Albino, *Exilios (Porqué volvieron)*, Rosario-Buenos Aires, Homo Sapiens Ediciones/Editorial TEA, 1999.

JENSEN Silvina, *Los exiliados. La lucha por los derechos humanos durante la dictadura militar*, Buenos Aires, Editorial Sudamericana, collection « Nudos de la historia », 2010.

MATTAROLLO Rodolfo, *Otros tiempos. Relatos. Poemas. Testimonios*, ilustrado por Miguel Ángel Bustos, Buenos Aires, Colihue, 2013.

PERCERO Daniel, HELFGOT Marcelo et DULCE Diego, *La Argentina exiliada*, Buenos Aires, Centro Editor de América Latina, collection « Biblioteca Política », 1985.

ULANOVSKY Carlos. *Seamos felices, mientras estamos aquí. Crónicas de exilio*, prologue de Cecilia González, Buenos Aires, Marea Editorial, 2018. Première édition : Buenos Aires, Ediciones de la Pluma, 1983. Deuxième édition : Buenos Aires, Sudamericana, 2001.

YANKELEVICH Pablo (comp.), *Represión y destierro. Itinerarios del exilio argentino*, La Plata, Ediciones Al Margen, 2004.

YANKELEVICH Pablo et JENSEN Silvina (comp.), *Exilios. Destinos y experiencias bajo la dictadura militar*, Buenos Aires, Libros del Zorzal, 2007.

YANKELEVICH Pablo, *Ráfagas de un exilio. Argentinos en México, 1974-1983*, 2da. edición, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica-El Colegio de México, 2010. Première édition, México, El Colegio de México, 2009.

## Témoignages de militaires et de répresseurs / Ecrits sur les répresseurs

### Les « autres » perspectives

ASOCIACIÓN MADRES DE PLAZA DE MAYO, *Massera. El genocida*, prologue de Osvaldo Bayer, Buenos Aires, Editorial La Página, sin fecha.

BALZA Martín, *Dejo constancia. Memorias de un general argentino*, Buenos Aires, Planeta, 2001.

CAMPS Ramón J. A., *Caso Timerman. Punto final*, Buenos Aires, Tribuna Abierta, 1982.

CAMPS Ramón J. A., *El poder en la sombra. El affaire Graiver*, Buenos Aires, RO.CA producciones, 1983.

ETCHECOLATZ Miguel Angel, *La otra campana del Nunca Mas*, Argentina, édition d'auteur, s/f (circa 1989).

GASULLA Luis, *El negocio de los derechos humanos. Humildes estafados, progres engañados, trampas y corrupción: los verdaderos sueños compartidos entre el gobierno y las organizaciones de DDHH*, 3ème édition, Buenos Aires, Sudamericana, 2013.

GENOUD Diego et PISONI Carlos, *Patti: manual del buen torturador*, Buenos Aires, CELS (Centro de Estudios Legales y Sociales), 1999.

LABRUNE Noemí, *Buscados. Represores del Alto Valle y Neuquén*, prologue de Jaime de Navares (Obispo de Neuquén), Neuquén-Buenos Aires, Asamblea Permanente por los Derechos Humanos, delegación Neuquén/CEAL, 1988.

MANFRONI Carlos A. et VILLARRUEL Victoria E., *Los otros muertos. Las víctimas civiles del terrorismo guerrillero de los 70*, Buenos Aires, Sudamericana, 2014.

MARQUES Nicolás, *La otra parte de la verdad. La respuesta a los que han ocultado y deformado la verdad histórica sobre la década del '70 y el terrorismo*, prologue de Florencio Varela, Buenos Aires, Edition d'Auteur, 2004.

MASSERA Emilio E., *El camino a la democracia*, Buenos Aires, El Cid Editor, 1979.

MIRANDA Sebastián, *Cronología del Terror en la Argentina. Los ataques de la Guerrilla. Historia de la guerra contra el terrorismo en la Argentina*, vol. II, Buenos Aires, Editorial Buen Combate, 2014.

MONTOVIO Ismael G., *Derechos humanos y terrorismo*, Buenos Aires, Ediciones Depalma, collection « Humanismo y terror », 1980.

ROJAS Guillermo, *30.000 Desaparecidos. Realidad, Mito y Dogma. Historia verdadera y manipulación ideológica*, prologue de Antonio Caponnetto, Buenos Aires, Editorial Santiago Apóstol, 2003.

SCILINGO Adolfo Francisco, *¡Por siempre nunca más!*, Buenos Aires, Edition d'Auteur-Editorial del Plata, s/d.

SEOANA María et MULEIRO Vicente, *El dictador. La historia secreta y pública de Jorge Rafael Videla. Edición definitiva*, Buenos Aires, Penguin-Random House, 2016. Première édition : 2001.

SEOANA María et MULEIRO Vicente, *El Dictador. La historia secreta y pública de Jorge Rafael Videla*, 2ème édition, Buenos Aires, Sudamericana, 2001.

VERBITSKY Horacio, *El vuelo*, 2ème édition, Buenos Aires, Planeta, 1995.

VIOLA Roberto et VIDELA Jorge Rafael, *Conferencia de prensa*, Buenos Aires, Diario *La Nación* del 20 de abril de 1977.

## RÉFÉRENCES THÉORIQUES

### AMÉRIQUE LATINE

AA.VV, *¿Hubo dos terrorismos?*, prologue de Pedro Cazes Camarero, Buenos Aires, Ediciones Reencuentro, 1986.

AA.VV, *El archivo y el testimonio. III Encuentro Regional de Archivos y Derechos Humanos*, Buenos Aires, Memoria Abierta, septiembre 2009.

AA.VV, *La propuesta de la Multipartidaria*, Buenos Aires, El Cid Editor-Fundación para la Democracia en Argentina, collection « Propuestas », 1982.

AGUILA Gabriela, « Violencia política, represión y terrorismo de estado: a propósito de algunas conceptualizaciones para definir el accionar represivo en la historia reciente argentina », en Patricia Flier (comp.), *Mesas de debate de las VII jornadas de trabajo sobre historia reciente*, La Plata, FAHCE, s/d.

AGUILA Gabriela, LUCIANI Laura, SEMINARA Luciana et VIANO Cristina (comps.), *La historia reciente en Argentina. Balances de una historiografía pionera en América Latina*, Buenos Aires, Ediciones Imago Mundi, collection « Bitácora Argentina », 2018.

ALONSO Luciano, *Qué digan dónde están. Una historia de los derechos humanos en Argentina*, Buenos Aires, Prometeo, 2022.

AMORIN Carlos, *Sara y Simón, historia de un encuentro*, 2ème édition, Nordan Comunidad et Ediciones de Brecha, 2002.

ANGUITA Eduardo, *Sano juicio. Baltasar Garzón, algunos sobrevivientes y la lucha contra la impunidad en Latinoamérica*, Buenos Aires, Editorial Sudamericana, 2001.

AYALA Mario, « 'Reaparecer en el exilio': experiencias de militantes argentinos sobrevivientes de desaparición forzada en Venezuela (1979-1984) », Niterói, *Tempo*, vol. 25, N° 2, mai-août, 2019.

BACCI Claudia et OBERTI Alejandra, « Sobre el testimonio: una introducción », en dossier « Testimonio: debates y desafíos desde América Latina », en *Clepsidra. Revista interdisciplinaria de Estudios sobre Memoria*, n° 1, Buenos Aires, mars 2014.

BACCI Claudia, OBERTI Alejandra et SKURA Susana (ed.), *Testimonio y archivo. Metodología de Memoria Abierta*, Buenos Aires, Memoria Abierta, 2011.

- BACCI Claudia, OBERTI Alejandra et SKURA Susana, « La vitalidad del testimonio. Acerca de la experiencia del Archivo Oral en Memoria Abierta, *C&P*, No. 3, Bucaramanga, décembre 2012, pp. 34-48.
- BENADIBA Laura, *Historia oral, relatos y memorias*, Ituzaingó, Maipuche, 2007.
- BIAGINI Hugo E. et OVIEDO Gerardo (dir.), *El pensamiento alternativo en la Argentina contemporánea*, tomo III (« Derechos humanos, resistencia, emancipación (1960-2015) »), Buenos Aires, Editorial Biblos, 2016.
- BISQUERT Jorgelina et LVOVICH Daniel, *La cambiante memoria de la dictadura. Discursos sociales y legitimidad democrática*, Buenos Aires, Biblioteca Nacional/UNGS, 2008.
- BONALDI Pablo, « Hijos de desaparecidos. Entre la construcción de la política y la construcción de la memoria », en Elizabeth Jelín et Diego Sempol, (comps.), *El pasado en el futuro: los movimientos juveniles*, Buenos Aires. Siglo XXI Editores, 2006.
- BOUSQUET Jean-Pierre, *Las locas de la Plaza de Mayo*, 2da ed., Buenos Aires, El Cid, 1983. Première édition : 1982.
- BRUNO Ángel (comp.), *Los derechos humanos en democracia*, Buenos Aires, Centro Editor de América Latina, 1985.
- CARNOVALE Vera, « Aportes y problemas de los testimonios en la reconstrucción del pasado reciente en Argentina », en Marina Franco et Florencia Levín (comp.), *Historia reciente. Perspectivas y desafíos para un campo en construcción*, Buenos Aires, Paidós, 2007.
- CENTRO DE ESTUDIOS LATINOAMERICANOS, *Cuando la magia tomó el poder*, Buenos Aires, El Cid Editores, 1984. Première édition : 1978, Universidad Autónoma de México.
- CIRIZA Alejandra, Genealogías feministas, radicalización política e izquierdas en la Argentina de los años 70, *Revista Nomadías*, No. 29, décembre 2020, pp. 181-209.
- COLOMBO Pamela, *Espacios de desaparición. Vivir e imaginar los lugares de la violencia estatal (Tucumán, 1975-1983)*, Buenos Aires, Miño y Dávila, 2017.
- CORTAZAR Julio, *Una maquinación diabólica: las desapariciones forzadas*, Comisión independiente sobre cuestiones humanitarias internacionales (CICHI) Naciones Unidas, 1983.
- CRENZEL Emilio, *Historia política del Nunca Más*, Buenos Aires, Siglo XXI Editores, 2008.
- CROCCO Natalia, SCHNEIDER Ludmila et SILVEIRA Malena, « La palabra de los sobrevivientes en el proceso de elaboración del genocidio argentino (1975-1983) », Buenos Aires, revue *Tela de juicio. Debates en torno a las prácticas sociales genocidas*. 2, 2015.
- D'ANTONIO Débora, *La prisión en los años 70. Historia género y política*, prologue de Patricia Funes, Buenos Aires, Editorial Biblos, collection « Ciudadanía e inclusión », 2016.
- DA SILVA CATELA Ludmila, *No habrá flores en la tumba del pasado. La experiencia de reconstrucción del mundo de los familiares de desaparecidos*, La Plata, Ediciones Al Margen, 2001.

DALEO Graciela, « Escenarios del testigo », en *Entramados*, Barcelona, Asociación Argentina contra la Impunidad, 2012, p. 93-115.

DAVIAUD Sophie (dir.), *Amérique Latine. De la violence politique à la défense des droits de l'homme*, Paris, L'Harmattan, 2012.

DELGADO Osvaldo L. (comp.), *Consecuencias subjetivas del terrorismo de estado*, prologues de Adolfo Pérez Esquivel et María Roqueta, Buenos Aires, Grama Ediciones, 2015.

DI MEGLIO Estefanía, « El derecho a la palabra. El testimonio en el Juicio por la Verdad en Mar del Plata, Argentina », Buenos Aires, *Estudios de Derecho*, N° 164, juillet-décembre 2017.

DOMINGUEZ Fabián, *Los aviones negros. La dictadura en las costas del Tuyú*, Buenos Aires, Editorial Las cuarenta, 2017.

DUHALDE Eduardo Luis, « El estado terrorista: elementos para su caracterización crisis democrática y métodos terroristas » en *Terrorismo de estado. Efectos psicológicos en los niños*, Movimiento solidario de salud mental - Familiares de detenidos y desaparecidos por razones políticas, Buenos Aires, Paidós, 1987.

DUHALDE Eduardo Luis, « El ex detenido-desaparecido como testigo de los juicios por crímenes de lesa humanidad: una aproximación al tema », en Eduardo Luis Duhalde, Fabiana Rousseaux et Carlos Rozanski, *El ex detenido-desaparecido como testigo de los juicios por crímenes de lesa humanidad*, Buenos Aires, Fundación Eduardo Luis Duhalde, 2015.

DUHALDE Eduardo Luis, *El estado terrorista argentino*, Barcelona, Argos Vergara, 1983.

DÜRR Christian, *Memorias incómodas. El dispositivo de la desaparición y el testimonio de los sobrevivientes de los Centros Clandestinos de Detención, Tortura y Exterminio*, prologue de Daniel Feierstein et épilogue de Graciela Daleo, Temperley, Tren en Movimiento, 2017.

FEIERSTEIN Daniel (comp.), *Terrorismo de Estado y genocidio en América Latina*, Buenos Aires, Prometeo Libros-EDUNTREF-PNUD (Programa Naciones Unidas para el Desarrollo), 2009

FEIERSTEIN Daniel, *Cinco estudios sobre genocidio*, Buenos Aires, Acervo Cultural, 1997.

FEIERSTEIN Daniel, *El genocidio como práctica social. Entre el nazismo y la experiencia argentina. Hacia un análisis del aniquilamiento como reorganizador de las relaciones sociales*, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica, 2011. Première édition : 2007.

FEIERSTEIN Daniel, *Introducción a los estudios sobre genocidio*, Buenos Aires, Fondo de cultura económica, 2016.

FEIERSTEIN, Daniel, « Genocidio. Del concepto al caso argentino », en *Puentes*, N° 18, Buenos Aires, octubre 2006.

FELD Claudia et FRANCO Marina (ed.), *Democracia, hora cero. Actores, políticas y debates en los inicios de la posdictadura*, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica, 2015.



FELD Claudia et MESSINA Luciana, « En torno a la palabra testimonial de los sobrevivientes: testigos legitimados y denegados de los centros clandestinos de detención en Argentina », en *Tramas*, n° 41, Buenos Aires, 2014, pp. 43-77.

FELD Claudia et STITES MOR Claudia (comp.), *El pasado que miramos. Memoria e imagen ante la historia reciente*, prologue de Andreas Huyssen, Buenos Aires, Paidós, 2009.

FELD Claudia, *Del estrado a la pantalla: las imágenes del Juicio a los ex Comandantes en Argentina*, Madrid, Siglo XXI Editores, 2002.

FORCINITO Ana. *Los umbrales del testimonio. Entre las narraciones de los sobrevivientes y las señas de la posdictadura*. Madrid, Iberoamericana, 2012.

FRANCO Marina et FELD Claudia (dir.), *ESMA. Represión y poder en el centro clandestino de detención más emblemático de la última dictadura argentina*, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica, 2022.

FRANCO Marina et LEVÍN Florencia (comps.), *Historia reciente. Perspectivas y desafíos para un campo en construcción*, Buenos Aires, Paidós, collection « Espacios del Saber », 2007.

FRANCO Marina, *Un enemigo para la nación. Orden interno, violencia y « subversión », 1973-1976*, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica, 2012.

FUNARI Pedro Paulo A. et ZARANKIN Andrés (comp.), *Arqueología de la represión y la resistencia en América Latina. 1960-1980*, Córdoba, Encuentro Grupo Editor-Universidad Nacional de Catamarca, collection « Contextos humanos », 2006.

FUNES Patricia, « El Archivo de la Dirección de Inteligencia de la Policía de la Provincia de Buenos Aires. Medio siglo de represión », en *Puentes*, año 4, N° 11, mayo de 2004.

GARCIA CASTRO Antonia, « Le sociologue face à l'intrigue » en *Où sont-ils ? Comprendre une intrigue. La permanence des disparus dans le champs politique chilien : enjeux mémoriels, enjeux de pouvoir (1973-2000)*, Paris, Thèse de doctorat en Sociologie de l'EHESS sous la direction de Marie-Claire Lavabre, 2001.

GONZÁLEZ BOMBAL Inés, « 'Nunca más'. El juicio más allá de los estrados », en Carlos Hugo Acuña *et al*, *Juicio, castigos y memorias. Derechos humanos y justicia en la política argentina*, Buenos Aires, Nueva Visión, 1995.

GONZÁLEZ TIZÓN Rodrigo, « 'Cada voz que se alce puede salvar una vida en Argentina'. La producción testimonial de los sobrevivientes de los Centros Clandestinos de Detención en el marco de la Comisión Argentina por los Derechos Humanos », en *Papeles de Trabajo*, vol. 10, n° 17, Buenos Aires, IADES-UNSAM, 2016, pp. 162-183.

GORINI Ulises, *La rebelión de las Madres. Historia de las Madres de Plaza de Mayo*. Tomo I (1976-1983), Buenos Aires, Norma, 2006.

GRASSI Luciano et SONDERÉGUER María (dir.), *Arqueología del terrorismo de Estado en el partido de Quilmes*, presentación de Mario E. Lozano, Bernal, Editorial Universidad Nacional de Quilmes, 2016.

GUGLIELMUCCI Ana, *La consagración de la memoria. Una etnografía acerca de la institucionalización del recuerdo sobre los crímenes del terrorismo de Estado en la Argentina*, Buenos Aires, Antropofagia, 2013.

HILB Claudia, SALAZAR Philippe-Joseph et MARTÍN Lucas G. (eds.), *Les humanidad. Argentina y Sudáfrica: reflexiones después del mal*, Buenos Aires, Katz Editores, 2014.

IGAL Diego. *Humo®. Nacimiento, auge y caída de la revista que superó apenas la mediocridad general*, prologue de Hugo Paredero, Buenos Aires, Marea Editorial, 2013.

INSUA Myrna, « Pablo entre la tierra y el río. Políticas públicas de la memoria en el Río de la Plata », en Sergio Delgado y Enrique Fernández Domingo (ed.), *El río y la ciudad, Cuadernos LIRICO*, 18, 2018. <https://journals.openedition.org/lirico/6070>

IZAGUIRRE Inés, *Los desaparecidos: recuperación de una identidad expropiada*, Buenos Aires, Instituto de Investigaciones, Facultad de Ciencias Sociales, UBA, Cuadernos N°9, 1992.

JELIN Elisabeth et VINYES Ricard, *Cómo será el pasado. Una conversación sobre el giro memorial*, Buenos Aires, Ned Ediciones, 2021.

JELIN Elisabeth, « Las múltiples temporalidades del testimonio: el pasado vivido y sus legados presentes », *Clepsidra, Revista interdisciplinaria de Estudios sobre Memoria*, No 1, marzo 2014, pp. 141-163.

JELIN Elisabeth, *Los trabajos de la memoria*, España, Siglo XXI, collection « Memorias de la represión », 2002.

JEMIO Ana, *Tras las huellas del terror. El operativo independencia y el comienzo del genocidio en Argentina*, Buenos Aires, Prometeo, 2021.

KORDON Diana et al, *Efectos psicológicos de la represión política*, Buenos Aires: Sudamericana, 1986.

LAMPASONA Julieta, « (Re)apariciones: los sobrevivientes salen a la escena pública », *Revista Mexicana de Sociología*, vol. 82, N° 3, Ciudad de México, juillet-septembre 2020, <https://doi.org/10.22201/iis.01882503p.2020.3.58499>

LAMPASONA Julieta, « La temporalidad del testimonio. Inscripciones y registros temporales en los relatos acerca de la experiencia concentracionaria », en *IX Jornadas de Sociología de la UBA*, Facultad de Ciencias Sociales, Buenos Aires, 8-12 août 2011. <https://cdsa.aacademica.org/000-034/175.pdf>

LANZIOTTA Sofía I. et CASTRO FEIJÓO Lucía, *Justicia y Dictadura. Operadores del plan cívico-militar en Argentina*, prologue de Stella Calloni, Buenos Aires, Ediciones del Centro Cultural de la Cooperación Floreal Gorini, 2014.

LASTRA Soledad, « ¿Víctimas de primera o de segunda categoría? La compleja construcción social de una 'jerarquía de las víctimas' en la Argentina posdictadura (1983-1987) », *Páginas*, año 11, No 27, septiembre-diciembre 2019.

LONGONI Ana, *Traiciones. La figura del traidor en los relatos acerca de los sobrevivientes de la represión*, Buenos Aires, Grupo Editorial Norma, 2007.

MAGNOTA Fabián, *El lugar perfecto. Dictadura: vuelos de la muerte y desaparecidos en el delta entrerriano (1976-1980)*, prologue Norberto N. Bugallo, Buenos Aires, Ediciones Cinco, 2013.

MÁNTARAS Mirta, *Genocidio en la Argentina*, Buenos Aires, Edition d'Auteur, 2005.

MARIANI Ana et GÓMEZ JACOBO Alejo, *La Perla. Historia y testimonios de un campo de concentración*, Buenos Aires, Aguilar, 2012.

- MARTORELL Francisco, *Operación Cóndor. El vuelo de la muerte*. Santiago de Chile, LOM, 1999.
- MATTAROLLO Rodolfo, *Noche y niebla y otros escritos sobre derechos humanos. Dibujos de León Ferrari*, Buenos Aires, le Monde diplomatique, Capital intelectual, 2010.
- MESSINA Luciana, « Reflexiones en torno a la práctica testimonial sobre la experiencia concentracionaria en Argentina ». *Sociedad y Economía*, N° 23, Buenos Aires, 2012, pp. 37. 58. <http://www.scielo.org.co/pdf/soec/n23/n23a03.pdf>
- MIGNONE Emilio Fermín et CONTE MC DONNELL Augusto, *Estrategia represiva de la dictadura militar; la doctrina del paralelismo global*. Buenos Aires, COLIHUE, 2006.
- MIGUEL Lucas, « Juicios por la verdad. Grietas en la impunidad », en *Puentes*, año 6, n° 17, abril 2006.
- MIRA Guillermo et PEDROSA Fernando (coord.), *Extendiendo los límites. Nuevas agendas en historia reciente*, Buenos Aires, EUDEBA-Ediciones Universidad Salamanca, 2016.
- NOVARO Marcos et PALERMO Vicente, *La dictadura militar 1976/1983. Del golpe de Estado a la restauración democrática*, Buenos Aires, Paidós, 2003.
- O'DONNELL Guillermo, *El estado burocrático autoritario 1966-1973*, Buenos Aires, Editorial Belgrano, 1981.
- PITTALUGA Roberto, « Mirada sobre el pasado reciente argentino. Las escrituras en torno a la militancia setentista », en Marina Franco et Florencia Levín, (comp.), *Historia reciente. Perspectivas y desafíos para un campo en construcción*, Buenos Aires, Paidós, 2007.
- POLLACK Michael, *Memoria, olvido, silencio. La producción social de identidades frente a situaciones límite*, La Plata, Ediciones al Margen, 2006.
- PONTORIERO Esteban, « Excepcionalidad jurídica y contrainsurgencia: claves para pensar la racionalidad militar en los inicios del terror de Estado en la Argentina (1973-1976) », en *Páginas. Revista digital de la Escuela de Historia*, año 9, n°19, Rosario, Universidad Nacional de Rosario, janvier-avril 2017.
- PORTELLI Alessandro *HISTORIA ORAL, DIÁLOGO Y GÉNEROS NARRATIVOS*, en Anuario No 26 Escuela de Historia Revista Digital No 5 Facultad de Humanidades y Artes UNR, 2014 <https://core.ac.uk/download/pdf/61707041.pdf>. Consulté en janvier 2021.
- PORTELLI Alessandro, « Lo que hace diferente a la historia oral », en Dora Schwarztein, *La historia oral*, Buenos Aires, CEAL, 1991.
- PORTELLI Alessandro, *La memoria e Historias orales, narración, imaginación, dialogo*, La Plata-Rosario, Universidad Nacional de La Plata-Protohistoria Ediciones, 2016.
- RAMA Cristian, « La re-vinculación como problemática del *proceso de reaparición* de los sobrevivientes de los centros clandestinos de detención en Buenos Aires », *Revista de Historia*, N° 18, noviembre 2017, pp. 73-101 Departamento de Historia, Facultad de Humanidades, Universidad Nacional del Comahue. <http://revela.uncoma.edu.ar/index.php/historia/article/view/1769/html>. Consulté en abril 2022.

RAMA Cristian, « Trabajos para la Memoria: reflexiones de sobrevivientes de los CCD en Argentina durante los años de impunidad, breve historia de los primeros seminarios de la AEDD », ponencia presentada en el *IX Seminario Internacional Políticas de la Memoria*, Buenos Aires, 3-5 noviembre 2016 [http://conti.derhuman.jus.gov.ar/2016/11/seminario/mesa\\_29/rama\\_mesa\\_29.pdf](http://conti.derhuman.jus.gov.ar/2016/11/seminario/mesa_29/rama_mesa_29.pdf). Consulté en décembre 2021.

REATI Fernando et SIMON Paula, *Filosofía de la incomunicación. Las cartas clandestinas de la Unidad Penitenciaria 1 durante la dictadura (Córdoba, 1976-1979)*, Villa María, EDUVIM, 2021.

RODRÍGUEZ MOLAS Ricardo, *Historia de la tortura y el orden represivo en la Argentina*, Buenos Aires, Eudeba, 1985.

ROMERO Luis Alberto, « Las raíces de la dictadura », en *Puentes*, Año 1, N° 3, mars 2001.

ROMERO Luis Alberto, « Recuerdos del Proceso, imágenes de la Democracia: luces y sombras en las políticas de memoria », conferencia en el *Primer Coloquio Historia y Memoria: perspectivas para el abordaje del pasado reciente*, La Plata Facultad de Humanidades y Ciencias de la Educación, Universidad Nacional de La Plata, 2002.

ROSSO Laura, *Quilmes, la Brigada que fue Pozo*, Bernal, Editorial Universidad Nacional de Quilmes, 2017.

ROUQUIÉ Alain, *Poder militar y sociedad política en la Argentina 1943-1973*, vol. 2, Buenos Aires, Emecé, 1978.

SIGAL Silvia, « La polémica sobre el genocidio », en *Puentes*, Año 2, N° 5, octubre 2001.

SILLATO María del Carmen (coord.), *Huellas. Memorias de resistencia (Argentina 1974-1983)*, San Luis, Editorial universitaria de la Universidad Nacional de San Luis, 2008.

SOMIGLIANA Maco et OLMO Darío, *¿Qué significa identificar?* en « *Sitios de memoria: experiencias y desafíos Cuaderno I* », Córdoba, Red Federal de Sitios de Memoria. Sin datos.

SONDERÉGUER María et KAUFAM Alejandro (comps.), *Memoria y derechos humanos. Continuidades, vigencias y presente del « Nunca más »*, Bernal, Universidad Nacional de Quilmes, collection Derecho Humanos, 2016.

SOUSA SANTOS (de) Boventura, *En el taller del sociólogo artesano*, sélection et édition de María Paula Meneses et Carolina Peixoto, traduction de Alex Tarradellas, Madrid, Ediciones Morata, 2020. Première édition : 2018.

SOUSA SANTOS (de) Boventura, *Justicia entre Saberes: Epistemologías del Sur contra el epistemicidio*, 2da ed, traduction de Roc Filella, Madrid, Ediciones Morata, 2020. Première édition : 2017.

TAHIR Nadia, *Argentine Mémoires de la dictature*, Rennes, PUR, 2015.

TELLO WEISS Mariana, « Una vara con qué medirnos: una lectura antropológica sobre los sentidos de la transgresión y la ‘traición’ en las memorias sobre la militancia en ‘los 70’ », en *Contenciosa*, año II, número 3, deuxième semestre 2014, <https://doi.org/10.14409/contenciosa.v0i3.5076>

TOLENTINO Marcos, « ‘Porque sabemos la verdad, tenemos memoria, exigimos justicia’: la trayectoria de la Asociación de Ex Detenidos-Desaparecidos (1984-2014) »,

Ponencia presentada en el *IX Seminario Internacional Políticas de la Memoria*, Buenos Aires, 3-5 de noviembre, 2016. [http://conti.derhuman.jus.gov.ar/2016/11/seminario/ mesa\\_29/](http://conti.derhuman.jus.gov.ar/2016/11/seminario/ mesa_29/) Tolentino

TRAVERSO Enzo, *El totalitarismo, historia de un debate*, Buenos Aires, EUDEBA, 2001.

TURNER Víctor, *La selva de los símbolos. Aspectos del ritual Ndembu*, México, Siglo XXI, 1999. Première édition : 1967.

VAZQUEZ Enrique, *El osario de la rebeldía. Campo de Mayo, de Roca a los Kirchner*, Buenos Aires, Planeta, 2015.

VEZZETTI Hugo, « El testimonio en la formación de la memoria social » en Cecilia Vallina (ed.), *La crítica del testimonio*, Rosario, Beatriz Viterbo Editora, 2009, pp. 23-33.

VEZZETTI Hugo, *Pasado y presente. Guerra, dictadura y sociedad en la Argentina*, Buenos Aires: Siglo XXI Editores, 2002.

VEZZETTI Hugo, *Sobre la violencia revolucionaria. Memorias y olvidos*, Buenos Aires, Siglo XXI Editores, 2009.

VIDAL DE BATTINI Berta E, *Cuentos y leyendas populares de la Argentina*, tomo VIII, Buenos Aires, Ediciones Culturales Argentinas, 1984.

## ESPAGNE

AGUILAR FERNÁNDEZ Paloma et PAYNE Ligh A., *El resurgir del pasado en España. Fosos de víctimas y verdugos*, trad. de Jesús Cuéllar Menezo, Madrid, Taurus, 2018. Titre original : *Revealing New Truths about Spain's Violent Past*.

HERNÁNDEZ DE MIGUEL Carlos, *Los campos de concentración de Franco. Sometimiento, torturas y muerte tras las alambradas*, Barcelona, Penguin Random House, 2019.

MORENO GÓMEZ Francisco, *Los desaparecidos de Franco. Un estudio factual y teórico en el contexto de los crímenes internacionales y las comisiones de la verdad*, Madrid, Editorial alpuerto, 2016.

SÁNCHEZ ZAPATERO Javier, *Escribir el horror*, España, Montesinos, 2010.

SILVA Emilio et MACÍAS Santiago, *Les fosses du franquisme*, trad. et prologue de Patrick Pépin Paris, Calmann-Lévy, 2006. Première édition : *Las fosas de Franco*, Madrid, Ediciones Temas de Hoy, 2003.

## Documents, témoignages et théorie générale

AGAMBEM Giorgio, *Estado de excepción*, Buenos Aires, Adriana Hidalgo, 2003.

ALVAREZ Mónica G., *Amor y horror Nazi. Historias reales en los campos de concentración*, Barcelona, Ediciones Luciérnaga, 2018.

AMÉRY Jean, *Par-delà le crime et le châtement. Essai pour surmonter l'insurmontable*, traduction de Françoise Wuilmar, Arles, Actes Sud, 1977. Première édition : 1966.

ARENDT Hanna, *De la historia a la acción*, introduction de Manuel Cruz, traduction de Fina Birulés, Barcelone, Ediciones Paidós-ICE de la Universidad Autónoma de Barcelona, 1995.

ARENDT Hanna, *Humanité et Terreur*, trad. Françoise Bouillot, Paris, Payot, 2017.

ARENDT Hanna, *La nature du totalitarisme*, traduction et prologue de Michelle-Irene B. de Launay, Paris, Payot, 1996.

AUGÉ Marc, *Dios como objeto. Símbolos-cuerpos-materias-palabras*, Barcelona, Gedisa, 1996. (*Le dieu objet*, Paris, Flammarion, collection, « Nouvelle Bibliothèque Scientifique », 1988).

AUGE Marc, *Hacia una antropología de los mundos contemporáneos*, Barcelona, Gedisa, 1995. (*Pour une anthropologie des mondes contemporains*, Paris, Flammarion, 1997).

AZULAY TAPIERO Marilda e ISRAËL GARZON Estrella, « Du silence au témoignage. Moments et récits de deux femmes victimes de la déportation: Violeta Friedman et Denise Holstein », en Béatrice Fleury et Jacques Walter (dir.), *Carrières de témoins de conflits contemporains (1). Les témoins interactifs*, Lorraine, PUN-EDULOR, Actes 20, 2013.

BARTHES Roland, *Le degré zéro de l'écriture*, Editions du Seuil, Paris, 1972.

BENJAMIN Walter, *Sur le concept d'histoire*, préface de Patrick Boucheron, traduction de Olivier Mannoni, Paris, Payot, 2013.

BENOIST Jean-Marie, « Facetas de la identidad », en Claude Lévi-Strauss (dir.), *La identidad*, traduction de Beatriz Dorriots, Madrid, Ediciones Petrel, 1981. (*L'identité*, séminaire dirigé par Claude Lévi-Strauss, Paris, Grasset et Fasquelle, 1977).

BERIDA François, "Dans les ténèbres du III<sup>e</sup> Reich : Nuit et brouillard", en Amnesty International, *Les disparitions*, Paris, Babel, 1994, pp 76-87.

BOURDIEU Pierre et PASSERON Jean-Claude, *La reproduction. Eléments pour une théorie du système d'enseignement*, Paris, Les éditions de Minuit, 1970.

BOURDIEU Pierre, *La distinción*, Madrid, Taurus, 1999.

BOURDIEU Pierre, *La Misère du monde*, Paris, Seuil, 2007.

BRAUN Sam, *Personne ne m'aurait cru, alors je me suis tu*, Paris, Magnard, 2018.

BUTLER Judith, *Humain, inhumain. Le travail critique des normes. Entretiens*, trad. de Jérôme Vidal et Christiane Vivier, Paris, Editions Amsterdam, 2005.

- CEFAÏ Daniel, *L'engagement ethnographique*, Paris, Éditions EHESS, collection «En temps & lieux», 2010.
- CHAKRAVORTY SPIVAK Gayatri, *Les subalternes peuvent-elles parler?*, traduction de Jérôme Vidal, Paris, Éditions Amsterdam, 2020. Première édition : 1988.
- CHAUMONT Jean-Michel, *La concurrence des victimes. Génocide, identité, reconnaissance*, Paris, Éditions La découverte, 1997.
- CONTE MAC DONELL Augusto, LABRUNE Noemí et MIGNONE Emilio Fermín, *El secuestro como método de detención*, Buenos Aires, CELS, publicación sin fecha (presumiblementement 1983), transcription et mise en ligne en <https://www.cels.org.ar/common/documentos/elsecuestro.pdf>, dernière consultation : décembre 2019.
- DAMIANI Carola, *Les victimes. Violences publiques et crimes privés*, Paris, Bayard, 1997.
- DE WIND Eddy, *Terminus Auschwitz. Journal d'un survivant*, Paris, Michel Laffon, 2020.
- DELBO Charlotte, *Mesure de nos jours, Auschwitz et après*, Paris, Éditions de minuit, 1971.
- DELORY-MOMBERGER Christine (dir.), *Vocabulaire des Histoires de Vie et de la Recherche Biographique*, Toulouse, Éditions éres, 2019.
- DERRIDA Jacques, *Espectros de Marx*, trad. de J. M. Alarcón et C. de Peretti, Madrid, Trotta, 1995. (*Spectres de Marx*, Paris, Editions Galilée, 2006).
- DESBOIS Patrick (Père), *La Shoa par balles, la mort en plein jour*, Paris, Pion, 2019.
- DESBOIS Patrick (Père), *Porteur des mémoires*, Paris, Champs Histoire, 2009.
- DESCAMPS Florence, *L'historien, l'archiviste et le magnetophone. De la constitution de la source orale à son exploitation*, Paris, Comité pour l'Histoire Economique et Financière de la France, 2001,
- DUBAR Claude, *La crise des identités. L'interprétation d'une mutation*, France, Le lien social-PUF, 2000.
- DUBET François, *Sociologie de l'expérience*, Paris, Seuil, 1994.
- ELIAS Norbert, *Engagement et distanciation*, trad. de Michèle Hulin, avant-propos de Roger Chartier, Paris Fayard, 1996.
- ERNER Guillaume, *La société des victimes*, Paris, La découverte, 2006.
- FLEURY Béatrice et WALTER Jacques (dir.), *Carrières de témoins de conflits contemporains (1). Les témoins interactifs*, Lorraine, PUN-EDULOR, Actes 20, 2013.
- FLEURY Béatrice et WALTER Jacques (dir.), *Carrières de témoins de conflits contemporains (2). Les témoins consacrés, les témoins oubliés*, Lorraine, PUN-EDULOR, Actes 20, 2013.
- FLEURY Béatrice et WALTER Jacques (dir.), *Carrières de témoins de conflits contemporains. 3. Les témoins réflexifs, les témoins pollinisateurs*, Lorraine, PUN, 2015.
- GARZÓN ROGÉ Mariana (coord.), *Historia pragmática. Una perspectiva sobre la acción, el contexto y las fuentes*, Buenos Aires, Prometeo Libros, 2017.

- GOFFMAN Erving, *La presentación de la persona en la vida cotidiana*, traduction de Hildegarden B. Torres Perrén et Flora Setaro, Buenos Aires, Amorrortu editores, 1997. Première édition en anglais : (*The Presentation of Self in Everyday Life*) 1959.
- HALBWACHS Maurice, *Les cadres sociaux de la mémoire*, Paris, Albain Michel, 1996.
- HIGELÉ Jean-Pascal et JACQUOT Lionel (dir.), *Engagement et sciences sociales. Histoires, paradigmes et formes d'engagement*, Nancy, Presses Universitaires de Nancy-Éditions Universitaire de Lorraine, collection « Salariat et transformations sociales », 2017.
- HIRSCH Marianne, *Marcos familiares, fotografía, narrativa y posmemoria*, traduction de Irene Depetris Chauvin, Buenos Aires, Prometeo Libros, collection « Imagen e Historia », 2021.
- HOLSTEIN Denise, *Je ne vous oublierai jamais, mes enfants d'Auschwitz...* Paris, Édition N°1, 2017.
- HOLSTEIN Denise, *Le Manuscrit de Cayeux-sur-Mer. Juillet-août 1945*, Paris, Fondation pour la mémoire de la Shoah, 2008.
- JOUHAUD Christian, RIBARD Dinah et SCHAPIRA Nicolas, *Histoire, Littérature, Témoignage. Écrire les malheurs du temps*, Paris, Gallimard, collection « Folio Histoire », 2009.
- JOUTARD Philippe, *Esas voces que nos llegan del pasado*, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica, 1999. Première édition en espagnol.
- JOUTARD Philippe, *La légende des Camisards. Une sensibilité au passé*, Gallimard, Paris 1977.
- JURGENSON Luba, *L'experiencia concentrationnaire est-elle indicible ?*, Paris, Éditions du Rocher, 2003.
- KOLINKA Ginette et DANA Philippe, *Une famille française dans l'histoire*, Paris, Kero, 2016.
- KOLINKA Ginette et RUGGIERI Marion, *Ginette Kolinka, survivante du camp de Birkenau*, Paris, Rageot, 2020. Texte intégral de *Retour à Birkenau*, pour la première fois dans l'ordre chronologique, accompagné d'un dossier de documents, de lettres, d'un glossaire et de questions d'adolescents.
- KOLINKA Ginette et RUGGIERI Marion, *Retour à Birkenau de Ginette Kolinka*, Paris, Grasset, 2019.
- LE BOT Yvon, "Introduction", en AA.VV, *L'enfer guatémaltèque 1960-1996. Le rapport de la Commission « Reconstitution de la mémoire historique »*, Paris, Karthala, 2002, pp. 4-22.
- LEMKIN Rafaël, *Qu'est-ce qu'un génocide ?*, prologue de Jean-Louis Panné, Paris, Éditions du Rocher, 2007.
- LEVI Primo, *Les naufragés et les rescapés. Quarante ans après Auschwitz*, traduction de André Maugé, Paris, Gallimard, 1986.
- LINDEPERG Sylvie et WIEVIORKA Annette, *Univers concentrationnaire et génocide. Voir, savoir, comprendre*, Paris, Mille et une nuit, 2008.
- MILLET Maria Louise et MICHAUD Ginette (comp.), *Derrida*, Paris, L'Herme, 2004.



- MUSSETTA Pierre, « Souvenirs de la maison des morts. Auschwitz camp d'extermination », en *Combat de la résistance à la révolution*, jueves 7 septembre 1944.
- NAHUM Sophie, *Les derniers. Rencontres avec les survivants des camps de concentration*, Paris, Alisio, collection « Témoignages et Documents », 2020.
- NAMER Gérard, *Halbwachs et la mémoire sociale*, Paris, L'Harmattan, 2000.
- NOIRIEL Gérard, *Introduction à la socio-histoire*, Paris, La Découverte, collection « Repères », 2018.
- PESCHANSKI Denis (dir.), *Mémoire et mémorialisation. Volume 1. De l'absence à la représentation*, Paris, Hermann Editeurs, 2013.
- PESCHANSKI Denis et SION Brigitte (dir.), *La vérité du témoin*, Paris, INA-Hermann, 2018.
- PESCHANSKI Denis et SION Brigitte (dir.), *Mémoire et mémorialisation. Volume 2. La vérité du témoin*, Préface de Laurent Vallet, Paris, Hermann Editeurs, 2013.
- PIPET Linda, *La notion d'indicible dans la littérature des camps de la mort*, Paris, L'Harmattan, 2000.
- PORTELLI Alessandro, *La orden ya fue ejecutada: Roma, las fosas ardeatinas*, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica, 2004.
- PORTELLI Alessandro, *Storie Orali. Racconto, immaginazione, dialogo*. Roma, Donzelli Editore, 2017.
- RICŒUR Paul, *Soi-même comme un autre*, Paris, Éditions du Seuil, 1990.
- RICOEUR Paul, *Temps et récit, 1. L'intrigue et le récit historique*, Paris, Seuil, Points, 1983.
- RICOEUR Paul, *Temps et récit, 2. La configuration dans le récit de fiction*. Paris, Seuil, Points, 1984.
- RICOEUR Paul, *Temps et récit, 3. Le temps raconté*, Paris, Seuil, Points, 1985.
- ROUSSET David, *L'univers concentrationnaire*, Paris, Pluriel, 1998.
- ROUSSET David, *La fraternité de nos ruines. Ecrits sur la violence concentrationnaire 1945-1970*, Paris, Fayard Historia, 2016.
- ROUSSET David, *Les jours de notre mort*, Paris, Ramsay, 1988.
- ROUSSO Henry et CONAN Éric, *Vichy, un passé qui ne passe pas*, Paris, Gallimard, Folio histoire, 1994.
- ROUSSO Henry, *Face au passé*, Paris, Belin, 2016.
- SCHÜTZ Alfred, *Essai sur le monde ordinaire*, préface et traduction de Thierry Blin, Paris, Le Félin Poche, 2010.
- TAIEB Karen, *Je vous écris d'Auschwitz. Les lettres retrouvées*, prologue de Ivan Jablonka, Paris, Éditions Tallandier, 2021.
- TODOROV Zvetan, *Los abusos de la memoria*, Madrid, Paidós, 2008.
- TRAVERSO Enzo, *El totalitarismo. Historia de un debate*, traduction de Maximiliano Gurian, Buenos Aires, Eudeba, collection Libros del Rojas, 2001.

TRAVERSO Enzo, *La historia como campo de batalla. Interpretar las violencias del siglo XX*, traduction de Laura Fóllica, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica, 2016.

VEYNE Paul, *Comment on écrit l'histoire*, Paris, Seuil, 2015.

WIESEL Elie et SEMPRUN Jorge, *Se taire est impossible*, Paris, Arte éditions, 1995. Transcripción de *Entretien entre Elie Wiesel et Jorge Semprun*, un programme de Klaus Wenger et Laurent Andres, ARTE, 1er mars 1995, à l'occasion du 50e anniversaire de la libération des camps.

WIEVIORKA Annette, *Déportation et génocide. Entre la mémoire et l'oubli*, Paris, Plon, 1992.

WIEVIORKA Annette, *L'Ère du témoin*, Paris, Plon, 1998.

WINGEATE PIKE David, *Dos fotografías en Mauthausen. Antonio García y Francesc Boix*, traduction de Silvia Ribelles de la Vega, A Coruña, Ediciones del Viento, 2018.

ZIZEK Slavoj, « La identidad y sus vicisitudes: la 'lógica de la esencia' de Hegel como una teoría de la ideología », en *Cuadernos de investigación de la Sociedad Filosófica de Buenos Aires*, Buenos Aires, Al Margen, 1996, pp 181-243.

## Associations et organisations de défense des droits humains

### Histoires de vie

LOVAISA Nicolás, *La huida de Horacio Maggio* en <http://papelitos.com.ar/nota/la-huida-de-horacio-nariz-maggio-de-la-esma>, Sitio consultado en diciembre de 2019.

### Webgraphie générale

KOCHEN Sara, *Sara Méndez* documental, Argentina, 2020.

<https://ladiaria.com.uy/cultura/articulo/2020/8/un-documental-recoge-el-periplo-de-sara-mendez-para-encontrar-a-su-hijo/> et

<https://vimeo.com/user41810908/download/404402103/3152df0221>

ARCHIVO MUNICIPAL DE LA MEMORIA COLECTIVA Y POPULAR, *Informe: terrorismo de Estado en Avellaneda* en <https://www.mda.gob.ar/gobierno/secretaria-de-derechos-humanos/terrorismo-de-estado-en-avellaneda/>. Consulté en décembre 2019.

DE CONCEPTOS <https://deconceptos.com/ciencias-naturales/espectro>. Consulté en décembre 2019.

EDUCALINGO. *Aparecido* [en línea]. Disponible en <<https://educalingo.com/es/dic-es/aparecido>>. Consulté en décembre 2019.

EDUCALINGO. *Superviviente* [en línea] . Disponible en <<https://educalingo.com/es/dic-es/superviviente>>. Consulté en décembre 2019.

PAGINA 12 (sin firma), *Eduardo Jozami asume en Derechos Humanos del Ministerio de Defensa* en <https://www.pagina12.com.ar/242374-eduardo-jozami-asume-en-derechos-humanos-del-ministerio-de-d>: Consulté en janvier 2020.

PASSERON Jean-Claude, »Biographies, flux, trajectoires », *Enquête* [En ligne], 5 | 1989, mis en ligne le 27 juin 2013, consulté le 28 décembre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/enquete/77> ; DOI : 10.4000/enquete.77.

RAE, *Espectro. Diccionario de la lengua española*, 23.<sup>a</sup> ed., [versión 23.3 en línea]. <<https://dle.rae.es>> [décembre 2019].

RAE. *Superviviente. Diccionario de la lengua española*, 23.<sup>a</sup> ed., [versión 23.3 en línea]. <<https://dle.rae.es>> [décembre 2019].

HOLOCAUSTENCYCLOPEDIA, *Les marches de la mort*, <https://encyclopedia.ushmm.org/content/fr/article/death-marches>. Consulté en février 2020.

ÁLVAREZ BRAVO PAULO *La historia oral es un arte de la escucha. Entrevista a Alessandro Portelli*, en « KAMCHATKA 9 », juillet 2017 <https://ojs.uv.es/index.php/kamchatka/article/view/10561/9844/> Consulté en janvier 2021.

## VIDEOGRAPHIE GÉNÉRALE

CRUZ DE MONTEROS, Margarita, Fragmento del reportaje "El reino de Caín", 1986, <https://www.youtube.com/watch?v=NqrTsYKqD0o>. Consulté en décembre 2019.

ESPACIO MEMORIA Y DERECHOS HUMANOS EX ESMA, *Pozo de Vargas, Conquistas de la memoria*, <https://www.youtube.com/watch?v=XWc3HIBcKA8>. Consulté en janvier 2020.

ESPACIO MEMORIA Y DERECHOS HUMANOS EX ESMA, *La visita de las cinco octubre de 2018. Horacio Domingo Maggio* <https://www.youtube.com/watch?v=HG2B5D5YloE>. Consulté en décembre 2019.

MAGGIO Horacio, *Trailer documental "El Pájaro Voló", sobre Horacio Maggio (ESMA)* [https://www.youtube.com/watch?v=nk08R\\_ThN3o](https://www.youtube.com/watch?v=nk08R_ThN3o). Consulté en décembre 2019.

MAGGIO Horacio, *Ex-ESMA. Retratos de una recuperación: Horacio "Nariz" Maggio* - Canal Encuentro HD <https://www.youtube.com/watch?v=y15vvTD8fYA> Consulté en décembre 2019.

VILLANI Mario César, interview *El reino de Caín*, 1986. <https://www.youtube.com/wa>. Consulté en décembre 2019.

## DOCUMENTS

### Rapports Droits Humains

AA.VV, *Condenados. Documento histórico. Primer Juicio a Genocidas en Córdoba. 27 de Mayo 2008-24 de julio 2008*, Córdoba, H.I.J.O.S. Regional Córdoba, 2008.

AA.VV, *El libro de los Juicios. Anexo Memoria 2010*, editorial de Ana María Careaga, Buenos Aires, Instituto Espacio para la Memoria, 2010.

AA.VV, *El libro del juicio. Testimonios. Hablan los sobrevivientes. Secuestros. Torturas. Violaciones. Asesinatos. Campos de concentración*, Buenos Aires, Editorial Testigo, 1985.

AA.VV, *Informe final de la Comisión Provincial de Derechos Humanos, 1984*, La Rioja, Cámara de Diputados de la provincia de La Rioja-Editorial Cafure, 2006.

AMMESTY INTERNATIONAL, *Les «disparus». Rapport sur une nouvelle technique de répression*, Paris, Seuil, Politique, 1981.

AMMESTY INTERNATIONAL, *Les disparitions*, Paris, Babel, 1994.

ANÓNIMO, *Uruguay. Seguridad nacional y cárceles políticas*, Madrid, IEPALA (Instituto de Estudios para América Latina y África) editores, 1984. Dans l'introduction s'indique : « Los firmantes del material informativo han comparecido y/o están dispuesto a hacerlo ante organismos internacionales para presentar su testimonio. Sólo la situación política uruguaya nos obliga actualmente a silenciar su identidad »

ARCHIVO NACIONAL DE LA MEMORIA, *Investigar en el Archivo, Dossier de investigación*, C.A.D.H.U (Comisión Argentina de Derechos Humanos), Ministerio de Justicia y Derechos Humanos, diciembre de 2021.

C.A.D.H.U (Comisión Argentina de Derechos Humanos), *Argentina: proceso al genocidio*, Madrid, Elías Querejeta Editores, 1977.

C.A.D.H.U (Comisión Argentina de Derechos Humanos), *Investigar en el Archivo, Dossier de investigación*, Archivo Nacional de la Memoria, Ministerio de Justicia y Derechos Humanos, diciembre de 2021.

C.A.D.H.U. « Testimonio de sobrevivientes del Genocidio en Argentina », octubre de 1979. Disponible en <http://www.ruinasdigitales.com/revistas/ddhh/1980%20-%20CADHU%20-%20Testimonio%20del%20Genocidio.pdf> (última fecha de consulta: 2022).

C.A.D.H.U.. « Informe del campo de concentración y exterminio 'La Perla' », Madrid, 1980. Disponible en <http://www.ruinasdigitales.com/revistas/ddhh/1980%20-%20Informe%20del%20Campo%20de%20Concentracion%20y%20Exterminio%20La%20Perla.pdf> (última fecha de consulta 2022).

C.A.D.H.U.. « Terrorismo Estado y Secuestros. Testimonio de abogado Martín Tomás Gras sobre su detención ilegal en el campo de concentración y exterminio de la Escuela de Mecánica de la Armada en Buenos Aires, República Argentina », 1981. Disponible en el Archivo Nacional de la Memoria.

CONADEP, *Informe de la Comisión Nacional sobre la desaparición de personas. Nunca Mas*, Buenos Aires, Eudeba, ediciones 1985, 2003, 2006

Documento final de la Junta Militar sobre la Guerra contra la subversión y el terrorismo. Boletín Oficial, 23 de abril de 1983.

Documento leído en el acto de colocación de la piedra fundamental del Monumento a las Víctimas del Terrorismo de Estado. 24 de marzo de 1999.

El expediente del infierno, en Revista Tres Puntos, Año 1 n°50, junio de 1998.

FIDALGO Andrés, *Jujuy, 1966/1983. Violaciones a Derechos Humanos cometidas en el territorio de la provincia o contra personas a ella vinculadas*, Buenos Aires, Ediciones La Rosa Blindada, 2001.

OEA (Organización de los Estados Americanos) et CIDH (Comisión Interamericana de Derechos Humanos), *Informe sobre la situación de los derechos humanos en Argentina*, Washington, mimeo, 1980.

PEREGRINO FERNANDEZ Rodolfo, *Autocrítica policial*, Buenos Aires, El Cid Editor-Fundación para la Democracia en Argentina, collection « Cuadernos para la democracia », 1983.

## **DOCUMENTS ET PUBLICATIONS DES ORGANISATIONS DE DÉFENSE DES DROITS HUMAINS ET DU SOUS-SECRETARIAT AUX DROITS HUMAINS**

ABUELAS DE PLAZA DE MAYO, *Botín de guerra* de Julio E. Nosiglia, Buenos Aires, Abuelas de Plaza de Mayo et Tierra fértil, 1985.

ABUELAS DE PLAZA DE MAYO, *Botín de guerra* de Julio E. Nosiglia, Buenos Aires, Abuelas de Plaza de Mayo et Tierra fértil, 1985.

ABUELAS DE PLAZA DE MAYO, *Filiación, identidad, restitución. 15 años de lucha de Abuelas de Plaza de Mayo*, Buenos Aires, El bloque editorial, 1995.

ABUELAS DE PLAZA DE MAYO, *Filiación, identidad, restitución. 15 años de lucha de Abuelas de Plaza de Mayo*, Buenos Aires, El bloque editorial, 1995.

ABUELAS DE PLAZA DE MAYO, *Niños desaparecidos en la Argentina desde 1976*. Edición Abuelas de Plaza de Mayo. Buenos Aires, 1990. 136 págs.

ABUELAS DE PLAZA DE MAYO, *Niños desaparecidos en la Argentina entre 1976 y 1983*, Buenos Aires, Abuelas de Plaza de Mayo, s/d.

ABUELAS DE PLAZA DE MAYO, *Niños desaparecidos en la Argentina entre 1976 y 1983*, Buenos Aires, Abuelas de Plaza de Mayo, s/d.

ABUELAS DE PLAZA DE MAYO, n° 29, Buenos Aires, août-septembre-octobre 1990.

ABUELAS DE PLAZA DE MAYO, n° 30, Buenos Aires, noviembre-décembre 1990 – janvier-février 1991.

ABUELAS DE PLAZA DE MAYO, n°28, Buenos Aires, mai-juin 1990.

ABUELAS DE PLAZA DE MAYO, n°33, Buenos Aires, décembre 1991.

ABUELAS DE PLAZA DE MAYO, n°35, Buenos Aires, août 1992.

ABUELAS DE PLAZA DE MAYO, *Restitución de niños*. EUDEBA, Buenos Aires, 1997.

AEDD, *¿Porqué sobrevivimos ?* version publiée sur le site web de la Asociación. <http://exdesaparecidos.org/por-que-sobrevivimos/>. Dernière consultation décembre 2019

AEDD, *¿Porqué sobrevivimos ?* versión publicada en la pagina web de la Asociación. <http://exdesaparecidos.org/por-que-sobrevivimos/> Dernière consultation décembre 2019.

AMMESTY INTERNATIONAL, *Les »disparus ». Rapport sur une nouvelle technique de répression*, Paris, Seuil, Politique, 1981.

AMMESTY INTERNATIONAL, *Les disparitions*, Paris, Babel, 1994.

ASAMBLEA PERMANENTE POR LOS DERECHOS HUMANOS (A.P.D.H.), *Los Argentinos no podemos perder el juicio*, Buenos Aires, juillet 1985.

ASOCIACIÓN DE EX DETENIDOS DESAPARECIDOS (AEDD), *Tantas voces, tantas vidas*, año 1, n° 3, Buenos Aires, juin 2001.

ASOCIACION DE EX DETENIDOS DESAPARECIDOS, *20 años AEDD, Agenda comentada 2005*.

ASOCIACION DE EX DETENIDOS DESAPARECIDOS, *Caminos de lucha*, documental 20 años AEDD.

ASOCIACION DE EX DETENIDOS DESAPARECIDOS, *Tantas voces, tantas vidas*. Año 1, N°1, Buenos Aires, octobre 2000.

ASOCIACION DE EX DETENIDOS DESAPARECIDOS, *Tantas voces, tantas vidas*., Año 1, N°2, Buenos Aires, mars 2001.

ASOCIACION DE EX DETENIDOS DESAPARECIDOS, *Tantas voces, tantas vidas*. Año 1, N°3, Buenos Aires, juin 2001.

ASOCIACION DE EX DETENIDOS DESAPARECIDOS, *Tantas voces, tantas vidas*. Año 1, N°4, Buenos Aires, septembre 2001.

ASOCIACION DE EX DETENIDOS DESAPARECIDOS, *Tantas voces, tantas vidas*. Año 1, N°5, Buenos Aires, mai 2002.

ASOCIACION DE EX DETENIDOS DESAPARECIDOS, *Tantas voces, tantas vidas*. Año 2, N°6, Buenos Aires, décembre 2002.

ASOCIACION DE EX DETENIDOS DESAPARECIDOS, *Tantas voces, tantas vidas*. Año 3, N°7, Buenos Aires, mai 2003.

ASOCIACION DE EX DETENIDOS DESAPARECIDOS, *Tantas voces, tantas vidas*. Año 3, N°8, Buenos Aires, décembre 2003.

ASOCIACION DE EX DETENIDOS DESAPARECIDOS, *Tantas voces, tantas vidas*. Año 4, N°9, Buenos Aires, juin 2004.

ASOCIACION DE EX DETENIDOS DESAPARECIDOS, *Tantas voces, tantas vidas*. Año 5, N°10, Buenos Aires, novembre 2004.

ASOCIACION DE EX DETENIDOS DESAPARECIDOS, *Tantas voces, tantas vidas*. Año 6, N°11, Buenos Aires, septembre 2005.

ASOCIACION DE EX DETENIDOS DESAPARECIDOS, *Tantas voces, tantas vidas*. Año 7, N°12, Buenos Aires, mars 2006.

ASOCIACION DE EX DETENIDOS DESAPARECIDOS, *Tantas voces, tantas vidas. ¿Nunca Más? Aparición con vida Ya de Julio López.* Año 7, N°13, Buenos Aires, décembre 2006.

ASOCIACION DE EX DETENIDOS DESAPARECIDOS, *Tantas voces, tantas vidas.* Año 7, N°14, Buenos Aires, juin 2007.

ASOCIACION DE EX DETENIDOS DESAPARECIDOS, *Tantas voces, tantas vidas.* Año 9, N°16, Buenos Aires, décembre 2008.

ASOCIACION DE EX DETENIDOS DESAPARECIDOS, *Tantas voces, tantas vidas.* Año 10, N°17, Buenos Aires, mai 2009.

ASOCIACION DE EX DETENIDOS DESAPARECIDOS, *Tantas voces, tantas vidas.* Año 10, N°18, Buenos Aires, novembre 2009.

ASOCIACION DE EX DETENIDOS DESAPARECIDOS, *Tantas voces, tantas vidas. Hasta la victoria siempre. Compañera Adriana Calvo, presente.* Año 10, N°19, Buenos Aires, mars 2011.

ASOCIACION DE EX DETENIDOS DESAPARECIDOS, *Tantas voces, tantas vidas. Edición especial Julio López.* Año 10, N°20, Buenos Aires, septembre 2011.

ASOCIACION DE EX DETENIDOS DESAPARECIDOS, *Tantas voces, tantas vidas. Enrique Cachito Fukman, Hasta la victoria siempre.* Año 10, N°21, Buenos Aires, novembre, novembre 2016.

ASOCIACIÓN DE EX DETENIDOS DESAPARECIDOS. *Homenaje de justicia.* Buenos Aires, 1999.

ASOCIACIÓN DE EX DETENIDOS DESAPARECIDOS. *Honrar la vida.* Buenos Aires, janvier 1997.

ASOCIACIÓN DE EX DETENIDOS-DESAPARECIDOS. *Boletín.* Buenos Aires, septembre 1997.

ASOCIACIÓN DE EX DETENIDOS DESAPARECIDOS. *Texto de resolución.* s/d.

ASOCIACIÓN DE EX DETENIDOS DESAPARECIDOS. *Acto de presentación. Fines y objetivos. ¿Por qué esta asociación? En qué momento nace. Homenaje a los organismos con vida.* Buenos Aires, 29 octobre 1984.

ASOCIACIÓN DE EX DETENIDOS DESAPARECIDOS. *Comunicado de Prensa.* Buenos Aires, 17 de septiembre de 1984.

ASOCIACIÓN DE EX DETENIDOS DESAPARECIDOS. *Comunicado de Prensa.* Buenos Aires, 5 janvier 1985.

ASOCIACIÓN DE EX DETENIDOS DESAPARECIDOS. *Comunicado de Prensa.* Buenos Aires, 12 juin 1986.

ASOCIACIÓN DE EX DETENIDOS DESAPARECIDOS. *Comunicado de prensa.* Buenos Aires, janvier 1992.

ASOCIACIÓN DE EX DETENIDOS DESAPARECIDOS. *Comunicado de prensa.* Buenos Aires, 8 octobre 1997.

ASOCIACIÓN DE EX DETENIDOS DESAPARECIDOS. *Comunicado de Prensa.* Buenos Aires, 5 mars 1985.

ASOCIACIÓN DE EX DETENIDOS-DESAPARECIDOS. *Boletín*, no 1. Buenos Aires, janvier 1986.

ASOCIACIÓN DE EX DETENIDOS-DESAPARECIDOS. *Boletín*, 1997.

ASOCIACIÓN DE EX DETENIDOS-DESAPARECIDOS. *Comunicado de prensa*. Buenos Aires, 12 juin 1990.

ASOCIACION MADRES DE PLAZA DE MAYO, Année I, n° 1, décembre 1984. Buenos Aires. Buenos Aires. Argentine.

ASOCIACION MADRES DE PLAZA DE MAYO, Année I, n° 4, mars 1985. Buenos Aires. Buenos Aires. Argentine.

ASOCIACION MADRES DE PLAZA DE MAYO, Année I, n° 5, mars 1985. Buenos Aires. Buenos Aires. Argentine.

ASOCIACION MADRES DE PLAZA DE MAYO, Année I, n° 6, mai 1985. Buenos Aires. Buenos Aires. Argentine.

ASOCIACION MADRES DE PLAZA DE MAYO, Année I, n° 9, août 1985. Buenos Aires. Buenos Aires. Argentine.

ASOCIACION MADRES DE PLAZA DE MAYO, Année V, n° 59, novembre 1989. Buenos Aires. Buenos Aires. Argentine.

ASOCIACION MADRES DE PLAZA DE MAYO, Année VI, n° 63, avril 1990. Buenos Aires. Buenos Aires. Argentine.

ASOCIACION MADRES DE PLAZA DE MAYO, Année X, n° 114, décembre 1994. Buenos Aires. Buenos Aires. Argentine.

ASOCIACION MADRES DE PLAZA DE MAYO, Année X, n° 70, novembre 1990. Buenos Aires. Buenos Aires. Argentine.

ASOCIACION MADRES DE PLAZA DE MAYO, Année XI, n° 116, janvier-février 1995. Buenos Aires. Buenos Aires. Argentine.

ASOCIACION MADRES DE PLAZA DE MAYO, Année XI, n° 117, mars 1995. Buenos Aires. Buenos Aires. Argentine.

ASOCIACION MADRES DE PLAZA DE MAYO, Année XI, n° 118, avril 1995. Buenos Aires. Buenos Aires. Argentine.

ASOCIACION MADRES DE PLAZA DE MAYO, Année XI, n° 124, octobre 1995. Buenos Aires. Buenos Aires. Argentine.

ASOCIACION MADRES DE PLAZA DE MAYO, Année XII, n° 126, décembre 1995. Buenos Aires. Buenos Aires. Argentine.

ASOCIACION MADRES DE PLAZA DE MAYO, Année XII, n° 127, janvier-février 1996. Buenos Aires. Buenos Aires. Argentine.

ASOCIACION MADRES DE PLAZA DE MAYO, Année XIII, n° 128, mars 1996. Buenos Aires. Buenos Aires. Argentine.

ASOCIACION MADRES DE PLAZA DE MAYO, Année XIII, n° 138, janvier-février 1997. Buenos Aires. Buenos Aires. Argentine.

ASOCIACION MADRES DE PLAZA DE MAYO, Année XIII, n° 140, avril 1997. Buenos Aires. Buenos Aires. Argentine.



ASOCIACION MADRES DE PLAZA DE MAYO, Année XIV, n° 129, avril 1996. Buenos Aires. Buenos Aires. Argentine.

ASOCIACION MADRES DE PLAZA DE MAYO, Année XIV, n° 156, mars 1998. Buenos Aires. Buenos Aires. Argentine.

ASOCIACION MADRES DE PLAZA DE MAYO, Année XIV, n° 157, octobre 1998. Buenos Aires. Buenos Aires. Argentine.

ASOCIACIÓN MADRES DE PLAZA DE MAYO, Histoire des Mères de la Place de Mai. Asociación MPM. Edition augmentée : Buenos Aires, 1996.

ASOCIACIÓN MADRES DE PLAZA DE MAYO, Hoy como ayer, No olvidaremos, No perdonaremos, Editorial dans Diario de las Madres de Plaza de Mayo, année V, N° 59, novembre 1989.

ASOCIACION MADRES DE PLAZA DE MAYO, Madres, Boletín Oficial del Movimiento de las "Madres de Plaza de Mayo", Année III, N° 11, septembre 1982, Buenos Aires.

ASOCIACION MADRES DE PLAZA DE MAYO, *Massera El genocida*. Editora 12. Buenos Aires, 1999.

ASOCIACION MADRES DE PLAZA DE MAYO, Ni un paso atrás. Txalaparta. Nafarroa, 1997. 150 pages.CELS, *El secuestro como método de detención*, <https://www.cels.org.ar/common/documentos/elsecuestro.pdf>. Dernière consultation décembre 2019.

CELS, *El secuestro como método de detención*, <https://www.cels.org.ar/common/documentos/elsecuestro.pdf>. Dernière consultation décembre 2019.

CELS, *La política de la desaparición forzada de personas*, <https://www.cels.org.ar/web/wp-content/uploads/1981/10/la-politica-de-desapariciones-forzadas-de-personas.pdf>. Dernière consultation décembre 2019.

CELS, *La política de la desaparición forzada de personas*, <https://www.cels.org.ar/web/wp-content/uploads/1981/10/la-politica-de-desapariciones-forzadas-de-personas.pdf>. Dernière consultation décembre 2019.

CENTRO DE ESTUDIOS LEGALES Y SOCIALES (CELS), *Por la memoria. A 25 años del golpe de 1976. Material para el docente. Propuestas para trabajar en el aula*, Buenos Aires, mars 2001.

CENTRO DE ESTUDIOS LEGALES Y SOCIALES (CELS), *Informe Anual sobre la situación de los derechos humanos en la Argentina 1995*. Buenos Aires, 1996.

CENTRO DE ESTUDIOS LEGALES Y SOCIALES (CELS), *Informe anual sobre la situación de los derechos humanos en la Argentina 1996*, Buenos Aires, 1997.

COMISION PROVINCIAL POR LA MEMORIA, Revista Puentes, Année 1, número 1, août 2000. Buenos Aires. Buenos Aires. Argentine.

COMISION PROVINCIAL POR LA MEMORIA, Revista Puentes, Année 1, número 2, décembre 2000. Buenos Aires. Buenos Aires. Argentine.

COMISION PROVINCIAL POR LA MEMORIA, Revista Puentes, Année 1, número 3, mars 2001. Buenos Aires. Buenos Aires. Argentine.

COMISION PROVINCIAL POR LA MEMORIA, Revista Puentes, Année 1, número 4, Buenos Aires, juillet 2001. Derechos humanos, Año 3 n°9, Buenos Aires, mai-juin 1993.

EQUIPO ARGENTINO DE ANTROPOLOGIA FORENSE, *Informe* en <https://www.eaaf.org/files/eaaf.pdf>. Consulté en décembre 2019.

EQUIPO ARGENTINO DE ANTROPOLOGIA FORENSE, *Informe* en <https://www.eaaf.org/files/eaaf.pdf>. Consulté en décembre 2019

FAMILIARES DE DESAPARECIDOS Y DETENIDOS POR RAZONES POLÍTICAS Y MOVIMIENTO SOLIDARIO DE SALUD MENTAL, *Terrorismo de Estado. Efectos psicológicos en los niños*, Paidós, Buenos Aires, 1987.

FAMILIARES DE DESAPARECIDOS Y DETENIDOS POR RAZONES POLÍTICAS, *Testimonios sobre la represión y la tortura*, Buenos Aires, mars 1984.

H.I.J.O.S. LA PLATA, « ¡Los Hijos estamos de pie ! » , en *Diario de las Madres de Plaza de Mayo*, Año XI, N° 124, Buenos Aires, octobre 1995, p: 7.

H.I.J.O.S., Année 1, número 1, Buenos Aires, juillet 1996.

H.I.J.O.S., Année 1, número 1, Buenos Aires, mars 1996.

H.I.J.O.S., Année 1, número 1, Rosario, mars 1998.

H.I.J.O.S., Année 1, número 2, Buenos Aires, février 1997.

H.I.J.O.S., Année 2, número spécial 1, Buenos Aires, décembre 1997.

H.I.J.O.S., Année 2, número 3, Buenos Aires, octobre 1997.

H.I.J.O.S., Année 2, número 4, Buenos Aires, mai 1998.

H.I.J.O.S., Année 2, número 5, Buenos Aires, décembre 1998.

H.I.J.O.S., Année 3, número 3, La Plata, septembre 1998.

H.I.J.O.S., Année 3, número 4, Córdoba, printemps 1998.

H.I.J.O.S., Année 3, número spécial 3, Buenos Aires, mars 1999.

H.I.J.O.S., Année 3, número spécial, Buenos Aires, 4, avril 1999.

H.I.J.O.S., Année 4, número spécial 4, Buenos Aires, décembre 1999.

H.I.J.O.S., Année 5, número 6, Buenos Aires, mars 2000.

H.I.J.O.S., Année 5, número 7, Buenos Aires, hiver 2000.

H.I.J.O.S., Année 5, número 8, Buenos Aires, printemps 2000.

H.I.J.O.S., Année 6, número 10, Buenos Aires, automne 2001.

H.I.J.O.S., Année 6, número 11, Buenos Aires, hiver 2001.

H.I.J.O.S., Année 6, número 9, Buenos Aires, été 2001. H.I.J.O.S., Conclusiones del V Congreso Nacional de H.I.J.O.S., Semana Santa de 2000.

H.I.J.O.S., *Cuestiones de identidad*, documento, regional Capital Federal, 2001.

H.I.J.O.S., *Editorial*, H.I.J.O.S., año 4, número especial 4, Buenos Aires, décembre 1999.

H.I.J.O.S., *Juicios* en V Congreso Nacional de H.I.J.O.S., semana santa de 2000.

H.I.J.O.S.-Paris, n° 3, mai-juin 2001. Paris. Francia.

HIJOS, Año 1, número 1, septiembre-octubre 2000. Buenos Aires. Argentina.

HIJOS, Año 1, número 2, noviembre-diciembre 2000. Buenos Aires. Argentina.

HIJOS, Año 2, número 3, julio-agosto 2001. Buenos Aires. Argentina.

[http://www.jus.gob.ar/media/3122963/6.\\_anexo\\_v\\_\\_\\_listado\\_de\\_ccd.pdf](http://www.jus.gob.ar/media/3122963/6._anexo_v___listado_de_ccd.pdf), Dernière consultation : 2019.

[http://www.jus.gob.ar/media/3122963/6.\\_anexo\\_v\\_\\_\\_listado\\_de\\_ccd.pdf](http://www.jus.gob.ar/media/3122963/6._anexo_v___listado_de_ccd.pdf). Dernière consultation, décembre 2019.

LIGA ARGENTINA POR LOS DERECHOS DEL HOMBRE (L.A.D.H.). *Ley antiterrorista. Los diferentes proyectos*. Gerardo Etcheverry. Buenos Aires, avril 1997.

MOVIMIENTO ECUMÉNICO POR LOS DERECHOS HUMANOS (MEDH), Informedh, n°104, Buenos Aires, mai-juin 1995.

MOVIMIENTO ECUMÉNICO POR LOS DERECHOS HUMANOS (MEDH)-Regional Buenos Aires. Publications, Buenos Aires, Argentina.

N.LV et V. B, *Abuelas de Plaza de Mayo: « En Argentine le mot reconciliation n'existe pas... »* en H.I.J.O.S.-Paris, N° 3 Mai-Juin 2001.

ORGANISMOS DE DERECHOS HUMANOS, *La desaparición forzada como crimen de lesa humanidad. El NUNCA MÁS y la comunidad internacional. Coloquio de Buenos Aires. 10-13 de Oct. 1988*. Buenos Aires, Grupo Inciativa, 1989.

*Revista Herederos*, Año 1, numero 1, La Plata, mai-juin-juillet 2001.

SECRETARIA DE DERECHOS HUMANOS DE LA NACIÓN - REGISTRO UNIFICADO DE VÍCTIMAS DEL TERRORISMO DE ESTADO, Informe de Investigación RUVTE-ILID

SECRETARIA DE DERECHOS HUMANOS DE LA NACIÓN - REGISTRO UNIFICADO DE VÍCTIMAS DEL TERRORISMO DE ESTADO, Informe de Investigación RUVTE-ILID

SUBSECRETARÍA DE DERECHOS HUMANOS Y SOCIALES DEL MINISTERIO DEL INTERIOR, Boletín informativo n° 4, Buenos Aires, decembre 1993.

SUBSECRETARÍA DE DERECHOS HUMANOS Y SOCIALES DEL MINISTERIO DEL INTERIOR, Queselea, Año 1, n° 1, Buenos Aires, mars 1998.

SUBSECRETARÍA DE DERECHOS HUMANOS Y SOCIALES DEL MINISTERIO DEL INTERIOR, Queselea, Año1, n° 3, Buenos Aires, juillet 1998.

## **Propagande de la Dictature**

ANONIMO, *Editoriales del ejército argentino. 1977. Reflexiones sobre la temática nacional*, sin datos de fecha ni lugar. Dans la « Reflexión final », se signale : « A lo largo de casi todo el año el Ejército ha difundido editoriales semanales en los que volcó el pensamiento de la institución sobre temas que hacen, fundamentalmente, al futuro de la Patria. Estos editoriales se han dirigido a toda la ciudadanía sin excepción » (p. 56).

ASOCIACIÓN PATRIÓTICA ARGENTINA, *La Argentina y sus Derechos Humanos*, édition trilingue (espagnol, anglais, français), s/d, avec un prologue et un épilogue sans signature.

AUNAR (Asociación Unidad Argentina), *Subversión. La historia olvidada. Documento histórico*, 2<sup>ème</sup> édition, Buenos Aires, Edition d'auteur, 1998.

CÍRCULO MILITAR, *Los 70. Violencia en la Argentina*, prologue de Carlos Manuel Acuña, Buenos Aires, Edition d'auteur (Círculo Militar), 2001.

GENTE, *Especial 25 de mayo de 1973-24 de marzo de 1976. Fotos-Hechos-Testimonios de 1035 dramáticos días*, Buenos Aires, 21 juin 1976.

GONZÁLEZ BREARD Eusebio, *La guerrilla en Tucumán. Una historia no escrita*, prologue de Rosendo Fraga, Editorial Círculo Militar, 1999.

## **ARCHIVES**

AEDD

AEDD-CEG

Asociación Madres de Plaza de Mayo

Familiares

Liga

H.I.J.O.S. Paris

Institut National de l'audiovisuel Paris-France, fondo Memoria Abierta

Biblioteca Central USAL Fondo Juicio a las Junta Militares; Fondo Exilios

Biblioteca Nacional Mariano Moreno Programa de Derechos Humanos, Fondo archivo oral testimonial

### **Archives personnelles**

Maria Gutman (Madre +)

Oswaldo Barros et Susana Leiracha de Barros (Sobrevivientes)

Carlos Loza (Sobreviviente)

Paulino Guarido (Sobreviviente)

Alejandro Clara (Sobreviviente)

Norma Cossi (Sobreviviente)

Miguel D'Agostino (Sobreviviente)

Ana Iliovich (Sobreviviente)

Eduardo Naichman (Hijo)

### **Journaux et collections**

*Página 12*

*Diario del juicio*

Collection *Diario de las Madres*

# Table de matières

Remerciements	5
<b>PRÉFACE</b>	
Les débuts de la fin (Fins bénites)	9
Glossaires de acronymes et signes	25
LANGUES, LANGAGES ET RESTITUTIONS	
CLARIFICATION PRÉLIMINAIRE	
Masculins, féminins, <i>otres</i> : Comment restituer une langue-culture linguistique diffusées parmi les subjectivités observées et analysées ?	27
Sur les notes	30
<b>INTRODUCTION</b>	
<i>Ombres et voix de l'état d'exception</i>	
Témoignage de victimes directes de la violence extrême	33
Les survivants et survivantes en tant qu'« objet » d'étude. État des lieux	52
Les <i>apparus</i> et <i>apparues</i> , intérêt et les fondements de notre recherche	68
1. Singularité de l'événement, présomptions universelles	70
2. Sobrevivir a la desaparición política	73
3. Comprendre aujourd'hui	77
<b>PREMIÈRE PARTIE</b>	
87	
Clés théoriques et méthodologiques pour la récupération de la parole des survivants et survivantes <i>apparus</i> dans les cas Argentin	
<b>A. Apparitions, corps indomptés et identités disloquées</b>	
90	
Récupérer l'histoire en faisant appel à la mémoire des victimes-acteurs	95
<i>Apparus</i> survivants, <i>apparues</i> survivantes : délimitation opérationnelle d'une catégorie d'analyse	105
Du NN au disparu : le processus identitaire du survivant et de la survivante	122
Les théories de l'identité et la « carrière » du témoin	140
<b>B. Crimes inhumains et témoignages. Généralités sur l'expression et la prise de parole des victimes de génocide et de terrorisme d'Etat</b>	
153	
Témoignage et expérience concentrationnaire	153
Écriture, voix et actes narratifs	179

<b>C. Lexique concentrationnaire</b>	185
Nouvelle terminologie	194
Termes tirés du langage courant auxquels s'ajoutent un nouvel objet et une nouvelle représentation.	195
Des termes répressifs re-signifiés	203
Expressions spécifiques	204
<b>DEUXIEME PARTIE</b>	205
L'omniprésence de l'absence et l'apparition en vie : le témoignage des survivants et des survivantes de la disparition forcée pour des raisons politiques dans le cas argentin	
<b>A. La perte et la reconstruction de l'identité comme objet/sujet d'étude : une proposition méthodologique pour l'analyse socio-historique des témoignages de survivants et survivantes</b>	208
La chercheuse, actrice et productrice de sa recherche	223
La production du témoignage oral : un travail à deux voix	231
Pacte éthique et enregistrement audiovisuel	239
<b>B. Fragments de mémoire. Les producteurs de l'histoire</b>	247
<b>C. Vérité, mémoire et justice. Bases et fondements d'une chronologie des témoignages</b>	269
LA VÉRITÉ. Apparition en vie et apparaitre vivant	272
JUSTICE. Procès et châtement des coupables	278
MÉMOIRE. Le travail identitaire du survivant et de la survivante dans la récupération de la figure du militant disparu et apparu et de la militante disparue et apparue	312
<b>D. Pédagogie de l'inhumain : raconter dans et depuis les abîmes des camps clandestins. Le cas d'Ana Iliovich</b>	323
La Perla c'était le Brésil	325
<b>CONCLUSION :</b>	
Témoignage et limites de la parole du détenu disparu-apparu et de la détenue disparue-apparue	335
<b>BIBLIOGRAPHIE</b>	345
Table de matière	381